



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

gall. rev.

375^o

gabourc

>



HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
ET DE
L'EMPIRE.

TOME VIII.

Paris. — Typographie de Firmin Didot Frères , rue Jacob , 56.

HISTOIRE
DE LA
RÉVOLUTION
ET DE
L'EMPIRE,

PAR M. AMEDÉE GABOURD.

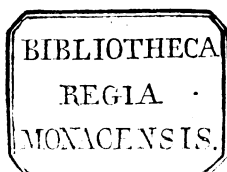
EMPIRE.

TOME PREMIER.

PARIS,
JACQUES LECOFFRE ET C^e, ÉDITEURS,
RUE DU VIEUX-COLOMBIER, 29,
Ci-devant rue du Pot-de-Fer Saint-Sulpice, 8.

1851.

1851



Voilà ce que dit le Seigneur, le Dieu d'Israël :

« Je vais visiter, dans ma colère, le roi de
« Babylone et son pays... »

(JÉRÉMIE, chap. L.)

«... J'étendrai ma main sur vous, je vous pu-
« rifierai de toute votre écume par le feu... »

(ISAÏE, chap. II.)

PRÉFACE.

Nous donnons aujourd'hui au public les derniers volumes de cette histoire; ils comprennent la période qui s'étend de 1804 à 1815. Peu de sujets ont été aussi souvent esquissés par les plumes contemporaines; et, certes, nous n'avons pas la prétention de clore la liste des écrivains qui retraceront les annales de l'empire napoléonien. Heureux si nous avons su dresser quelques jalons sur la route de la vérité!

Empereur, consul, soldat, sous quelque forme qu'on se le représente, Napoléon apparaît aux regards comme un de ces géants fantastiques qui semblent grandir à mesure qu'ils s'éloignent. Son nom est écrit en lettres de feu et de sang dans l'histoire moderne de l'Europe : les nations qui lui durent l'ordre et la gloire, celles dont il fut le fléau ou qui lui

servirent de marchepied ; les peuples dans le sang desquels il fit baigner son cheval de guerre, ont retenu ce nom qui survivra, transmis par les siècles aux autres siècles. Or, qui nous dira par quel mystère impénétrable le cri des malédictions s'est éteint pour faire place à l'hymne du pardon ? Ce nom est environné d'une auréole lumineuse et poétique qui fait disparaître, pour les peuples, le souvenir de leurs misères et de leur deuil. Entrez dans l'humble cabane des montagnards du Dauphiné et des Vosges, dans les pauvres huttes de la Champagne, dans les fermes de la Vendée, et vous y trouverez toujours l'image de l'empereur ; il est là comme le sujet de la légende naïve, comme le texte naturel des récits de la veillée : *Parlez-nous de lui, grand'mère ! grand'mère, parlez-nous de lui !* Et voilà qu'on en parle dans les steppes marécageux de la Pologne, sur les Apennins, le long des fleuves allemands, qui roulèrent à la mer tant de cadavres immolés à son ambition désastreuse. L'Angleterre elle-même, qui porte au front la responsabilité de la lente et douloureuse agonie de son captif ; l'Angleterre, qui mit tous ses soins à le détruire, exalte aujourd'hui la gran-

deur de cet ennemi, et s'agenouille avec respect devant son suaire. L'Orient, où il posa le pied il y a plus d'un demi-siècle, retentit, d'une extrémité à l'autre, du bruit de sa renommée : là encore, sur le bord des fontaines où viennent s'asseoir les pèlerins et les conteurs arabes, il est *le lion du désert*, il est *le Bounaberdi*, *le sultan* des Francs d'Europe, dont le nom ne doit pas mourir. A une époque où l'on a mis à nu tout sentiment pieux, où la prose règne, où la poésie a été reléguée parmi les vieux oripeaux dont on ne veut plus, c'est la seule légende qui subsiste encore.

Or, tout ce prestige, s'il peut éblouir le poète et lui fournir des inspirations, ne saurait être après tout, pour l'historien, qu'un embarras de plus, qu'un puissant obstacle qui ne lui permet pas d'arriver à la connaissance de la vérité, ou de faire accepter ses jugements froids et positifs. Il y a trente-cinq ans que, pour rendre justice à la gloire et au génie de l'empereur, il fallait courageusement se mettre en garde contre les colères officielles, contre les mensonges accrédités, contre les ressentiments des mères : aujourd'hui, c'est contre les exagérations de la popularité et les entraî-

nements de l'enthousiasme qu'il faut savoir lutter avec énergie. La route n'est que plus obstruée, et la tâche de l'écrivain et du philosophe devient parfois bien difficile.

Les peuples sont les seuls troupeaux qui préfèrent, au pasteur armé de la houlette, le berger qui les fait marcher en les poussant avec le glaive. De la grandeur impériale, achetée au prix de deux millions d'hommes, il ne nous est resté que le nom, et ce nom ne meurt point : l'empereur, légataire universel de la république, a disparu de la scène en nous laissant dépouillés de nos provinces du Rhin ; il a prodigué à pleines mains les ressources vitales de la France ; les yeux des mères se sont lassés à verser des larmes sur les hécatombes offertes, pendant dix ans, au dieu de la guerre : et cependant, par un secret inexprimable de mansuétude ou d'orgueil, le peuple a pardonné toutes ces misères, et il a adopté le nom de cet homme comme un symbole de gloire et de force. Vainement on lui a dit que sous ce règne la liberté fut opprimée ; que la puissance du sabre prévalut seule contre les idées ; que la tribune fut muette et la presse bâillonnée : ces accusations si vraies et si justes

passent comme un bruit stérile; le pays ne se souvient que des victoires et des salves retentissantes qui les annonçaient; il aime cette gloire, achetée avec son sang; et par cela même qu'il l'a si chèrement payée, il y demeure fidèle, sans trop en approfondir les secrets. Le jour où, sous nos yeux, furent ramenées les cendres de l'empereur, si longtemps captives, le peuple se pressa sur leur passage et salua de nouveau Napoléon. Que disons-nous? dans les rangs de ces multitudes, bon nombre d'hommes se trouvent encore qui attendent le retour du vieux capitaine; et l'on se croirait à l'époque des légendes de Barbe-rousse et de don Sébastien, à la mort desquels pendant plusieurs siècles les nations refusèrent de croire.

Il fallait heurter plusieurs de ces souvenirs chers au pays; la justice était le seul phare qui dut nous guider. En présence de ce prestige qui s'attache inévitablement au nom de l'empereur, nous nous sommes à peine demandé s'il n'était pas entré dans les vues de la Providence que ce nom, religieusement conservé dans le pays, n'eût gardé sa puissance populaire que pour être un obstacle qui retardât

une fois de plus les progrès de l'anarchie révolutionnaire? Est-ce à nous qu'il appartiendrait d'interpréter les desseins de Dieu? Notre mission se borne à raconter le passé; l'avenir échappe à nos regards. D'autres viendront, qui, lorsque Dieu aura fait son œuvre, diront à leur tour quel fut le secret de nos luttes contemporaines.

Nous n'avons point reculé devant les exigences du devoir qui nous prescrivait de faire la part du blâme et de la louange, et d'apprécier le règne de l'empereur d'après les événements réels, et non au gré des imaginations de la foule. Tout en respectant le souvenir de Napoléon comme celui d'un homme extraordinaire, nous nous sommes attaché à l'étudier dans le double recueillement de la réflexion et du doute historique. Habitué à chercher la vérité au point de vue des principes chrétiens, nous sommes de ceux qui, ne se laissant pas éblouir par l'éclat des renommées humaines, ne reconnaissent dans un individu, si haut qu'il soit placé, qu'un faible instrument de la volonté de Dieu, qu'un peu de poussière promise au tombeau, et qui n'est digne, par elle-même, d'aucune louange.

Le temps où nous vivons n'est guère propice à l'examen sérieux des événements et de la politique de l'empire : les passions qui semblaient éteintes autour du cercueil de Sainte-Hélène, se sont réveillées sur notre sol depuis que le nom de Napoléon a reparu au faite de la société. Ce nom est de nouveau livré aux contradictions des partis, et il pèse de tout son poids dans la balance de nos destinées. C'était peut-être une raison de plus de mesurer la grandeur réelle de l'empire, et de le peindre sous des couleurs exactes : il y avait là, pour les chefs des peuples et pour la masse, une source de graves enseignements. Surtout il importait de bien établir qu'une nation entraînée, ivre de gloire, à la suite d'un conquérant, n'est point un obscur satellite condamné à suivre sans relâche les évolutions d'un astre supérieur : un peuple qui a eu une telle histoire, dans de telles conditions, ne repasse pas deux fois par le même chemin.

A. G.

Paris, mars 1851.

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE.

EMPIRE.

LIVRE PREMIER.

La révolution française subissait le frein. Le consulat n'avait été pour la dictature impériale qu'une longue et glorieuse période d'incubation. Pendant quelque temps encore on eut recours à des ménagements calculés. Le chef de la nation recevait le titre d'empereur, mais le mot de république n'était point effacé; il subsistait dans la plupart des formules officielles, et sur l'exergue de la monnaie frappée à l'effigie de Napoléon. On datait encore de l'an XII; et la nation française, croyant donner une nouvelle preuve de sa souveraineté, se disposait à voter, sur des re-

Mai 1804.
Commence-
ments
du règne
de
Napoléon.

Mai 1804. gistes municipaux, pour ou contre l'hérédité monarchique.

Choix
des grands
dignitaires.

Les grands dignitaires de l'empire furent désignés le premier jour. L'empereur nomma grand électeur son frère Joseph; connétable, son frère Louis; archichancelier, le consul Cambacérès; architrésorier, le consul Lebrun; plus tard, le titre de grand amiral fut donné au prince Joachim Murat, son beau-frère, qui commandait alors l'armée française en Italie. Les jours suivants, les membres du sénat et des assemblées législatives prêtèrent serment devant Napoléon. On remarqua dans le cérémonial une circonstance qui révélait la portée de la révolution accomplie la veille. Pendant que les sénateurs, les législateurs, les tribuns et les dignitaires prêtaient serment et défilaient après avoir rendu hommage, l'empereur, assis sur son trône, ne répondait que par une faible inclination. Ses égaux de la veille murmurèrent un peu, mais ils subirent l'ascendant du maître, et tout rentra dans le silence.

Maréchaux
d'empire.

La constitution ressuscitait la dignité militaire de maréchal : il était difficile de faire un choix au milieu d'une élite de généraux illustres, sortis des rangs de l'armée depuis quatorze ans. Les premiers maréchaux nommés par l'empereur furent : Berthier, ancien ministre de la guerre, plus organisateur que soldat; Murat, le premier général de cavalerie de cette époque, et que nul n'égalait lorsqu'il s'agissait d'entrer, le sabre au poing, dans les carrés ennemis; Moncey, homme froid et officier capable, qui avait fait ses preuves dans nos campagnes des Pyrénées; Jourdan,

 Mai 1804.

le vainqueur de Fleurus, qui ne s'était point encore fait absoudre de ses sentiments républicains; Masséna, l'orgueil de l'armée d'Italie et le sauveur de la république à Zurich; Augereau, si brave à la bataille de Castiglione, et si peu digne de sa gloire dans les conciliabules jacobins; Bernadotte, ennemi caché mais persévérant de la fortune de Napoléon, et que signalaient fort peu de victoires; Soult, si intrépide à Gênes, et alors commandant de l'armée d'expédition rassemblée au camp de Boulogne; Brune, patriote frondeur, qu'on se promettait de laisser à l'écart; Lannes, ami franc, loyal, et sans grande portée lorsqu'il ne s'agissait point d'affronter la mort; Mortier, général habile, mais sans éclat; Ney, l'un de ceux qui s'étaient le mieux formés à la grande école de Moreau, et celui qui mérita plus tard le nom impérissable de *Brave des braves*; Davoust, plus en état que d'autres de faire manœuvrer une grande armée sous le canon; et enfin Bessières, soldat honnête, dévoué, et habile chef de cavalerie. Quatre généraux, plus avancés en âge, mais disposés encore à verser leur sang sur les champs de bataille, furent autorisés à joindre la dignité de maréchal d'empire au titre de sénateur, dont ils étaient déjà revêtus; ce furent : Kellermann, Lefebvre, Pérignon et Serrurier. Plusieurs de ces choix suscitèrent des jalousies et des critiques, mais l'opposition ne se produisit au dehors qu'avec respect et réserve.

Le même jour, on rétablit les charges civiles de gouverneur du palais, de grand écuyer, de grand veneur, de grand maréchal, de grand maître des cé-

Distribution
des
charges du
palais.

Mai 1804. rémonies, de grand chambellan ; on institua un grand aumônier. On organisa, d'abord sur un pied modeste, puis sur une vaste échelle, la maison militaire de l'empereur, la maison de l'impératrice, et les maisons des princes et princesses du sang. Les courtisans sortaient du sol. M. de Ségur était maître des cérémonies ; Maurice de Talleyrand était revêtu de la dignité de grand chambellan ; ce fut un Rohan, ancien archevêque de Cambrai, qui fut nommé premier aumônier de l'impératrice. Les dames du palais de Joséphine comptaient parmi elles mesdames de la Rochefoucauld, de Colbert, de Turenne, de Bouillé, de Brignole, de Chevreuse, de Mortemart, de Montmorency ; un Cossé-Brissac était chambellan de Lætitia Ramolino ; le cardinal Spina, archevêque de Gênes, était aumônier et M. de Clermont-Tonnerre chambellan de S. A. I. la princesse Pauline ; MM. d'Aligre et de Cambis s'honoraient de faire partie de la maison de la princesse Caroline. Parmi les autres noms, on en remarquait un grand nombre dont l'illustration récente datait des champs de bataille de la république.

Dispositions
de l'opinion
publique
à l'avènement
de
l'empereur.

Le régime impérial, il faut bien le reconnaître, n'était point salué avec un vif enthousiasme ; dans certaines régions on se bornait à l'accepter comme offrant des garanties de plus d'ordre et de durée. La classe moyenne, naturellement frondeuse et mécontente, trouvait matière à blâmer en voyant disparaître la république, dont cependant elle n'avait jamais sérieusement voulu : elle se serait épouvantée si la démocratie avait repris le pouvoir. Mais comme à toute époque il faut un aliment à ses habitudes

d'opposition et de critique, elle répétait, plutôt d'instinct qu'avec intelligence, des phrases toutes faites sur les dangers de l'ambition poussée trop loin et du despotisme continu. Le peuple des ateliers et des campagnes approuvait le changement, parce que Napoléon était bien l'homme de cette portion nombreuse et puissante de la société, qui ne raisonne ni son amour ni ses antipathies, et qui a toujours du sang, du courage et de la patience à mettre au service de ses affections. Napoléon n'usa que trop de cette force; il l'épuisa sans la lasser. Pour le peuple, l'élévation de Napoléon, sorti des rangs obscurs, était le triomphe de l'égalité; la cause de l'empereur était donc celle du peuple pauvre : les hommes de cette classe se montraient fiers de la grandeur de celui d'entre eux qu'ils avaient vu, peu d'années auparavant, revêtu du plus modeste uniforme; les mères ne tremblaient point encore pour leurs enfants, et l'avènement de l'empereur leur semblait au contraire un gage nouveau du maintien de la paix. Les royalistes n'avaient point mis en oubli la mort sanglante du duc d'Enghien : ils s'indignaient, dans leurs élégants conciliabules, de voir l'usurpation du *Corse* se consommer jusqu'au bout; puis, la part faite aux rancunes ou à la fidélité, ils se disaient qu'après tout, puisque la révolution triomphait d'eux-mêmes et de l'Europe, mieux valait un empereur et un empire qu'une république et un consul. C'était à tout prendre une quatrième dynastie, et Dieu avait sans doute ses desseins. Aussi les royalistes, bien que froids et circonspects, adhéraient en public aux derniers changements politiques. Le clergé

Mai 1804.

se montrait animé de dispositions pareilles : tout ce qui pouvait ajouter à la force et à l'unité du pouvoir plaisait à ces ecclésiastiques revenus de l'exil ou sauvés des persécutions ; et, sans aimer Napoléon, ils acceptaient comme une circonstance heureuse son avènement au trône. Quant à l'armée, elle ne dissimulait ni sa joie ni son triomphe. Elle avait élevé l'un de ses chefs sur le pavois impérial : qui oserait contredire ses vœux et refuser de plier le genou devant son idole ?

Dispositions
de l'Europe.

Il était plus difficile à Napoléon de se faire accepter par l'Europe. Les puissances continentales, bien que plusieurs fois humiliées par la république, voyaient avec déplaisir la France reprendre sa place parmi les monarchies. Elles espéraient que, par le simple jeu des institutions républicaines, ce pays, alors si redoutable, serait dans un assez prochain avenir livré à toutes les incertitudes de la démocratie, à la dure extrémité des guerres civiles, et que, s'affaiblissant par ces divisions, il cesserait de peser sur l'Europe. Depuis la paix de Nimègue et la paix d'Aix-la-Chapelle, le même mot d'ordre a été transmis par les rois et les cabinets de l'Europe à leurs héritiers : *Il faut que la France soit rayée du nombre des grandes puissances.* L'Europe avait vu avec une secrète joie les premiers orages de la révolution française, parce qu'ils enchaînaient l'action extérieure de notre patrie et la politique envahissante de la maison de Bourbon. Les cabinets se montrèrent froids et timides lorsqu'il fallut défendre Louis XVI. Ils ne se déterminèrent à des efforts un peu vigou-

reux que lorsqu'ils sentirent la sécurité de tous les trônes menacée par les principes révolutionnaires. Alors seulement ils entreprirent d'éteindre le grand incendie qui consumait la France. A l'avènement de la république, une circonstance consola les grandes puissances européennes : c'est que du moins le pacte de famille était rompu. Et maintenant voilà qu'une quatrième dynastie, redoutable dès le premier jour dans la personne de son fondateur, allait reprendre le travail commencé par Louis XIV ; celui qui escaladait le trône impérial était l'homme de Lodi et de Marengo, et il avait dit : « Je suis solidaire de la « politique extérieure de la France depuis Clovis « jusqu'au comité de salut public ! » De plus, cet homme menaçait les rois. Il venait de répandre le sang d'un Condé ; aucun souverain étranger ne se croyait en sécurité dans sa capitale, lorsqu'il suffisait d'une escouade de gendarmes français pour arrêter un prince, au mépris du droit des gens. Que venait faire ce soldat dans la famille des monarques ?

Puis Napoléon se décorait du titre d'empereur, et c'était là une difficulté de plus. Les traditions diplomatiques désignaient la France comme un royaume ; elles ne s'accordaient pas avec l'inauguration d'un empire des Gaules, alors surtout que le saint-empire allait disparaître, et devait sous peu de jours être remplacé sur la carte d'Europe par l'empire d'Autriche. Les cabinets se révoltaient de cette usurpation de plus. Aussi la plupart d'entre eux hésitèrent à reconnaître la nouvelle dynastie, et il fallut l'ascendant si terrible de la victoire et de la force

Mai 1804. pour triompher de ces répugnances et de ces scrupules.

Attitude
du roi
de Suède.

La mort du duc d'Enghien servait, à juste titre, de prétexte à des actes de froideur ou de malveillance qui ne pouvaient être les préliminaires d'une reconnaissance officielle des changements introduits dans l'ordre politique de la France. Un jeune roi à qui le siècle a reproché d'être un esprit médiocre, parce qu'il entreprit une lutte au-dessus de ses forces, Gustave-Adolphe de Suède, manifesta le premier l'hostilité de ses sentiments. C'était un prince qui, par l'irréflexion chevaleresque de son caractère, ressemblait beaucoup à Paul I^{er}; il avait hérité des sentiments généreux de son père l'infortuné Gustave III, mais il n'en avait ni les talents, ni la renommée. Ardent ennemi de la France, il croyait que sa haine était l'accomplissement d'un devoir de piété filiale. Comme il avait été l'ami intime du duc d'Enghien, il avait pris le deuil de ce prince, et il avait demandé qu'on voulût bien lui envoyer le petit lévrier avec lequel l'héritier de la race des Condés, renfermé au donjon de Vincennes, avait voulu partager son dernier repas. Depuis lors, suivi de ce chien fidèle, auquel on avait mis un collier noir, le roi de Suède se promenait solitaire et affligé, et la police française l'accusait de folie. Sans se mettre en peine de soulever la redoutable inimitié de Napoléon, Gustave-Adolphe rappela son ambassadeur de Paris, et chercha ensuite à se rapprocher de la Russie, pour jeter les bases d'une nouvelle coalition contre la France. Napoléon affectait de mépriser ce chef d'un pays

pauvre et hors d'état de se mesurer contre sa puissance. Moins de dix ans après, il ne vit que trop ce que pèse l'épée de la Suède dans le plateau de la balance de l'Europe.

Mai 1804.

L'empereur de Russie manifestait à l'égard de la France une froideur qui faisait pressentir une rupture. Ce prince s'était vu à regret forcé de rappeler M. de Marcoff, l'ambassadeur dont les procédés malveillants avaient le plus contrarié la politique de Napoléon; il n'y avait plus à Paris qu'un simple chargé d'affaires russe, M. d'Oubril. C'était assez pour faire parvenir au gouvernement français des protestations et des notes au sujet de la politique suivie en Allemagne et en Italie. L'empereur de Russie se plaignait de ce que les droits de l'empereur François II eussent été méconnus dans les arrangements de l'Allemagne, et sous plus d'un rapport il voulait qu'on révisât ce grand procès; le cabinet de Saint-Petersbourg s'étonnait de ce que la France eût pris sur elle d'envahir le Hanovre, dépendance germanique; il protestait contre l'occupation, par nos troupes, de plusieurs points du royaume de Naples; il demandait le rétablissement de la maison de Carignan sur le trône du Piémont; il insistait pour obtenir la restauration du prince d'Orange en Hollande, et, à défaut de cette réparation, il réclamait pour le stathouder une indemnité suffisante. En France, on objectait que c'étaient là des questions jugées sans retour, et que la Russie ne pouvait soulever de nouveau.

Attitude
de la Russie
et du czar
Alexandre.

Lorsque la nouvelle de la catastrophe de Vienne parvint à Saint-Petersbourg, elle y causa une

Mai 1804.

Échanges
de notes
diploma-
tiques
qui font
pressentir
une rupture.

sensation des plus douloureuses : le duc d'Enghien était connu à la cour d'Alexandre, et l'impératrice mère avait voué à ce jeune homme un sincère attachement. Aussi l'indignation ne craignit-elle pas de se manifester. Le czar s'attribuait, on ne sait d'après quelles traditions, une sorte de protectorat sur l'Allemagne; le territoire germanique avait été audacieusement violé par Napoléon. M. d'Oubril eut ordre de protester; il remit à M. de Talleyrand une note portant que son auguste maître avait appris avec autant de surprise que de douleur l'événement qui s'était passé à Ettenheim, les circonstances qui l'avaient accompagné, et le résultat plus déplorable encore de cette entreprise, contraire au droit international. M. d'Oubril ajoutait que le czar trouvait dans cette catastrophe imprévue la violation, pour le moins aussi gratuite que manifeste, d'un territoire neutre, violation dont il était difficile de prévoir les conséquences, et qui, si l'on venait à la considérer comme permise, réduirait à rien la sûreté et l'indépendance des États souverains. M. d'Oubril annonçait ensuite que S. M. Impériale s'était trouvée dans l'obligation d'exprimer ses sentiments sur ce sujet à la diète de Ratisbonne; mais qu'elle avait voulu en même temps les exprimer au gouvernement français, étant persuadée que ce gouvernement s'empresserait de prêter l'oreille aux justes réclamations du corps germanique, et s'attacherait à rassurer tous les gouvernements dont la sécurité et l'indépendance paraissaient menacées. Cet appel de la Russie à la diète de Ratisbonne, contre la France, révéla à Napoléon les dis-

positions hostiles d'Alexandre. Comme une rupture avec le plus puissant des souverains du Nord était un danger que, après tout, il fallait retarder, Napoléon fit répondre, par M. de Talleyrand, qu'il éprouvait le plus vif regret en reconnaissant que l'influence des ennemis de la France venait de prévaloir dans les conseils du czar. Il ajouta que l'Autriche et la Prusse, les deux puissances les plus éminemment intéressées au corps germanique, avaient compris que la France avait été autorisée par les circonstances à faire saisir, « à deux lieues de ses frontières, des Français rebelles qui conspiraient contre leur patrie, et qui, par la nature de leurs complots ainsi que par l'horrible évidence qu'ils avaient acquise, s'étaient mis eux-mêmes hors du droit des gens. » Les princes d'Allemagne ayant été satisfaits, Napoléon ne pouvait qu'être surpris, disait-il, d'une intervention inattendue, dont il avait peine à comprendre les motifs. Un fait digne de remarque, c'est que, soit prudence, soit politique, ni la Prusse ni l'Autriche ne démentirent cette allégation du gouvernement français.

La réponse diplomatique de Napoléon, revêtue, pour la forme, de la signature de M. de Talleyrand, laissait entrevoir des dispositions hostiles destinées à servir de leçon à la Russie. Le gouvernement français déclarait que si la pensée réelle du czar était de former en Europe une nouvelle coalition et de recommencer la guerre, il fallait s'abstenir de vains prétextes, et agir ouvertement. Quelque profonde que fût, disait-on encore, la douleur de Napoléon à la reprise des hostilités, il ne connaissait sur la terre

Juin 1804.

personne qui pût intimider la France, personne qu'il voulût laisser intervenir dans les affaires intérieures du pays. Ici se plaçaient des récriminations sur la protection accordée à des émigrés français ou à d'autres ennemis de la France, par les légations russes, en divers pays; et bientôt après, par ordre de Napoléon, le ministre des relations extérieures poussait l'audace jusqu'à faire allusion à la mort de Paul I^{er}, demeurée impunie sous le règne d'Alexandre. « La plainte que la Russie élève aujourd'hui, disait-il, conduit à demander, si lorsque l'Angleterre médita l'assassinat de Paul I^{er}, on eût eu connaissance que les auteurs du complot se trouvaient à une lieue des frontières, on n'eût pas été empressé de les faire saisir? » C'était un double outrage officiellement déversé sur l'Angleterre et sur le czar, et qui blessa profondément le cœur d'Alexandre. L'héritier et le fils du malheureux Paul ne comprenait que trop bien la cruelle ironie cachée sous une phrase diplomatique; mais ses ministres, dominant leur indignation, gardèrent encore quelque réserve dans leur réponse : « La France, dirent-ils, accuse la Russie de protéger le corps germanique; elle n'agit qu'en vertu des traités, et par suite d'anciens rapports reconnus par la France elle-même. Quant à l'attentat d'Ettenheim, il a blessé l'indépendance et la neutralité du corps germanique, et c'est en vertu de ce droit que la Russie, réclamant auprès de la diète, a voulu faire garantir ses privilèges. Nous ne sommes plus aux époques de barbarie où les États n'avaient que leurs intérêts propres; il existe un droit public général que tous

Juin 1804.

doivent respecter. Si la Russie voulait la guerre, elle n'aurait pas besoin de chercher de vains prétextes, le gouvernement français ayant fourni depuis longtemps trop de raisons valables pour une rupture... A peine croirait-on que, pour soutenir un principe erroné (le droit de poursuivre les émigrés en pays étranger), le cabinet de Saint-Cloud eût cru pouvoir s'écarter des égards et des convenances, au point de choisir parmi les exemples à citer celui qui était le moins fait pour l'être, et de rappeler, dans une pièce officielle, la mort d'un père à la sensibilité de son auguste fils, en entachant, contre toute vérité et croyance, d'une accusation atroce, un gouvernement (l'Angleterre) que la France ne se faisait pas scrupule de calomnier sans cesse, parce qu'elle se trouvait en guerre avec lui. » M. d'Oubryll rappelait ensuite tous les griefs de la Russie contre la France, il en demandait la réparation immédiate ; sinon, il réclamait sur-le-champ ses passe-ports, par ordre exprès de sacour. Deux nouvelles notes, non moins explicites, furent encore échangées, et M. d'Oubryll quitta Paris. On était au mois de fructidor an XII. La rupture venant de se consommer entre la France et le czar, celui-ci se trouva dispensé de reconnaître la dignité impériale de Napoléon. Dans les protocoles officiels, le cabinet russe, n'osant encore employer à l'égard de cet ennemi le titre de premier consul, se bornait à désigner l'empereur sous le titre de *chef du gouvernement français*. Le roi de Suède, exagérant la répugnance jusqu'à la puérilité, se bornait à dire : *M. Bonaparte*.

La rupture
éclate.

Juin 1804.

Les
puissances
germaniques
reconnaissent
Napoléon
pour
empereur.

La maison d'Autriche, qui depuis trois ans se préparait en silence à prendre sa revanche des humiliations de Lunéville, ne se trouvait point encore prête à entrer en campagne : elle ne dénia point à Napoléon le nom d'empereur, mais elle fit un pas de plus vers la souveraineté, et François II ajouta à son titre électif d'empereur des Romains le titre d'empereur héréditaire d'Autriche. La Prusse, quoique déjà animée d'une froideur assez malveillante pour le gouvernement français, se détermina sans hésiter à reconnaître Napoléon : la confédération germanique salua également le nouveau souverain ; les électeurs de Wurtemberg et de Bavière, auxquels on fit entrevoir pour récompense de leur amitié l'honneur de la couronne royale, s'associèrent à l'adhésion de la Prusse ; l'électeur de Saxe ne put refuser à Napoléon cette marque de déférence.

Attitude
de
l'Angleterre.

L'Angleterre, ouvertement ennemie, usa du bénéfice de la guerre : c'était d'ailleurs le moment où l'infatigable Pitt réussissait à éloigner des affaires le ministère Addington, et à rentrer au pouvoir, assisté de ses nobles amis lord Melville, William Dundas, Georges Canning, Harrowby et Hawkesbury. L'avènement de Pitt était pour la France le signal d'une lutte plus formidable et plus ardente que jamais. De part et d'autre on avait tiré l'épée du fourreau : il ne s'agissait donc plus de reconnaître un titre impérial, une dynastie nouvelle. La grande affaire de Pitt était de nous susciter des ennemis sur tous les points de l'horizon, et il ne faillit pas dans l'accomplissement de ce devoir.

Alors aussi, du fond de sa retraite de Varsovie, le chef des Bourbons exilés crut devoir à ses droits héréditaires de protester, aux yeux de l'Europe, contre l'avènement de Napoléon au trône : « En pre-
 « nant le titre d'empereur, écrivit Louis XVIII, Bona-
 « parte vient de mettre le sceau à son usurpation. Ce
 « nouvel acte d'une révolution où tout, dans l'origine,
 « a été nul, ne peut sans doute infirmer mes droits ;
 « mais, comptable de ma conduite à tous les souve-
 « rains dont les droits ne sont pas moins lésés que les
 « miens, et dont les trônes sont tous ébranlés par les
 « principes que le sénat de Paris a osé mettre en
 « avant ; comptable à la France, à ma famille, à mon
 « propre honneur, je croirais trahir la cause commune
 « en gardant le silence en cette occasion. Je déclare
 « donc, après avoir au besoin renouvelé mes protes-
 « tations contre tous les actes illégaux qui, depuis
 « l'ouverture des états généraux en France, ont
 « amené la crise effrayante dans laquelle se trouvent
 « la France et l'Europe, je déclare, en présence de
 « tous les souverains, que, loin de reconnaître le titre
 « impérial que Bonaparte vient de se faire déférer par
 « un corps qui n'a pas même d'existence légitime, je
 « proteste contre ce titre, et contre tous les actes sub-
 « séquents auxquels il pourrait donner lieu. » Les
 temps n'étaient pas venus où ces droits qu'invoquait
 le prince exilé devaient trouver l'Europe sympathique
 et respectueuse. Les cabinets du continent accueillirent
 avec froideur la protestation de Louis XVIII : en
 ce monde, le faible a tort contre le puissant qui
 triomphe ; et les cours européennes, sans même en

Juin 1804.
 Protestation
 de
 Louis XVIII.

Juin 1804.

excepter celles qui déniaient à Napoléon le titre d'empereur, ne se montraient nullement disposées à reconnaître la légitimité des Bourbons proscrits, et à introduire une difficulté de plus entre elles et la France. Pour Napoléon, il affecta une confiance immense dans ses droits, et il ordonna que la protestation de Louis XVIII fût insérée au *Moniteur*. Le journal officiel donna donc une grande publicité à la lettre du prétendant, et Napoléon voulut que les publicistes dont il dirigeait les inspirations fissent à cette protestation l'honneur de la discuter. Les écrivains impériaux en appelèrent à la révolution et à l'histoire. Ils soutinrent, contre le royal exilé, que la question par lui soulevée en face de l'Europe avait été cent fois résolue dans le passé. L'intérêt des peuples fait les rois, dirent-ils, et la force nationale les soutient. Quand ils n'ont plus pour eux ni l'un ni l'autre, ils rentrent dans la foule des individus. Ils ajoutèrent : « Ces droits-là sont ceux de toutes les maisons régnantes ; un peu plus, un peu moins d'antiquité fait toute la différence. C'est ce droit qui a mis dans la maison de Hanovre le sceptre britannique, dans la maison d'Autriche la couronne impériale ; ce fut le droit de Hugues Capet choisi par ses pairs, qui représentaient la nation... Si le comte de Lille (Louis XVIII) proteste contre la révolution, la révolution proteste bien plus hautement contre lui. Cette révolution, dont les résultats ont été reconnus par toute l'Europe, consacrés par tant de victoires et consolidés par tous les intérêts nouveaux, a jeté entre la France et les Bourbons un mur de diamant, pareil à celui qui, dans

Juin 1804.

Milton, sépare le palais de l'Éternel du séjour des anges rebelles. Il faut que le comte de Lille renverse ce mur terrible, avant de faire entendre sa faible voix ou ses inutiles protestations. Ce n'est point par des écrits que les rois détrônés rétablissent leurs droits... Lorsque Henri IV voulut remonter sur le trône de saint Louis, il prit les armes, il vainquit, il régna ; mais le comte de Lille nous rappelle le fils de Jacques II, qui, n'ayant jamais tiré le glaive, se contentait d'envoyer régulièrement de sa petite cour de Commeroy, en Angleterre et en Écosse, des volumes de protestations... Un roi détrôné doit combattre, ou se taire... » Les Bourbons attendirent, et l'histoire se chargea de répondre pour eux. Cette réponse de la royauté fut-elle, d'ailleurs, à jamais ineffaçable ? Deux révolutions qui se sont encore succédé ont accru à cet égard les obscurités du présent, et Dieu seul garde en son sein les secrets de l'avenir.

Napoléon venait à peine de monter sur le trône impérial, que le procès de Moreau et de Georges commença devant le tribunal criminel et spécial du département de la Seine. Ce fut un moment difficile pour le nouveau pouvoir. L'opinion, incertaine et défiant, retrouva dans ces débats judiciaires des éléments d'opposition, et quelques moyens de plus d'amoindrir la popularité de l'empereur. On aurait vainement voulu éviter cet embarras : la justice devait avoir son cours. Aussi mit-on une assez grande solennité dans le jugement. Hémart présidait le tribunal spécial ; douze juges en simarre siégeaient à ses côtés. Les accusés, au nombre de quarante-sept,

Procès
de Moreau,
de Georges
et des auteurs
de la
conspiration.

Juin 1804. étaient rangés sur quatre rangs : Moreau conservait une attitude calme ; Georges Cadoudal , sur lequel se fixaient un moment tous les regards, se montrait hautain et hardi ; la jeunesse de MM. de Polignac éveillait l'intérêt de la foule ; M. de Rivière inspirait le même sentiment de bienveillance et de pitié ; Lajolais cherchait à se rendre maître de lui-même ; les accusés bretons, en grand nombre, avaient les yeux attachés sur Georges comme les vassaux de Fergus Mac Ivor sur leur chef de clan. Les gendarmes qui entouraient les accusés témoignaient à Moreau beaucoup de sympathie et de respect, et présentaient les armes à leur général lorsqu'il venait à l'audience. On remarquait dans l'auditoire le général Lecourbe, l'un des plus illustres lieutenants de Moreau et son ami. D'autres généraux célèbres, Macdonald, Dessoles, Saint-Cyr, suivaient également les débats avec une sollicitude reconnaissante. Les royalistes et les républicains, qui remplissaient le prétoire, saluaient de leurs vœux et de leurs applaudissements le vainqueur de Hohenlinden, comme s'il se fût agi d'un frère, d'un chef et d'un complice. Moreau se montrait plus embarrassé que satisfait de ces témoignages, un peu compromettants pour sa cause. La place de Pichegru était vide, mais le nom de cet homme retentissait à chaque instant pour l'accusation ou pour la défense. On eût dit qu'on jugeait une ombre.

Moreau persista avec réserve, mais avec adresse, dans le système de défense qu'il avait naguère adopté en écrivant au premier consul. Il avoua qu'il avait eu des relations avec Pichegru, mais il déclara que

son seul motif avait été de ménager à son ancien frère d'armes le retour dans la patrie. Il reconnut que, pendant ces entrevues, il avait été vaguement initié à des projets contre le gouvernement; mais il affirma que ces tentatives lui avaient paru si peu sérieuses, si peu réalisables, qu'il n'avait pas cru de son devoir de les dénoncer. Quelques témoins contredisaient avec opiniâtreté ces réponses; et le témoignage de Bouvet de Lozier, l'un des accusés, subsistait dans toute sa force, malgré le soin que prenait ce conspirateur d'atténuer ses premières déclarations. Le président du tribunal ayant maladroitement reproché à Moreau les faveurs qu'il avait reçues sous la république, et qui auraient dû garantir sa fidélité, Moreau invoqua les glorieux services rendus à la France à Rastadt, à Biberach, à Engen, à Hohenlinden; et les acclamations de l'auditoire apprirent aux juges qu'il n'était pas permis de mettre dans la balance, d'un côté les appointements et les domaines de Moreau, et de l'autre le salut et l'orgueil de la patrie: «Juges, s'écria Moreau en terminant sa défense, depuis la victoire de Hohenlinden jusqu'à mon arrestation, mes ennemis n'ont jamais pu ni me trouver ni me chercher d'autres crimes que la liberté de mes discours!... Pouvais-je croire que cette liberté fût un crime chez un peuple qui en avait joui même sous les rois? Je le confesse: né avec une grande franchise de caractère, je n'ai pu perdre cet attribut de la contrée de la France où j'ai reçu le jour, ni dans les camps, où tout lui donne un nouvel essor, ni dans la révolution, qui l'a toujours proclamée comme

Juin 1804.

une vertu de l'homme et comme un devoir de citoyen. Mais ceux qui conspirent blâment-ils si hautement ce qu'ils n'approuvent pas? Tant de franchise ne se concilie guère avec les mystères et les attentats de la politique. Si j'avais voulu concevoir et suivre des plans de conspiration, j'aurais dissimulé mes sentiments, et sollicité tous les emplois qui m'auraient replacé au milieu des forces de la nation. Pour me tracer cette marche, au défaut d'un génie politique que je n'eus jamais, j'avais des exemples connus de tout le monde, et rendus imposants par des succès. Je savais peut-être bien que Monk ne s'était pas éloigné des armées lorsqu'il avait voulu conspirer, et que Cassius et Brutus s'étaient rapprochés du cœur de César pour le percer... Je n'ai plus rien à vous dire. Tel a été mon caractère, telle a été ma vie entière. Je proteste, à la face du ciel et des hommes, de mon innocence. Vous savez vos devoirs; la France vous écoute, l'Europe vous contemple, et la postérité vous attend. »

Georges, inflexible dans la défaite comme dans la fidélité, montrait une énergie rude et presque railleuse. Il se mettait peu en peine des formes judiciaires, se considérant comme un vaincu réservé à la mort, et se résignant à cette destinée. Le régicide Thuriot était chargé des fonctions de rapporteur. Georges, affectant d'ignorer son véritable nom, l'appelait *Tue-Roi*. Il avouait les faits articulés contre lui, mais il taisait avec opiniâtreté ceux qui auraient pu compromettre ses complices, ou les royalistes chez lesquels il avait trouvé asile.

Juin 1804.

MM. de Polignac, assis l'un près de l'autre et se tenant par la main, offraient le touchant spectacle d'une lutte fraternelle entreprise pour sauver celui des deux qui semblerait le plus compromis. Jules de Polignac, le plus jeune, suppliait qu'on se contentât de sa vie et qu'on épargnât son frère, qui était marié, et dont les enfants deviendraient orphelins par le supplice de leur père. Armand de Polignac s'accusait d'avoir entraîné son jeune frère, un enfant, dans la carrière des conjurations, et il se proclamait seul coupable. M. de Rivière se montrait animé d'un dévouement sans mesure pour le comte d'Artois, son prince et son ami. Comme on lui présenta le portrait de ce prince, qu'on avait saisi sur son cœur lors de son arrestation, le président lui dit : « Reconnaissez-vous cette image? — M. le président, répondit l'accusé, je vous prie de me la montrer de plus près. » Et quand on la lui eut mise sous les yeux, il la couvrit de baisers, en disant : « Oui, je reconnaissais le portrait du prince; mais j'ai voulu l'embrasser pour la dernière fois. » Ces marques de fidélité inspiraient à l'auditoire une pitié profonde.

Le procès dura quatorze jours; la plupart des accusés avaient fait des aveux. Les avocats ayant achevé de parler, le tribunal criminel se retira dans la chambre du conseil. Les convictions des juges étaient formées, et la plus grande incertitude couvrait le sort de Moreau. L'empereur aurait voulu qu'une sentence de mort intervînt contre ce rival, afin d'avoir la satisfaction de l'humilier et de lui offrir sa grâce. Le rapporteur Thuriot insista vainement

Juin 1804.

pour que la peine capitale fût prononcée contre Moreau : « C'est pour l'exemple, dit-il; je réponds que l'empereur fera grâce. — *Et qui nous la fera, à nous?* » répondit l'un des juges, M. Clavier. Parole sublime qui pénétra au fond des cœurs, et raffermir les consciences honnêtes. Sur douze juges, sept déclarèrent Moreau excusable; mais la majorité du tribunal prononça contre ce général une peine correctionnelle, celle de deux ans d'emprisonnement. Georges Cadoudal, Armand de Polignac, M. de Rivière, et avec eux les accusés Bouvet de Lozier, Russillon, Rochelle, d'Hozier, Ducorps, Picot, Lajolais, Roger, Coster, Deville, Gaillard, Joyant, Burban, Lemer cier, Lelan, Pierre-Jean Cadoudal et Méri lre, furent condamnés à mort; Jules de Polignac, Louis Léri dan et deux autres furent reconnus excu sables au même titre que Moreau, et traités comme lui : vingt-deux accusés furent renvoyés absous. Cet arrêt fut accueilli par la population de Paris avec une sorte de consternation, et l'empereur jugea qu'il serait d'un effet salutaire d'en adoucir un peu la ri gueur, et d'inaugurer son règne par quelques actes de clémence. Il fit remise à Moreau de l'emprisonne ment, et se borna à le laisser partir pour l'Amérique; exil forcé d'où Moreau ne revint que trop tôt pour sa gloire. Le 20 prairial, comme l'empereur traversait le salon des ministres, à Saint-Cloud, pour se rendre à l'appartement de l'impératrice, madame de Polignac se jeta à ses pieds, et demanda la grâce de son mari. Elle était depuis six heures du matin chez Joséphine, qui l'avait encouragée à tenter cette démarche, et

Juin 1804.

s'était occupée à préparer le moment favorable. La présence de cette dame causa quelque surprise à l'empereur. Quand la suppliante se fut nommée, Napoléon lui dit qu'il avait été surpris de trouver mêlé à la conspiration tramée contre lui M. de Polignac, qu'il se souvenait d'avoir vu compagnon de son enfance à l'École militaire. Madame de Polignac ne répondit que par des sanglots, et l'empereur lui dit avec émotion : « Je puis pardonner à votre mari, car c'était à ma vie qu'on voulait attenter : je vous accorde sa grâce. » Le lendemain, il fit remise de la vie à M. de Rivière. Deux jours après, mademoiselle Lajolais, jeune enfant de quatorze ans, ayant son père condamné à mort, sa mère détenue, sans parents, sans amis, sans conseils dans Paris, alla d'elle-même supplier la princesse Hortense, alors femme de Louis Bonaparte. La princesse se hâta de la conduire à Saint-Cloud, et l'empereur se laissa toucher par ses supplications. Comme il lui faisait toutefois remarquer que c'était la deuxième faute de son père, mademoiselle Lajolais répondit en pleurant : « Sire, la première fois mon père était innocent, sans doute ; mais, cette fois, c'est sa grâce que je vous demande. » Elle obtint que sa prière fût exaucée. La princesse Caroline, femme de Murat, obtint de son côté la grâce de Bouvet de Lozier, et le général Rapp, celle de Russillon. Trois autres condamnés, MM. d'Hozier, Gailard et de Rochelle, eurent le même sort. On donna beaucoup de publicité à ces actes de clémence ; on en fit insérer le récit dans les journaux, afin d'agir sur l'opinion, et de la disposer à ne voir dans Na-

Juill. 1804. poléon qu'un souverain plein de miséricorde; puis l'échafaud se dressa pour Georges Cadoudal et onze de ses Bretons condamnés comme lui. Ils se confessèrent tous, et reçurent la mort avec courage. Georges monta le premier sur la fatale plate-forme, et la dernière tête qui tomba sous le couteau fut celle de Lemercier (7 messidor — 26 juin).

Première
distribution
des
insignes
de la Légion
d'honneur.

L'ordre de la Légion d'honneur avait été institué deux ans avant le rétablissement du trône; mais, pour ne point froisser les susceptibilités républicaines, on avait laissé sommeiller la loi. L'empereur jugea que le temps était venu de réaliser une pensée pour laquelle nos mœurs et nos habitudes étaient suffisamment préparées. Le jour anniversaire du 14 juillet (25 messidor), il voulut que la première distribution des croix eût lieu, en grande pompe, sous le dôme des Invalides. Ainsi la commémoration de la prise de la Bastille, la première des fêtes révolutionnaires, était choisie pour inaugurer une institution monarchique. C'était comme un défi de plus jeté aux idées de 1789. La fête fut des plus solennelles. L'impératrice et les princesses de la famille impériale sortirent à midi des Tuileries pour se rendre aux Invalides; le maréchal Murat et plusieurs officiers généraux à cheval précédaient le cortège. Dans la première voiture, attelée de six chevaux, étaient le grand chambellan (M. de Talleyrand) et M. de Ségur, grand maître des cérémonies. Venait ensuite la voiture de l'impératrice, attelée de huit chevaux gris de la plus grande beauté : les princesses suivaient dans leurs carrosses impériaux. L'impératrice portait un diadème

Juill. 1804.

entièrement couvert de diamants. Joséphine et les sœurs de Napoléon prirent place en face du trône, et attendirent l'empereur. Peu de temps après, ce prince sortit des Tuileries. Il était à cheval, et revêtu du simple uniforme de sa garde. Le cardinal-archevêque de Paris, suivi du clergé, alla recevoir l'empereur à la porte principale de l'église, et Napoléon fut conduit sous un dais jusqu'à son trône, au milieu des acclamations de l'assemblée. Les princes, les grands dignitaires et les grands officiers de l'empire se rangèrent autour de lui. Une foule brillante remplissait les tribunes et la nef; l'église était décorée de drapeaux enlevés à l'ennemi; deux principaux trophées étaient placés l'un à côté du trône de l'empereur, l'autre à côté de la tribune de l'impératrice; le premier portait pour inscription, « Marengo, » l'autre, « Égypte. » Après la messe, qui fut célébrée par le cardinal légat, M. de Lacépède, grand chancelier de la Légion d'honneur, fit l'appel des grans-croix, des grands officiers et des commandants de l'ordre, qui, debout sur les marches du trône, prêtèrent individuellement serment entre les mains de l'empereur. Napoléon donna lui-même les croix aux légionnaires. Comme la cérémonie s'achevait, on vit un jeune homme de dix-sept ans qui s'approchait du trône en criant : *Grâce! grâce!* C'était le fils de l'ancien montagnard Destrem, l'un des proscrits du consulat. L'empereur consentit à lui accorder la grâce de son père. La France, témoin de ces grands spectacles, s'habitua de plus en plus à la résurrection de la royauté, et la république disparaissait comme un songe. Dans les salons du fau-

Juill. 1804.

bourg Saint-Germain, on se consolait de la puissance du nouveau pouvoir en critiquant, avec une amertume pleine d'atticisme, les fautes de goût et les manières souvent communes de la cour impériale. Sous ces broderies, sous ces plumes, sous ces manteaux de feudataires et de connétables, se produisaient des figures sans dignité, des physionomies vulgaires, des princesses de théâtre. L'étiquette allait mal à ces hommes rudes qui savaient renverser des remparts et foudroyer des armées ; mais que les panaches et les broderies de l'époque de Louis XIII gênaient beaucoup, et qui portaient assez mal leurs beaux costumes dessinés par David ou Isabey. Aussi la vieille noblesse prenait-elle sa revanche de ces splendeurs où on ne la conviait pas tout entière, de ces fêtes où elle se sentait coudoyer par des parvenus... Mais ces parvenus s'appelaient Murat, Masséna, Ney, Jourdan, Lannes, Lefebvre, Augereau, Davoust, Bessières ; — et ils avaient tenu en respect, pendant dix ans, les rois de l'Europe coalisés contre la France.

Napoléon
se rend
au camp
de Boulogne.

L'empereur, laissant derrière lui les souvenirs de cette fête, quitta Paris, et se rendit au camp de Boulogne, pour y surveiller par lui-même les armements destinés à la conquête de l'Angleterre. Il était plus que jamais question de faire franchir le détroit par une armée ; mais les marins hésitaient, les uns approuvant l'entreprise, les autres la considérant comme folle et téméraire. L'empereur délégua à l'archichancelier Cambacérès toute l'autorité nécessaire pour que le gouvernement ne souffrît aucune interruption pendant l'absence du maître, puis il arriva à Boulogne

Août 1804.

le 1^{er} thermidor. Les armées de terre et de mer l'accueillirent avec les démonstrations les plus vives d'allégresse et d'enthousiasme; neuf cents coups de canon furent tirés, et apprirent à l'Angleterre la présence de son plus redoutable ennemi. Cependant Napoléon se mit à inspecter la flottille et les camps: bien que la mer fût mauvaise, il prit le large, et assista à quelques manœuvres de la flottille. Le lendemain et les jours suivants, il parcourut tout le littoral depuis Étaples jusqu'à Calais, puis il inspecta les troupes de cavalerie, et une division de grenadiers organisée par Junot non loin d'Arras. Ce corps de huit mille hommes, par sa tenue, sa discipline et son habileté dans les manœuvres, pouvait passer pour la plus belle troupe de l'empire.

Napoléon reconnut par lui-même que les préparatifs de l'expédition d'outre-mer n'étaient point encore assez avancés pour qu'il fût possible de tenter l'entreprise; il donna l'ordre de se hâter, de réunir les diverses flottilles, de presser l'armement de l'*Algésiras* à Lorient, et de joindre à l'escadre *le Berwick*, vaisseau de haut bord. En attendant, il eut la pensée de distribuer solennellement à Boulogne les décorations réservées aux généraux, officiers et soldats des armées de terre et de mer réunies pour la conquête de l'Angleterre. Le lieu choisi pour cette grande scène fut la plage qui s'étend le long de l'Océan, et que surveillaient de loin les navires de la Grande-Bretagne: le jour désigné fut le 8 thermidor (16 août), fête de l'empereur. Plus de cent mille soldats, formés en colonne et revêtus de leurs glorieux uniformes,

L'empereur distribue à l'armée d'Angleterre les décorations qu'elle a méritées. Grandes solennités de Boulogne.

Août 1804.

entouraient la hauteur où se tenait le vainqueur d'Arcole et de Marengo; l'immense flottille se déroulait sur le rivage; l'armée de terre et de mer saluait son chef par de fréquentes salves d'artillerie, et le bruit du canon couvrait à peine la fanfare des trompettes et le roulement de deux mille tambours. Le ciel était pur et serein; un soleil d'été resplendissait dans toute sa gloire.

Au centre de l'amphithéâtre, Napoléon prit place sur le trône de fer des anciens rois mérovingiens; derrière lui était le bouclier de Bayard; les croix d'honneur emplissaient le casque de Duguesclin. L'empereur avait choisi pour emplacement un tertre dans le goût antique, tel que, dans les camps romains, on en élevait aux Césars lorsqu'ils devaient haranguer l'armée, et pareil à ceux que les médailles nous ont transmis sous la dénomination d'*allocutions*. Autour du trône s'étendait une plate-forme peu considérable; le baldaquin du trône était un trophée d'armes composé des drapeaux, guidons et étendards pris sur l'ennemi dans les campagnes d'Italie et d'Égypte; au milieu de ce groupe était l'armure en pied des électeurs de Hanovre, et le tout était surmonté d'une immense couronne de lauriers d'or, sur laquelle flottaient les queues des guidons de mameluks. Près du trône étaient placés le prince Joseph, les ministres, les maréchaux d'empire, les grands officiers de la couronne, les colonels généraux, plusieurs sénateurs, et, derrière, un capitaine de chaque corps de l'armée tenant un drapeau déployé. Quand un roulement de tambours eut annoncé que la cérémonie commençait,

le grand chancelier de l'ordre prit la parole, et fit entendre une harangue préparée pour la circonstance; un moment après, l'empereur se leva, et d'une voix forte il prononça, pour les nouveaux légionnaires, la formule du serment; puis il ajouta, en se tournant vers ceux de ses frères d'armes qui ne devaient pas être décorés : « Et vous, soldats, vous jurez de défendre, au péril de votre vie, l'honneur du nom français, votre patrie et votre empereur ! » Soudain cent mille voix retentirent; les soldats et les officiers, émus d'enthousiasme, élevèrent leurs chapeaux militaires au-dessus des baïonnettes et des sabres, et leurs acclamations immenses, qui se prolongèrent longtemps sur le rivage, apprirent à l'Angleterre et à la France que la grande armée tiendrait jusqu'au bout ce serment sublime. Quand le silence se fut rétabli, le connétable fit l'appel des légionnaires, et chacun d'eux, quel que fût son grade, vint recevoir sa croix des mains de l'empereur. Vingt fois, durant cette fête, l'armée entière suspendit la distribution des croix pour faire entendre le cri formidable de *Vive l'empereur!* et Napoléon, conservant un visage calme et sévère, malgré l'émotion dont son cœur était pénétré, se découvrit pour saluer la France. C'était comme l'engagement réciproque qui liait de nouveau à ses compagnons, à ses fidèles, le chef qu'ils avaient porté sur un pavois; c'était une armée toujours triomphante, et qui promettait la victoire à César; c'était Scipion haranguant les Romains, et leur montrant, du geste et de la voix, les remparts de Carthage qu'il fallait détruire. Les hommes qui furent témoins de

Août 1804.

ce magnifique spectacle nous en ont transmis le souvenir; beaucoup d'entre eux vivent encore, et parmi eux, au moment où nous traçons ces lignes, la mort a épargné jusqu'à ce jour celui des lieutenants de Napoléon qui commandait sous ses ordres l'armée de Boulogne : nous voulons parler du maréchal Soult.

Napoléon
inspecte
le camp
et la côte.

Le lendemain, l'empereur continua l'inspection des camps et de la côte; il voulut tout voir par lui-même : toujours à cheval, exposé aux ardeurs du soleil ou à la pluie, il se montrait infatigable, et communiquait aux autres sa prodigieuse activité. Par ses ordres, la flottille fut divisée en huit escadrilles, ainsi réparties sur le littoral : deux à Étaples, quatre à Boulogne, deux à Vimereux; chaque escadrille devait transporter un corps d'armée; le port d'Ambleteuse était destiné à la flottille batave; chaque escadrille devait être dirigée par un officier supérieur de marine. L'amiral Decrès, ministre de ce département, travaillait tous les jours avec Napoléon, et le maréchal Soult assistait à ces conférences. L'amiral Bruix gardait le commandement du port de Boulogne; l'amiral Villeneuve dirigeait les manœuvres de l'escadre de Toulon; l'amiral Missiessy était à Rochefort. Chacun de ces hommes de mer avait à conduire des expéditions importantes destinées à attirer sur d'autres parages les forces de l'Angleterre, et à favoriser, par cette diversion, la tentative d'invasion préparée à Boulogne.

Le séjour de l'empereur au milieu de l'armée expéditionnaire se prolongea durant six semaines : les différents camps alors occupés par l'élite de nos troupes offraient un spectacle beau et attrayant; chacun

d'eux ressemblait à une cité où les agréments et les commodités de la vie se trouvaient réunis à la discipline et à la force. A Ostende, à Dunkerque, le long de la côte, l'industrie du soldat avait transformé en de vastes oasis peuplées de jardins, de monuments de verdure, d'élégantes habitations couvertes d'armes et de fleurs, des terrains qui n'offraient naguère que des dunes monotones adossées à des eaux stagnantes et à des espaces arides. Le luxe s'alliait sous la tente des chefs à l'austérité des camps; on avait creusé de petits canaux pour assurer la salubrité du pays, et de belles chaussées, solides, bien qu'élevées à la hâte, communiquaient avec les villages voisins. Partout ailleurs l'œil se reposait sur des colonnes de stuc et de coquillages, ou sur des arcs de rameaux verts : c'était une profusion d'obélisques, de pyramides, de rochers, de grottes, de cascades; à chaque pas, des inscriptions qui rappelaient les récentes victoires des légions républicaines. Les rues avaient reçu les noms des généraux et des chefs morts pour la patrie; chaque régiment avait son jardin, chaque compagnie son parterre, et le travail agricole avait préservé la troupe des funestes effets de l'oisiveté. C'était, entre les divers camps formés le long de la côte, une émulation honorable dans sa cause et heureuse dans ses résultats. Le soir, Napoléon tenait sa cour au quartier impérial : ces dernières heures de la journée appartenaient au repos ou aux plaisirs; on donnait pour l'empereur et pour les officiers supérieurs des représentations scéniques auxquelles prenaient part les principaux acteurs de Paris : le soldat

Sept. 1804. se délassait dans les spectacles gratuits, où il assistait à des fêtes militaires destinées à lui rappeler le souvenir de ses faits d'armes.

Napoléon
va visiter
les
départements
de la ligne
du Rhin.

Cependant Napoléon quitta Boulogne, et alla visiter les nouveaux départements sur la ligne du Rhin. Au moment de son départ, il eut l'occasion d'assister, le 8 fructidor, à un combat engagé entre notre flottille et la croisière anglaise. L'empereur fit diriger son canot en avant de la ligne et à la portée du canon ennemi. Les Anglais envoyèrent sur ce frêle esquif toute une bordée ; mais personne ne fut atteint, et la division ennemie, assaillie de toutes parts, se vit forcée de rétrograder. Peu de jours après, Napoléon fit son entrée à Aix-la-Chapelle. Ce fut dans cette ville, pleine des souvenirs de Charlemagne, qu'il reçut la visite du comte Philippe de Cobentzel, chargé de le saluer empereur au nom de la maison impériale d'Autriche. Un grand nombre de ministres des autres puissances se trouvaient également réunis à Aix-la-Chapelle ; ils s'y étaient rendus pour présenter leurs hommages à Napoléon et pour grossir sa cour plénière. Peu de jours après, l'empereur visita Juliers, Venloo, Gueldre, Cologne. Ce voyage dans une contrée à peine française avait un but politique et sérieux : il s'agissait de rattacher à la grande famille les enfants derniers venus, et la France était alors environnée de tant de gloire, que les peuples vaincus et conquis trouvaient encore des sujets d'orgueil dans le résultat de leur défaite. Le 30 fructidor, Napoléon et Joséphine arrivèrent à Coblentz, et y furent reçus en grande pompe et au bruit des acclamations de la foule. Peu

Oct. 1804.

de jours après, les illustres voyageurs se rendirent à Mayence; l'empereur passa par la superbe route qu'il avait fait construire sur la rive gauche du fleuve, en brisant les rochers. Tous les villages, toutes les cités étaient ornés de feuillages, de fleurs, d'arcs de triomphe. A Cologne, l'empereur avait reçu les hommages de l'électeur de Bavière; à Mayence, l'archichancelier de l'empire germanique, le landgrave de Hesse et l'électeur de Bade vinrent grossir sa cour. Sur toute sa route, l'impératrice répandait les bienfaits, et s'attachait, par la gracieuse dignité de ses manières, à se concilier l'amour des populations; l'empereur, froid et austère, visitait les établissements publics, les forteresses, les travaux d'intérêt général commencés à grands frais. Les habitants de Trèves, quand vint leur tour, firent éclater le plus vif enthousiasme sur les pas de Napoléon. A Luxembourg, un accueil non moins honorable fit croire à l'empereur que rien, désormais, ne retrancherait de ses domaines et du territoire de la France ces beaux pays qui ne devaient que trop tôt en être séparés. Ce fut pendant le cours de ce voyage que l'empereur, heureusement inspiré par les souvenirs de Charlemagne, institua, à Aix-la-Chapelle, les prix décennaux, récompenses magnifiques qui devaient être décernées tous les dix ans, le jour anniversaire du 18 brumaire, aux écrivains, aux poètes, aux manufacturiers, aux agriculteurs, aux industriels, à tous ceux enfin qui, dans cet intervalle, auraient doté la patrie d'une découverte importante ou d'un chef-d'œuvre. Ces prix ne furent donnés qu'une seule fois; la mauvaise fortune étouffa

Napoléon
institue
les prix
décennaux.

1804.

l'idée de Napoléon. Le 20 vendémiaire (12 octobre), l'empereur rentra à Paris.

Tout
se prépare
pour le
couronne-
ment
de
l'empereur.

Tout se préparait pour la cérémonie du couronnement, et Napoléon voulait que cette fête léguât des souvenirs durables à la postérité. Ce n'était point seulement une intronisation mérovingienne qu'il avait à cœur de provoquer : élever un chef sur un bouclier et le proclamer roi, ce fait était déjà accompli pour la France républicaine. Mais les Carlovingiens, dont la mémoire vivait encore sur les deux rives du Rhin, dans les caveaux d'Aix-la-Chapelle comme dans les villes germaniques, avaient eu un commencement plus religieux et plus auguste : la main des papes, vicaires de Jésus-Christ, s'était étendue sur leurs têtes

On cherche
à déterminer
le pape
à venir
lui-même
sacrer
Napoléon.

pour les bénir. Voilà ce que Napoléon avait médité pour inaugurer son règne, et pour rendre son autorité inviolable et sacrée aux yeux des populations pieuses. Et d'ailleurs, c'était là un moyen puissant d'imposer silence aux partisans des Bourbons exilés. Quand le pape Zacharie avait jugé entre Pepin et l'obscur Childéric, les Francs et les Gaulois, les barons et les leudes s'étaient déterminés à ne reconnaître pour chefs et pour maîtres que les rois issus de sa race. Quand le pape Étienne avait posé la couronne sur le front de ces ducs d'Austrasie, le refus d'obéissance avait apparu aux peuples comme un sacrilège. Quand le pape Léon III proclama Charlemagne empereur d'Occident, le monde s'inclina devant le nouveau droit et le nouveau fait, et les empereurs de Constantinople subirent, sans murmurer, la restauration des Césars. Vainement les conseillers d'État, les écrivains officiels

et les philosophes faisaient-ils observer que Napoléon régnait en vertu de l'élection du peuple, et qu'il fallait reléguer le sacre dans les traditions de la monarchie féodale et du droit divin : Napoléon savait mieux que personne comment les dynasties se fondent. Heureux s'il n'eût point ignoré comment elles se perdent !

1804.

Le pape consentirait-il à donner à l'empereur des Français cette marque de déférence ? La question fut soumise bien secrètement, par le vénérable Pie VII, au consistoire des cardinaux. Sur vingt-deux avis communiqués au saint-père, sept furent pour que le pape s'abstînt de sacrer Napoléon, et quinze pour qu'il adhérât au vœu de l'empereur. Deux des cardinaux opposants déclarèrent que ce prince était illégalement et illégitimement élu ; que le pape ne devait pas confirmer cette élection par le sacre. Ils distinguèrent le droit du fait, s'appuyant sur la constitution de Clément V dans le concile général de Vienne en Dauphiné, et d'après laquelle les dénominations de roi ou d'empereur, données par un pape à un prince régnant, ne constatent pas le droit. Ils ajoutèrent que le pape pouvait bien reconnaître Napoléon pour empereur, mais non le sacrer et le couronner, puisque les oraisons que l'on ferait sur lui « établiraient et canoniseraient un droit usurpé et illégitime. » Cinq cardinaux dirent que le sacre et le couronnement de l'empereur par le souverain pontife sanctionneraient les lois et les actes émanant du premier consul depuis le concordat, et parmi ces lois figuraient les articles organiques hostiles à l'Église. Plusieurs de ces éminents personnages reprochèrent à Napoléon d'a-

Hésitations
à Rome.

1804.

voir sapé l'Église d'Allemagne par la sécularisation ; la plupart des opposants émirent l'opinion qu'avant de sacrer l'empereur, le pape devait exiger qu'on restituât au domaine de Saint-Pierre les belles provinces qui en avaient été détachées depuis la révolution française. Quelques autres firent craindre le mécontentement des maisons de Bourbon et d'Autriche. Plusieurs mirent en avant la question de dignité : ils dirent que le pape Étienne, lorsqu'il sacra Pepin roi des Francs, n'avait franchi les Alpes que comme un exilé et un proscrit, que contraint par les menaces des Barbares. Ils rappelèrent que Charlemagne avait été couronné dans Rome, et que Clément VII n'avait jamais voulu oindre le front de Charles-Quint, si ce n'est dans une basilique de Bologne, ville pontificale. Six cardinaux déclarèrent qu'en se rendant à Paris le pape semblerait, par sa présence, adhérer aux articles organiques, ou les approuver silencieusement. Plusieurs appréhendèrent qu'il ne fût bien douloureux pour Pie VII de voir et de recevoir des membres du clergé constitutionnels ou *jureurs*, qui ne s'étaient soumis que par forme ou pour la forme, et avec eux des fonctionnaires et des hommes politiques qui, sous la Terreur, avaient persécuté la religion et voté des lois de sang contre ses ministres. Ceux qui adhérèrent au départ du souverain pontife pour la France déclarèrent, aussi bien que leurs sacrés et illustres collègues, que Pie VII ne pouvait s'y déterminer qu'en obtenant la réparation des préjudices dont souffraient les Églises de France et d'Italie. Ils demandèrent en outre qu'on exigeât de l'empereur et

de son gouvernement des témoignages de respect et de déférence qu'ils déterminèrent avec précision, et certaines garanties de sécurité nécessaires au chef de l'Église universelle. Les négociations furent longues et délicates, et il fallut au cardinal Fesch, oncle de Napoléon et ministre de France à Rome, beaucoup de persévérance et d'habileté pour les mener à terme à la satisfaction de l'empereur.

Le pape entrevoyait de grands avantages pour l'Église à la démarche que Napoléon réclamait de lui : c'était quelque chose que cette marque de soumission donnée à la religion par le chef de la France; et l'Europe allait voir encore une fois que, pour fonder une dynastie, les hommes du dix-neuvième siècle ne croyaient pas pouvoir se passer de la sanction de Rome. Qu'obtiendrait-on pour l'Église en froissant un homme orgueilleux et irritable, et qui soumettait à son joug une grande partie de l'Occident? Ne valait-il pas mieux se montrer ami et pacifique? A quoi bon exiger que l'empereur vînt se faire sacrer à Rome? La présence d'un hôte aussi redoutable pouvait avoir beaucoup d'inconvénients pour l'indépendance ultérieure des États pontificaux; le pape se souciait peu d'exiger un témoignage de déférence qui aurait ses dangers.

Une difficulté se produisit alors; elle tenait à la nature même du serment qu'allait prêter l'empereur, et par lequel ce prince s'engageait à faire respecter les lois du concordat et la liberté des cultes. La plupart des cardinaux pensaient qu'aucune adhésion ne pouvait être donnée par le souverain pontife à un

1804.

Négociations.

serment solennel qui leur semblait consacrer implicitement le maintien des articles organiques et la tolérance des hérésies. Le cardinal Fesch, à Rome, et l'abbé Bernier, évêque d'Orléans, très-influent dans la solution des questions religieuses discutées à Paris, firent tous leurs efforts pour dissiper les scrupules du souverain pontife. En ce qui concernait les articles organiques, ils firent entendre que c'était là un acte du pouvoir législatif, toujours sujet à révision, et que la négociation serait suivie à Paris par le pape, au grand avantage de l'Église universelle. Quant à la liberté des cultes, ils abordèrent la difficulté avec des ménagements fort timides. On oubliait alors que la société civile peut se trouver placée dans des conditions telles, que refuser la liberté extérieure et la protection administrative aux cultes non catholiques, ce serait tenter l'impossible; ce serait se heurter contre un obstacle invincible, sans utilité pour la foi et au grand détriment de l'Église elle-même, qui n'a rien à gagner de la persécution et de la violence. L'État n'est point tenu rigoureusement à accorder à l'Église, dans l'ordre civil, des faveurs privilégiées, telles, par exemple, que le droit d'être déclarée seule civilement libre et protégée. Le souverain, qui est avant tout chargé de diriger la société civile, n'est point obligé de lui causer un dommage notable, pour procurer à la société religieuse, dont il n'a ni le gouvernement immédiat ni la charge directe, des privilèges qui ne sont pas absolument nécessaires à la religion (1). Or,

(1) C'est l'opinion de Mgr l'évêque de Langres, dont

il n'est point absolument nécessaire à l'Église de jouir seule de la liberté civile; et si ce principe n'était pas admis, quelle serait la conséquence du principe contraire pour les pays, si nombreux dans le monde, où les catholiques sont en minorité? Faudrait-il que le souverain de ces contrées, s'il se convertissait à la foi, allumât les bûchers et proscrivît tous les autres cultes dissidents? Et si le bien de la religion elle-même lui faisait un devoir d'être prudent, de se contenter de la liberté religieuse, de tolérer et de protéger également tous les cultes, n'en devrait-on pas tirer cette déduction inévitable que, dans les pays où la population est partagée en cultes rivaux, la raison d'État, le soin de la paix et les nécessités de la fraternité sociale font un devoir aux gouvernants de respecter la liberté religieuse? Ce sont là des principes qu'on admet aujourd'hui sans résistance, mais qui trouvaient peu d'échos dans les conseils de Pie VII, parce qu'on les négligeait pour ne s'arrêter qu'aux apparences mêmes de la question, pour ne s'en tenir qu'à la superficie du problème.

Le cardinal Fesch répondit, aux cardinaux dont les objections inquiétaient le pape, que la promesse de respecter et de faire respecter la liberté des cultes n'était que le mode d'exécution de la tolérance civile; qu'elle n'emportait pas en soi la tolérance religieuse et théologique, c'est-à-dire l'acte intérieur d'approbation et de canonisation des autres sectes. L'évêque

nous citons textuellement les paroles. (*Cas de conscience, à propos des libertés exercées ou réclamées par les catholiques.*— Page 20.)

1804.

d'Orléans, chargé de rédiger la réponse que le gouvernement français voulait faire à la cour de Rome, expliqua dans le même sens le serment impérial ; il offrit d'ailleurs un expédient : c'était de faire deux cérémonies, l'une civile, dans laquelle l'empereur prêterait le serment et recevrait la couronne ; l'autre religieuse, dans laquelle il recevrait pour cette même couronne la bénédiction du père des fidèles. Il fit valoir l'intérêt de la religion, qui avait tant à gagner de la présence du pape à Paris et en France : il ajouta que ce serait mettre le sceau à une réconciliation qui avait fait tressaillir de joie la chrétienté tout entière.

Lorsque, de part et d'autre, on se fut convaincu que la négociation se terminerait à la satisfaction de la France, l'empereur écrivit au souverain pontife dans les termes suivants :

« Très-saint Père,

« L'heureux effet qu'éprouvent la morale et le caractère de mon peuple par le rétablissement de la religion chrétienne, me porte à prier Votre Sainteté de me donner une nouvelle preuve de l'intérêt qu'elle prend à ma destinée et à celle de cette grande nation, dans une des circonstances les plus importantes qu'offrent les annales du monde. Je la prie de venir donner, au plus éminent degré, le caractère de la religion à la cérémonie du sacre et du couronnement du premier empereur des Français. Cette cérémonie acquerra un nouveau lustre lorsqu'elle sera faite par Votre Sainteté elle-même. Elle attirera sur nous et nos peuples la bénédiction de Dieu, dont les dé-

crets règlent à sa volonté le sort des empires et des familles. 1804.

« Votre Sainteté connaît les sentiments affectueux que je lui porte depuis longtemps, et par là elle doit juger du plaisir que m'offrira cette circonstance de lui en donner de nouvelles preuves.

« Sur ce, nous prions Dieu qu'il vous conserve, très-saint Père, longues années au régime et au gouvernement de notre mère sainte Église.

« Votre dévot fils,

« NAPOLEON. »

La missive fut remise à Pie VII par le général Caffarelli, à qui cette mission avait été confiée. La cour de Rome fit remarquer que l'empereur n'avait point pris assez clairement l'engagement de pourvoir aux intérêts de la religion, et des notes diplomatiques furent de nouveau échangées entre les deux gouvernements. Enfin, le pape se détermina à consentir au voyage, et tous les préparatifs nécessaires furent hâtés par ses ordres. On était aux premiers jours de brumaire; la saison s'annonçait froide, et les amis du pieux vieillard redoutaient pour sa santé la dure épreuve d'une excursion à travers les Alpes. Cependant Pie VII annonça aux cardinaux, réunis en consistoire, la résolution qu'il avait prise, sur les instances de l'empereur, et il assura que ce prince lui avait fait connaître « que son cœur était enclin à augmenter les avantages de la religion. » L'empereur envoya au-devant de Sa Sainteté le cardinal Cambacérès, le sénateur d'Abo-

Le pape
se rend
en France.

Nov. 1804.

ville et le maître des cérémonies. Enfin, le 2 novembre, le pape se mit en route pour la France. Son cortège se composait de six cardinaux et de plusieurs prélats et camériers; deux princes romains commandaient la garde noble; le cardinal Fesch précédait le saint-père d'une journée, afin de préparer sur toute la route l'hospitalité convenable. Le voyage dura vingt-quatre jours. De Rome à Fontainebleau, les populations accoururent pour s'agenouiller sur le passage du saint vieillard et solliciter sa bénédiction. Le pape, humble et modeste au milieu des grandeurs qui l'entouraient et des hommages que lui décernaient les autorités et le peuple, applaudissait avec bonheur à cette France redevenue catholique, à ce pays naguère encore la terreur, et aujourd'hui l'une des plus douces espérances de l'Église. Le 4 frimaire (25 novembre), Napoléon vint au-devant de Pie VII à Fontainebleau, sous prétexte d'une partie de chasse. Les deux souverains se rencontrèrent à la croix de Saint-Hérein. Tous deux mirent en même temps pied à terre, et s'embrassèrent. L'empereur fit préparer une voiture; il y monta le premier, selon l'usage italien, afin de s'asseoir à gauche par déférence, et de placer le saint-père à sa droite; et ils entrèrent bientôt après au château, au bruit des salves d'artillerie. On remarquait (circonstance bizarre) que les mamelucks de la garde précédaient le cortège. La joie orgueilleuse rayonnait sur les traits de l'empereur; la figure du pape exprimait une satisfaction mêlée d'embarras. Bientôt après, les réceptions officielles commencèrent. Le ministre Fouché ayant demandé au pape

Entrevue
du pape
et de
l'empereur.

Nov. 1804.

comment il avait trouvé la France, le vieillard répondit : « Béni soit le ciel ! nous l'avons traversée « au milieu d'un peuple à genoux. Que nous étions « loin de la croire dans cet état ! » Une des personnes de la suite du pape ayant témoigné son étonnement de ce qu'il consentait à aller le premier voir l'impératrice, Pie VII répondit : « Faisons encore cela pour « la France. Si nous avons des sujets de discorde, que « ce ne soit pas pour des questions d'étiquette. » Partout la présence du saint-père se manifestait par des gages nouveaux de mansuétude et de paix.

Le 6 frimaire, le pape fit son entrée à Paris : il y reçut, le même jour, les grandes députations du sénat et du corps législatif. M. de Fontanes, président de cette dernière assemblée, adressa au saint-père le discours suivant, justement admiré :

Arrivée
du pape
à Paris.

« Très-saint Père,

« Quand le vainqueur de Marengo conçut, au milieu du champ de bataille, le dessein de rétablir l'unité religieuse, et de rendre aux Français leur culte antique, il préserva d'une ruine entière les principes de la civilisation. Cette grande pensée, survenue dans un jour de victoire, enfanta le concordat ; et le corps législatif, dont j'ai l'honneur d'être l'organe auprès de Votre Sainteté, convertit le concordat en loi nationale.

Discours de
M. de
Fontanes.

« Jour mémorable, également cher à la sagesse de l'homme d'État et à la foi du chrétien ! C'est alors que la France, abjurant de trop grandes erreurs, donna

Nov. 1804.

d'utiles leçons au genre humain. Elle sembla reconnaître devant lui que toutes les pensées irrégulières sont des pensées impolitiques, et que tout attentat contre le christianisme est un attentat contre la société. Le retour de l'ancien culte prépara bientôt celui d'un gouvernement plus naturel aux grands États, et plus conforme aux habitudes de la France. Tout le système social, ébranlé par les opinions inconstantes de l'homme, s'appuya de nouveau sur une doctrine immuable comme Dieu même. C'est la religion qui poliait autrefois les contrées sauvages; mais il était plus difficile aujourd'hui de réparer leurs ruines que de fonder leur berceau. Nous devons ce bienfait à un double prodige. La France a vu naître un de ces hommes extraordinaires qui sont envoyés de loin en loin au secours des empires près de tomber, tandis que Rome a vu briller sur le trône de saint Pierre les vertus apostoliques du premier âge. Leur douce autorité se fait sentir à tous les cœurs. Des hommages universels doivent suivre un pontife aussi sage que pieux, qui sait à la fois tout ce qu'il faut laisser au cours des affaires humaines, et tout ce qu'exigent les intérêts de la religion. Cette religion auguste vient consacrer avec lui les nouvelles destinées de l'empire français, et prend le même appareil qu'au siècle des Clovis et des Pepin.

« Tout a changé autour d'elle; seule, elle n'a pas changé.

« Elle voit finir les familles des rois comme celles des sujets; mais sur les débris des trônes qui s'écroulent, et sur les degrés des trônes qui s'élèvent, elle

admire toujours la manifestation des desseins éternels, et leur obéit toujours. Jamais l'univers n'eut un plus imposant spectacle; jamais les peuples n'ont reçu de plus grandes instructions. Ce n'est plus le temps où le sacerdoce et l'empire étaient rivaux. Tous les deux se donnent la main pour repousser les doctrines funestes qui ont menacé l'Europe d'une subversion totale : puissent-elles céder pour jamais à la double influence de la religion et de la politique réunies ! Ce vœu sans doute ne sera pas trompé. Jamais en France la politique n'eut tant de génie, et jamais le trône pontifical n'offrit au monde chrétien un modèle plus respectable et plus touchant. »

Quand M. de Fontanes eut cessé de parler, le discours de M. Fabre de l'Aude, président du tribunal, pénétra d'une assez vive émotion le cœur du saint-père. Ce discours rappelait, en termes concis mais explicites, tous les bienfaits que Rome et l'Italie devaient à l'administration paternelle et prévoyante du vénérable Pie VII.

Le saint-père jouit aux Tuileries d'une surprise qu'il devait à une attention délicate de l'empereur. On avait meublé ses appartements, dans ce palais, comme ceux du pape à Monte-Cavallo et au Vatican. Le vénérable pontife retrouvait sa croix, son prie-Dieu, son bénitier; il ne changea rien à son genre de vie, conservant avec une religieuse fermeté ses habitudes d'anachorète. L'empereur venait le visiter assidûment, et le pape ne parlait jamais de Napoléon qu'en employant les expressions d'une sympathie sincère et vraiment paternelle. A cinq heures du

Déc. 1804. matin, le pape se levait; après la messe, il vaquait aux affaires dont la connaissance lui était soumise; il allait ensuite visiter les établissements charitables, si nombreux et si beaux, que renferme Paris. Partout il se montra doux et magnanime, attirant à lui les cœurs par la charité, et s'élevant au-dessus des manifestations hostiles que les débris de l'école philosophique osaient encore faire éclater. Un jour que le peuple était agenouillé sur son passage, un jeune homme se permit de rester debout, le chapeau sur la tête : « Jeune homme, lui dit le pieux pontife, décou-
« vrez-vous; la bénédiction d'un vieillard porte bon-
« heur. » Et l'impie, touché jusqu'au fond de l'âme, se prosterna comme les fidèles.

Le sénat
proclame
le résultat
des votes
de la France
sur
l'hérédité.

La cérémonie du couronnement devait avoir lieu le 11 frimaire (2 décembre). La veille de ce jour solennel, le sénat se présenta aux Tuileries. Cette assemblée avait procédé au dépouillement des registres ouverts dans les cent neuf départements de la France impériale, dans le but de permettre au peuple de consigner ses votes pour ou contre l'établissement de la nouvelle dynastie. Le plébiscite constatait que, sur 3,524,254 votants, 3,521,675 avaient émis un suffrage favorable à l'hérédité du pouvoir monarchique dans la famille de Napoléon. Le président du sénat prononça une longue harangue, dans laquelle il exaltait la gloire et les vertus du *nouveau Trajan* : il compara Napoléon consultant le peuple, à Philippe-Auguste offrant de livrer sa couronne au plus digne. Il ajouta : « Sire, vous avez pris pour devise ces mots que vous justifiez : *Dieu protège la France*. Oh ! oui,

Dieu protège la France, puisqu'il vous a créé pour elle. Père de la patrie, au nom de ce Dieu protecteur, protégez vos enfants... » La réponse de l'empereur eut un caractère de grandeur antique; voici les paroles de Napoléon :

« Je monte au trône où m'ont appelé les vœux unanimes du sénat, du peuple et de l'armée, le cœur plein du sentiment des grandes destinées de ce peuple que, du milieu des camps, j'ai le premier salué du nom de GRAND. »

Discours
de
l'empereur.

« Depuis mon adolescence, mes pensées toutes entières lui sont dévolues; et, je dois le dire ici, mes plaisirs et mes peines ne se composent plus aujourd'hui que du bonheur ou du malheur de mon peuple. »

« Mes descendants conserveront longtemps ce trône. »

« Dans les camps, ils seront les premiers soldats de l'armée, sacrifiant leur vie pour la défense de leur pays. »

« Magistrats, ils ne perdront jamais de vue que le mépris des lois et l'ébranlement de l'ordre social ne sont que le résultat de la faiblesse ou de l'incertitude des princes. »

« Vous, sénateurs, dont les conseils et l'appui ne m'ont jamais manqué dans les circonstances les plus difficiles, votre esprit se transmettra à vos successeurs. Soyez toujours les soutiens et les premiers conseillers de ce trône si nécessaire au bonheur de ce vaste empire. »

Cet avenir, qu'il faisait si calme et si beau, ne devait point se réaliser; et ce fut par la faute

Déc. 1804.

Sacre
de
l'empereur
et de
Joséphine.

de l'empereur et pour l'expiation de la France.

Le 11 frimaire, sous les voûtes de la vieille cathédrale de Paris, étincelante de feux et d'or, eut lieu la cérémonie du sacre. Dès neuf heures du matin, le pape sortit des Tuileries dans une voiture à huit chevaux, surmontée d'une tiare et des attributs de la papauté. A son entrée dans l'église métropolitaine, le saint-père était revêtu d'une chape; il portait la tiare, et avait deux cardinaux-diacres, l'un à sa droite, l'autre à sa gauche. Devant lui marchait le cardinal-évêque assistant; le cardinal Caselli le suivait en dalmatique. Le pape, étant assis sur son trône, dit les tierces. A dix heures, Napoléon et Joséphine partirent des Tuileries : le couple impérial occupait une voiture éclatante d'or et de peintures précieuses, conduite par huit chevaux de couleur isabelle, et richement caparaçonnés. L'empereur et l'impératrice étaient revêtus d'ornements magnifiques, et qui rappelaient le costume pittoresque du moyen âge. Le manteau de sacre était de velours cramoisi, parsemé d'abeilles d'or, doublé de satin blanc et d'hermine. La tunique de Napoléon était blanche; sa couronne d'or était composée de feuillages de laurier, d'olivier et de chêne, emblèmes de la victoire, de la paix et des vertus civiles. Joséphine était chargée de riches atours, qui nuisaient à sa grâce en relevant sa majesté; les princesses Pauline et Caroline portaient la queue de sa tunique. On ignorait que, la veille encore, l'empereur avait décidé que l'impératrice n'assisterait pas à la cérémonie à la place réservée à son rang. Contracté sous l'empire des lois qui proscrivaient le culte, le mariage de

Dée. 1804.

Napoléon et de Joséphine n'avait pas reçu la sanction religieuse, et le pape n'avait point voulu reconnaître comme légitime cette union, que l'Église désavouait. Napoléon ne s'était point mis en peine de réparer cet oubli : il espérait, au contraire, trouver plus tard, dans la nullité du lien religieux, un moyen de répudiation et de divorce. Mais les pleurs d'Hortense et d'Eugène et la profonde douleur de Joséphine l'émurent jusqu'au cœur, et il oublia sa résolution. Dès le 10 frimaire, dans la nuit, le cardinal Fesch, mandé dans la chambre des époux, leur avait donné la bénédiction nuptiale. Ainsi s'expliquait légitimement la présence de l'impératrice à la cérémonie du sacre.

Louis et Joseph Bonaparte, frères de l'empereur, soutenaient les pans du manteau de Napoléon le fondateur de la quatrième dynastie cherchait ses premiers vassaux dans les membres de sa famille, auxquels il réservait le titre de rois.

L'immense cathédrale, sur le pavé de laquelle s'étaient agenouillées tant de générations, avait été tapissée de velours, semée d'étoiles d'or, et revêtue de ses plus beaux ornements; l'élite de la France remplissait son parvis, sa nef et ses hautes travées. Kellermann portait la couronne, Pérignon le sceptre, le maréchal Lefebvre la grande épée de Charlemagne, Eugène Beauharnais l'anneau de l'empereur, Serrurier l'anneau de l'impératrice, Murat la couronne Berthier le globe, Bernadotte le collier d'or de la Légion d'honneur, Moncey la corbeille où l'on devait déposer le manteau du sacre. L'empereur tenait en

Détails
de la
cérémonie.

Déc. 1804. main le sceptre et la main de justice. Au moment où il parut dans le saint temple, où l'attendaient le pape et les cardinaux, soixante évêques de l'empire, le sénat, le corps législatif, le tribunat, les ambassadeurs, le conseil d'État, les députations des départements et des armées de terre et de mer, un immense cri de *Vive l'empereur!* parti des rangs du peuple, et auquel cent mille voix répondaient au dehors, monta vers le ciel comme une acclamation et comme une prière. En ce moment, le pape quitta son prie-Dieu et se dirigea vers l'autel, où il entonna le *Veni, Creator*. L'empereur et l'impératrice s'agenouillèrent, et la cérémonie commença.

On avait déposé sur l'autel la couronne, le sceptre, l'épée et le manteau. Le pape fit sur le front de l'empereur, sur ses bras, sur ses mains, les onctions accoutumées; il bénit le sceptre et l'épée. A toutes les oraisons du sacre, l'empereur répondit selon le rit catholique, et d'une voix ferme. Lorsque le pape s'avança d'un pas grave pour placer la couronne sur la tête de Napoléon, l'empereur fit un geste brusque, il saisit lui-même la couronne et la mit sur son front. Ce mouvement inattendu et significatif révéla au monde la pensée du nouveau César, qui semblait ne point vouloir tenir son autorité monarchique de la main de l'Église, et ne relever que de son épée et de sa propre force. Plus tard, un souffle de Dieu renversa sur la poussière ce colosse revêtu du diadème et ceint du glaive. En attendant; comme la révolution se sentait représentée par l'homme en qui elle s'était incarnée, elle applaudit à cette bravade de l'empe-

Déc. 1804.

reur, et le pape se résigna en souriant avec une paternelle bonté. Bientôt après, sur un signe de Napoléon, Joséphine s'agenouilla devant son époux, qui la couronna de ses propres mains. Le pape conduisit ensuite Napoléon sous le dais impérial; et quand le conquérant eut pris place sur le trône, il l'embrassa, et cria d'une voix faible : *Vivat imperator in æternum!* La foule qui remplissait l'église répondit par les cris mille fois répétés de *Vive l'empereur! vive l'impératrice!* et Napoléon, la main étendue sur les saints Évangiles, prêta le serment. A cette heure, des salves d'artillerie retentirent au dehors, dominant à peine les acclamations du peuple; et les hérauts d'armes, placés sur le parvis, dirent à plusieurs reprises : *Le très-auguste et très-glorieux empereur des Français est couronné et intronisé. Vive l'empereur!*

« Dieu tout-puissant, dit le pape en récitant l'oraison du sacre, Dieu tout-puissant qui aviez établi
 « Azaël pour gouverner la Syrie, et Jéhu roi d'Israël,
 « en leur manifestant vos volontés par l'organe du
 « prophète Élie; qui avez également répandu l'onction
 « sainte sur la tête de Saül et de David par le
 « ministère du prophète Samuel, répandez par mes
 « mains les trésors de vos grâces et de vos bénédictions
 « sur votre serviteur Napoléon, que, malgré
 « notre indignité personnelle, nous consacrons au-
 « jourd'hui empereur en votre nom. »

Telle fut cette grande cérémonie du sacre : la multitude et l'armée demeurèrent saisies d'admiration au spectacle de ces pompes, dont la France, depuis Louis le Grand, avait perdu le souvenir. Les incrédules (et

Impression
 produite
 par cette
 cérémonie,

Dec. 1804.

ils étaient nombreux) ne virent là qu'un spectacle : ils avaient peine à retenir leur moquerie, sur le passage du porte-croix qui précédait le pape ; et pourtant, de toutes les grandeurs de ce jour, l'humble croix est demeurée seule debout dans le monde.

La pompe du sacre froissa le parti républicain. Ceux qui rêvaient un empire démocratique, et qui tenaient aux formes plébéiennes, virent avec répugnance Napoléon exhumer ce que, dans leur langage dédaigneux, ils appelaient les oripeaux de l'ancien régime et les hochets du moyen âge. L'école philosophique gémit en secret de ce qu'on avait évoqué *les traditions superstitieuses* dont, selon elle, la révolution et le dix-huitième siècle avaient fait justice. Plusieurs chefs de l'armée, jaloux de la fortune de Napoléon, s'indignaient d'avoir subi l'humiliation du rôle de vassal, et ils se demandaient s'ils avaient bien vaincu pendant dix ans les rois de l'Europe, pour servir plus tard d'écuyers ou de porte-queues à l'un de leurs compagnons de guerre. On remarqua l'opposition d'Angereau et les dédains orgueilleux de Bernadotte : Napoléon, plus que tous les autres, s'en souvint. Les royalistes se vengèrent par des pamphlets et des satires ; ils colportèrent dans les salons et dans les châteaux de piquantes épigrammes à l'adresse de la nouvelle cour. En Angleterre, les moqueries se produisirent avec plus de liberté. Comme on venait d'apprendre le couronnement de Dessalines, qui, sous le nom de Jacques I^{er}, s'était fait proclamer empereur d'Haïti, les journaux de Londres affectèrent de mettre sur la même ligne les pompes de Paris et les

dérisoires cérémonies officielles de Saint-Domingue. Déc. 1804.
« Il n'y avait, dirent-ils, que la différence du noir
« au blanc. » Ces injustices et ces sarcasmes étaient
pour l'empereur ce que devaient être pour les consuls
de Rome les railleries soldatesques qui les poursui-
vaient, alors même que le sénat et le peuple leur dé-
cernaient les honneurs du triomphe. A toute splen-
deur humaine se mêle quelque chose d'amer.

Le pape prolongea durant trois mois son séjour à Paris : ce temps fut employé, au moins en partie, à des négociations religieuses, dont la plupart échouèrent. Le vénérable Pie VII présenta au gouvernement français un mémoire dans lequel il demandait la réforme de divers abus, ou le changement de certaines lois contraires à la prospérité de l'Église de France. Il signalait comme attentatoire à nos dogmes la loi qui permettait le divorce; il demandait que l'on rendît aux évêques l'inspection naturelle qui leur appartenait sur les mœurs et la conduite des clercs soumis à leur sollicitude; il insistait pour que le clergé obtînt des moyens d'existence moins précaires; pour qu'on renouvelât les anciennes lois sur la célébration des dimanches et des fêtes; pour qu'on s'abstînt de confier l'enseignement à des prêtres mariés; pour que les congrégations d'hommes fussent rétablies ou souffertes; il recommandait à l'empereur le séminaire des *Irlandais* et la maison des lazaristes; enfin, il émettait le vœu que la religion catholique fût déclarée dominante. Le gouvernement impérial défendit la loi du divorce, en invoquant l'existence légale de plusieurs cultes également protégés, et

Séjour
du pape
à Paris.

Déc. 1804.

dont plusieurs n'admettaient pas l'indissolubilité du mariage ; il protesta de sa ferme volonté de maintenir aux évêques l'autorité disciplinaire qu'ils avaient droit d'exercer sur le clergé de leur diocèse ; il promit de faire tous ses efforts pour améliorer la condition des ecclésiastiques pauvres ; il renvoya à la conscience des citoyens, et non à la police municipale, le soin et le devoir de faire observer le repos dominical ; il ne déclara point que les prêtres mariés ne seraient pas admis à donner l'enseignement, mais il promit de ne jamais confier l'éducation à des ecclésiastiques qui ne seraient pas en communion avec leur évêque. Il s'engagea à accorder à l'autorité diocésaine une certaine part dans la surveillance des lycées ; il promit de rendre au culte l'église de Sainte-Geneviève, transformée en Panthéon ; mais il déclara qu'avant d'autoriser le rétablissement des congrégations, il examinerait avec maturité cette question délicate. Sur les affaires de détail, il se montra disposé à accueillir favorablement les recommandations du saint-père ; mais, dominé par des nécessités politiques d'un ordre grave, que le pape et le clergé de ce temps appréciaient mal, et qui, de nos jours, sont comprises des meilleurs esprits, il refusa de rendre au culte catholique le titre et les droits de religion dominante. L'empereur n'hésita donc pas, sur cette question, à répondre au pape qu'une loi pareille réveillerait les haines anciennes, et préparerait à la religion catholique de nouveaux ennemis et de nouveaux dangers.

Le pape souleva ensuite la question des domaines enlevés au saint-siège, et il en demanda la restitu-

tion. Parmi ces provinces figuraient le département de Vaucluse, réuni à la France, et en outre, la Romagne, le Bolonais et le Ferrarais, qui faisaient partie de la république italienne. L'empereur n'était point assez fort pour restituer Avignon et pour démembrer la Cisalpine; mais le pape avait cru de sa conscience de ne point accepter la situation nouvelle faite par la guerre au domaine de l'Église, sans recourir au moins à la voie des protestations.

Dans le mémoire qu'il fit présenter à l'empereur, on remarqua les passages suivants : « Il serait utile, pour l'équilibre de l'Italie, de rendre ses domaines à un prince qui n'a d'autres armes défensives que sa faiblesse temporelle et sa dignité spirituelle : mais nous ne voulons mettre notre confiance en rien, après Dieu, qu'en la générosité et la grandeur de votre cœur magnanime.

Pie VII
adresse
diverses
réclamations
au
gouvernement
impérial.
Réponses
de
l'empereur.

« Quelle ressemblance les sincères admirateurs de votre gloire n'aiment-ils pas à remarquer entre l'ancien fondateur et le présent restaurateur de l'empire des Français !

« Qu'il plaise donc à Votre Majesté Impériale, afin de rendre parfait le parallèle, de joindre ici l'imitation d'un acte si spontané et si célèbre, par lequel Charlemagne rendit à saint Pierre tout ce qu'il avait recouvré par ses armes glorieuses, du don que lui avait déjà fait Pepin son père, et qu'avaient envahi les lombards qu'il vainquit; nous voulons dire de l'Exarchat et de la Pentapole, avec l'addition d'autres domaines, et particulièrement du duché de Spolète et de Bénévent.

Déc. 1804.

« Ce sera encore un autre trait d'imitation du zèle constant que mit Charlemagne à défendre et même à étendre en toute circonstance les droits et les prérogatives du saint-siège, si Votre Majesté, en toute autre occasion, et particulièrement dans la conjoncture où par hasard un congrès pour la paix générale viendrait à avoir lieu, assurerait au saint-siège sa puissante protection, et lui obtenait d'avoir aussi un envoyé, non pour qu'il se mêlât aux négociations temporelles, mais pour garantir, avec une médiation très-efficace, les droits et les possessions du saint-siège romain.

« Plaise au ciel que, pour votre gloire et notre consolation complète, on puisse écrire de vous ce que nous trouvons écrit dans les monuments de l'Église, d'un de nos prédécesseurs, Étienne IV, et de Louis le Pieux, fils de Charlemagne, qui avait reçu de lui la couronne impériale :

« Le Seigneur daignait accorder à ce pontife tant
« de protection, qu'il obtint tout ce qu'il demanda à
« ce prince, au point que ce pieux monarque, dans
« son amour pour Étienne IV, entre autres dons qu'il
« lui offrit, fit présent à l'apôtre saint Pierre d'un
« manoir (*curtem*) provenant de ses propres biens,
« situé sur la frontière des Gaules, et commanda de
« constater par un acte authentique cette donation.
« perpétuelle. »

Cette citation était peu adroite : il n'était guère habile de réveiller en France et de présenter à Napoléon comme un modèle le souvenir de Louis le Débonnaire, qui maintint si mal l'indépendance de la cou-

ronne vis-à-vis des évêques. L'empereur répondit néanmoins, sans se préoccuper de cette comparaison inopportune ; il protesta de sa ferme volonté de faire respecter le souverain pontife de Rome, non-seulement comme chef de l'Église catholique, mais encore comme souverain indépendant ; il déclara que dans tous les temps il regarderait comme un devoir de garantir les États du saint-père, et de procurer au pape une tranquillité entière et assurée. Il ajouta que les deux derniers siècles avaient été funestes à la puissance temporelle du saint-siège, et plus encore à la puissance spirituelle ; que Dieu avait permis la révolte politique et spirituelle d'un grand nombre de peuples maintenant séparés de Rome, et parmi lesquels plusieurs avaient écouté avidement les maximes qui tendent à détruire tout sentiment de religion, et à ébranler les principes de la morale humaine ; que le désordre allait croissant, que tous les genres de mécréance étaient en honneur, lorsque Dieu l'avait suscité pour accomplir ses desseins ; *Dieu, l'auteur de ses victoires* ; qu'à peine investi du pouvoir suprême, il avait ouvert les temples et relevé les autels ; que, par ses soins, trente millions de catholiques étaient revenus à l'obéissance envers le chef visible de l'Église de Jésus-Christ.

La réponse de Napoléon, rédigée par ses ordres en style officiel, se terminait ainsi :

« L'empereur rend grâces à Dieu d'avoir été choisi pour opérer un tel bien ; mais il est loin de croire qu'il ne reste rien à faire pour maintenir les résultats heureux de cette *restauration*. L'empire de la religion

Déc. 1804.

est rétabli ; cependant les opinions qui , pendant le cours de deux siècles , avaient incessamment travaillé à saper ses bases , ont conservé tous leurs dangers , toute leur force. Contre les attaques d'un tel ennemi , le pouvoir et les richesses ne sont d'aucune aide. La haine et l'envie s'élevèrent contre le saint - siège au temps où il était le plus entouré d'éclat et de puissance. La bonté , la piété , le noble désintéressement du souverain pontife qui règne aujourd'hui , assurent plus de respect et de soumission au saint-siège que jamais ses prédécesseurs les plus violents et les plus puissants ne lui en ont obtenu.

« Que le saint-père , pour l'édification et le bonheur des États chrétiens , exerce , avec la modération et la dignité qui sont dans son caractère , l'empire qu'il doit à ses vertus et au titre de chef suprême de l'Église , c'est le plus cher des vœux de l'empereur , et il secondera de tout son pouvoir l'exercice d'une aussi sainte et aussi salutaire influence. Il voudrait aussi , par une considération personnelle pour le saint-père Pie VII , pouvoir contribuer à augmenter les avantages de son existence temporelle , et il souhaiterait que Dieu voulût bien en faire naître l'occasion ; *l'empereur la saisirait avec plaisir* : mais il ne lui est pas permis de tirer cette conséquence du cours des événements passés , qui ne sont au pouvoir de personne , auxquels il n'a pas eu de part , et que Dieu a permis avant l'avènement au trône sur lequel il a élevé l'empereur. En l'investissant du suprême pouvoir , Dieu en a prescrit la mesure. L'empereur doit respecter les limites que Dieu lui-même a tracées , et

il se trouve également engagé par les lois fondamentales de l'État, et par la sainteté du serment solennel qu'il a prêté. Jany. 1805.

« La France a bien chèrement acheté la puissance dont elle jouit. Il n'est pas au pouvoir de l'empereur de rien retrancher à un empire qui est le prix de dix années de guerres sanglantes soutenues avec un admirable courage, et des plus malheureuses agitations éprouvées avec une constance sans égale. Il lui est moins permis encore de diminuer le territoire d'un État étranger qui, en lui confiant le soin de le gouverner, lui a imposé le devoir de le protéger, et n'a pas donné le droit de diminuer le territoire qu'il possédait, quand l'empereur s'est chargé de ses destinées....

« Toujours fidèle au plan que l'empereur s'est fait dès le principe, il mettra sa gloire et son bonheur à être un des plus fermes soutiens du saint-siège, et un des plus sincères défenseurs de la prospérité des nations chrétiennes. Il veut qu'on place au premier rang des actions qui ont jeté de l'éclat sur sa vie, le respect qu'il a toujours montré pour l'Église de Rome, et le succès des efforts qu'il a faits pour lui réconcilier le cœur et la foi de la première nation de l'univers. »

Ces protestations respectueuses, ces témoignages d'égard et ces assurances de fidélité comme simple fils de l'Église, ce furent là les seules récompenses qu'obtint la démarche du vénérable Pie VII. A cela se réduisirent les espérances sur la foi desquelles il avait franchi les monts pour venir oindre de l'huile

Janv. 1805.

sainte le front d'un soldat. Sans doute le langage de l'empereur était rassurant et digne ; la religion pouvait y puiser une source de consolations inattendues ; mais l'Église de Rome demeurait avec ses blessures, et le pape dut se résigner à attendre. Humble et modeste, il ne montra ni mécontentement ni dépit ; il ne fit que signaler les instants de son séjour par les actes de sa charité féconde et vraiment paternelle. On assure que l'empereur, le voyant si calme et si soumis au malheur des temps, conçut la pensée de le retenir en France, et de lui assigner Paris ou Avignon pour résidence : le corps diplomatique se préoccupait de ce projet, et le pape sut bientôt qu'une espérance aussi audacieuse avait fermenté dans les conseils du prince ; sa réponse fut sublime : « On a répandu le bruit qu'on pourrait nous retenir en France ; eh bien ! qu'on nous enlève la liberté : tout est prévu. Avant de partir de Rome, nous avons signé une abdication régulière, valable, si nous sommes jeté en prison : l'acte est hors de la portée du pouvoir des Français, le cardinal Pignatelli en est dépositaire à Palerme ; et quand on aura signifié les projets qu'on médite, il ne vous restera plus entre les mains qu'un moine misérable, qui s'appellera Barnabé Chiaramonti. » Le soir même, les ordres de départ furent mis sous les yeux de l'empereur.

Congrès
royaliste
à Calmar.

Sur ces entrefaites, les princes de la maison de Bourbon et quelques amis fidèles se réunirent à Calmar, en Suède. Ces illustres exilés cherchèrent à se mettre d'accord sur les principes qu'il convenait d'adopter, à la face du monde oublieux et de Napoléon

trionphant, comme devant être la base de leur politique d'avenir. Ce congrès de famille dura trois semaines. Le comte d'Artois, toujours attaché aux traditions du régime qui avait précédé 1789, émit cette opinion, qu'aucune concession ne devait être faite aux idées révolutionnaires, et qu'il fallait lutter jusqu'au bout, tant qu'il resterait un royaliste fidèle, en arborant le drapeau de la Vendée et de Coblenz. Cette persévérance hardie, mais aveugle, déplut à Louis XVIII. Ce prince blâmait les entreprises téméraires, telles que le complot de Georges. Il ne dissimulait pas à son frère que persister dans cette voie c'était compromettre les dernières espérances de la monarchie capétienne, et échanger le rôle de princes forts de leurs droits, contre celui d'aventuriers vaincus et impuissants. Louis XVIII, quoique façonné aux traditions anglaises, se souciait assez peu de la liberté; mais il reconnaissait que s'appuyer sur ce principe, c'était le meilleur moyen de battre en brèche le despotisme de Napoléon, despotisme sans doute victorieux pour le moment, mais destiné à s'user, et à soulever la réaction de la pensée et de l'intelligence. Le comte d'Artois ne fut guère convaincu; mais, par respect pour le chef de sa race, il résolut de ne rien faire qui pût contrarier cette politique habile. L'entrevue de Calmar donna lieu à la publication de deux déclarations importantes : l'une fut, de la part de Louis XVIII, une nouvelle protestation contre l'avènement de la dynastie napoléonienne; l'autre fut comme la promesse solennelle faite aux Français de leur donner le gouvernement représentatif, et d'as-

Déclarations
de
Louis XVIII.

Fév. 1805.

Le duc
d'Orléans.

soir sur une sage liberté la restauration du pouvoir légitime. Le duc d'Orléans (Louis-Philippe) ne se rendit point aux conférences de Calmar ; tout porte à croire qu'on s'abstint de le convoquer ; mais Louis XVIII annonça à l'Europe que tous les princes du sang royal adhéraient à ses protestations et à ses promesses. Depuis le 18 brumaire, et à mesure que le pouvoir de Napoléon s'était consolidé, le duc d'Orléans avait mis de côté le vieux bagage des idées révolutionnaires : ne pouvant se faire accepter par les peuples comme un chef, il avait cherché à rentrer dans le giron des rois , et il avait sollicité de son cousin Louis XVIII le pardon dont il croyait avoir besoin... Lui et son frère, le duc de Montpensier, avaient déploré la mort du duc d'Enghien. Dans une lettre écrite de sa main à l'évêque de Landaff, et qui portait la date de Londres (1804), il avait dit, en parlant du funeste drame de Vincennes : « C'est un avertissement pour nous tous ; il nous indique que l'usurpateur corse ne sera jamais tranquille tant qu'il n'aura pas effacé notre famille entière de la liste des vivants. » Et par malheur il avait ajouté : « Cela me fait ressentir plus vivement que je ne le faisais, quoique cela ne soit guère possible, le bienfait de la généreuse protection qui nous est conservée par votre nation magnanime. J'ai quitté ma patrie de si bonne heure, que j'ai à peine les habitudes d'un Français ; et je puis dire avec vérité que je suis attaché à l'Angleterre non-seulement par la reconnaissance, mais aussi par goût et par inclination. C'est bien dans la sincérité de mon cœur que je dis : *Puissé-je ne ja-*

mais quitter cette terre hospitalière! » Il y avait loin de cette pensée au courage déployé sur le champ de bataille de Jemmapes ; mais un jour devait venir où l'homme qui avait tracé ces lignes serait , pour la troisième fois , contraint de faire appel à l'hospitalité du sol anglais ; où , vieillard fugitif et découronné , il irait s'asseoir au foyer britannique et se nourrir du pain amer de l'exil ; où , de son vivant , il aurait ainsi à expier les paroles antifrANÇAISES que , pour être fidèles à notre mission , nous avons dû livrer à l'histoire.

Fév. 1805.

En France, le parti royaliste avait posé les armes : un grand nombre de familles illustres, appartenant à l'ancien régime par leurs sympathies et leurs traditions, s'étaient ralliées au pouvoir nouveau. Comme elles croyaient à la durée de la dynastie napoléonienne, elles s'étaient efforcées de mettre d'accord leurs intérêts et leurs souvenirs : elles servaient Napoléon pour partager avec lui l'autorité et la gloire, elles gardaient aux Bourbons un attachement respectueux mais stérile. Plus tard, lorsqu'on intronisa en France la dynastie de juillet, la noblesse se garda bien de se rallier ainsi à elle ; les événements lui avaient appris à avoir davantage foi dans le principe de la légitimité et confiance dans l'avenir : mais en 1804 on ne croyait guère à la possibilité du retour des rois, et beaucoup de jacobites se faisaient torys. L'influence de M. de Talleyrand s'exerçait sans relâche dans les rangs de cette noblesse : l'habile ministre demandait aux jeunes hommes s'ils voulaient laisser le monopole de la grandeur militaire et des honneurs de la cour

Le parti royaliste à l'intérieur.

Fév. 1805.

aux hommes du tiers état, aux soldats de fortune; il ménageait des alliances entre les généraux de la révolution, dont le blason ne datait que de 1792, et les héritières des vieilles maisons féodales, appauvries par les confiscations et l'exil. Dans les départements de l'ouest, les paysans et les prêtres jouissaient de la paix et du repos, et les nobles n'osaient recommencer une lutte inégale avec des armées sans soldats, et qu'aucun recrutement ne pouvait grossir, aussi longtemps du moins que la religion demeurerait libre. Toute l'énergie du peuple de ces contrées était habilement dirigée et surexcitée contre l'Angleterre. La police impériale s'attachait d'ailleurs à déconsidérer les chefs, ou à jeter entre eux la division. L'empereur répandait de nombreux bienfaits sur la Vendée : il relevait les villes et les villages incendiés durant les guerres civiles; il donnait aux paroisses des indemnités et des secours; il s'abstenait de faire peser trop sévèrement sur ces provinces le régime de la conscription et les lois fiscales; on ouvrait des canaux et des routes; l'abbé Bernier, évêque d'Orléans, toujours dévoué à la fortune de Napoléon, se faisait le complaisant apôtre de la politique impériale, et parcourait l'Ouest en prêchant partout la soumission et l'obéissance; les autres évêques faisaient prier pour le « nouveau Cyrus, » pour le nouveau Mattathias, » et les fidèles considéraient déjà toute résistance comme un crime. Dans les provinces du sud-ouest et du centre, toutes les traditions royalistes ne subsistaient plus qu'en secret, et à l'état de culte sans pontifes; les châteaux et les manoirs féo-

daux échappés au marteau révolutionnaire renfermaient encore des hôtes opiniâtrément dévoués à la cause des Bourbons : mais cette fidélité ne se produisait que mystérieusement et sans péril ; les gentils-hommes les plus hardis se bornaient à boire à la santé de leurs rois exilés, à conserver respectueusement, et les yeux mouillés de larmes, quelques reliques des martyrs du Temple. La ville de Bordeaux, si cruellement décimée par la Terreur, était comme un foyer, silencieux sans doute, mais permanent, de regrets et d'espérances royalistes. Son commerce souffrait ; la rupture de la paix d'Amiens avait ruiné ses armateurs ; la perte de nos colonies était pour sa population un coup de mort ; et Bordeaux ne se courbait que par force et par crainte sous le joug d'un pouvoir issu de la révolution. Les comités bordelais correspondaient avec d'autres réunions royalistes clandestinement organisées dans le Languedoc et à Marseille ; mais cette opposition ne subsistait qu'à l'état de regrets et d'illusions ; elle se gardait avec un soin rigoureux de tout ce qui aurait pu avoir les apparences d'un complot. La Provence avait beaucoup perdu aux événements révolutionnaires ; l'herbe croissait dans les rues de Marseille, et les vaisseaux n'osaient affronter les croisières anglaises : cette situation rendait le pouvoir impérial très-impopulaire dans cette région, et il fallait l'énergie du conventionnel Thibaudau, préfet des Bouches-du-Rhône, pour réduire au silence une population avide d'entreprises commerciales, et ennemie de la guerre.

Napoléon se préoccupait de dangers plus graves :

Fév. 1805.Fondation
du royaume
d'Italie.

pendant qu'à Boulogne il préparait de vastes armements contre l'Angleterre, il songeait à organiser la république italienne contre l'Autriche. Cette république était placée sous la suzeraineté de la France; elle ne pouvait que suivre les destinées de la nation conquérante. La France étant devenue monarchique, la forme républicaine ne pouvait être plus longtemps imposée à l'Italie. Des ouvertures dans ce sens avaient été faites depuis plusieurs mois à la consulte d'État et à M. Melzi, vice-président de la république cisalpine. Ce dernier était un homme d'humeur chagrine et au cœur faible; il voyait avec déplaisir la transformation dont son pays était menacé, mais il se résignait à la provoquer : seulement, comme les Italiens, il demandait que le royaume d'Italie eût son roi particulier, et cessât d'être un annexe de la France. Ce n'était point là la pensée de Napoléon : comme il avait, à force de victoires, réuni et rassemblé en un seul faisceau les débris épars de la république italienne, il ne voulait pas que la couronne royale d'Italie fût posée sur une autre tête; et, comme Charlemagne, dont la grandeur troublait son sommeil et stimulait son ambition, il voulait joindre à la royauté gallo-franque la royauté poétique des anciens Lombards. Son frère Joseph venait d'ailleurs en aide au succès de cette combinaison. Comme l'empereur n'avait point eu d'enfants de Joséphine, l'aîné de la famille Bonaparte se considérait comme l'héritier du trône de France, et il n'entendait pas abdiquer ce titre glorieux pour ceindre une couronne vassale. Napoléon trancha la difficulté : pour mieux asseoir sa puissance,

il déclara qu'il accepterait pour son propre compte le trône d'Italie; puis, afin de calmer les inquiétudes de l'Autriche et de donner d'avance satisfaction aux plaintes de l'Europe, il décréta qu'après sa mort les couronnes de France et d'Italie ne pourraient reposer sur la même tête, et que la séparation entre les deux États serait consacrée. Bien plus, il se hâta de désigner son successeur au trône lombard; et son choix tomba sur Eugène Beauharnais, fils de l'impératrice Joséphine, auquel, dès ce moment, il décerna la dignité et les fonctions de vice-roi.

Tout fut arrangé pour couvrir d'un semblant d'acclamation populaire l'origine de cette royauté nouvelle. Au mois de ventôse an XIII (17 mars 1805), des députés de la république italienne, ayant passé les monts, vinrent offrir à Napoléon le titre de roi d'Italie. L'empereur se rendit au Luxembourg, et là, assis sur son trône, entouré du sénat, et revêtu de tout l'appareil de sa puissance, il fit entendre le discours qu'on va lire :

L'empereur
se fait
déclarer
roi d'Italie.

« Sénateurs, nous avons voulu nous rendre au milieu de vous pour vous faire connaître, sur un des points les plus importants de la politique de l'État, notre pensée tout entière.

« Nous avons conquis la Hollande, les trois quarts de l'Allemagne, la Suisse et l'Italie. Nous avons été modéré au milieu de la prospérité la plus grande. De tant de provinces, nous n'avons gardé que ce qui était nécessaire pour nous maintenir au même point de considération et de puissance où a toujours été la France. Le partage de la Pologne, les

Mars 1805.

« provinces soustraites à la Turquie, la conquête des
« Indes et de presque toutes les colonies, avaient dé-
« truit à notre détriment l'équilibre général.

« Tout ce que nous avons jugé inutile pour le ré-
« tablir, nous l'avons rendu.

« L'Allemagne a été évacuée; ses provinces ont été
« restituées aux descendants de tant d'illustres mai-
« sons qui étaient perdues pour toujours, si nous ne
« leur eussions accordé une généreuse protection.

« L'Autriche elle-même, après deux guerres mal-
« heureuses, a obtenu l'État de Venise. Dans tous
« les temps, elle eût échangé de gré à gré Venise
« contre les provinces qu'elle a perdues.

« A peine conquise, la Hollande a été déclarée
« indépendante. Sa réunion à notre empire eût été
« le complément de notre système commercial, puis-
« que les plus grandes rivières de la moitié de
« notre territoire débouchent en Hollande. Cepen-
« dant la Hollande est indépendante, et ses douanes,
« son commerce et son administration se régissent
« au gré de son gouvernement.

« La Suisse était occupée par nos armées; nous l'a-
« vions défendue contre les forces combinées de l'Eu-
« rope. Sa réunion eût complété notre frontière mi-
« litaire. Toutefois, la Suisse se gouverne par l'acte
« de médiation, au gré de ses dix-neuf cantons, in-
« dépendante et libre.

« La réunion du territoire de la république ita-
« lienne à l'empire français eût été utile au dévelop-
« pement de notre agriculture : cependant, après la
« seconde conquête, nous avons, à Lyon, confirmé

« son indépendance. Nous faisons plus aujourd'hui, Mars 1805.
« nous proclamons le principe de la séparation des
« couronnes de France et d'Italie, en assignant, pour
« l'époque de cette séparation, l'instant où elle devien-
« dra possible sans danger pour nos peuples d'Italie.

« Nous avons accepté et nous placerons sur notre
« tête cette couronne de fer des anciens Lombards,
« pour la retremper et pour la raffermir. Mais nous
« n'hésitons pas à déclarer que nous transmettrons
« cette couronne à un de nos enfants légitimes, soit
« naturel, soit adoptif, le jour où nous serons sans
« alarmes pour l'indépendance que nous avons ga-
« rantie des autres États de la Méditerranée.

« Le génie du mal cherchera en vain des prétextes
« pour remettre le continent en guerre; ce qui a été
« réuni à notre empire par les lois constitutionnelles
« de l'État y restera réuni; aucune nouvelle province
« n'y sera incorporée. Mais les lois de la république
« batave, l'acte de médiation des dix-neuf cantons
« suisses, et ce premier statut du royaume d'Italie,
« seront constamment sous la protection de notre
« couronne, et nous ne souffrirons jamais qu'il y soit
« porté atteinte. »

Napoléon, peu de jours après, se mit en route pour L'empereur
part
pour Milan.
Milan : il avait hâte de consommer la prise de pos-
session du royaume d'Italie, afin d'être en mesure de
concentrer toutes ses pensées sur la lutte entreprise
contre l'Angleterre, et sur la nécessité de faire face
aux grandes puissances de l'Europe, qui, à ciel dé-
couvert ou sourdement, se préparaient à la guerre.
L'opinion nationale, dans le royaume d'Italie, ne se

Mai 1805.

Grande revue
sur le champ
de bataille
de Marengo.

prononçait que très-froidement en faveur de l'introduction de l'empereur : on était curieux de voir, pour la troisième fois, ce grand capitaine qui, dans les campagnes de Lodi et de Marengo, s'était révélé à l'Italie par la splendeur de son génie organisateur et militaire ; mais on regrettait, comme un doux rêve, l'indépendance complète de la patrie ; on subissait avec douleur la nécessité de servir de satellites à la France. Cependant, à mesure que la cérémonie du couronnement approchait, la curiosité et l'enthousiasme dominaient dans les esprits, et l'amour de la liberté semblait disparaître, comme, en présence d'un magnifique drame, les spectateurs, tout entiers aux émotions du théâtre, oublient leurs affaires et leurs douleurs. Napoléon visita d'abord Turin et Alexandrie, deux villes alors françaises : le 5 mai (15 floréal), du haut d'un trône élevé dans la plaine de Marengo, il assista à de belles manœuvres militaires qui représentaient les incidents de la grande bataille. Seize ans plus tard, jour pour jour, il devait, selon la merveilleuse légende du poète allemand, aller passer, chez les morts, une autre revue plus étrange et plus solennelle (1). Les jours suivants, l'empereur se rendit à Pavie, où les magistrats de Milan vinrent lui présenter les hommages officiels de leurs concitoyens. Le 18 floréal, il fit à Milan son entrée solennelle, et le 6 prairial (26 mai), la cérémonie du sacre

(1) Allusion à cette belle ballade de Tedlitz, *Die nächtliche Heerschau* (la Revue nocturne), où Napoléon est représenté comme passant, à minuit, hors de son tombeau, la revue de tous ses anciens compagnons d'armes morts comme lui.

eut lieu dans la vieille basilique lombarde ; objet de l'admiration et des respects du monde. La couronne de fer (1) des vieux rois lombards avait été apportée de Monza, où elle était conservée comme une précieuse relique du moyen âge ; elle n'avait point été tirée de ce dépôt depuis le sacre de Charles-Quint. Lorsque le cardinal Caprara, archevêque de Milan, eut béni cette couronne ; selon le rit usité pour le sacre des empereurs germaniques, Napoléon la posa lui-même sur sa tête, en disant d'une voix forte : *Dio me l'ha data ; guai a chi la toccherà !* (Dieu me la donne ; gare à qui la touche !) L'histoire nous apprendra si cet anathème devait être prophétique pour l'Italie et fatal à l'Autriche.

Mal 1805.
Napoléon
est couronné
à Milan
comme roi
d'Italie.

Les jours suivants furent employés à opérer dans l'administration publique les changements que nécessitait la nouvelle forme de gouvernement. L'acte constitutionnel du royaume fut publié le 5 juin (16 prairial). L'empereur appliqua à l'Italie les lois administratives de la France : le territoire fut divisé en départements ; le code civil fut imposé au nouveau royaume sans modifications, et malgré les mœurs et les habitudes du peuple ; on organisa l'administration judiciaire à l'instar de celle de la France, mais l'institution du jury ne fut pas introduite en Italie. La dette publique consolidée forma comme une administration financière, sous la dénomination de *Monte*

Constitution
du
royaume
d'Italie.

(1) Cette couronne est d'or pur, à pointes, à la manière antique. Un petit cercle de fer, placé dans sa partie intérieure, l'a fait appeler *couronne de fer*, nom sous lequel on a pris l'habitude de la désigner.

Juin 1805

Napoleone; on régularisa le service des finances; on établit l'enregistrement; on supprima des couvents, mais une dotation fut assurée au clergé; on annonça le développement futur de vastes travaux publics entrepris pour doter l'Italie de voies nouvelles, ou pour mettre à l'abri des inondations les départements du Bas-Pô et du Mincio; on dota richement M. Melzi, pour le consoler d'avoir perdu la vice-présidence de la république; enfin, l'empereur apprit au royaume d'Italie que la conscription serait une loi de l'État, et que la jeunesse devait se préparer au rude métier de la guerre.

Départ
de Milan.

L'empereur quitta Milan; il visita les camps militaires qu'il avait établis dans le royaume d'Italie, et qui couvraient cette contrée du côté de l'Autriche. Là, du moins, ce ne fut pas la curiosité, mais l'enthousiasme, qui éclata sur son passage. Napoléon aurait pu se croire au camp de Boulogne. Lorsqu'il eut pris, de concert avec Masséna, toutes les dispositions que réclamait la garde des frontières italiennes, il ordonna la levée de trente mille conscrits, et la formation d'une flottille destinée à couvrir le littoral de la Méditerranée.

La
république
ligurienne
est réunie
à l'empire.

Il songea ensuite à fixer d'une manière définitive le sort de la république ligurienne. Il n'avait pas fallu de grands efforts pour amener les Génois à solliciter la réunion de leur patrie à la France. Comment la république de Gênes, isolée au milieu des grandes luttes qui allaient agiter l'Europe, aurait-elle pu conserver son indépendance? Malgré l'engagement solennel que Napoléon avait pris de n'ajouter à ses États

aucun nouveau territoire, il ordonna que la Ligurie serait incorporée à la France, et formerait les trois départements de Gênes, de Montenotte et des Apennins. La prise de possession de la Ligurie fut d'ailleurs accompagnée de quelques formalités solennelles que l'histoire doit mentionner.

Le 15 prairial an XIII, Girolano Durazzo, dernier doge de Gênes; le cardinal Spina, archevêque de cette ville, et une députation composée de sénateurs et de citoyens, se rendirent à Milan, et se présentèrent à Napoléon. Après un discours dans lequel les Génois demandaient à l'empereur et roi le *bonheur d'être de ses sujets*, le doge remit à Napoléon une délibération du sénat, prise dans ce sens; il déposa ensuite sur les marches du trône un grand coffre que deux huissiers avaient peine à porter, et dans lequel étaient renfermés les registres des votes des archevêques, évêques, grands vicaires, chanoines, curés et bénéficiers de toutes classes; des officiers de l'armée de terre et de mer; des autorités civiles et judiciaires, y compris l'institut national et les universités; des citoyens de la ville de Gênes et des quarante-sept cantons de la Ligurie. L'empereur affecta de considérer cet hommage comme sérieux, et de croire à la sincérité d'un peuple auquel on faisait dire qu'il renonçait avec joie à sa nationalité antique. Il prit ensuite la parole, et parla ainsi :

« Monsieur le doge et Messieurs les députés du
« sénat et du peuple de Gênes,

« Les circonstances et votre vœu m'ont plusieurs

Juin 1805.

« fois appelé, depuis dix ans, à intervenir dans vos affaires intérieures. J'y ai constamment porté la paix, et cherché à faire prospérer les idées libérales qui, seules, auraient pu donner à votre gouvernement cette splendeur qu'il avait il y a plusieurs siècles. Mais je n'ai pas tardé moi-même à me convaincre de l'impossibilité où vous étiez, seuls, de rien faire qui fût digne de vos pères. Tout a changé : les nouveaux principes de la législation des mers, que les Anglais ont adoptés et fait reconnaître par la plus grande partie de l'Europe; le droit de blocus qu'ils peuvent étendre aux places non bloquées, et même à des côtes entières et à des rivières, ce droit qui leur permet d'anéantir à leur volonté le commerce des peuples; les ravages toujours croissants des Barbaresques; toutes ces circonstances ne vous offraient qu'un isolement dans votre indépendance. La postérité me saura gré de ce que j'ai voulu rendre libres les mers, et obliger les Barbaresques à ne point faire la guerre aux pavillons faibles. Je n'étais animé que par l'intérêt et la dignité de l'homme. L'Angleterre s'est refusée à coopérer à ces idées généreuses..... Seul pour soutenir ces légitimes principes, il eût fallu avoir recours aux armes; mais je n'ai le droit de verser le sang de mes peuples que pour des intérêts qui leur sont propres...

« Où il n'existe pas d'indépendance maritime pour un peuple commerçant, naît le besoin de se réfugier sous un plus puissant pavillon. Je réaliserai votre vœu; je vous réunirai à mon grand peuple. Ce sera pour moi un nouveau moyen de rendre plus effi-

Juin 1805.

« cace la protection que j'ai toujours aimé à vous ac-
 « corder. Mon peuple vous accueillera avec plaisir.
 « Il sait que, dans toutes les circonstances, vous avez
 « assisté ses armées avec amitié, que vous les avez
 « soutenues de tous vos moyens et de toutes vos
 « forces. Il trouve d'ailleurs chez vous des ports, et un
 « accroissement de puissance maritime qui lui est né-
 « cessaire pour soutenir ses légitimes droits contre
 « l'oppresseur des mers. Vous trouverez dans votre
 « union avec mon peuple un continent, vous qui n'avez
 « qu'une marine et des ports. Vous y trouverez un
 « pavillon que, quelles que soient les prétentions de
 « mes ennemis, je maintiendrai, sur toutes les mers de
 « ce globe, constamment libre d'insultes et de visites,
 « et affranchi du droit de blocus, que je ne reconnai-
 « trai jamais que pour les places véritablement blo-
 « quées par terre comme par mer. Vous vous y trou-
 « verez enfin absolument à l'abri de ce honteux
 « esclavage dont je souffre malgré moi l'existence
 « envers les puissances plus faibles, mais dont je
 « saurai toujours garantir mes sujets. »

Le décret qui réunit la république ligurienne à l'empire français porta la date du 20 prairial. Ainsi Gênes disparaissait sans bruit, et comme heureuse de s'éteindre. Qu'était devenu ce temps où elle rétablissait par la force les empereurs grecs sur le trône de Constantinople, et où elle disputait à Venise la suprématie en Orient ?

Un mois après, les États de Parme furent également réunis à la France, et la république de Lucques forma l'apanage d'Élisa Bonaparte, sœur de l'empereur.

Les États
de Parme
sont réunis
à l'empire.

Juin 1805.

reur, et femme de Pascal Bacciochi, simple capitaine corse. Ce dernier reçut les titres de prince de Piombino et d'altesse sérénissime. Ainsi, l'empereur en était venu à rassembler sous sa domination l'immense territoire des anciennes Gaules cisalpine et transalpine. L'Europe continentale, justement épouvantée de ces envahissements successifs, qui révélaient une tendance à la domination universelle, ne pouvait tarder davantage à se lever, à la voix de l'Angleterre, pour opposer une digue à l'ambition d'un seul homme. Ici, les nécessités de l'histoire nous contraignent de revenir sur nos pas.

Nouvelles
ouvertures
pacifiques.

Peu de temps après son avènement au trône, Napoléon avait essayé, auprès du roi d'Angleterre, une de ces tentatives qui demeurent toujours stériles, depuis que les peuples se gouvernent par les intérêts et non par les sentiments; il avait écrit à Georges III pour lui proposer la paix : « Je n'attache pas de déshonneur à faire les premiers pas, avait-il dit : j'ai assez prouvé au monde que je ne redoute aucune des chances de la guerre. La paix est le vœu de mon cœur, mais la guerre n'a jamais été contraire à ma gloire. Je conjure Votre Majesté de ne pas se refuser à donner elle-même la paix au monde. » L'empereur n'avait point été reconnu par le roi de la Grande-Bretagne; ce fut donc le ministère qui répondit par note diplomatique aux ouvertures de Napoléon, et cette réponse, comme on devait s'y attendre, fut un refus. Napoléon ne s'était point fait illusion sur l'issue de cette démarche, mais elle lui avait fourni les apparences d'une politique de pacification, et il avait eu la petite joie de

saluer le roi d'Angleterre de cette formule : *Monsieur mon frère*, que S. M. B. s'obstinait à lui dénier. Ce fut tout ce que la France retira de ces ouvertures.

L'avènement de Napoléon au trône impérial avait coïncidé avec la rentrée de Pitt au ministère, et dès le premier jour le fils de lord Chatham avait mesuré toute l'étendue de sa tâche. Abolir la puissance française; dissoudre le pacte qui unissait notre pays à plusieurs nations vassales; faire repentir l'Espagne du traité d'alliance que nous lui avons arraché par la menace, tel était, en peu de mots, pour la politique extérieure, le programme du ministre anglais. Il s'occupait avec audace du soin de le réaliser. Impatient de s'affranchir des habitudes timides et douteuses du ministère Addington, il déclarait ouvertement qu'au lieu de se tenir sur la défensive, il fallait résolument attaquer la France; que la guerre, tant qu'elle resterait maritime, serait un danger flagrant pour l'Angleterre; que, pour éloigner Napoléon des côtes de la Grande-Bretagne, menacée depuis deux ans, il fallait armer le continent contre lui, et le rejeter violemment sur les champs de bataille d'Italie ou d'Allemagne.

Les prétextes ne manquaient pas : l'ambition de Napoléon n'en avait que trop fourni à l'Europe, et les cabinets du continent, sourdement excités par la défiance ou la haine, se concertaient déjà pour un grand effort contre la France. Aucun d'eux cependant n'avait positivement déclaré la guerre. La Russie s'était bornée à suspendre ses relations diplomatiques, et à laisser percer un profond mécontentement, précurseur d'une rupture. La Prusse, depuis longtemps inquiète, trouva

Juin 1805.

Dispositions
hostiles
des
puissances
de l'Europe.

—
Préparatifs
de guerre.

Pitt rentré
aux affaires
donne aux
hostilités une
plus grande
énergie.

La Russie
et
la Prusse.

Juin 1805.

dans l'accroissement des forces françaises cantonnées dans le Hanovre un juste sujet de plaintes. L'empereur Napoléon répondit avec hauteur qu'on suscitait à sa politique des obstacles et des tracasseries, et il en témoigna son déplaisir. Le cabinet de Berlin motiva ses réclamations sur l'existence des traités; il rappela à la France ses engagements; et quant au mot « tracasseries, » le roi de Prusse déclara qu'il espérait qu'à l'avenir le cabinet des Tuileries ne se permettrait plus d'employer des expressions semblables, lorsqu'il s'agirait de caractériser la marche de la politique prussienne. Après avoir protesté avec dignité, la Prusse consentit à voir le Hanovre occupé par une armée française de trente mille hommes.

L'Autriche.

L'Autriche, à son tour, prit des allures hardies; elle fit des armements, dont elle n'essaya plus de dissimuler la puissance; elle se montra dure et envahissante à l'égard de la Suisse et des petits princes allemands; et, pour la déterminer à reculer dans cette voie, il fallut que Napoléon menaçât de déclarer immédiatement la guerre. L'Autriche n'était point tout à fait prête à soutenir la lutte : elle parut fléchir, mais elle poursuivit avec persévérance la réalisation de ses plans hostiles, et le succès de sa politique toujours équivoque.

Attitude
de l'Espagne.

L'Espagne se montrait beaucoup plus disposée qu'on aurait pu le croire à nous demeurer fidèle. Le roi Charles IV ne s'était point beaucoup ému de la mort sanglante de son parent le duc d'Enghien, et l'Europe s'était douloureusement étonnée de l'empressement qu'il avait mis à reconnaître Napoléon

Juin 1805.

comme empereur. Louis XVIII ne s'attendait pas à ce qu'un Bourbon désertât à ce point la cause de sa race. Ayant appris que Charles IV avait décerné à l'empereur des Français les insignes de l'ordre de la Toison d'or, il arracha de sa poitrine cette même décoration, et la renvoya au roi d'Espagne, en lui disant : « Il ne peut rien y avoir de commun entre moi et le grand criminel que l'audace et la fortune ont placé sur un trône qu'il a eu la barbarie de souiller du sang pur d'un Bourbon. La religion peut m'engager à pardonner à un assassin, mais le tyran de mon peuple doit toujours être mon ennemi. Si la Providence, par des motifs inexplicables, me condamne à finir mes jours en exil, jamais ni mes contemporains ni la postérité ne pourront dire qu'aux jours de l'adversité je me suis rendu indigne d'occuper, jusqu'au dernier soupir, le trône de mes ancêtres. » Lorsque le roi Charles IV eut pris connaissance de cette missive, il eut soin de ne la confier à personne, et le secret ne transpira que dans les rangs de l'émigration. L'Espagne demeura donc en paix avec la France, et son gouvernement chercha à maintenir sa neutralité.

L'Angleterre avait d'abord paru se contenter de cette attitude pacifique de l'Espagne; mais, peu de jours après l'avènement de Pitt, des instructions secrètes parties de l'amirauté enjoignirent à tous les commandants des flottes en mer d'arrêter et d'envoyer en Angleterre des galions chargés d'or que l'Espagne attendait d'Amérique; il fut également prescrit aux marins anglais de couler bas tous les

Rupture
entre
l'Angleterre
et l'Espagne.

Juin 1805.

navires espagnols au-dessous de cent tonneaux, d'envoyer les autres à Malte ; enfin , de bloquer et d'incendier les ports et les rades de l'Espagne. L'effet suivit de près la menace. Au mois de fructidor an XII, un convoi de quatre galions, chargé, pour le compte de l'Espagne, de seize millions de piastres et de beaucoup d'objets précieux , fut rencontré, à la hauteur du cap Sainte-Marie, par une escadre anglaise aux ordres de sir Graham Moore ; le combat fut court, mais sanglant. Le feu prit aux poudres d'un galion, et le fit sauter avec l'équipage : les trois autres furent capturés. De son côté, l'amiral Nelson attaqua et incendia, en vue de Barcelone , trois navires de commerce espagnol ; enfin, une croisière anglaise enleva un régiment d'infanterie qui se rendait à Majorque. Ces actes d'agression inouïe avaient lieu en pleine paix, pendant la durée de négociations commencées à Madrid, et avant toute déclaration de guerre. L'histoire, toujours juste, constatera que, dans le sein du parlement anglais, des voix généreuses, parmi lesquelles on remarqua celle de lord Granville, s'élevèrent contre une pareille violation du droit des gens. Pour l'Espagne, elle fut indignée. La rougeur monta au front de Godoï, et on entendit cet homme s'écrier, dans un mouvement de noble colère : « Je monterai à cheval, et je conduirai une armée à l'empereur au camp de Boulogne. » Peu de jours après, le cabinet de Madrid déclara la guerre à la Grande-Bretagne.

Le Portugal.

Le Portugal demeura dévoué au système anglais. Dans ce pays, selon l'énergique expression du général Lannes, ambassadeur de la France, il ne s'était

trouvé ni un cœur ni un intérêt qui fût pour nous. Juin 1805.
 Toutefois, pour ne point attirer sur cette puissance alliée et soumise la colère de la France et de l'Espagne, l'Angleterre permit à la maison de Bragance de rester neutre.

Pitt osa demander davantage à la Suède. Ce royaume La Suède.
 n'était point à dédaigner, bien qu'il fût pauvre et que son armée, en temps de paix, ne dépassât pas quarante mille hommes. Mais la Suède avait des bois, des mines, des ressources maritimes puissantes, qu'elle pouvait mettre à la disposition de l'Angleterre; et, du jour où l'Europe continentale menacerait la France, la Suède entrerait en ligne, et formerait comme l'aile droite de la coalition. Cependant il lui fallait des subsides. L'Angleterre n'hésita point à en promettre. Par un traité d'alliance offensive et défensive conclu le 3 décembre 1804 entre Gustave-Adolphe et la Grande-Bretagne, et par une convention analogue qui intervint huit mois plus tard, le roi de Suède mit à la disposition des Anglais, à titre de place d'armes et d'entrepôt de commerce, la ville de Stralsund et l'île de Rügen. De son côté, l'Angleterre s'engagea à payer à la Suède un subside de 80,000 livres sterling.

Le cabinet russe était dirigé par le prince Czartorisky, homme modéré, Polonais d'origine, et favorable à la politique de la paix. L'empereur Alexandre aimait à suivre ses conseils; mais le parti russe, secondé par l'impératrice mère, paralysa l'influence du ministre, et appela aux affaires le comte Alexandre de Woronzoff. Ce changement eut lieu à la satisfaction

Le parti
de la guerre
achève
de prévaloir
en Russie.

Juin, 1805.

La Prusse
cherche
à intervenir
comme
médiatrice.

de Pitt, et bientôt après un habile diplomate russe, M. de Novosilzoff, fut chargé d'aller à Londres poser les bases d'un traité de subsides et d'un plan de campagne contre la France. Cette négociation, pour aboutir à un résultat sérieux, réclamait le concours de l'Autriche. Cette puissance fit connaître qu'on pouvait compter sur elle, pourvu qu'on lui laissât le temps moral et matériel de réunir de grandes ressources, et qu'on lui donnât des garanties d'un vaste développement de moyens. Or, aucune coalition contre la France ne paraissait devoir être efficace, tant que la Prusse n'y accéderait pas. La France le savait bien : aussi Napoléon s'attachait-il à maintenir la neutralité de ce royaume. L'Angleterre faisait offrir à Frédéric-Guillaume de reconnaître dans sa dynastie le titre impérial ; mais le roi de Prusse n'avait garde d'accepter cette promesse dangereuse. La France, de son côté, s'engageait à livrer à la monarchie prussienne, comme une proie, le Hanovre, la Poméranie suédoise et les villes anséatiques ; mais accepter de pareils accroissements de territoire, c'était déclarer la guerre à la Grande-Bretagne, à l'Autriche, à la Suède, à la Russie elle-même ; et Frédéric-Guillaume, prince timide et honnête, ne voulait point se lancer en aveugle dans les incertitudes d'un semblable avenir. La Russie se montra plus habile : feignant de désirer avant tout le maintien de la paix, elle offrit au roi de Prusse de remplir entre elle et la France le rôle de médiateur, et Frédéric-Guillaume accepta avec un secret orgueil cette mission difficile. L'empereur Napoléon se souciait peu d'une rupture avec la Russie :

il se prêta de bonne grâce à écouter les propositions de la puissance médiatrice qui devait s'interposer entre lui et Alexandre. Toutefois, il notifia à son ambassadeur à Berlin que la négociation ne devait point prendre pour bases l'indépendance de l'Italie, la restauration de la maison de Savoie en Piémont, et l'acceptation du protectorat de Naples par la Russie : cette dernière puissance, au contraire, n'entendait en aucune façon renoncer à exiger de la France l'ensemble de ces concessions. Sur ce terrain, il était difficile d'arriver à un arrangement sérieux, aucune des deux puissances rivales ne se montrant disposée à reculer.

Le roi de Prusse n'en voulut pas moins soumettre son plan de pacification à leur examen. D'après les bases de cette médiation, la France devait s'engager à évacuer le royaume de Naples aussitôt que le sort de Malte serait décidé; elle promettait de disposer de Parme et de Plaisance en faveur d'un tiers, et de garantir formellement l'indépendance des autres États d'Italie. Les îles Ioniennes et Malte devaient être données en indemnité au roi de Sardaigne; les couronnes de France et d'Italie cesseraient de reposer sur la tête de Napoléon; enfin, la France évacuerait le Hanovre. L'empereur des Français consentit à accueillir plusieurs de ces propositions, mais il refusa d'adhérer à celle qui concernait la séparation de la France et du royaume d'Italie. La Russie ne crut ni de sa dignité ni de ses intérêts de subir, à cet égard, l'*ultimatum* de Napoléon, et la médiation de la Prusse n'eut pas d'autres suites. Le peuple prussien voyait d'ailleurs avec déplaisir la politique timide de

Juin 1805.

Cette
médiation
échoue.

Juin 1805.

son roi. Les souvenirs de ce Frédéric que nos philosophes avaient surnommé le Grand, et dont, à tout prendre, le règne avait été très-glorieux au point de vue militaire; ces souvenirs, disons-nous, exaltaient l'orgueil des citoyens, de la noblesse et de l'armée, et il se formait, jusque dans la famille et dans les conseils du prince, un parti de la guerre ardent et dévoué, qui s'indignait de la puissance de la France et de la neutralité de la monarchie prussienne.

Une grande
coalition
se forme
contre
la France.

Au mois de germinal an XIII (avril 1805), les négociations activement poursuivies à Londres aboutirent à un traité menaçant pour la France. L'Angleterre et la Russie (cette dernière stipulant en outre pour l'Autriche et la Suède) déclarèrent à la face de Dieu que ce traité n'avait pour objet que de rétablir la paix de l'Europe, et de rendre à cette partie du monde l'indépendance dont elle était privée par l'ambition sans bornes du gouvernement français. En conséquence, les puissances s'engagèrent à réunir des forces qui, indépendamment des troupes de la Grande-Bretagne, devaient atteindre le chiffre de cinq cent mille hommes, et combattre pour obtenir les résultats suivants : l'évacuation du Hanovre et du nord de l'Allemagne; l'indépendance de la Hollande et de la Suisse; le rétablissement du roi de Sardaigne en Piémont, avec une augmentation de territoire telle que les circonstances pourraient le permettre; l'indépendance du royaume de Naples; l'évacuation complète de l'Italie par les armées françaises; et enfin, l'établissement en Europe d'un ordre de choses qui pût servir de barrière à de nouvelles usurpations. Dans ce

Juin 1805.

but, Sa Majesté Britannique s'obligeait à payer la somme d'un million deux cent mille livres sterling de subsides, payables mois par mois, pour chaque cent mille hommes qui seraient fournis par la Russie. Nul des contractants ne pourrait traiter de la paix que du consentement de toutes les parties. Enfin, et attendu la difficulté de déployer sur-le-champ cinq cent mille hommes en campagne, on mettrait en marche, le plus tôt possible, une armée de quatre cent mille combattants, qui serait composée de la manière suivante : l'Autriche fournirait deux cent cinquante mille hommes ; la Russie, cent quinze mille au moins, indépendamment des levées faites en Albanie et en Grèce : le reste comprendrait les contingents de Naples, de la Sardaigne, du Hanovre. Un article du traité déclarait formellement qu'il n'entrerait pas dans les principes des parties contractantes de se mêler de la forme du gouvernement de la France, ni de s'approprier aucune des conquêtes qui pourraient être faites ; mais qu'à la fin de la guerre il serait assemblé un congrès général pour donner à l'Europe une paix solide, pour fixer la loi des nations, et pour en garantir l'exécution par un système fédératif. Les parties contractantes déclarèrent en outre qu'elles feraient cause commune contre les puissances qui s'uniraient à la France, de manière à entraver la marche des opérations combinées. L'Autriche adhéra à ce traité moyennant certaines conditions, dont le bénéfice lui assurait des subsides de guerre considérables. La Prusse, vivement sollicitée d'entrer dans la coalition, répondit que le temps n'était pas venu, et qu'elle voulait garder la neutralité ;

Juin 1805. système auquel, depuis le traité de Bâle, elle n'avait pas cessé de se rattacher. Toutefois, le roi Frédéric-Guillaume, cédant à la pression du parti de la guerre, laissa entrevoir aux alliés qu'au moment où ils se mettraient en campagne, la Prusse pourrait saisir une occasion de les seconder en opérant une diversion. La Suède se hâta d'acquiescer, pour sa part, aux projets de Pitt; elle promit une coopération franche et prompte.

Attitude
hostile
et
malveillante
du
gouvernement
de Naples.

On se demandait quelle détermination prendrait la cour de Naples, placée entre sa haine pour la France et la crainte d'une lutte inégale. Déjà cette cour avait subi l'occupation des provinces de Brindisi et d'Otrante par le général Gouvion Saint-Cyr. Mais lorsque la reine Caroline, la courageuse fille de Marie-Thérèse, eut acquis la certitude des bonnes dispositions de la Russie en faveur de Naples, elle conçut l'espérance hardie de secouer le joug de la France : elle fit armer les paysans des Calabres, et négocia en Hollande un emprunt de sept millions de florins. La France réclama. La reine eut l'air de céder; mais elle n'en continua pas moins, sous d'autres formes, ses tentatives hostiles. Napoléon ne vit dans cette politique douteuse que l'influence de l'Anglais Acton, ministre de Naples et favori de la reine. Il demanda que cet homme d'État, qui vendait le royaume des Deux-Siciles au cabinet anglais, fût immédiatement révoqué. La reine résista avec colère, mais elle se vit contrainte de céder; et le chevalier Acton s'éloigna avec douleur de cette cour qu'il avait dirigée depuis vingt-six ans, non sans éveiller la haine et le scandale. La reine, vaincue,

essaya de prendre sa revanche : elle entretint avec l'amiral Nelson une correspondance active qui la fortifiait dans ses ressentiments; elle confia ensuite le commandement de l'armée napolitaine au comte de Damas, émigré français, et, par ses ordres, des levées d'hommes et de chevaux se firent dans toutes les provinces. Le cardinal Ruffo, l'implacable ennemi de la domination française, reparut à la cour de Naples, et fut accueilli par des fêtes.

Napoléon se montra profondément irrité de ces tentatives, dont le but hostile ne lui échappait pas. Il prescrivit à son ambassadeur, M. Alquier, ancien jacobin converti à la politique impériale, de notifier à la reine que les ports des Deux-Siciles devaient être fermés aux troupes de la Russie : de plus, il lui enjoignit de renvoyer M. de Damas, et de n'avoir désormais sous les drapeaux qu'une armée dont l'effectif ne dépasserait pas douze mille hommes. La reine essaya d'abord d'éluder ces menaces, puis elle céda, mais de mauvaise grâce et en laissant percer sa colère. Napoléon se rendit un compte exact de cette conduite plus téméraire que persévérante, et il reconnut dans les dispositions hostiles de Caroline de Naples l'influence directe de l'Angleterre et de la Russie. Dès lors, ne pouvant plus se faire illusion, il se promit de ne différer la ruine de la cour de Naples que jusqu'au moment où les circonstances lui permettraient de l'accomplir sans efforts et sans sacrifices.

Napoléon ignorait encore l'existence du traité de Londres, et l'adhésion de l'Autriche et de la Suède à la coalition qui se formait contre la France; mais il

Juin 1805.

Politique
de Napoléon
à l'égard
de cette
puissance.

Juin 1805. en savait assez pour comprendre qu'un grand orage le menaçait, et qu'il fallait se mettre en mesure de tenir tête à presque toutes les puissances du continent. D'ailleurs, quelques souverains dévoués à sa politique, et parmi eux les électeurs de Wurtemberg et de Bavière, le tenaient informé de tout ce qu'ils parvenaient à apprendre des dispositions de la Russie et de l'Autriche. Il fit une dernière tentative pour rattacher la cour de Naples aux intérêts de la France, et pour recommencer, s'il était possible, la politique de l'ancien pacte de famille. Il exprima le désir qu'une alliance matrimoniale resserrât les liens entre la famille royale de Naples et sa propre maison, et il demanda, d'ailleurs indirectement et par voie d'insinuation, en faveur du prince Eugène Beauharnais, vice-roi d'Italie, la main de la princesse Marie-Amélie, fille du roi des Deux-Siciles. Marie-Amélie était réservée à des plus grands honneurs et à des épreuves plus amères. La reine Caroline refusa, et sa résistance orgueilleuse, en froissant au cœur Napoléon, lui enleva, à son insu, la dernière branche de salut qui lui restait encore.

La Russie
cherche
à entraîner
la Prusse
à la guerre.

La neutralité de la Prusse inquiétait vivement la Russie : il était bien difficile d'agir efficacement contre la France, si les armées du czar ne pouvaient arriver jusqu'à nous en traversant l'Allemagne du nord. D'un autre côté, il importait de ménager jusqu'au bout l'héritier de Frédéric, chef d'une nation éminemment guerrière, et qui pouvait disposer d'une armée de cent cinquante mille soldats. Napoléon le savait mieux que personne, et il n'épargnait rien pour rete-

nir, en dehors de la coalition, une puissance dont l'amitié était si précieuse mais si chancelante. M. de Hardenberg, ministre de Frédéric-Guillaume, comprenait bien ce qu'une semblable position avait d'avantageux pour son pays et pour son souverain. Toutefois, il ne se dissimulait pas qu'il serait difficile de garder jusqu'au bout une neutralité dont tout le monde se défiait, et dont, le danger passé et la lutte terminée, le vainqueur, quel qu'il fût, chercherait à punir la Prusse. Aussi penchait-il presque ouvertement pour la Russie et l'Angleterre, tout en gardant beaucoup de ménagements pour le cabinet des Tuileries.

Les alliés pouvaient jeter des troupes dans le Hanovre par Cuxhaven, port principal du duché de Brême : Napoléon s'en alarmait, et demandait à la Prusse de fermer tout le nord de l'Allemagne, y compris le Hanovre, aux agressions de ses ennemis. M. de Hardenberg répondait que le roi de Prusse n'ayant point empêché la France de prendre possession du Hanovre, ne pouvait, en bonne justice, empêcher l'Angleterre d'envoyer une armée dans un pays qui appartenait à son souverain. Napoléon insista alors pour que la Prusse consentît à ajouter le Hanovre à ses autres possessions ; mais c'était là un présent fatal qui engageait la politique de Frédéric-Guillaume, et ce prince refusa de nouveau. En attendant, les troupes russes se rassemblaient sur la frontière qui touchait à la Prusse orientale, tandis que d'autres forces, appartenant à la coalition, allaient débarquer à Stralsund et aux bouches du Weser.

Juill. 1805. Cette situation devenait grave. Pour déterminer, s'il était possible, le roi de Prusse à faire cause commune avec la France, l'empereur chargea Duroc de se rendre à Berlin en mission extraordinaire. Mais le roi de Prusse n'osa assumer sur lui la responsabilité d'une politique contraire à ses propres sympathies, et qui aurait soulevé la colère de son peuple. Il se borna à offrir une médiation désormais stérile, et dont personne ne voulait. Napoléon prit son parti, et renonça à l'alliance de la Prusse : heureux s'il parvenait à maintenir jusqu'au bout cette nation dans un système timide de neutralité, alors que les puissances coalisées n'épargnaient aucun effort pour la pousser à la guerre!

**Le Danemark
et les
électorats.**

Le Danemark, fidèle à sa politique, faisait profession de rester neutre, en dépit des subsides que lui offrait l'Angleterre pour l'attirer dans la coalition : mais alors même que le roi de Danemark eût consenti à armer pour les intérêts de la Grande-Bretagne, le peuple danois, qui se souvenait avec une patriotique indignation des agressions injustes de la marine anglaise, n'aurait pas permis à son souverain de marcher dans cette voie. Quant aux électeurs d'Allemagne, ils auraient bien voulu s'abstenir de se prononcer, et attendre pacifiquement l'issue de la lutte ; mais comme ils subissaient l'ascendant de la France, la neutralité devenait pour eux impossible. Tout faisait pressentir qu'au moment de la lutte ils viendraient en aide à Napoléon. L'électeur de Saxe, plus éloigné que les autres du théâtre de la guerre prochaine, avait pris le parti de se tenir sur la réserve,

à l'imitation de la Prusse. L'électeur de Bavière, débordé sur tous les points de son territoire par les armées de l'Autriche, commençait à n'avoir d'autres ressources que l'amitié de la France; et l'histoire contemporaine lui apprenait ce que coûtait aux princes et aux peuples cette redoutable amitié.

La Russie, avant d'entrer en campagne, tournait des regards inquiets vers ses frontières du sud, toujours menacées par la Turquie. Or, à cet égard, elle pouvait se laisser aller, du moins pour quelque temps, à une grande sécurité : la Porte n'était point d'avis de la guerre, mais elle nourrissait contre la France des ressentiments assez vifs, et elle désirait ardemment le triomphe des Anglais. Ainsi disposée, et dirigée par des hommes d'État que l'Angleterre et la Russie parvenaient sans peine à corrompre, la Turquie se détermina à son tour à adhérer à la coalition dont Pitt avait donné le signal.

Attitude
de la Porte
Ottomane.

La guerre était donc imminente, et il n'appartenait plus au génie de Napoléon d'écarter l'orage que la grandeur de son ambition avait amassé contre lui. Une ressource lui restait encore, c'était de vaincre; et il avait pour habitude de résoudre ainsi les difficultés dont on pouvait sortir par la science militaire et le courage. Vers la fin de messidor, après avoir consommé la réunion de la Ligurie à son empire, il entra en France; et comme l'archichancelier, qui était allé au-devant de lui à Fontainebleau, déroulait sous ses yeux la série de nos dangers : « Fiez-vous à moi, dit-il à Cambacérès; je surprendrai le monde par la grandeur et la rapidité de mes coups. »

Napoléon
revient
à Paris,
et dispose
tout pour
la guerre.

Juill. 1805.

Après avoir donné au vice-roi d'Italie et au maréchal Jourdan les ordres nécessaires pour mettre à l'abri de toute invasion subite nos frontières de la Lombardie, il concentra de nouvelles forces dans les places voisines de l'Adige et dans les provinces du royaume de Naples, déjà militairement occupées. Il achemina ensuite sur l'Alsace et vers le Rhin la grosse cavalerie et l'artillerie de campagne dont il pouvait disposer. Enfin, il se transporta à Boulogne (15 thermidor an XIII — 3 août 1805).

L'empereur
au camp
de Boulogne.

Il arriva à trois heures du matin, et le jour même il passa en revue, le long des côtes, cent douze mille hommes, l'élite de nos glorieuses armées. Quand ces soldats aguerris, et fatigués de la paix, défilèrent devant lui en élevant jusqu'au ciel leurs acclamations et leurs transports de joie, il eut le pressentiment de ses nouvelles destinées. Toutes les troupes campées en face des rivages de l'Angleterre formaient un ensemble de cent trente-deux mille combattants et de quinze mille chevaux. En outre, le général Marmont avait sous ses ordres, au Texel, un corps de vingt-quatre mille hommes, et une division, stationnée à Brest, était prête à mettre à la voile et à se joindre au reste de l'armée.

Effectif
de nos
forces
militaires
du côté
de l'Océan.

La flottille se composait, comme on l'a vu plus haut, de diverses escadrilles venues de différents ports de la France et de la Hollande : plusieurs fois attaquées par les vaisseaux de haut bord et par les brûlots de l'Angleterre, elles avaient soutenu avec gloire et peu de dommage les efforts réitérés de l'ennemi. Nos forces maritimes, prêtes à être dirigées contre la Grande-

Bretagne, s'élevaient à soixante-neuf vaisseaux de ligne et à plus de 2,000 bâtiments de transport et de guerre, frégates, corvettes, chaloupes canonnières.

Dans les premiers jours de l'an XIII, Napoléon avait conçu un plan de descente habile et hardi. Durant son séjour à Mayence, il avait déterminé plusieurs grandes expéditions maritimes qui devaient mettre à la voile peu de mois après.

La première avait pour objet de protéger la Martinique et la Guadeloupe par l'occupation de la Dominique et de Sainte-Lucie. Cette expédition était préparée à Rochefort; elle devait être conduite par l'amiral Missiessy, ayant sous ses ordres six vaisseaux de ligne et quatre frégates.

La seconde était destinée à reprendre les colonies hollandaises de Surinam, Esséquibo et Berbice; elle devait d'abord se diriger du côté des Antilles. L'escadre de Toulon, forte de onze vaisseaux de ligne, sous les ordres de l'amiral Villeneuve, allait être chargée de cette opération.

La troisième expédition, qui se rattachait à la seconde, avait pour objet d'enlever aux Anglais l'île de Sainte-Hélène.

Enfin, une dernière expédition devait se porter sur les côtes d'Irlande, et attirer de ce côté l'attention de l'Angleterre.

L'Espagne, agissant comme notre alliée, s'était engagée à tenir prêts, pour le 30 mars 1805, huit vaisseaux et quatre frégates au Ferrol; douze vaisseaux à Cadix, et six à Carthagène.

Les préparatifs des expéditions ordonnées par l'em-

Juill. 1805.

Plan
de descente
conçu par
l'empereur.

Détails
sur quelques
expéditions
maritimes.

Juill. 1805. pereur avaient été achevés dans le temps prescrit.

Le but de Napoléon était d'entraîner loin de la Manche, à la suite de nos vaisseaux, les principales forces navales de l'Angleterre, tandis que nos escadres, par un mouvement rapide, reviendraient seconder l'expédition de Boulogne, et assurer, par leur présence, le départ et le passage de la flottille de débarquement, destinée à porter l'armée française sur les rivages de la Grande-Bretagne. Dans ce but, il feignit également de menacer l'Égypte, afin d'attirer Nelson dans les eaux d'Alexandrie.

Le 20 nivôse, l'escadre de Rochefort, mouillée à l'île d'Aix, mit à la voile, et réussit à suivre sa destination pour les Antilles. Le 24, l'escadré de Toulon, commandée par l'amiral Villeneuve, sortit de ce port, mais elle fut assaillie par des vents contraires. L'amiral Nelson, trompé sur le véritable but de ses mouvements, fit voile vers Malte et Alexandrie, tandis que Villeneuve, après avoir réparé ses avaries et rallié ses vaisseaux, se porta sans obstacle dans les eaux de Cadix, où vint le rejoindre l'amiral Gravina avec une escadre espagnole.

L'escadre de Missiessy, partie de Rochefort, arriva le 30 pluviôse au fort de France de la Martinique; le 3 ventôse, elle envahit la Dominique; mais la garnison anglaise qui occupait cette île opéra sa retraite vers le fort Ruppert, et réussit à s'y maintenir. Nos troupes, après avoir ravagé plusieurs cantons de la colonie, revinrent à la Martinique, y laissèrent des renforts, et mirent ensuite à la voile pour se porter vers Santo-Domingo, poste principal de la partie es-

pagnole d'Haïti, où le général Ferrand s'était maintenu, malgré les noirs, avec une faible garnison française. Santo-Domingo, assiégé par Dessalines à la tête de dix-huit mille Haïtiens, fut délivré et ravitaillé, et l'escadre de Missiessy se hâta de revenir en France, après une croisière de quatre mois. L'empereur fut mécontent de ce prompt retour. Missiessy semblait avoir oublié que le soin de secourir les Antilles n'était que le prétexte de sa mission, tandis qu'avant tout il aurait dû attirer à lui, et retenir loin de la Manche, une portion considérable des forces anglaises.

Les escadres de Villeneuve et de Gravina se portèrent à leur tour dans la mer des Antilles, mais elles furent suivies de près par Nelson. Villeneuve et Gravina firent voile vers la France; Nelson les poursuivit encore, et vint mouiller devant Gibraltar le 19 juillet (30 messidor), après avoir, dans l'espace de soixante-dix jours, traversé deux fois l'Océan et visité plusieurs îles anglaises. Quelques jours après, il envoya neuf vaisseaux renforcer devant Brest l'escadre de blocus, et lui-même rentra à Portsmouth.

En cet état de choses, il était évident que de la fidélité et de la promptitude de l'amiral Villeneuve dépendait la réussite des plans de Napoléon. Les instructions de l'empereur prescrivaient à cet amiral de se rendre devant le Ferrol, de débloquer ce port, de rallier les escadres qui s'y trouvaient, de joindre ensuite l'escadre de Rochefort, et de se porter vers Brest, escorté de quarante vaisseaux de ligne, français et espagnols. Arrivé à Brest, il aurait rallié à

Juill. 1805.

Instructions
données
à l'amiral
Villeneuve.

Juill. 1805. lui vingt et un vaisseaux commandés par l'amiral Gantheaume : « Vos forces, lui mandait Napoléon, seront beaucoup plus considérables que celles que l'ennemi pourra vous opposer, et vous vous dirigerez sur Boulogne, où nous serons, de notre personne... Si votre présence nous rend maîtres de la mer devant Boulogne pendant trois jours, nous avons tout loisir de faire notre expédition, composée de cent soixante mille hommes embarqués sur deux mille bâtiments. » Ces calculs étaient sérieux ; ils reposaient sur des bases justes. Villeneuve ne sut ni les comprendre ni s'y conformer.

Combat naval
près
du cap
Finistère.

Le 3 thermidor (22 juillet), par un temps fort brumeux, la flotte de l'amiral Villeneuve rencontra, près du cap Finistère, une flotte anglaise, aux ordres de l'amiral Calder. On manœuvra de part et d'autre pour se joindre. La flotte franco-espagnole avait l'avantage de la force et du nombre. La canonnade s'engagea vers cinq heures du soir ; à neuf heures, le combat était terminé, sans qu'aucun des deux partis pût se flatter d'avoir obtenu l'avantage. Quatre vaisseaux anglais furent démâtés, mais deux vaisseaux espagnols furent pris. Le lendemain, les Anglais s'éloignèrent ; Villeneuve les laissa s'échapper, et s'approcha des côtes d'Espagne. En France et en Angleterre, l'opinion publique se montra, et avec justice, sévère pour les deux amiraux.

Les fausses
manœuvres
de l'amiral
Villeneuve
compromet-
tent

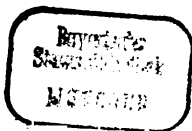
Villeneuve rallia à lui l'escadre espagnole, mouillée dans le port de Ferrol, mais il perdit du temps ; puis, incertain dans sa marche, au lieu de se porter vers le nord-ouest, il fit voile du côté de Cadix, où il

arriva le 3 fructidor (21 août), le jour même où Napoléon espérait qu'il se présenterait devant Brest. Quand les Anglais eurent eu avis de sa présence dans les eaux de Cadix, les amiraux Calder et Collingwood réunirent leurs forces, et vinrent avec vingt-trois vaisseaux bloquer le port, où se tenaient renfermés quarante vaisseaux français et espagnols. Tandis que la lutte allait ainsi s'engager à l'extrémité de l'Espagne, l'empereur attendait d'heure en heure, au camp de Boulogne, et en proie aux émotions les plus vives de l'anxiété et de la colère, des nouvelles de l'imprudent Villeneuve, qui méconnaissait ainsi sa mission et ses devoirs. Les jours étaient marqués; les heures qui s'écoulaient mettaient la France en péril, et toutes nos forces maritimes, retenues on ne sait pourquoi loin de Boulogne, ne pouvaient protéger la descente de l'armée française et le départ de la flottille. Après deux ans de préparatifs et de sacrifices immenses, l'empereur pressentait que l'expédition d'Angleterre, objet de ses rêves, ne pourrait plus s'accomplir. Il sentait son empire menacé par l'Autriche et la Russie, et il tournait ses regards inquiets vers le Rhin et l'Adige. Ce fut alors que, prenant une résolution imprévue, mais aussi grande que son génie, il appela M. Daru sous sa tente, et lui dicta, séance tenante, le plan de la célèbre campagne qu'il allait ouvrir sur les bords du Danube, et que devait couronner la bataille d'Austerlitz. « Partez pour Paris, » dit-il ensuite à M. Daru, mais annoncez que vous « allez à Ostende. Arrivez à Paris dans la nuit; en-fermez-vous avec le ministre Dejean; préparez tous

Août 1805.

le plan
de Napoléon,
et ne
permettent
plus
de songer
à une
descente.

L'empereur
prend
une
résolution
soudaine.



AOÛT 1805. « les ordres d'exécution pour les marches, les vi-
« vres, etc., de manière que tout soit prêt à signer.
« Faites tout vous-mêmes; je ne veux pas qu'un seul
« commis y mette la main. » Cette conférence avait

L'empereur, duré quatre heures; Napoléon avait prévu et tracé
sous lui-même l'ordre des marches de tous les corps d'ar-
la tente mée, depuis le Hanovre jusqu'au Tyrol; il avait in-
de Boulogne, trace diqué jour par jour les lieux de convergence et de
en une nuit le plan réunion des colonnes, les surprises et les attaques,
de sa les mouvements de l'ennemi, les victoires; et ce vaste
prochaine plan embrassait des lignes de départ de deux cents
campagne lieues, des lignes d'opérations encore plus étendues.
en Autriche. Peu de mois après, le monde devait s'étonner de l'in-
telligence puissante qui avait en quelque sorte pro-
phétisé, en les réglant, les principaux événements
de la guerre.

Levé d'hommes. —
Retour de l'empereur à Paris.
Le 8 fructidor an XIII, Napoléon rendit un décret
qui ordonnait la mise en activité de soixante mille
conscrits; le 16, après avoir envoyé, sur tous les
points de son empire, aux maréchaux chargés de la
garde des frontières ou des grands commandements,
les ordres que la circonstance réclamait, l'empereur
ajourna l'expédition maritime méditée contre l'An-
gleterre, et revint en toute hâte à Paris.

Napoléon avait signifié à l'Autriche, dont les armées
se développaient du côté de l'électorat de Bavière,
que la violation de ce territoire, ami de la France, se-
rait regardée comme une déclaration de guerre. L'em-
pereur François II, lié par ses engagements, ne se
laissa point arrêter par cette menace. Comme il voyait
son redoutable adversaire campé sur les bords de

l'Océan, à trois cents lieues des frontières de l'Autriche, il jugea que le moment décisif était enfin venu. Le manifeste de la cour de Vienne fut publié, et les troupes autrichiennes passèrent l'Inn. La troisième guerre de coalition venait de commencer pour la France, et contre elle.

Août 1805.

L'Autriche
commence
la guerre
et envahit
le territoire
bavarois.

Voici quel était le plan des alliés :

Plan
des alliés.

La France occupant par ses armées tout le territoire qui s'étendait du golfe de Tarente à la mer Baltique, elle devait être attaquée par toutes ses extrémités et sur tous les points vulnérables. Dans le Nord, les troupes russes allaient débarquer à Stralsund, et s'unir aux Suédois campés dans la Poméranie, pour délivrer le Hanovre ; les troupes hanovriennes et anglaises, venant de l'île de Rügen, devaient opérer avec eux leur jonction, et leur prêter main-forte.

En Italie, et malgré les engagements pacifiques intervenus entre Ferdinand, roi des Deux-Siciles, et l'empereur Napoléon, les Anglo-Russes devaient envahir le royaume de Naples. Ils comptaient sur le concours des peuples de cette contrée et sur les ardentes sympathies de la reine.

L'armée autrichienne, forte de quatre-vingt mille hommes, et qui envahissait déjà la Bavière, avait pour chef nominal l'archiduc Ferdinand, et pour chef réel le général Mack. Le vœu universel des Allemands était que la conduite de ces troupes fût confiée à l'archiduc Charles ; mais ce prince, qui déplaisait aux Anglais et aux Russes, n'était chargé que d'un commandement secondaire en Italie : il avait sous ses ordres le jeune archiduc Jean et le général Auf-

AOÛT 1805. fembourg, sous lequel combattait le contingent tyrolien.

L'armée autrichienne qui envahissait la Bavière paraissait destinée à servir d'avant-garde à un soulèvement général des populations allemandes contre la France; elle devait entraîner à elle les troupes de l'électeur, occuper les débouchés de la Forêt-Noire, et prendre position sur le Danube: on comptait sur des succès pour déterminer la Prusse à sortir de sa neutralité et à se joindre à la coalition. La seconde ligne d'attaque était en Bohême; elle devait y être appuyée par une armée russe qui arriverait sur l'Inn au mois de vendémiaire. Le général Mack s'appuyait, par le Tyrol, sur l'armée de l'archiduc Charles, chargée d'opérer en Italie; enfin, les principales forces que la coalition tenait en réserve se concentraient en Gallicie et en Moravie.

Premières
opérations
en Bavière.

Le 23 fructidor (10 septembre), les Autrichiens, qui avaient passé l'Inn à Mühldorf, se portèrent sur Landshut, et l'occupèrent; le général de Wrède, commandant l'armée bavaroise, trop faible pour résister aux armées envahissantes, se retira au delà du Lech. Le 24 fructidor, les Autrichiens entrèrent à Munich; et, peu de jours après, l'empereur François II se rendit lui-même dans cette ville, où il fit une entrée triomphale.

Notifications
diploma-
tiques.

Lorsque cette nouvelle parvint à Paris, Napoléon fit remettre à M. de Cobentzel, ambassadeur d'Autriche, une note portant que désormais aucune négociation ne pourrait avoir lieu, et qu'aucune proposition ne serait entendue, tant que les Autrichiens n'auraient

pas évacué la Bavière pour rentrer sur leur territoire. Sept. 1805. M. de Cobentzel avait reçu des instructions. Il répondit que la ferme intention de l'empereur, son maître, était de se maintenir en Bavière et d'étendre son armée sur le Lech. C'était, disait-il, un faible dédommagement des usurpations de la France en Italie. Il ajoutait que les Russes allaient entrer en campagne pour appuyer les efforts de l'Autriche, et que si Napoléon voulait la paix, il devait, avant tout, accepter les conditions imposées à la France par les puissances coalisées, et renoncer à toute domination en Suisse, en Allemagne, en Hollande et en Italie. C'était prescrire à l'empereur de s'avouer vaincu avant la lutte, et l'on savait bien que Napoléon n'avait jamais subi cette situation humiliante. La guerre était déclarée.

L'empereur n'avait point attendu ce moment pour se mettre en mesure, et les plans de campagne qu'il avait dictés au camp de Boulogne se trouvaient déjà mis à exécution. L'armée expéditionnaire d'Angleterre avait reçu ordre de replier ses tentes, et de se rejeter en toute hâte sur les frontières de l'est. Elle fut divisée en sept corps, en y comprenant l'armée de Hanovre, commandée par Bernadotte, et l'armée qui occupait la Hollande, sous les ordres de Marmont. Ces deux armées formaient les premiers corps. Le maréchal Davoust, habile manœuvrier et soldat intrépide, commandait le troisième corps, ayant sous ses ordres les divisions Bisson, Friant, Gudin, et le général de cavalerie Fauconnet. Le quatrième corps était placé sous la conduite du maréchal Soult, puissant organisateur militaire, et renommé entre tous

Situation
des divers
corps
de l'armée
française

Sept. 1805.

par l'habileté de la stratégie; ce corps comprenait les divisions Saint-Hilaire, Vandamme et Legrand. La cavalerie avait pour chef le général Margaron. Le maréchal Lannes commandait le cinquième corps; il avait sous ses ordres les divisions Suchet et Gazan, et le général Oudinot, à la tête des grenadiers réunis. Le sixième corps, sous la conduite du maréchal Ney, comprenait, en infanterie, les divisions Dupont, Loison et Malher; la cavalerie était sous les ordres du général Colbert; les dragons à pied, sous ceux du général Baraguay-d'Hilliers. Augereau commandait le septième corps, formé des divisions Desjardins et Mathieu. La réserve, aux ordres de Murat, consistait en deux divisions de cuirassiers, conduites par Nansouty et d'Hautpont; quatre divisions de dragons, commandées par Klein, Walther, Beaumont et Bourcier; et la division de cavalerie légère, ayant pour chef le général Treillard. Indépendamment de ces forces, Napoléon faisait entrer en ligne la garde impériale (l'ancienne garde consulaire), qui passait à juste titre pour l'élite de l'armée française; la garde à pied, forte de huit bataillons, avait pour chef le maréchal Mortier; la garde à cheval, commandée par Bessières, se composait de quatorze escadrons. Ces troupes étaient remplies d'ardeur; depuis quatorze ans elles avaient vaincu l'Europe en mille rencontres, et le dévouement qui les animait en faveur de Napoléon prenait les proportions d'un culte ou le caractère du fanatisme.

Premières
combinaisons
de
l'empereur.

Empêcher la jonction des Autrichiens et des Russes, détruire ou disperser l'armée de Mack bien avant que

Kutusoff ait pu se réunir à elle, c'était le but naturel des premières combinaisons de l'empereur : c'est par là que devait commencer la campagne. Sept. 1805.

La mise en marche des différents corps d'armée avait été réglée avec une grande précision. Dès les premiers jours de septembre (fructidor), le mouvement avait commencé de Boulogne sur le Rhin : à point nommé, chacun arriva sur la frontière de l'est. Toutes les troupes, avant de passer le fleuve, occupaient une ligne dont la droite était à Strasbourg, le centre à Spire, et la gauche à Mayenée.

Une difficulté se présenta : l'armée de Hanovre était de soixante mille hommes, et il importait à l'empereur de ne point laisser intimer à l'une des extrémités de l'Allemagne, des forces aussi considérables. Il est vrai que, pour se porter sur le champ sur le théâtre des opérations, l'armée de Hanovre avait à traverser le pays neutre de Hesse-Cassel, et à mécontenter ainsi la Prusse, qui, dans cette violation d'un territoire dont elle garantissait la neutralité, allait voir une atteinte directe portée à ses droits et à son indépendance. L'empereur ne se dissimulait pas que c'était là méconnaître le droit des gens, et fournir à la Prusse un prétexte légitime d'entrer dans la coalition ; mais il se flattait de se faire absoudre par la victoire. Il ne se laissa donc déterminer par aucune autre considération que celle de la nécessité, et il enjoignit à Bernadotte de franchir le territoire d'Anspach et de Bareuth. « Passez de toutes les manières, lui écrivait-il ; par la ruse, par la force, ou par bonne volonté. » Au surplus, il recommanda de faire beau-

L'armée
française
viole
le territoire
neutre
de
Hesse-Cassel
et d'Anspach.

Sept. 1805.

coup d'excuses à la Prusse, de lui témoigner beaucoup d'égards, et de se rejeter sur la fatalité, qui n'aurait pas permis d'agir autrement. Pour la forme, on feignit de demander à l'électeur de Hesse-Cassel la permission de faire passer les troupes sur ses domaines; et l'électeur n'osant protester, on affecta de prendre pour un consentement formel le silence ou la timidité de ce prince. Le mouvement s'opéra d'ailleurs en peu de jours et en bon ordre, et les Hessois eurent peu sujet d'élever des plaintes.

Mesures
prises
pour
compléter
le système
de défense
de l'empire.

—
Difficultés
financières.

Pour compléter le système de défense de l'empire, Napoléon arrêta l'organisation des gardes nationales de la Somme, du Pas-de-Calais, du Nord, de la Lys, de la Roër, de Rhin-et-Moselle, du Mont-Tonnerre, du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, du Doubs, du Jura et du Léman. Ces milices furent réparties en cohortes et en légions sédentaires, spécialement chargées de la défense des places et des défilés. Ce qui ajoutait à la difficulté de ces préparatifs, c'est que le numéraire étant devenu fort rare, le gouvernement ne savait comment subvenir aux frais énormes que nécessitait un si vaste déplacement d'armes et de soldats. Comme il fallait à tout prix se procurer des ressources, on tira de l'argent de l'Espagne et de la Hollande; on escompta les traites du trésor, et l'empereur lui-même ouvrit sa caisse personnelle. De gré ou de force, et malgré les inquiétudes qui avaient gagné les gens de finances, on réussit à surmonter ces pénibles embarras. L'empereur se montrait d'ailleurs hardi et impérieux pour résoudre des obstacles de cette nature; mais il comptait sur la victoire, comme ces joueurs

téméraires qui risquent la moitié de leur fortune sur un coup de dé. « Avant quinze jours, disait-il, j'aurai battu les Russes, les Autrichiens, et les joueurs à la baisse. » Ce fut dans ces circonstances difficiles qu'on vit figurer au premier rang des aventuriers en matière de finances, un spéculateur habile, et qui ne fut pas toujours aussi heureux que téméraire : nous avons nommé M. Ouvrard.

La session ne devait s'ouvrir que dans deux mois, et le vote du corps législatif était nécessaire pour légitimer les levées d'hommes et la perception d'impôts extraordinaires. L'empereur ne se laissa point arrêter par la loi constitutionnelle; il résolut de demander un sénatus-consulte, motivé sur l'urgence des circonstances, et qui, en fait de conscrits et de recettes fiscales, mettrait à sa disposition tout ce qu'il croirait devoir prendre au pays. Aucune résistance n'était prévue de la part du sénat. Toutefois, Napoléon voulut donner une grande solennité à cette affaire, afin de frapper davantage l'imagination du peuple par l'appareil de sa puissance. Il convoqua donc le sénat pour le 1^{er} vendémiaire, au lieu ordinaire des séances de cette assemblée, et, ce jour-là même, il se rendit en pompe au palais du Luxembourg. Sur toute la route que traversa le cortège impérial, le peuple se montra froid et presque silencieux. Déjà la France trouvait le despotisme assez incommode. On attribuait d'ailleurs la guerre qui allait embraser le continent aux usurpations consommées par Napoléon dans la haute Italie, et les esprits frondeurs trouvaient mauvais que cent millions

Napoléon
se rend
au sénat,
et tient
une séance
impériale.

Sept. 1805.

d'hommes fussent engagés dans la querelle d'un seul. Quand Napoléon parut dans l'enceinte où siégeait le sénat, cette assemblée le salua d'acclamations officielles, et l'empereur parla ainsi :

« Sénateurs,

Discours
de
l'empereur.

« Dans les circonstances présentes de l'Europe, j'éprouve le besoin de me trouver au milieu de vous, et de vous faire connaître mes sentiments.

« Je vais quitter ma capitale pour me mettre à la tête de l'armée, porter un prompt secours à mes alliés, et défendre les intérêts les plus chers de mes peuples.

« Les vœux éternels des ennemis du continent sont accomplis. La guerre a commencé au milieu de l'Allemagne; l'Autriche et la Russie se sont réunies à l'Angleterre, et notre génération est entraînée de nouveau dans toutes les calamités de la guerre. Il y a peu de jours, j'espérais encore que la paix ne serait point troublée : les menaces et les outrages m'avaient trouvé impassible. Mais l'armée autrichienne a passé l'Inn, Munich est envahi, l'électeur de Bavière est chassé de sa capitale : toutes mes espérances se sont évanouies.

« C'est dans cet instant que s'est dévoilée la méchanceté des ennemis du continent. Ils craignaient encore la manifestation de mon profond amour pour la paix ; ils craignaient que l'Autriche, à l'aspect du gouffre qu'ils avaient creusé sous ses pas, ne revînt à des sentiments de modération et de justice : ils l'ont précipitée dans la guerre. Je gémis encore du

« sang qu'il en va coûter à l'Europe, mais le nom Sept. 1805.
« français en obtiendra un nouveau lustre. »

Ces paroles furent écoutées avec respect, mais sans aucune sympathie. On les considérait comme des formules obligées à l'usage de tous les gouvernements qui en appellent aux armes, et personne ne prenait au sérieux les harangues de Napoléon lorsqu'il gémissait des maux que la guerre entraîne, lorsqu'il vantait son profond amour pour la paix. Les chefs des peuples devraient bien s'épargner ces déclarations mensongères, qui font considérer le gouvernement des hommes comme un drame plus ou moins habilement tissu, et que des comédiens au cœur froid et au visage couvert d'un masque sont chargés de représenter. Quoi qu'il en soit, l'empereur réveilla des sentiments vrais et nobles lorsque, laissant de côté ses phrases de manifeste, il termina ainsi son discours :

« Sénateurs, quand, à votre vœu, à la voix du peuple
« français tout entier, j'ai placé sur ma tête la couronne impériale, j'ai reçu de vous, de tous les citoyens, l'engagement de la maintenir pure et sans tache. Mon peuple m'a donné, dans toutes les circonstances, des preuves de sa confiance et de son amour : il volera sous les drapeaux de son empereur.

« Magistrats, soldats, citoyens, tous veulent maintenir la patrie hors de l'influence de l'Angleterre, qui, si elle prévalait, ne nous accorderait qu'une paix environnée d'ignominie et de honte, et dont les principales conditions seraient la perte de nos flot-

Sept. 1805.

« tes, le comblement de nos ports et l'anéantissement
« de notre industrie.

« Toutes les promesses que j'ai faites au peuple
« français, je les ai tenues; le peuple français, à son
« tour, n'a pris avec moi aucun engagement qu'il
« n'ait surpassé. Dans cette circonstance si impor-
« tante pour sa gloire, il continuera à mériter le
« nom de *grand peuple*, dont je le saluai au milieu des
« champs de bataille.

« Français, votre empereur fera son devoir, mes
« soldats feront le leur, et vous ferez le vôtre. »

Le sénat
décrète
des levées
d'hommes
et quelques
mesures
de défense.

M. de Talleyrand prit ensuite la parole, et fit, au point de vue nécessairement partial et sans vérité de la politique d'un seul homme, l'exposé de la conduite tenue par le gouvernement français à l'égard de l'Autriche : ensuite, après avoir entendu les rapports de MM. de Ségur et Regnault (de Saint-Jean d'Angély), conseillers d'État, parlant au nom du gouvernement, le sénat s'empessa de décréter les levées d'hommes et les mesures de défense générale qui lui étaient soumises. Ainsi le sénat agissait comme corps constituant, dépositaire de la souveraineté nationale. La loi fondamentale voulait que les mesures qui concernaient le recrutement de l'armée et l'organisation des gardes nationales fussent exclusivement du ressort du corps législatif; on fit accepter sans résistance et sans murmure, par le pays, que dans les circonstances exceptionnelles le sénat statuerait lui-même et directement en pareilles matières. En faisant de cette grande assemblée le lien de la nation et du gouvernement, le dépôt central des droits et des devoirs,

on amoindrit dans une proportion considérable la dignité et l'autorité morale du corps législatif, qui, bien qu'indirectement, émanait encore de l'élection. Ainsi se préparait de jour en jour l'avènement, d'ailleurs prochain, du pouvoir absolu. Ce fut, dans l'histoire constitutionnelle de l'empire, un précédent fort dangereux, et dont Napoléon n'abusa que trop, selon les fantaisies d'un cœur épris de la guerre et d'une ambition sans mesure.

L'empereur, avant d'entrer en campagne, ne voulut pas exposer la droite de son armée, en Italie, à une attaque sérieuse; il craignit que si la guerre se portait aussi sur ce point, elle n'amenât une fâcheuse diversion : bien qu'il sût à quoi s'en tenir sur les dispositions de la reine de Naples à son égard, il consentit à signer avec le gouvernement des Deux-Siciles un traité aux termes duquel les troupes françaises devaient évacuer la province de Tarente, à la condition que le roi de Naples ne souffrirait aucun débarquement des Russes et des Anglais. Ce traité permit au général Saint-Cyr de s'acheminer vers la Lombardie, à la tête de son corps d'armée.

Les moments étaient comptés. Il importait que chaque corps de troupes françaises entrât en ligne, et occupât, en pays allemand, les positions qui lui avaient été assignées par l'empereur pour l'ouverture de la campagne.

On vient de voir que le maréchal Bernadotte avait exécuté l'ordre de traverser, bon gré mal gré, le territoire de la Hesse : cette opération s'était accomplie au grand mécontentement de la Prusse, mais enfin

Traité
avec Naples.

Suite
des
opérations
de l'armée
française
en
Allemagne.

Sept. 1805.

aucun obstacle ne l'avait retardée. Le quatrième jour complémentaire de l'an XIII (21 septembre), dix-sept mille hommes de l'armée de Hanovre prirent position à Butzbach, dans le pays de Darmstadt; le 5 vendémiaire an XIV (27 septembre), ces colonnes arrivèrent à Würzburg, l'une des villes de l'électorat de Bavière.

Marmont, à la tête de l'armée de Hollande, avait reçu ordre de combiner ses mouvements avec ceux de l'armée de Hanovre : ce général remonta le Rhin le long de la rive gauche; le 4 vendémiaire il arriva à Mayence, le 5 à Francfort, et le 7 devant Würzburg; les troupes placées sous son commandement s'élevaient à vingt mille hommes, en y comprenant une division hollandaise : elles étaient d'ailleurs bien pourvues d'artillerie et de munitions. Pendant vingt jours de marches consécutives cette armée n'avait perdu que neuf hommes; fait sans exemple dans l'histoire de la guerre.

L'armée bavaroise, qui s'était repliée devant l'armée autrichienne pour ne point succomber dans une lutte inégale, s'élevait à un effectif de vingt-cinq mille combattants : toutes ces forces se trouvaient réunies à Würzburg.

Les autres corps de l'armée française, après avoir stationné le long du Rhin, avaient enfin reçu l'ordre de franchir le fleuve.

Le 3 vendémiaire, la réserve de cavalerie passa le Rhin à Kehl, sous le commandement du prince Murat. Elle resta quelques jours en position devant les débouchés de la Forêt-Noire, afin d'attirer sur ce

point l'attention de l'armée autrichienne. Le jour même où ce corps avait commencé son mouvement, celui du maréchal Lannes l'ayant suivi fit halte dans les environs de Radstadt, et se porta le lendemain sur Louisbourg. Le 4 vendémiaire, le corps du maréchal Ney traversa le fleuve sur un pont jeté vis-à-vis de Durlach, et se porta sur Stuttgart; celui du maréchal Soult effectua son passage à Spire, et marcha sur Heilbronn; enfin le corps du maréchal Davoust passa le Rhin à Mannheim, et se porta, par Heidelberg et Necker-Eltz, sur le Necker. Le corps du maréchal Augereau était en marche pour servir de réserve. Quant à la garde impériale, la plus belle troupe de l'Europe et l'élite des légions de la France, elle formait une seconde réserve, toujours placée sous la main de l'empereur. Napoléon avait incorporé dans ce corps un bataillon italien représentant la garde royale d'Italie, et un escadron de mameluks recrutés en Égypte. Ainsi composée, la *grande armée* (c'était le nom que lui donnait l'empereur) présentait une masse de cent quatre-vingt-six mille hommes et de trente-huit mille chevaux. L'artillerie comprenait trois cent quarante bouches à feu. Indépendamment de ces forces réellement présentes en Allemagne, Napoléon faisait mouvoir dans la haute et dans la moyenne Italie cinquante mille hommes aux ordres de Masséna, et vingt mille autres commandés par Saint-Cyr. Les auxiliaires allemands, réunis sous les drapeaux, s'élevaient à trente-trois mille combattants, pour la plupart Bava-rois et Wurtembourgeois. On a vu plus haut que les armées de la coalition s'élevaient à cinq cent mille

Forces
respectives
mises
en campagne
par
les diverses
puissances
belligérantes.

Sept. 1805.

hommes, tant Russes qu'Autrichiens, Anglais et Suédois; mais toutes ces forces étaient loin d'entrer en ligne. La moitié de l'Europe coalisée contre la France avait cru pouvoir compter sur le temps et sur le nombre : quand elle apprit que nos armées, aussi rapides que la foudre, s'étaient jetées des bords de l'Océan sur les fleuves de l'Allemagne, toutes prêtes à porter les premiers coups, elle fut saisie d'une stupeur profonde, et on la vit, avant la lutte, trembler devant la fortune de Napoléon.

Position
du général
Mack
sur le haut
Danube.

Le général Mack, après avoir traversé la Bavière, s'était porté sur le haut Danube, et avait pris ses positions : il appuyait sa droite à Ulm, sa gauche à Memmingen; le front de son armée était couvert par l'Iller. Protégé d'un côté par le Tyrol, de l'autre par le Danube, le général Mack avait sous sa main une armée de soixante-cinq mille hommes, en y comprenant la division du Vorarlberg : pour se relier avec les Russes, il avait établi sur les derrières un corps de vingt mille hommes commandé par le général Kieumayer. Les Russes étaient à la hauteur de Vienne. En Italie l'armée autrichienne, rassemblée sous les ordres du prince Charles, s'élevait à plus de cent mille soldats; vingt-cinq mille hommes gardaient le Tyrol.

Napoléon
détermine
quelle sera
l'organisation
du
gouverne-
ment
en son
absence.

L'empereur Napoléon, avant de se rendre dans les camps, régla lui-même l'organisation du gouvernement en son absence. Il confia au prince Joseph la présidence du sénat; au prince Louis, en sa qualité de grand connétable, la direction des affaires militaires; à l'archichancelier Cambacérès, la présidence

du conseil d'État. En réalité, ce fut comme une es-
pèce de régence organisée, dont Cambacérès fut le
principal directeur. Toutes les questions importantes
devaient être discutées en conseil des ministres ; et
chaque jour un courrier, expédié de Paris au quartier
général, devait porter à l'empereur un rapport sur
les affaires principales, avec l'avis de l'archichance-
lier. Ainsi, Napoléon absent se réservait encore de
gouverner. Pour que ce plan fût mis à exécution
jusqu'au bout et sans interruption, il fallait que la
victoire ne se lassât jamais de se ranger sous nos
aigles.

Dans la nuit du 1^{er} au 2 vendémiaire, quelques
heures après la séance impériale que nous avons ra-
contée, l'empereur partit en poste de Paris : le 4, il
arriva à Strasbourg ; le même jour, il se rendit à Kehl,
et coucha le soir même à Ettlingen, où il fut reçu
par l'électeur et les princes de Bade, qui vinrent gros-
sir sa cour. Le lendemain, il arriva à Louisbourg, ré-
sidence d'un autre vassal, l'électeur de Wurtemberg,
qui lui prodigua des honneurs empressés et des té-
moignages de reconnaissance. La récompense ne se
fit guère attendre pour ce prince. Les jours suivants,
les diverses colonnes de l'armée française se mirent
en marche pour se rendre, à travers le Wurtemberg,
dans les plaines qui s'étendent sur la gauche du Da-
nube entre Nordlingen, Donauwörth et Ingolstadt.

Nous entrons dans la période militaire où le génie
de l'empereur se révéla de la manière la plus écla-
tante pour les contemporains et pour la postérité.
Jusqu'alors, soit comme général, soit comme consul,

L'empereur
part pour
se mettre
à la tête
de son
armée.

Sept. 1805.

Napoléon n'avait eu à faire mouvoir que des armées peu considérables, à l'aide desquelles il opérait des prodiges, mais qu'il pouvait facilement tenir sous sa main : désormais il opérera avec des masses; des marches et des contre-marches, habilement ordonnées, lui livreront des provinces et des royaumes; des armées ennemies, surprises par la hardiesse de ses combinaisons, poseront à terre leurs fusils sans oser combattre; l'Europe, terrifiée par un ascendant irrésistible, subira peu à peu le joug, et les efforts qu'elle fera pour le secouer n'aboutiront qu'à le rendre plus lourd et plus intolérable, jusqu'au jour où un souffle de Dieu, jetant à terre le colosse, apprendra aux nations ce que dure la gloire humaine et ce que pèse l'orgueil des conquérants.

LIVRE DEUXIÈME.

Napoléon, selon l'usage antique, adressa à son Oct. 1805.
armée la proclamation suivante :

« Soldats ! la guerre de la troisième coalition est Proclama-
tions
de
l'empereur.
« commencée : l'armée autrichienne a passé l'Inn,
« violé les traités, attaqué et chassé de sa capitale
« notre allié ; vous-mêmes vous avez dû accourir à
« marches forcées à la défense de nos frontières, et
« déjà vous avez passé le Rhin. Nous ne nous arrête-
« rons plus que nous n'ayons assuré l'indépendance
« du corps germanique, secouru nos alliés et con-
« fondu l'orgueil de nos injustes agresseurs. Nous ne
« ferons plus de paix sans garantie, notre générosité
« ne trompera plus notre politique.

« Soldats ! votre empereur est au milieu de vous ;
« vous n'êtes que l'avant-garde du grand peuple :
« s'il est nécessaire, il se lèvera tout entier à ma
« voix, pour confondre et dissoudre cette ligue nou-
« velle qu'ont tissée la haine et l'or de l'Angleterre.

« Mais, soldats, nous aurons des marches forcées
« à faire, des fatigues, des privations de toute es-
« pèce à endurer. Quelques obstacles qu'on nous op-
« pose, nous les vaincrons, et nous ne prendrons

Oct. 1805. « pas de repos que nous n'ayons planté nos aigles
« sur le territoire de nos ennemis. »

L'empereur, après avoir tenu ce langage à ses vieux compagnons d'armes, aux hommes de Lodi, des Pyramides et de Marengo, se souvint qu'il avait près de lui, sous ses drapeaux, l'armée de l'électeur de Bavière, qui attendait de nous des encouragements et des exemples ; il l'associa en ces termes aux travaux des légions de la France :

« Soldats bavarois ! je viens me mettre à la tête de
« mon armée pour délivrer votre patrie de la plus
« injuste agression.

« La maison d'Autriche veut détruire votre indé-
« pendance et vous incorporer à ses vastes États.
« Vous serez fidèles à la mémoire de vos ancêtres,
« qui, quelquefois opprimés, ne furent jamais abat-
« tus, et conservèrent toujours cette indépendance,
« cette existence politique qui sont les premiers biens
« des nations, comme la fidélité à la maison palatine
« est le premier de vos devoirs.

« En bon allié de votre souverain, j'ai été touché
« des marques d'amour que vous lui avez données
« dans cette circonstance importante. Je connais votre
« bravoure ; je me flatte qu'après la première bataille,
« je pourrai dire à votre prince et à mon peuple que
« vous êtes dignes de combattre dans les rangs de la
« grande armée. »

Premières
marches
de la
grande
armée.

L'armée se mit en marche dès le 12 vendémiaire par un temps favorable ; l'aile gauche convergeait vers le haut Palatinat, tandis que la droite touchait aux montagnes de la Souabe ; la ligne de bataille

présentait un développement de vingt-six lieues. Les Autrichiens occupaient les débouchés de la Forêt-Noire. Pour opérer le mouvement stratégique prescrit par l'empereur, les deux premiers corps devaient traverser, en Franconie, le territoire d'Anspach, qui appartenait à la Prusse : c'était la route la plus sûre, celle qui permettait davantage d'envelopper l'ennemi et de tourner ses positions. Napoléon ne se laissa point arrêter par la crainte de violer la neutralité de la Prusse; mais les magistrats d'Anspach protestèrent au nom de leur souverain : nonobstant ces représentations, Bernadotte et Marmont passèrent outre.

Le 14 vendémiaire (6 octobre), l'armée française déboucha dans la plaine de Nordlingen, à quelques lieues du Danube; le lendemain, le maréchal Soult traversa le fleuve à Donauwörth, après avoir culbuté un corps autrichien qui essaya, mais faiblement, de disputer le passage. Le même jour, les dragons de Murat se dirigèrent sur le Lech pour occuper le pont de Rain. Un combat de cavalerie rendit les Français maîtres de ce poste : quelques heures après, le maréchal Davoust arriva devant Neubourg, ville de Bavière, située sur le Danube, à cinq lieues de Donauwörth et à dix-huit de Munich. Le 16, pendant que les divisions Legrand et Vandamme se portaient sur Augsbourg avec le corps du général Saint-Hilaire, les dragons des généraux Klein et Beaumont, les carabiniers et les cuirassiers de Nansouty se dirigèrent, par la route d'Ulm, sur le même point, afin de couper de ce côté toute communication à l'ennemi. Murat, qui commandait ces différents corps, aperçut

oct. 1805.Combat
de
Wertingen.—
Suite
des
mouvements
offensifs.

à Wertingen une division considérable d'infanterie autrichienne, soutenue par quatre escadrons de cuirassiers du prince Albert; il ordonna aussitôt d'étendre la colonne, et la division ennemie fut enveloppée. Le combat fut très-vif. Le maréchal Lannes, qui suivait de près la cavalerie, arriva bientôt avec les grenadiers d'Oudinot. Les Autrichiens s'étaient retranchés dans le hameau de Hohenreichen, en avant de Wertingen; le chef d'escadron Excelmans, faisant mettre pied à terre à deux cents dragons, enleva ce poste, et l'ennemi fut rejeté sur Wertingen. En moins d'une heure il fut chassé de cette position. Cette affaire coûta aux Autrichiens deux mille prisonniers et plusieurs canons. Parmi les officiers français, plusieurs rivalisèrent de dévouement; le colonel Maupetit fut blessé, le colonel Arrighi eut deux chevaux tués sous lui. Pour honorer le courage d'Excelmans, Murat et Lannes le chargèrent de porter à l'empereur les drapeaux enlevés à l'ennemi. Napoléon attacha lui-même la croix d'officier de la Légion d'honneur sur la poitrine de ce jeune homme, en lui disant : « On n'est pas plus brave que vous. » C'est avec ces mots qu'il envoyait, fiers et satisfaits, ses soldats à la mort. Le même jour (16 vendémiaire), le maréchal Soult entra à Augsbourg, et le maréchal Davoust se porta sur Aichach. Le général Marmont, après avoir passé le Danube avec les divisions Grouchy et Boudet et la division batave du général Dumonceau, vint prendre position entre Aichach et Augsbourg. Le corps d'armée du maréchal Bernadotte et les divisions bavaoises Deroi et de Wrède arrivèrent le 18 ven-

démiain à Eischstadt, et s'établirent le même jour à Ingolstadt. La garde impériale et les cuirassiers du général d'Hautpoul se portèrent sur Augsburg. Cependant le maréchal Ney, par ordre de l'empereur, remontait le Danube à la tête des divisions Malher, Dupont, Loison, Gazan, et des dragons à pied du général Baraguay-d'Hilliers : ses instructions lui prescrivaient de s'emparer de tous les ponts, afin d'être en mesure d'agir sur les deux rives. Murat et Lannes secondaient ce mouvement sur la droite du fleuve. L'empereur, jour et nuit à cheval, présidait à toutes les opérations et communiquait à ses lieutenants une activité infatigable. L'armée, docile à l'impulsion de son chef, manœuvrait sur le flanc, la droite, la gauche et les derrières du général Mack, afin de le resserrer dans Ulm et de couper ses communications avec le Tyrol, la Bavière et la Souabe.

Le général autrichien, sans avoir l'intelligence des plans de Napoléon, comprit enfin qu'il allait être cerné par les Français. Pour se soustraire à ce danger, il résolut de faire un effort, et de repousser sur la rive gauche du Danube les divisions de la grande armée qui manœuvraient sur la droite : c'était pour Mack le seul moyen de rétablir ses communications avec la Bavière. Dans ce dessein il avait rassemblé une masse assez forte de troupes à Günzburg, et rappelé précipitamment à Ulm plusieurs divisions autrichiennes campées à Buchau, à Riedlingen et près du lac de Constance. La réunion de ces forces dépassait de beaucoup l'effectif des troupes que commandait le maréchal Ney : cette considération ne put arrêter la

Oct. 1805.

Combat
de
Günzburg.

Oct. 1805. marche du sixième corps. Le maréchal Ney fit attaquer Günzbourg par la division Malher ; il dirigea le général Loison sur Langenau, et lui-même se porta sur Grumberg. Du côté de Günzbourg, le Danube, dont le lit est à peine formé, embrasse dans son cours un grand nombre d'îles bordées de saules et séparées par des eaux peu profondes. Ce terrain, gardé par les troupes tyroliennes, fut attaqué et emporté par nos soldats. Devant le pont de Günzbourg, qui est jeté sur le bras le plus considérable du fleuve, la résistance fut plus opiniâtre : des régiments autrichiens et une artillerie nombreuse défendaient ce point ; l'archiduc Ferdinand, marchant à la tête de ses cuirassiers et amenant avec lui six pièces de canon, soutenait l'effort de ces troupes. Le général Malher fit attaquer résolument ce prince par le 59^e régiment, et l'ennemi fut rompu et mis en déroute. Du côté des îles boisées la résistance des Autrichiens fut plus longue ; nos troupes, contenues par une fusillade bien nourrie, essuyèrent des pertes et se virent forcées de garder la défensive. A la fin, le pont de Günzbourg fut emporté par les Français. Ce combat nous avait coûté six cents hommes tués ou blessés ; la perte de l'ennemi s'élevait à deux mille cinq cents hommes. Parmi nos morts, la France eut à pleurer le colonel Lacuée, aide de camp de Napoléon, l'un des plus braves officiers de l'armée.

La cavalerie du prince Murat se porta sur Burgau, où était le quartier général de l'armée autrichienne. Cependant l'archiduc Ferdinand rentra dans Ulm ; il y fut rejoint par Mack. Le maréchal Soult rencon-

tra les cuirassiers de l'archiduc Ferdinand non loin de Landsberg; il les fit attaquer par le 26^e régiment de chasseurs à cheval, et les dispersa en leur enlevant des hommes et du canon (19 vendémiaire). Le lendemain il se porta avec trois divisions sur Memmingen, que défendaient une forte garnison et une nombreuse artillerie. Cette troupe aurait pu résister avec honneur; mais un profond découragement s'était déjà emparé de l'armée autrichienne, et après vingt-quatre heures d'investissement, la garnison de Memmingen consentit à capituler : elle resta prisonnière de guerre; les officiers furent renvoyés sur parole. Le même jour (20 vendémiaire), le maréchal Bernadotte s'empara de Munich avant même que le bruit de sa marche eût été porté à la connaissance du général ennemi Kienmayer. La division bavaroise occupa la première la ville. Il y avait un mois, jour pour jour, que les Autrichiens étaient entrés triomphants dans cette capitale de la Bavière : les Français y furent accueillis en libérateurs et en frères. A Munich, le corps de Bernadotte fit huit cents prisonniers. Les Autrichiens avaient pris position derrière l'Iser, à l'embranchement des routes de Braunau et de Wasserbourg. Le général Kienmayer, après un combat dans lequel il perdit cinq cents hommes et plusieurs pièces de canon, fut contraint de battre en retraite. Ainsi nos troupes s'établissaient sur l'Iser, occupant Munich, et couvrant les routes d'Inspruck et de Kuffstein (Tyrol); le maréchal Davoust, dans la haute Bavière, s'était avancé sur Dachau et avait poussé son avant-garde jusqu'à Moisach; la cavalerie de

Oct. 1805.

Prise
de
Memmingen
et de
Munich.

oct. 1805

Murat et les corps de Ney et de Lannes faisaient face à l'ennemi depuis Ulm jusqu'à Memmingen ; le général Marmont se dirigeait à marches forcées vers les hauteurs d'Illersheim ; le maréchal Soult, manœuvrant sur la droite du Danube et dans la direction des montagnes, marchait sur Biberach, pour déborder la droite des Autrichiens.

L'empereur
s'associe
à toutes
les fatigues
de son
armée.

L'empereur, toujours à cheval, malgré la pluie, les boues et la neige, ne cessait de se porter d'un corps à l'autre, de stimuler l'audace de ses troupes, et de donner à ses généraux l'exemple de la patience et du dévouement : comme aux jours de la campagne d'Italie, il était redevenu soldat de fortune. S'étant trouvé au pont du Lech lors du passage du corps d'armée de Marmont, il fit ranger les régiments en cercle autour de lui, et il improvisa une harangue dont l'histoire n'a point conservé le texte. Ceux qui purent saisir les paroles du grand capitaine, dirent que jamais les généraux antiques ne parlèrent plus héroïquement à leurs légions. Le temps était affreux, il faisait froid ; une neige épaisse couvrait les hommes et les routes ; l'empereur et les soldats marchaient dans une boue à demi glacée : mais la présence de cet homme, vêtu d'une capote grise et coiffé d'un petit chapeau militaire, faisait battre le cœur du soldat et réchauffait toutes les poitrines. Quand il eut cessé de parler, un cri immense de *Vive l'empereur !* annonça à César que ses fidèles étaient prêts à combattre et à mourir pour sa cause.

Combat
d'Albeck.

La division Dupont, forte à peine de six mille hommes, fut attaquée, près d'Albeck, par un corps

d'armée de vingt-cinq mille combattants. La lutte fut vive et opiniâtre : les Français firent face à tout, et quinze cents prisonniers restèrent en leur pouvoir.

Oct. 1805.

Le prince Murat et le maréchal Ney parvenaient difficilement à s'entendre. Murat voulait que tous les efforts de l'armée se portassent sur la rive droite du Danube, parce qu'il était convaincu que l'ennemi chercherait à tenter, du côté de l'Iller, les hasards d'une bataille générale. Le maréchal Ney, au contraire, voyait avec inquiétude qu'on laissât la rive gauche à peu près dégarnie, de telle sorte que les Autrichiens, n'ayant en face d'eux, sur ce point, que la division Dupont, pouvaient revenir en nombre, écraser ce corps, enlever nos parcs, et se frayer une issue dans la direction de la Bohême. L'empereur, trompé par de faux calculs, avait d'abord partagé l'erreur de Murat ; dès qu'il fut arrivé sur les lieux, il n'hésita pas à donner raison à Ney, et à prescrire des mouvements destinés à porter de nouvelles forces sur la rive gauche. Pour y parvenir, il fallait d'abord rétablir le pont d'Elchingen, détruit, les jours précédents, par les deux armées.

Combat
d'Elchingen.

Napoléon ordonna au maréchal Ney de resserrer de plus en plus l'ennemi, en s'emparant du pont et du village d'Elchingen, situé sur la gauche du Danube ; ces positions étaient défendues par quinze mille hommes. Le maréchal Ney, ayant sous lui la division Loison, se mit en devoir d'obéir à l'empereur. Après trois attaques successives, Elchingen tomba au pouvoir des Français, et les Autrichiens furent repoussés jusque dans leurs retranchements devant Ulm. Dans

Oct. 1805.

la brillante affaire d'Elchingen, le maréchal Ney enleva à l'ennemi trois mille prisonniers et plusieurs canons ; deux régiments autrichiens avaient péri presque en entier. Du côté des Français, le 69^e et le 76^e de ligne, et le 18^e de dragons, s'étaient couverts de gloire : au premier rang des officiers dont on avait signalé la belle conduite, figurait le colonel Auguste Colbert, du 10^e de chasseurs. Le combat avait duré quatre heures. Deux ans plus tard, le nom d'Elchingen fut inscrit sur le jeune blason de Ney, et y demeura jusqu'au moment où un titre plus glorieux encore le fit disparaître.

L'armée
autrichienne
est cernée
dans Ulm.

Les corps de Lannes et de Murat, combinant leurs opérations avec celles du maréchal Ney, investissaient Ulm par la rive droite du Danube. Le général Marmont, en occupant les ponts situés vers l'embouchure de l'Iller, compléta, de ce côté, le blocus de la place, où s'étaient concentrées les forces autrichiennes. Le quartier général de Napoléon fut établi dans l'abbaye d'Elchingen. Si l'on jette les yeux sur la carte pour suivre ces mouvements militaires, on reconnaîtra que l'armée française se trouvait presque tout entière campée entre la ville d'Ulm et l'Autriche, tandis que l'armée autrichienne, retranchée dans cette place, était plus rapprochée que nos troupes elles-mêmes des frontières de la France. Cette position rappelait celle que nous avions occupée à Marengo, lorsque Mélas se vit adossé à Alexandrie, et Bonaparte à Milan ; mais le baron de Mélas avait entrepris de s'ouvrir vaillamment un passage à travers l'armée française, et le feld-maréchal Mack ne se montra

point animé de cette généreuse audace. Quand , malgré ses efforts , il se vit cerné dans Ulm , il n'eut recours ni au dévouement ni au courage. L'ascendant de Napoléon glaçait le cœur de ses ennemis , et Mack se croyait vaincu avant d'avoir osé combattre. Il n'eut pas même la pensée de se frayer un passage sur la rive gauche du Danube , où , par suite des mauvaises dispositions de Murat , les Français ne se trouvaient point encore en mesure de lui barrer le chemin. En proie aux plus douloureuses perplexités , il songeait tantôt à poser les armes , et tantôt il attendait que sa délivrance lui vînt de l'armée russe aux ordres de Kutusoff , et des armées d'Italie et du Tyrol commandées par les jeunes archiducs. Dans cette situation , et bien que déterminé à rester à Ulm pour y tenir aussi longtemps que possible , il se vit contraint , par l'influence du prince Ferdinand , d'affaiblir son armée , en envoyant deux divisions dans la campagne , avec mission de disputer aux Français les positions les plus rapprochées.

L'archiduc Ferdinand opéra sa retraite dans la direction de Biberach , et laissa en chemin douze bataillons que le maréchal Soult fit prisonniers ; un corps d'armée autrichien , commandé par le général Werneck , ayant osé attaquer Murat , fut battu , et rejeté en pleine déroute sur Heydenheim : comme il essaya de reprendre l'offensive à Neresheim , il fut de nouveau écrasé et dispersé. Pendant que le prince Murat chassait ainsi l'ennemi sur la rive gauche du Danube , le maréchal Lannes assurait le succès de ses opéra-

Nouveaux
combats.

Oct. 1805.

tions en se portant rapidement sur Aalen et Nordlingen.

L'armée
française
attaque
les positions
qui entourent
la ville
d'Ulm.

Le 23 vendémiaire (15 octobre), l'empereur ordonna au maréchal Ney d'enlever les hauteurs du Michelsberg, qui, du côté de la rive gauche, dominant la ville d'Ulm. Lui-même, comme s'il voulait être juge des coups, il se rapprocha du théâtre de l'action, et courut des dangers. Les hauteurs du Michelsberg, courageusement défendues par les Autrichiens, furent emportées à la baïonnette; une position voisine fort importante, le Fraunberg, fut également enlevée à l'ennemi, et bientôt après nos colonnes parvinrent au pied des murailles d'Ulm. Dans cette position un peu aventureuse, elles essuyèrent quelques pertes. Le lendemain, les Français jetèrent des obus dans la place, et il fut question de donner l'assaut.

Situation
désespérée
de Mack.

La ville d'Ulm, cernée par cent mille hommes, en arrière desquels soixante mille autres s'étaient établis du côté de l'Inn, ne pouvait manquer de tomber au pouvoir de Napoléon; mais une attaque de vive force devait coûter beaucoup de monde, et l'empereur préféra amener l'ennemi à subir une capitulation. Il chargea M. de Ségur, officier d'état-major, de porter des propositions au général Mack, et de lui faire connaître, dans tous les cas, la situation désespérée de l'armée autrichienne. Le général Mack, consterné, demanda huit jours, offrant de se rendre à l'expiration de ce délai, si les Russes ne se présentaient pas pour le secourir : M. de Ségur ne voulut accorder que six jours. On entra donc en pourparlers, et il fut

convenu que si, le 3 brumaire, une armée autrichienne ou russe, assez forte pour débloquer Ulm, ne paraissait pas en vue de l'armée française, la place se rendrait, et avec elle l'armée de Mack tout entière. Les officiers devaient être renvoyés libres, sous la promesse de ne point servir contre la France tant qu'ils n'auraient pas été échangés; les soldats seraient traités en prisonniers de guerre; les armes, les munitions, les bagages, demeureraient au pouvoir des Français.

Le lendemain, Napoléon obtint de Mack que le terme fixé pour la capitulation serait rapproché de cinq jours, à la seule condition que le corps du maréchal Ney resterait sous Ulm jusqu'au 3 brumaire. Le général Mack, en agissant ainsi, crut rendre service à l'Autriche, en contraignant un corps d'armée considérable à demeurer inactif pendant quelques jours. Sur ces entrefaites, les divisions autrichiennes commandées par le général Worneck consentirent à capituler entre les mains de Murat, et une pareille capitulation fut imposée au major ennemi Locatelli par le général français Fauconnet. La campagne s'ouvrait à peine, et déjà trente mille Autrichiens avaient mis bas les armes; et le lendemain, trente mille autres, sous les ordres de Mack, devaient capituler à leur tour. Le reste de l'armée ennemie était tué ou blessé : les débris du corps de l'archiduc Ferdinand, le corps de Kienmayer, et une division de cinq mille hommes aux ordres de Jellachich, avaient seuls réussi à s'échapper. Un matériel immense en artillerie et en munitions de guerre était tombé en notre pouvoir, ainsi que plus

Oct. 1805.

L'armée
autrichienne
capitule
dans Ulm.

Oct. 1805. de quatre mille chevaux. Du côté des Français, on avait à peine à regretter la perte de cinq mille hommes tués, blessés ou tombés malades à la suite des marches et par l'effet des intempéries.

Le 28 vendémiaire (20 octobre), l'armée autrichienne, ayant à sa tête son chef, posa les armes sur les glacis d'Ulm. Napoléon, placé au pied du Michelsberg, la vit défiler tout entière pendant cinq heures. Le premier qui passa devant lui fut le feld-maréchal : « Voici le malheureux Mack ! » dit-il en remettant son épée au vainqueur. Napoléon lui fit entendre quelques paroles consolantes. Toutefois, il s'exprima avec hauteur et colère en parlant de la monarchie autrichienne : les officiers vaincus ne répondirent que par un silence plein de dignité. Le lendemain, l'empereur adressa à son armée la proclamation suivante :

Proclamation
de
l'empereur.

« Soldats de la grande armée !

« En quinze jours, nous avons fait une campagne.
« Ce que nous nous proposons de faire est rempli.
« Nous avons chassé de la Bavière les troupes de la
« maison d'Autriche, et rétabli notre allié dans la
« souveraineté de ses États.

« Cette armée qui, avec autant d'ostentation que
« d'imprudence, était venue se placer sur nos fron-
« tières, est anéantie.

« Mais qu'importe à l'Angleterre ? Son but est rem-
« pli : nous ne sommes plus à Boulogne, et son subsi-
« de ne sera ni plus ni moins grand.

« De cent mille hommes qui composaient cette ar-

« mée, soixante mille sont prisonniers. Ils iront rem-
« placer nos conscrits dans les travaux de la campagne.

« Deux cents pièces de canon, tout le parc, qua-
« tre-vingts drapeaux, tous leurs généraux, sont en
« notre pouvoir. Il ne s'est pas échappé de cette ar-
« mée quinze mille hommes.

« Soldats ! je vous avais annoncé une grande ba-
« taille ; mais, grâce aux mauvaises combinaisons de
« l'ennemi, j'ai pu obtenir le même succès sans cou-
« rir aucune chance ; et, ce qui est sans exemple dans
« l'histoire des nations, un si grand résultat ne nous
« affaiblit pas de plus de quinze cents hommes hors
« de combat.

« Soldats ! ce succès est dû à votre confiance sans
« bornes dans votre empereur, à votre patience à
« supporter les fatigues et les privations de toute es-
« pèce, à votre rare intrépidité.

« Mais nous ne nous arrêterons pas là : vous êtes
« impatients de commencer une nouvelle campagne.

« Cette armée russe, que l'or de l'Angleterre a
« transportée des extrémités de l'univers, nous al-
« lons lui faire éprouver le même sort.

« A ce combat est attaché plus spécialement l'hon-
« neur de l'infanterie française ; c'est là que va se
« décider, pour la seconde fois, cette question qui l'a
« déjà été une fois en Suisse et en Hollande : Si l'in-
« fanterie française est la première ou la seconde de
« l'Europe ?

« Il n'y a pas là de généraux contre lesquels je
« puisse avoir de la gloire à acquérir : tout mon soin
« sera d'obtenir la victoire avec le moins possible

Oct. 1805. « d'effusion de sang. Mes soldats sont mes enfants. »

L'empereur
envoie
les drapeaux
conquis.

Napoléon envoya ensuite au sénat tous les drapeaux enlevés à l'ennemi, depuis le combat de Wertingen jusqu'à la capitulation de l'armée autrichienne. Le message de l'empereur, qui accompagnait cet envoi, était comme une éclatante revanche de la froideur inaccoutumée que le peuple de Paris avait montrée sur le passage de son chef, dans la journée du 1^{er} vendémiaire. Napoléon connaissait bien le cœur français. Les glorieuses nouvelles apportées d'Allemagne et le spectacle des trophées impériaux réveillèrent au fond des âmes l'instinct de la gloire et la plus ardente sympathie. On ne se lassait pas d'admirer des résultats obtenus en si peu de jours, sans grande effusion de sang, et par le seul effet des combinaisons d'un homme de génie. L'opinion publique, en France, se montrait sévère pour l'armée autrichienne, et ce sentiment était celui de toute l'Europe. On se disait que Mack, bien que cerné par des forces supérieures en nombre, aurait dû illustrer son malheur par une détermination courageuse, et se frayer un passage à travers l'armée française. L'archiduc Ferdinand lui-même avait pu opérer sa retraite, et toutes les issues n'étaient peut-être pas fermées du côté du Tyrol. Ces observations ne sont pas sans doute dénuées de force, et rien ne justifie, à la guerre, la capitulation d'une armée qui n'a point épuisé tous les moyens de combattre; mais le général Mack, organisateur habile, était doué d'un caractère faible et d'un esprit chancelant; il se laissa démoraliser par la certitude d'une défaite; d'ailleurs il était mal obéi,

Jugements
provoqués
par
la conduite
de Mack.

et les grands personnages qui l'entouraient, l'archiduc Ferdinand, et surtout le prince Jean de Lichtenstein, voyaient avec satisfaction tout ce qui humiliait l'orgueil et causait la ruine de ce général, issu d'une condition obscure. Le prince de Lichtenstein était l'ami secret de Napoléon. Ce fut lui qui, plus que tous les autres, insista sur la nécessité d'une capitulation, et la proclama indispensable : il joua le rôle d'un intermédiaire pacifique. L'histoire jugera le général Mack ; elle dira qu'il se montra timide, et qu'il accepta trop facilement sa mauvaise fortune ; mais elle constatera aussi que le conseil aulique par l'adoption d'un plan vicieux de campagne, que les lenteurs du gouvernement autrichien, l'impéritie du cabinet et l'inaction inexplicable des généraux, préparèrent la catastrophe du 20 octobre. L'or de Napoléon, en corrompant un grand nombre de chefs, vint en aide à la supériorité du génie militaire. Enfin, il est juste de faire valoir une dernière considération : Napoléon arriva devant Ulm assez à temps pour empêcher les Russes de porter secours à l'armée de Mack ; ce fut là une des causes de son triomphe, mais il le dut à la violation des territoires neutres de Hesse et d'Anspach. Pendant qu'il s'affranchissait ainsi des règles du droit des gens, les colonnes russes, commandées par Kutusoff, n'osaient traverser les provinces prussiennes, et changeaient de route par respect pour le principe de la neutralité.

Tandis que l'empereur triomphait devant Ulm, l'Angleterre prenait sur les mers une éclatante revanche. Notre patrie, orgueilleuse de sa gloire, al-

Guerre
maritime.

Oct. 1805. lait expier ses victoires par un revers sans égal : vaisseaux, colonies, commerce, nous devons tout perdre d'un seul coup. Le moment est venu d'entreprendre ce douloureux récit.

L'amiral Villeneuve dans la rade de Cadix.

On a vu plus haut que l'amiral Villeneuve, après le combat naval du 3 thermidor (22 juillet), s'était retiré vers Cadix avec la flotte espagnole. Il commandait des forces plus que doubles de celles avec lesquelles l'amiral anglais Collingwood bloquait le port. La flotte combinée, aux ordres de Villeneuve, se composait de trente-trois vaisseaux de ligne, dont dix-huit français et quinze espagnols. Par le fait d'une lamentable incurie, elle demeura immobile près de deux mois. Les Anglais mirent à profit cette inaction pour renforcer promptement l'amiral Collingwood. On envoya de nouveaux vaisseaux cingler devant Cadix, et Pitt fit donner le commandement de ces forces navales à lord Nelson, le vainqueur d'Aboukir et l'implacable adversaire de notre marine. Le premier soin de cet habile amiral fut de dérober aux Français la connaissance des efforts à l'aide desquels l'Angleterre parvenait à augmenter sa flotte.

Fâcheuse situation des flottes française et espagnole.

Les équipages français et espagnols laissaient d'ailleurs beaucoup à désirer. La plupart se composaient de marins peu exercés et levés à la hâte. Les officiers, mécontents de l'amiral, jugeaient sévèrement sa capacité et son caractère, et n'obéissaient qu'avec hésitation. Il n'y avait plus d'ensemble dans les mouvements, et beaucoup de navires, d'une grandeur prodigieuse, manœuvraient lentement en face des vaisseaux agiles que montaient les marins anglais.

Oct. 1805.

La flotte de Nelson se composait de vingt-sept vaisseaux de guerre. Villeneuve, trompé par de faux calculs, la supposait encore beaucoup moins forte. Dans cette persuasion, il résolut, dit-on, d'attaquer en ligne la flotte ennemie, en lui opposant un nombre égal de bâtiments; tandis que les douze vaisseaux restants formeraient la réserve, et devraient, le combat une fois engagé, venir doubler la ligne anglaise et la mettre en partie entre deux feux. Villeneuve était un soldat intrépide, mais il n'avait point les talents d'un amiral. Sa situation morale inspirait une sorte de pitié; il avait sur le cœur, comme un châtiment perpétuel, la colère et les reproches amers de Napoléon, et la responsabilité encourue par l'ensemble de fautes qui avait fait manquer l'expédition de Boulogne: d'un autre côté, il ne se faisait point illusion sur le mauvais état de notre flotte et sur le peu de concours qu'elle devait lui prêter la marine espagnole, à demi organisée et ignorante. Comment vaincre, avec de pareils éléments, des ennemis moins nombreux sans doute, mais admirablement disciplinés, mais habiles entre tous les hommes de mer? La vie lui était devenue à charge, parce qu'il se croyait voué à une défaite inévitable, et cela dès le premier choc un peu sérieux. Cependant il avait des ordres: l'empereur lui avait prescrit d'entrer dans la Méditerranée, de rallier la division de Carthagène, et de se porter sur Tarente pour protéger l'Italie. Dans tous les cas, il lui enjoignait de ne pas se tenir davantage bloqué devant Cadix. Enfin, l'empereur voulait que la flotte, chaque fois qu'elle se trouverait en face de forces moins

L'amiral Villeneuve
présent
une ruine
inévitabile.

Oct, 1805.

nombreuses, n'hésitât jamais à livrer bataille. Grand homme de guerre à cheval et dans les camps, Napoléon se trompait souvent dans les questions navales. Il commandait, il voulait être obéi; et bien souvent l'expérience lui faisait défaut pour apprécier sainement les difficultés d'une entreprise maritime, pour se rendre un compte exact des impossibilités en présence desquelles les hommes du métier se voyaient contraints de reculer. Aussi, quand il exigeait d'eux l'obéissance, trop souvent ils ne répondaient que par le désespoir. Villeneuve manquait de génie, mais les habitudes de la mer ne lui permettaient que trop de comprendre les obstacles contre lesquels on exigeait qu'il se brisât, sous peine de passer pour un marin traître et sans courage. Il avait écrit au ministre de la marine, M. Decrès : « Les marins de Paris et des départements seront bien indignes et bien fous s'ils me jettent la pierre. Ils auront préparé eux-mêmes la condamnation qui les frappera plus tard. Qu'ils viennent à bord des escadres, et ils verront avec quels éléments ils sont exposés à combattre. » Il ajouta ensuite, avec une douloureuse ironie : « Si la marine française n'a manqué que d'audace, comme on le prétend, l'empereur sera prochainement satisfait. » Tristes pressentiments d'une défaite !

Bataille
navale
de Trafalgar.

L'amiral Villeneuve, déterminé à sortir de Cadix, partagea ses forces en deux grandes divisions : la première, considérée comme ligne de bataille, était composée de trois escadres, fortes chacune de sept vaisseaux de guerre; la deuxième, appelée corps de réserve, était formée de douze vaisseaux, répartis en

Oct. 1805.

deux escadres égales. L'escadre placée au centre de la ligne de bataille était commandée par Villeneuve lui-même; cet amiral montait *le Bucentaure*, vaisseau de 80 canons; il avait donné à ce bâtiment, pour matelot d'arrière, *la Santissima-Trinidad*, vaisseau espagnol de 140 canons, le plus grand navire de guerre qu'on eût jamais construit, citadelle flottante qu'on ne pouvait facilement mouvoir, et qui rappelait les colosses maritimes de l'*Armada* et de la vieille Espagne du seizième siècle. La seconde escadre, ou avant-garde de la ligne de bataille, était commandée par le vice-amiral Alava; la troisième escadre, ou arrière-garde, était aux ordres du contre-amiral Dumanoir. Les deux escadres formant le corps de réserve étaient commandées, la première par l'amiral espagnol Gravina, brave et loyal marin; la seconde, par le contre-amiral Magon, l'un de nos meilleurs officiers.

Le 27 vendémiaire (19 octobre), par un temps calme, huit ou dix bâtiments parvinrent seuls à sortir de la rade de Cadix; le lendemain, la brise variable du S.-E. au S.-S.-E. étant devenue plus forte, le reste de la flotte combinée suivit le mouvement; à midi, tous les vaisseaux étant ralliés, la flotte marcha sur trois colonnes, d'abord vers le sud; puis, les vents ayant changé, dans la direction du sud-est. Le soir, l'amiral pouvait compter en face de lui dix-huit bâtiments anglais. Pendant la nuit, la flotte demeura bien ralliée; le 29 vendémiaire (21 octobre), dès l'aube, la mer étant houleuse, la flotte anglaise se déploya à peu de distance de la nôtre : elle se composait de vingt-

Oct. 1805.

sept vaisseaux. L'amiral Villeneuve donna alors le signal de former l'ordre de bataille; et les bâtiments français, ayant en tête les deux escadres de la réserve, se rangèrent sur une seule ligne serrée. Un quart d'heure après, l'ennemi s'étant rapproché, l'amiral Villeneuve donna ordre de virer de bord (*lof pour lof*, vent arrière); de cette façon, le chef de file de la ligne en devint le serre-file. En ce moment, la flotte se trouvait à huit lieues du cap Trafalgar, et à une distance à peu près égale de Cadix. Après le virement de bord, la ligne se trouva mal formée, et il fallut mettre beaucoup de temps à la rectifier. Cependant la flotte anglaise, partagée en deux colonnes, se dirigeait, par deux lignes presque perpendiculaires, vers la flotte combinée, comme pour la couper sur deux points.

Cet ordre de bataille, prescrit par Nelson, était nouveau dans les annales de la guerre de mer; mais l'illustre amiral avait deviné sa fortune, il avait conçu un plan hardi, fait pour déconcerter les manœuvres des tacticiens vulgaires. Prévoyant que la ligne française serait trop étendue pour que la tête pût venir à temps secourir la queue, il avait résolu de la faire couper par une colonne vers le douzième vaisseau, pendant qu'à la tête d'une autre colonne il attaquerait coque à coque le vaisseau amiral, et le contraindrait d'amener. Par ce moyen, vingt vaisseaux français au moins devaient être coupés au centre et à la queue, et, avant qu'ils pussent secourir les autres, la victoire appartiendrait à la marine anglaise. La colonne dont Nelson s'était réservé le commandement était

forte de douze vaisseaux ; l'autre, forte de quinze, suivait le vice-amiral Collingwood. Avant d'engager le combat, Villeneuve reconnut qu'il serait mal secondé, et que l'inexpérience des marins et des capitaines compromettrait le succès de ses manœuvres ; il adressa alors aux diverses escadres des instructions qui se résumaient ainsi : « On ne doit pas attendre les signaux de l'amiral, qui, dans la confusion d'une bataille navale, ne peut souvent ni voir ce qui se passe, ni donner des ordres, ni surtout les faire parvenir ; chacun ne doit écouter que la voix de l'honneur, et se porter au plus fort du danger. *Tout capitaine est à son poste, s'il est au feu.* » Nelson se montra plus confiant et plus concis ; il se borna à transmettre aux équipages, à l'aide du télégraphe naval, cette exhortation sublime : L'ANGLETERRE COMPTE QUE CHACUN FERA SON DEVOIR. L'Angleterre ne fut que trop obéie.

Il était onze heures du matin : la vue du pavillon anglais, qui flottait au gré du vent, fit oublier à nos marins leurs incertitudes et leurs sujets de plaintes, et ils résolurent de n'écouter que la parole de leur chef. La flotte britannique arriva à portée de canon de la flotte combinée de France et d'Espagne. Celle-ci n'avait point encore formé sa ligne. Entre *le Neptune* (1) et *le Bucentaure* (2), dix vaisseaux devaient prendre place ; mais l'espace n'était point suffisant, et quelques-uns se doublaient ; d'autres restaient sous le vent de leur poste, qui demeurait vide ; parmi ces derniers

(1) Vaisseau espagnol de 80 canons, le premier de la ligne.

(2) Vaisseau français de 80 canons, pavillon de l'amiral Villeneuve.

Oct. 1805. on remarquait *le Neptune* (1), matelot d'arrière du vaisseau amiral dans l'ordre de bataille renversé; *le San-Leandro* (2); et à des distances plus ou moins fortes, toujours sous le vent, les frégates et les bricks se trouvaient dans l'impossibilité de secourir la flotte; c'étaient, entre autres, *la Cornélie* (3), *le Furet* (4), *l'Hortense* (5): quant au *Duguay-Trouin* (6), au *San-Francisco de Assis* (7) et au *San-Augustino* (8), ils étaient sous le vent comme *le Neptune*. En arrière du *Redoutable* (9), il existait un grand vide; *le San-Justo* (10) et *l'Indomptable* (11), qui devaient le remplir, étaient acculés, et même sous le vent de la ligne; *la Montagnès* (12) et *l'Argonauta* (13) se trouvaient sous le vent de leur poste; *l'Achille* (14), dont on n'avait pas laissé la place vide, doublait *le San-Ildefonso* (15). Les autres vaisseaux étaient convenable-

(1) Vaisseau français, qu'il ne faut pas confondre avec le vaisseau espagnol dont il est ci-dessus question : *le Neptune* était de 80 canons.

(2) Vaisseau espagnol de 64 canons.

(3) Frégate de 40 canons.

(4) Brick de 16 canons.

(5) Frégate amirale, de 40 canons.

(6) Vaisseau de 74.

(7) Vaisseau espagnol de force égale.

(8) *Idem*.

(9) Vaisseau français de 74.

(10) Vaisseau espagnol de 74.

(11) Vaisseau français de 80.

(12) Vaisseau espagnol de 74.

(13) Vaisseau français de 80.

(14) Vaisseau de 74.

(15) *Idem*.

ment rangés. Quant aux colonnes ennemies, elles s'avançaient vent arrière, voiles dehors, par rang de vitesse, et avec la seule précaution de placer en tête leurs vaisseaux de trois ponts. Elles en comptaient sept; la flotte combinée en avait seulement quatre, et encore étaient-ils espagnols. Ainsi, la force de l'ennemi était égale, puisque la flotte anglaise opposait à la nôtre un nombre pareil de bouches à feu.

Lorsque les deux colonnes anglaises se trouvèrent arrivées perpendiculairement en face de nos marins, elles se divisèrent, sans cesser de porter leurs efforts sur le centre de la flotte de Villeneuve; la colonne que conduisait le vice-amiral Collingwood se dirigea sur le vaisseau *la Santa-Anna*, vaisseau de 110 canons, et pavillon du vice-amiral Alava; la colonne de Nelson gouverna droit sur *le Bucentaure*. Le capitaine Lucas, commandant du *Redoutable*, voyant que *le Neptune*, matelot d'arrière du vaisseau amiral, se trouvait hors d'état de venir en aide à Villeneuve, força de voiles, et se posta dans la hanche du vent du *Bucentaure*: c'était là une manœuvre hardie, et qui ne permettait plus à Nelson de couper la ligne en arrière du vaisseau amiral.

Villeneuve avait commis la faute de laisser l'ennemi arriver tranquillement jusqu'à lui, alors qu'il eût été si facile de le canonner et de lui faire beaucoup de mal, puisque, par l'effet de l'ordre de bataille choisi par Nelson, tous nos coups semblaient devoir porter. Par malheur, on attendit que la flotte anglaise se fût approchée de notre ligne, et le combat ne s'engagea

Oct. 1805.

que vers midi. *Le Fougueux* (1) tira les premiers coups de canon contre *le Royal-Sovereign* (2), vaisseau que montait le vice-amiral Collingwood, et qui manœuvrait pour couper la ligne entre lui et *la Santa-Anna*. On a vu plus haut que ce vaisseau était posté vers le centre de notre ligne. Sur-le-champ les Anglais ripostèrent, et le combat fut sérieusement engagé. La colonne du vice-amiral Collingwood se rompit; plusieurs des vaisseaux qui la composaient coupèrent en divers endroits la queue de notre flotte; d'autres vaisseaux anglais appuyèrent ce mouvement en se plaçant au vent des vaisseaux coupés, de telle façon que, sans courir de grands risques, ils se trouvaient en mesure de faire éprouver beaucoup de mal à cette partie de la flotte franco-espagnole. Quelques vaisseaux de la colonne de Collingwood forcèrent de voile, et passèrent en arrière du serre-file de notre ligne (3) pour mettre la queue entre deux feux. Sur ces entre-faites, la colonne de Nelson se trouvait engagée vers un autre point de notre centre, en face du *Bucentaure*; et, tandis que l'arrière-garde de la flotte combinée ouvrait son feu sur *le Royal-Sovereign*, *le Bucentaure*, *la Santissima-Trinidad* et *le Redoutable* se mirent à canonner *le Victory* (4) et le reste de la colonne. En peu d'instants *le Victory* fut désemparé de toutes ses

(1) Vaisseau de 74.

(2) Vaisseau de 120.

(3) *Le Prince de Asturias*, vaisseau de 110 canons, pavillon de l'amiral Gravina.

(4) Vaisseau de 120 canons, pavillon de l'amiral Nelson.

bonnettes, eut un mât de hune coupé, et perdit beaucoup de monde. Alors ce vaisseau cessa de gouverner sur *le Bucentaure*, et, se portant droit sur *le Redoutable*, l'aborda de long en long; *le Téméraire* (1) manœuvra pour passer en arrière du même vaisseau; et *le Redoutable*, entraîné sous le vent par l'effet de l'abordage, s'éloigna du *Bucentaure*, qui resta découvert et exposé au feu de la colonne anglaise.

Dix vaisseaux de la ligne franco-espagnole demeuraient immobiles à leur poste de bataille; Villeneuve, à l'aide des signaux, leur prescrivit de se porter au feu le plus promptement possible, mais ils demeurèrent dans l'inaction. Cependant les autres vaisseaux, engagés contre l'ennemi, soutenaient avec audace cette lutte devenue inégale, et dont on pouvait déjà prévoir l'issue désastreuse. *Le Victory* ayant abordé *le Redoutable*, les batteries des deux vaisseaux tirèrent à bout portant, et causèrent de part et d'autre une épouvantable destruction d'hommes. L'équipage du vaisseau anglais abandonna ses batteries, et se porta sur les gaillards; les marins français suivirent cet exemple, et la fusillade s'engagea, au milieu d'une grande pluie de grenades qui tombait des hunes du *Redoutable* sur le vaisseau de Nelson. Ce grand homme, vêtu d'un vieil uniforme qu'il portait dans les jours de bataille, assistait à ce combat, présent au danger et donnant l'exemple de l'audace. Son secrétaire venait d'être tué, et, près de lui, un boulet ramé venait de tuer à la fois huit marins, ses compagnons

(1) Vaisseau anglais de 110 canons.

Oct. 1805.

d'armes ; mais il demeura ferme à ce poste de dévouement et d'honneur. Ce fut alors qu'une balle, partie des hunes du *Redoutable*, l'atteignit à l'épaule gauche, et le blessa mortellement. On l'emporta, mais jusqu'à son dernier soupir il ne cessa de donner des ordres. Cependant, au milieu de la confusion effroyable du combat, le capitaine Lucas, qui commandait *le Redoutable*, ignorait le deuil de la marine anglaise. Impatient d'en venir à l'abordage, il donna ordre d'amener la grande vergue de son vaisseau, et d'en faire un pont au moyen duquel nos marins passeraient à bord du *Victory* : en cet instant *le Téméraire* aborda *le Redoutable* du côté opposé au *Victory*, et lui lâcha toute sa bordée. Qu'on se figure cette décharge à bout portant d'un vaisseau à trois ponts, les canons chargés jusqu'à la gueule, et tirants sur un équipage qui s'était tout entier rassemblé sur les gaillards et les passavants : un tiers des hommes qui montaient *le Redoutable* fut atteint, et le capitaine Lucas reçut une blessure ; il demeura sur le pont et garda son commandement. Le péril redoublait ; *le Victory* et *le Téméraire* réunissaient leurs efforts contre un seul vaisseau ; deux cent trente bouches à feu tonnaient contre soixante-quatorze, et ne parvenaient pas à les éteindre : à la fin, un troisième vaisseau anglais vint se joindre à ceux qui déjà écrasaient *le Redoutable*. Sommes de se rendre, les Français ne répondirent qu'en redoublant d'énergie. Le grand mât de leur vaisseau, coupé par les boulets anglais, tomba en travers sur *le Téméraire* ; les deux mâts de hune du *Téméraire*, brisés par le choc, tombèrent à leur tour sur le pont

du *Redoutable*, qu'ils enfoncèrent. Bientôt l'incendie éclata à bord du vaisseau français, mais on parvint à en comprimer les ravages. Le combat dura deux heures ; sur six cent quarante-trois hommes qui composaient l'équipage du *Redoutable*, cinq cent vingt-deux avaient été mis hors de combat, et la poignée de braves qui survivait prolongeait la lutte avec un héroïsme sans égal. Enfin le vaisseau, troué de toutes parts, faisait eau et coulait à fond ; le pavillon tricolore, atteint par les boulets ennemis, tomba avec le mât d'artimon auquel il était arboré. L'ennemi recueillit à son bord le capitaine Lucas et ceux de ses compagnons qui respiraient encore : parmi ces derniers figurait le lieutenant de vaisseau Dupotel, digne émule de son chef. Honneur à ces illustres hommes de mer ! Pendant que la marine de notre patrie subissait la ruine et la mort, eux, du moins, ils maintenaient jusqu'au bout saine et sauve la gloire du pavillon.

Le Bucentaure et *la Santissima-Trinidad* se tenaient liés l'un à l'autre sans pouvoir se dégager, le premier ayant son beaupré engagé dans la galerie de poupe du second. Plusieurs vaisseaux anglais les entouraient et les foudroyaient à l'aise en avant et en arrière. Villeneuve, qui savait au moins braver la mort en face, se tenait debout sur son gaillard, et présidait à un combat d'autant plus inégal que *le Bucentaure*, cloué à sa position, ne pouvait se servir de ses batteries de gauche. Le feu ennemi, bien supérieur au nôtre, décimait à chaque instant l'équipage du vaisseau amiral : le grand mât et le mât d'artimon du *Bu-*

Oct. 1805. *centaure* tombèrent l'un après l'autre sur le pont, et y produisirent un désordre affreux. On arbora le pavillon au mât de misaine, et la lutte continua. Pas un vaisseau de la flotte combinée ne s'avancait pour venir défendre *le Bucentaure* et *la Santissima-Trinidad*; la fumée dérobait à l'amiral le spectacle de la bataille. Bientôt le mât de misaine s'abattit à son tour; l'équipage n'en continua pas moins de faire feu avec les pièces qui n'étaient pas démontées. C'était pour le reste de la flotte le moment d'obéir aux ordres de Villeneuve, et de se rallier tout entière pour se porter au danger : l'avant-garde resta immobile; la frégate amirale *l'Hortense* n'osa point venir au secours de Villeneuve. Quand ce dernier eut vu *le Bucentaure* démâté et hors d'état de combattre, il dit à ceux qui l'entouraient : « Mon vaisseau a rempli son devoir : je dois continuer le mien; » puis il ordonna qu'on le transportât avec son pavillon à bord d'un bâtiment de l'avant-garde. Les canots du *Bucentaure* avaient été mis en pièces par les boulets anglais, et Villeneuve se trouva réduit à rester sur un vaisseau hors d'état de combattre, tandis qu'au loin une partie de la flotte luttait encore. *Le Bucentaure* tomba au pouvoir de l'ennemi, et bientôt après *la Santissima-Trinidad*, ce colosse espagnol que tant de coups avaient frappé, se vit réduit à amener son pavillon.

Le combat durait encore à l'arrière-garde; mais quelques vaisseaux de la flotte combinée *laissèrent arriver*, et furent maltraités par l'ennemi. L'équipage du *Montagnès* se montra faible; *l'Argonauta*, après

avoir subi des pertes, s'éloigna du théâtre de l'action, lorsque l'honneur aurait dû lui conseiller de résister encore. *La Santa-Anna*, attaquée avec fureur par *le Royal-Sovereign*, se défendit vaillamment. Alava était digne de tenir tête à Collingwood. A la fin, écrasé par le feu de la colonne anglaise, et grièvement blessé en maintenant la gloire du pavillon espagnol, le brave Alava se vit contraint de céder au nombre. *Le Fougueux*, enveloppé par quelques vaisseaux ennemis, se défendit énergiquement; mais il fut écrasé par *le Téméraire*, et son capitaine ayant été tué, il amena son pavillon. Les trois quarts de nos marins qui montaient ce bâtiment avaient trouvé dans le combat une glorieuse mort. *Le Pluton* résista à plusieurs vaisseaux de la flotte anglaise; *l'Algésiras*, portant un pavillon de contre-amiral, soutint héroïquement les efforts du *Tonnant*: quand il eut été privé de ses trois mâts, quand ses pièces eurent été démontées par le feu ennemi, quand le brave Magon, contre-amiral, eut reçu une blessure mortelle, ce vaisseau se vit réduit à se rendre. Vers le même temps, et sur divers points de la ligne, *l'Aigle*, *le Swifsture*, *le Berwick*, *le Bahama*, *l'Argonauta*, *le San-Juan-Nepomuceno*, et *le San-Ildefonse*, devinrent la proie de l'ennemi. La résistance de l'amiral Gravina, à bord du *Principe de Asturias*, fut plus longue et plus meurtrière: de leur côté, les marins de *l'Achille* soutinrent l'honneur de la marine nationale; *le Héros*, ayant perdu son commandant, ne justifia pas le nom flatteur inscrit sur sa poupe, et il s'éloigna du lieu du combat trop tôt pour sa gloire.

Oct. 1805.

Le feu se manifesta dans la hune de misaine de l'*Achille*, et bientôt après il se communiqua aux embarcations. La canonnade ne fut pas interrompue, mais les vaisseaux anglais, redoutant l'explosion, s'éloignèrent eux-mêmes. Vers cinq heures et demie, l'*Achille* sauta en l'air avec l'enseigne de vaisseau Cauchard et une portion de l'équipage. En ce moment la bataille était perdue : la flotte anglaise triomphait sur toute la ligne, et il ne restait plus, à ceux de nos officiers qui vivaient encore, d'autre devoir à remplir que de conserver à la France et à l'Espagne les débris de nos forces maritimes. Le contre-amiral Dumanoir et l'amiral Gravina s'éloignèrent avec ce qui restait de la flotte combinée. La flotte combinée avait perdu dix-huit vaisseaux ; mais les jours suivants, par suite de nouveaux désastres, quelques autres bâtiments tombèrent encore au pouvoir de l'ennemi, ou furent coulés bas. Notre perte en hommes avait été énorme. Les Anglais n'avaient à regretter que trois mille hommes tués ou blessés ; mais Nelson, l'orgueil de leur pays et l'espoir le plus sûr de leur marine, avait trouvé la mort dans son triomphe. La nuit qui succéda à la bataille vit se déchaîner sur l'Océan une affreuse tempête, et les vainqueurs se virent un moment exposés à périr eux-mêmes pêle-mêle avec les vaincus, qu'ils traînaient à la remorque. A la faveur de cet orage, quelques vaisseaux français, prisonniers de l'ennemi, réussirent à s'échapper, et parmi eux on signala le *Bucentaure*, le *Fougueux*, l'*Indomptable* et l'*Algésiras* : les trois premiers s'abîmèrent dans les flots ou se brisèrent

contre les rochers ; *le Redoutable* coula ; *la Monarca* Oct. 1805.
périt devant San-Lucar ; *l'Algésiras*, après avoir subi
des épreuves inouïes, échappa comme par miracle,
et se réfugia dans la rade de Cadix. L'ennemi ne
réussit à garder que trois ou quatre de nos vaisseaux,
et encore fallut-il couler à fond *le Swifsture*.

Pendant que l'amiral Gravina s'était retiré dans les
eaux de Cadix, le contre-amiral Dumanoir, avec les
quatre vaisseaux dont il avait conservé le comman-
dement, s'était dirigé d'abord à l'ouest, puis vers le
nord. Le 11 brumaire (2 novembre), étant arrivé par
la latitude du cap Finistère, il fut observé par l'es-
cadre du commodore sir Richard Strachar, qui croi-
sait dans ces parages pour barrer le passage à l'es-
cadre de Rochefort. Le 12 brumaire, les deux es-
cadres se trouvèrent en vue ; mais toute la journée
se passa en chasse, et Dumanoir, ayant affaire à des
forces deux fois plus considérables que celles dont il
disposait, chercha vainement à se dérober aux pour-
suites de l'ennemi. Le 13, au matin, les vaisseaux
anglais commencèrent à canonner l'escadre française,
et la forcèrent d'accepter le combat. Six bâtiments en-
nemis se trouvaient à la ligne, mais les nôtres avaient
trop souffert pour soutenir la lutte. Le contre-amiral
Dumanoir fit virer son escadre successivement (*vent
devant par la contre-marche*) ; ce mouvement ex-
posa *le Duguay-Trouin* au feu soutenu de trois fré-
gates anglaises qui l'endommagèrent beaucoup : ce-
pendant *le Duguay-Trouin* riposta avec énergie, et
fit reculer les trois frégates. Celles-ci prirent poste
sous le vent de la ligne française, puis elles virèrent

Oct. 1805. pour s'établir au même bord que notre escadre. Bientôt après, *le Namur* prit poste dans la ligne des vaisseaux anglais, *la Révolutionnaire* dans celle des frégates; et chaque bâtiment français se trouvant ainsi avoir un vaisseau ennemi au vent et une frégate sous le vent, se vit obligé de combattre des deux bords. La lutte fut vive et meurtrière : elle se prolongea durant cinq heures; mais nos vaisseaux, avariés dans la désastreuse bataille des jours précédents, étaient presque démâtés et faisaient eau de toutes parts. *Le Formidable*, qui se rendit le premier, avait deux cents hommes hors de combat; les pertes du *Scipion* n'avaient pas été moindres; *le Mont-Blanc* et *le Duguay-Trouin* avaient également beaucoup souffert : « Les ennemis, écrivit le commodore Strachan en rendant compte de cet engagement à l'amirauté anglaise, les ennemis se sont battus admirablement, et ne se sont rendus que lorsque leurs vaisseaux étaient tout à fait hors d'état de manœuvrer. » Les Français furent plus sévères : ils reprochèrent au contre-amiral Dumanoir d'avoir montré beaucoup d'indécision dans ses manœuvres, et de n'avoir point su prendre à temps une résolution hardie.

Résultats
du désastre
de Trafalgar.

Telle fut cette bataille de Trafalgar, de douloureux souvenir, qui consumma la ruine de la marine de France et d'Espagne : elle fut comme l'expiation des triomphes stratégiques obtenus en Bavière par l'ascendant du génie et de l'audace; elle condamna la France impériale à étouffer sur le continent, et à subir, du côté de l'Océan, un blocus qui devait durer autant que le règne de Napoléon. La France cessa pour un

demi-siècle peut-être de compter parmi les grandes puissances maritimes, et l'Espagne ne s'est point encore relevée de ce désastre. Quand cette sinistre nouvelle parvint à l'armée du Danube, personne n'osa la communiquer à l'empereur, et Berthier glissa sans rien dire, sur la table de Napoléon, la dépêche qui rendait compte de la catastrophe. L'empereur n'imita point la stoïque résignation de ce roi d'Espagne qui avait perdu *l'Armada* : il manifesta une douleur profonde, il se répandit en clameurs de colère ; et, au milieu des exclamations que lui arracha le désespoir, on l'entendit s'écrier : « Je saurai bien apprendre aux « amiraux français à vaincre ! » Il était trop tard. Quelques jours après, sa fureur s'apaisa, il devint plus calme, sans cesser d'être sévère. Les capitaines Lucas et Infernet lui ayant été présentés, il leur adressa ces paroles : « Si tous mes vaisseaux s'étaient conduits comme ceux que vous commandiez, la victoire n'aurait pas été incertaine. . . . Je vous ai nommés commandants de la Légion d'honneur. » Il dit ensuite aux capitaines Magendie et Villemadrin : « Vous êtes du nombre de ceux qui se sont bien battus ; vous prendrez votre revanche. » Quant à Villeneuve, il avait, dit-on, résolu de le traduire devant un conseil maritime ; mais ce malheureux amiral, livré aux regrets les plus amers, ne voulut pas survivre à sa défaite, et comparut devant un juge plus redoutable que Napoléon. On le trouva mort dans sa chambre, le cœur percé d'un coup de couteau. L'Espagnol Gravina ayant succombé à ses blessures, on remarqua cette circonstance étrange, que la bataille de Trafalgar

Oct. 1805.

avait coûté la vie aux trois amiraux commandant en chef les flottes de France, d'Espagne et d'Angleterre.

L'empereur n'aimait pas qu'on parlât de ses désastres : il exigea que les journaux français gardassent le silence, et que l'affaire de Trafalgar fût représentée comme une rencontre dans laquelle nous avions plus souffert de la tempête que du canon. La presse, bâillonnée et soumise à la censure, ne put que se conformer à la volonté du maître, et la France s'émut fort peu d'une catastrophe dont elle ignorait la portée et les détails. L'empereur se montra même peu digne de sa grande âme : au lieu d'apporter ses soins à reconstituer la marine française, il se mit à désespérer d'elle, et à renoncer à cet instrument que ses mains ne savaient point manier. Il se dit qu'après tout il pourrait à loisir combattre l'Angleterre, et triompher d'elle dans la personne de ses alliés ; et il consentit à lui laisser la domination de la mer, à la seule condition de la chasser du continent, et de mettre au ban de l'Europe ses intérêts, son commerce, son influence. Le parti royaliste en France, aussi bien que les débris du parti révolutionnaire, ne s'associa point à ces illusions. On fit circuler dans les châteaux, et dans les salons du faubourg Saint-Germain, la nouvelle de la défaite de Trafalgar, et l'espérance revint promptement au cœur de ceux qui jugèrent le colosse impérial vulnérable. L'Angleterre reconnaissante rendit les plus grands honneurs à la dépouille mortelle de Nelson.

Du côté de l'Italie, l'armée se montrait la digne émule des légions de Boulogne. L'archiduc Charles

avait été forcé, par le conseil aulique, de détacher trente mille soldats de son armée, et de les envoyer servir de renforts en Allemagne. Ce prince, un peu déconcerté par le départ de ces hommes, s'était cru obligé de rester inactif sur l'Adige. Pendant qu'il combinait de nouveaux plans pour assurer la prochaine invasion du royaume d'Italie, le général Gouvion Saint-Cyr, à la tête du corps précédemment cantonné dans le royaume de Naples, venait en toute hâte se joindre aux troupes françaises rassemblées sur la rive droite du fleuve, dont les Autrichiens gardaient la gauche. L'ensemble de ces mêmes troupes formait cinq divisions d'infanterie et trois de cavalerie. Le prince Eugène Beauharnais, fils adoptif de Napoléon et vice-roi d'Italie, était, au moins de nom, le général en chef de cette armée; mais la direction sérieuse des opérations militaires et le commandement réel étaient confiés à Masséna. Au début de la guerre, le prince vice-roi adressa à la nation italienne la proclamation suivante :

Oct. 1805.

Événements
militaires
dans
le royaume
d'Italie.

—
Proclamation
du vice-roi.

« Peuples du royaume d'Italie !

« Le cabinet de Vienne a résolu la guerre contre
« vous et le cabinet français. Il ose dire aujourd'hui
« que la guerre a été provoquée par la France et par
« l'Italie : ce n'est pas auprès de vous qu'il lui sera
« facile d'accréditer cette étrange calomnie...

« Les armées de la maison d'Autriche envahissent
« le territoire d'un prince de l'Empire, d'un prince
« coupable d'une faute inexpiable, d'être demeuré
« fidèle aux traités, d'être demeuré l'allié de l'empe-

Oct. 1805. « reur des Français et du roi d'Italie. Napoléon est
« allé lui-même se placer à la tête des armées. Encore
« quelques instants, et le crime commis sur la Bavière
« sera vengé; encore quelques efforts, et la paix, si sou-
« vent accordée, si souvent offerte, sera pour long-
« temps affermie. Peuples d'Italie! je veillerai, autant
« qu'il sera en moi, au respect de vos propriétés, au
« maintien de vos lois et de vos constitutions.

« Sans doute il est, pour le peuple le plus vaillam-
« ment défendu, des maux inséparables de la guerre;
« reposez-vous sur mon zèle à remplir mes devoirs;
« reposez-vous sur mon cœur, sur tous les sentiments
« que je vous ai voués. Peuples d'Italie! j'écarterai
« de vous tous les maux qu'il me sera possible d'en
« écarter.

« J'attends de vous du zèle, du dévouement et du
« courage. Vous savez quelle confiance illimitée vous
« devez à cette portion de l'armée française rassem-
« blée en Italie; vous savez quelle confiance est due
« au Fils chéri de la Victoire, à qui l'empereur a confié
« l'honneur de vous défendre.

« Peuples d'Italie! votre roi compte sur vous, re-
« posez-vous sur lui. Il a pour lui le Dieu des armées,
« toujours terrible aux parjures; il a pour lui sa
« gloire, son génie, la justice de sa cause, la valeur,
« la fidélité et l'amour de ses peuples.

« Nos ennemis seront vaincus! »

L'armée
française
passe
l'Adige.

Une trêve avait été consentie entre l'archiduc Char-
les et le maréchal Masséna jusqu'au 26 vendémiaire
(18 octobre). Ce jour-là, le général en chef de l'ar-
mée française fit ses dispositions pour passer l'Adige

Oct. 1805.

au pont du vieux château de Vérone. Cette entreprise présentait des difficultés; les Autrichiens avaient élevé un mur au travers du pont : le général Lacombe Saint-Michel, commandant l'artillerie française, fit attacher un pétard à ce mur, et l'obstacle croula. Le pont ayant été franchi sous la fusillade ennemie, la colonne française, composée de compagnies d'élite, s'engagea dans la plaine qui s'étend sur la rive gauche du fleuve. L'archiduc envoya des renforts pour soutenir la défense des postes autrichiens; une seconde brigade française passa l'Adige, et vint à son tour prendre part à l'action : le combat se prolongea jusqu'à la nuit, mais il se termina par une victoire décisive qui nous livra le passage de l'Adige. L'ennemi avait perdu douze cents hommes tués ou blessés et quinze cents prisonniers : les Français avaient beaucoup moins souffert.

Le 7 brumaire (29 octobre), le maréchal Masséna, qui avait reçu pour instructions de subordonner tous ses mouvements à ceux de l'armée d'Allemagne, résolut d'attaquer de nouveau l'armée autrichienne. Une heure avant l'aube, il fit déployer deux divisions françaises en avant du pont du vieux château de Vérone; en même temps une troisième division franchit l'Adige à Ponte-Pollo, sur la gauche de l'armée, tandis que, vers la droite, la division du général Verdier manœuvrait entre Ronco et Albaredo. Les Français attaquèrent les hauteurs de Val-Pantena, et tournèrent le château de San-Felice. Les Autrichiens évacuèrent Véronette, et se retranchèrent sur la grande route, en avant de San-Michele. Le combat

Suite
des
opérations.
Combat
de
San-Michele.

Oct. 1805. recommença sur ce point, et l'ennemi, chassé de ses positions après une lutte meurtrière, fut poursuivi jusqu'au delà de San-Martino. De San-Michele à San-Martino, la route était couverte de morts et de blessés, et deux mille prisonniers étaient restés au pouvoir de l'armée française.

Combat
de Caldiero.

Le 8 brumaire, l'archiduc Charles, ayant la plus grande partie de ses troupes en avant de Caldiero, savoir, la droite sur les hauteurs de San-Pietro, la gauche vers l'Adige, et la réserve sur la route de Vérone, vers Villa-Nova, nous présenta de nouveau la bataille. Par ordre de Masséna, la division Molitor, formant la gauche de la ligne française, aborda la première l'ennemi; et, bientôt après, les divisions Gardanne et Duhesme, formant le centre et la droite, se trouvèrent à leur tour engagées. La division Gardanne emporta le village de Caldiero à la baïonnette, et l'ennemi, ne pouvant soutenir ce choc, se replia en arrière, sur des hauteurs. L'archiduc fit alors avancer sa réserve, forte de vingt-quatre bataillons de grenadiers et de cinq régiments de cavalerie. Masséna, de son côté, ordonna à sa réserve d'entrer en ligne, infanterie et cavalerie. Le combat recommença, et fut meurtrier. A la fin, l'ennemi battit en retraite, et se réfugia sous l'abri des redoutes que le prince Charles avait fait élever au delà de Caldiero. Les Autrichiens avaient perdu trois mille cinq cents prisonniers, trente pièces de canon, et un nombre considérable de morts: du côté des Français il y eut quinze cents hommes tués, blessés ou pris. Le lendemain, grâce aux habiles dispositions de Masséna, une colonne autrichienne, forte

de cinq mille hommes, s'étant vue cernée de toutes parts, se trouva réduite à mettre bas les armes. A la nouvelle de cet échec, l'archiduc opéra son mouvement de retraite dans la direction de Vicence, et, le 12 brumaire, Masséna établit son quartier général à Montebello.

L'archiduc ayant fait fortifier Vicence, y jeta quelques bataillons destinés à retarder le mouvement de Masséna. La ville fut emportée au pas de charge par le général Lacombe Saint-Michel : les magasins, les blessés de l'ennemi et neuf cents hommes tombèrent au pouvoir de nos troupes. Le lendemain, les Français poursuivirent le prince Charles dans la direction de Bassano. Au village de San-Pietro-in-Gu, les Autrichiens perdirent six cents hommes. On se battit au passage de la Brenta, mais l'ennemi ne put tenir dans ses positions. Nos troupes se portèrent ensuite sur la Piave, et l'avant-garde traversa cette rivière sans obstacle. De la Piave au Tagliamento, les Français ne rencontrèrent que la cavalerie autrichienne, se retirant toujours devant eux et évitant d'engager le combat. En arrivant sur le Tagliamento, Masséna reconnut que les Autrichiens avaient réuni des forces sur la rive gauche, et se disposaient à une défense vigoureuse. Il fit avancer trois divisions pour forcer le passage. Le 21 brumaire, une partie de nos forces fut engagée, et fit éprouver des pertes à l'ennemi. Vers minuit, l'archiduc, se voyant au moment d'être tourné dans ses positions, se retira par le chemin de Palma-Nova, et le lendemain les Français franchirent le fleuve. Les Autrichiens, ser-

Prise
de Vicence.
Retraite
du prince
Charles.

L'armée
française
continue
sa marche
offensive,
et occupe
plusieurs
provinces
méridionales
de
l'Autriche.

Nov. 1805.

rés de près par nos troupes, évacuèrent Palma-Nova ; et, le 24, Masséna ayant formé son armée en deux colonnes, les porta sur l'Isonzo. Le même jour, l'avant-garde des Français entra à Gradiska ; et nos chasseurs, remontant la rive droite de l'Isonzo, occupèrent les abords de Gorice. Sur d'autres points, vers Rubia et Savogna, il y eut quelques engagements ; mais l'avantage ne cessa d'être aux Français. Le 26, l'armée de Masséna prit position en avant de l'Isonzo ; elle était abondamment pourvue de vivres, et l'ennemi se repliait toujours, sans oser entreprendre une résistance sérieuse. Le 29, la division Séras, se conformant aux ordres de Masséna, se porta sur Trieste, et occupa cette ville, que la garnison autrichienne ne songea point à défendre. Notre armée poursuivit alors sa marche vers la Carniole, en combinant ses mouvements avec ceux des troupes du maréchal Ney (sixième corps de la grande armée), qui marchaient alors sur la Carinthie. Sur ces entrefaites, le corps du général Gouvion Saint-Cyr, venant du royaume de Naples, arrivait à Padoue, et, réuni à la division Verdier, se trouvait en mesure d'observer et de couvrir le littoral de l'Adriatique depuis les embouchures de l'Adige jusqu'à Venise.

L'avant-garde de Masséna s'avancait sur Laybach. Un corps autrichien, fort de sept mille hommes et commandé par le prince de Rohan-Soubise, émigré français, descendit des Alpes Rhétiennes dans la vallée de la Brenta, et se jeta, le 1^{er} frimaire (22 novembre), sur Bassano, dont il s'empara ; il se dirigea ensuite sur Castel-Franco. Le général Gouvion Saint-

Cyr manœuvra pour arrêter l'ennemi. Le 2 frimaire, Nov. 1805. il envoya le général Reynier contre le prince de Rohan-Soubise. Un combat opiniâtre eut lieu en avant de Castel-Franco; mais le corps autrichien ayant été tourné dans ses positions par un régiment polonais au service de la France, l'ennemi prit la fuite dans le plus grand désordre. Le prince de Rohan-Soubise, plusieurs colonels, six drapeaux, douze canons et six mille prisonniers tombèrent au pouvoir des Français. Quelques jours après, un régiment de Croates fut cerné et pris, et notre avant-garde entra sans coup férir dans Laybach. Cette courte campagne, qui se rattacha aux opérations plus vastes de la grande armée, fit honneur à Masséna, et resserra les liens politiques qui unissaient le royaume d'Italie à l'empire de Napoléon.

Pendant que la guerre se poursuivait à la fois sur les mers, sur le double revers des Alpes et le long du Danube ou de ses affluents, la France se trouvait partagée entre le sentiment de ses souffrances réelles et sa confiance dans le génie de Napoléon. Le gouvernement, confié aux mains de Joseph Bonaparte et de Cambacérès, ne rencontrait aucun obstacle sérieux tant que la pensée de l'empereur dirigeait tous les actes administratifs, et aussi longtemps surtout que la victoire nous demeurait fidèle en Allemagne: qu'un revers éclatant tombât sur la grande armée, que Napoléon trouvât la mort dans une rencontre, et soudain cet édifice impérial, déjà si pompeux et si laborieusement échafaudé, s'écroulerait comme un mur miné par sa

*Situation
intérieure
de l'empire
français.*

Oct. 1805.

Incertitudes
de l'opinion.

—
La confiance
manque.

base. Les partis et l'Europe le savaient, le sénat lui-même ne l'oubliait pas; et personne ne prenait encore au sérieux l'hérédité impériale, s'il fallait que les destinées de la France reposassent un moment sur le débile Joseph. Talleyrand et Fouché avaient fait entrer en ligne de compte l'éventualité d'un désastre, et beaucoup d'utopistes se consolaient en songeant que Sieyès, dans l'obscurité dorée de son silence, gardait sans doute en réserve quelque autre constitution républicaine. Le conseil d'État, le corps législatif, le tribunal, étaient sans doute des rouages utiles à l'administration générale et à la confection des lois civiles; mais, au premier choc, ces corps auraient cédé à l'orage, et accepté silencieusement le retour à un régime nouveau. Le despotisme datait à peine de deux ans, et déjà on pouvait entrevoir qu'il n'avait point de racines dans les mœurs, et que les intérêts ne lui prêtaient qu'un appui marchandé et sans durée : c'était la juste punition d'un pouvoir qui ne reposait que sur la force matérielle. Tant que l'épée de l'empereur était tirée contre l'Europe, aucun murmure ne se produisait, aucun symptôme d'affaiblissement ne se révélait au grand jour : que cette épée se brisât dans une bataille, et l'empire cessait d'être. En attendant, Fouché servait complaisamment Napoléon : il employait tous les soins de sa formidable police à étouffer l'esprit public, à discipliner l'opinion, à faire régner un calme universel à la surface de l'empire : puis, quand l'empereur se croyait sûr de ses magistrats et de son

peuple, le rusé ministre caressait les partis, et se ménageait dans tous les camps une issue, une trahison, un refuge.

A Paris, il fallait beaucoup de peine pour comprimer l'opinion publique. Vainement les journaux, bâillonnés par la police, ne se permettaient aucune allusion, aucun mot de nature à froisser le maître. Ce qui transpirait du dehors, les lettres d'Angleterre et la correspondance du parti royaliste, entretenaient la défiance ou l'irritation. Le peuple qui laboure et qui travaille, le peuple qui souffre sans se plaindre et se dévoue sans orgueil, était pour Napoléon et ne connaissait que lui; mais dans les couches supérieures de la population, dans les régions bourgeoises, dans la banque, on se plaignait, on murmurait, on acceptait avec une sympathie équivoque et douteuse le récit de nos triomphes. Les grands succès qui avaient signalé le début de la campagne, et que l'empereur avait calculés d'avance sous la tente de Boulogne, étaient représentés en secret comme des victoires achetées au prix de l'or, et fort peu honorables pour nos soldats. Le capitaine anglais Thomas Wright, qui avait figuré dans l'affaire de Georges, se suicida, dans la prison du Temple, au récit de nos victoires, destinées à lui fermer pour longtemps encore le retour dans la patrie. On répandit le bruit que Napoléon avait fait étrangler ce prisonnier, comme Pichegru; et l'Angleterre ajouta foi à cette odieuse calomnie. On parlait de la catastrophe de Trafalgar sans ménagement pour la fortune de Napoléon, et sans respect pour le malheur de notre marine; mais surtout

Oct. 1805.

Difficultés
que le
gouverne-
ment
rencontre.

Oct. 1805. on se préoccupait de la crise commerciale qui pesait sur le pays, et que ne compensait point assez la gloire des armes. Comme il avait fallu avoir recours à des expédients financiers pour fournir aux frais de la guerre, et comme on ne pouvait encore réaliser les bénéfices de la paix, on ne savait où trouver l'argent nécessaire aux transactions. L'empereur, à son départ, avait épuisé les réserves de la Banque; et comme cet établissement se voyait contraint, par la panique des capitaux, d'échanger en espèces sonnantes tous ses billets, il se trouvait à la veille d'une banqueroute désastreuse, et qui aurait ruiné le crédit public. Le papier de la Banque n'avait point un cours forcé. A une époque plus récente et bien autrement difficile, on a pu s'aviser de cet expédient extrême, et l'on s'en est bien trouvé : mais alors le souvenir des assignats répandait la crainte, et discréditait d'avance toute opération de ce genre. La crise fit donc des progrès rapides. On se précipita en foule à la Banque pour échanger les billets. L'autorité fut réduite à publier une ordonnance de police qui défendait à tout individu de se présenter devant la Banque sous prétexte de réaliser des valeurs, à moins qu'il ne fût porteur d'un numéro ou d'un bulletin délivré par le maire de son arrondissement. Ceux qui contreviendraient à cette disposition devaient être considérés comme fauteurs d'attroupements et déferés à la justice. La Banque prit un autre moyen : elle n'eut qu'un bureau d'échange; et comme on comptait les écus avant de les livrer, elle réussit à ne payer que 130,000 francs par jour, ce qui lui permettait de

Crises
financières.

Fâcheuse
situation
de la banque.

Expédients.

faire face à l'échange des billets pendant un long terme. Cependant l'agiotage n'y perdait rien : les rues étaient pleines d'échangeurs qui escomptaient à 13 pour 100. L'inquiétude allait donc croissant, malgré les précautions de la police, et l'on était convaincu que le trésor ne pourrait remplir ses engagements. Il avait fallu de grands efforts pour arriver à payer le semestre de la dette.

La Banque, compromise par de fausses mesures financières dont le ministre du trésor public, M. Barbé-Marbois, avait pris l'initiative, déclara au gouvernement ses embarras, et le cabinet tint conseil. M. Barbé-Marbois reprocha assez injustement à la Banque une situation dont, avant tout, le gouvernement était responsable ; puis il expédia des agents du trésor dans les départements, avec ordre aux receveurs généraux de se dessaisir, au profit de la Banque, de tous les fonds dont ils n'auraient pas absolument besoin pour assurer les services publics. Le ministère approuva ensuite les mesures que cet établissement avait prises pour maintenir sa réserve métallique, et pour retarder du moins l'écoulement des espèces. Ces mesures équivalaient à une suspension de paiement déguisée. Quoi qu'il en soit, les ordres de M. Barbé-Marbois amenèrent à la Banque deux millions en numéraire. C'était peu pour faire face aux difficultés de la situation ; mais les banquiers de Paris, dont tant de fois il a été de mode de suspecter le patriotisme, consentirent à s'imposer de grands sacrifices pour venir en aide à un établissement dont les périls réagissaient sur l'empire. On n'empêcha point les ban-

Oct. 1805.

queroutes particulières, qui se succédèrent rapidement tant à Paris que dans les provinces (1); mais on prévint une crise fatale qui aurait ruiné pour jamais les bases du crédit public. On comptait d'ailleurs sur le terme d'une difficulté que la guerre avait fait naître, et qu'une paix glorieuse, conquise par l'empereur, devait tôt ou tard terminer. Ces espérances ne furent point déçues; mais, pour le moment, leur réalisation semblait incertaine, et l'attitude politique de la Prusse donnait lieu à de sérieuses préoccupations.

Commence-
ments
de rupture
avec la
Prusse.

Le cabinet de Berlin avait vu avec un profond déplaisir la violation du territoire d'Anspach, du moins il avait affecté les apparences de l'indignation; or, il est permis de penser qu'au fond il n'était guère fâché d'une offense qui lui fournissait, à l'égard de la France, un prétexte sérieux de rupture, prétexte que la Prusse saurait bien faire valoir si la fortune se montrait contraire à Napoléon. La situation était bonne pour la Prusse. Peu de jours avant la violation du territoire d'Anspach, cette puissance s'était opposée à ce que l'armée russe traversât la Silésie. Pendant plusieurs jours, les portes du palais de Frédéric-Guillaume furent fermées à l'envoyé de la France et au général: il fut même question de leur délivrer des passe-ports. L'opinion, stimulée dans ce sens, ne tarda pas à s'associer aux ressentiments du roi. Il fallut peu de peine, à Berlin, pour soulever les esprits contre la France; et l'on vit le duc de Brunswick,

(1) Ce fut à cette époque qu'eut lieu la faillite de M. Récamier, homme intègre et justement estimé.

homme d'État plein de réserve, et le vieux maréchal de Mollendorff, l'un des partisans avoués de notre alliance, se prononcer avec énergie contre Napoléon. Le baron de Hardenberg lui-même, le chef du cabinet, se crut personnellement outragé dans cette affaire, et il ne craignit pas de prendre à tâche d'envenimer la passion publique.

L'empereur Napoléon avait écrit au roi de Prusse au sujet de la violation du territoire d'Anspach. Il aurait pu se répandre en excuses officielles, protester de ses regrets, et imputer tous les torts au maréchal Bernadotte : ce sont là des mensonges que la diplomatie colore du nom moins sévère de précautions adroites. Mais l'empereur céda à d'autres inspirations ; il affecta de ne considérer l'incident que comme une affaire de médiocre importance, et qui ne devait donner lieu à aucune explication sérieuse. C'était s'exposer à froisser de plus en plus des gens qui ne demandaient qu'à entasser des sujets de plainte. On se récria vivement à Berlin : « Le roi de Prusse, dit M. de Hardenberg à notre ambassadeur, le roi de Prusse n'est pas un roi de Naples ; et s'il avait la faiblesse de se résigner à ce rôle, tout ce qu'il y a d'hommes d'honneur en Prusse lui rappelleraient la dignité de son rang. » De leur côté, les ministres d'Autriche, d'Angleterre et de Russie intervinrent auprès de Frédéric-Guillaume. Ce prince avait souvent dit autrefois qu'il se prononcerait contre la première des puissances belligérantes qui attaquait sa neutralité : on le somma de tenir parole. L'ambassadeur français et le grand maréchal cher-

Oct. 1805. chèrent à calmer les ressentiments du roi de Prusse. Ils lui rappelèrent que son prédécesseur avait permis à toutes les parties belligérantes d'emprunter pour leurs armées le passage sur les territoires que la Prusse possédait en Franconie; ils alléguèrent que les Bavares et les Autrichiens avaient eux-mêmes méconnu la neutralité de ces principautés, et ils demandèrent pourquoi la France aurait seule été tenue de respecter un pays ouvert à tout le monde, à ses alliés et à ses ennemis? Ces raisons étaient au moins spécieuses : à une autre époque, on aurait pu les accepter; en ce moment, il fallait céder à l'exaspération de l'opinion publique, ou, pour mieux dire, on voulait paraître contraint de lui obéir. Être gravement outragé par la France, c'était pour la cour de Berlin une heureuse fortune qui lui permettait, en cas de revers subis par nos troupes, de se prononcer avec énergie contre nous.

Démarches
significatives
du
roi de Prusse.

Le gouvernement prussien fit plus encore que de se réserver une éventualité favorable : dans un conseil tenu à Postdam, il fut décidé que la Prusse tiendrait compte à la Russie de l'avantage que la France venait de prendre en traversant le margraviat d'Anspach. Le général Kalkreuth fut dépêché à Pillaw, pour annoncer à l'empereur Alexandre que le roi l'autorisait à faire passer ses troupes à travers la haute Silésie et le Lauenbourg. Par suite de cette concession, une armée russe se dirigea de Varsovie sur la Silésie. Peu de temps après, les Russes et les Suédois obtinrent de la Prusse qu'on ne s'opposerait pas à ce qu'ils débarquassent à Stralsund, pour mar-

cher ensuite sur le Hanovre. Les ennemis de la France se hâtèrent de profiter de cette permission.

Oct. 1805.

Le roi de Prusse annonça ensuite à Napoléon, par voie diplomatique, qu'il se considérait comme dégagé désormais de toute obligation antérieure en ce qui concernait la neutralité du nord de l'Allemagne ; et que, ne pouvant plus s'en rapporter qu'à lui-même du soin de veiller à la protection de ses peuples, il allait faire prendre à ses armées la position que réclamaient les intérêts de la sécurité de la Prusse : c'était faire pressentir un mouvement offensif contre la France ; mais le roi de Prusse ne se borna pas à cette menace, et il donna à ses troupes l'ordre d'entrer dans le Hanovre, et de s'établir dans ce pays, déjà occupé par les Français. L'empereur Napoléon se montra fort irrité de cette démonstration agressive ; il ne dissimula point qu'elle lui paraissait présenter les caractères d'un outrage, et il écrivit à l'un des ministres de l'électeur de Bavière : « Je ne pense pas que les Prussiens aient l'audace de se porter en Hanovre pour y arracher mes aigles : cela ne pourrait se faire qu'avec du sang. Les drapeaux français n'ont jamais souffert d'affront. Je ne tiens pas au Hanovre, mais je tiens plus à l'honneur qu'à la vie. » Et sur-le-champ il expédia l'ordre de résister aux Prussiens, s'ils osaient vouloir nous contraindre d'évacuer le Hanovre. La hardiesse du cabinet de Berlin n'allait point encore jusque-là. D'ailleurs, les événements avaient marché en Bavière : Ulm s'était rendu, et la Prusse entrevoyait que la victoire pourrait bien encore de-

Attitude
énergique
de
Napoléon.

Oct. 1805. meurer fidèle à Napoléon. Le roi Frédéric-Guillaume renonça à ses projets sur le Hanovre.

Traité secret
entre
la Prusse
et le czar.
Entrevue
des deux
souverains
à Postdam.

Le parti qui poussait ce prince à la guerre était loin de s'accommoder de cette résolution prudente. Pour réveiller la colère assoupie de Frédéric-Guillaume, on fit secrètement appel au czar Alexandre, et on le pressa de se rendre à Berlin. L'empereur de Russie arriva, le 25 octobre, dans la capitale de la Prusse, sans être attendu. Le roi vint recevoir son hôte au bas de l'escalier, et les deux souverains s'embrassèrent. La reine Louise, belle et jeune, était présente à cette entrevue. Elle vit avec bonheur apparaître l'homme puissant qui pouvait venger la Prusse de ses humiliations, et elle laissa éclater une émotion bien naturelle, qui fut malignement interprétée. L'empereur Alexandre, sous les dehors d'une âme expansive et chevaleresque, cachait la finesse cauteleuse d'un Tartare : il n'épargna ni soins, ni bonnes grâces, ni flatteries, pour gagner à la cause de la guerre le roi et ses ministres ; et la reine se laissa aller plus que les autres à cet entraînement d'une nature courageuse et dévouée. Elle n'en fut que plus tristement déchirée par la calomnie.

Sur ces entrefaites, l'archiduc Antoine arriva à Berlin ; il y apporta la nouvelle des désastres de l'armée de Mack, et la fâcheuse prévision de l'invasion prochaine de l'Autriche par la France. Les souverains eurent diverses entrevues à Postdam, et ils donnèrent un libre cours à leur douleur. Cependant le roi de Prusse hésitait encore : il craignait d'attirer sur

son royaume un orage formidable; il insistait pour obtenir de nouveaux délais. Enfin, le 3 novembre, un traité secret fut signé à Postdam entre le roi, le czar et l'archiduc Antoine. En vertu de cette convention, la Prusse s'engagea à intervenir, comme médiatrice armée, entre la France et les puissances coalisées : avant d'en venir aux hostilités, elle devait soumettre à l'empereur Napoléon un plan de pacification générale, basé en partie sur les dispositions du traité de Lunéville, et qui stipulerait le rétablissement du royaume de Sardaigne, l'indépendance de la Suisse et de la Hollande, l'évacuation de l'Italie, une meilleure frontière pour l'Autriche, et la séparation immédiate, en fait comme en principe, des couronnes de France et d'Italie. Le 15 décembre, si Napoléon n'avait point accédé à ces propositions, la Prusse se joindrait à la coalition contre la France. Ce terme était encore éloigné; en six semaines, les progrès de Napoléon au cœur de l'Autriche pouvaient amener des résultats incalculables : mais le roi de Prusse comptait sur l'imprévu, et il espérait intérieurement que d'ici là les événements de la guerre auraient tranché la question entre la France et ses ennemis. En attendant, la Prusse forma trois armées principales : l'une, de vingt mille hommes dans la Westphalie, sous les ordres de l'électeur de Hesse; la seconde, en Franconie, de soixante mille hommes, sous le commandement du prince de Hohenlohe; la troisième, de cinquante mille hommes, à la tête de laquelle devait être placé le duc de Brunswick, avait pour mission de garantir la basse Saxe. Trois autres corps de ré-

Armements
de
la Prusse.

Nov. 1805. serve se rassemblèrent en outre dans les Marches et en Silésie. Le comte de Haugwitz fut chargé de se rendre au quartier général de Napoléon, et de lui notifier les bases de pacification proposées par le roi Frédéric-Guillaume : ce diplomate avait ordre de ne poser aucune condition qui présentât le caractère rigoureux d'un ultimatum ; on lui laissait beaucoup de latitude, et les prétentions de la Prusse, dont il était l'organe, devaient s'élever ou décroître, selon que fléchirait ou grandirait la fortune de Napoléon.

La nuit même qui suivit la ratification de ce traité fut témoin d'une manifestation dramatique et solennelle. L'empereur Alexandre voulut visiter la tombe du grand Frédéric, dans l'église de la garnison, à Postdam. Le roi et la reine de Prusse accompagnèrent leur hôte dans cette excursion nocturne ; l'heure, le lieu, la lueur des torches, les graves événements politiques auxquels cet incident se rattachait, toutes ces circonstances impressionnaient vivement les âmes. Les souverains se prosternèrent devant le tombeau de l'homme qui, bien que mort, semblait encore être le palladium de la Prusse : après avoir prié, ils se relevèrent, et, s'étant jetés dans les bras l'un de l'autre, ils se jurèrent une éternelle amitié. Le czar partit ensuite pour aller se mettre à la tête de ses armées. Quand la nouvelle de ces événements parvint à Napoléon, il venait d'apprendre le désastre de Trafalgar, et les rapports qu'il recevait de France lui causaient d'aussi vives inquiétudes. D'un coup d'œil il mesura les difficultés de la situation, et ne les jugea point trop grandes pour son génie et pour sa gloire.

Résolution
de l'empereur
Napoléon.

Persisterait-il dans le projet d'envahir les États héréditaires de l'empereur d'Autriche? Jugerait-il, au contraire, que la détermination hostile de la Prusse le forçait de rétrograder sur le Rhin, pour ne point se voir enveloppé par l'Autriche, la Russie et la Prusse tout ensemble, et pour maintenir jusqu'au bout ses communications avec la France? Fabius, Turenne, Montecuculi, les grands tacticiens de l'antiquité et des temps modernes, n'eussent point hésité à prendre le dernier parti : les règles de l'art de la guerre ne leur auraient pas permis de s'avancer à l'aventure dans un pays ennemi, où les auraient attendus deux fortes armées, pour s'exposer à voir manœuvrer sur leurs derrières d'autres armées survenant à l'improviste; mais le génie des conquérants s'affranchit, quand il le faut, de ces lois vulgaires : César, Alexandre, Charlemagne et Napoléon eurent des heures d'illumination soudaine, dont l'histoire ne peut discuter la puissance et l'étendue, parce que le succès les a justifiées. L'empereur vit que la Prusse avait peur, même dans sa menace, et qu'elle agirait sans énergie : il continua la campagne comme s'il se fût agi d'une bataille isolée, en manœuvrant pour détruire l'un après l'autre tous ses ennemis avant qu'ils eussent eu le temps de se réunir. Il se dit que plus il occuperait de terrain, plus il envahirait de provinces, plus aussi il faudrait d'efforts à la Prusse pour neutraliser ses conquêtes. C'est pourquoi il n'hésita pas à diriger contre Vienne toutes les forces que les habitudes de la tactique lui conseillaient de faire rétrograder sur le Rhin : et il eut raison.

Oct. 1805.

Suite
des
opérations
militaires
en
Allemagne.

Le 30 vendémiaire (22 octobre), le lendemain de la capitulation d'Ulm, Napoléon s'était rendu à Augsbourg, où il fut suivi par un bataillon de sa garde. Lorsque cette troupe d'élite entra dans la ville, la population fut frappée d'un spectacle imposant : les quatre-vingts grenadiers qui marchaient en tête portaient chacun un drapeau pris à l'ennemi. Le 2 brumaire (24 octobre), à neuf heures du soir, l'empereur fut reçu à Munich triomphalement, et comme le libérateur de la Bavière. Le corps de Bernadotte avait pris position autour de la ville ; Napoléon lui donna l'ordre de se porter sur Wasserbourg, et d'y passer l'Inn. Le 6 brumaire, le corps d'armée franchit la rivière, et s'établit sur la rive droite, à Altenmarkt. Le 7, les divisions bavares suivirent ce mouvement : ce jour-là même, Bernadotte établit son quartier général à Wegin ; une partie de ses forces marcha sur Dittmaning, afin de remonter ensuite la Salzach par la route de Lauffen, vers Salzbourg. Cette dernière position est fort importante ; là aboutissent les routes de Reichenhall dans la vallée sur Impruck, d'Halleim sur Villach, d'Ischel sur Léoben, de Wels par Vocklabruck, et de Braunau par Frankeumarkt. Tout portait à croire que l'ennemi en défendrait les approches, en prenant position derrière la Saal : cependant, sur ce point, la résistance fut de courte durée ; quelques coups de canon suffirent pour contraindre les Autrichiens à se replier ; et le corps d'armée de Bernadotte, après avoir franchi la Saal, continua son mouvement sur Salzbourg. Le général autrichien Kienmayer, qui était chargé de défendre le pays, avait

reçu quelques renforts ; on pensait qu'il se retrancherait derrière la Salzach, en appuyant sa gauche sur les milices du Tyrol ; mais il ne se crut pas en mesure de contenir le mouvement de Bernadotte et de retarder la marche des autres colonnes de la grande armée, qui se portaient sur Braunau et menaçaient Lintz. Le 8 brumaire, la ville de Salzbourg fut occupée par nos troupes, et la réserve du corps de Bernadotte s'établit à Nounberg, vers Heilbrunn.

Le corps d'armée aux ordres de Davoust, et la réserve de cavalerie ayant le prince Murat à sa tête, se dirigèrent sur l'Inn, et franchirent cette rivière. Le maréchal Lannes, après avoir descendu l'Iser, marcha sur Braunau par la route de Landshut. Le corps du général Marmont, s'avancant par la route d'Horlkofen et d'Erding, arriva à Vilsbibourg et à Binabibourg : le même jour (6 brumaire), le maréchal Ney, quittant les bords du Danube, arriva à Landsberg. Le quartier général de l'empereur fut établi à Haag. Le 7 brumaire, Murat fit cinq cents prisonniers à l'arrière-garde autrichienne : le lendemain, il l'atteignit de nouveau à Lambach, sur les bords de la Traun. Une division russe vint au secours du corps allemand ; mais la réserve de cavalerie, bien secondée par la division d'infanterie du général Bisson, chargea l'ennemi, et le rejeta en désordre sur la rive droite. Les Russes prenaient part pour la première fois à la lutte, et leur début ne sembla pas heureux : on doit dire que le général Kutusoff n'avait point encore voulu engager toutes ses forces ; en face d'un ennemi victorieux et supérieur en nombre, il préférait rester sur

Nov. 1805.

la défensive, et attendre les renforts qu'allait lui amener le général Buxhofden, autre lieutenant du czar. Le 11 brumaire (2 novembre), le maréchal Bernadotte était à Salzbourg, le maréchal Davoust à Lambach; le maréchal Soult arrivait à Welz, le maréchal Lannes à Lintz; le général Marmont tournait la position de la rivière de l'Enns.

Suite
des
opérations.
—
Fatigues
de la guerre.

Ainsi les conquêtes s'opéraient au pas de course. L'armée ayant quitté le territoire de la Bavière, cessait de peser sur les alliés de la France, et occupait des provinces autrichiennes. Elle s'avancait par un pays accidenté, couvert de bois et coupé de rivières. Vers l'une de ses extrémités, elle était couverte par le corps de Bernadotte; vers l'autre, par le maréchal Ney, qui manœuvrait dans le Tyrol : elle avait le Danube à gauche, les Alpes à droite; elle laissait en arrière l'électorat qui lui servait de réserve, et plusieurs places importantes, telles que Braunau, dans lesquelles on avait trouvé d'immenses approvisionnements et des ressources précieuses pour les malades et les blessés. Le 14 brumaire, l'empereur établit son quartier général à Lintz : les avant-gardes se portèrent sur l'Enns, et franchirent sans obstacle cet affluent du Danube. Ces marches et ces contre-marches fatiguaient beaucoup nos soldats, mais sans les décourager. On était dans la saison des pluies; il fallait traverser des chemins rompus et couverts d'une boue épaisse; l'artillerie manœuvrait à peine; les chevaux refusaient leur service; le pays était épuisé de vivres par les armées austro-russes, qui se repliaient, presque sans combattre, en avant des nôtres. Il fallait,

pour résister aux obstacles du chemin et aux longues épreuves de la campagne, toute cette confiance qui n'abandonnait jamais les troupes françaises marchant ou combattant sous les yeux de l'empereur. Napoléon donnait lui-même l'exemple de la patience : il était à la fois soldat et capitaine, et personne n'osait se plaindre lorsqu'il consentait à souffrir.

Napoléon appréhendait que l'archiduc Charles, se dérobant, par une retraite hardie, aux attaques de Masséna, ne vînt se jeter en Bavière, après avoir rallié à lui le corps d'armée de l'archiduc Jean, alors campé dans le Tyrol : au moyen de cette combinaison, l'armée autrichienne, alors occupée à guerroyer en Lombardie, aurait pu tomber sur les flancs de la grande armée, et la contraindre à suspendre son mouvement sur Vienne. Nous avons vu plus haut que, grâce aux impétueuses attaques de Masséna, l'archiduc Charles se voyait réduit à rétrograder de poste en poste, et ne pouvait guère songer à venir, à travers les Alpes, atteindre et provoquer sur le Danube un adversaire plus redoutable encore. En attendant, la retraite des Austro-Russes continuait toujours, mais elle s'opérait en bon ordre.

Le maréchal Bernadotte, manœuvrant sur les ailes de l'armée, et couvrant toujours sa marche du côté des montagnes, quitta Salzbourg et marcha sur Wocklabruck ; il laissait derrière lui, à Salzbourg, une brigade bavarroise, et il envoyait sur sa droite des partis de cavalerie, avec mission d'éclairer l'extrême droite vers les Alpes Carniques. Il avait chargé une division bavarroise, aux ordres du général Deroi, d'observer

Événements
militaires
dans
le Tyrol
et dans les
provinces
monta-
gneuses.

Nov. 1805.

la route d'Innsbruck. Cette troupe, digne de combattre sous les drapeaux de la France, rencontra à Lover un corps d'armée que l'archiduc Charles avait détaché de l'armée d'Italie, et qu'il envoyait en Bavière : ce corps était posté dans les montagnes, ayant à gauche et à droite des hauteurs inaccessibles, garnies de redoutes et couvertes de chasseurs tyroliens, tireurs habiles, qui connaissaient tous les sentiers. Le général Deroi donna l'ordre d'attaquer l'ennemi : les Bavaois ne balancèrent point à obéir ; forts de leur audace, ils surmontèrent tous les obstacles, se rendirent maîtres des trois redoutes, et enlevèrent à l'ennemi six cents hommes et deux pièces de canon. Cette victoire leur coûta beaucoup de monde ; mais ils se trouvèrent heureux, même à ce prix, d'avoir dignement rivalisé de courage avec les soldats de Napoléon.

L'autre division bavaoise, aux ordres du général de Wrède, était en position à Rechl : elle se porta sur Franckenmarkt ; les divisions Kellermann, Rivaud et Drouet, l'appuyèrent : ces troupes passèrent la Traun, et arrivèrent, le 15 brumaire, à Steyer, ville autrichienne, située à quelques lieues du Danube, sur la rive droite, au lieu où la rivière de Steyer se jette dans l'Enns.

Opérations
en avant
de Vienne.

Le général Kutusoff, après avoir abandonné la ligne de l'Enns, la seule qui désormais pût couvrir la capitale des États héréditaires, continua son mouvement de retraite par la grande route de Lintz à Vienne : il avait fait prendre position à une partie de son armée sur les hauteurs d'Amstetten. Murat avec sa cavalerie, et Oudinot avec ses grenadiers, attaquè-

rent résolûment l'ennemi. Le combat fut opiniâtre ; mais les Austro-Russes se retirèrent après avoir perdu quatre cents morts, et en laissant quinze cents prisonniers au pouvoir des Français. Plusieurs affaires qui eurent encore lieu auprès de Treystadt, de Mattahausen et de Wegen, nous rendirent maîtres de magasins considérables, et accrurent le nombre de nos prisonniers. Le 17 brumaire, Murat établit son quartier général dans l'abbaye de Moleck, que venait de quitter l'empereur d'Allemagne. Deux jours après, Napoléon s'établit lui-même dans cette position. Comme il se trouvait encore à Lintz, le comte de Guilay, général autrichien, s'était rendu auprès de lui, porteur d'une lettre de l'empereur François II, qui demandait un armistice. L'empereur des Français reconnut sans peine qu'on voulait gagner du temps, et permettre aux troupes russes, alors en marche sur la Moravie, de se porter sur Vienne, et de couvrir cette capitale. Il répondit, avec une juste fermeté, que le chef d'une armée de deux cent mille hommes, victorieuse sur tous les points, ne traitait pas d'armistice avec le chef d'une armée vaincue et fugitive. L'empereur François se vit alors réduit à quitter Vienne.

Nov. 1805.

L'ennemi
demande
un armistice
qui
est refusé.

Si l'on jette les yeux sur la carte, on voit que cette capitale est protégée à l'ouest et sur la rive droite du Danube par des hauteurs qu'on appelle le Kahlenberg, et qui, se rattachant d'un côté à la chaîne des Alpes de Styrie, viennent expirer, de l'autre, au bord du fleuve, et ne laissent sur ce point qu'un passage étroit, et facile à défendre contre une armée d'in-

Les Français
menacent
Vienne.

Nov. 1805.

vasion. En avant du contre-fort de Kahlenberg, à mi-côte, s'étend la position de Saint Polten, au-dessous de laquelle coule la Trasen, l'un des affluents du Danube, et où l'on arrive également par un embranchement qui se rattache à la grande route d'Italie à Vienne. A l'extrémité de cette position, le pont de Krems, établi sur le Danube, permettait aux armées russes et autrichiennes de se mettre en communication avec la rive gauche du fleuve, et d'y attendre les réserves qui devaient venir de Bohême. Napoléon présuma que l'ennemi essaierait au moins de tirer parti des avantages de cette position, et de lui présenter la bataille, dans l'espoir de sauver la ville de Vienne. Pensant toujours que les archiducs, occupés à guerroyer dans le Tyrol et en Italie, pourraient déboucher sur le flanc droit de son armée par la route de Styrie qui passe à Léoben, il envoya sur ce point le corps du général Marmont, auquel il enjoignit de manœuvrer de manière à barrer le passage aux archiducs, s'ils se portaient sur Linz, ou de prêter la main à Masséna, dans le cas où le prince Charles se rejetterait sur la Hongrie par les routes du Frioul. L'empereur prescrivit ensuite au maréchal Davoust de tourner la position de Saint Polten; les corps des maréchaux Bernadotte, Soult et Lannes, la cavalerie de Murat et la garde impériale, furent destinés à combattre de front l'armée ennemie qui oserait nous attendre sur ce point.

Mouvements
combinés
des différents
corps.

Il importait de maintenir les communications de l'armée avec la rive gauche du Danube : plus on approchait de Vienne, plus les réserves ennemies, dé-

bouchant de Moravie ou de Bohême, pouvaient menacer nos ailes. Le maréchal Mortier, à la tête des divisions Dupont et Gazan, détachées des corps des maréchaux Ney et Lannes, eut ordre de passer le fleuve à Lintz et de manœuvrer sur la gauche. Pour relier sans cesse l'une à l'autre les deux grandes colonnes qui opéraient sur les deux rives, l'empereur forma une grande flottille, qu'il chargea de vivres, de munitions et de tous les hommes fatigués, et qui, en descendant le Danube, pouvait jeter à volonté, sur l'un ou l'autre bord, huit ou dix mille soldats. Le capitaine Lostanges, officier des marins de la garde, fut mis à la tête de cette flottille. Ainsi le corps de Marmont couronnait les Alpes du côté de la Styrie; le corps de Davoust manœuvrait à moitié de leur hauteur pour déborder la gauche des Austro-Russes, que l'empereur supposait devoir tenir sur le plateau de Saint-Polten; les corps de Soult, de Lannes, de Bernadotte, la garde impériale, et la réserve de cavalerie commandée par Murat, formaient la principale colonne, et s'avançaient sur la rive droite du Danube; le corps de Mortier opérait sur la gauche; une flottille reliait entre elles les deux ailes inégales de la grande armée : telle était la situation. Pour l'assurer davantage contre toute surprise, l'empereur fit diriger des reconnaissances sur les frontières de la Bohême, par Katzbach, Galneykirchen et Freystadt.

Les Russes, inférieurs en nombre, ne tentèrent pas de nous livrer bataille à Saint-Polten; ils se bornèrent à ralentir la marche des Français en brûlant les ponts, en livrant des combats d'arrière-garde; puis,

Les Russes
repassent
le Danube.

Nov, 1805. lorsqu'ils crurent avoir assez fait pour la sécurité de Vienne, ils passèrent précipitamment le Danube à Krems, soit pour tenir tête au corps d'armée de Mortier, soit pour donner la main à l'armée de l'empereur Alexandre, qui venait d'entrer en Moravie. Autrichiens et Russes s'entendaient fort mal : les Russes reprochaient à leurs alliés leur découragement et leur faiblesse ; les Autrichiens se plaignaient de l'arrogance et de la férocité des Moscovites. Cependant, le 19 brumaire, l'avant-garde de l'armée française arriva à deux marches de Vienne, et le chemin de cette capitale semblait ouvert.

Combat
de
Marienzell.

Le corps du maréchal Davoust, parti de Steyer, s'était dirigé sur Naydoffen et Marienzell. A peu de distance de cette dernière ville, il rencontra une division autrichienne aux ordres du général Meerfeldt, qui se portait sur Neustadt pour couvrir Vienne de ce côté. Le général Heudelet, commandant l'avant-garde du maréchal, aborda avec résolution la colonne ennemie, la mit en déroute et la poursuivit l'espace de plusieurs lieues. Dans ce combat, l'ennemi perdit trois drapeaux, seize canons, quatre cents prisonniers et nombre de morts. Le maréchal Davoust, survenant à son tour, compléta la victoire obtenue par son avant-garde, et le général Meerfeldt se vit réduit à fuir avec une poignée d'hommes.

Opérations
dans
le Tyrol.

Sur ces entrefaites, le maréchal Ney, qui opérait dans les montagnes du Tyrol, compléta sur ce point les succès de la grande armée. Il enleva les forts de Scharnitz et de Neustark, après les avoir habilement tournés. L'attaque de Scharnitz fut une occasion de

gloire pour le 69^e régiment de ligne, qui déjà s'était distingué au combat d'Elchingen. Cette troupe audacieuse avait à emporter de vive force des positions protégées par des rochers à pic, dont la hauteur s'élevait à plusieurs centaines de pieds au-dessus de la plaine. L'ennemi, fort bien retranché, faisait pleuvoir sur les Français des balles et d'énormes blocs de pierre. Nos soldats attachèrent leurs havre-sacs sur leur tête, en guise de boucliers ; ils gravirent ensuite les rochers en se retenant aux arbustes, aux racines, et en enfonçant leurs baïonnettes dans les crevasses. Arrivés sur le plateau, et méprisant la fusillade et la mitraille, ils se rangèrent en bon ordre et escaladèrent le fort. Cette affaire nous livra dix-huit cents prisonniers et seize pièces de canon. Le lendemain, le maréchal Ney entra dans Inspruck. Là, de grands arsenaux et seize mille fusils tombèrent en notre pouvoir.

Une scène noble et touchante succéda aux luttes de la guerre. Dans la dernière campagne, le 76^e régiment de ligne avait perdu deux drapeaux, tombés aux mains de l'ennemi dans le pays des Grisons. On sait combien la religion du drapeau a d'empire sur les âmes. Le vieux régiment s'était cru à demi déshonoré par une perte qu'il ne fallait attribuer qu'aux intempéries de la saison d'hiver et aux accidents multipliés d'une guerre de montagnes. C'était pour ce corps une cause permanente de remords et de regrets. Voilà qu'en parcourant les salles de l'arsenal d'Inspruck, un officier français reconnut les étendards, objets de cette douleur généreuse. Il les

Le 76^e
de ligne
retrouve
ses drapeaux
à Inspruck.

Nov. 1805. signala aux soldats, et tous ces braves accoururent pour contempler des trophées qui allaient en quelque sorte faire disparaître le souvenir de leur revers. En quelques instants les deux drapeaux furent entourés, on les contempla longtemps avec un étonnement silencieux ; puis des sanglots éclatèrent au milieu de cette troupe d'hommes au cœur de bronze, habitués à donner ou à recevoir la mort. Le maréchal Ney, témoin de cette scène, fut profondément ému : il rendit au 76^e de ligne ses drapeaux tant de fois regrettés, et les soldats jurèrent de ne les quitter désormais qu'à la mort : le serment fut répété par les jeunes conscrits, qui, étrangers à la perte de ces glorieuses enseignes, avaient, par leur courage, contribué à les rendre à l'armée et à la France. Un tableau, aujourd'hui exposé à tous les regards dans les galeries de Versailles, a transmis aux générations futures le souvenir de cette scène mémorable (16 brumaire — 7 novembre).

Deux jours après, le maréchal Ney se mit à la poursuite des Autrichiens, et les chassa successivement des postes qu'ils gardaient dans le Tyrol : il occupa Botzen, Brixen et Clausen, et réussit à fermer au général Jellachich, qui défendait le Voralberg, toute retraite à travers les montagnes de l'est ; en même temps le maréchal rejeta dans la vallée de la Brenta ce corps d'armée de six mille hommes que commandait le prince de Rohan, et dont nous avons raconté la défaite lorsque nous avons mentionné les opérations des armées de Masséna et de Gouvion-Saint-Cyr, dans la haute Italie.

Le septième corps de la grande armée, aux ordres du maréchal Augereau, était entré en ligne quelques semaines après les autres divisions : ce corps avait été formé à l'aide des troupes qui, lors des préparatifs contre l'Angleterre, occupaient les côtes de l'Océan en arrière de Brest ; il n'avait pu arriver à sa destination que vers la fin de vendémiaire, au moment de l'affaire d'Ulm. Il reçut l'ordre de franchir le Rhin, d'entrer dans le Voralberg, et de rejeter sur le Tyrol les troupes de Jellachich, auxquelles le maréchal Ney barrait le passage de l'autre côté des montagnes. Augereau se hâta d'obéir : il pénétra dans le Brisgau, franchit les défilés de la forêt Noire, s'avança sur le lac de Constance, s'empara de Lindau et de Bregentz, et marcha ensuite vers Feldkirch, où se trouvait massé le corps d'armée de Jellachich. Le général autrichien se voyant resserré entre un double ennemi, et ne pouvant espérer de conquérir son salut par les armes, demanda immédiatement à capituler. On accéda à sa prière, et les troupes qui étaient placées sous ses ordres obtinrent la permission de se retirer en Bohême, avec promesse de ne point servir contre les Français avant la fin de la guerre. Quelques milliers d'hommes, commandés par le général Wartensleben, réussirent à s'échapper en dérobant leur marche au corps d'Augereau, et gagnèrent la Bohême par les routes de la Franconie. Le maréchal Augereau se replia ensuite vers la Souabe, où il se tint à la disposition de l'empereur.

On a vu plus haut que le corps d'armée qui venait d'être placé sous le commandement du maréchal

Nov. 1805.

Augereau
entre dans
le Voralberg.

Nov. 1805.

Glorieuse
affaire
de
Diernstein.

Mortier avait reçu pour mission d'opérer sur la rive gauche du Danube, et de couvrir la grande armée du côté de la Bohême et de la Moravie. Après avoir traversé le fleuve à Lintz, le maréchal suivit un chemin de halage qui conduit à Stein et à Krems ; c'était une voie étroite et peu praticable pour une armée en campagne. En arrivant au-dessus de Spitz elle se resserre encore, et jusqu'à Diernstein elle ne donne passage qu'à deux hommes marchant de front. Au-dessous le Danube suit son cours, et baigne une rive toujours escarpée.

Le maréchal marchait en tête avec la division Gazan, forte d'à peu près cinq mille hommes ; il n'avait pour artillerie que deux pièces de canon qu'il faisait transporter sur le fleuve, parce qu'elles ne pouvaient suivre la voie de terre. La division Dupont venait ensuite, mais à une journée de distance. Soudain le maréchal Mortier et la division Gazan rencontrèrent l'armée russe, qui, au lieu de livrer bataille à Napoléon sur les hauteurs de Saint-Polten, avait dû, par ordre de Kutusoff, franchir le Danube au pont de Krems, et se jeter sur la rive gauche. Une poignée de Français allait avoir à combattre trente mille Moscovites.

Au village de Diernstein, le chemin de halage, dont nous avons parlé, se divise en deux branches : l'une, serpentant au bord du fleuve, conduit au village de Loiben ; l'autre s'écarte, et traverse une campagne couverte de vignes ; au-dessus de Loiben, les deux branches se réunissent, et forment le chemin qui conduit à Stein. Le 19 brumaire, la division s'étant avan-

cée au delà de Diernstein, se plaça à la gauche de Nov. 1805.
Loiben, situé au bord du Danube. Le général Schmidt, quartier-maître général de l'ennemi, ayant appris, par les espions la marche aventureuse de la division Gazan, avait donné l'ordre de laisser avancer sans obstacle cette colonne jusque dans le bassin de Diernstein, que des hauteurs couronnent de toutes parts, et où il se proposait de lui faire mettre bas les armes ; mais les soldats de Napoléon allaient montrer à l'ennemi ce qu'on doit oser à la guerre avant de consentir à une capitulation, fût-elle la plus honorable de toutes.

Pendant la nuit le maréchal Mortier ne hasarda aucun mouvement, comme s'il eût voulu donner à la division Dupont le temps de marcher à son aide. Il n'était plus possible de rétrograder ; les côtes escarpées qui longent le Danube étaient couvertes de troupes russes dont on apercevait les feux, et qui hérissaient leur front d'artillerie. En avant le village de Loiben, en arrière le village de Diernstein, étaient occupés par des forces considérables. Le maréchal ayant remarqué, sur la gauche de Loiben, un petit plateau qui dominait l'étroit bassin et les nombreux vignobles de Diernstein, se proposa d'en faire comme le point d'appui de sa résistance.

Le 20 brumaire, dès l'aube, l'artillerie russe ouvrit sur les Français un feu circulaire ; et les tirailleurs ennemis, qui garnissaient les hauteurs et les pentes, engagèrent avec les nôtres une vive fusillade. Nos avant-postes furent repoussés, et plusieurs bataillons ennemis manœuvrèrent, dans la direction de Dierns-

Nov. 1805.

tein et à travers les bois, pour couper toute retraite aux Français. En avant de Loiben, une colonne russe essaya d'aborder de front nos troupes et de s'établir dans le village. Le 103^e régiment, qui formait la droite de la ligne française, chargea avec impétuosité cette troupe, la prit en flanc, la culbuta, et lui enleva trois pièces de canon. L'ennemi envoya sur ce point des forces nouvelles et plus considérables encore; elles réussirent à s'établir dans le village, mais le maréchal Mortier dirigea contre Loiben six bataillons répartis en trois petites colonnes; et les Russes, chargés de front et de flanc, furent écrasés : le village ayant été repris, quatre mille hommes, cinq canons, six drapeaux, tombèrent en notre pouvoir. Parmi les morts on comptait plusieurs officiers ennemis, et entre autres le quartier-maître général Schmidt, qui dirigeait les mouvements de l'armée russe. Cependant les troupes que le général Gazan avait à combattre étaient trop nombreuses pour se laisser abattre par cet échec : elles se replièrent dans Stein et dans Krems afin de donner le change au maréchal Mortier, et de l'attirer en dehors des positions qu'il avait si courageusement défendues. Mortier ne soupçonna point cette ruse; mais, avant d'attaquer la ville de Krems, protégée par une armée, il résolut d'attendre l'arrivée de la division Dupont, et il se porta même avec le général Gazan au-devant de cette troupe, afin de hâter ses mouvements. La division Gazan resta postée en avant de Diernstein, et sur le plateau qui s'élève à gauche du village de Loiben.

La nuit étant venue, la division Gazan, privée de

son général, vit en face d'elle les hauteurs de Stein se couvrir de troupes russes. Le major Henriot, qui commandait les Français en l'absence du général, prit à la hâte les dispositions que réclamait la circonstance, puis il fit donner avis de la situation au maréchal Mortier et au général Gazan : ceux-ci accoururent avec de la cavalerie, et ils échappèrent, non sans peine, aux forces russes qui cherchaient à leur couper la retraite. Un bataillon français eut ordre d'attaquer l'ennemi, qui couvrait les bois et les hauteurs au-dessus de Diernstein. Cette faible troupe fut repoussée, et treize mille Russes, partagés en deux colonnes, débouchèrent par le village contre la division Gazan. Chacune des colonnes suivait l'un des deux chemins dont nous avons parlé, et qui se réunissent au-dessous de Loiben, à un quart de lieue en avant de Stein. La colonne qui suivait le chemin de halage, le long du fleuve, était forte de cinq mille hommes. Celle qui se déroulait le long des coteaux couverts de vignobles s'avancait par un chemin bordé de murs et plus large que l'autre, puisqu'il pouvait donner passage à huit hommes de front. Cette route traversait le plateau de Loiben, occupé par les Français. En ce moment la division Gazan, cernée de toutes parts et menacée d'une destruction inévitable, pouvait se rendre avec honneur. Quelques officiers déclarèrent que c'était la seule détermination qu'il fût possible d'adopter : l'immense majorité préféra combattre jusqu'au dernier homme, et la division tout entière jura de vaincre ou de périr.

L'ennemi avait commis une faute énorme : trop

Nov. 1805.

sûr de sa victoire, il avait jeté, comme nous venons de le voir, une forte colonne entre deux murs qui ne lui permettaient pas de se déployer en gravissant le plateau ; derrière cette colonne, il n'y avait d'autre issue que la porte de Diernstein, liée par un mur ancien et très-élevé à une vieille tour qui couronne l'escarpement au bas duquel se trouve la petite ville. Les Français pouvaient disposer de deux canons : ils allaient avoir à combattre une colonne étroite, profonde, qui se déroulait péniblement dans un défilé, et l'avantage du nombre disparaissait devant les obstacles de cette position. C'est ce que le major Henriot fit facilement comprendre.

Par les conseils de cet intrépide officier, on se détermina à charger les Russes de front et à la baïonnette. Le major, s'adressant aux grenadiers qui formaient la tête de la petite colonne française : « Camarades, leur dit-il, nous sommes enveloppés par trente mille Russes, et nous ne sommes que quatre mille ; mais les Français ne comptent point leurs ennemis. Nous leur passerons sur le ventre. Grenadiers du 100^e régiment, vous aurez l'honneur de charger les premiers ; souvenez-vous qu'il s'agit de sauver les aigles françaises ! » Le reste de la troupe répondit : « Et nous aussi ! Aujourd'hui nous sommes tous grenadiers. »

Les Français, épuisés par les combats de la veille, n'avaient plus que six boulets : le capitaine Fabvier, officier d'artillerie, mit en batterie les deux canons, et dirigea leur feu sur l'ennemi, qui parut ébranlé. C'était l'instant décisif : les Français s'élan-

cèrent, la baïonnette au bout du fusil, sur la colonne qui gravissait le plateau, et ils s'écrièrent : « Point de quartier ! ce sont les Russes ! » L'ennemi, gêné dans ses mouvements, résista, et montra un courage opiniâtre. On se battit corps à corps, à bout portant, et de si près, que les Français se virent obligés de dégager leurs baïonnettes, et de s'en servir en guise de poignards pour frapper les Russes. La tête de la colonne ennemie fut écrasée et refoulée sur le centre, pendant qu'elle était contenue par la queue. Bientôt les Russes n'eurent d'autre moyen de salut que de se jeter en désordre des deux côtés du chemin, par delà les murs, et en abandonnant leurs fusils. Le spectacle des fuyards qui vinrent tomber sur les flancs de la colonne russe, alors acheminée vers Loiben, répandit la terreur dans cette troupe, et la déroute devint générale. L'obscurité de la nuit, favorable aux Français, laissait ignorer à l'ennemi la cause de sa défaite, et ne lui permettait pas de se rallier. Le carnage fut horrible. L'armée russe, mise en déroute, ne s'arrêta qu'après s'être réfugiée derrière la rivière de Krems. Elle laissait six mille hommes tués ou blessés sur ce prodigieux champ de bataille, et parmi les morts on comptait cinq cents blessés que les Russes avaient sacrifiés eux-mêmes en livrant aux flammes le village de Loiben. Les pertes des Français étaient considérables, mais la gloire du triomphe les couvrait. Comme la colonne du major Henriot arrivait à Diernstein, elle entendit en face d'elle des feux de pelotons qui l'arrêtèrent. « Allons, 100°, s'écria encore le major, ce sont toujours des Russes ; char-

Nov. 1805.

geons ! point de quartier ! » Une voix française répondit : « Non, nous sommes vos frères ; c'est la division Dupont qui vient à votre aide. » Et les braves des deux divisions s'embrassèrent. Telle fut la journée de Diernstein, juste sujet d'orgueil pour la France. L'empereur donna des éloges à Mortier, à Gazan et à leurs compagnons d'armes ; mais il blâma le prince Murat d'avoir manœuvré de manière à ne pouvoir porter secours au corps d'armée de la rive gauche, et d'avoir exposé cette troupe d'élite à une ruine certaine.

La vieille tour et les débris de Diernstein rappelaient un souvenir historique : c'était sous la voûte de ce château qu'un Plantagenet, surnommé Cœur de Lion, avait languï captif par la trahison du duc d'Autriche. L'empereur, en passant devant ces pierres qui semblaient encore redire les plaintes de Richard d'Angleterre et les refrains de Blondel, fut saisi d'un triste pressentiment : on eût dit que le rocher de Sainte-Hélène lui apparaissait dans l'avenir.

Les Français
s'emparent
de Vienne.

L'empereur d'Allemagne avait renoncé à défendre Vienne. Cette capitale est située sur la rive droite du Danube, à quelque distance du fleuve, dont le vaste lit est parsemé d'îles boisées ; elle s'élève au pied du Kahlenberg : la ville intérieure est séparée de ses trente-quatre faubourgs par un rempart de cinquante pieds de hauteur, avec onze bastions, un large fossé et douze portes ; c'est l'enceinte historique au pied de laquelle parurent les Turcs au temps de Sobieski. Tout autour règne un glacis large de six cents pieds ; les faubourgs son vastes, et offrent un bel aspect ;

ils sont entourés d'une muraille de peu de relief, et qui ne saurait tenir devant des batteries de campagne. Une fois maître des faubourgs, l'assiégeant peut réduire le corps de la place au moyen de quelques mortiers à bombe. Une capitale placée dans des conditions pareilles n'entreprend pas de résister à une armée victorieuse. Les Autrichiens s'étaient donc bornés à faire des préparatifs pour disputer aux Français le passage du Danube. A l'époque de l'invasion des Français, un grand pont en bois, traversant les divers bras du fleuve, servait de communication d'une rive à l'autre. Les Autrichiens avaient amassé sous le tablier de ce pont des matières incendiaires, et ils se tenaient prêts à y mettre le feu pour peu que les Français essayassent de se porter sur la rive gauche. L'empereur avait prescrit à Murat de s'emparer du pont de Vienne, et de soustraire à l'incendie un ouvrage qui pouvait seul permettre à la grande armée de se porter en temps utile au-devant des Russes.

On eut recours à une ruse de guerre assurément peu loyale : on fit annoncer aux Autrichiens, qui avaient pris position sur la gauche, qu'un armistice était signé entre la France et l'Autriche ; les maréchaux Lannes et Murat disposèrent adroitement des troupes derrière un rideau d'arbres qui avoisine le pont, et ce mouvement échappa aux Autrichiens. Ceux-ci hésitaient à croire à l'existence d'un armistice ; on leur répondit qu'ils ne devaient pas en douter, et, en affectant les dehors de la confiance et de la paix, les généraux français, les mains derrière le

Nov. 1805.

dos, riant et conversant avec les officiers autrichiens, se promènèrent sur le pont. Quand ils furent arrivés près de l'officier qui était chargé de mettre le feu aux fascines, on voulut s'opposer à ce qu'ils continuassent leur marche; cependant un détachement de hussards les suivait de près. « Pourquoi, disait le maréchal Lannes, tenez-vous encore vos canons braqués sur nous? N'est-ce pas assez de sang et de combats? Voulez-vous nous attaquer, et prolonger des malheurs qui retombent plus sur vous que sur nous? Allons, détournez vos pièces! » Les Allemands se laissèrent persuader. Durant ces pourparlers, le peloton d'avant-garde s'avancait lentement, sans bruit; mais enfin il avançait, masquant des sapeurs qui jetaient dans le fleuve les matières combustibles, coupaient les conducteurs, et répandaient de l'eau sur les poudres. Le chef autrichien, qui entendait mal la langue française, trouvait peu de charmes à la conversation de Lannes et de Belliard, et il représentait à ces généraux que, nonobstant l'armistice, dont ils n'avaient point une connaissance officielle, nos hussards auraient dû rester sur la rive droite : il déclarait qu'il ne pouvait tolérer davantage un pareil abus. Lannes et Belliard s'efforçaient de le rassurer. A la fin, l'officier ennemi perdit patience, et se mit en devoir de commander le feu. Lannes et Belliard le saisirent, luttèrent contre lui, et couvrirent sa voix pour l'empêcher de donner des ordres. C'était l'instant décisif : par ordre de Murat, les hussards s'élancèrent au pas de course, et le pont fut franchi. Cet événement, que les Alle-

mands qualifièrent avec sévérité, causa la joie la plus vive à Napoléon : désormais l'issue de la campagne cessait de lui paraître douteuse. Nov. 1805.

Le 22 brumaire (13 nov.), l'empereur des Français entra dans Vienne; mais il ne fit que traverser cette capitale pour aller s'établir à peu de distance, au palais impérial de Schoenbrunn. Le commandement de Vienne fut confié au général Clarke, et la police de la ville fut laissée aux gardes bourgeoises. Les arsenaux de la ville renfermaient des approvisionnements immenses : munitions, canons, fusils, tout tomba au pouvoir de la grande armée. L'empereur s'était d'ailleurs montré doux et bienveillant à l'égard des habitants, et il avait prescrit à ses généraux de faire observer la plus exacte discipline. Ces ordres étaient d'accord avec les instructions toutes paternelles que l'empereur François II, en se repliant vers la Moravie, avait données à ses fidèles Viennois. L'histoire doit mentionner ici les belles paroles que Napoléon adressa au général Clarke en lui remettant le commandement militaire de Vienne : « Vous commencerez, dit-il, par faire justice des mauvais sujets français, avant de sévir contre les malveillants du pays. » Heureux les conquérants, s'ils respectaient toujours ainsi les vaincus!

Napoléon,
maître
de Vienne,
se livre
aux soins du
gouverne-
ment.

L'empereur fit restituer à l'électeur de Bavière les drapeaux et les canons que l'Autriche avait enlevés aux troupes bavaoises, lorsqu'en 1740 elles faisaient cause commune avec la France : peut-être se serait-il montré plus juste en ne privant point une nation des témoignages anciens de sa gloire. Napoléon fit

Nov. 1805. peser sur l'Autriche les frais de l'occupation : c'était le droit rigoureux de la guerre. Il se montra plus généreux pour les arts et les sciences : « L'intention de Sa Majesté, écrivait l'intendant général Daru, est de savoir ce qui pourrait être fait d'utile pour les sciences et les arts, et d'agréable pour ceux qui les cultivent. » Des ordres furent donnés pour subvenir aux dépenses des académies et des établissements d'instruction publique.

L'empereur avait peu l'habitude chevaleresque d'honorer les femmes. Les écrivains qu'il soldait s'étaient livrés à de fâcheuses insinuations à l'égard de l'infortunée reine de Prusse. Ses bulletins officiels, datés de Vienne, signalèrent l'impératrice d'Autriche comme l'une des causes premières de la guerre. Ce mépris des convenances était un calcul ; mais l'injustice et la calomnie, lorsqu'elles partent de si haut, sont des armes que les gens de cœur répudient. Quelques années plus tard, la France n'eut que trop à solder le prix des paroles offensantes dictées par son souverain.

Suite
des
opérations
militaires.

—
Direction
imprimée
aux divers
corps.

Sur ces entrefaites, les opérations militaires ne s'étaient point ralenties. Le 23 brumaire, une grande partie de nos troupes avaient franchi le Danube. Napoléon, instruit des succès de son armée d'Italie, n'appréhendait plus d'être inopinément attaqué sur ses flancs par les archiducs, prêts à battre en retraite sur la Hongrie. C'était sous peu de jours, et dans les plaines de la Moravie, que la campagne allait se dénouer. Là se concentraient toutes les forces de l'ennemi, sous les yeux des empereurs d'Autriche et de

Russie. C'était vers ce point que devaient converger les mouvements des différents corps de la grande armée. Napoléon prescrivit à Marmont de se maintenir dans les Alpes de Styrie, pour fermer la route d'Italie à Vienne. Il rapprocha Masséna de Marmont, et les troupes qui avaient chassé le prince Charles du territoire de Venise et des Alpes Carniques prêtèrent la main aux soldats de Marmont, sous la dénomination de huitième corps de la grande armée. Le corps de Davoust fut posté autour de Vienne et en arrière de cette capitale, de manière à pouvoir en peu de temps combiner ses mouvements avec ceux de Marmont. Quelques troupes furent échelonnées dans la direction de la Hongrie, et eurent mission de garder les débouchés de ce pays. Le corps de Bernadotte, que ce maréchal, au grand déplaisir de l'empereur, avait trop longtemps maintenu dans l'inaction, se mit à poursuivre l'armée de Kutusoff, alors en retraite. Les divisions Dupont et Gazan, qui avaient tant souffert, occupèrent la ville de Vienne. Les corps des maréchaux Soult, Lannes et Murat furent promptement acheminés sur la Moravie. Napoléon, placé à Schoenbrunn, au centre de ces opérations diverses, les dirigeait et les coordonnait lui-même, et jamais son génie militaire ne s'était déployé sur un plus digne théâtre.

Le 24 brumaire, le corps d'armée du maréchal Lannes, en tête duquel se déployaient trois brigades de cavalerie légère aux ordres de Murat, se porta sur Hollabrunn, où se trouvait l'arrière-garde des Russes. Après une escarmouche de peu d'importance, on vit venir successivement au camp des Français deux par-

La grande armée se porte sur la Moravie.

Nov. 1805.

lementaires : l'un d'eux était un officier allemand; il se présenta au prince Murat, lui demandant qu'il fût permis aux troupes de l'empereur d'Allemagne de se séparer de l'armée du czar. Murat n'hésita point à y consentir, en réservant l'approbation de l'empereur. L'autre parlementaire était le baron de Wintzingerode; celui-ci demanda à capituler pour l'armée russe, et Murat accepta sur-le-champ. Dans la soirée, on arrêta les articles d'une capitulation, aux termes de laquelle l'armée russe s'engageait à quitter l'Allemagne, en se retirant par les routes qu'elle avait suivies pour s'y rendre; tandis que, de son côté, le prince Murat devait suspendre le mouvement des troupes françaises vers la Moravie. La confiance téméraire de Murat se prêta à ses arrangements; et cet homme, qui, deux jours avant, s'était rendu maître du passage du Danube au moyen d'une supercherie, n'eut pas même la pensée de soupçonner que l'ennemi cherchait à le combattre à l'aide de pareilles armes. L'empereur, moins crédule que son lieutenant, reconnut la fraude; il refusa de ratifier la capitulation, et Murat se hâta de notifier au général ennemi la rupture de l'armistice. Cet incident avait donné à l'armée russe quatre heures pour opérer son mouvement de retraite. Le lendemain, 25 brumaire, à la nuit tombante, les corps d'armée de Murat, de Soult et de Lannes se trouvèrent réunis; et l'impétueux Murat résolut d'attaquer sur-le-champ un défilé occupé par les Russes, en avant du village de Schœn-Grabern.

Le combat, livré de nuit, et malgré les prudents

conseils du maréchal Soult, fut opiniâtre et meurtrier. Les Français l'emportaient de beaucoup par le nombre, mais les Russes avaient l'avantage de la position. Nos troupes manœuvrèrent pour tourner l'ennemi : les grenadiers russes soutinrent avec courage les attaques des grenadiers d'Oudinot. Les obus mirent le feu au village de Schoen-Grabern ; mais la fumée de l'incendie, formant un épais nuage en avant des Russes, déroba leurs mouvements aux troupes françaises. Le combat s'étant prolongé jusqu'à onze heures du soir avec des chances diverses, les Français demeurèrent maîtres du terrain : ils avaient enlevé à l'ennemi dix-huit cents hommes et douze pièces de canon. La division russe, forte à peine de six mille hommes, qui venait de tenir tête à vingt-deux mille Français, faisait partie du corps d'armée du prince Bagration. Les grenadiers russes, nos dignes rivaux, montrèrent, dans cette rencontre, que le grand Frédéric avait pu dire sans mentir : *Pour faire tomber un soldat russe, il ne suffit pas de le tuer, il faut encore le pousser*. Cette affaire permit à l'armée ennemie de continuer sa retraite.

NOV. 1805.

 Combat
de
Schoen-
Grabern.

Le 26 brumaire, Napoléon rejoignit Murat, et porta le même jour son quartier général à Znaim ; trois jours après, il s'établit à Brünn, capitale de la Moravie : dans cette position importante, que les ennemis n'avaient point songé à défendre, l'empereur pouvait observer les mouvements de l'armée russe. Ce fut là que le général de Giulay, accompagné de M. de Stadion, vint le visiter au nom de l'empereur d'Autriche, et lui soumettre de nouvelles propositions

 Ouvertures
pacifiques
de l'Autriche.

Nov. 1805.

pacifiques. Napoléon consentait bien à accorder la paix, mais il posait des conditions fort dures : il exigeait que les États vénitiens fussent détachés de l'empire d'Autriche et réunis au royaume d'Italie; de plus, il laissait à entendre qu'il fallait songer à agrandir les États des électeurs de Wurtemberg, de Bavière et de Bade. M. de Stadion était partisan de la guerre; il se récria contre les prétentions de l'empereur, et les pourparlers se prolongèrent un peu. Cependant, comme Napoléon ne voulait voir dans cette démarche qu'un nouveau moyen de gagner du temps et qu'un expédient pour surveiller de près ses mouvements militaires, il invita MM. de Giulay et de Stadion à se rendre à Vienne, et à suivre auprès de M. de Talleyrand le cours de leurs négociations. L'empereur Alexandre écrivit alors au roi de Prusse, pour lui représenter quelle était la situation des armées russes et autrichiennes. Il lui fit connaître qu'il fallait se hâter de venir à leur aide, si l'on ne voulait pas laisser à Napoléon les moyens d'écraser l'un après l'autre ses ennemis : en conséquence, il pria le roi Frédéric-Guillaume de faire entrer dans les États d'Autriche un corps auxiliaire de dix mille hommes.

Situation
difficile
de la Prusse.

La guerre contre la France, il faut le dire, était le seul parti honorable que la Prusse eût désormais à prendre. L'entrevue de Postdam n'était plus un mystère : Napoléon savait à quoi s'en tenir sur les dispositions d'une puissance qui n'attendait que les revers de l'armée française pour nous porter le dernier coup, et qui se réservait, dans tous les cas, de garder vis-à-vis de nous une attitude douteuse et malveillante.

Si le roi Frédéric-Guillaume eût fait entrer en Bohême cent cinquante mille hommes dont il pouvait disposer, Napoléon, ayant déjà à combattre deux armées russes et deux armées autrichiennes, se serait vu placé dans une situation extrêmement périlleuse, et l'issue d'une campagne commencée avec tant d'éclat lui serait devenue fatale. La Prusse ne pouvait que tout perdre à ajourner; elle se montrait tiède vis-à-vis de ses alliés et malveillante pour la France, sans obtenir aucune compensation. Le roi Frédéric-Guillaume avait bien le pressentiment de ce danger; mais comme avant tout il voulait éviter la guerre, il chercha à gagner du temps: il demanda conseil, au lieu d'agir. Le maréchal de Mœllendorff entra dans ces vues; il assura qu'on devait attendre le résultat de l'entrevue de M. de Haugwitz avec Napoléon; il insista pour qu'on gagnât quelques semaines, le temps nécessaire à l'armée prussienne pour opérer son mouvement de concentration. Ces conseils timides prévalurent; et la Prusse, qui tenait dans ses mains le sort de la guerre, persista à se maintenir, jusqu'au 15 décembre 1805, dans une neutralité sans profit, sans sécurité et sans gloire. Son amitié était stérile comme ses rancunes: la Prusse inquiétait Napoléon sans le contenir; elle donnait à l'Autriche, à l'Angleterre et à la Russie des espérances qu'elle n'osait point réaliser. Tout ce que le roi crut pouvoir se permettre fut de donner beaucoup d'impulsion aux armements.

Napoléon savait bien quel était le but de la mission du comte de Haugwitz: il retarda à dessein le moment de lui donner audience. Enfin, après de longs

Mission
du comte
de Haugwitz.

Nov. 1805.

délais calculés , il admit ce personnage auprès de lui. Quand M. de Haugwitz voulut énoncer les propositions dont il était porteur, Napoléon refusa de les entendre; il lui montra les deux armées à la veille de livrer bataille, et il l'engagea à ajourner toute explication. Le comte de Haugwitz connaissait trop bien les irrésolutions de son maître, pour vouloir brusquer une négociation dont le canon allait d'un jour à l'autre changer les bases; il se résigna facilement à attendre.

Napoléon
envoie
le général
Savary
auprès
du czar.

Soit que Napoléon voulût amener une solution pacifique, que les périls de sa situation rendaient assez désirable; soit qu'à tout prendre il cherchât à entretenir ses ennemis dans une sorte de sécurité, il envoya son aide de camp Savary auprès de l'empereur Alexandre, pour le complimenter sur son arrivée en Moravie. Savary était un homme intelligent, courageux, idolâtre de l'empereur, et cependant doué d'un caractère froid et observateur. Personne mieux que lui ne pouvait s'acquitter de la mission, en apparence de simple courtoisie et en réalité toute politique, qui lui était confiée. Le czar le reçut avec une affabilité gracieuse : « Je suis sensible, dit-il, à la démarche de votre maître. C'est à regret que je suis armé contre lui, et je saisirai avec beaucoup de plaisir l'occasion de le lui témoigner : depuis longtemps il est l'objet de mon admiration. » Lorsqu'il eut pris connaissance de la lettre de Napoléon, et remis à Savary sa réponse revêtue du sceau impérial, il renoua l'entretien et se montra fort communicatif : il rappela les services qu'il avait personnellement rendus à la France

lorsque, n'étant que grand-duc, il avait contribué à faire reconnaître par le czar Paul I^{er}, et bientôt après par tous les autres États, le gouvernement consulaire; il ajouta : « Si aujourd'hui je suis dans d'autres sentiments, c'est que la France a adopté d'autres principes, et que les grandes puissances de l'Europe en ont conçu de l'inquiétude. Je suis appelé par elles à concourir à fonder un ordre de choses qui rassure et garantisse tous les intérêts; c'est dans ce but que je suis sorti de chez moi. Vous avez été admirablement servis par la fortune, il faut l'avouer; mais, en allié fidèle, je ne me séparerai pas du roi des Romains (l'empereur d'Allemagne) dans un moment où son avenir repose sur moi. Il est dans une mauvaise situation, mais pas encore sans remède : je commande à de braves gens, et si votre maître m'y force, je leur prescrirai de faire leur devoir. » Savary ayant répondu que l'empereur Napoléon était animé des intentions les plus conciliantes, l'empereur de Russie émit une opinion toute contraire; et il appuya son raisonnement sur ce que les conditions imposées à l'Autriche par Napoléon étaient aussi dures qu'inacceptables. L'aide de camp de l'empereur des Français étala à son tour les griefs de son maître contre l'Autriche, et la discussion se prolongea longtemps en se portant sur les affaires d'Allemagne et d'Italie. Savary insista beaucoup pour défendre la politique de l'empereur en ce qui concernait la dernière de ces deux puissances : « Si l'Italie, dit-il, a su se placer sous la protection d'un gouvernement monarchique, comme venait de faire la France, ne devait-elle pas choisir un

Nov. 1805.

monarque puissant, de l'appui duquel un État nouveau a toujours besoin ? Dans ce cas, elle n'avait à opter qu'entre l'Autriche et la France. Nous venions de nous battre dix ans pour la conquérir, l'agrandir, l'arracher aux Autrichiens, la constituer : eussions-nous souffert un choix qui eût détruit notre ouvrage ? Si l'Autriche n'a pas renoncé à l'Italie, nous nous battons encore pour celle-ci ; et si elle y a renoncé de bonne foi, peu lui importe comment l'Italie se gouverne. » Il n'était pas difficile de répondre à des arguments de cette force, et d'invoquer les traditions du droit international, les conditions nécessaires de l'équilibre européen. Alexandre ne manqua ni de bonnes raisons ni de protestations généreuses. Savary se disposa bientôt à prendre congé du czar. La dépêche qu'il était chargé de remettre à Napoléon portait pour suscription : *Au chef du gouvernement français*. Alexandre lui fit observer qu'en employant cette circonlocution, il n'avait fait que se conformer aux règles de l'étiquette adoptée par les princes régnants, et qu'il se voyait à regret dans l'impossibilité de donner à Napoléon un titre dont il n'avait pas encore officiellement reconnu la validité. Savary lui répondit avec beaucoup de dignité : « Votre Majesté a raison ; cela ne peut être qu'une règle d'étiquette, et l'empereur aussi ne la jugera pas différemment. Comme général en chef de l'armée d'Italie, il commandait déjà à plus d'un roi ; content et heureux du suffrage des Français, ce n'est que pour eux qu'il trouve de la satisfaction à être reconnu. Néanmoins, je lui rendrai compte des dernières paroles de Votre Majesté. » Lors-

que Savary eut rejoint le camp français, il fit connaître à Napoléon toutes les circonstances de l'entrevue dont nous venons de parler. L'empereur voyant bien que l'ennemi cherchait toujours à retarder une bataille décisive, afin de donner à la Prusse le temps d'entrer en ligne, ordonna à Savary de se rendre de nouveau auprès du czar, et de lui demander une entrevue et une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Napoléon ne doutait pas que sa demande ne fût rejetée, et que l'ennemi la considérerait comme un acte de faiblesse, comme le témoignage évident de la faute que les Français semblaient avoir commise en s'engageant dans les plaines de la Moravie, où les attendaient des armées considérables, prêtes à les écraser. Plus Napoléon paraissait vouloir éviter une bataille, plus les Austro-Russes devaient être amenés à changer de plan, et à se croire assez forts pour terminer la campagne par un coup de tonnerre. Dès que Savary se fut mis en route pour retourner au camp ennemi, l'empereur fit prendre à son armée une contenance timide : il donna l'ordre de replier les lignes à trois lieues en arrière, et de faire des dispositions comme si l'on se préparait à battre en retraite.

L'empereur avait bien jugé son ennemi. Dès qu'on vit qu'il insistait pour obtenir une entrevue, dès qu'on lui supposa l'intention de se soustraire à une lutte décisive, l'armée austro-russe craignit de voir échapper les Français, et de tous ses vœux elle appela une bataille : ce sentiment était poussé jusqu'à l'exaltation par les jeunes nobles qui composaient l'entourage militaire d'Alexandre. Lorsque des hommes de

Dispositions
belliqueuses
qui se
manifestent
dans
les conseils
d'Alexandre.

Nov. 1805.

guerre, vieillis sous les armes, essayaient de modérer leur confiance, ces brillants officiers ne voulaient voir dans leurs aînés que des soldats découragés et pusillanimes. Ils allaient donc répétant tout haut : « Que Napoléon s'était laissé entraîner par l'espoir d'atteindre Kutusoff en Moravie; qu'aujourd'hui il s'en repentait; que tout chez lui trahissait l'inquiétude et l'angoisse; que ce que n'avaient pu faire les Autrichiens, les Russes sauraient bien l'accomplir; qu'à eux était réservée la gloire de punir les Français de leur marche téméraire, de venger le désastre d'Ulm, et de raffermir l'Europe sur ses bases. » Cette opinion prévalut; et les alliés, au lieu d'attendre les contingents de la Prusse, se déterminèrent à livrer une bataille. Alexandre ne voulut pas recevoir Savary; mais il envoya son premier aide de camp, le prince Dolgorouki, auprès de Napoléon : les ordres officiels de cet officier lui prescrivaient de s'entendre avec l'empereur des Français sur les conditions de la paix; en réalité, il n'avait d'autre mission que de s'assurer de ses propres yeux si ce qu'on disait du découragement des Français et de leur chef méritait bien d'être cru.

Mission
du prince
Dolgorouki.

Le prince Dolgorouki était l'un des jeunes Russes qui poussaient le plus énergiquement à la guerre : il était disposé à voir, dans le camp français, tout ce que ses préventions exaltées lui faisaient désirer. Napoléon se garda bien de détruire ces illusions : il reçut le jeune prince aux avant-postes, sur la grande route d'Olmütz, en présence de quelques troupes silencieuses, et qui multipliaient les mesures défen-

sives, comme si elles redoutaient une attaque im- prévue. Ce spectacle enfla l'orgueil du jeune Russe, qui crut à une victoire complète et inévitable, destinée à venger l'Europe des outrages de Napoléon : il osa élever, au nom d'Alexandre, des prétentions tellement exagérées, qu'elles durent paraître aux Français comme autant d'insultes. A l'égard du grand capitaine, qui affectait d'être soucieux et incertain, le prince Dolgorouki ne craignit pas de se montrer arrogant et superbe. Il était évident qu'on ne pouvait s'entendre ; et Napoléon finit par congédier l'envoyé russe, en lui disant : « Allez rapporter à l'empereur Alexandre que je le croyais plus disposé à la paix : il le veut, nous nous battons. » Il ne restait plus qu'à combattre. La bataille qui allait s'engager, bien que Napoléon parût contraint à la subir, n'avait cessé d'être le plus ardent de ses souhaits. Au milieu des préoccupations dont nous avons rendu compte, il avait observé avec un soin intelligent le pays, les positions, l'emplacement de l'ennemi, les lieux à défendre ; et on l'avait entendu dire aux généraux qui l'escortaient : « Messieurs, étudiez bien ce terrain ; sous peu de jours, ce sera votre champ de bataille. »

L'armée française, docile aux ordres de son chef, affectait de rétrograder et de se tenir sur la défensive ; elle se repliait, tout en appelant à elle le corps de Bernadotte et d'autres renforts. Cette manœuvre prudente trompait l'ennemi, et il n'était question, autour d'Alexandre, que de couper le chemin aux Français, de tourner la grande armée, et de la forcer

Napoléon
feint de
rétrograder,
et donne
le change
à l'ennemi.

Nov. 1805.

de mettre bas les armes. Les généraux autrichiens, il faut le dire, ne partageaient pas cette folle confiance : ils conseillaient aux Russes d'agir avec la plus vigilante circonspection, et de ne point se croire sûrs de la victoire; ils rappelaient que Napoléon connaissait trop bien les secrets de la guerre pour manquer de ressources au moment décisif, et à la fin d'une campagne qu'il avait merveilleusement dirigée. A les entendre, on avait tout à craindre d'un si redoutable ennemi. Les Russes ne voulaient point accepter ces conseils ; ils raillaient la timide réserve de leurs alliés ; ils parlaient avec mépris de la capitulation d'Ulm, et avec orgueil du nombre, de l'audace et de la discipline des troupes moscovites, qui venaient enfin venger l'Allemagne, impuissante à se sauver elle-même.

Théâtre
de la lutte.
La Moravie.

La Moravie, au centre de laquelle nos armées s'étaient engagées, est une vaste contrée couverte de montagnes et de bois ; elle tire son nom de la March ou Morava, qui la traverse en coulant du nord au sud ; son sol est peu fertile, sous un ciel âpre. Successivement peuplée, depuis l'ère chrétienne, par les Quades et les Marcomans, elle devint la demeure des Rugiens, et reçut d'eux le nom de Rugiland. Les Hérules, chassés d'Italie, s'y réfugièrent au temps de Théodose ; vers le milieu du sixième siècle les Slaves s'y établirent, et y fondèrent un royaume sur les bords de la Morava ; vers la fin du neuvième siècle la Moravie était devenue un État vaste et puissant que les Hongrois soumirent, mais qui, plus tard, devint un fief de la Bohême, dont, à dater du onzième

siècle, elle n'a cessé de suivre les destinées. Le mar-
graviat de Moravie fait, à ce titre, partie des États
héréditaires de l'empereur d'Autriche; Brünn est sa
capitale : c'était autrefois Olmütz. La ville de Brünn,
peuplée de quatre-vingt mille âmes, est située à
vingt-quatre lieues au nord de Vienne, sur la Zwittau
et la Schwartz : lors de la campagne de 1805, elle
était entourée de vieilles murailles; depuis cette épo-
que les Français l'ont démantelée. A trois lieues de
Brünn, vers le sud-est, s'élève Austerlitz (en morave
Slawkow) : c'était une petite ville fort obscure, en dé-
pit de son château et de ses jardins; mais son nom,
dans quelques heures, allait recevoir un baptême glo-
rieux et sanglant. Autour d'Austerlitz le pays est ac-
cidenté; il est couvert de hauteurs, coupé de rivières,
et parsemé d'étangs et de petits lacs : plusieurs routes
aboutissent à ce point. Entre Austerlitz et Brünn, s'é-
lève une très-haute colline qui porte le nom de *Santon* :
là, on remarquait, à une époque déjà reculée, les
restes d'un monument funéraire bâti par les Turcs,
lorsqu'ils étaient maîtres de la Hongrie et d'une por-
tion de la Moravie. C'était une position militaire assez
importante, et que Napoléon avait fait occuper et for-
tifier.

L'armée ennemie s'était avancée avec beaucoup de
précaution, refusant sa gauche, et cherchant à gagner
du terrain à droite, afin de déborder sur ce point l'ar-
mée française. L'avant-garde de Napoléon était à Wis-
chau, ville éloignée de six lieues de Brünn et de trois
lieues d'Austerlitz. Les Français, continuant leur mou-
vement rétrograde, évacuèrent Wischau à l'approche

Mouvements
des deux
armées.

Déc. 1805.

des Austro-Russes, et se replièrent d'abord sur Rausnitz, puis à quelques lieues au-dessous de ce point, et enfin au delà d'Austerlitz, entre le village de Monitz, au sud, et la route qui conduit de Wischau à Brünn, du côté du nord. Nos avant-gardes couronnèrent les hauteurs d'Augezd, de Pratzen, de Jirzokowith et de Kruh, et des retranchements garnis d'artillerie furent élevés à la hâte autour de ces positions ; les corps d'armée des maréchaux Bernadotte et Davoust, ayant reçu de Napoléon des ordres pressants, arrivaient en toute hâte pour se mettre en ligne : le maréchal Soult, qui occupait Austerlitz, abandonna ce village pour se retirer à une lieue de là, dans la direction de Brünn. Napoléon, placé sur les hauteurs en face de Pratzen, jugeait par lui-même, et par les fréquents rapports qu'il se faisait remettre, le plan d'attaque de ses adversaires. Habitué à pénétrer la pensée de son ennemi, il voyait que les Austro-Russes voulaient tourner sa droite, couper ses communications avec la capitale de l'Autriche, et le jeter vaincu et fugitif dans les montagnes de la Bohême, où il n'aurait pas tardé à rencontrer l'armée prussienne, qui aurait achevé sa perte. C'était le plan que le général Weirother avait fait adopter à Alexandre, et qu'il imposait à Kutusoff. Le prince Dolgorouki et la coterie militaire qui gouvernait le czar n'avaient point imaginé de combinaison plus sûre. L'empereur d'Autriche laissait faire ses alliés, moitié par résignation, moitié par curiosité, et en souhaitant peut-être, au fond de l'âme, qu'une défaite humiliât l'orgueil et l'ignorance du parti russe. Quant à Kutusoff, à Buxhœden, à Bagration, à Mi-

loradovich , à Doctorow et aux autres chefs vieilliss à la guerre , ils s'inclinaient devant la volonté de l'autocrate , ils s'apprêtaient à combattre ; et s'ils ne comptaient pas sur la victoire , du moins voyaient-ils avec satisfaction que la responsabilité de la défaite pèserait sur d'autres. Dans cet entourage du czar , si plein de vanité et d'inspirations fausses , un seul homme bravait la mauvaise humeur d'Alexandre et les calomnies de la cour ; c'était le jeune prince Adam Czartoryski : plus d'une fois ce jeune ministre , à demi disgracié , osa chercher à ouvrir les yeux à son maître sur la folie des conseils et des espérances de ses favoris. Si l'empereur Alexandre eût écouté ce serviteur fidèle , au lieu de brusquer une attaque téméraire contre un capitaine qui avait déjà remporté cent victoires , il se fût maintenu à Olmütz dans une défensive formidable , et il aurait donné aux armées prussiennes le temps d'entrer en ligne. Pour en venir là , il ne fallait plus qu'un retard de quinze jours , et l'on pouvait bien y consentir , si l'on voulait mettre de son côté toutes les chances raisonnables. S'il était vrai que l'armée russe , campée à Olmütz , manquait de vivres dans une contrée pauvre et déjà épuisée , on pouvait se rejeter sur la Hongrie , et opérer la jonction des troupes de Kutusoff et de Buxhoeden avec l'armée d'Italie , qui se repliait du côté de Raab à la suite des archiducs.

La grande route qui conduit de Vienne en Moravie suit d'abord une direction régulière du sud au nord ; à Brünn cette route fait un coude , elle se rabat subitement du côté de l'est , et décrit un angle droit

Préludes
de la bataille
d'Austerlitz.

Déc. 1805. dans la direction d'Olmütz. C'est dans la région comprise en cet angle que la bataille allait inévitablement s'engager. La position que devaient occuper les deux armées s'appuyait, du côté du nord, sur la route de Brünn à Olmütz; au sud, elle aboutissait à une plaine parsemée d'étangs toujours remplis d'eau profonde dans la saison d'hiver; un ruisseau obscur, qui se perd dans les petits lacs de Satschau et de Moenitz, forme çà et là, dans cette direction, des marécages que recouvrait alors une couche épaisse de boue glacée. Napoléon, en laissant habilement l'ennemi manœuvrer pour tourner sa droite, voulait l'amener à se jeter entre les collines et les étangs marécageux dont nous venons de parler. C'est là qu'il se proposait de le couper et de le mettre en déroute, en lui laissant tous les désavantages du terrain, sur lequel il était impossible de se déployer et de prendre position. Il mettait donc le temps à profit pour appeler à lui ses renforts. La division Friant, détachée du corps de Davoust, accourait en toute hâte pour se joindre à la grande armée; en deux jours de marche, elle parcourut trente-six lieues : les soldats épuisés de fatigue tombaient, et se relevaient ensuite à la voix de leurs chefs pour porter secours à l'empereur. Quant à Bernadotte, abandonnant les positions qu'il avait occupées à Iglau, sur la frontière de la Bohême, il était arrivé à Brünn le 10 frimaire (1^{er} décembre), et il se trouvait en mesure de prendre sa part du combat.

Ce jour-là même, l'empereur Napoléon pouvait donc compter autour de lui soixante-dix mille hommes

présents sous les armes : les troupes austro-russes qu'il avait à combattre atteignaient un effectif de près de cent mille hommes. Dès que ces forces combinées s'ébranlèrent pour exécuter le mouvement destiné à tourner la droite des Français, l'empereur s'applaudit d'avoir ainsi amené l'ennemi dans le piège ; se tournant alors vers le maréchal Berthier, il lui dit : « Avant demain au soir, toute cette armée est à moi. »

Les Austro-Russes débouchèrent par cinq colonnes. La première s'avança par Hupitz et Waschau, et prit position en deux lignes sur les hauteurs d'Hos-teriadek, en avant du ruisseau marécageux dont il vient d'être question : à la gauche de l'étang de Satschau, et un peu au-dessus de l'étang de Mœnitz, on établit un régiment d'infanterie légère. La seconde colonne marcha par Austerlitz, et prit position sur des hauteurs en avant de cette ville, en arrière de Pratzen, au village de Krenowitz ; la troisième colonne, s'avancant par la droite d'Austerlitz, s'établit aussi vers Pratzen, et se plaça sur de hautes collines, à la droite de ce village ; la quatrième colonne coupa la grande route d'Austerlitz sur Brünn, et se plaça sur deux lignes derrière la troisième ; la cinquième colonne suivit le même mouvement, et se plaça à son tour derrière la troisième, sous les hauteurs à droite de Pratzen. La garde impériale russe, formant réserve, s'établit sur les hauteurs en avant d'Austerlitz. Quant à l'avant-garde russe, aux ordres de Bagration, elle se développait dès le matin au delà d'Holubitz et de Blazowitz. Le

Déc. 1805. général Kienmayer, ayant sous ses ordres une nombreuse cavalerie composée de régiments et d'escadrons russes, autrichiens, cosaques et croates, prit position, le soir, en avant d'Augerd, sur la gauche de l'étang de Satschau. Le quartier-maître du général Kutusoff, qui commandait toutes les divisions de l'armée austro-russe, fut porté le même jour à Krenowitz, position protégée par la seconde colonne et occupée par la garde impériale russe, en avant d'Austerlitz.

L'empereur Napoléon, entouré de ses vieux soldats, bivouaquait sur un plateau qui s'élève à gauche de Schlapanitz : de cette hauteur, l'œil découvre une plaine qui s'étend jusqu'aux collines de Pratzen, et dans laquelle se déployait la cavalerie de la garde. Le corps d'armée du maréchal Bernadotte formait le centre, et s'appuyait au village de Jirzokowith ; la cavalerie de Murat était à la gauche et un peu en arrière de ce corps ; la gauche de l'armée était formée des divisions Suchet et Caffarelli, faisant partie du corps du maréchal Lannes ; les autres divisions de ce corps occupaient le *Santon*, et, sur cette même hauteur, on avait établi dix-huit pièces de canon en batterie. L'aile droite de l'armée française était formée par le corps du maréchal Soult, savoir : la division Legrand, à l'extrémité, entre les villages de Sokolnitz et de Telnitz ; la division Vandamme, plus à gauche, et la division Saint-Hilaire, au centre ; celle-ci s'appuyait sur le village de Kobelnitz : la réserve de l'armée, composée des grenadiers d'Oudinot et de dix bataillons de la garde, avait pris posi-

tion entre Turas et Schlapanitz; elle était disposée sur deux lignes, en colonnes, ayant dans les intervalles quarante pièces de canon. Déc. 1805.

Le 10 frimaire, la nuit étant venue, et Napoléon ayant pris toutes les dispositions nécessaires, la proclamation suivante fut adressée par l'empereur à ses compagnons d'armes :

« Soldats !

« L'armée russe se présente devant vous pour ven- Proclamation
de
l'empereur.
« ger l'armée autrichienne d'Ulm : ce sont ces mêmes
« bataillons que vous avez battus à Hollabrünn, et
« que depuis vous avez poursuivis constamment.
« Les positions que nous occupons sont formidables;
« et, pendant qu'ils marcheront pour tourner ma
« droite, ils me présenteront le flanc.

« Soldats ! je dirigerai moi-même vos bataillons;
« je me tiendrai loin du feu, si, avec votre bravoure
« accoutumée, vous portez le désordre et la con-
« fusion dans les rangs ennemis. Mais si la victoire
« était un moment indécise, vous verriez votre em-
« pereur s'exposer aux premiers coups; car la vic-
« toire ne saurait hésiter dans cette journée surtout,
« où il y va de l'honneur de l'infanterie française, qui
« importe tant à l'honneur de toute la nation.

« Que sous prétexte d'emmener les blessés on ne
« dégarnisse pas les rangs, et que chacun soit bien
« pénétré de cette pensée, qu'il faut vaincre ces stipen-
« diés de l'Angleterre qui sont animés d'une si grande
« haine contre notre nation.

« Cette victoire finira notre campagne, et nous pour-

Déc. 1805. « rons reprendre nos quartiers d'hiver, où nous serons
 « joints par les nouvelles armées qui se forment en
 « France ; et alors la paix que je ferai sera digne de
 « mon peuple, de vous et de moi ! »

Ce langage était celui des temps où la fidélité absolue pour le souverain était surtout en honneur. Les soldats qui entendaient cette proclamation avaient été accoutumés, pendant dix ans, à se voir convoquer aux batailles au nom des dangers de la patrie, pour la défense de l'indépendance nationale et des lois. Le dévouement au pays est un sentiment plus noble que l'amour de la gloire : les poètes célèbrent dans leurs chants le souvenir des chevaliers féodaux qui succombèrent en luttant dans les tournois, ou qui moururent pour conquérir des écharpes brodées par de blanches mains ; mais les peuples honorent surtout la mémoire de ceux qui périrent pour de plus justes causes, et sur la tombe desquelles on gravait avec l'épée : *Va dire à Lacédémone que nous sommes morts pour défendre ses lois !* Mais, à la veille d'Austerlitz, l'empire commençait à peine ; la France militaire était fascinée, et la patrie disparaissait devant la splendeur d'un homme.

Napoléon
 inspecte
 les
 avant-postes.

Au milieu de la nuit, l'empereur, vêtu de sa capote grise et coiffé du petit chapeau, se rendit devant les bivacs pour voir de ses yeux si la journée du lendemain serait bonne, et si les soldats fêteraient par une grande victoire l'anniversaire du sacre. Il fut reconnu par quelques sentinelles aux avant-postes du quartier général : sur-le-champ les soldats imitèrent avec un empressement rapide l'exemple de l'un d'en-

tre eux ; ils formèrent des faisceaux au moyen de la paille qui leur servait de lit, et qu'ils lièrent en petites gerbes à l'extrémité de leurs fusils : toute la ligne fut illuminée de ces feux. A mesure qu'il passait devant le front de bandière, l'empereur voyait éclater les démonstrations de l'enthousiasme et du dévouement. Les uns le saluaient de leurs acclamations, les autres lui promettaient pour la journée du lendemain un bouquet digne de lui : « Sire, lui dit un vieux grenadier qui conservait encore le langage républicain, Sire, tu n'auras pas besoin de t'exposer : je te promets, au nom de mes camarades, que tu n'auras à combattre que des yeux, et que nous t'amènerons demain, pour célébrer l'anniversaire de ton couronnement, les drapeaux et l'artillerie de l'armée russe. » Napoléon conservait ce visage pâle et calme sous le dehors duquel il dissimulait ses émotions intérieures ; cependant il fut un moment attendri : « Voilà, dit-il, la plus belle soirée de ma vie ; mais je regrette de penser que demain je perdrai bon nombre de ces braves... » Les gladiateurs qui saluaient César avant de mourir (1), ne se montraient point animés d'une résolution plus farouche que les compagnons de l'empereur. A son aspect, les cris des soldats et des chefs retentirent sur toute la ligne ; répétés et par les régiments postés au loin et par l'écho des collines, ils durent porter jusque dans le cœur des Russes cette crainte vague qu'on appelle pressentiment, et qui est l'avant-coureur d'un désastre. L'em-

(1) *Cesar, morituri te salutant !*

Déc. 1805. pereur passa le reste de la nuit dans sa tente, assis sur une chaise de paille près d'un feu de bivac, et ses yeux se reportèrent souvent sur la carte du pays.

Bataille
d'Austerlitz.

Le 11 frimaire (2 décembre), jour à jamais mémorable pour la France, Napoléon sortit de sa tente vers quatre heures du matin ; l'obscurité était encore profonde, et les feux ennemis s'éteignaient sur les hauteurs de Pratzen. On entendait un bruit de chevaux et d'affûts roulants du côté des petits lacs, et l'empereur comprit que l'ennemi s'était ébranlé sur ce point, et marchait de gauche à droite pour tourner les positions de l'armée française. Il éprouva une grande joie en voyant que jusqu'au bout les Russes tombaient dans le piège. Il revint au quartier général, et bientôt après la nuit commença à se dissiper lentement ; un brouillard assez intense couvrait la plaine de Schlapanitz, et on pouvait à peine distinguer quelques points avancés. L'armée française se mit en mouvement, et marcha dans la direction du ruisseau et des étangs, pour aborder les Russes, dont le mouvement se prononçait contre notre droite. Enfin le soleil parut ; il chassa les brumes, il éclaira de ses rayons les vallées et les collines : c'était comme un témoin de plus du courage de notre armée.

La première colonne russe, forte de vingt-quatre bataillons, et commandée par le lieutenant général Doctorow, venait de descendre des hauteurs d'Hossteriadek. Elle s'avancait par Augezd sur Telnitz, pour marcher ensuite vers les étangs, à la droite de ce village ; la seconde colonne, aux ordres de l'émigré français Langeron, et forte de dix-huit bataillons, des-

condit des hauteurs de Pratzen, et se dirigea vers le château de Sokolnitz, pour forcer la petite vallée qui se déroule entre cette position et celle de Telnitz; la troisième colonne, d'égale force, et commandée par le général Przibyszewsky, descendit des mêmes hauteurs par sa gauche, et dans la même direction : les trois colonnes devaient, après être parvenues entre Sokolnitz et les étangs, se porter en avant, au nord, et prendre position à Kobelnitz, village que protègent d'autres étangs et des marécages. Le mouvement de ces trois corps devait être appuyé par la quatrième colonne, composée de vingt-sept bataillons, dont quinze autrichiens, et que commandait le général Kollowrath. Le corps du général Kienmayer manœuvrait pour ouvrir et protéger la marche de la première colonne. Ces troupes réunies, une fois maîtresses des positions que nous venons d'indiquer, avaient mission de déboucher entre le bois de Tutias et la droite de Schlapanitz, d'enlever aux Français ce dernier village, et d'écraser en masse notre droite. Quant à la cinquième colonne de l'armée austro-russe, elle se composait de quatre-vingt-deux escadrons de cavalerie conduits par le prince de Lichtenstein; elle appuyait la marche des colonnes de la droite, et s'avancait entre Blazowitz et Kruls. La réserve, commandée par le grand-duc Constantin, attendait, en avant du village d'Austerlitz, qu'on lui donnât le signal de se porter au secours de la cavalerie : l'avant-garde, sous les ordres du prince Bagration, forte de douze bataillons et de quarante escadrons, s'appuyait sur la réserve, et se dirigeait vers

Déc. 1805. les hauteurs qui s'élèvent sur la rive droite de la Dwaroschna, pour y prendre position et les garnir d'artillerie.

Le corps d'armée autrichien aux ordres du général Kienmayer aborda le premier le village de Telnitz : le terrain était accidenté, couvert de vignes, et coupé par des ruisseaux; le 3^e de ligne, appuyé par les chasseurs corses, défendait cette position; nos tirailleurs s'étaient adroitement embusqués dans les maisons et dans les fossés, d'où ils faisaient essuyer à l'ennemi de nombreuses pertes. A plusieurs reprises les Autrichiens attaquèrent Telnitz, mais ils furent toujours repoussés. La première colonne russe vint enfin en aide aux Autrichiens : dirigée par Doctorow et Buxhøden, elle franchit les fossés que remplit d'eau le Goldbach, et s'engagea dans la plaine en avant du village; là, elle rencontra plusieurs escadrons de notre cavalerie légère qui firent bonne contenance, mais qui, cédant au nombre, se replièrent devant les masses ennemies. Notre droite se trouva donc débordée. Cependant la première colonne russe perdit du temps à attendre la seconde colonne; quand celle-ci arriva enfin devant Sokolnitz, le général Davoust avait réussi à envoyer sur ce point la division Friant, forte de cinq régiments d'infanterie et de six régiments de dragons. C'était le moment où les Austro-Russes débouchaient victorieux en avant de Telnitz, après avoir débordé le 3^e de ligne, les tirailleurs corses et la cavalerie légère. Le 1^{er} régiment de dragons les chargea résolument, et les rejeta dans Telnitz : peu d'instant après, le 108^e de

ligne et le 15^e léger emportèrent ce village à la baïonnette; les Austro-Russes furent rejetés sur l'autre bord du Goldbach, en laissant le village et le terrain d'alentour couverts de morts. Sur ces entrefaites, comme le brouillard régnait encore dans le creux de la vallée, un régiment français attaqua le 108^e, croyant tirer sur l'ennemi; le 108^e se replia, et les deux colonnes russes reprirent l'offensive. En peu d'instants, à la faveur du brouillard et du nombre, elles emportèrent Telnitz et Sokolnitz, tandis que la troisième colonne, agissant de son côté, se rendait maîtresse du château de Sokolnitz, qui domine le village de ce nom. La division Friant, obligée de tenir tête à tant de forces, se conduisit bravement. Les six régiments de dragons continrent la colonne de Doctrow, pendant que la brigade Lochet, formée du 18^e et du 111^e de ligne, abordait la colonne de Langeron, et la rejetait d'abord sur Sokolnitz, puis en arrière de ce village, et sur la rive gauche du Goldbach. Sur ces entrefaites, le général Friant, avec la brigade Kister (le 33^e de ligne et le 15^e léger), attaqua le corps de Przibyszewsky (1), et lui enleva le château de Sokolnitz. En ce moment la colonne Langeron (2) attaquait de nouveau le village de Sokolnitz, défendu par le 48^e, qui s'y était retranché. La résistance de ce régiment permit à Davoust et à Friant de venir à son secours et de le dégager. C'est ainsi que la division Friant, après une marche forcée de trente-six heures, et à peine forte de dix mille hommes, réussissait à vaincre ou du

(1) La troisième colonne russe. Voir plus haut.

(2) Deuxième colonne russe.

Déc. 1805. moins à contenir, sur les bords du Goldbach, trente-cinq mille Russes dont on ne pouvait révoquer en doute le courage et le dévouement. Cet engagement si honorable pour la France avait lieu à l'extrême droite de notre armée, non loin des étangs, et sur le terrain à travers lequel l'ennemi s'était proposé de déborder l'une de nos ailes et de tourner nos positions.

Dès que le combat avait ainsi commencé sur la droite, l'empereur Napoléon, les yeux tournés vers les collines de Pratzen, du haut desquelles descendaient les Russes et qu'ils laissaient à moitié dégarnies, se tourna vers le maréchal Soult, et lui dit : « Combien de temps vous faut-il pour couronner ces hauteurs ? — Moins de vingt minutes, répondit le maréchal ; car nos troupes sont placées dans le fond de la vallée, couvertes par le brouillard et la fumée des bivacs, et l'ennemi ne peut les apercevoir. — En ce cas, reprit l'empereur, attendons encore un quart d'heure. » Cependant il enjoignit au maréchal Bernadotte de passer le ruisseau de Jirzokowitz, et de se rapprocher de l'ennemi. Pendant que ce mouvement s'exécutait vers le centre de notre armée, Napoléon harangua ainsi les régiments qui défilaient sous ses yeux : « Soldats ! souvenez-vous que cette bataille doit être un combat de géants. Il faut finir la campagne par un coup de tonnerre qui confonde l'orgueil de nos ennemis, et apprenne au monde que nous n'avons pas de rivaux. » De son côté, le maréchal Soult, parcourant le front des régiments de l'aile droite, leur rappelait en peu de mots ce que

l'honneur de la France réclamait de leur courage pour le succès de cette grande journée. En passant devant le 10^e d'infanterie légère, qui faisait partie de la division Saint-Hilaire, il excita son audace en parlant des souvenirs de la victoire de Zurich; il trouva d'autres paroles non moins adroites et non moins opportunes en traversant les rangs des divisions Lergand et Vandamme.

Vers le centre de notre armée, deux divisions du corps de Bernadotte, les divisions Rigaud et Drouet, venaient de franchir le ruisseau de Jirzokowitz et de commencer un mouvement d'attaque contre les hauteurs de Blazowitz; à leur gauche, elles étaient soutenues par la cavalerie de Murat; à gauche de Murat et vers l'extrémité du champ de bataille, du côté du nord, les divisions Caffarelli et Suchet, faisant partie du corps de Lannes, s'avançaient en suivant la chaussée. Au bout de quelques instants, la fusillade éclata sur la gauche et au centre : la bataille générale s'était engagée. Lannes, Murat, Bernadotte avaient devant eux le prince Jean de Lichtenstein, l'avant-garde russe commandée par Bagration, presque toute la cavalerie de l'armée ennemie, et les réserves aux ordres du grand-duc Constantin. Telle avait été la confusion produite par le faux mouvement des Austro-Russes, que le grand-duc, au lieu d'attendre le dernier moment pour entrer en ligne, comme il convenait à l'arrière-garde, se trouvait exposé sur le premier plan au feu des tirailleurs de Bernadotte et aux charges des dragons

Déc. 1805.

de Kellermann (1). Cependant l'ennemi fit une vigoureuse contenance. La cavalerie de Kellermann fut ramenée jusque sur l'infanterie française, et se vit un moment forcée de se retirer en arrière de nos bataillons pour se reformer : les uhlands, emportés par leur courage, osèrent la suivre jusque sous cet abri formidable ; mais ils trouvèrent presque tous la mort dans cette charge aventureuse, qui les exposait au feu croisé de l'infanterie de Bernadotte. Un corps de dragons russes périt également pour avoir entrepris de se frayer un chemin entre deux régiments français. En ce moment, l'effort de notre centre et de notre gauche se portait sur la quatrième colonne de l'armée ennemie, que commandait le général Kollowrath. Composée d'Autrichiens et de Russes, mais à peine forte de quinze mille combattants, cette colonne, pour tenir tête aux Français, aurait dû être soutenue par la troisième colonne ; mais celle-ci avait porté ses efforts contre Kobelnitz, et ne pouvait venir en aide à Kollowrath. Sur ce point donc les Français avaient pour eux le terrain, les bonnes dispositions et l'avantage du nombre.

Le général Kutusoff, ayant vu le danger auquel était exposée la colonne de Kollowrath, n'en crut pas moins utile de la maintenir dans ses positions de Pratzen. De l'occupation de ce plateau dépendait le sort de la journée. Kutusoff fit demander des renforts au prince Jean de Lichtenstein, et ce prince lui envoya quatre régiments de cavalerie russe. Cependant

(1) Sous les ordres de Murat.

les Français avançaient vers l'ennemi sans répondre à la fusillade, et sans se laisser ébranler par les obstacles du terrain. Le prince Czartorisky se trouvait alors sur le plateau de Pratzen, auprès de l'empereur Alexandre; il fit remarquer au czar la marche intrépide et la contenance dégagée de nos soldats, qu'aucun péril ne semblait retarder. Alexandre comprit, seulement alors, que l'issue de la journée était douteuse; et l'intelligence du danger lui laissa comme un pressentiment sinistre de la perte de son armée. Il était neuf heures du matin : nos troupes avaient franchi le village de Pratzen, et le 10^e léger, ayant en tête le général Morand, commençait à déboucher sur le plateau; le 14^e et le 36^e de ligne, formant la brigade Thiébault, venaient ensuite. La brigade Varé, faisant partie de la division Saint-Hilaire, appuyait ce mouvement vers la gauche du village; et, plus à gauche encore, la division Vandamme chassait les Russes de la hauteur de Stari-Winobradi, que protégeaient vainement vingt-cinq bataillons ennemis et une artillerie formidable.

L'empereur Alexandre ne se bornait pas au rôle de spectateur oisif; il payait bravement de sa personne, et donnait aux Russes l'exemple du dévouement. Il ordonna deux mouvements destinés à prendre les Français en flanc et par la gauche, pendant que l'infanterie de la quatrième colonne continuerait à leur disputer les hauteurs. Le général Kollowrath et ses grenadiers autrichiens se distinguèrent dans cette attaque; le 36^e de ligne, qui eut un moment à soutenir le principal effort de l'ennemi, se vit forcé de

Déc. 1805. rétrograder : bientôt il reprit vigoureusement l'offensive. Cette lutte opiniâtre nous coûta plusieurs braves officiers. De part et d'autre on reçut des renforts. La cavalerie de la garde russe, voyant l'infanterie de cette même garde aux prises avec les divisions de Bernadotte, exécuta une charge pour la dégager : dans ce mouvement, un bataillon du 4^e régiment de ligne fut entouré, sabré, et perdit son aigle ; la brigade Schinner fut rompue. Cependant les Français ne tardèrent pas à réparer ce désordre et à se remettre en ligne. Il importait aux Russes de reprendre sur nos soldats le plateau de Pratzen : les masses ennemies s'élancèrent au pas de charge, la baïonnette en avant, et en poussant des hurrahs. Les régiments français les accueillirent par une fusillade bien nourrie et meurtrière : les divisions du maréchal Soult se portèrent à leur secours. Vainement donc les Russes commandés par le brave Miloradowich, et les Autrichiens ayant en tête le général Jurezech, essayèrent-ils de chasser les nôtres des hauteurs de Pratzen : les Français triomphèrent de leurs assauts multipliés, et les rejetèrent en déroute sur le revers des collines, après leur avoir enlevé un grand nombre de pièces de canon. L'artillerie du maréchal Soult compléta ce succès en écrasant les fuyards. Les Autrichiens à eux seuls perdirent sur ce point sept officiers supérieurs et deux mille soldats. La mêlée avait duré trois heures ; mais tout faisait pressentir qu'elle décidait du sort de la journée. Maître des hauteurs de Pratzen, le maréchal Soult y laissa quelques troupes pour les défendre ;

puis il manœuvra pour tourner les deuxième et troisième colonnes russes, alors engagées, comme on l'a vu plus haut, contre notre extrême droite, dans les défilés de Telnitz et de Sokolnitz.

Ainsi la droite et le centre tenaient en échec ou mettaient en déroute la moitié de l'armée russe sur la ligne du Goldbach et le long du plateau de Pratzen. Trois colonnes russes, l'armée de Buxhoevden, étaient engagées dans des bas-fonds, entre des villages obscurs et des lac smarécageux ; et la division Friant, forte de dix mille hommes, réussissait à les contenir. Le maréchal Soult avait emporté les positions de Pratzen, vainement disputées par Kollowrath, par l'infanterie de Miloradowich, par Kutusoff, par le centre de l'armée austro-russe combattant sous les yeux des empereurs d'Allemagne et de Russie. Si Kutusoff eût compris la situation, il eût rappelé en toute hâte les trois colonnes de Buxhoevden au secours de la quatrième colonne formant le centre de l'armée ennemie : avec cinquante mille hommes, il eût été possible de défendre jusqu'au soir les hauteurs de Pratzen. Sans doute il ne fallait plus compter sur une victoire, mais on pouvait conquérir une retraite glorieuse, et se mettre en mesure de reprendre l'offensive avant trois jours. Au lieu d'agir ainsi, Kutusoff laissa l'armée austro-russe éparpiller ses forces, livrer des combats isolés, se disperser, ou combattre sans ensemble en face d'un ennemi dont les manœuvres et les mouvements étaient calculés comme ceux des pièces d'un échiquier aux mains d'un joueur habile.

Déc. 1805.

Cependant, à la gauche de l'armée française, Lannes et Murat étaient encore aux prises avec la cavalerie austro-russe, forte sur ce point de quatre-vingt-deux escadrons rangés sur deux lignes; ils avaient en outre à combattre l'avant-garde russe, aux ordres du prince Bagration. Notre gauche, engagée contre des forces aussi redoutables, manœuvrait sur un terrain favorable à ses mouvements. Elle s'appuyait d'un côté au *Santon*, et contre les hauteurs boisées que protégeait notre artillerie; de l'autre, elle se déployait dans une plaine de peu d'étendue, mais où la cavalerie pouvait combattre. On a vu plus haut quelle charge impétueuse des uhlans avait un moment ébranlé notre aile gauche et rompu la cavalerie de Kellermann. Les Français n'avaient pas tardé à reprendre le dessus, et à repousser les assauts de la cavalerie austro-russe. Ils s'avançaient en bon ordre, mais foudroyés par quarante bouches à feu auxquelles répondait notre belle artillerie. Le général Valhubert, un des nôtres, eut la cuisse fracassée par un boulet, et tomba : quelques soldats s'empressèrent autour de lui pour l'emporter : « Non, s'écria-t-il d'une voix tonnante, laissez-moi mourir ! Souvenez-vous de l'ordre du jour, et retournez au combat. Pour un homme il ne faut pas en perdre six. » Le village de Blazowitz, profondément encaissé, était occupé, à droite de la plaine, par une division de l'armée russe. Il fut enlevé à la baïonnette par le 13^e d'infanterie légère; mais le colonel de ce brave régiment périt au moment de l'attaque. A l'autre extrémité du corps de Lannes, le prince Bagration essayait d'emporter le

Santon; déjà les Russes, descendus dans un vallon qui s'étend au pied de cette colline, avaient enlevé à nos soldats le village de Bosenitz; la bonne contenance du 17^e de ligne, qui défendait la hauteur, ne leur permit pas d'aller plus loin; ils se replièrent. Sur ces entrefaites, les divisions Suchet et Caffarelli, qui formaient notre aile gauche, marchaient en avant, et contraignaient sans relâche l'ennemi à reculer. Soudain, par ordre de Lannes, la division Suchet se porta obliquement à gauche, la division Caffarelli, obliquement à droite; et ce double mouvement, exécuté à propos, sépara l'infanterie du prince Bagration de la cavalerie du prince de Lichtenstein; celle-ci fut rejetée vers Pratzen, l'autre sur la route de Brünn à Olmütz. L'infanterie russe se retirait en bon ordre, et en résistant. Le feu de nos troupes, habilement dirigé, lui fit essuyer des pertes cruelles. Bientôt une charge à la baïonnette acheva de l'ébranler, sans toutefois la réduire à poser les armes. La cavalerie russe montra encore plus de vigueur. Repoussée par la division Caffarelli, elle revint à la charge. A la fin, par ordre de Lannes, quatre mille cuirassiers, conduits par les généraux d'Hautpoul et Nansouty, s'élançèrent au galop, et la pointe en avant, sur les masses russes, qui furent écrasées et dispersées après un choc terrible. Vainqueurs, nos cuirassiers vinrent en aide à la division Suchet, qui avait à combattre l'infanterie de Bagration; et ce corps, écrasé par nos cavaliers et nos fantassins, prit la fuite ou mit bas les armes. Ainsi, sur la gauche de notre armée, le maréchal Lannes venait d'opérer un mou-

Déc. 1805. vement qui à lui seul était une victoire, puisque sur ce même point la défaite de l'ennemi coûtait aux Austro-Russes deux mille hommes tués ou blessés et quatre mille prisonniers.

L'ennemi revint à la charge pour nous enlever Pratzen : la garde impériale russe, infanterie et cavalerie, chercha de nouveau à s'établir sur cette position, qui commandait le champ de bataille. Ces grenadiers intrépides, ces puissants cavaliers, cette jeune noblesse si téméraire mais si dévouée, se précipitèrent, à la suite du grand-duc Constantin, sur les soldats du maréchal Soult. Il importait à l'armée française de se maintenir sur un plateau déjà couvert de cadavres, mais qui, en notre pouvoir, interceptait les communications entre les colonnes russes ; c'était le moment décisif : le corps du maréchal Soult fut ébranlé. Mais Napoléon suivait toutes les phases de la bataille, et il jugea que le moment était venu de lancer une partie de la réserve au secours de la droite et du centre. Se tournant vers Bessières, il lui dit : « Prenez la cavalerie de la garde, et chargez-moi cette masse. » Les six mille cavaliers d'élite et leur brave chef n'attendaient que ce signal. En un clin d'œil ils s'élancèrent, et rencontrèrent face contre face, poitrail contre poitrail, la puissante garde impériale russe. La terre trembla sous le choc de ces hommes et de ces chevaux bardés de fer. La mêlée fut épouvantable, mais elle dura peu : les Russes furent enfoncés et sabrés ; le grand-duc Constantin ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Les empereurs de Russie et d'Allemagne, debout sur le plateau d'Auster-

litz, considéraient ce grand désastre; et, de son côté, Napoléon, entouré de son état-major, reconnaissait que sa vieille garde venait de consommer, en un moment, la ruine de l'ennemi. L'intépide Rapp, qui avait combattu au premier rang à la tête de cette troupe d'élite, vint au galop, le sabre ruisselant de sang, et suivi du prince Repnin son prisonnier, rendre compte à l'empereur des détails de ce brillant fait d'armes.

Au centre et sur la gauche, la victoire n'était plus disputée; sur l'extrême droite, de Kobelnitz à Telnitz, et non loin des étangs, le corps de Davoust soutenait encore la lutte, et refoulait les trois premières colonnes de l'armée austro-russe sur la rive gauche du Goldbach. Napoléon résolut de mettre fin au combat en se portant lui-même, avec les forces imposantes dont il disposait, sur le théâtre de cet engagement. La colonne de Przibyschewski et une moitié de la colonne de Langeron (1) furent enveloppées : rejetées dans les marécages, et ne trouvant aucune issue, elles se dispersèrent ou se rendirent; quelques autres divisions russes, qui avaient réussi à tourner notre droite, essayèrent de se frayer un chemin dans la direction de Brünn : arrivées sur la route de Vienne, sur le point même où, d'après les plans de l'ennemi, l'armée de Napoléon devait passer sous les Fourches Caudines, ces malheureuses divisions moscovites tombèrent au pouvoir des Français. Restait la masse des combattants ennemis que Buxhoevden avait engagés

(1) Troisième et deuxième colonne austro-russe.

Déc. 1805.

vers Telnitz et les étangs. L'inepte général ignorait le désastre des autres colonnes, et s'étonnait de ne point encore entendre le récit de la victoire. Tout à coup le corps du maréchal Soult apparut sur les hauteurs qui dominent les lacs, chassant devant lui les débris de la colonne de Doctorow. Buxhoevden essaya de se frayer un chemin entre les hauteurs de Pratzén et l'étang de Satschau; il traversa le village d'Augezd, mais il y rencontra la division Vandamme qui lui barra le chemin. Il n'y avait plus d'issue. Les débris des colonnes ennemies, traînant à leur suite trente-huit pièces de canon et des bagages, se jetèrent sur la glace des étangs; mais cette croûte épaisse, affaiblie par la chaleur de la journée, ne put supporter le poids des hommes, des chevaux, de l'artillerie; elle se rompit, et les débris du corps de Doctorow disparurent sous les eaux : spectacle plus terrible et plus douloureux encore que celui d'Aboukir. Pendant toute la nuit on entendit les cris des malheureux qui périssaient dans le lac, sans qu'il fût humainement possible de les sauver. De toutes les colonnes de l'armée austro-russe, il n'en était aucune que les Français n'eussent détruite ou décimée : hommes, chevaux, canons, étendards, tout tombait aux mains des soldats de Napoléon. Les empereurs de Russie et d'Allemagne s'éloignaient, frappés de stupeur : le corps d'armée du prince Bagration parvenait seul, à la faveur de la nuit, à opérer sa retraite.

Sanglants
trophées
de la
victoire.

Vingt mille hommes tués ou noyés; un nombre égal de prisonniers; le reste de l'armée fuyant dans la plus complète déroute : tel fut le désastre de nos

ennemis. Parmi les prisonniers on comptait neuf généraux, vingt officiers supérieurs, et huit cents officiers de tout grade. Les Français avaient pris quarante-cinq drapeaux, cent quatre-vingt-six pièces de canon, quatre cents voitures d'artillerie, et les bagages de l'armée russe. Notre perte ne s'élevait qu'à sept mille hommes tués ou blessés. Pendant les longues heures qui succédèrent à la bataille, les cris de triomphe de l'armée victorieuse retentirent de Brünn à Austerlitz ; mais ils ne couvrirent point les gémissements des blessés et les clameurs des mourants. Le champ de bataille, sur deux lieues d'étendue, présentait un affreux spectacle, dont la gloire ne pouvait étouffer l'horreur. Comme Napoléon parcourait à cheval ce théâtre de carnage, donnant des ordres pour faire secourir les blessés, et s'assurant par lui-même des résultats de la lutte, ses vieux compagnons d'armes, à demi morts, se relevaient fièrement et le saluaient encore ; quelques-uns lui disaient : « Êtes-vous content ? » L'empereur, de retour au bivac, adressa à la grande armée la proclamation suivante :

« Soldats ,

« Je suis content de vous ! Vous avez, à la journée
« d'Austerlitz, justifié ce que j'attendais de votre in-
« trépidité ; vous avez décoré vos aigles d'une im-
« mortelle gloire ! Une armée de cent mille hommes,
« commandée par les empereurs de Russie et d'Au-
« triche, a été, en moins de quatre heures, ou coupée

Napoléon
remercie
la grande
armée.

Déc. 1805. « ou dispersée; ce qui a échappé à votre feu s'est
« noyé dans les deux lacs.

« Quarante drapeaux, les étendards de la garde
« impériale de Russie, cent vingt pièces de canon,
« vingt généraux, plus de trente mille prisonniers,
« sont le résultat de cette journée à jamais célèbre.
« Cette infanterie tant vantée, et en nombre supé-
« rieur, n'a pu résister à votre choc, et désormais
« vous n'avez plus de rivaux à redouter! Ainsi, en
« deux mois, cette troisième coalition a été vaincue
« et dissoute. La paix ne peut être éloignée; mais,
« comme je l'ai promis avant de passer le Rhin, je
« ne ferai qu'une paix qui nous donne des garanties
« et assure des récompenses à nos alliés.

« Soldats! lorsque le peuple français plaça sur ma
« tête la couronne impériale, je me confiai à vous pour
« la maintenir toujours dans ce haut éclat de gloire
« qui seul pouvait lui donner du prix à mes yeux. Mais,
« dans le même moment, nos ennemis pensaient à la
« détruire ou à l'avilir; et cette couronne de fer, con-
« quise par le sang de tant de Français, ils voulaient
« m'obliger de la placer sur la tête de nos plus cruels
« ennemis : projets téméraires ou insensés, que, le
« jour même de l'anniversaire du couronnement de
« votre empereur, vous avez anéantis et confondus.
« Vous leur avez appris qu'il est plus facile de nous
« braver et de nous menacer que de nous vaincre.

« Soldats! lorsque tout ce qui est nécessaire pour
« assurer le bonheur et la prospérité de notre patrie
« sera accompli, je vous ramènerai en France. Là,
« vous serez l'objet de mes tendres sollicitudes; mon

« peuple vous reverra avec joie; et il vous suffira de
« dire, *J'étais à la bataille d'Austerlitz*, pour qu'on
« vous réponde : *Voilà un brave!* »

Déc. 1806.

L'empereur, en apprenant les actes de dévouement et de courage qui avaient signalé cette mémorable journée d'Austerlitz, s'écria, d'une voix émue :
« Il faudrait une puissance plus grande que la mienne
« pour récompenser dignement cette armée. » Cependant il n'épargna rien pour acquitter sa dette. Des pensions furent accordées aux veuves des généraux, officiers et soldats qui avaient trouvé la mort dans la bataille; l'empereur adopta leurs enfants, au nom de la France; il accorda trois mois de solde à chaque blessé; il décora de l'étoile de la Légion d'honneur ceux que les témoignages de leurs compagnons ou de leurs chefs signalaient comme les plus dignes. Une place de Paris reçut le nom du brave Valhubert; les noms des colonels Morland et Bourdon furent donnés à la place et au boulevard qui aboutissent à la Seine, en face du Jardin des Plantes. Quand Napoléon passa en revue le premier bataillon du 4^e régiment, il eut pitié de la douleur profonde de ce corps, qui avait perdu son aigle pendant le combat; mais, cachant son émotion, il dit d'une voix sévère : « Sol-
« dats, qu'avez-vous fait de l'aigle que je vous avais
« confiée? Vous aviez juré qu'elle vous servirait de
« point de ralliement, et que vous la défendriez au
« péril de votre vie : comment avez-vous tenu votre
« promesse? » Le major Bigarré prit la parole, et justifia le bataillon; il assura que le porte-drapeau ayant été entouré et tué dans la mêlée, on ne s'était point

Récompenses
décernées
aux braves.L'aigle
du 4^e
régiment.

Déc. 1805. aperçu de sa chute à cause de la fumée, et que la division ayant fait un mouvement vers la droite, l'étendard était resté sur le champ de bataille. Il ajouta que le premier bataillon, pour réparer ce malheur, avait fait des prodiges de courage; puis, en échange de l'aigle tombée aux mains de l'ennemi, il remit à l'empereur deux drapeaux que ce corps intrépide avait enlevés aux Russes. L'empereur hésita un moment; mais il dit ensuite : « Officiers et « soldats, jurez-vous qu'aucun de vous ne s'est aperçu « de la perte de son aigle, et que si vous vous en « étiez aperçus, vous vous seriez précipités sur le « champ de bataille pour la reprendre ou périr? car « un soldat qui a perdu son aigle a tout perdu! » Les officiers et les soldats étendirent la main, et s'écrièrent : « Nous le jurons! — Eh bien, dit Napoléon, « je vous rendrai votre aigle. »

Entrevue
des
empereurs
de France
et
d'Autriche.

Vers la pointe du jour, l'empereur d'Autriche envoya le prince Jean de Lichtenstein auprès de Napoléon pour solliciter une entrevue : il fut convenu qu'elle aurait lieu le 13 frimaire, au bivac de l'empereur des Français. En attendant, nos divisions poursuivaient sans relâche les débris de l'armée austro-russe, leur enlevant à chaque pas des hommes, des canons, des bagages. Ainsi se passa la journée du 12 frimaire. Les forces de l'ennemi s'élevaient à peine à trente mille soldats découragés et hors d'état de résister. Napoléon aurait pu cerner cette armée fugitive, et faire prisonniers les empereurs de Russie et d'Autriche. Il aima mieux donner aux peuples l'exemple du respect pour la majesté royale, et il ac-

corda une suspension d'armes à l'ennemi. Quelques heures après, l'empereur François II se présenta au bivac de l'armée française, et fut introduit sous la tente de l'empereur Napoléon. Cette entrevue eut lieu à quelque distance du village de Naseldowitz, près d'un moulin. Napoléon dit à l'empereur d'Autriche : « Je vous reçois dans le seul palais que j'habite depuis deux mois. — Vous tirez si bon parti de votre habitation qu'elle doit vous plaire, » répondit en souriant le monarque vaincu. Les deux empereurs causèrent ensuite à voix basse, et arrêterent en peu d'instants les bases de la paix. François II ne stipula que pour la monarchie autrichienne; mais il obtint de Napoléon que l'armée française suspendrait ses mouvements, et permettrait au czar et à son armée de se retirer en Russie. Quand Napoléon eut prit congé de l'empereur d'Autriche, il regretta d'avoir usé de cette condescendance inexplicable à l'égard du plus dangereux de ses rivaux; mais il s'en fit honneur en prononçant l'une de ces phrases à effet que l'on confie à la plume des historiographes : « Je viens de faire une faute, dit-il; j'aurais pu poursuivre ma victoire, et faire prisonniers tous mes ennemis. Mais enfin quelques larmes de moins seront versées. »

Le général Savary se rendit au quartier impérial de l'armée moscovite, et fit part à l'empereur de Russie des dispositions généreuses de Napoléon : « Dites à votre maître, lui répondit Alexandre, qu'il a fait des miracles, et que la journée du 2 décembre a accru mon admiration pour lui. Il faudra à mon ar-

Générosité
de Napoléon
à l'égard
des Russes.

Déc. 1805. « mée cent ans pour égaler la sienne. » Ensuite, le czar donna sa parole d'honneur de rentrer immédiatement en Russie avec ses troupes. Napoléon, voulant lui donner une nouvelle marque de déférence, lui renvoya sans échange tous les prisonniers de la garde noble russe, et le prince Repnin, colonel des chevaliers-gardes.

Tandis que l'armée russe, mécontente des Autrichiens et se croyant trahie par les alliés, se retirait en bon ordre, d'étape en étape, l'empereur Napoléon quittait la Moravie et se rendait au palais de Schœnbrunn. C'est de là qu'il voulait suivre en personne les négociations déjà ouvertes avec l'Autriche, et dont les bases étaient discutées à Presbourg.

Démarche
calculée
du
représentant
de la Prusse.

Alors seulement l'envoyé de la Prusse, M. de Haugwitz, fut introduit auprès de Napoléon. Il n'était plus question de signifier, au nom du roi Frédéric-Guillaume, les stipulations secrètes de Postdam, et de sommer la France de poser les armes. La bataille d'Austerlitz avait éclaté comme la foudre, et la Prusse n'avait plus à marchander sa neutralité ou sa haine. M. de Haugwitz écrivit à Berlin pour demander de nouvelles instructions, et, en attendant, il félicita Napoléon du bonheur de ses armes. L'empereur ne laissa point ignorer au rusé diplomate ce qu'il pensait de la politique de la cour : « Voilà, dit-il, un compliment dont la victoire a changé l'adresse. » M. de Haugwitz ayant essayé de faire entendre quelques phrases de justification, Napoléon mit fin à l'entrevue, sans s'écarter des formes polies que l'étiquette consacre. Peu de jours après, il reçut de nouveau cet ambassadeur ;

mais dans cette conférence il s'abandonna à d'amers reproches contre la conduite déloyale du cabinet de Berlin : « Il eût été, dit-il, plus honorable pour votre maître de m'avoir déclaré ouvertement la guerre; il aurait servi ses nouveaux alliés; j'y aurais regardé à deux fois avant de livrer bataille. Mais vous voulez être les alliés de tout le monde, cela n'est pas possible; il faut opter entre eux et moi. Je veux de la sincérité, ou je me sépare de vous. Je préfère les ennemis francs à de faux amis. » Il ajouta qu'il pourrait, s'il le voulait, tirer une vengeance terrible de la conduite du gouvernement prussien, envahir la Silésie, relever la Pologne, et porter à la Prusse des coups dont elle ne se relèverait jamais; qu'il aimait mieux oublier le passé, et se montrer généreux; qu'il pardonnait à un entraînement passager, mais à cette condition que la Prusse s'unirait à la France par des liens indissolubles, et accepterait le Hanovre en gage de cette alliance. Le comte de Haugwitz, interdit par cette déclaration impétueuse, chercha à gagner du temps, et fit observer qu'il n'avait pas d'instructions. L'empereur insista de nouveau, mais avec adresse, et en cherchant à la fois à intimider et à séduire. Le comte de Haugwitz, craignant d'exposer son pays à une invasion immédiate, et ne voyant qu'un seul moyen de soustraire la Prusse à ce danger, consentit à signer le traité dont l'empereur avait dicté les conditions.

En vertu de cet acte, la France transportait tous ses droits sur le Hanovre au roi de Prusse. Ce dernier, en retour, cédait à la Bavière le margraviat d'Anspach,

Dures
conditions
imposées
à la Prusse
par
Napoléon.

Déc. 1805.

Déc. 1805.

et à la France la principauté de Neuchâtel, la place de Wesel et le reste du duché de Clèves : la Bavière devait, en échange, céder à la Prusse un territoire de vingt mille âmes, et à la France la principauté de Berg. Les ratifications devaient être échangées en trois semaines. Il faut remarquer que les territoires abandonnés par la Prusse étaient de peu d'étendue, mais que leur cession ne faisait naître aucune difficulté ; tandis que la possession du Hanovre, acceptée par la Prusse, équivalait, de la part de cette puissance, à une déclaration de guerre signifiée à la Grande-Bretagne. On comprend sans peine qu'un pareil mode de compensation était fort peu équitable ; mais la victoire et la haine avaient endurci le cœur de Napoléon, et il ne gardait aucun ménagement pour la Prusse. Ce fut une faute, qu'il paya plus tard et bien chèrement. Le comte de Haugwitz apposa sa signature sur cet étrange traité le 15 décembre. C'était ce même jour que les conventions de Postdam avaient désigné comme celui où la Prusse devait entrer en ligne contre la France, de concert avec l'Autriche et la Russie. Les temps étaient bien changés. Un diplomate plus habile que M. de Haugwitz aurait pu résister aux instances ou aux menaces de Napoléon ; il en aurait appelé à son souverain ; il aurait excipé jusqu'au bout du manque d'instructions. M. de Haugwitz se montra faible et fasciné. Lorsqu'il fut question de céder le pays d'Anspach, il se récria, en faisant observer que c'était là le berceau de la maison de Brandebourg : « Eh bien, lui dit M. de Talleyrand, un sourire sur les lèvres, quand un enfant grandit, il dédaigne

son berceau. » Cette boutade spirituelle suffit pour dissiper les scrupules de l'ambassadeur.

A Presbourg, l'influence française ne se montra pas moins puissante et obéie. Napoléon voulait humilier et amoindrir l'Autriche, et il était le plus fort. Ici, nous ne craignons pas de le dire, une politique plus prévoyante et plus large dans ses conceptions aurait conseillé à Napoléon d'adopter, à l'égard de l'empereur François II, un autre système.

On discute
à Presbourg
les bases
de la paix.

La France représente dans le monde le dernier rempart qui reste à la civilisation et au catholicisme contre l'invasion des Scythes. A toutes les époques de l'histoire, depuis les Huns et les Avars, les races de l'Asie ont cherché à déborder sur l'Europe, et toujours elles y ont réussi, s'avancant, rétrogradant, revenant peu à peu, et gagnant enfin du terrain qui ne leur a plus été disputé. Lorsque Pierre le Grand a émancipé son peuple; lorsque les Russes ont pris, grâce à son génie, une place dans la famille européenne, les nations de l'Occident ont entrevu pour l'avenir un immense danger. Un demi-siècle ne s'était point écoulé après la mort de cet homme illustre, que déjà la barrière slave, l'une des trois puissantes lignes que la Russie est condamnée à franchir, avait été entamée et rompue par la chute ou le partage de la Pologne; la barrière germanique restait entière, et nous séparait seule de la Russie : on avait bien vu, aux jours de la république française, les Russes intervenant dans les luttes de l'Occident, et faisant la guerre en Italie et en Suisse, et ces graves symptômes avaient révélé l'étendue du péril; on savait

Déc. 1855. que les Russes menaçaient la Turquie en Asie et en Europe : il importait donc, avant tout, de les retenir bien loin de l'Allemagne, et de donner à la barrière germanique une force de résistance si considérable, que jamais elle ne pût être amoindrie ou rompue du côté de l'Orient. Ce point d'appui une fois obtenu, l'Occident pouvait attendre l'occasion favorable pour un partage de la Turquie d'Europe, et le saisir pour reconstituer la barrière slave, en réorganisant dans toute sa force l'antique Pologne et la nationalité lithuanienne. En agissant ainsi, l'Europe aurait fait reculer les Cosaques de plus de cent ans.

Pour le succès de cette combinaison, il faut que l'Autriche soit forte en Orient et faible en Occident : notre droit, notre mission perpétuelle, depuis les Hohenstauffen, est de lui enlever l'Italie, et de lui laisser prendre en Allemagne tout le terrain, toute la force dont nous la dépouillons du côté des Alpes. En agissant ainsi, nous abritons l'indépendance de l'Italie, de la France, de l'Espagne et des États situés aux bouches du Rhin, derrière la puissance teutonique, appuyée sur la ligne slave. En suivant une marche opposée, nous condamnons la Pologne, la Hongrie, la Turquie, à périr ; l'Autriche, à disparaître peu à peu, resserrée entre la Russie et la France ; et les nations catholiques de l'Occident, à subir l'outrage certain d'une nouvelle invasion des Barbares orientaux ; nous laissons à la puissante Angleterre le soin de sauver du naufrage les débris des nationalités vaincues, et d'offrir un asile précaire à l'Église.

Mais les hommes, et surtout les conquérants, vont

au plus pressé. M. de Talleyrand conseillait vainement à Napoléon de rendre l'Autriche forte contre la Russie : l'empereur voulait à tout prix qu'elle devînt faible, et hors d'état de tenir tête à la France. L'Autriche suppliait la Prusse d'offrir sa médiation armée, de stipuler en sa faveur, et de ne point l'abandonner, puisque sa cause était celle de l'Allemagne tout entière : la Prusse n'osa accepter ce rôle, et l'Autriche se vit réduite à subir les désastreuses conditions de la paix de Presbourg.

Déc. 1805.

L'Autriche perdit Venise et ses provinces de terre ferme, qui furent réunies au royaume d'Italie, vassal de la France, et l'une de nos conquêtes. L'Adige, la Piave, le Tagliamento n'arrosèrent plus que des territoires soumis à Napoléon, et l'Isonzo fut reconnu de ce côté pour la barrière de notre empire. La maison d'Autriche se vit donc exclure de l'Italie; elle n'y posséda plus rien, pas un seul fief. Le Tyrol et le Voralberg furent détachés de l'Autriche et réunis à la Bavière : c'était faire de l'électeur le gardien avancé du royaume d'Italie. Napoléon fit également céder à la Bavière la principauté d'Eichstedt, la partie de l'évêché de Passau précédemment réunie au grand-duc de Toscane, la ville et le territoire d'Augsbourg, les évêchés de Trente et de Brixen, la ville de Lindau et le margraviat de Burgau. Tous les territoires que l'Autriche possédait en Souabe lui furent enlevés au profit des électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade; l'empereur d'Allemagne reçut pour toute compensation le pays de Salzbourg, appartenant à l'électeur Frédéric, à qui la Bavière céda Wurtz-

Traité
de
Presbourg.

Déc. 1805. bourg , en y joignant une indemnité pour le Brisgaw. La maison d'Autriche obtint en outre le droit de constituer héréditairement la dignité de grand maître de l'ordre Teutonique, ainsi que les domaines et les revenus qui en dépendaient , en faveur d'un archiduc qui serait désigné par l'empereur d'Allemagne.

L'électeur de Bade reçut le titre de grand-duc ; les électeurs de Wurtemberg et de Bavière , alliés et en quelque sorte vassaux de la France , prirent le titre de rois.

Par ce traité , qui fut comme un second remaniement de l'Allemagne , les rapports de l'Empire furent gravement modifiés : on supprima l'institution des cercles dans les hauts pays ; on médiatisa Augsbourg ; on agrandit , on éleva trois maisons princières ; on enleva à l'empereur d'Allemagne les droits de suzeraineté qu'il avait conservés sur les territoires autrefois enclavés dans les cercles de Bavière , de Franconie et de Souabe. Napoléon refusa de réserver à la diète de l'Empire l'examen et la sanction du traité ; il fit plus : il exigea que la condition actuelle de la Suisse et de la république batave , toutes deux placées sous la suzeraineté de la France , fût reconnue par l'Autriche. Quant au Piémont , il ne fut pas question de réserver ses droits et sa nationalité : la prise de possession de ce pays et de la république ligurienne fut acquise à la France. Une dernière clause , qui demeura secrète , imposa aux vaincus l'obligation de payer à la France une indemnité de cent quarante millions de francs , destinée à couvrir les frais de la guerre.

Ainsi l'Autriche perdait treize cent quarante-cinq

milles carrés, quatorze millions de florins de revenus, près de trois millions d'habitants, et son chef, exclu de l'Italie, se voyait dépouillé du titre de roi des Romains : l'Allemagne, soumise à un nouveau partage, devenait en partie vassale de Napoléon, et, pour les deux tiers, réduite à la condition de puissance humiliée et vaincue. L'empire napoléonien, au contraire, reculait sa frontière jusqu'à l'Illyrie ; il s'appuyait, au delà des Alpes et du Rhin, sur trois États agrandis et reconnaissants qu'il emportait dans son tourbillon. La Russie, à demi découragée, était réduite à méditer de nouveaux efforts et de nouveaux sacrifices ; l'impuissance de la Suède éclatait au grand jour ; la Prusse frémissait sous la menace d'une paix aussi redoutable que la guerre ; la haute Italie, la Suisse, la Hollande et l'Espagne subissaient nos lois, ou se laissaient traîner à la remorque de l'empereur. L'Angleterre seule restait debout, toujours forte et victorieuse sur les mers ; et, quelque abandonnée qu'elle fût à ses propres ressources, elle se trouvait en mesure de soutenir la lutte et de nous faire expier notre grandeur (5 nivôse — 26 décembre).

Le 8 nivôse, deux proclamations annoncèrent la paix de Presbourg à la grande armée et aux habitants de Vienne. Le langage de Napoléon était empreint d'une réserve qui devait peu coûter à son orgueil : le rôle de modérateur du continent valait bien celui de capitaine victorieux sur un champ de bataille. Heureux l'empereur, s'il avait su se contenter de sa fortune, et respecter la dignité humaine dans les peuples et dans les rois soumis à ses volontés ! L'histoire

Déc. 1805.

lui apprenait que la fortune a des retours imprévus ; et le souffle de la Providence avait, jusqu'à nos jours, détruit tant d'empires, que Napoléon, du haut de sa gloire, ne pouvait fermer les yeux sur le néant des grandeurs de ce monde. Légataire universel d'une révolution qui lui avait transmis un pouvoir sans bornes, il en devait compte à Dieu et à la France. Dieu, qui l'avait choisi pour instrument, voulait que l'épreuve de la prospérité durât encore un petit nombre d'années, afin que l'épreuve de l'infortune fût plus éclatante et plus fertile en leçons. Et quant à la France, volontairement associée au fol amour des conquêtes qui dévorait son chef, elle ne fut que trop tôt châtiée avec lui et par lui de sa passion pour la guerre : dix ans auparavant elle avait été punie, par le règne des bourreaux et des clubs, du délire de ses principes et du dévergondage de ses idées.



LIVRE TROISIÈME.

Un sénatus-consulte avait ordonné qu'à dater du 1^{er} janvier 1806, l'usage du calendrier républicain cesserait dans toute l'étendue de l'empire. Ce dernier vestige de la période révolutionnaire fut effacé de nos mœurs, et rien dans le langage officiel comme dans les habitudes du peuple ne sépara désormais la France de la famille des nations civilisées.

Lorsque l'année s'ouvrit, l'empereur Napoléon était à Munich avec l'impératrice-reine. Il voulut que le premier roi de Bavière reçût en quelque sorte de sa main suzeraine l'investiture de ses nouveaux droits et de son titre : pour lui, il agréa les hommages de Maximilien I^{er} et des princes allemands, vassaux de la France. Ce fut alors que, voulant entrer dans la famille des monarques européens, il contracta pour la première fois des alliances princières. Son fils adoptif Eugène Beauharnais, déjà vice-roi d'Italie, épousa à Munich la princesse Auguste, fille du roi de Bavière, et non moins remarquable par sa beauté que par ses vertus ; peu de temps après, la princesse Stéphanie de Beauharnais, fille adoptive de Napoléon, donna sa main au petit-fils du grand-duc de Bade. Cependant l'empereur revint en France après avoir

Janv. 1806.

Retour
triomphal
de Napoléon.
—
Alliances
princières.

Janv. 1806. visité, en souverain féodal, Stuttgart, Carlsruhe, Bade, et les autres cités allemandes qui se trouvaient sur son passage; partout il fut accueilli comme devait l'être l'homme de guerre le plus illustre des temps modernes et le dispensateur de la force. Les princes et les magistrats multiplièrent les témoignages de la joie officielle, et les peuples furent entraînés par l'admiration ou la curiosité sur le chemin du conquérant dont l'Allemagne vaincue et amoindrie commençait à détester l'orgueil. La route était couverte d'arcs de triomphe; les belles Allemandes, parées de leurs blonds cheveux, se pressaient avidement autour de l'empereur; les cloches, sonnant à toute volée, mêlaient leur son au retentissement des salves d'artillerie; mais la patriotique jeunesse, contrainte de refouler au fond de l'âme ses douleurs ou son désespoir, songeait amèrement à l'avenir, et cherchait des vengeurs au vieil empire germanique.

Réception
décernée
à l'empereur
par les
grands corps
de l'État.

De l'autre côté du Rhin, sur la rive française, l'enthousiasme éclatait avec transport et sans arrière-pensée. Les corps politiques s'associaient à ce mouvement des esprits; ils contribuaient encore à l'exalter. Il y eut entre eux et l'empereur un échange de saluts et d'hommages. Napoléon avait envoyé en France les drapeaux pris sur l'ennemi : il en donnait huit au tribunat, huit à la ville de Paris, cinquante-quatre au sénat, cinquante à l'église Notre-Dame, témoin de son couronnement. L'inauguration de ces trophées eut lieu le 1^{er} janvier, en grande pompe, et au milieu des transports de l'allégresse publique. Les orateurs ne firent pas défaut : le tribunat retentit de harangues

Janv. 1806.

adulatrices, qui rappelaient ce long panégyrique lu par Pline le Jeune dans le sénat romain, et que Trajan, par malheur pour sa gloire, ne dédaigna pas d'entendre. La langue française ne semblait point offrir à ces étranges tribuns assez d'hyperboles pour flatter dignement le maître ; et ces hommes, s'étonnant de leur impuissance, proclamèrent « qu'à force de prodiges, l'empereur avait rendu la flatterie impossible. » Enfin, le tribunat émit le vœu « que sur l'une des principales places de Paris on élevât une colonne surmontée de la statue du prince, avec cette inscription : A NAPOLEON LE GRAND LA PATRIE RECONNAISSANTE. » Le sénat ne resta point en arrière : il eut ses solennités et ses harangues ; il consacra, comme les tribuns, un monument triomphal « A NAPOLEON LE GRAND, » et il décréta qu'il se rendrait en corps au-devant de l'empereur, pour le féliciter à son retour d'Allemagne. Le gouvernement impérial aimait ces manifestations louangeuses. L'adhésion du corps épiscopal lui était particulièrement chère, parce qu'il y voyait un moyen de plus d'agir sur la conscience des peuples. Les journaux officiels mentionnaient donc les mandements qui ordonnaient des prières en action de grâces ; ces actes du haut clergé étaient empreints de l'admiration la plus vive, et d'un dévouement dont l'expression, quoique digne, aurait pu demeurer plus réservée et plus indépendante. Napoléon y était appelé *le fort d'Israël, le géant, le monarque magnanime et pacifique, notre gloire et notre joie, l'inspiré de la sagesse* ; et l'évêque d'Aix-la-Chapelle (pour ne citer que lui) se montrait l'un des plus modérés et

Janv. 1806.

l'un des moins enthousiastes parmi les prélats de l'empire, alors même qu'il terminait ainsi sa lettre pastorale : « O Napoléon ! puisse votre dévouement pour nous être la mesure du nôtre pour votre personne sacrée et pour la patrie ! Vous êtes dignement appelé *le père de la patrie, le sauveur de l'État et de l'Europe*. Que le Dieu de nos pères, que le Dieu de Charlemagne, qui est l'auteur de toutes les grandes choses que vous opérez, que le Tout-Puissant continue de vous protéger toujours, et de vous couvrir de son bouclier comme il vous couvre de gloire ! »

Impression
produite
par
ces ovations
sur l'esprit
de
l'empereur.

Et comment cette voix universelle qui, s'élevant au pied du trône, couvrait le bruit du mécontentement des faibles et les gémissements lointains des vaincus ; comment ce grand concert de louanges et d'honneurs n'aurait-il pas enivré l'heureux soldat ? Depuis qu'il avait tenu des cours plénières ; depuis que ses armées avaient mis en fuite l'héritier des Romanow, et contraint les Césars d'Allemagne à s'humilier sous sa tente, Napoléon avait laissé toutes les fumées monarchiques monter à son cerveau et troubler son âme. Dès ce moment l'idée républicaine lui devint odieuse, et la formidable dictature qu'il s'était arrogée au profit de la France devint entre ses mains l'instrument de sa grandeur personnelle et de celle de sa famille. Ce qu'il avait vu de la féodalité allemande lui parut bon à transplanter sur notre sol. L'Allemagne porte bien mieux que la France la tradition carlovingienne : elle est féodale par les coutumes et par le droit ; les classes supérieures de la population sont façonnées à cette hiérarchie, et

prennent pour révolte tout système contraire : l'Al-
lemagne moderne présente avec l'Europe féodale du
moyen âge cet autre point de ressemblance, que là
aussi, sous le joug des castes privilégiées, ferment-
tent dans les couches inférieures de la population des
ressentiments implacables contre les nobles, des hai-
nes sauvages contre la société, de folles espérances
de régénération radicale qui se traduisent, comme à
l'époque de Jean Huss et de Zwingle, par la néga-
tion de la propriété et de la famille. Mais qu'importait
à Napoléon cette sourde révolte de l'avenir contre le
passé ? Il en était venu à n'ajouter foi qu'à un seul
mot : la force ; à n'accepter qu'une seule légitimité
sociale : la sienne.

Napoléon travaillait à imiter Charlemagne, sans
comprendre la différence qui existait entre la mis-
sion de l'un et celle de l'autre. Charlemagne avait
fondé son empire sur les débris d'une société livrée
aux ravages du glaive et de l'ignorance, et il avait
eu à combattre le paganisme et la barbarie au profit
de la civilisation et de la sagesse : Napoléon, au
contraire, s'était trouvé en face d'une société qui
mourait par l'excès de l'orgueil et par les abus de
la civilisation ; en face d'un monde qui avait trouvé
son châtement dans ce que les hommes décorent des
noms de progrès et de raison. Charlemagne avait
eu à faire prévaloir l'intelligence, Napoléon l'auto-
rité : le premier avait fondé l'indépendance tempo-
relle de l'Église, l'autre en était jaloux et cherchait
à la détruire ; l'un était la civilisation, l'autre la ré-
volution devenue homme. Différents par les mœurs,

Napoléon
cherche
à imiter
Charlemagne.

Janv. 1806. par l'œuvre providentielle, par les instincts, par le cœur, ils n'avaient de commun que la puissance et le génie : c'était assez pour que Napoléon aimât à se faire illusion, pour qu'il essayât d'entreprendre, au milieu d'une société qui fermentait en vue de l'avenir, la restauration d'un passé désormais impossible, et qui n'avait plus sa raison d'être.

Créer de grands et de petits fiefs, c'était marcher dans le sillon qu'avait ouvert l'épée de Charlemagne; reconstituer le pacte de famille, c'était reprendre, en faveur de la quatrième dynastie, l'idée favorite des anciens Bourbons. Pour en venir là, il fallait ménager les instincts toujours irritables de la révolution française, et mettre en avant des prétextes dont l'Europe dût se contenter. Le royaume de Naples, tant de fois convoité par les rois capétiens, fut la première proie dont Napoléon voulut se saisir. Par malheur pour les Bourbons, les motifs de guerre ne manquaient pas.

L'empereur médite de punir la cour de Naples de ses hostilités.

On a vu ailleurs que, vers la fin de l'an XIII, la cour de Naples, intimidée par les menaces de l'empereur, s'était déterminée à subir les conditions d'une paix assez dure : elle avait, en outre, formellement promis de ne tolérer sur le territoire des Deux-Siciles le débarquement d'aucun corps de troupes appartenant aux puissances en guerre contre la France; elle s'était engagée à ne confier la direction des armées et le commandement des places du royaume à aucun général anglais, russe, autrichien ou français émigré. Or, à la nouvelle de la désastreuse bataille de Trafalgar, la reine Caroline reprit courage :

elle manifesta des sympathies hostiles à la France, Janv. 1806.
et dont nos ennemis profitèrent. Le 20 novembre 1805, une escadre anglaise et russe entra, voiles déployées, dans le golfe de Naples, et débarqua une armée de dix-neuf mille hommes. L'ambassadeur de Napoléon protesta contre cette violation des traités : la reine de Naples, en effet, aurait pu résister à cette invasion de l'ennemi, et nous prouver ainsi qu'elle ne se prêtait pas volontiers aux projets de l'Angleterre. Au lieu de prendre cette détermination prudente, elle fit publier un décret qui mettait toutes les forces napolitaines sous le commandement de M. de Lascy, général russe; et il fut décidé que les trois armées réunies, formant ensemble un effectif de soixante mille hommes, envahiraient de gré ou de force les États pontificaux et la Toscane, et se porteraient sur le royaume d'Italie pour combattre l'armée de Masséna. Quand Napoléon reçut la nouvelle de cette déclaration de guerre, il était à Vienne, victorieux et fort, et disposant tout pour la mémorable rencontre d'Austerlitz. Il se borna à différer jusqu'après la victoire l'envoi d'une armée contre Naples; mais bientôt le 37^e bulletin révéla en ces mots sa pensée à l'Europe : « Le général Gouvion Saint-Cyr « marche à grandes journées sur Naples pour punir la « trahison de la reine, et précipiter du trône cette « femme criminelle qui, avec tant d'impudeur, a violé « tout ce qui est sacré parmi les hommes. » Tel était le langage politique de ces célèbres bulletins : l'empereur aimait mieux à s'y montrer fort que chevaleresque, et trop souvent il ne craignait pas d'en-

Janv. 1806. venimer les armes avant de frapper ses ennemis. La nature corse se faisait jour sous la majesté de la puissance française.

L'empereur Alexandre, vaincu et fugitif, envoya d'Allemagne au général Lascy l'ordre d'évacuer immédiatement le royaume de Naples ; et la reine Caroline se vit exposée à une perte certaine. Elle envoya le cardinal Ruffo auprès de Napoléon, afin de conjurer l'orage s'il en était temps encore : elle offrit de fermer aux Anglais les ports des Deux-Siciles, de permettre aux Français l'occupation des places fortes de ce royaume jusqu'à la paix, de leur livrer sa marine ; elle fit plus, elle déclara, en son nom et au nom de son mari le roi Ferdinand IV, que tous deux abdiqueraient au profit de leur fils, le prince royal. Il était trop tard. Napoléon ne voulut pas même recevoir l'envoyé de la reine Caroline. Par une déclaration solennelle datée du palais de Schœnbrunn, il annonça à l'Europe que *la maison de Naples avait cessé de régner*.

Proclamation
de
l'empereur
contre
la maison
de Naples.

« Soldats, dit-il à son armée, depuis dix ans j'ai
« tout fait pour sauver le roi de Naples ; il a tout fait
« pour se perdre. Après les batailles de Dego, de Mon-
« dovi, de Lodi, il ne pouvait m'opposer qu'une fai-
« ble résistance ; je me fiaï aux paroles de ce prince ;
« je fus généreux envers lui.

« Lorsque la seconde coalition fut détruite à Ma-
« renco, le roi de Naples, qui le premier avait
« commencé cette injuste guerre, resta seul et sans
« défense : il m'implora, et je lui pardonnai une se-
« conde fois.

« Il y a peu de mois, vous étiez aux portes de Na-
 « ples; j'avais assez de légitimes raisons de suspecter
 « la trahison qui se méditait, et de venger les outrages
 « qui m'avaient été faits : je fus encore généreux...
 « et, pour la troisième fois, la maison de Naples fut
 « affermie et sauvée.

« Pardonnerons-nous une quatrième fois?... nous
 « fierons-nous encore à une cour sans foi, sans hon-
 « neur, sans raison ? Non ! non ! La dynastie de Na-
 « ples a cessé de régner. Son existence est incom-
 « patible avec le repos de l'Europe et l'honneur de
 « ma couronne. »

On dit que l'empereur Napoléon fit remettre aux puissances continentales une note diplomatique, destinée à justifier ses projets sur Naples. Dans cette note, l'empereur faisait revivre les droits acquis à la France sous le règne des princes de la maison d'Anjou, droits revendiqués par la troisième dynastie, mais qui s'étaient éteints depuis plus de deux siècles.

Masséna remplaça Gouvion Saint-Cyr pour le commandement de l'armée de Naples, mais il fut mis lui-même, pour la forme, sous les ordres du prince Joseph Bonaparte. A la nouvelle de ces dispositions menaçantes, le roi Ferdinand IV s'enfuit en Sicile. La reine Caroline entreprit de résister; elle arma pour sa défense tout ce qui pouvait être un élément de lutte, les lazzaroni, les bandits des Abruzzes et des Calabres : ces hommes ardents, ces mercenaires exaltés, mirent en péril les propriétés et les familles; mais les classes supérieures s'organisèrent en milice pour contenir de si redoutables auxiliaires.

Expédition
des Français
dans
le royaume
des
Deux-Siciles.

1806.

Cependant l'armée française, forte de quarante-cinq mille hommes, entra sur le territoire de Naples par trois points : la colonne du centre marcha sur Capoue et Naples ; la colonne de droite se dirigea sur Gaëte ; celle de gauche, sur les Abruzzes. Le 14 février, Masséna s'empara des forts qui dominant Naples ; et la reine, hors d'état de résister, s'embarqua pour chercher à son tour un refuge en Sicile. Le lendemain, Joseph Bonaparte fit son entrée dans la capitale, et le *Moniteur* fit connaître à la France « que le sceptre de plomb de la moderne Athalie venait d'être brisé sans retour. »

Conquête
de Naples.

Le peuple de Naples vit avec douleur cette grande ville soumise aux Français ; la noblesse et la bourgeoisie se réjouirent d'être vaincues, parce que l'occupation de Naples par une armée régulière les mettait à couvert du couteau des lazzaroni. Joseph Bonaparte fit désarmer les habitants ; il installa un gouvernement provisoire, une police et des tribunaux. Tandis qu'il se livrait à ces soins, le pays soutenait la lutte. Le prince royal de Naples, ayant avec lui dix-huit mille hommes commandés par le maréchal de Rosenheim et le comte Roger de Damas, s'était retiré dans les Calabres. Le général Reynier, à la tête d'un corps d'armée, eut mission de soumettre cette contrée. Gouvion Saint-Cyr eut ordre d'occuper Tarante, la province de Basilicata, la Pouille et les Abruzzes. Masséna fut chargé par Joseph de garder Naples, et de s'emparer de l'importante place de Gaëte. Les Calabres et les Abruzzes furent soumises en peu de jours ; mais la ville de Gaëte, défendue

par une puissante garnison, et située à l'extrémité d'une presqu'île fortifiée, prolongea pendant plusieurs mois sa résistance. Les Anglais opérèrent une diversion pour délivrer cette place. Sous les ordres du général Stuart, ils débarquèrent dans les Calabres, à Sainte-Euphémie, et attendirent les Français non loin de la mer, à Maïda. Le général Reynier marcha contre eux pour les culbuter; mais l'ennemi avait pour lui l'avantage de la position et du nombre, et nos troupes échouèrent. Cet échec donna aux Calabres le signal de l'insurrection; les habitants des montagnes, ayant à leur tête le fameux Fra-Diavolo, se soulevèrent de toutes parts au cri de *Mort aux Français* ! Il y eut une guerre d'embuscades et de meurtres qui fut fatale à nos détachements isolés, et bientôt l'incendie se propagea dans la province de Basilicata. La position de Reynier devint périlleuse, et ce général ne tarda pas à être cerné dans la ville de Catanzaro par des masses de Calabrois insurgés. Ayant reçu ordre de se replier sur Gaëte, il se fit jour, l'épée à la main, au milieu de l'ennemi, et vint se retrancher à Cassano, où il fut rejoint par le général Verdier.

La ville de Gaëte s'honora par une résistance opiniâtre : enfin, et après plusieurs mois de siège, après un bombardement épouvantable, tous les ouvrages de l'ennemi étant ruinés, toutes ses batteries démontées, et la garnison hors d'état de soutenir plus longtemps la lutte, les Français entrèrent dans la place. Masséna réunit alors toutes les forces dont il pouvait disposer, et il marcha au secours de Reynier. Les

Janv. 1806. Français déployèrent contre les insurgés toutes les rigueurs de la guerre; ils les traitèrent en brigands, et non en soldats : la plupart des insurgés furent passés par les armes, et Fra-Diavolo périt sur l'échafaud à Naples même. Les villages et les villes qui leur servaient de refuge furent livrés aux flammes, ou menacés d'une destruction inévitable. Il est superflu de dire que les Calabrois nous rendaient avec usure toutes ces calamités; mais enfin la force prévalut, et le pays accepta le joug et subit la condition de fief de la France. Ces événements remplirent plusieurs mois.

Napoléon
à Paris.

Napoléon était de retour à Paris; il avait reçu les hommages des premiers corps de l'État et du peuple; le jour de sa naissance avait été rangé au nombre des fêtes nationales; le titre fastueux de *Grand* venait de lui être décerné. Puissance et gloire obligent : l'empereur ne l'ignorait pas; il devait sa splendeur à la France, et considérait comme un devoir de faire beaucoup pour la prospérité matérielle de cette nation. C'était un dédommagement de plus en échange de la liberté, dont personne n'osait prononcer le nom.

Modifications
importantes
introduites
dans
le ministère.

Le premier soin de l'empereur fut de régler la situation financière de l'État : le sort de l'empire avait failli dépendre d'une question d'argent, et l'on pouvait sans injustice reprocher à M. de Barbé-Marbois, ministre du trésor public, d'avoir compromis les ressources de l'État en contractant des engagements fort onéreux avec des spéculateurs intéressés et avides. M. de Marbois était un homme dont l'in-

tégrité ne pouvait être mise en doute ; mais il s'était Janv. 1806.

laissé engager dans des transactions aventureuses, qui avaient livré une partie considérable de la fortune publique aux mains des *négociants réunis*, et de quelques chefs de puissantes maisons de commerce. Le ministre, en agissant ainsi, s'était laissé circonvenir et tromper par un commis placé sous ses ordres, et qui disposait à son gré d'une confiance dont il était indigne. Napoléon assembla le conseil des ministres ; il se fit rendre compte de la gestion de M. de Marbois, puis il dit à ce ministre, avec une voix sévère : « J'estime votre probité ; mais vous avez été dupe de gens contre lesquels je vous avais averti d'être en garde. Vous leur avez livré toutes les valeurs du portefeuille, dont vous auriez dû mieux surveiller l'emploi. Je me vois à regret forcé de vous retirer l'administration du trésor. » L'empereur oubliait trop qu'il était pour beaucoup dans l'origine de la crise financière, lui qui, au début de la campagne, s'était emparé du fonds de réserve de la banque de France : les cinquante millions de dépôt, échangés forcément contre les valeurs du trésor, avaient manqué comme gage de circulation aux billets, et l'inquiétude s'était répandue subitement parmi les détenteurs de ces titres. Mais Napoléon n'aimait pas à se trouver en faute ; et comme il fallait à tout prix affranchir l'État des engagements abusifs auxquels M. de Marbois avait consenti, l'empereur trouva commode d'imiter ceux de nos anciens rois qui forçaient les maltôtiers à rendre gorge. Il manda aux Tuileries MM. Desprez, Vanlerberghe et Ouvrard,

Réorganisa-
tion
financière.

Janv. 1806. les chefs de la compagnie dont les spéculations, mal à propos favorisées par M. de Marbois, avaient si gravement compromis le trésor. Ces messieurs furent placés dans l'alternative d'une poursuite criminelle, ou de l'abandon immédiat de tout ce qu'ils avaient gagné dans l'entreprise dont ils avaient conduit tous les ressorts. Comment résister à un maître dont la parole pouvait faire ouvrir les cachots et fléchir la loi? Réduits à opter entre leur ruine et le donjon de Vincennes, les spéculateurs se résignèrent à abandonner au trésor tout ce qu'ils possédaient en approvisionnements, en valeurs de portefeuille, en immeubles, en gages sur l'Espagne. La révolution n'avait pas quinze ans de date, et voilà où en était déjà la garantie constitutionnelle que pouvaient invoquer les citoyens !

M. Mollien, homme d'une capacité éprouvée, reçut de Napoléon, avec le portefeuille du trésor public, la lourde tâche de rétablir l'équilibre entre les dépenses et les recettes publiques, et de rétablir le crédit sur ses bases véritables. D'abord, il se montra intimidé en présence de cette œuvre ; mais Napoléon voulait être obéi. L'empereur exigea de l'Espagne des remboursements considérables ; il pressa avec une énergique sévérité la rentrée des tributs qu'il avait imposés à l'Autriche ; il soumit à des impositions exorbitantes quelques villes allemandes, et entre autres celle de Francfort. Au moyen des contributions de guerre prélevées sur l'étranger, il institua un « trésor de l'armée, » auquel on ne devait toucher sous aucun prétexte, et dont les opérations ou les

avances venaient en aide au trésor public et au gouvernement. La banque de France fut réorganisée ; on lui accorda un privilège aussi étendu que celui de l'ancienne caisse d'escompte ; son papier fut considéré comme monnaie, mais on ne lui attribua pas un cours forcé, et cette liberté absolue accrut la confiance dont cette institution avait besoin, au lieu d'y porter atteinte. Ces arrangements habiles furent l'œuvre de M. Mollien, ministre du trésor ; quant à M. Gaudin, ministre des finances (les deux départements n'étaient pas alors réunis), il eut ordre de présenter un plan pour liquider l'arriéré, et pour établir l'équilibre entre les besoins et les ressources.

Cette tâche était bien difficile à remplir : le déficit s'élevait à cent quarante et un millions pour ce qui se rattachait aux nécessités du moment ; de plus, depuis quelques années, les recettes étaient de cent millions au-dessous des dépenses. Par bonheur, la victoire y avait mis bon ordre, et les tributs levés au delà du Rhin et des Pyrénées compensaient les vides de nos propres finances. Le budget des dépenses, en 1805, dépassa à peine la somme de sept cents millions, et le royaume d'Italie contribua à alléger ce fardeau en versant trente millions dans l'épargne de la France. Pour une année commencée au camp de Boulogne et terminée par deux grandes campagnes de terre et de mer, la charge fut modique : les budgets de nos jours sont assis sur d'autres bases, et nous y avons peu gagné.

La situation intérieure de l'empire se présentait sous un aspect à la fois glorieux et rassurant : le

Situation
intérieure
de l'empire.

Janv. 1806. voyageur qui aurait parcouru la France à cette époque de réorganisation générale se serait lassé à considérer les améliorations nombreuses dues au génie infatigable de l'empereur, et nées, pour ainsi dire, de son impulsion. La trace des malheurs révolutionnaires s'effaçait de jour en jour, et l'urbanité des mœurs nationales reprenait ses droits ; partout l'administration fonctionnait avec ordre et régularité, partout la magistrature se montrait digne de sa mission ; les merveilleuses routes du mont Cenis et du Simplon n'étaient plus de simples projets conçus par une pensée féconde : elles étaient réalisées au prix d'efforts presque surhumains, et devant les quels l'imagination recule ; elles mettaient en communication la France et l'Italie, comme l'ouverture du passage du mont Genève promettait à la civilisation et au commerce une route de plus entre l'Italie et l'Espagne ; les routes de Troyes à Limoges et de Nevers à Autun devaient offrir de nouveaux débouchés à notre industrie et à la production agricole ; les routes de Paris à Mayence et d'Aix-la-Chapelle à Montjoie reliaient la vieille France avec les départements de la rive gauche du Rhin ; la magnifique route de la Corniche rattachait Toulon à Gênes, la Méditerranée à l'Adriatique : le pont de la Cité, le pont des Arts, le pont d'Austerlitz, à Paris, mettaient en rapport les deux rives de la Seine ; le pont de Nemours, dans le département de Seine-et-Marne, venait d'être terminé ; d'autres ponts s'étendaient d'un bord du Rhin à l'autre ; on commençait le beau pont de Givet, sur la Meuse, le pont de la Roche, sur l'Isère, le pont d'Avignon, sur

le Rhône, le pont de Bonpas, sur la Durance, et le beau pont de Montélimart; on exécutait des plantations dans les dunes du Pas-de-Calais, du Nord et de la Gironde; on entreprenait à grands frais le dessèchement des marais du Cotentin, de Bourgoïn et de Rochefort; on améliorait la navigation du Rhin dans les départements du Mont-Tonnerre et de Rhin-et-Moselle, celle de la Roër, de la Sarre, du Tarn, de la Loire, de la Seine, de l'Aube, du Rhône et du Pô. On construisait de nouveaux quais à Paris, à Mâcon et dans plusieurs villes riveraines de nos grands fleuves; on canalisait l'Escaut; on creusait le canal de Saint-Quentin et celui de la Censée; les canaux du Rhône au Rhin, de la haute et basse Somme, de Sedan, du Blavet, de la Rance à la Vilaine, d'Arles, de Beaucaire à Aigues-Mortes, de la Lys à l'Yperléo, de Charleroi à Bruxelles, de Niort à la Rochelle, de Nantes à Brest, s'exécutaient sous la surveillance de l'État, et fournissaient à notre commerce des moyens de transports longtemps souhaités. Le canal du Nord était entrepris pour joindre l'Escaut à la Meuse et la Meuse au Rhin; on améliorait, on agrandissait les ports d'Anvers, de Ferneuse, d'Ostende, de Dunkerque, du Havre, de Dieppe, de Honfleur, de Quiberon, d'Oléron, de la Rochelle, de Bordeaux, de Marseille, de Cette, de Nice, d'Ajaccio, de Bastia, de l'Ile-Rousse; on établissait à travers les Alpes, et de Milan à Paris, une nouvelle chaîne de signaux télégraphiques : Lyon, dont les ateliers avaient été repeuplés, continuait à renaître au milieu de ses ruines; l'ancienne Savoie vivait de la vie française, et

Janv. 1806. le germe de la prospérité et de l'industrie était jeté sur son territoire. Turin, Casal, Alexandrie étaient dotées d'institutions utiles ou glorieuses ; Gênes la Superbe, devenue française, vivait et s'enrichissait par la France ; ses finances s'amélioraient, sa dette publique était consolidée ; Parme et Plaisance avaient reçu un code et un système administratif en harmonie avec les nouvelles nécessités sociales ; le Louvre était terminé, le Panthéon rendu à sa destination religieuse ; l'état des prisons avait été amélioré ; le fléau de la peste jaune, qui avait désolé une contrée voisine, était resté comme vaincu sur les frontières de l'empire, par les soins éclairés de la science et de l'art ; deux cités nouvelles, portant le nom de leur glorieux fondateur, s'élevaient dans les départements de l'ouest, naguère dévastés par la guerre civile. Tel était, à en juger par un coup d'œil rapide, le spectacle qu'offrait la patrie aux regards étonnés des peuples voisins.

Décrets
sur
des matières
ecclésiastiques.

Un décret impérial (1) ordonna que la fête de saint Napoléon et celle du rétablissement de la religion catholique en France seraient célébrées le 15 août de chaque année, jour de l'Assomption et jour anniversaire de la naissance de l'empereur. Le même décret rétablit la procession autrefois en usage en l'honneur de Notre-Dame, mais on ne fit aucune allusion au vœu de Louis XIII. On ne voit pas que l'autorité religieuse ait été consultée, même pour la forme, lorsqu'il fut question de promulguer une loi qui réglait des cérémonies ecclésiastiques et prescrivait des

(1) 19 février 1806.

prières : il est toutefois probable qu'on obtint son concours. Fév. 1806.

Un autre décret (1) donna à la fois satisfaction à la morale publique, à l'histoire nationale et à la dignité de l'empereur : l'église de Saint-Denis fut consacrée à la sépulture des monarques de la quatrième dynastie ; un chapitre composé de dix chanoines fut chargé de desservir cette église ; les chanoines devaient être choisis parmi les évêques sexagénaires qui se trouveraient hors d'état de continuer l'exercice des fonctions épiscopales. L'empereur aurait voulu replacer dans leurs tombes les ossements des rois des premières races, mais la main sacrilège des profanateurs les avait dispersés ; et Napoléon se borna à prescrire que trois chapelles seraient érigées sur l'emplacement des sépulcres vides : dans chacune de ces chapelles, des tables de marbre devaient contenir les noms des rois dont les mausolées existaient autrefois à Saint-Denis. Une quatrième chapelle était destinée à la sépulture de Napoléon et de ses descendants (2). La France, jusqu'à ce jour, n'a point respecté ce vœu : elle a assigné à l'empereur une autre tombe.

Restauration
de l'église
de
Saint-Denis,
et
création
du chapitre.

(1) 20 février 1806.

(2) Un homme avait dit : « De ma race
Ce grand tombeau sera le port :
Je veux, aux rois que je remplace,
Succéder même après leur mort. »

.

Celui qui disait ces paroles
Croyait, soldat audacieux,
Voir en magnifiques symboles

Fév. 1806.

Ouverture
de la session.

La session du corps législatif s'ouvrit le 2 mars : l'empereur se rendit en grande pompe au sein de cette assemblée docile et silencieuse, mais qui, au moins en principe, semblait tenir lieu de la nation. Le tribunal et le conseil d'État étant présents à leur place distincte, l'empereur, assis sur son trône, parla en ces termes :

« Messieurs les députés des départements au corps législatif, messieurs les tribuns, messieurs les membres de mon conseil d'État;

« Depuis votre dernière session, la plus grande partie de l'Europe s'est coalisée avec l'Angleterre. Mes armées n'ont cessé de vaincre que lorsque je leur ai ordonné de ne plus combattre. J'ai vengé les droits des États faibles, opprimés par les forts. Mes alliés ont augmenté en puissance et en considération, mes ennemis ont été humiliés et confondus; la maison de Naples a perdu la couronne sans retour; la presque île de l'Italie tout entière fait partie du grand empire. J'ai garanti, comme chef suprême, les souverains et les constitutions qui en gouvernent les différentes parties.

« La Russie ne doit le retour des débris de son ar-

Sa destinée écrite aux cieux :
Dans ses étreintes foudroyantes,
Son aigle, aux serres flamboyantes,
Eût étouffé l'aigle romain;
La victoire était sa compagne,
Et le globe de Charlemagne
Était trop léger pour sa main!

Victor Hugo.

« mée qu'au bienfait de la capitulation que je lui ai
« accordée. Maître de renverser le trône impérial de
« l'Autriche ; je l'ai raffermi. La conduite du cabinet
« de Vienne sera telle, que la postérité ne me repro-
« chera pas d'avoir manqué de prévoyance : j'ai ajouté
« une entière confiance aux protestations qui m'ont
« été faites par son souverain. D'ailleurs, les hautes
« destinées de ma couronne ne dépendent pas des
« sentiments et des dispositions des cours étrangères.
« Mon peuple maintiendra toujours ce trône à l'abri
« des efforts de la haine et de la jalousie ; aucun sa-
« crifice ne lui sera pénible pour assurer ce premier
« intérêt de la patrie.

« Nourri dans les camps, et dans des camps tou-
« jours triomphants ; je dois dire cependant que dans
« ces dernières circonstances mes soldats ont surpassé
« mon attente ; mais il m'est doux aussi de déclarer
« que mon peuple a rempli tous ses devoirs. Au fond
« de la Moravie, je n'ai pas cessé un instant d'éprou-
« ver les effets de son amour et de son enthousiasme.
« Jamais il ne m'en a donné des marques qui aient
« pénétré mon cœur de plus douces émotions. Fran-
« çais, je n'ai pas été trompé dans mon espérance !
« Votre amour, plus que l'étendue et la richesse de
« votre territoire, fait ma gloire. Magistrats, prêtres,
« citoyens, tous se sont montrés dignes des destinées
« de cette belle France, qui, depuis deux siècles, est
« l'objet des ligues et des jalousies de ses voisins...

« Depuis mon retour, je me suis occupé sans relâche
« de rendre à l'administration ce ressort et cette ac-
« tivité qui portent la vie jusqu'aux extrémités de ce

Mars 1806.

« vaste empire : mon peuple ne supportera pas de nouvelles charges...

« *Les tempêtes nous ont fait perdre quelques vaisseaux* (1), après un combat imprudemment engagé. « Je ne saurais trop me louer de la grandeur d'âme et « de l'attachement que le roi d'Espagne a montrés « dans ces circonstances pour la cause commune. Je « désire la paix avec l'Angleterre. De mon côté, je « n'en retarderai jamais le moment ; je serai toujours « prêt à la conclure, en prenant pour base les stipulations du traité d'Amiens. Messieurs les députés, « l'attachement que vous m'avez montré ne me laisse « point de doute sur votre assistance : rien ne vous « sera proposé qui ne soit nécessaire pour garantir la « gloire et la sûreté de mes peuples. »

Ce discours fut accueilli par les transports de l'assemblée : la France était fière du langage de son souverain, et la vanité nationale se prêtait volontiers à accepter sans contrôle ces harangues d'apparat où la bonne fortune tenait une place si large, et où l'on dissimulait le grand désastre qui avait mis fin à notre marine. A la suite de cette déclaration hautaine, le ministre de l'intérieur, M. de Champagny, fit l'exposé de la situation de l'empire. Ce travail, véridique sous le rapport des grandes améliorations matérielles et morales que nous avons déjà mentionnées à la hâte, ne fut qu'un mensonge élégant lorsqu'il s'agit de dérober aux observations malveillantes de l'Europe

(1) C'est tout ce que l'histoire officielle du temps nous raconte du grand désastre de Trafalgar.

les ombres inévitables du tableau. Il y était question des progrès de notre commerce maritime ; de l'abondance du numéraire ; du bonheur dont notre industrie jouissait, grâce au système prohibitif ; des bienfaits de la conscription et des douceurs de l'impôt. Pour la liberté, on n'en parlait plus : on s'épargnait des déclamations inutiles, et qui n'auraient trompé personne.

La France espéra un moment qu'il serait possible de réaliser la promesse pacifique introduite à la fin du discours impérial : l'Angleterre, bien qu'elle eût recueilli sa part de gloire dans la dernière coalition, venait de voir ses destinées politiques confiées à d'autres mains.

Mars 1806.
Mort
de Pitt.
—
Jugement
porté sur
ce ministre.

Le grand ennemi de la France, l'héritier de Chatham, William Pitt, n'avait point recueilli les fruits de sa patriotique persévérance. Sans doute le pavillon anglais triomphait sans rival sur toutes les mers du globe ; mais la coalition des puissances continentales, ourdie à tant de frais, venait d'être dissoute par le canon d'Austerlitz. Pitt apprit la victoire de son glorieux adversaire avec une tristesse silencieuse, et bientôt la nouvelle de la paix de Presbourg le frappa au cœur. Atteint depuis quelques mois d'une maladie douloureuse, et succombant à son génie, il eut la douleur d'assister à la fortune de la France, au triomphe de Napoléon, à l'asservissement de l'Allemagne et de l'Italie, et de ne point savoir que ce n'était là pour l'Angleterre qu'un mauvais rêve destiné à s'évanouir : il mourut, vaincu en quelque sorte ; il mourut abandonné par l'opinion, renié par cette na-

Mars 1806.

tion britannique dont il aimait tant la grandeur, et en face de la France victorieuse. On raconte que sur son lit d'agonie, avant de fermer les yeux pour la dernière fois, il s'écria avec amertume : « O mon pays (1)! »

Persévérance dans le but, dévouement à une idée grande, sincérité inébranlable dans les convictions, ce furent là les titres éminents de William Pitt à la reconnaissance de l'Angleterre. Nourri du lait d'une femme française (2) (s'il faut en croire une tradition assez répandue), il eut le cœur anglais, et il consacra ses jours à la ruine de notre patrie. Notre devoir fut de le combattre jusqu'au bout; mais Rome, quand Annibal fut mort, n'osa point reprocher à cet implacable ennemi sa longue fidélité envers Carthage. Il a été de mode d'abaisser Pitt, et c'est à l'histoire à se dégager de ces rancunes ombrageuses et de ce patriotisme sans équité. N'imitons pas la convention nationale, lorsque, par un décret solennel, cette assemblée le déclara « l'ennemi du genre humain. » L'homme qui tint en échec la puissance de la convention et le génie de Napoléon, fut un adversaire à la grandeur duquel nous devons rendre hommage. Seul, en Europe, il regarda en face la terreur, et ne faiblit point. S'il descendit jusqu'à chercher des armes dans les régions où les ennemis généreux évitent de recruter des auxiliaires, le salut de l'Angleterre couvrit ces

(1) *O my country!* — Pitt était âgé de quarante-sept ans.

(2) On assure que Pitt naquit à Angers, et qu'il fut mis en nourrice à Bouchemaine, près de cette ville.

pénibles nécessités, et la probité de l'homme privé servit de bouclier à l'homme public. Il était d'une taille haute et d'une physionomie expressive, quoique peu agréable. Sa démarche révélait le maître d'un parti politique. Ses traits calmes ne laissaient jamais deviner sa pensée : incisif mais simple lorsqu'il attaquait ses adversaires, il répliquait avec précision ; et toujours il savait couvrir son silence du prétexte de la raison d'État. Observateur impassible, il savait écouter ; il tenait compte des arguments de ses rivaux. Nul ne saisisait plus habilement une question au premier énoncé ; nul ne l'égalait en conférence intime, en explication d'affaires. Sa parole, admirable de lucidité, faisait ressortir le point même de la difficulté à résoudre ; il échauffait, il exaltait son auditoire, mais il demeurait froid et serein. Sa présence d'esprit, dans les incidents imprévus, ne se trouva jamais en défaut. Lorsqu'il se laissait aller à l'aigreur et au sarcasme, les traits qu'il lançait à ses ennemis étaient d'autant plus redoutables que l'orateur savait garder le vernis extérieur de l'urbanité et le masque de l'hypocrisie parlementaire. Quand il parlait, l'éclat de ses regards révélait seul l'ardeur secrète de son âme ; mais rarement il abdiquait les apparences de la dignité et du dédain. Il avait l'éloquence mâle de son père, le vieux Chatham ; mais il demeurait au-dessous de ce modèle par l'imagination et l'enthousiasme. Après l'Angleterre, ce qu'il aimait le mieux, c'était le travail. Premier ministre à l'âge de vingt-trois ans, il gouverna son pays au milieu des orages ; il se montra intelligent, hardi, actif, habile ; et cependant il mé-

Mars 1806.

rita le reproche de n'avoir point assez chaleureusement aimé le progrès et l'humanité, d'avoir accepté comme légitimes les abus de la force, et d'avoir été moins grand par le sentiment et le cœur que par le génie. Il ne crut ni à l'amour, ni à la charité, ni à la liberté; il ne se dévoua qu'à une cause et à un peuple; il s'exagéra les dangers sans jamais reculer et sans défaillir; il effraya les sympathies libérales de la vieille Angleterre, et il descendit dans la tombe avant d'avoir donné à son pays, en échange, la paix et le triomphe. Cet homme, qui administrait la plus riche nation de l'Europe, et qui dépensa des milliards pour solder les ennemis de la France, ne voulut point perdre son temps à gérer sa propre fortune; et l'Angleterre se vit réduite à faire les frais de ses funérailles, à acquitter les mémoires de ses créanciers. Un seul domestique le servait. Il mourut pauvre, dégoûté des hommes, doutant de lui-même et de ses idées, et, pour comble de douleur, abandonnant le pouvoir à Fox et l'Europe à Napoléon.

Avènement
de Fox.
Changements
dans
le ministère
anglais.

La France et l'empereur espérèrent que l'arrivée de Fox aux affaires amènerait une solution pacifique aux difficultés du continent: mais le nouveau cabinet anglais ne fut et ne pouvait être, en présence de Napoléon victorieux, qu'un ministère de fusion destiné, avant tout, à tenir haut et ferme le pavillon britannique. Le même cabinet réunit Fox, Grenville, Windham; lord Grey eut l'amirauté, et Erskine, la gloire du barreau de Londres, devint lord chancelier. Toutes les nuances du parlement s'y trouvaient représentées: les torys, ardents partisans du système de Pitt, et

Mars 1806.

dévoués à la politique de la guerre ; les torys modérés, amis de M. Addington, et qui consentaient à subir comme une nécessité la paix avec la France, pourvu que la paix fût mensongère et de courte durée ; enfin les whigs, qui voulaient de bonne foi la paix, si elle était possible et honorable. Ce ministère, formé de semblables éléments, obtint une grande majorité. Par la force des choses, malgré ses idées de conciliation, il se vit contraint d'hériter de la politique précédente, et d'entrer dans la lutte européenne contre l'empire français : toutefois, dès le début, il essaya de s'affranchir de cette nécessité, et il ouvrit des négociations avec la France.

Fox ouvre
des
négociations
avec
la France.

Un incident servit de prétexte : Fox reçut les ouvertures d'un aventurier qui lui offrait d'assassiner Napoléon. Ce misérable était Français. Fox, indigné, le fit arrêter ; puis, par une lettre confidentielle, évidemment écrite dans le but de provoquer une correspondance pacifique, il se hâta d'en donner avis à M. de Talleyrand. Il ajouta « que l'arrestation d'un étranger ne pouvant, d'après les lois anglaises, se prolonger longtemps, c'était au gouvernement français à prendre ses précautions. » Le ministre des relations extérieures répondit à Fox en ces termes : « J'ai mis la lettre de Votre Excellence sous les yeux de Sa Majesté. Son premier mot, après en avoir achevé la lecture, a été : « Je reconnais les principes d'honneur et de « vertu qui ont toujours dirigé M. Fox. » Elle a ajouté : « Remerciez-le de ma part, et dites-lui que, soit que la politique de son souverain nous fasse rester longtemps « en guerre, soit qu'une querelle aussi inutile pour

Mars 1806.

« l'humanité ait un terme aussi rapproché que les deux
« nations doivent le désirer, je me réjouis du nouveau
« caractère que, par cette démarche, la guerre a déjà
« pris. C'est le présage de ce qu'on peut attendre d'un
« cabinet dont je me plais à apprécier les principes
« d'après ceux de M. Fox, un des hommes les plus
« faits pour sentir en toutes choses ce qui est beau,
« ce qui est vraiment grand. » Je ne me permettrai
pas d'ajouter rien aux expressions de S. M. I. et R. »
A cette dépêche était joint un extrait de l'exposé de
la situation de l'empire, où l'on voyait que l'empereur
était prêt à ouvrir des négociations avec l'Angleterre,
sur la base du traité d'Amiens.

Fox répondit que Sa Majesté Britannique désirait
la paix, mais une paix sûre et durable, et non une
trêve incertaine, et par cela même inquiétante pour
l'Europe. Sans précisément repousser la base du
traité d'Amiens, il exprima la crainte qu'elle ne soulevât
de graves difficultés; il ajouta que la véritable
base d'une négociation sérieuse entre l'Angleterre et
la France devrait être une reconnaissance réciproque
du principe suivant, savoir : « Que les deux parties
contractantes auraient pour objet que la paix fût
honorable pour toutes les deux et leurs alliés respectifs,
et en même temps de nature à assurer, autant qu'il était
en leur pouvoir, le repos futur de l'Europe. » En conséquence,
Fox déclara que l'Angleterre, se trouvant unie à la Russie
par les liens les plus étroits, ne voudrait traiter, encore
moins conclure avec la France, que de concert avec l'empereur
Alexandre. M. de Talleyrand, dans sa réponse, re-

fusa d'admettre la Russie à intervenir dans les négociations à titre de puissance médiatrice (telle n'était pas d'ailleurs la pensée de Fox). Il insista pour qu'on posât les bases d'une paix durable. « Nos intérêts, dit-il, sont conciliables par cela même qu'ils sont distincts. Vous êtes le souverain des mers; vos forces maritimes sont telles, que vous ne pouvez recevoir la loi de personne, et que vous la donnez à tous. Nous sommes, de notre côté, une grande puissance continentale; mais il en est plusieurs qui ont autant de force que nous. Or, si, maîtres de la mer par votre puissance propre, vous voulez aussi dominer les intérêts continentaux par une association combinée, la paix n'est plus possible. » Ces observations ne parurent point sans réplique au cabinet anglais. Fox fit remarquer que la Russie n'était point une puissance médiatrice, mais ennemie de la France, et conséquemment alliée de l'Angleterre; il insista donc pour que la France consentît à admettre le principe d'une négociation commune avec l'Angleterre et la Russie. Le cabinet français proposa alors « que les deux nations se reconnussent mutuellement le droit d'intervenir, et de stipuler tant pour les affaires continentales que pour les affaires maritimes. » L'Angleterre donna son adhésion à cet arrangement, et la négociation prit un cours régulier. La situation équivoque de la Prusse rendait ces négociations fort difficiles.

On a vu plus haut que Napoléon, vainqueur en Moravie, avait dicté à M. de Haugwitz, ambassadeur de Frédéric-Guillaume, des conditions dures, et qui compromettaient au plus haut degré la responsabilité

De graves
difficultés
surgissent
pour
la Prusse.

Mars 1806.

de la Prusse. Par ce traité de paix, la Prusse consentait à recevoir le Hanovre; et la possession du Hanovre par la Prusse, c'était la guerre inévitable avec les Anglais. M. de Haugwitz ne l'ignorait pas; mais, avant tout, il avait voulu gagner du temps, et il avait nécessairement réservé la ratification du traité par le roi son maître, afin de laisser à Napoléon quelques semaines de plus pour s'adoucir et devenir moins inexorable. Le 25 décembre 1805, le traité de Schoenbrunn fut mis sous les yeux du roi de Prusse, et ce prince parut atterré. Napoléon ne lui laissait que peu de jours pour se jeter des bras de la Russie dans ceux de la France. Le premier mouvement de Frédéric-Guillaume appartient donc tout entier à l'effroi et la colère. Que lui importait le Hanovre, si longtemps convoité par la Prusse, depuis que ce royaume ne représentait, entre ses mains, qu'un nouveau gage de servitude? La reine, la noblesse, les ambassadeurs des souverains étrangers ennemis de la France, le grand-duc Constantin, alors présent à Berlin, poussèrent des cris d'indignation, et sollicitèrent Frédéric-Guillaume de se soustraire à l'ignominie du traité de Schoenbrunn. M. de Haugwitz devint l'objet de l'animadversion générale.

Frédéric-Guillaume, quand tout ce bruit se fut un peu apaisé, demeura en proie aux incertitudes les plus tristes : il ne voulait ni faire la guerre, ni subir la paix, ni trahir; il cherchait à concilier, s'il était possible, les exigences de sa dignité et son amour pour la paix, à demeurer neutre entre la coalition et la France, et il ne réussit qu'à froisser tout le monde.

Un conseil fut convoqué : M. de Hardenberg dit que le Hanovre était une possession de la maison royale d'Angleterre, et que la France n'avait pas le droit d'en disposer en faveur d'un tiers ; il déclara que Napoléon ne pouvait, sans iniquité, exiger que le roi de Prusse échangeât des territoires dont la possession lui était acquise de temps immémorial, contre une province à laquelle son maître légitime n'avait point renoncé. Le roi proposa, non de rejeter le traité, non de le ratifier, mais de négocier pour obtenir des conditions moins onéreuses : il finit par apposer sa signature au bas de cet article important, mais en subordonnant sa ratification à des changements qui dénaturaient le traité et en modifiaient la base. M. de Haugwitz fut chargé d'aller défendre à Paris les clauses nouvelles introduites par le roi de Prusse dans la convention de Schoenbrunn. En attendant, Frédéric-Guillaume fit occuper le Hanovre par ses troupes ; mais il se montra timide et circonspect jusque dans son usurpation. Le cabinet de Londres fut prévenu que l'occupation du Hanovre ne pouvait point être considérée comme un acte définitif, et que la Prusse n'entendait s'y maintenir que jusqu'à la paix générale. En même temps le roi désarma et diminua considérablement l'effectif de ses forces militaires. C'était ne savoir se résigner ni à la guerre ni à la paix, et Napoléon ne pouvait manquer de se prévaloir de cette neutralité chancelante.

L'empereur des Français, fort de sa propre puissance et des terreurs du roi de Prusse, se crut en droit de ne garder aucun ménagement. Persuadé (et

[Dures
conditions
imposées
au roi
de Prusse,
Mission]
du comte
de Haugwitz.

La Prusse
fait occuper
le
Hanovre.

Mars 1806.

il ne se trompait guère) que la Prusse le trompait tout en le craignant, il résolut de la tromper à son tour, et d'exploiter sans pitié la peur de Frédéric-Guillaume. Il laissa au comte de Haugwitz le temps d'arriver à Paris; il différa de plusieurs jours l'audience que ce diplomate sollicitait comme une faveur; puis, lorsque l'armée prussienne fut en partie dissoute, lorsqu'elle eut regagné ses foyers, il consentit à recevoir l'ambassadeur.

L'entrevue fut courte, mais décisive. L'empereur prit un visage sévère; il éclata en reproches amers contre la Prusse, qui méconnaissait la générosité de la France, de cette grande nation qui, au lieu de punir Frédéric-Guillaume des ambages de sa politique, lui avait accordé le Hanovre et son amitié. Comment discuter avec le lion lorsqu'il fait les parts? L'ambassadeur prussien se vit réduit à courber le front pendant que Napoléon disait : « Votre roi ne sait ce qu'il veut; quelques écervelés le poussent à la guerre; il désire la paix, il est tiraillé dans tous les sens. Je vous le dis, cela finira mal. » Peu de jours après cette orageuse explication, M. de Talleyrand notifia à l'envoyé de la Prusse que le traité de Schoenbrunn n'ayant pas été ratifié dans les délais prescrits, l'empereur le considérait comme non avenu, et qu'il en fallait un autre. Ce nouveau traité, qui fut présenté à M. de Haugwitz par le grand maréchal du palais Duroc, aggravait encore les charges imposées à la Prusse par la convention de Schoenbrunn. Il imposait au roi Frédéric-Guillaume l'obligation de fermer jusqu'à la paix, au commerce et au pavillon anglais,

Nouveau
traité
subi par
la Prusse.

les embouchures de l'Elbe et du Wésér, ainsi que tous les ports du royaume. Il maintenait, pour la Prusse, l'obligation d'accepter le Hanovre, ce présent fatal; et M. de Haugwitz était averti que s'il refusait de signer le traité, les armées françaises allaient immédiatement marcher sur la Prusse. Toute résistance était inutile. M. de Haugwitz, consterné, apposa sa signature sur l'acte qui consommait l'abaissement de son pays. On était au 15 février. Peu de jours après, le 9 mars, le roi Frédéric-Guillaume s'humilia à son tour, et subit la dure paix imposée par la France. L'héritier du grand Frédéric était retombé de la dignité de roi de Prusse à la condition vassale d'un électeur de Brandebourg.

Napoléon poussa si loin, à l'égard de la Prusse, l'oubli des ménagements, qu'il n'attendit pas même la ratification du traité pour en consommer l'exécution. Dès le mois de février, le maréchal Bernadotte prit possession du margraviat d'Anspach, destiné au roi de Bavière; le général Oudinot, de la principauté de Neufchâtel, l'apanage de Berthier; le prince Murat, de la forteresse de Wesel et de la partie encore prussienne du duché de Clèves, dont il allait devenir le souverain comme grand-duc de Berg et de Clèves.

Cependant l'armée prussienne avait occupé le Hanovre, en déclarant aux habitants de cet électorat que leur pays avait été cédé à la Prusse par l'empereur des Français, auquel il était dévolu par droit de conquête. Dès que le gouvernement anglais eut reçu la nouvelle de cet événement, il mit l'embargo sur tous les bâtiments prussiens qui se trouvaient dans

Mars 1806.

L'armée prussienne occupe le Hanovre. Conséquences de cette invasion.

Mars 1806.

les ports de la Grande-Bretagne; puis il déclara la guerre au roi Frédéric-Guillaume, lui reprochant de n'avoir été audacieux que par peur, conquérant que par faiblesse, spoliateur d'un prince que par obéissance à une volonté étrangère. Peu de jours après, l'Angleterre décréta le blocus de l'Ems, du Wésér et de l'Elbe. La Russie, moins directement atteinte dans ses droits et dans ses intérêts, ne fit pas un crime au roi de Prusse d'avoir méconnu ses engagements de Postdam; elle lui tint compte des grandes difficultés de sa situation; elle eut comme pitié de lui, et surtout elle espéra, non sans motif, qu'il ne serait point fidèle à l'alliance française imposée par la crainte. En Allemagne comme en Russie, personne ne crut à la franchise de la cour de Berlin. Pour Napoléon, il comptait sur sa fortune et sur l'ascendant de sa puissance, et peu lui importait que le roi de Prusse eût une arrière-pensée, pourvu qu'il cédât. Que pouvait-on craindre d'un roi faible et humilié? L'empereur des Français jugea néanmoins prudent de demander que M. de Hardenberg, l'homme d'État de toute la Prusse le plus hostile à la domination française, fût disgracié et éloigné des affaires. M. de Hardenberg, malgré les instances de la reine, fut sacrifié aux exigences de la France, et remplacé par M. de Haugwitz : ce nouvel affront infligé au roi Frédéric-Guillaume souleva en Prusse une vive irritation.

Difficultés
avec
l'Autriche.

—
Affaires
des bouches
du Cattaro.

A Vienne, Napoléon avait réclamé et obtenu le renvoi du comte Louis de Cobenzel et de M. de Colloredo, auxquels il imputait en partie la politique suivie contre lui par l'Autriche dans la dernière guerre;

mais le successeur donné à M. de Cobentzel était le comte de Stadion, dont la présence aux affaires présentait fort peu de garanties à la France. M. de Stadion, aussi compromis que M. de Cobentzel, ne pouvait être que son continuateur : aussi, dans l'apparence d'une concession qui, en changeant les hommes, ne changeait pas le système, l'empereur ne voulut voir que de la fausseté dans la faiblesse, et il ne dissimula point son sentiment à cet égard. Cependant l'Autriche ne se conformait que de fort mauvaise grâce aux stipulations de Presbourg : elle ne se hâtait nullement de renoncer à la possession de l'Istrie et de la Dalmatie, deux provinces qui, aux termes du traité, devaient être placées sous la dépendance du royaume d'Italie. Pour communiquer autrefois avec ces provinces, l'Autriche accordait à la république de Venise un passage par Montefalcone : elle le contestait à l'empereur des Français, nouveau possesseur des États vénitiens. Un seul point restait ouvert, sur les bords de l'Adriatique, à la rencontre des Français et des Russes : c'était la Dalmatie vénitienne. Les Russes avaient alors des troupes nombreuses dans les îles Ioniennes (1); il leur était facile de prêter la main aux Monténégrins et aux Albanais, et de disputer à la France la possession paisible de la Dalmatie. Pendant que les troupes françaises étaient en marche pour garantir cette province de l'attaque des Russes, les bouches du Cattaro furent livrées à ces derniers

(1) C'était, entre autres corps, les Russes qui avaient évacué le royaume de Naples.

Maï 1806.

par l'infidélité calculée des officiers autrichiens encore préposés à leur garde. Napoléon en conçut un vif déplaisir. Il s'en prit au cabinet de Vienne, et, pour l'en punir, il suspendit l'évacuation de l'Autriche, et fit de nouveau occuper l'importante place de Braunau. Le cabinet de Vienne n'était pour rien dans la déloyauté de ses agents : il chercha à donner satisfaction à l'empereur des Français, et, pendant qu'il ouvrait des négociations avec l'empereur Alexandre pour obtenir que les Russes abandonnassent la position importante dont ils s'étaient rendus maîtres, il fit traduire devant une commission militaire le marquis de Ghisilieri, qui avait pris sur lui de livrer les bouches du Cattaro aux ennemis de la France. Cette affaire donna lieu à des complications nombreuses. L'empereur Alexandre se montra peu soucieux de faire droit aux réclamations de l'Autriche, et la guerre se ralluma un moment dans ce coin reculé de l'Europe. Plus tard, cependant, le cabinet de Vienne réussit à faire accueillir ses instances, et le czar prescrivit à ses troupes d'évacuer les places qu'elles occupaient dans l'Albanie et la Dalmatie (février-mai 1806.)

Suite
des
négociations
entre
la France
et
l'Angleterre.

Durant le cours de ces incidents politiques, les négociations commencées entre la France et l'Angleterre étaient entrées dans une phase nouvelle.

Parmi les Anglais de distinction qui, après la violation du traité d'Amiens, avaient été retenus prisonniers en France, on remarquait un ami de Fox, lord Seymour, comte de Yarmouth et pair d'Angleterre. Lord Yarmouth résidait à Verdun : M. de Tal-

leyrand le pria de venir à Paris, et le chargea de se rendre à Londres pour y porter, au nom de la France, et cette fois d'une manière précise, les premières propositions de paix. Lord Yarmouth accepta cette mission, après avoir obtenu de M. de Talleyrand, qui venait de prendre les ordres de l'empereur, la promesse formelle de la restitution pure et simple de l'électorat de Hanovre à la maison d'Angleterre.

Jun 1806.

La France consentait également à laisser les Anglais en possession de Malte; elle renonçait à toute idée de conquête sur la Sicile, et à enlever ce pays aux troupes de Sa Majesté Britannique, au pouvoir desquelles la Sicile était tombée, et qui du moins en étaient les protectrices. Il n'était pas question de la Prusse, à laquelle on reprenait si promptement le Hanovre. M. de Talleyrand demanda que l'Angleterre reconnût deux frères de Napoléon comme rois de Naples et de Hollande (1); lord Yarmouth, en revanche, insista pour que la France se chargeât de garantir l'indépendance de l'empire ottoman : « Oui, répondit le ministre français; mais il faut que ce soit promptement : beaucoup se prépare, et rien n'est fait. »

Lord Yarmouth rendit compte de ces premières ouvertures à M. Fox (juin 1806). Quelques difficultés s'élevèrent, qui portèrent surtout sur les droits de la maison de Bourbon à Naples; mais on paraissait disposé à s'entendre sur plusieurs points essentiels, et

(1) Nous avons dû anticiper, afin d'épargner à nos lecteurs quelques obscurités : on ne tardera pas à voir que Napoléon avait placé deux de ses frères sur autant de trônes, et qu'il en avait fait des rois vassaux de la France.

Juin 1806. l'Angleterre se laissait ainsi aller, nonobstant ses précédentes réserves, à négocier en vue d'une paix séparée.

Négociations
avec
la Russie.

Or, la Russie, de son côté, se montrait disposée à entrer dans cette voie. L'empereur Alexandre, inquiet des négociations commencées entre l'Angleterre et la France, profita de l'affaire des bouches du Cattaro pour faire des ouvertures pacifiques. M. d'Oubril, autrefois secrétaire de la légation russe à Paris, reçut de son maître mandat pour traiter avec Napoléon sur des bases raisonnables. Il vint en France, sous prétexte de s'occuper de l'échange des prisonniers russes; mais, comme nous venons de le dire, sa mission était bien autrement importante. Il emportait de doubles pouvoirs, les uns complets, les autres limités. A son arrivée à Paris, il fut accueilli et fêté par l'empereur et sa cour. Le général Clarke, courtisan obséquieux de Napoléon, fut chargé de traiter avec M. d'Oubril : ils terminèrent ensemble l'affaire des bouches du Cattaro; cette position fut reconnue par la Russie comme une dépendance de la Dalmatie. En revanche, la France consentit à admettre l'indépendance de la république de Raguse, sous la protection de la Porte ottomane. Les Monténégrins furent reconnus indépendants; la république des Sept-Iles, moins heureuse, fut déclarée vassale de la Russie, qui eut permission d'y entretenir une garnison de quatre mille hommes; l'intégralité de la Turquie d'Europe, dans ses possessions actuelles, fut garantie, et Napoléon prit l'engagement d'évacuer l'Allemagne. En ce qui concernait la Russie, elle promit de s'in-

terposer entre l'Angleterre et la France, afin de décider la paix maritime aux meilleures conditions pour toutes les parties en guerre. Juin 1806.

Dès que les conditions de ce traité de paix entre la France et la Russie eurent été acceptées de part et d'autre, et ratifiées par Napoléon lui-même, l'empereur des Français se montra plus exigeant à l'égard de l'Angleterre. Les bases, en partie acceptées par Fox, ne paraissaient plus assez larges à l'ambition de l'homme qui cessait d'avoir à craindre la Russie : peut-être, au surplus, devina-t-il que les grandes puissances de l'Europe ne se mettaient si facilement d'accord avec lui que pour mieux endormir sa vigilance. Il rétracta ses promesses à l'égard de la Sicile, et M. de Talleyrand fit connaître à Fox, par l'intermédiaire de lord Yarmouth et de lord Lauderdale, les deux négociateurs accrédités par le cabinet de Saint-James, que les dispositions pacifiques de l'empereur et roi n'avaient point changé ; mais « que S. M. croyait donner assez de preuves de ses sentiments de conciliation en offrant à l'Angleterre le Hanovre pour l'honneur de la couronne britannique, Malte pour l'honneur de la marine, et le cap de Bonne-Espérance pour l'honneur du commerce. » Ainsi la Sicile, dans la pensée de Napoléon, était réservée comme apanage à celui de ses frères qui déjà possédait Naples. Napoléon régnait à peine depuis deux ans, et déjà, dans un simple intérêt de dynastie, il faisait taire les besoins de la France et les nécessités de la paix, pour ne songer qu'à agrandir l'apanage d'un Bonaparte. C'était bien

Napoléon
se montre
plus
exigeant
à l'égard
de
l'Angleterre.

Août 1806. vite reprendre les traditions de l'époque où, dans les conseils de la diplomatie, on ne consultait que l'intérêt des familles régnantes (juillet 1806.)'

Les
négociations
suivent
leur cours.

Fox répondit à lord Yarmouth que l'abandon de la Sicile était un point sur lequel il était impossible de transiger ; il ajouta que les troupes anglaises qui occupaient cette île étaient employées à sa défense, et que cela ne donnait nullement à l'Angleterre le droit de la céder. Cette objection était fondée, et ne permettait pas de réplique ; cependant Fox ajouta : « L'Angleterre eût-elle ce droit, il pourrait précisément résulter du voisinage de Naples, possédé par un frère de Napoléon, qu'elle regardât la séparation de cette île d'avec le royaume de Naples comme indispensable au soutien de sa puissance maritime. » Et comme la France promettait de donner aux Bourbons de Naples, en indemnité, la possession des villes hanséatiques, Fox déclara que ces villes ne pouvaient être considérées, en aucun cas, comme l'équivalent de la Sicile. M. de Talleyrand, qui servait toujours d'organe à Napoléon, refusa d'accueillir ces réclamations, et lord Yarmouth demanda ses passe-ports. L'empereur n'eut garde de laisser partir cet agent de l'Angleterre : il chercha à satisfaire le cabinet de Saint-James par de nouvelles offres ; il fit connaître qu'on pourrait bien consentir à dédommager Ferdinand IV de la perte de la Sicile, en lui accordant la Dalmatie, l'Albanie et Raguse. Fox déclara que si la France voulait encore céder Venise au roi dépossédé, les arrangements pour-

raient paraître acceptables; et les négociations suivirent leur cours, bien que de part et d'autre on se fût singulièrement refroidi.

Août 1806.

Ce fut alors que mourut à son tour, après avoir dirigé bien peu de temps les affaires de son pays, l'homme d'État qui s'était proposé la mission difficile de concilier la grandeur de l'Angleterre et la paix avec la France. Charles Fox était à peine âgé de cinquante-huit ans. Il avait débuté dans la vie politique sous le patronage de lord Holland son père, l'antagoniste célèbre de lord Chatham; et il y avait eu entre lui et Pitt cette singulière analogie, que la rivalité des pères avait commencé celle des enfants. Fox aimait le jeu, les plaisirs, la table. Élu membre du parlement à l'âge de dix-neuf ans, et malgré les lois (1), il était entré aux affaires l'année suivante; et dès ce moment on avait vu poindre en lui l'homme politique et l'orateur qui devait mériter de Burke le glorieux témoignage d'être « le plus beau génie de la Grande-Bretagne. » A la mort de son père, il fut disgracié, et devint l'un des organes les plus éloquents de l'opposition. Dans la question des colonies anglaises, il avait parlé en faveur de l'émancipation; plus tard, la popularité lui prodigua ses fleurs trompeuses, et le jour (2) où il fut député aux communes par Westminster, il put ajouter à son nom le titre

Mort
de Fox.
—
Jugement
porté
sur
ce ministre.

(1) Il fallait être âgé de vingt ans pour entrer à la chambre des communes; mais lord Holland réussit à faire élire son fils par le bourg de Midhurst; et cette irrégularité fut sanctionnée par le silence de la chambre.

(2) 1780.

Août 1806.

plus décevant que durable d'*homme du peuple*. Rentré au pouvoir, avec les idées et les hommes de son parti, il eut l'honneur d'adoucir la misérable condition de l'Irlande. Rejeté dans l'opposition par un remaniement ministériel, il eut en face de lui, pour digne adversaire, ce même Pitt dont la renommée commençait alors : un nouveau caprice royal lui rendit le portefeuille, pour le lui enlever encore au bout de quelques mois. Charles Fox, dans cette crise de courte durée, vit sa popularité s'affaiblir ; mais il parvint peu de temps après, et grâce au jeu politique, à en ressaisir les lambeaux. La révolution française ayant éclaté sur le monde, Fox ne craignit pas d'adopter cette cause, et de renoncer, pour la défendre, à conserver davantage l'illustre amitié de Burke ; et ce fut pendant cette période de sa vie parlementaire qu'il osa, pour la première fois, porter un toast à *Sa Majesté le peuple souverain*. Rayé, par la main du roi, de la liste des conseillers privés de la couronne, il chercha, dans l'étude de l'histoire et dans les travaux de la poésie, quelque diversion aux dégoûts dont son âme était assiégée. Du haut de la tribune, il fit descendre pendant près de dix ans, sur Pitt et sur les torys, les colères d'une âme passionnée et généreuse, mais qui se trompait dans les moyens et souvent dans le but. Il conseilla à l'Angleterre l'alliance ou la paix avec la France révolutionnaire ; il ralentit de tous ses efforts les tentatives de Pitt contre la convention et contre nous, et il mérita d'être loué par les chefs du gouvernement français, depuis le comité de salut public jusqu'à Napoléon. Tandis que

William Pitt mourait en succombant à la tâche de Sept. 1806. rendre l'Angleterre forte et de creuser un abîme sous les pieds de la France, Fox, moins heureux peut-être, était en honneur dans nos journaux et à la Malmaison. Il était naturellement bon et loyal, et ce fut un homme d'État au cœur chaud, aux inspirations nobles. Plus éloquent que Pitt, il était formé à l'école des orateurs antiques, et la véhémence de son caractère donnait à sa parole je ne sais quoi de magnifique et de puissant, qui exaltait l'âme sans toujours convaincre la raison. Sa gloire fut d'avoir avant tout aimé l'humanité, comme celle de Pitt fut d'avoir vécu et d'être mort pour l'Angleterre, et pour elle seule. (13 septembre.)

Lorsqu'il mourut, la fortune de Napoléon s'était de plus en plus consolidée, et avait pris en Europe des proportions considérables. Ici encore nous devons revenir en arrière, et suivre dans ses progrès le développement du système impérial. Développement du système fédératif de Napoléon.

Napoléon ne croyait pas son œuvre faite, parce qu'il avait fondé une société politique nouvelle, qui reposait tout entière sur sa personne : lui mort, que resterait-il de cet empire prodigieux, sinon des dignités sans puissance réelle, des décorations, des titres, des institutions sans racines dans le sol ? Il y avait bien en France des fonctionnaires et une vaste hiérarchie ; mais la royauté, dans le sens historique du mot, n'était point reconstituée ; rien ne la consolidait dans ses rapports avec la propriété et le territoire. Or Napoléon avait vu de près l'Allemagne, et il avait compris, sur ce sol encore tout empreint de traditions

Mars 1806.

féodales, à quelle condition on fonde un empire sur une base large et réelle. La création d'une féodalité nouvelle, dégagée de tout ce que la féodalité du moyen âge eut d'impopulaire, lui parut une œuvre digne de son génie, et nécessaire pour donner satisfaction aux besoins de l'avenir. La première féodalité s'était installée en Europe à la faveur des coutumes barbares et au mépris des rois ; elle avait été menaçante pour les couronnes suzeraines et dure pour le peuple : le problème consistait à en fonder une, en France, qui fût respectueuse et désarmée à l'égard du souverain, et qui, dominée par le grand principe de l'égalité devant la loi, ne pût gêner en rien le développement de cette idée féconde et populaire, que désormais aucune puissance humaine ne peut faire rétrograder sur notre sol. La difficulté était sans doute insoluble ; il n'appartenait point au génie d'un homme, si grand qu'il pût être, de remplacer des idées par des mots, des réalités par des costumes, les *fidèles* et les *leudes* des époques mérovingienne et carlovingienne par une noblesse de théâtre, parée de plumes et d'oripeaux, et dépourvue de privilèges. Quoi qu'il en soit, il y avait dans cette conception monarchique quelque chose de grand et de hardi ; et si elle déplut aux philosophes, elle parut, quoi qu'on ait pu dire, bonne à l'armée et au peuple.

Au dehors, la création d'un système fédératif ayant pour éléments des royautes et des principautés vassales dont l'empereur des Français serait demeuré le suzerain, c'était là une idée qui, dans la pensée de Napoléon, devait compléter la première, et assimi-

ler davantage son pouvoir à celui de Charlemagne. Mars 1806.

Une combinaison aussi hardie avait bien son côté sérieux. De tout temps, la force a déterminé certaines alliances extérieures qui ne sont que l'application, parmi les peuples, du patronat et de la clientèle; mais, pour qu'une fédération européenne de cette nature puisse exister et se maintenir au dix-neuvième siècle, il faut un autre lien que celui de la suprématie politique, un principe différent de l'idée féodale, qui ne tient pas compte des sentiments et des mœurs; il faut que l'intérêt politique et matériel de chaque pays concorde avec le maintien de cette ligue et de cette hiérarchie. Chacun des peuples que Napoléon faisait entrer dans ce système fédératif, dont la France était la tête et le cœur, avait l'habitude de l'indépendance, et ne pouvait renoncer, au profit d'un souverain et d'un empire étranger, à ses habitudes, à ses traditions, à ses intérêts de toute nature. Dans le roi ou dans les chefs que lui imposait Napoléon, il pouvait bien voir un proconsul français auquel il faudrait se soumettre pour ne pas être brisé; mais lorsque la peur aurait fait son temps, toutes les pierres vivantes de cet édifice politique devaient tendre à se séparer, et à reprendre leur place légitime et naturelle.

Mais Napoléon, bien qu'il pressentit les difficultés inhérentes à son œuvre, n'en poursuivait pas moins la réalisation des idées qui tendaient à reconstituer, à son profit et à la gloire de la France, cette vaste agglomération de royautes et de nations qui, réunies en faisceau, formaient jadis l'empire d'Occident. Gran-

Mars 1806.

dir outre mesure la souveraineté de la France, et dissoudre par la force ou par des alliances l'unité du corps germanique, c'était par cette double voie que Napoléon marchait à son but.

Déjà l'empereur s'était fait couronner roi d'Italie; déjà il entraînait dans son tourbillon la république batave, et il avait fait de l'Helvétie une république vassale, en s'attribuant les droits et le titre de médiateur de la confédération suisse. Les rois de Bavière et de Wurtemberg, le roi d'Étrurie et le grand-duc de Bade avaient reçu de lui l'investiture de leurs États, ou s'étaient rattachés à son système par des alliances.

Un décret
détermine
la condition
légale
des princes
français.

Le 30 mars 1806, un décret déterminait la condition légale de la famille impériale : c'était une loi qui, sous prétexte de régler et d'établir les rapports existant entre l'empereur, les princes et les princesses de la famille Bonaparte, avait surtout pour but de ne point admettre l'émancipation de ceux de ces personnages qui viendraient à être investis d'une royauté ou d'une souveraineté. L'empereur se déclara le chef et le père commun de sa famille; il statua que les mariages des princes et des princesses de son sang seraient nuls, s'ils étaient contractés au mépris de son consentement; il établit qu'il se réservait d'exercer une haute surveillance sur les membres de sa famille, et de leur infliger les arrêts, l'éloignement de sa personne ou l'exil, s'ils venaient à encourir ces peines : il fit peser les mêmes droits sur les grands dignitaires et sur les ducs.

Un second décret, rendu le même jour, réunit les

États vénitiens au royaume d'Italie, pour en faire partie intégrante. Le code Napoléon (1), le système monétaire de la France, et le concordat conclu entre l'empereur et le pape (2) pour le royaume d'Italie, seraient lois fondamentales de ce même royaume. La Dalmatie, l'Istrie, le Frioul, Cadore, Bellune, Conegliano, Trévis, Feltre, Bassano, Vicence, Padoue et Rovigo, en tout douze provinces, étaient érigées en duchés, grands fiefs de l'empire français : l'empereur se réservait de donner aux titulaires de son choix l'investiture de ces fiefs, pour être transmis héréditairement, par ordre de primogéniture, à leurs descendants mâles ; en cas d'extinction de la descendance masculine des nouveaux ducs feudataires, leurs fiefs étaient réversibles à la couronne impériale. Des revenus étaient attachés à cette investiture ; les feudataires toucheraient annuellement une somme égale au quinzième de l'impôt ordinaire perçu sur les fiefs par le royaume d'Italie.

Un troisième décret proclamait Joseph Napoléon, frère aîné de l'empereur, roi des peuples de Naples et de Sicile, « tombés au pouvoir de la France par droit de conquête, et faisant d'ailleurs partie du grand empire. » Six grands fiefs impériaux étaient institués dans le royaume de Naples ; les titulaires devaient éga-

Mars 1806.

Venise
est réunie
au royaume
d'Italie.Institution
de
douze grands
fiefs.Joseph
Bonaparte
est institué
roi
de Naples.Création
de
six grands
fiefs.

(1) Le *Code civil*. L'empereur avait voulu, par un désir bien légitime, attacher son nom au plus durable monument de son règne.

(2) C'était donner au concordat une extension que Rome pouvait seule sanctionner. Napoléon n'y regardait pas de si près.

Mars 1806. lement recevoir l'investiture des mains de l'empereur ; et afin que le roi de Naples et de Sicile ne perdit jamais de vue qu'il était avant tout prince français et vassal de l'empereur, la dignité de grand électeur de France lui fut conservée à perpétuité.

Murat
est nommé
duc de Berg
et de Clèves.

Un quatrième décret était ainsi conçu : « Leurs Majestés les rois de Prusse et de Bavière nous ayant respectivement cédé les duchés de Clèves et de Berg en toute souveraineté, avec les droits, titres et prérogatives attachés à la possession de chacun de ces duchés, tels qu'ils les possédaient eux-mêmes, pour en disposer en faveur d'un prince de notre choix, nous avons transféré ces duchés, droits, titres et prérogatives, tels qu'ils nous ont été cédés, au prince Joachim (Murat), notre bien-aimé beau-frère, pour être, dans toute leur étendue et plénitude, possédés par lui en qualité de duc de Clèves et de Berg, et transmis héréditairement à ses descendants légitimes. » Tel était l'apanage de Murat : et ce prince demeurait en outre grand amiral de France, dignité qu'il devait transmettre à ses descendants, comme le témoignage magnifique de la suzeraineté des empereurs français sur les ducs de Berg et de Clèves.

Apanages
des
princesses
Pauline et
Elisa,
et
de Berthier.

D'autres décrets donnaient, à titre de grands fiefs, la principauté de Guastalla à Pauline Bonaparte, épouse du prince Borghèse ; et la principauté de Neufchâtel, en Suisse, au maréchal Berthier, grand veneur.

Le pays de Massa et de Carrara était érigé en grand fief, dont l'empereur se réservait de disposer par la suite ; et trois duchés, grands fiefs de l'empire,

étaient institués dans les États de Parme et de Plaisance. Peu de jours après, la principauté de Lucques et de Piombino fut donnée en apanage à Élisabeth Bonaparte; et plus tard, pour compléter cette première réorganisation de la féodalité, M. de Talleyrand et le maréchal Bernadotte reçurent, l'un, la principauté de Bénévent, l'autre, celle de Ponte-Corvo. Ces deux anciens duchés étaient en litige depuis des siècles entre la cour de Naples et la cour de Rome : Napoléon, pour trancher la difficulté, les érigea en fiefs immédiats de son empire, toutefois, réservant les droits des deux puissances qui se disputaient ces domaines, il prit l'engagement de les indemniser.

Mars 1806.

Talleyrand
et
Bernadotte
sont nommés
princes.

L'empire fédératif avait donc pour bases, au midi, Venise et le royaume de Naples : il importait à Napoléon de le développer vers le nord, et de rattacher à son système, par un lien de plus en plus étroit, le territoire et les colonies de la république batave. Pour justifier les arrangements que nous venons de mentionner, il avait suffi d'invoquer le droit de conquête : cette fois on chercha à s'étayer du vœu des peuples.

Depuis la mémorable campagne de Pichegru et de l'armée du nord, la Hollande, soumise à notre influence, avait ressenti le contre-coup de toutes les révolutions accomplies en France. La différence naturelle des intérêts des deux pays avait entretenu entre les deux gouvernements l'une de ces luttes inévitables qui se terminent toujours au détriment du plus faible. La Hollande avait tout perdu à l'alliance française, qu'elle subissait malgré elle. L'An-

La Hollande
est érigée
en royaume.

Mars 1806.

gleterre bloquait ses ports et paralysait son commerce maritime; la plupart de ses riches colonies étaient tombées au pouvoir de l'étranger : étouffée entre la France et l'Angleterre, elle se voyait réduite à subir une paix désastreuse, parce que la guerre avec Napoléon, c'eût été la destruction et la ruine. Aussi avait-elle voué à la France une aversion d'autant plus grande qu'elle nous rendait responsable de toutes ses misères : alliée et vassale de l'empereur, elle souhaitait en secret la victoire à l'Angleterre; le parti orangiste, accru de tous les mécontents, était redevenu national comme aux jours où Louis XIV passa le Rhin, et la restauration des Nassau était dans le cœur de tous les bons et loyaux Bataves. Cependant, grâce à la compression de la France, on se gardait bien de laisser éclater ces sentiments et ces douleurs : le coup aurait suivi de trop près la menace. La Hollande se taisait : elle avait au-dessus d'elle une magistrature officielle qui lui donnait l'exemple de la résignation, et les discours de parade ne cessaient de renfermer l'éloge de l'empereur. Depuis quelques années, la république batave était administrée par M. de Schimmelpenninck, qui portait le titre fastueusement chimérique de grand pensionnaire. C'était le seul vestige qu'elle eût retrouvé de sa formidable puissance du dix-septième siècle. Le pays avait une charte imitée des institutions de la période consulaire : la liberté n'y existait que de nom, la servitude était au fond des choses : mais, bien que réduite à n'être que l'ombre d'elle-même, la Hollande, il faut le dire, trouvait encore un certain charme à vivre sous la forme

républicaine : depuis que cette contrée avait secoué le joug de Philippe II, elle ne s'était jamais vue soumise à des rois, et elle ne se croyait point réservée à cette épreuve.

Mars 1806.

Or, Napoléon en avait jugé autrement : il était las de l'existence de cette république impuissante, qui persistait à ne point oublier les souvenirs de Jean de Witt et de Guillaume le Taciturne. Une république attachée aux flancs de l'empire était d'un mauvais exemple, et il importait d'en finir. D'ailleurs, la Hollande pouvait servir d'apanage à quelque autre prince de la dynastie napoléonienne, et il s'agissait de pourvoir Louis Bonaparte. L'empereur fit connaître ses intentions à M. de Schimmelpenninck, et le grand pensionnaire se hâta de consulter les états généraux, dont l'adhésion était nécessaire ; au moins pour la forme. Pour l'honneur de la Hollande, nous devons dire qu'elle fut profondément émue de voir l'étranger exercer sur ses destinées politiques une influence aussi hardie. Les notables s'assemblèrent : malgré les avis de M. de Schimmelpenninck, ils envoyèrent à Paris une députation chargée de représenter à l'empereur les doléances du peuple batave. Napoléon n'avait point pour habitude de fléchir. Il fit dire aux envoyés de la Hollande qu'il refusait de les recevoir, à moins qu'ils ne vinssent lui demander pour roi le prince Louis, son frère bien-aimé ; et il leur donna huit jours pour réfléchir. Que pouvait faire la Hollande ? Elle se résigna : elle espéra même que le frère de Napoléon serait pour elle un protecteur puissant, qui ne plaiderait pas en vain ses intérêts au-

Juin 1806.

près du maître, et qu'au titre de roi vassal il préférerait l'honneur d'être le premier citoyen d'un peuple honorable. Sous ce rapport, elle rendit justice à Louis Bonaparte, et elle le sut plus tard. Une nouvelle députation, ayant à sa tête l'amiral Werhuel, se rendit à Paris, et vint supplier l'empereur d'accorder un roi à la Hollande.

Investiture
de Louis
Bonaparte,
nommé roi
de Hollande.

L'empereur aimait les cérémonies d'apparat; il se plaisait à cette grandeur de théâtre qui éblouit la foule et la subjugue. Aussi voulut-il donner beaucoup de solennité à l'investiture du nouveau roi. Le 5 juin, *les ambassadeurs extraordinaires de LL. HH. PP. les états de Hollande* furent admis aux Tuileries en présence de Napoléon, alors assis sur son trône, entouré des princes de sa famille et des grands dignitaires. Après trois profondes révérences, mesurées selon les lois de l'étiquette monarchique du dix-septième siècle, ils se tinrent debout, dans l'attitude du respect, et le président de la députation, le vice-amiral Werhuel, prononça le discours suivant :

« Sire,

« Les représentants d'un peuple connu par sa patience courageuse dans les temps difficiles, célèbre, nous osons le dire, par la solidité de son jugement et par sa fidélité à remplir les engagements contractés, nous ont donné l'honorable mission de nous présenter devant le trône de Votre Majesté.

« Ce peuple a longtemps souffert des agitations de l'Europe et des siennes. Témoin des catastrophes qui ont renversé quelques États, victime des désor-

« dres qui les ont ébranlés tous, il a senti que la force
« des intérêts et des rapports qui aujourd'hui unis-
« sent ou divisent les grandes puissances lui faisait
« une loi de se placer sous la première des sauve-
« gardes politiques de l'Europe, et que sa faiblesse
« même lui prescrivait de mettre ses institutions en
« harmonie avec celles de l'État dont la protection
« seule peut le garantir contre le danger de la servi-
« tude ou de la ruine.

« Ces représentants ont mûrement et solennelle-
« ment délibéré sur les circonstances du temps pré-
« sent et sur les effrayantes probabilités de l'avenir;
« ils ont vu, dans le terme même des calamités dont
« l'Europe a été longtemps affligée, et les causes de
« leurs propres maux, et le remède auquel ils devaient
« recourir.

« Nous sommes, Sire, chargés d'exprimer à Votre
« Majesté le vœu des représentants de notre peuple :
« nous la prions de nous accorder, comme chef su-
« prême de notre république, comme roi de Hollande,
« le prince Louis Napoléon, frère de Votre Majesté,
« auquel nous remettons, avec une entière et aveugle
« confiance, la garde de nos lois, la défense de nos
« droits politiques, et tous les intérêts de notre chère
« patrie.

« Sous les auspices sacrés de la Providence, sous
« la glorieuse protection de Votre Majesté Impériale
« et Royale, enfin sous la puissance du gouvernement
« paternel que nous lui demandons, nous osons es-
« pérer, Sire, que la Hollande, assurée désormais pour
« toujours de l'affection du plus grand des monar-

Juin 1806.

« ques, et unie étroitement par sa destinée même à
« celle de votre immense et immortel empire, verra
« renaître les jours de son ancienne gloire, un repos
« qu'elle a depuis longtemps perdu, et sa prospérité,
« que des pertes, qui ne seront plus considérées
« comme irréparables, n'auront que passagèrement
« altérée. »

Napoléon répondit en ces termes :

« Messieurs les représentants du peuple batave ,

« J'ai toujours regardé comme le premier intérêt
« de ma couronne de protéger votre patrie. Toutes
« les fois que j'ai dû intervenir dans vos affaires inté-
« rieures, j'ai d'abord été frappé des inconvénients
« attachés à la forme incertaine de votre organisation
« politique. Gouvernée par une assemblée populaire,
« elle eût été influencée par les intrigues et agitée par
« les puissances voisines. Gouvernée par une magis-
« trature élective, tous les renouvellements de cette
« magistrature eussent été des moments de crise pour
« l'Europe, et le signal de nouvelles guerres mari-
« times. Tous ces inconvénients ne pouvaient être
« parés que par un gouvernement héréditaire. Je l'ai
« appelé dans votre patrie par mes conseils, lors de
« l'établissement de votre dernière constitution; et
« l'offre que vous faites de la couronne de Hollande
« au prince Louis est conforme aux vrais intérêts de
« votre patrie, aux miens, et propre à assurer le re-
« pos général de l'Europe. La France a été assez gé-
« néreuse pour renoncer à tous les droits que les
« événements de la guerre lui avaient donnés sur

« vous ; mais je ne pouvais confier les places fortes
« qui couvrent ma frontière du nord à la garde d'une
« main infidèle ou même douteuse.

Jun 1806.

« J'adhère aux vœux de LL. HH. PP. Je proclame
« roi de Hollande le prince Louis.

« Vous, prince, réglez sur ces peuples ! Leurs pères
« n'acquirent leur indépendance que par le secours
« constant de la France. Depuis, la Hollande fut l'al-
« liée de l'Angleterre... elle fut conquise. Elle dut
« encore à la France son existence. Qu'elle vous doive
« donc des rois qui protègent ses libertés, ses lois
« et sa religion. Mais ne cessez jamais d'être Fran-
« çais ! La dignité de connétable de l'empire sera
« possédée par vous et vos descendants : elle vous
« retracera les devoirs que vous avez à remplir en-
« vers moi, et l'importance que j'attache à la garde
« des places fortes qui garantissent le nord de mes
« États, et que je vous confie. Prince, entretenez
« parmi vos troupes cet esprit que je leur ai vu sur
« les champs de bataille. Entretenez parmi vos nou-
« veaux sujets des sentiments d'union et d'amour
« pour la France. Soyez l'effroi des méchants et le
« père des bons : c'est le caractère des grands rois. »

Louis Bonaparte s'avança au pied du trône, et parla
en ces termes :

« Sire,

« J'avais placé toute mon ambition à sacrifier ma
« vie au service de Votre Majesté. Je faisais consister
« mon bonheur à admirer de près toutes ces qualités
« qui la rendent si chère à ceux qui, comme moi,

Juin 1806.

« ont été si souvent témoins de la puissance et des
« effets de son génie. Elle permettra donc que j'é-
« prouve des regrets en m'éloignant d'elle; mais ma
« vie et mes volontés lui appartiennent. J'irai régner
« en Hollande, *puisque ces peuples le désirent, et que*
« *Votre Majesté l'ordonne.*

« Sire, lorsque Votre Majesté quitta la France pour
« vaincre l'Europe conjurée contre elle, elle voulut
« s'en rapporter à moi du soin de garantir la Hollande
« de l'invasion qui la menaçait; j'ai, dans cette cir-
« constance, apprécié le caractère de ces peuples et
« les qualités qui les distinguent.

« Oui, Sire, je serai fier de régner sur eux; mais,
« quelque glorieuse que soit la carrière qui m'est ou-
« verte, l'assurance de la constante protection de
« Votre Majesté, l'amour et le patriotisme de mes
« nouveaux sujets peuvent me faire concevoir l'espé-
« rance de guérir des plaies occasionnées par tant
« de guerres et d'événements accumulés en si peu
« d'années.

« Sire, lorsque Votre Majesté mettra le dernier
« sceau à sa gloire en donnant la paix au monde,
« les places qu'elle confiera à ma garde, à celle de
« mes enfants, aux soldats hollandais qui ont com-
« battu à Austerlitz sous ses yeux, ces places seront
« bien gardées. Unis par l'intérêt, mes peuples le
« seront aussi par les sentiments d'amour et de re-
« connaissance de leur roi à Votre Majesté et à la
« France. »

Les ambassadeurs se retirèrent; et l'huissier, ou-
vrant les battants sur le passage du prince Louis, an-

Juin 1806.

nonça d'une voix haute : *Le roi de Hollande !* L'investiture venait d'être donnée au roi vassal ; et si cette cérémonie n'avait point été accompagnée des formes, souvent humiliantes, qui, au moyen âge, liaient le suzerain à son feudataire ; rien n'y manquait en réalité de ce qui devait constituer la ruine de l'indépendance du peuple hollandais, et la suprématie féodale de l'empire français sur le royaume batave. C'était aux nations à s'arranger, si elles le pouvaient, de cette organisation nouvelle : désormais la France, des hauteurs où son chef l'avait placée, ne pouvait que recevoir des tributs et des hommages de la part de ceux qui n'avaient plus la force de la combattre.

L'empereur voulut que cette journée fût encore signalée par un événement d'une importance moins grande, mais qui n'était pas sans gravité : Mouhib-Effendi, ambassadeur extraordinaire de la Sublime Porte, reconnu pour la première fois, au nom de la Turquie d'Europe, l'empire français et la dignité monarchique de Napoléon. Lorsqu'il eut été introduit près de l'empereur, revêtu des marques de sa puissance, il lui adressa le discours suivant, en langue turque :

Audience
solennelle
accordée
au
représentant
de la Porte.

« Sire,

« S. M. l'empereur de toutes les Turquies, maître
« sur les deux continents et sur les deux mers, servi-
« teur fidèle des deux villes saintes, le sultan Selim-
« Han, dont le règne soit éternel ! m'envoie à Sa Ma-
« jesté Impériale et Royale Napoléon, le premier, le
« plus grand parmi les souverains de la crbyance du

Juin 1806.

« Christ, l'astre éclatant de la gloire des nations occidentales, celui qui tient d'une main ferme l'épée de la valeur et le sceptre de la justice, pour lui remettre ce rescrit impérial, qui contient les félicitations de son avènement au trône, et les assurances d'un attachement pur et parfait.

« La Sublime Porte n'a cessé de faire des vœux pour la prospérité de la France, et pour la gloire que son sublime et immortel empereur vient d'acquérir, et elle a voulu manifester hautement la joie qu'elle en ressentait. C'est dans cette vue, Sire, que mon souverain, toujours magnanime, m'a ordonné de me rendre près du trône de Votre Majesté Impériale et Royale, pour la féliciter de votre avènement, et pour lui dire que les communications ordinaires ne suffisant pas dans une pareille circonstance, il a voulu envoyer un ambassadeur spécial, pour signaler d'une manière plus éclatante les sentiments de confiance, d'attachement et d'admiration dont il est pénétré pour un prince qu'il regarde comme le plus ancien, le plus fidèle et le plus nécessaire ami de son empire. »

Le cardinal
Fesch
est nommé
électeur
archichancelier
de l'empire
d'Allemagne.

Napoléon répondit avec dignité, et de manière à resserrer les liens qui existaient entre la France et l'empire ottoman. Ce jour-là même, par un message adressé au sénat, il fit connaître qu'il venait de nommer le cardinal Fesch, son oncle, coadjuteur et héritier de l'électeur de Ratisbonne, primat de Germanie et électeur archichancelier de l'empire d'Allemagne : c'était encore une sentinelle avancée que la France postait sur les bords du Danube. Mais Napoléon ne

devait pas s'arrêter si promptement dans ses entreprises contre l'indépendance des peuples allemands : l'heure était venue où sa politique allait se révéler au grand jour.

L'empire germanique est un démembrement de la monarchie des Francs et de Charlemagne ; le traité de Verdun , signé en 843 par le fils de Louis le Débonnaire, donna naissance aux royaumes de Germanie, d'Alémanie et de Bavière, qui bientôt, sous la commune dénomination d'Allemagne, se confondirent et ne formèrent plus qu'un grand État. A l'extinction de la famille carlovingienne , au dixième siècle , la monarchie allemande devint élective ; vers la fin du même siècle, l'empire de Charlemagne fut reconstitué par Othon le Grand, de la maison de Saxe, et prit le titre de saint - empire romain de la nation allemande. La Lotharingie, la Bohême et l'Italie devinrent autant de provinces nouvelles de cette vaste monarchie ; la maison de Franconie ajouta le royaume d'Arles aux possessions de l'empire ; la maison de Souabe ou de Hohenstauffen débuta par la puissance et la grandeur, et, après un long abaissement, s'éteignit en léguant l'anarchie à l'Allemagne. Rodolphe de Habsbourg, en commençant une dynastie nouvelle, releva pour quelque temps la gloire de la couronne impériale ; mais, sous le règne de ses successeurs, la féodalité se développa largement au détriment des empereurs, et le pouvoir des feudataires et des électeurs de l'empire dépassa toutes limites. Bientôt ces grands dignitaires, à la faveur de l'inter règne (1197-1272), usurpèrent le droit exclusif d'élection, et ce

Juin 1806.

Établissement
de la
confédération
du Rhin
sous
la suzeraineté
de
la France.

juill. 1806. privilège fut confirmé par la bulle d'or (1356). Toutes les affaires dépendantes de la décision de l'empereur ou de l'empire ne pouvaient être traitées que dans les diètes. Plusieurs centaines de principautés, reliées entre elles par le lien féodal et par ceux de la communauté d'origine, composaient cette monarchie fédérative, dépourvue d'unité et de moyens d'activité ; et depuis longtemps on se disait que ce vieil édifice, manquant de base et miné de toutes parts, allait s'écrouler pour faire place à une nouvelle société germanique. L'invasion du protestantisme fut le premier dissolvant qui prépara la chute de ce grand corps ; la haine et la jalousie inspirées par l'Autriche, enfin la faculté laissée à tous les membres de l'empire de contracter des alliances avec l'étranger, furent également des causes réelles de désorganisation, de séparation et de lutte, dont la conséquence devait être fatale au saint empire. Pendant le siècle qui suivit la paix de Westphalie, la crainte de l'Autriche, toujours forte et prépondérante, retarda la ruine que tous les hommes d'État pressentaient : mais peu à peu les liens de l'obéissance s'étant relâchés, les protestants et les catholiques aspirant à l'indépendance, et le respect pour l'Autriche s'affaiblissant, on se dit qu'il ne fallait plus qu'une occasion et un homme pour changer la face des choses.

Frédéric II commença l'œuvre : par son génie et sa politique, il donna un ascendant réel à la monarchie prussienne sur tout le nord de l'Allemagne, et, à force de vaincre l'Autriche, il acheva de dissiper le prestige dont cette puissance était alors entourée. L'exemple

de la Prusse trouva des imitateurs ; les électeurs et les princes subalternes entrèrent dans la voie de résistance et d'indépendance qu'avait frayée le roi Frédéric : l'empereur d'Allemagne demeura bien le chef de l'union ; mais cette union était scindée, et toutes les fractions de l'empire s'agitant pour conquérir une existence isolée, on pouvait prévoir que l'Allemagne du moyen âge allait finir par l'unité ou par l'anarchie, lorsque la révolution française, éclatant sur l'Europe, ralentit ce mouvement de dissolution, et rallia pour quelques moments les différents États germaniques contre un ennemi commun.

Depuis l'affaire des indemnités, et après la paix de Presbourg, Napoléon avait cherché les moyens de tirer parti, au profit de sa politique, de la situation de l'Allemagne.

L'histoire lui parlait d'une confédération du Rhin momentanément formée à la suite du traité de Westphalie, et par les conseils de Mazarin, pour contrebalancer la puissance impériale. Cette ligue avait surtout contribué à contenir les Turcs ; et quand l'Allemagne avait été pacifiée, elle s'était peu à peu dissoute. D'autres tentatives de ce genre s'étaient produites, dans un but déterminé, du quatorzième au dix-huitième siècle.

Recommencer la monarchie franque de Charlemagne, c'est à ce but que tendait le génie de Napoléon : comme Charlemagne, il importait de rattacher à la France, par un lien politique, les différentes parties de l'Allemagne occidentale et méridionale : la France gagnerait à cette combinaison tout ce qui affaiblirait

Juill. 1806.

d'autant la prépondérance de l'empereur d'Allemagne. Pour la Prusse, Napoléon ne tenait point à l'affaiblir outre mesure : il voulait au contraire que cette puissance prît des accroissements dans, le nord au détriment de l'Autriche. Nourri dans l'étude de l'histoire de la rivalité de la France et de l'Autriche ; persuadé que, depuis François I^{er}, Richelieu, Louis XIV et Marie-Thérèse, la France n'avait rien eu à redouter davantage, pour sa grandeur extérieure, que la jalousie de l'Autriche, il cherchait à isoler cette nation de l'ensemble du corps germanique, et à dérober l'Allemagne tout entière au sceptre de la maison de Lorraine. La puissance de la Prusse l'inquiétait moins. Il savait comment prendre de front et à revers ce royaume en ce moment hors d'état de lui tenir tête. Que serait d'ailleurs la Prusse contre la France, lorsque, grâce à la formation d'une ligue rhénane, un tiers de l'Allemagne serait entraîné dans une autre sphère, lorsque l'héritier de Joseph II se verrait réduit à la possession de ses États héréditaires d'Autriche ?

Des pourparlers eurent lieu entre M. de Talleyrand et les ministres de Bade, de Wurtemberg et de Bavière ; on laissa habilement transpirer qu'il était question d'un nouveau remaniement de l'Allemagne, et les petits princes qui régnaient sur la rive droite du Rhin venaient tendre la main à Paris pour conserver leurs privilèges et leurs fiefs. Presque tous, se voyant menacés, se tournaient vers le plus fort, et sollicitaient Napoléon de vouloir bien les admettre à faire partie de la corporation fédérative dont il posait les bases. L'Autriche n'ignorait pas qu'on méditait cette

organisation menaçante pour elle, mais elle gardait une attitude froide et silencieuse; la Prusse, attachée malgré elle à la France par une paix qu'elle détestait et qu'elle cherchait secrètement à enfreindre, la Prusse aurait voulu peut-être se voir associée à la pensée de Napoléon, et concourir avec lui au remaniement de l'Empire; mais l'empereur, qui avait ses raisons de se défier de cette puissance, persistait à la tenir en dehors des arrangements. Il poursuivait donc librement et sans obstacles des négociations qui devaient avoir pour résultat d'acquérir à la France un ascendant fixe et régulier sur le tiers de l'Allemagne, et de fortifier l'empire français sur la droite du Rhin par une ceinture d'États qui, tenant de nous leur existence, seraient nos alliés et nos auxiliaires naturels.

L'œuvre ayant été ébauchée de longue main, les bases discutées et adoptées en secret, l'exécution fut prompte; et l'organisation de la confédération du Rhin fut consommée en quelques jours, du 6 au 12 juillet. C'était le moment où l'empereur négociait avec l'Angleterre, et où M. d'Oubril venait de signer à Paris, au nom de la Russie, un traité de paix. La création de la confédération du Rhin, dans ces circonstances, n'était pas de nature à calmer les inquiétudes de la cour de Russie et du cabinet anglais; mais Napoléon ne s'arrêtait pas pour si peu : qu'importait une difficulté de plus, si l'Allemagne était désarmée ou subjuguée sans retour? Il parla, il exigea; et la confédération du Rhin, placée sous sa protection, fut instituée pour servir d'avant-garde à la France contre la Prusse et l'Autriche.

juill, 1806.

Les princes allemands qui en firent partie étaient les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'électeur archichancelier, l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kirbourg, le prince d'Isenbourg - Birstein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen.

Ces rois et ces princes déclarèrent qu'ils se séparaient à perpétuité de l'empire germanique, et qu'ils s'unissaient entre eux par une confédération particulière, sous la protection de l'empereur des Français. Plusieurs d'entre ces princes s'attribuèrent, du consentement des autres et de l'empereur, des titres et des honneurs plus grands que ceux dont ils avaient été jusqu'alors investis. Il fut convenu que les intérêts communs des États confédérés seraient traités dans une diète siégeant à Francfort, et divisée en *collège des rois* et *collège des princes*. Les membres de la confédération du Rhin se proclamèrent indépendants de toute puissance étrangère au nouveau pacte, et, par là, ils se placèrent d'une manière plus étroite et plus exclusive sous la main de la France. S'il arrivait qu'un des princes confédérés voulût aliéner en tout ou partie sa souveraineté, les membres de cette ligue germanique établirent que la renonciation ne pourrait se faire qu'en faveur de l'un d'entre eux; et par là ils voulurent prévenir toute action dissolvante exercée à leur égard par la Prusse ou l'Autriche. Toutes

les contestations qui s'élèveraient entre les États confédérés devaient être décidées par la diète de Francfort, présidée par le prince-primat (l'archichancelier), et ce dernier prince était nommé par l'empereur. D'autres dispositions du pacte conféraient aux membres de la confédération des droits de souveraineté, 1° sur les nobles vassaux, princes et comtes dont les fiefs et les domaines se trouvaient compris dans les États de la ligue, et qui, en leur qualité d'États *immédiats*, ne relevaient autrefois que de l'empereur et de l'Empire; 2° sur les terres *équestres* enclavées dans les mêmes États. Quant aux terres équestres interposées entre deux États confédérés, elles devaient être partagées, sous le rapport de la souveraineté, entre ces deux États, de manière à ce qu'il ne pût en résulter ni morcellement ni mélange de territoire (1). Les droits de souveraineté étaient ceux de législation, de juridiction suprême, de haute police, de recrutement militaire et d'impôt. Il devait y avoir entre l'empire français et les États confédérés du Rhin, collectivement et séparément, une alliance en vertu de laquelle toute guerre continentale que l'une des parties contractantes aurait à soutenir deviendrait immédiatement commune à toutes les autres. Cette clause devait, plus que les autres, paraître mena-

(1) Articles 24 et 25 du traité. Ainsi fut consommée la ruine de la noblesse équestre, dont les privilèges avaient déjà été considérablement amoindris par la paix de Presbourg. Cette foule de seigneurs et de princes, qui ne relevaient que de l'empereur, se trouva, par cette rupture, dépouillée de tous les attributs de la souveraineté. De ce nombre fut le prince d'Orange.

août 1805. cante à l'Europe, et transformer la confédération du Rhin en un groupe de fiefs soumis à la France; et comme si ce n'eût point été assez pour Napoléon de frapper ainsi au cœur de l'Allemagne par des mains allemandes, il exigea que le roi de Bavière fortifiât les deux villes d'Augsbourg et de Lindau, les approvisionnât, y maintînt des garnisons et des réserves, et en fit comme deux points d'attaque assurés en tout temps à la France contre l'Autriche. Nuremberg fut donné à la Bavière, et Francfort au prince-primat. Quant aux contingents à fournir, celui de la France fut évalué à deux cent mille hommes, et ceux des divers princes confédérés à soixante mille.

Ainsi l'ancienne constitution germanique fut détruite par Napoléon, ainsi le tiers du saint-empire romain passa sous le joug de la France, et devint comme notre avant-garde sur la rive droite du Rhin. L'empereur avait solennellement promis au monde qu'il n'étendrait pas ses conquêtes au delà de ce fleuve. Pour contenter sa formidable ambition, et pour demeurer, au moins en apparence, fidèle à ses promesses, il imagina cette confédération, dont la seule existence apprit à l'héritier des maisons de Souabe et de Hapsbourg que l'œuvre de Charlemagne avait cessé d'être, après mille ans. Le ministre Bacher, par ordre de Napoléon, se hâta de notifier ces arrangements à la diète de Ratisbonne (1^{er} août).

François II
accepte
avec
résignation
le nouvel
ordre
de choses.

François II sut se résigner à propos. Il ne pouvait convenir à sa dignité de porter désormais un titre effacé par la victoire, et ce monarque crut de son devoir de faire publier la déclaration suivante : « Après

la conclusion de la paix de Presbourg, toute notre attention était dirigée vers l'accomplissement des conditions qu'elle nous imposait, et la conservation des bienfaits qu'elle répandait sur nos peuples. Nous étions dans l'attente de savoir si les changements qui en résulteraient pour l'Empire nous rendraient possibles nos devoirs de chef de l'État; mais les résultats de plusieurs articles et les événements qui ont agité l'Empire nous ont convaincu de l'impossibilité de les remplir dans les circonstances actuelles; et la convention signée le 12 juillet à Paris, en vertu de laquelle plusieurs grands États se détachent de l'Empire et forment une nouvelle confédération, a anéanti l'espoir de sortir des nombreuses complications qui se présentent. Dans la conviction intime de ne pouvoir plus longtemps remplir les devoirs que nous imposa la capitulation d'élection, nous devons à notre conscience et à notre dignité de renoncer à une couronne qui n'eut aussi longtemps de prix à nos yeux que parce que nous espérions pouvoir répondre à la confiance que les électeurs, les princes et les États avaient mise en nous; nous déclarons aussi que, désormais, nous regardons comme rompu le lien qui nous unissait à l'Empire, et que nous nous croyons délivré de tout engagement par la formation de la confédération du Rhin. Nous dégageons tous les électeurs, princes et États, et les tribunaux de l'Empire, de leurs devoirs envers nous, comme chef de l'Empire; et nous conservons le titre d'empereur d'Autriche, en essayant de faire le bonheur de nos peuples, et d'entretenir la paix et la bonne intelligence avec les

AOÛT 1806. puissances voisines. » Ainsi la promptitude du sacrifice épargnait une lutte inégale, et dont l'issue aurait été fatale à la maison de Lorraine : la dignité du souverain demeurait intacte.

Les autres
puissances
semblent
disposées
à moins
de
complai-
sance.

Lorsque les autres puissances furent instruites, à leur tour, de la formation de la ligue du Rhin, elles ne se crurent point forcées de subir ce nouvel obstacle porté à l'établissement de l'équilibre européen. C'était, comme on vient de le voir, le temps où des négociations se poursuivaient avec l'Angleterre, et où M. d'Oubril, chargé d'affaires du czar, venait de signer, sans clauses de réserve et au nom de la Russie, un traité de paix séparé avec la France. La Prusse subirait-elle jusqu'au bout l'humiliation et le danger, sans entreprendre de tirer l'épée? L'Angleterre, déjà fort disposée à repousser les prétentions de la France sur la Sicile, consentirait-elle à adhérer à des arrangements qui plaçaient un tiers de l'Allemagne dans la main de Napoléon? La Russie, encore étonnée du coup de foudre d'Austerlitz, ne reviendrait-elle pas enfin de sa surprise, et consentirait-elle à ratifier, par la main d'Alexandre, le traité de paix conclu à Paris? Ces divers problèmes agiterent le monde politique, et il fut facile de prévoir un nouvel appel aux armes.

Conduite
de la
Prusse.

L'empereur Napoléon avait le sentiment des difficultés de cette situation, et il s'étudiait à y faire face par la diplomatie ou à l'aide de la force. Et d'abord il se préoccupa du soin de rassurer la Prusse, et de se concilier, s'il était possible, la coûteuse amitié de cette puissance. Il fit donc connaître au roi Frédéric-Guillaume que la Prusse, loin de s'inquiéter de

l'existence de la confédération du Rhin, pouvait en tirer parti; que rien ne s'opposerait à ce que cette puissance réunît autour d'elle, par un lien fédératif, les divers États germaniques, du nord et du centre, qui n'avaient point accédé à la ligue du Rhin. Il fit plus : il annonça à la grande armée, par une proclamation, que le temps était venu pour elle d'évacuer l'Allemagne.

Le roi de Prusse accueillit ces ouvertures avec un enthousiasme dont on suspecta la sincérité : peut-être était-il de bonne foi, mais l'opinion publique et le vœu des Allemands lui commandaient de rompre au plus vite les liens qui l'enchaînaient à la France. Moins pour étendre sa puissance dans le Nord que pour se créer des points d'appui contre Napoléon, le roi Frédéric-Guillaume chercha à faire entrer dans une confédération séparée, placée sous l'influence de la Prusse, les États de Mecklembourg, le prince de Hesse-Cassel, l'électeur de Saxe, le roi de Danemark et les villes anséatiques. En même temps il n'épargna rien de ce qui pouvait développer l'état militaire de son royaume. Depuis la campagne d'Austerlitz, et alors même qu'il avait subi sans résistance l'ascendant de la menace, il avait fait des préparatifs secrets en vue d'une lutte prochaine. L'armée prussienne, toujours fière des traditions du grand Frédéric, était bien disciplinée et bien organisée. La constitution de la Prusse, pays dépourvu de frontières naturelles, reposait tout entière sur l'esprit guerrier des habitants. Les troupes manœuvraient habilement sous des chefs instruits dans l'art de la guerre, trop vieux sans

Août 1806.

doute, mais populaires et aimés du soldat. L'infanterie prussienne n'avait point d'égale dans la science des exercices militaires : elle fonctionnait sur le terrain comme les pièces aveugles d'un échiquier. La cavalerie était magnifique. L'artillerie était renommée en Europe par l'admirable justesse de son tir. Parmi les généraux qui conduisaient ces forces et leur communiquaient une pensée, on remarquait le comte de Moellendorff, l'un des lieutenants de Frédéric II et l'un des vainqueurs de Rosbach. Par malheur pour la Prusse, il entra dans sa quatre-vingt-deuxième année. Le duc de Brunswick, son vieux compagnon d'armes de la guerre de Silésie, était plus que septuagénaire. Le général Kalkreuth, négociateur habile et soldat audacieux, n'était guère moins avancé en âge; mais il avait acquis, dans les dernières guerres, l'expérience de la nouvelle tactique militaire introduite par les généraux de la révolution. Le prince de Hohenlohe, le grand-duc de Hesse, le duc de Oels-Brunswick, rivalisaient avec lui de dévouement à la cause de la patrie allemande. Mais surtout le roi de Prusse pouvait compter sur le général Blücher, intrépide et aventureux partisan, toujours prêt à tenter un coup de main, à déconcerter, par une manœuvre imprévue, les combinaisons savantes de l'ennemi. Tous ensemble, et à leur tête le prince Louis de Brandebourg, cousin du roi; le prince Henri, frère du roi; et la chevaleresque Louise de Mecklembourg-Strélitz, reine de Prusse, ne voyaient désormais que dans la guerre une issue pour sortir de la servitude et de la honte. La reine

était allée passer la saison des eaux à Pyrmont avec la grand-duchesse héréditaire de Weimar, sœur de l'empereur Alexandre, et avec d'autres princesses du sang russe, ennemies passionnées de la gloire de Napoléon. Cette reine courageuse et infortunée n'avait dissimulé ni ses douleurs ni ses espérances. Initiée aux secrets d'Alexandre, et toute-puissante sur l'esprit du roi son époux, elle en avait appelé plus d'une fois aux armes, et ses cris retentissaient jusque sur nos frontières comme autant de menaces.

On a vu que l'Angleterre avait déclaré la guerre à la Prusse pour la contraindre à restituer le Hanovre; Frédéric-Guillaume, sous prétexte de résister à l'*ennemi commun*, avait multiplié ses armements. De part et d'autre cependant on s'était borné à des mesures de blocus maritime, à des simulacres d'hostilité qui n'offraient rien de sérieux. Il était évident que la Prusse ne disait pas son dernier mot, et que l'Angleterre ménageait volontiers une ennemie dont elle allait au premier jour se faire une alliée. Les deux gouvernements laissèrent de plus en plus transpirer le secret de leur tacite réconciliation : longtemps, il est vrai, Frédéric-Guillaume avait continué à se montrer humble à l'égard de la France; mais lorsqu'on eut appris, à Berlin, que la restitution du Hanovre était l'une des clauses essentielles de la paix offerte par Napoléon au gouvernement anglais, le roi de Prusse put à son aise mesurer l'injure qui lui était faite, et la Prusse tout entière fit éclater son indignation et sa colère.

Le roi Frédéric-Guillaume, dominé par ses conseils,

AOÛT 1806.

Août 1806.

jugea que le temps était venu de déchirer le voile. Sans doute la France était une rivale trop puissante pour qu'il fût possible à la Prusse de lutter toute seule ; mais les alliés ne manquaient pas. La Suède ne déclinerait pas l'honneur d'entrer dans une coalition nouvelle ; l'Angleterre, victorieuse à Trafalgar, était plus redoutable que jamais ; la Russie, il est vrai, venait de se lier à la France par un traité ; mais cette convention n'était encore que l'œuvre de M. d'Oubril, et on pouvait obtenir que l'empereur Alexandre refusât d'y souscrire. Que si le czar prenait cette résolution énergique, la situation devenait belle pour l'Europe ; et la guerre allait recommencer, avec l'Autriche de moins dans la balance, mais aussi avec la Prusse de plus.

Or, une première satisfaction fut donnée à la Prusse, à l'Angleterre, et à tous les ennemis cachés ou publics de la France. Par l'effet des habiles démarches des agents de Londres, une crise ministérielle eut lieu à Saint-Pétersbourg ; et le prince Adam Czartorisky, éloigné des affaires, eut pour successeur le baron de Budberg, l'un des chefs du parti anglais. Dès lors un système nouveau prit la place de celui qui venait d'être vaincu, et le czar se hâta de déclarer aux cours de l'Europe qu'il ne sanctionnerait pas le traité de paix conclu à Paris avec Napoléon. M. d'Oubril fut blâmé et désavoué, et toutes les espérances de la paix s'évanouirent, pour faire place aux armements d'une nouvelle coalition. Les prétextes ne manquèrent pas à l'empereur Alexandre pour rejeter des stipulations devenues inopportunes. Ce prince argua de ce que Na-

La Russie
rompt
de nouveau
avec
la France.

napoléon n'avait point encore consenti, malgré ses dé-
 clarations et ses promesses, à retirer ses armées de
 l'Allemagne; il fit valoir ensuite jusqu'à quel point
 l'équilibre européen était rompu par la formation de
 la confédération du Rhin. Il faut reconnaître que de
 pareils griefs n'étaient point sans valeur, et qu'ils lé-
 gitimaient l'attitude du czar.

On était au commencement de septembre : la Prusse,
 par ordre de son roi, se mettait sur le pied de guerre,
 et prenait l'aspect d'un vaste camp; la Russie repous-
 sait notre alliance, et déclarait qu'elle ne ferait la paix
 que de concert avec l'Angleterre; Fox étant mort, le
 gouvernement anglais, replacé sous l'influence de nos
 plus opiniâtres ennemis, frappait à toutes les cours
 de l'Europe pour nous susciter des adversaires nou-
 veaux. Napoléon se montra calme et froid : il voulut
 suivre les progrès de cet orage, afin d'apprécier les
 mesures de préservation qu'il conviendrait de pren-
 dre. La Prusse n'avait point encore lancé son mani-
 feste; elle armait, et toutefois elle cherchait à re-
 présenter ses griefs et à réclamer des réparations par
 l'entremise de son ambassadeur. C'était un moyen
 de gagner du temps. Napoléon en profita lui-même;
 et d'abord il entrava de sa volonté puissante la forma-
 tion de cette autre ligue germanique dont il avait
 permis naguère à la Prusse de rassembler les élé-
 ments. Il invita le roi de Danemark à résister aux
 sollicitations de Frédéric-Guillaume; il détermina le
 prince archiduc de Würzburg à entrer dans la con-
 fédération du Rhin : ce prince était Léopold, autre-
 fois souverain de la Toscane, et depuis quinze ans

La Prusse
 et la France
 se disposent
 à la
 guerre.

Sept. 1806. abreuvé de dégoût et de persécutions par les armées et les ministres de la révolution française. Une dernière humiliation lui fut réservée : c'était de devenir notre vassal.

Napoléon déclara à la Prusse qu'il considérerait comme un acte d'hostilité ouverte tout acte qui porterait atteinte à l'indépendance des cours de Cassel et de Dresde, ou qui aurait pour but de placer les villes anséatiques sous la suzeraineté du roi Frédéric-Guillaume. Puis, après avoir prescrit à Bernadotte de prendre possession de Nuremberg, et de se porter en toute hâte sur les frontières de la Prusse et de la Saxe, il incorpora à la France la forteresse de Wésel, située sur la rive droite du Rhin ; il réunit ensuite des forces nombreuses sur l'Ems, et inonda de ses troupes le grand-duché de Berg. Ces divers mouvements eurent pour résultat de cerner la Prusse sur tous les points de la frontière occidentale. Le roi de Prusse en fut très-alarmé ; il regretta amèrement d'avoir osé prendre une attitude belliqueuse : mais il était trop tard pour reculer, et le peuple allemand ne l'aurait sans doute pas souffert.

État
de l'opinion
en
Allemagne.

Le patriotisme germanique commençait à s'indigner de la prépondérance de Napoléon dans les affaires d'Allemagne. Longtemps les idées de liberté proclamées par la révolution française avaient trouvé de l'écho par delà le Rhin. L'Allemagne, asservie sous des rois absolus, et soumise, pour un tiers de son territoire, au régime féodal, n'en est pas moins le pays où les idées d'indépendance, où les innovations sociales rencontrent le plus de fervents adeptes ; c'est

une contrée que peuple une race généreuse, toujours Sept. 1806. disposée au sacrifice, toujours éprise de ce qui lui paraît beau et grand ; mais, de toutes les nations de l'Europe, la plus prompte à se laisser séduire par les fausses apparences de la beauté et de la grandeur. L'amour de la liberté éclatait dans les odes de ses poètes et dans les rêveries de ses philosophes, tandis qu'elle-même versait son sang pour comprimer la révolution française ou pour asservir la Pologne. Elle obéissait au joug féodal et respectait les ordres des chambellans ; mais le soir, au théâtre, elle battait des mains aux œuvres de Schiller, elle applaudissait aux maximes de Posa, aux vengeances sociales de Charles More, aux complots de Fiesque. L'amour de la liberté fermentait dans ses entrailles, et elle ne savait pas être une nation forte par l'unité, et luttant pour atteindre un même but. Mais il y avait en elle assez de dignité et de dévouement pour s'indigner enfin des triomphes de la France et de la tyrannie étrangère. Ce que les rois et les princes de l'empire germanique n'osaient dire, les écrivains allemands le proclamaient avec courage. Un publiciste célèbre, Frédéric Gentz, autrefois élève de l'université de Königsberg, figurait au premier rang de ceux qui dénonçaient à la vieille patrie allemande les envahissements de Napoléon. Kotzebüe, non moins fameux, et cependant moins digne de gloire, accepta avec ardeur sa part dans la lutte. Leurs appels fréquemment répétés faisaient battre les cœurs dans les universités d'Iéna, de Leipsick, de Halle et de Tubingue. Il y avait, malgré le silence de Goethe, une croisade de

Sept. 1806.

poètes vraiment nationaux dont l'Allemagne écoutait les chants, et qui aspiraient contre nous au rôle de Tyrtée ; en dépit des menaces de la France, les journaux, la presse libre, réveillaient dans les âmes le sentiment national ; on faisait imprimer et circuler des pamphlets hardis qui signalaient Napoléon comme la cause des souffrances de la patrie.

Sanglantes
représailles
de
Napoléon.

—
Mort
de Palm.

L'empereur savait par expérience qu'il est plus difficile de vaincre une idée que d'anéantir une armée rangée en bataille : il avait peur de la liberté de la presse, parce qu'il en connaissait la puissance. Dans sa colère, il eut recours à des mesures de représailles qui laissèrent une tache de sang sur l'histoire de son règne. Par ses ordres, six chefs des principales maisons de librairie de l'Allemagne furent arrêtés, et traduits devant une commission militaire. Au milieu d'eux figurait le libraire Palm, de Nuremberg, qui avait imprimé et distribué à profusion un écrit de Arndt, intitulé *l'Esprit du temps*, et qui respirait une haine ardente contre Napoléon. La commission était composée de sept colonels et d'un adjudant-commandant. Vainement les accusés cherchèrent-ils à invoquer d'autres juges : on leur répondit que l'armée française occupant encore plusieurs places importantes de l'Allemagne, avait le droit de sévir contre ceux qui compromettaient sa sécurité en agitant le pays. Palm et Schoderer, réputé l'un de ses complices, furent condamnés à mort, et le premier subit sa peine trois heures après la sentence. La mort de cet infortuné causa une profonde émotion en Europe ; et des souscriptions furent ouvertes en Russie,

en Prusse, en Angleterre, en faveur de la famille d'un homme qu'on appelait le premier martyr de l'indépendance germanique. Le procès avait été instruit et terminé à Braunau, ville libre, et au mépris des règles de la juridiction. Dans les pays occupés par nos troupes, cet événement répandit la stupeur. Un chant national composé en l'honneur de Palm lui servit d'oraison funèbre, et le peuple répéta tout bas ces vers sinistres : « Pourquoi l'empereur des Français, « au panache sanglant, a-t-il jeté le suaire de mort « sur ta tête ? Quoi ! les enfants des Gaules n'ont pas eu « pitié de toi !... Va, la charrette où tu fus ignominieusement traîné est plus belle que le char d'or de « celui qui t'a fait mourir : tu es le martyr de l'Allemagne, et ton sang a régénéré la patrie ! »

La Prusse avait trop à cœur de venger les injures de l'Allemagne pour demeurer indifférente à cet élan national : l'exaspération ne connut plus de bornes à Berlin, et Frédéric-Guillaume, entraîné par le mouvement, cessa de ralentir les efforts et l'enthousiasme du parti de la guerre. Dès ce moment, il ne fut roi que de nom ; la direction de l'État et des affaires générales passa aux mains de la reine Louise, et cette princesse ne prit conseil que de la belliqueuse noblesse dont elle était entourée. Il y eut dans cette témérité des esprits je ne sais quelle idée de dévouement et de sacrifice qui donnait à l'incapacité politique elle-même une empreinte de courage chevaleresque et d'honneur. Ce fut, quoi qu'on ait pu dire, un spectacle digne de sympathie et d'intérêt que celui d'une nation habituée à la gloire militaire, qui, au lieu de se résigner à la

Sept. 1806.

Enthousiasme
militaire
de
la Prusse.

Sept. 1806.

déchéance et à la dégradation, voulait en appeler à l'épée. Sans doute elle ne mesurait point assez la force de son ennemi, et son orgueil lui dissimulait à elle-même les causes de sa ruine ; mais il y avait jusque dans cette vanité oublieuse quelque chose de hardi et de généreux. A l'heure présente, la France aime toujours à se croire le grand peuple des jours de Marengo et d'Austerlitz : pourquoi ferions-nous à la Prusse de 1806 un crime de s'être crue ramenée aux temps de la victoire de Rosbach et de la guerre de sept ans ? La garde royale de Berlin venait aiguïser ses sabres de cavalerie sur les marches de l'hôtel où résidait le ministre de France ; la reine distribuait aux régiments des drapeaux brodés de ses belles mains ; elle passait en revue des corps d'armée, ayant le casque en tête et le corps revêtu d'une cuirasse. Dans les concerts, dans les lieux publics, au théâtre, des chants patriotiques se faisaient entendre, qui appelaient le peuple aux armes. Les classes ouvrières, les paysans, la noblesse et l'armée s'associaient à ce mouvement national ; mais, il faut le dire, la bourgeoisie, toujours nombreuse et puissante en Prusse, demeurait froide et dédaigneuse. Comme elle était imbue des maximes de l'école philosophique du dix-huitième siècle, elle avait accepté, elle aimait les idées de la révolution française ; et elle faisait en secret des vœux pour la France par haine du régime féodal, et parce que le drapeau tricolore représentait encore en Europe des théories libérales dont Napoléon se souciait fort peu. Pour rendre la guerre contre la France largement populaire, le gouvernement prussien aurait

dû faire appel à la liberté, tandis qu'il ne s'adressait Sept. 1806. qu'à l'honneur militaire. Plus tard, en 1813, il intéressa le peuple tout entier à la lutte, et la victoire vint à lui.

Vainement le roi Frédéric-Guillaume aurait-il voulu retarder l'heure des hostilités; vainement eût-il cherché à différer la déclaration de guerre jusqu'au moment où le czar lui amènerait des renforts : le parti de la reine prévalut, et, dès le mois de septembre, l'armée prussienne quitta Berlin, et se mit en marche pour se rapprocher de nos frontières. Le départ de ces troupes offrit le coup d'œil d'une fête. Le roi de Prusse s'efforça du moins de se ménager des alliés. Une circonstance étrange, c'est que la Prusse allait faire la guerre à la France parce que Napoléon voulait lui enlever le Hanovre et le céder à l'Angleterre. Or, la Prusse n'avait pour appui que la Russie et l'Angleterre elle-même, qui, toutes deux, lui auraient déclaré la guerre le jour même où elle aurait manifesté l'intention de garder le Hanovre, et de soustraire cet électorat au roi Georges. Mais ce n'était là qu'une contradiction apparente. L'Europe n'était dupe ni du prétexte ni des mots, et tout le monde savait qu'il ne s'agissait, après tout, que de porter des coups à la puissance de Napoléon. Sur ces entrefaites, la Prusse se réconcilia avec la Suède.

Napoléon
et le roi
de Prusse
disposent
tout pour
la guerre.

L'empereur Alexandre éprouva la joie la plus vive en apprenant les dispositions belliqueuses du cabinet de Berlin. Il promit au roi de Prusse l'envoi immédiat d'un contingent de soixante-dix mille hommes, et il annonça que bientôt il marcherait lui-même au secours

Sept. 1806.

de son allié, à la tête d'une armée nombreuse et choisie. L'Autriche, sollicitée à son tour d'entrer dans la coalition, ne se crut point en mesure de reprendre sitôt les armes. Toutes ses sympathies, tous ses vœux étaient pour les ennemis de Napoléon, mais, épuisée par les revers de la dernière campagne, elle se voyait réduite à demeurer neutre, sauf à prendre plus tard conseil des événements. Elle s'abstint donc de se rendre aux appels de la Prusse, et elle chercha à dissiper les inquiétudes de la France en multipliant les protestations pacifiques. Napoléon ne fut rassuré qu'à demi, et toutefois il s'abstint de laisser percer le secret de sa défiance. Comme le roi de Prusse n'avait point encore ouvertement déclaré la guerre, le cabinet de Berlin et celui de Paris cherchaient également à gagner du temps, et à s'endormir mutuellement par l'échange de notes diplomatiques assez peu sincères. En attendant, les troupes prussiennes se concentraient dans les provinces occidentales de la monarchie, et les troupes françaises, de leur côté, se mettaient en marche sur le Rhin : en sept jours la garde impériale fut transportée à Mayence; l'avant-garde du roi de Hollande, notre auxiliaire, se porta sur Wésel; on était au 19 septembre. Deux jours après, le roi de Prusse quitta Berlin pour se mettre à la tête de son armée.

A cette nouvelle, Napoléon ne douta plus de l'imminence des hostilités : il écrivit sur-le-champ aux quatorze princes de la confédération du Rhin, pour réclamer d'eux le prompt envoi des contingents qu'ils s'étaient engagés de fournir à la France. Trois jours

après, il partit pour Mayence, suivi de l'impératrice Joséphine. Là, il apprit officiellement que les négociations précédemment ouvertes avec l'Angleterre devaient être considérées comme rompues. Le roi de Prusse mit à profit les instants qui lui restaient encore; il contraignit l'électeur de Saxe à mettre à sa disposition un corps d'armée de dix-huit mille hommes; l'électeur de Hesse chercha à demeurer neutre, et cependant il accrut l'effectif de sa petite armée. Pressé par la France de se maintenir sur le pied de paix; énergiquement sommé par la Prusse de se déclarer pour ou contre, il ne prit aucun parti décisif: il arma, il attendit les événements; et Napoléon devina facilement, au milieu des protestations ambiguës de ce prince, que la neutralité de la Hesse ne serait garantie à la France qu'autant que la victoire accompagnerait nos soldats. L'empereur ajourna sa détermination. L'histoire constate avec regret qu'au milieu des grands préparatifs militaires qu'il dirigeait contre la Prusse, ce grand capitaine ne se confia point assez à sa gloire et à son génie pour épargner une femme. De nombreux pamphlets, d'odieuses caricatures, furent ses armes d'essai contre la reine Louise, et contristèrent d'avance le cœur que des revers plus sérieux encore allaient bientôt blesser à mort. Chez Napoléon la nature corse se réveillait toujours pour la vengeance.

Arrivé à Mayence le 28 septembre, l'empereur se rendit le 2 octobre à Wurtzbourg, et le 6 à Bamberg. Ce fut là qu'il reçut enfin la notification des volontés de la Prusse, consignée dans deux pièces

 Oct. 1806.

 Napoléon
part
pour
l'Allemagne.

 —
Dernières
notes
diploma-
tiques.

 —
Manifeste.

Oct. 1806.

que le général Knobelsdorf, chargé d'affaires du cabinet de Berlin, avait fait parvenir au prince de Bénévent (M. de Talleyrand) : l'une était une lettre du roi Frédéric-Guillaume; l'autre, une note de l'envoyé prussien. La lettre contenait, avec de longs développements, l'exposé de tous les griefs de la Prusse; la note, rédigée en forme d'*ultimatum*, se terminait ainsi : « Quel juge assez aveugle pourrait croire que le roi de Prusse eût été neuf ans si partial en faveur de la France, pour se placer volontairement avec elle dans d'autres rapports, elle qui ne connaît que trop aujourd'hui la puissance de cette nation ? Mais si la France a dans ses souvenirs et dans la nature des choses le gage des sentiments de la Prusse, il n'en est pas de même de cette dernière. Ses souvenirs sont faits pour l'alarmer. Elle a été inutilement neutre, amie, alliée même. Les bouleversements qui l'entourent, l'accroissement gigantesque d'une puissance essentiellement militaire et conquérante, qui l'a blessée successivement dans ses plus grands intérêts et la menace dans tous, la laissent aujourd'hui sans garantie. Cet état de choses ne peut durer. Le roi ne voit presque plus autour de lui que des troupes françaises ou des vassaux de la France prêts à marcher avec elle. Toutes les déclarations de S. M. I. annoncent que cette attitude ne changera pas : loin de là, de nouvelles troupes s'ébranlent de l'intérieur de la France. Déjà les journaux de sa capitale se permettent contre la Prusse un langage dont un souverain tel que le roi peut mépriser l'infamie, mais qui n'en prouve pas moins ou les intentions ou l'erreur du

gouvernement qui le souffre. Le danger croît chaque jour : il faut s'entendre... Deux puissances qui s'estiment, et qui ne se craignent qu'autant qu'elles le peuvent sans cesser de s'estimer elles-mêmes, n'ont pas besoin de détour pour s'expliquer. La France n'en sera pas moins forte pour être juste, et la Prusse n'a d'autre ambition que son indépendance et la sûreté de ses alliés. Dans la position actuelle des choses, elles risqueraient tout l'une et l'autre en prolongeant leur incertitude... Le roi attend de l'équité de Sa Majesté Impériale :

« 1° Que les troupes françaises, qu'aucun titre fondé n'appelle en Allemagne, repassent incessamment le Rhin, toutes sans exception, en commençant leur marche du jour même où le roi se promet la réponse de Sa Majesté l'empereur, et en la poursuivant sans s'arrêter, car leur retraite instante, complète, est, au point où en sont les choses, le seul gage de sûreté que le roi puisse admettre ;

« 2° Qu'il ne sera plus mis, de la part de la France, aucun obstacle à la formation de la ligue du Nord, qui embrassera, sans exception, tous les États non compris dans l'acte fondamental de la confédération du Rhin ;

« 3° Qu'il s'ouvrira sans délai une négociation pour fixer enfin, d'une manière durable, tous les intérêts qui sont encore en litige, et que, pour la Prusse, les bases préliminaires en seront la séparation de Wésel de l'empire français.

« Du moment où Sa Majesté aura la certitude que

Oct. 1806.

Oct. 1806. cette base est acceptée, elle reprendra l'attitude qu'elle n'a quittée qu'à regret, et redeviendra pour la France ce voisin loyal et paisible qui, tant d'années, a vu sans jalousie la gloire d'un peuple brave, et désire sa prospérité... »

On a pu remarquer qu'il n'était nullement question du Hanovre dans cet ultimatum : le Hanovre était cependant le prétexte de la guerre. Quoi qu'il en soit, l'empereur fit porter au sénat les dépêches officielles de l'envoyé de la Prusse, et cette communication annonça à la France qu'une nouvelle campagne allait s'ouvrir par delà le Rhin. Quant au roi de Prusse, il fit paraître à Erfurth un manifeste qui renfermait la longue exposition de ses griefs contre la France. L'empereur n'y était point ménagé ; on y faisait allusion à la mort funeste du duc d'Enghien, et dès ce moment il était évident que la difficulté ne pouvait se résoudre que par l'épée. « Maréchal, » écrivit Napoléon au prince de Neufchâtel, « on nous donne un rendez-vous d'honneur pour le 8 octobre prochain : « jamais Français n'y a manqué. Mais comme une « belle reine veut être témoin des combats, soyons « courtois, et marchons, sans nous arrêter, pour la « Saxe. » La guerre était commencée.

Incidents. Les nécessités de l'histoire nous font un devoir de revenir sur nos pas, et de mentionner ici quelques incidents de la politique générale qui n'ont pu trouver place au milieu des événements dont le récit précède. Ces incidents se rattachent d'ailleurs à la politique impériale, et à des tentatives d'usurpation essayées

Premiers et graves dissentiments avec le pape.

dans un ordre d'idées un peu différent. On sent que nous voulons parler des premiers conflits qui s'élevèrent entre l'empereur et le pape. 1803-1806.

On a vu plus haut que le vénérable Pie VII, après avoir sacré Napoléon dans sa vieille basilique de Notre-Dame, n'avait pas tardé à retourner dans ses États. De part et d'autre on s'observait. Le souverain pontife pressentait les difficultés que le génie ambitieux du conquérant allait faire naître, du jour où les droits de la papauté lui sembleraient un obstacle; l'empereur, de son côté, recherchait par quels moyens, et sans offenser le dogme catholique, il lui serait permis de réduire la papauté à n'être plus une puissance temporelle, et à subir la suzeraineté de la France.

Une affaire de famille donna lieu aux premières épreuves; ce fut comme un coup d'essai. Le 24 mai 1805, l'empereur écrivait au pape :

« J'ai parlé plusieurs fois à Votre Sainteté d'un jeune frère de dix-neuf ans que j'ai envoyé sur une frégate en Amérique, et qui, après un mois de séjour, s'est marié à Baltimore, quoique mineur, avec une protestante, fille d'un négociant des États-Unis. Il vient de rentrer : il sent toute sa faute. J'ai renvoyé mademoiselle Patterson, sa soi-disant femme, en Amérique. Suivant nos lois, le mariage est nul. Un prêtre espagnol a assez oublié ses devoirs pour lui donner la bénédiction. Je désirerais une bulle de Votre Sainteté qui annulât ce mariage. J'envoie à Votre Sainteté plusieurs mémoires, dont un du cardinal Caselli, dont Votre Sainteté recevra beaucoup de lumières. Il me serait facile de le faire casser à

Le pape refuse de déclarer nul le mariage de Jérôme Bonaparte.

1805-1806. Paris, l'Église gallicane *reconnaissant* (déclarant) ces mariages nuls. Il me paraîtrait mieux que ce fût à Rome, ne fût-ce que pour l'exemple des membres des maisons souveraines qui contracteront un mariage avec une protestante. Que Votre Sainteté veuille bien faire cela sans bruit : ce ne sera que lorsque je saurai qu'elle veut le faire, que je ferai faire la cassation civile. Il est important, pour la France même, qu'il n'y ait pas aussi près de moi une fille protestante ; il est dangereux qu'un mineur de dix-neuf ans, enfant distingué, soit exposé à une séduction pareille, contre les lois civiles et toute espèce de convenances. »

Le pape répondit qu'il avait lui-même examiné cette affaire, et qu'il s'était convaincu de la validité du mariage du prince Jérôme. Dès lors, et malgré son désir de condescendre aux vœux de l'empereur, le souverain pontife, enchaîné par les lois de l'Église, ne pouvait déclarer nul un acte religieux que, selon la déclaration de Dieu, aucune puissance humaine n'avait le droit de détruire. « Si nous usurpions, disait-il, une autorité que nous n'avons pas, nous nous rendrions coupable d'un abus le plus abominable de notre ministère sacré devant le tribunal de Dieu et devant l'Église entière. Votre Majesté même, dans sa justice, n'aimerait pas que nous prononçassions un jugement contraire au témoignage de notre conscience et aux principes invariables de l'Église. C'est pourquoi nous espérons vivement que Votre Majesté sera persuadée que le désir qui nous anime de seconder, autant que cela dépend de nous, ses desirs, surtout vu les rapports intimes qu'ils ont avec son auguste

personne et sa famille, est, dans ce cas, rendu inefficace par faute de pouvoirs, et qu'elle voudra accepter cette déclaration comme un témoignage sincère de notre affection paternelle. »

1805-1806.

Napoléon reconnut qu'il ne lui était pas possible de triompher d'un refus aussi formel ; il passa outre, se bornant à invoquer la loi civile, et laissant subsister, malgré lui, le lien religieux qu'il ne lui appartenait pas de détruire. Peu de mois après, il essaya de prendre sa revanche en arrangeant quelques affaires ecclésiastiques du royaume d'Italie sans tenir compte des droits que le concordat avait réservés au pape. Le vénérable Pie VII fit entendre des réclamations toutes paternelles, qui n'amenèrent aucun résultat.

Napoléon voyait avec quelque déplaisir l'hospitalité que son frère Lucien Bonaparte avait trouvée dans Rome même. Depuis quelque temps Lucien vivait en mauvaise intelligence avec l'empereur. Comme il avait épousé, en 1802, madame Joubert, veuve d'un agent de change mort à Saint-Domingue, son frère lui avait conseillé de divorcer ; mais cette fois, du moins, un membre de la famille Bonaparte s'était permis de méconnaître une volonté devant laquelle fléchissait l'Europe. Lucien avait donc résisté, et s'était rendu d'abord à Milan, puis à Pesaro, puis à Rome, reculant toujours à mesure que se déplaçaient les limites de l'empire. Pie VII avait jugé digne de lui de ne point refuser asile à ce frère persécuté : « Rome, disait-il, le refuge ordinaire des rois légitimes, doit l'être aussi d'une victime de ces fortunes inattendues

Rome
persiste
à offrir
un asile
à Lucien
Bonaparte.

1805-1806.

Le pape
réclame
contre
l'occupation
d'Ancône.

qui font trembler le monde. » L'empereur respecta cette détermination, mais ses regards et ses convoitises ne se détournèrent pas de Rome.

Ce prince avait fait occuper Ancône par ses troupes peu de temps avant la bataille d'Austerlitz, et le souverain pontife avait protesté contre cette violation de la neutralité du domaine de saint Pierre. Dans sa lettre à l'empereur, Pie VII s'était laissé aller à ne plus dissimuler l'expression de ses amertumes ; il s'était plaint de n'avoir été récompensé que par l'ingratitude, lorsqu'il avait poussé la condescendance jusqu'à se rendre à Paris pour y sacrer l'empereur. Napoléon, dominé par d'autres soins, n'avait répondu que quelques jours après la bataille d'Austerlitz : il était fort, il tenait à ses pieds l'Autriche, la Russie et l'Italie, et il s'abstint cette fois de garder dans son langage cette réserve et ce respect dont jusqu'alors il s'était fait une loi : « L'occupation d'Ancône, écrivait-il, est une suite immédiate et nécessaire de la mauvaise organisation de l'état militaire du saint-siège. Votre Sainteté avait intérêt à voir cette forteresse plutôt dans mes mains que dans celles des Anglais ou des Turcs. Votre Sainteté se plaint de ce que depuis son retour de Paris elle n'a eu que des sujets de peines : la raison en est que, depuis lors, tous ceux qui craignaient mon pouvoir et me témoignaient de l'amitié ont changé de sentiments, s'y croyant autorisés par la force de la coalition, et que, depuis le retour de Votre Sainteté à Rome, je n'ai éprouvé que des refus de sa part sur tous les objets, même sur ceux qui étaient d'un intérêt du premier ordre pour la religion,

comme, par exemple, lorsqu'il s'agissait d'*empêcher* 1805-1806.
le protestantisme de lever la tête en France. Je me suis considéré comme le protecteur du saint-siège, et à ce titre j'ai occupé Ancône. Je me suis considéré, ainsi que *mes prédécesseurs de la deuxième et de la troisième race*, comme fils aîné de l'Église, comme ayant seul l'épée pour la protéger, et la mettre à l'abri d'être souillée par les Grecs et les Musulmans. Je protégerai constamment le saint-siège, malgré les fausses démarches, l'ingratitude et les mauvaises dispositions des hommes qui se sont démasqués pendant ces trois mois. Ils me croyaient perdu : Dieu a fait éclater, par les succès dont il a favorisé mes armes, la protection qu'il a accordée à ma cause. Je serai l'ami de Votre Sainteté toutes les fois qu'elle ne consultera que son cœur et les vrais amis de la religion. Si Votre Sainteté veut renvoyer mon ministre, elle est libre d'accueillir de préférence et les Anglais, et le calife de Constantinople... »

Cette lettre était datée de Munich. Dès qu'elle eut été remise au pape, Pie VII se hâta de répondre, en conservant dans son langage toute la dignité de sa position et de ses droits. Il insista auprès de Napoléon victorieux pour obtenir le redressement des torts que l'Église avait soufferts dans le royaume d'Italie et sur ses propres domaines. En terminant, le vénérable pontife laissa pénétrer le secret de ses craintes et de sa généreuse résignation : « Si l'état de tribulation, dit-il, auquel Dieu nous a réservé dans notre douloureux pontificat, devait arriver à son comble; si nous devons nous voir ravir une chose si précieuse

1805-1806. pour nous, l'amitié et la bienveillance de Votre Majesté : le prêtre de Jésus-Christ, qui a la vérité dans le cœur et sur les lèvres, supportera tout avec résignation et sans crainte; de la tribulation elle-même il recevra le *reconfort* de sa constance. Il espère que la récompense que ne lui offre pas le monde lui est réservée plus solide, éternelle, dans le ciel... »

L'empereur répondit :

L'empereur
refuse
d'accueillir
ces justes
plaintes.

« *Toute l'Italie sera soumise à ma loi.* Je ne toucherai en rien à l'indépendance du saint-siège... mais nos conditions doivent être que V. S. aura pour moi, dans le temporel, les mêmes égards que je lui porte dans le spirituel, et qu'elle cessera des ménagements inutiles envers des hérétiques ennemis de l'Église, et envers des puissances qui ne peuvent lui faire aucun bien. *Votre Sainteté est souveraine de Rome, mais je suis l'empereur :* tous mes ennemis doivent être les siens. Il n'est donc pas convenable qu'aucun agent du roi de Sardaigne, aucun Anglais, Russe ni Suédois, réside à Rome ou dans vos États, ni qu'aucun bâtiment appartenant à ces puissances entre dans vos ports. Comme chef de notre religion, j'aurai toujours pour Votre Sainteté la déférence filiale que je lui ai montrée dans toutes les circonstances ; mais je suis comptable envers Dieu, qui a bien voulu se servir de mon bras pour rétablir la religion. Et comment puis-je, sans gémir, la voir compromise par les lenteurs de la cour de Rome, où l'on ne finit rien, où, pour des intérêts mondains, de vaines prérogatives de la tiare, on laisse périr les âmes, le vrai fondement de la religion ? Ils en répondront de-

vant Dieu, ceux qui laissent l'Allemagne dans l'anarchie; ils en répondront devant Dieu, ceux qui mettent tant de zèle à protéger des mariages protestants, et veulent m'obliger à lier ma famille avec des princes protestants; ils en répondront devant Dieu, ceux qui retardent l'expédition des bulles de *mes* évêques, et qui livrent *mes* diocèses à l'anarchie. Il faut six mois pour que les évêques puissent entrer en exercice, et cela peut être fait *en huit jours*. Quant aux affaires d'Italie, j'ai tout fait pour les évêques. J'ai consolidé les intérêts de l'Église; je n'ai touché en rien au spirituel. Ce que j'ai fait à Milan, je le ferai à Naples, et partout où mon pouvoir s'étendra. Je ne refuse pas d'accepter le concours d'hommes doués d'un vrai zèle pour la religion, et de m'entendre avec eux; mais si à Rome on passe les journées à ne rien faire et dans une coupable inertie, puisque Dieu m'a commis, après de si grands bouleversements, pour veiller au maintien de la religion, je ne puis devenir ni je ne puis rester indifférent à tout ce qui peut nuire au bien et au salut de mes peuples.

« Très-saint Père, je sais que V. S. veut le bien; mais elle est environnée d'hommes qui ne le veulent pas, qui ont de mauvais principes, et qui, au lieu de travailler dans ces moments critiques à remédier aux maux qui se sont introduits, ne travaillent qu'à les aggraver. Si Votre Sainteté voulait se souvenir de ce que je lui ai dit à Paris, la religion de l'Allemagne serait organisée, et non dans le mauvais état où elle est. Dans ce pays et en Italie, tout se serait fait de concert avec Votre Sainteté, et convenablement. Mais je ne puis

Mars 1806.

laisser languir un an ce qui doit être fait dans *quinze jours*. Ce n'est pas en dormant que j'ai porté si haut l'état du clergé, la publicité du culte, et réorganisé la religion en France; de telle sorte qu'il n'est pas de pays où elle fasse tant de bien, où elle soit plus respectée, et où elle jouisse de plus de considération. Ceux qui parlent à Votre Sainteté un autre langage la trompent, et sont ses ennemis; ils attireront des malheurs qui finiront par leur être funestes. »

Ainsi, l'homme qui avait relevé l'autel cherchait déjà à en ébranler la pierre fondamentale : les vapeurs de la victoire avaient obscurci sa foi et exalté son orgueil. Il voulait que l'Église fût sa vassale, et Rome un fleuron de sa couronne. Il osait prendre en main, contre le pape lui-même, les intérêts de la religion et ceux du monde catholique, et il ne s'apercevait pas qu'au fond de cette déclaration superbe il n'y avait que révolte et impiété. Au reste, l'effet suivit de près la menace; et l'envoyé de France à Rome, le cardinal Fesch, s'empressa de demander officiellement au saint-père que l'on expulsât les Russes, les Suédois, les Anglais et les Sardes, de Rome et du domaine pontifical. On était au mois de mars de l'année 1806. Le vénérable Pie VII, le cœur ému d'une consternation douloureuse, mais toujours dévoué aux intérêts du monde catholique préposés à sa garde, se hâta de répondre au message de l'empereur. Le pontife était sur le terrain du droit et de la vérité; il ne pouvait renoncer aux légitimes prérogatives du saint-siège, et se courber sous la suzeraineté de l'homme qui, tel qu'autrefois Barberousse,

L'empereur
exige que
les ennemis
de la France
soient
éloignés
des États
de l'Église.

écrivait au chef de l'Église : « Je suis votre maître. »
 Il refusa donc avec une sainte énergie de reconnaître la suprématie temporelle de Napoléon, et de chasser de Rome les ambassadeurs et les sujets des puissances alors en guerre avec la France. Comme père spirituel et comme roi, il réclama les bénéfices de la neutralité politique ; il protesta qu'il obéirait à la volonté de Dieu, dont il occupait la place sur la terre, de ce Dieu qui lui prescrivait le devoir de la paix envers tous, *sans distinction de catholiques et d'hérétiques, de voisins ou d'éloignés, de ceux dont nous attendons le bien, de ceux dont nous attendons le mal.* Il ajouta qu'il ne pouvait prendre part à des mesures que légitimerait seule une guerre à laquelle il persistait à vouloir demeurer étranger ; que chasser les sujets des puissances protestantes en guerre avec Napoléon, leur fermer les ports du domaine de l'Église, ce serait provoquer des représailles contre tous les catholiques sujets de ces mêmes puissances ; ce serait, du moins, priver ces catholiques de toute communication avec Rome, leur mère commune. Et comment imposer cette séparation si fatale aux âmes, aux millions de fidèles orthodoxes qui étaient soumis à la Russie et à l'Angleterre ? Et comment un pape oserait-il méconnaître à ce point les droits qu'à son avènement au trône il avait juré de défendre ? Le saint-père ajouta, sous l'empire d'une généreuse indignation :

Mars 1806.

Le pape
refuse
d'obtempérer
à cette
exigence.

« Sire, levons le voile ! Vous dites que vous ne toucherez pas à l'indépendance de l'Église, vous dites que nous sommes le souverain de Rome ; vous

Lettre
de Pie VII
à Napoléon.

Mars 1806.

dites dans le même moment que *toute l'Italie sera soumise sous votre loi*. Vous nous annoncez que si nous faisons ce que vous voulez, vous ne changerez pas les apparences : mais si vous entendez que Rome, comme faisant partie de l'Italie, soit sous votre loi, si vous ne voulez que conserver les apparences, le domaine temporel de l'Église sera réduit à une condition absolument *lige* et *servile*, la souveraineté et l'indépendance du saint-siège seront détruites. Et pouvons-nous nous taire ? pouvons-nous, par un silence qui nous rendrait coupable de prévarication dans notre office devant Dieu et nous accablerait d'opprobre devant toute la postérité, dissimuler l'annonce de mesures de cette nature ?

« Votre Majesté établit en principe qu'elle est l'*empereur de Rome*. Nous répondons, avec la franchise apostolique, que le souverain pontife, qui est tel, depuis un si grand nombre de siècles, qu'aucun prince régnant ne compte une ancienneté semblable à la sienne, le pontife, devenu encore souverain de Rome, ne reconnaît et n'a jamais reconnu dans ses États une puissance supérieure à la sienne ; qu'aucun empereur n'a aucun droit sur Rome. Vous êtes immensément grand ; mais vous avez été élu, sacré, couronné, reconnu empereur des Français, et non de Rome. Il n'existe pas d'empereur de Rome ; il n'en peut pas exister, si on ne dépouille le souverain pontife du domaine absolu et de l'empire qu'il exerce seul à Rome. Il existe bien un empereur des Romains ; mais ce titre est reconnu par toute l'Europe, et par Votre Majesté elle-même, dans l'empereur d'Allemagne. Ce titre ne

peut appartenir en même temps à deux souverains, il n'est qu'un titre de dignité et d'honneur, lequel ne diminue en rien l'indépendance réelle et apparente du saint-siège. L'étendue des États acquis par Votre Majesté ne peut lui donner aucun nouveau droit sur nos *domaines* temporels. Vos acquisitions trouvent le saint-siège en possession d'une souveraineté absolue et indépendante, possession continuée pendant tant de siècles, et reconnue par tous, et elles doivent le laisser dans cette même possession. Votre Majesté a trop de lumières pour ne pas avouer que la certitude de ces vérités est incontestable, et n'admet aucune exception. Ou il n'y a plus de droit de souveraineté indépendante, ou le droit de la souveraineté pontificale indépendante ne peut être altéré en aucune partie.

« Nous ne pouvons admettre la proposition suivante : que nous devons avoir pour Votre Majesté, dans le temporel, les mêmes égards qu'elle a pour nous dans le spirituel. Cette proposition a une extension qui détruit et altère les notions de nos deux puissances... Un souverain catholique n'est tel que parce qu'il professe reconnaître les *définitions* du chef visible de l'Église, et le regarde comme le *maître de la vérité*, et le seul vicaire de Dieu sur la terre : il n'y a donc pas d'identité ni d'égalité entre les relations spirituelles d'un souverain catholique avec le suprême *hiérarque*, et les relations temporelles d'un souverain avec un autre souverain... Vous dites encore que vos ennemis doivent être les nôtres : cela répugne au caractère de notre divine mission, qui ne connaît pas

Mai 1806. d'inimitiés, même avec *ceux qui se sont éloignés du centre de notre union*. Ainsi donc, toutes les fois que Votre Majesté serait en guerre avec une puissance catholique, nous devrions nous trouver en guerre avec cette puissance?

« Charlemagne et tous les princes *avoccati* de l'Église ont fait profession de la défendre de la guerre, et non de l'entraîner à la guerre... Cette proposition tend à faire du souverain pontifical un feudataire, un *vassal lige* de l'empire français. »

L'empereur rappelle en France le cardinal Fesch.

— Nouvelles difficultés au sujet des changements dynastiques opérés dans le royaume de Naples.

— L'empereur maintient ses premières exigences.

Pour toute réponse, l'empereur rappela en France le cardinal Fesch, son oncle, et confia l'ambassade de Rome à M. Alquier, ancien conventionnel et régicide : ce changement indiquait assez qu'on ne voulait plus ménager le souverain temporel des États pontificaux. Au reste, M. Alquier était un républicain tout à fait converti aux doctrines monarchiques, et il devait se montrer plus conciliant que ne l'exigeait son redoutable souverain. Le premier objet de la mission du nouvel ambassadeur consistait à faire reconnaître Joseph Bonaparte en qualité de roi de Naples. Cette affaire rencontra à Rome, et au grand déplaisir de l'empereur, de sérieuses difficultés. Le chef de l'Église, qui revendiquait les droits de la papauté sur les principautés de Bénévent et de Ponte-Corvo, toutes deux enclavées dans le royaume de Naples, réclamait contre l'inféodation de ces deux territoires ; l'empereur n'avait nulle intention de céder, et la résistance de la cour de Rome devenait insurmontable. Ce fut alors que M. Alquier renouvela auprès de Pie VI des démarches officielles, dans le but d'obtenir, 1° que

tous les ports de l'État pontifical seraient fermés à l'Angleterre, chaque fois que cette puissance serait en guerre avec la France ; 2° que les forteresses de l'État romain seraient occupées par des troupes françaises, dès qu'une armée de terre aurait débarqué ou menacé de débarquer sur un des points de l'Italie. C'était demander que le pape se reconnût le vassal de Napoléon. « Vous êtes les plus forts, répondit Pie VII... vous serez, quand vous le voudrez, les maîtres de nos États... Dans ce moment même nous feignons d'ignorer que vous faites fabriquer au milieu de Rome des poudres de guerre pour le siège de Gaëte, et des brûlots à quelques milles de notre capitale. Nous ne serons jamais assez peu sage pour entreprendre de vous résister ; mais n'exigez pas notre autorisation expresse... Sa Majesté peut, quand elle le voudra, exécuter ses menaces et nous enlever ce que nous possédons. Nous sommes résigné à tout, et prêt, si elle le veut, à nous retirer dans un couvent ou dans les *catacombes de Rome*, à l'exemple des premiers successeurs de saint Pierre (1). »

Les événements marchèrent, et le vénérable pontife n'eut pas même cette triste consolation. La captivité et l'exil furent son partage, en attendant l'heure, éternellement réservée à la vérité, où l'Église s'affranchit du joug impérial et redevint libre. Et quand la liberté lui fut rendue, ce ne fut pas pour de lon-

(1) M. Artaud de Montor, dont l'excellent ouvrage sur la vie de Pie VII renferme de précieux documents, remarque ici que le pape faisait allusion aux lettres écrites par Grégoire II à Léon l'Isaurien.

Mai 1806. gues années. Ceux d'entre nous qui l'ont vue aux prises avec Napoléon la retrouvent aujourd'hui exposée à d'autres périls et à d'autres adversaires. L'Église, toujours militante, dans le sens terrestre de ce mot, a été destinée, comme son divin époux, à entrer dans la gloire par une route semée d'épines. Il lui suffit de savoir que la barque de Pierre ne peut sombrer.

Une loi
établit
l'université
impériale.

Nous ne clorons pas ce récit sans mentionner une loi célèbre qui fut rendue, à la demande de Napoléon, dans le cours de cette même année.

Le décret du 10 mai 1806 ordonna que, sous le nom d'*université impériale*, il serait formé un corps exclusivement chargé de l'enseignement et de l'éducation de tout l'empire.

L'organisation de ce corps enseignant fut ajournée, et n'eut lieu que deux ans plus tard : ce n'est donc point ici le lieu de discuter le mérite et la portée de l'institution nouvelle. L'exactitude historique exigeait seulement que l'origine de l'université fût constatée, et qu'on assignât la date précise de ses commencements. L'intention avouée de Napoléon était d'en faire ce qu'on a appelé depuis « un instrument de règne. »

LIVRE QUATRIÈME.

Au début de la campagne, les troupes de la grande armée occupaient une partie de l'Allemagne occidentale. Sous les ordres des maréchaux Bernadotte, Davoust, Augereau, Ney, Lannes, Soult et Lefebvre, elles manœuvraient vers Cobourg et sur la Lahn, et dans la direction du Mayn et de la Regnitz. L'armée prussienne ne présentait pas encore un ensemble de cent vingt mille combattants, et déjà Napoléon lançait contre elle cent quatre-vingt mille hommes, l'élite des soldats de la France, et près de cinquante mille Allemands, levés et équipés par les princes de la confédération du Rhin. D'un côté, le dévouement et l'ardeur irréflectie; de l'autre, la supériorité incontestable du nombre, du génie et de l'audace. Que pouvait devenir la Prusse dans cette lutte inégale? Et cependant, loin de se préparer de toute sa puissance aux éventualités de la guerre, elle n'avait pas même songé à armer sa landwehr. C'était la folie de la gloire et du sacrifice. Si du moins le roi Frédéric-Guillaume avait su attendre les renforts de la Russie! mais, entraîné malgré lui par ses imprudents conseillers, ce prince, réduit à ses propres forces, attaquait un ennemi colossal, et se trouvait à peine en mesure de supporter les hasards d'une journée malheureuse.

Oct. 1806.
Forces
respectives
et
dispositions
des
puissances
belligérantes
au début
de la
campagne.

Oct. 1806.

Difficultés
nombreuses
qui
assiègent
l'empereur.Elles naissent
du
développe-
ment
rapide de
l'empire.

L'empereur des Français s'était montré plus prévoyant; son génie avait apparu plus vaste encore que son œuvre : ce n'était plus le général de l'armée d'Italie, merveilleusement appliqué à faire face, avec une poignée d'hommes, aux armées du Piémont et de l'Empire, et multipliant, sur un théâtre de peu d'étendue, les ressources du courage, de la fortune et de la science. Dix ans s'étaient écoulés depuis cette campagne d'impérissable souvenir, et les temps et les hommes ne se ressemblaient plus. Souverain de la France, et volontairement obéi par elle seule, l'empereur avait à protéger, à couvrir, à défendre, à faire concourir, de gré ou de force, à sa gloire plusieurs nations, plusieurs provinces qui frémissaient sous le joug : c'était l'Italie tout entière, moins la Sardaigne et la Sicile; c'étaient l'Illyrie, la Dalmatie, qui touchaient à l'Autriche et à la Turquie d'Europe; c'était la Suisse, qui commençait à chercher le bonheur dans le repos; c'étaient les quatorze États de la confédération du Rhin, l'Allemagne occidentale et méridionale, et avec eux le royaume de Hollande, toujours menacé par l'Angleterre. La victoire avait rassemblé autour de la France cette ceinture de pays vassaux ou subjugués; mais il pouvait suffire de quelques batailles perdues pour dissoudre les éléments de cette puissance qui datait à peine de la veille; et la plupart de ces États, après avoir été conquis sur les rois, étaient disputés à l'empereur par les populations elles-mêmes. Le roi de Naples, Joseph Bonaparte, ne régnait que par la grâce de son frère et de cinquante mille Français commandés par Masséna : du reste, il

était sans armée, sans finances, réduit au rôle de pro-consul, et contraint de gouverner des peuples toujours prêts à en appeler à leurs carabines et à leurs couteaux. Que les Anglais, déjà campés en Sicile, vinssent jeter quelques régiments dans la Pouille ou dans les Calabres, et ce fantôme de roi reconnaissait que son royaume n'avait d'autre garde que la France. En Dalmatie, vingt mille hommes, aux ordres de Marmont, étaient nécessaires pour contenir le pays, et chasser les Monténégrins, ses voisins les plus dangereux. Le royaume d'Italie, confié au vice-roi Eugène, était pour l'empire un fief militaire à la garde duquel Napoléon employait cent vingt mille soldats, dont les deux tiers occupaient des places fortes, tandis que le reste de cette armée formait un noyau de troupes disponibles destinées à tenir tête à l'Autriche, du côté du Frioul et de la Carniole. L'Autriche avait subi la paix; elle était humiliée et terrassée, et sans doute on pouvait ajouter foi à ses protestations amicales; mais il était plus sûr de se défier de sa haine sourde, et de la contenir par la présence d'une forte garnison française toujours établie à Braunau, position importante qui couvrait l'Inn; quinze mille Bava-rois, campés en quelque sorte sous le canon de cette citadelle, pouvaient former notre avant-garde contre François II. La Hollande était exposée aux hasards de l'invasion maritime des Anglais. Napoléon voyait avec déplaisir que son frère le roi Louis se fût déjà identifié aux intérêts du peuple hollandais, et qu'il cherchât à les isoler de ceux de la France; toutefois, il avait invité ce prince à former un camp de vingt

Oct. 1806.

Mesures
défensives
prises par
Napoléon.

mille hommes à Utrecht, et à manœuvrer, sur les frontières de Westphalie, de manière à opérer une diversion, en attirant de ce côté l'attention de la Prusse. Louis s'était conformé à ces prescriptions, et se tenait à Wésel, d'où il pouvait, selon les événements, se porter vers le littoral pour repousser les Anglais, ou rattacher ses mouvements aux corps français placés sur le Rhin. Un corps d'armée de vingt mille hommes était rassemblé à Mayence, sous les ordres de Mortier. Des mesures avaient été prises pour mobiliser l'élite des gardes nationales dans les départements du Pas-de-Calais, du Nord, des Vosges, de la Moselle, du Bas-Rhin et du Mont-Tonnerre. Un camp était formé à Boulogne, sous le commandement du maréchal Brune; à Pontivy, un autre camp, peu nombreux mais composé d'hommes sûrs, permettait à l'empereur de garantir nos départements de la Bretagne de toute tentative des Anglais et des révoltes intérieures. La garnison de Paris, aux ordres de Junot, ne dépassait pas un effectif de huit mille soldats, à l'aide desquels on pouvait envoyer des renforts sur les côtes de la Manche ou dans l'Ouest. A Paris; l'archichancelier Cambacérès, dépositaire de la pensée de Napoléon, était chargé de surveiller l'administration générale de la France : les pouvoirs les plus étendus étaient concentrés entre ses mains, et il réunissait en sa personne la triple autorité de président du sénat, de président du conseil d'État, et de président du conseil de l'empire. Ainsi Napoléon faisait face sur tous les points aux ennemis et aux gouvernements douteux : il tenait la France dans sa

main, et il l'opposait à l'Europe entière comme un instrument de guerre ou de menace. Oct. 1806.

Napoléon était à Wurtzbourg, dans ce pays alors gouverné par l'archiduc Léopold, prince dépossédé de la Toscane, et, comme membre de la confédération du Rhin, vassal et feudataire de la France. Pour prévenir toute attaque subite de la part de l'Autriche, il fit porter à cette puissance des propositions d'amitié étroite qui, peu sincèrement offertes et peu sincèrement accueillies, ne changèrent rien aux dispositions réelles du cabinet de Vienne. Le roi de Wurtemberg s'étant rendu à Wurtzbourg, Napoléon régla avec lui les conditions d'une alliance de famille, c'est-à-dire du mariage de la princesse Catherine, fille de ce monarque, avec le prince Jérôme Bonaparte, le plus jeune des frères de l'empereur. Ce prince avait à faire oublier les emportements d'une jeunesse fougueuse : l'empereur, qui lui réservait une royauté allemande, résolut de l'associer d'une manière toute particulière aux intérêts germaniques, en lui confiant le commandement des contingents de la confédération du Rhin. On était au 8 octobre. Le territoire saxon ayant été envahi par les armées prussiennes, Napoléon considéra la guerre comme déclarée.

La Prusse, imprudemment engagée dans une lutte inégale, avait un moyen de retarder sa ruine, et peut-être aussi de sortir victorieuse de cette épreuve. Il fallait que ses armées, au lieu de se porter en avant, pour tout risquer dans une bataille générale, s'efforçassent de disputer pied à pied le territoire du royaume. La nature offrait sans doute peu de res-

L'empereur
avise
à maintenir
dans
son alliance
l'Autriche
et le
royaume
de
Wurtemberg.

Ce qu'aurait
du faire
la Prusse.

Oct. 1806. sources pour une guerre semblable; mais le courage et la science auraient suppléé à cet obstacle, et l'on aurait donné aux armées de la Russie le temps nécessaire pour entrer en ligne, et pour opérer leur jonction avec les troupes du roi Frédéric-Guillaume. Ce mouvement opéré, et l'Angleterre agissant de son côté aussi bien que la Suède, la France aurait eu à combattre en même temps dans les Calabres, en Dalmatie, en Normandie, en Bretagne, à Boulogne, aux bouches de la Meuse, aux bouches du Rhin, dans le Hanovre et sur les bords de l'Elbe : pour peu qu'elle eût fléchi et que la fortune lui eût été contraire, l'Autriche relevait son drapeau, et le salut de l'Allemagne pouvait naître de tant de conflits. Quand la Prusse le devina, il était trop tard.

Description
de
ce royaume.

La Prusse est une monarchie militaire, ou, pour mieux dire, elle est un camp; comme aux jours des chevaliers porte-glaives et de l'ordre Teutonique, elle n'a pour frontières que le courage de ses soldats; ouverte du côté de la Russie, elle est exposée, vers l'ouest, aux attaques de l'Allemagne, et s'abrite à peine derrière quelques places fortes. La surface de ce pays est inégale et bizarrement découpée; la Prusse est une puissance lentement formée, et qui cherche toujours à déborder vers le sud. La température y est âpre et humide dans les provinces maritimes, assez douce dans la région qui avoisine l'occident, lourde et malsaine auprès des lacs, brûlante dans les plaines sablonneuses du Brandebourg, froide dans les landes des provinces orientales et sur les hauteurs de la Silésie. La qualité du sol ne varie pas moins : vers

l'ouest, la terre est bonne et produit de riches moissons; dans le Brandebourg, en Poméranie, autour de Posen, et dans les terres qu'arrosent la Vistule et le Niémen, le pays est moins fertile; mais la nature, domptée par le travail de l'homme, lui livre, en récompense de ses fatigues, ses récoltes encore abondantes : ailleurs on ne rencontre souvent que de vastes marais, des terrains bas, de grandes landes presque stériles, et dont la monotone pauvreté contriste le regard. Le territoire de la Prusse est généralement peu accidenté; vers le sud et dans la partie occidentale, le pays se termine par des chaînes de montagnes dont la plus haute, le Riesen-Gebirge (monts des Géants), se dirige du nord-ouest au sud-est. En avançant vers le nord, on rencontre la chaîne d'Iserkamm, dont la direction est parallèle à celle des monts des Géants; vers le sud, au contraire, se prolongent dans le même sens d'autres chaînons montagneux, qui portent le nom d'Eulen-Gebirge (1). Ces hauteurs semblent n'être que les escarpements septentrionaux du vaste plateau qui, à travers la Moravie et la Silésie autrichienne, s'étend vers les Karpathes, auxquels il se rattache. Entre ces diverses chaînes, on rencontre des prairies humides et des marais. Depuis la basse Silésie et à l'est de l'Oder, le pays ne présente qu'une immense plaine légèrement ondulée, et qui va se confondre avec le territoire plat de la Pologne. De riches forêts couvrent une partie du sol de la monarchie, et particulièrement la Prusse proprement

(1) Montagnes des Hiboux.

Oct. 1806.

dite, le Brandebourg, la haute Silésie, la principauté d'Oppen et les districts polonais. Au nord, la mer Baltique baigne la Prusse et la Poméranie sur une longueur de cent trente lieues; les côtes sont généralement basses et sablonneuses; de hautes dunes et parfois de fortes digues, élevées par la main des hommes, les préservent des inondations. D'immenses lagunes, près de Stettin et le long du golfe de Dantzick, sont comme des mers intérieures que d'étroites langues de terre séparent de l'Océan : ces étranges lacs, semés de bancs et de bas-fonds, sont exposés aux ouragans, et ne prêtent à la navigation qu'un faible secours. Les principaux fleuves (1) sont l'Elbe, qui prend sa source en Bohême et va se jeter dans la mer du Nord, près de Cuxhaven; l'Oder, qui naît en Moravie, baigne la Silésie, le Brandebourg et la Poméranie, et se jette dans la mer Baltique par trois embouchures. Son principal affluent est la Wartha, grande rivière qui prend sa source dans la voïvodie de Cracovie; la Vistule (Weichsel), le plus large des fleuves qui traversent les États soumis à la Prusse, descend du mont Skalza en Moravie, arrose la Galicie et la Pologne, et tombe dans la Baltique par deux bras, dont le plus occidental baigne Dantzick; à peu de distance, le Prégen (rivière des Collines), formé par les lacs intérieurs, se jette dans le Frische-Haff (lagune des Frisons), au-dessous de Kœnigberg; enfin, vers

(1) Nous ne parlons pas du Rhin : il n'est question dans cette histoire que de la Prusse de 1806, qui avait cessé de toucher à la France.

l'extrémité orientale de la Prusse, le Niémen (*Nemany*, silencieux) descend de la Lithuanie, sépare la Pologne russe d'avec la Courlande, et, coulant de l'est à l'ouest après beaucoup de détours, se jette dans le Curische-Haff (lagune des Courons) par deux vastes embouchures. La Prusse possède dans la Baltique l'île de Rugen, jadis principal foyer des cultes de Svanovit et d'Hertha. Les peuples de ces contrées, quoique soumis à un même sceptre et rattachés à la famille allemande, descendent de différentes races. Le plus grand nombre est issu de ces anciens Saxons de l'ère carlovingienne, qui disputèrent pied à pied, au roi des Francs, le sol et les forêts de la Germanie. Leur histoire primitive n'est renfermée que dans d'obscurcs et fabuleuses *Sagas*, toujours chères au patriotisme des nations actuelles; les autres reconnaissent pour leurs ancêtres les Weudes, branche fameuse de la famille slave, et dont l'idiome ne s'est point encore effacé; un débris de ce peuple, les Cassoubes, se maintient dans le nord-est de la Poméranie, et considère le roi de Prusse comme un de leurs ducs. La Prusse orientale et le grand-duché de Posen sont habités par des Polonais, des Courons, des Lettons et des Lithuaniens, qui parlent chacun la langue de leur ancienne patrie; dans le Brandebourg résident près de cent mille Français naturalisés Prussiens, et qui sont les petits-fils des protestants qui s'exilèrent lors de la révocation de l'édit de Nantes. Le reste de la population se compose de Juifs. La majorité des habitants de la Prusse appartient à la secte de Luther: il y a à Gnesme et à Posen deux archevêques catho-

Oct. 1806.

liques, et dans les autres provinces plusieurs évêques de la même communion. Le protestantisme est la religion de l'État. L'organisation militaire de la Prusse est merveilleusement simple : elle se compose d'une armée d'élite, très-forte pour cette puissance, et qui, bien équipée et bien disciplinée, n'absorbe cependant qu'une faible partie des revenus du pays; à côté de cette milice permanente existe une landwehr, ou réserve, et, au besoin, une landsturm, ou levée en masse, ressource extrême pour les grands dangers. Tous les Prussiens sont tenus au service militaire depuis vingt ans jusqu'à cinquante, mais ils ne passent que trois ans sous les drapeaux : en temps de paix, ils sont renvoyés dans leurs foyers, d'où ils ne sortent que pour un service temporaire, et bientôt ils sont inscrits sur la landwehr du premier ban; le second ban comprend les hommes qui ont passé l'âge de trente-deux ans; tous deux sont régulièrement soumis à l'exercice. En temps de guerre, le premier ban devient l'auxiliaire de l'armée permanente, et le deuxième ban se consacre à la défense des places.

Théâtre
de la guerre.
Premières
opérations
des armées
prussiennes.

Pour le moment le théâtre de la guerre était porté sur les confins de la Prusse occidentale, dans le duché de Saxe-Weimar, l'un des États de la confédération du Rhin, belle contrée où le génie allemand a trouvé son Athènes, et où chaque pas réveille encore les poétiques souvenirs de Goethe, de Schiller et de Klopstock. L'armée prussienne manœuvrait pour délivrer Francfort et Wurtzbourg; elle se montrait animée d'un enthousiasme plus généreux que réfléchi. Le roi, suivi de sa maison militaire, s'était rendu sous la

Oct. 1806.

tente pour encourager ses généraux et ses soldats; la reine, l'infortunée Louise-Wilhelmine, parcourait les rangs, ayant le casque en tête, et revêtue d'une cuirasse d'argent. L'armée, en s'éloignant de la capitale, avait salué sur la tombe de Postdam la glorieuse épée du grand Frédéric et les drapeaux conquis durant la guerre de sept ans : elle avait battu des mains à l'aspect de la colonne de Rosbach, qui rappelait une journée néfaste pour la France; et les officiers chantaient cet hymne du poëte, qui exalte le bonheur de mourir pour la patrie : « Tu viens, ba-
« taille ! Déjà les jeunes hommes se précipitent comme
« les flots dans la vallée... Oh ! recevez-moi dans vos
« rangs, afin que je ne meure pas d'une mort com-
« mune... Je veux mourir au pied du coteau du sa-
« crifice ; je veux verser mon sang pour la patrie, le
« sang de mon cœur ! » Mais qu'allait entreprendre cette armée imprudente contre les puissantes légions devant lesquelles l'Europe avait fléchi le genou ? Que pouvait-elle contre les soldats des armées d'Italie, de Sambre-et-Meuse et d'Égypte, toujours commandés par Napoléon ? Ce qu'avaient pu les compagnons de Witikind contre l'empire de Charlemagne...

Le chef de l'armée prussienne, le vieux duc de Brunswick, adressa à ses troupes une proclamation énergique : « Nous avons affaire, disait-il, à un en-
« nemi qui, autour de nous, a battu les armées les plus
« nombreuses, humilié les plus puissants États, anéanti
« les plus respectables institutions, ravi à plusieurs
« nations leur indépendance, effacé leurs noms de la
« liste des peuples.

Proclamation
du duc
de
Brunswick. 7

Oct. 1806.

« Un sort pareil était destiné à la monarchie prussienne; des armées nombreuses menaçaient nos frontières et s'augmentaient de jour en jour. Votre jour est venu de servir un dominateur étranger, et déjà son orgueil et sa rapacité rêvaient le partage de l'Allemagne du nord... Lequel d'entre nous pourrait supporter de devenir la proie de l'étranger? Mais pendant que nous combattons pour notre propre salut, pour nous défendre du plus profond avilissement dont une nation puisse être menacée, nous sommes les sauveurs, les libérateurs de nos frères, nos concitoyens allemands; les regards de tous les peuples sont fixés sur nous, comme sur les derniers soutiens de toute liberté, de toute sécurité, de tout ordre social en Europe... »

Proclamation
de
l'empereur
Napoléon.

L'empereur Napoléon fit entendre à la grande armée un autre langage :

« Soldats, dit-il, l'ordre pour votre rentrée en France était donné, vous vous étiez rapprochés de plusieurs marches des frontières de la patrie; des fêtes triomphales vous attendaient, et les préparatifs de ces solennités étaient commencés dans la capitale.

« Mais lorsque nous nous abandonnions à cette trop confiante sécurité, de nouvelles trames s'ourdissaient sous le masque de l'amitié et de l'alliance. Des cris de guerre se sont fait entendre à Berlin; depuis deux mois nous sommes provoqués avec une audace qui demande vengeance.

« La même faction, le même esprit de vertige qui, à la faveur de nos dissensions intestines, conduisit,

« il y a quatorze ans, les Prussiens au milieu des
« plaines de la Champagne, domine encore dans leurs
« conseils. Si ce n'est plus Paris qu'ils veulent brûler
« et renverser jusque dans ses fondements, aujour-
« d'hui ce sont leurs drapeaux qu'ils se vantent de
« planter dans la capitale de nos alliés; c'est la Saxe
« qu'ils veulent obliger à renoncer, par une transac-
« tion honteuse, à son indépendance, en la rangeant
« au nombre de leurs provinces; ce sont vos lauriers
« qu'ils veulent arracher de votre front. Ils veulent
« que nous désertions l'Allemagne à l'aspect de leur
« armée! Les insensés! Ne savent-ils pas qu'il serait
« mille fois plus facile de détruire la grande capitale,
« que de flétrir l'honneur du grand peuple?... Leurs
« projets furent confondus alors; ils trouvèrent dans
« les plaines de la Champagne la défaite, la mort et
« la honte. Mais les leçons de l'expérience s'effacent,
« et il est des hommes chez lesquels le sentiment de
« la haine et de la jalousie ne meurt jamais.

« Soldats! il n'est aucun de vous qui veuille re-
« tourner en France par un autre chemin que celui
« de l'honneur. Nous ne devons y rentrer que sous
« des arcs de triomphe.

« Hé quoi! aurions-nous donc bravé les saisons,
« les mers, les déserts; vaincu l'Europe plusieurs fois
« coalisée contre nous; porté notre gloire de l'orient
« à l'occident, pour retourner aujourd'hui dans notre
« patrie comme des transfuges, après avoir aban-
« donné nos alliés, et pour entendre dire que l'aigle
« française a fui épouvantée devant des armées prus-
« siennes?...

Oct. 1806.

« Mais déjà ils sont arrivés sur nos avant-postes...
 « Marchons donc, puisque la modération n'a pu les
 « faire sortir de cette étonnante ivresse ! Que l'armée
 « prussienne éprouve le même sort qu'elle éprouva
 « il y a quatorze ans ! Qu'ils apprennent que s'il est
 « facile d'acquérir un accroissement de domaines et
 « de puissance avec l'amitié d'un grand peuple, son
 « inimitié (qu'on ne peut provoquer que par l'aban-
 « don de tout esprit de sagesse et de raison) est plus
 « terrible que les tempêtes de l'Océan ! »

Premiers
mouvements
de part
et d'autre.

L'empereur ne voulait pas attaquer de front la monarchie prussienne ; il préférait tourner les positions des armées de Frédéric-Guillaume. Pendant que, par ses ordres, des mouvements opérés vers le Hanovre et du côté de Wésel devaient faire croire au duc de Brunswick et au général de Moellendorff que la Prusse serait envahie dans la direction de Magdebourg et frappée au cœur à Berlin, il manœuvrait dans la Saxe afin de franchir les fleuves de la Prusse en se rapprochant de leurs sources, et sur les points où cette opération présenterait le moins d'obstacles. Les généraux ennemis ne se laissèrent pas entièrement tromper par ces combinaisons habiles : ils se décidèrent à porter la guerre sur le Main, et à couper la ligne qui servait de base aux mouvements de l'armée française, tout en resserrant beaucoup le terrain sur lequel on devait agir. L'ennemi perdit plusieurs jours en marches et en contre-marches, et l'empereur mit ce temps à profit pour hâter ses opérations. Il importait au succès de la campagne qu'il arrivât sur l'Oder avant l'heure où l'armée russe pourrait s'y por-

ter ; maître de ce point, Napoléon devait se trouver en mesure de couper en deux les forces de la coalition, de vaincre les Prussiens à gauche et de contenir les Russes sur la droite, de battre séparément ses ennemis. C'était le plan de campagne d'Austerlitz ; l'armée prussienne avait imité la faute de Mack, elle allait subir une ruine pareille.

L'ennemi avait donc choisi les forêts de la Thuringe pour champ de bataille et pour abri : en adoptant de préférence ce plan défectueux, qui livrait la monarchie aux hasards d'une journée malheureuse, le duc de Brunswick et les généraux placés sous ses ordres avaient voulu entraîner dans leur mouvement offensif la Hesse et la Saxe. Ils y étaient sans doute parvenus, mais au prix d'un concours douteux et tardif ; ils avaient négligé de se retrancher derrière l'Elbe, le plus sûr boulevard de la Prusse vers l'occident. De cette ligne de défense, en résistant, mais en cédant le terrain pied à pied, ils auraient pu prolonger la lutte, et contraindre les masses françaises de s'engager dans un pays ruiné, au milieu des boues, et de subir les épreuves de la maladie et de la faim. Les Français auraient sans doute avancé, puisque aucun ennemi assez fort ne se serait trouvé en mesure de les vaincre ; mais les Prussiens ne leur auraient permis d'arriver sur l'Oder qu'après les avoir épuisés au moyen d'une guerre d'escarmouches. Maîtres de Berlin et de l'Oder, les Français, chassant devant eux l'armée de Frédéric-Guillaume, se seraient portés sur la Vistule ; mais là cent cinquante mille Russes, opérant leur jonction

Oct. 1806.

Le plan
de campagne
des Prussiens
est
défectueux.

Oct. 1806.

avec cent cinquante mille Prussiens, auraient subitement changé la face des choses, et l'armée française, décimée par ses fatigues et par de trompeuses victoires, se serait vue obligée de combattre, à trois cents lieues du Rhin, dans les vastes marécages de la Pologne, contre des forces supérieures en nombre, contre un ennemi opiniâtre et acclimaté. C'était le plan de guerre que Dumouriez, traître à son pays, mais toujours habile au métier des armes, conseillait vainement aux puissances étrangères.

Situation
de l'armée
ennemie.

L'armée prussienne se trouvait concentrée entre la Saale et la Werra ; elle appuyait sa droite sur Eisenach, sa gauche à Weimar, son centre sur Gotha et Erfurth : entre cette ville et Iéna, elle s'adossait à des collines. Au-devant d'elle s'étendaient les vastes forêts de la Thuringe et la chaîne de montagnes qui tantôt traverse et tantôt limite la Saxe, et se dirige vers le nord de la Hesse. Le duc de Weimar, avec dix mille hommes de troupes légères, avait pris position dans les bois, et poussait au delà des reconnaissances. L'armée principale formait trois divisions : la première, commandée par le prince d'Orange, était composée de onze bataillons et de vingt escadrons ; la seconde, commandée par le général Wartensleben, était forte de onze bataillons et de quinze escadrons ; la troisième division, présentant un effectif presque aussi considérable, obéissait au général Schmettau ; le corps de réserve, que commandait le général Kalkreuth, comprenait vingt bataillons et vingt escadrons d'élite ; une seconde réserve, presque aussi forte, était placée à Magdebourg,

aux ordres du prince Eugène de Wurtemberg; la droite de cette armée, commandée par le général Rüchel, formait un corps spécial qu'on désignait sous le nom d'armée de Westphalie, et qu'on évaluait à trente-trois bataillons et à quarante-cinq escadrons; au cœur de la Saxe, et l'entraînant de gré ou de force sous les drapeaux les troupes de l'électorat, manœuvrait alors le prince de Hohenlohe, à la tête de cinquante mille hommes. De fortes garnisons occupaient les places de l'Oder et de la Vistule. L'armée principale, réunissant les corps du duc de Weimar, du duc de Brunswick et du général Rüchel, s'élevait à près de quatre-vingt-quatorze mille combattants; les garnisons, les contingents saxons, le corps du prince de Hohenlohe, et la réserve aux ordres du prince de Wurtemberg, formaient un ensemble de quatre-vingt-dix mille hommes. Ces troupes étaient braves et bien disciplinées; mais, depuis la guerre de sept ans, elles n'avaient pour elles que le prestige bientôt évanoui de la gloire de leurs devancières. Les chefs, affaiblis par les années, s'entendaient mal, et d'innombrables bagages embarrassaient les mouvements.

Cependant l'aile droite de l'armée française, composée des corps du maréchal Soult, du maréchal Ney, et d'une division bavoise, se dirigeait, à marches forcées, sur Hof, petite ville située sur la Saale, à dix lieues de Bayreuth, et qu'avait illustrée la victoire remportée en 1759 par le prince Henri de Prusse. Le centre, que formaient les corps de Davoust et du prince de Ponte-Corvo (Bernadotte), la réserve de cavalerie commandée par Murat, et la garde impériale,

Situation
et
mouvements
de l'armée
française.

Oct. 1806. se dirigeait, par Saalbourg, sur Schleitz et Géra (1); la gauche, formée des corps des maréchaux Lannes et Augereau, s'avancait, par Cobourg et Grafenthal, sur Saalfeld. En jetant les yeux sur la carte, on voit que ce mouvement de l'armée française la portait sur la gauche de l'armée prussienne, et lui permettait de tourner l'ennemi dans les positions qu'il occupait entre Iéna et Eisenach, de la Saale à la Werra. Napoléon avait quitté Bamberg le 8 octobre, à trois heures du matin, et s'était rendu à Kronach. Les défilés de la haute Franconie étaient franchis par notre armée.

**Premiers
combats.**

Le 8, le grand-duc de Berg (Murat) prit l'offensive, et déposa l'ennemi de la droite de la Saale; le 9, le maréchal Soult entra dans Hof, et enleva les magasins militaires qui se trouvaient dans cette ville; le même jour, le prince de Ponte-Corvo attaqua Schleitz, qu'occupait le général Tauenzien avec neuf mille hommes, prussiens et saxons. La ville et le pont furent emportés, et l'ennemi forcé de battre en retraite, après avoir perdu quatre à cinq cents hommes. Il se replia en bon ordre, reprenant quelquefois l'offensive d'une manière vigoureuse; mais, écrasé par des forces supérieures, il laissa sur sa route des canons et des morts. Le lendemain, le général Lassalle, avec sa brigade de cavalerie légère, lui enleva ses bagages et un équipage de pont.

(1) La première de ces deux villes est le chef-lieu de la principauté de Reuss-Schleitz; l'autre, située sur l'Elster blanc, est le chef-lieu de la seigneurie de Géra et la résidence des princes de Reuss.

Pendant que la droite et le centre ouvraient ainsi la campagne, l'aile gauche ne débutait pas avec moins de bonheur. Le 10 octobre, le maréchal Lannes rencontra, près de Saalfeld, l'avant-garde de l'armée du prince de Hohenlohe : cette division saxo-prussienne était commandée par le prince Louis-Ferdinand de Prusse, cousin germain du roi, et l'un des plus ardents provocateurs de la guerre. C'était un officier intrépide, au cœur allemand, et qui, voyant de ses yeux les désastreux commencements de la lutte, s'était promis de mourir avec courage, et de donner à ses compagnons d'armes l'exemple du sacrifice. Il y eut un combat meurtrier ; on se canonna, de part et d'autre, pendant deux heures : à la fin, la division Suchet jeta le désordre dans l'infanterie prussienne, en poussa une partie dans un marais, et força le reste à se disperser dans les bois. Vers le même moment, nos hussards se trouvaient aux prises avec les escadrons prussiens et saxons, et parvenaient à les mettre en fuite. Voyant la déroute de ses gens, le prince Louis-Ferdinand refusa de les suivre, et vit venir à lui un maréchal-des-logis (1) qui lui cria : « Rendez-vous, colonel, ou vous êtes mort ! » Pour toute réponse, le malheureux prince leva son sabre ; mais, atteint d'un coup de pointe, il tomba sans vie aux pieds de son adversaire, qui ne le connaissait pas. Le maréchal Lannes décerna à cet illustre ennemi les honneurs funèbres dus à son rang et à son courage, et le major général de l'armée française offrit, au nom

Oct. 1806.Mort
du prince
Louis-
Ferdinand.

(1) Il se nommait Guindé, et fut fait officier.

Oct. 1806.

de l'empereur, de rendre à l'armée ennemie la dépouille mortelle du prince, qui devait être inhumé dans le tombeau de ses ancêtres. Tel fut le combat de Saalfeld, qui coûta à l'ennemi deux mille hommes tués, blessés ou pris. Cette rencontre et ces premiers avantages de l'armée de Napoléon jetèrent un profond découragement dans les rangs de l'armée prussienne, et déjà l'ennemi déplorait la guerre. Le prince de Hohenlohe conseilla au roi Frédéric-Guillaume de concentrer toute l'armée prussienne sur l'Ettersberg, soit pour combattre, soit pour se porter en masse sur l'Elbe; mais le duc de Brunswick, moins bien inspiré, fit prévaloir un autre plan. Par ses ordres donc, l'armée du roi se concentra près de Weimar, et le corps du prince de Hohenlohe autour d'Iéna.

Le 12, l'armée française occupa les divers points que l'empereur avait assignés à chacun de ses lieutenants.

Suite
des
opérations.

Le prince de Ponte-Corvo se porta sur Zeist (1); le grand-duc de Berg, sur Pégau, d'où il envoya le général Lasalle, avec sa cavalerie légère, aux portes de Leipsick; le maréchal Davoust marcha sur Naumbourg, et le quartier général de l'empereur fut établi à Géra. Là aussi se portèrent les corps de Soult et de Ney, tandis que le corps de Lannes occupa Roda et Iéna, et celui d'Augereau Kahla et Orlamunde. En arrière se trouvait Jérôme Bonaparte, avec un corps d'armée composé de Bavares et de contingents de la

(1) Ville saxonne, à neuf lieues au sud de Mersebourg, et près de l'Elster blanc. Au moyen âge, elle fut ravagée par les Vandales.

confédération du Rhin. La campagne n'était ouverte que depuis quatre jours, et les positions de l'ennemi étaient tournées; les Prussiens avaient le dos au Rhin, les Français à l'Elbe.

Le 12 octobre, comme le jour tombait, le maréchal Davoust arriva devant Naumbourg (1), que l'ennemi abandonna à son approche. Les Français trouvèrent à Naumbourg de nombreux magasins, et un équipage de dix-huit pontons de cuivre attelés. Ils prirent position en avant de la ville, sur la rive gauche de la Saale. Le prince de Ponte-Corvo (Bernadotte) détacha une de ses divisions sur Cambourg; l'autre, la division Dupont, demeura campée près du village de Weilhau; la garde impériale se porta sur Iéna.

Cette ville, qui fait partie du grand-duché de Saxe-Weimar en Thuringe, est située dans un beau vallon, au confluent de la Saale et de la Leuthra; elle était célèbre par son université, d'origine protestante, et qui datait des jours de l'électeur Jean-Frédéric le Magnanime (2); là s'était développé, comme dans un foyer naturel, l'élément le plus vivace des idées de liberté germanique. En avant d'Iéna et à l'ouest de cette ville, s'étend un plateau assez escarpé, le Landgrafenberg, position étroite mais assez forte, et qui domine une chaussée conduisant d'Iéna à Weimar. Déjà l'avant-garde française s'y était établie. Le 13,

L'armée
française
se porta
sur Iéna.

(1) Naumbourg, ville peuplée de dix mille habitants, est située sur l'Unstrutt et la Saale, à sept lieues d'Iéna, au nord.

(2) Elle ne fut définitivement constituée par l'empereur Ferdinand 1^{er} que le 2 février 1558.

Oct. 1806.

l'empereur arriva à Iéna. S'étant porté sur-le-champ sur les hauteurs du Landgrafenberg, il aperçut les troupes prussiennes qui manœuvraient pour forcer les débouchés de la Saale. L'ennemi n'avait point fortifié la position; il n'avait pas cru possible qu'on fit monter l'artillerie sur une hauteur où quatre bataillons d'infanterie pouvaient à peine se déployer : mais Napoléon fit creuser des chemins dans le roc à la faveur de la nuit, et réussit à dresser de fortes batteries sur le plateau. Un corps de la garde impériale occupa alors le sommet du monticule; en avant se porta le corps du maréchal Lannes, la division Gazan couvrant le penchant à gauche, la division Suchet le penchant à droite. Cette position de Landgrafenberg était appuyée à gauche par le corps du maréchal Augereau; les maréchaux Ney et Soult avaient ordre de marcher toute la nuit pour venir former la droite de l'ordre de bataille; la réserve de cavalerie, commandée par le grand-duc de Berg, devait également se porter sur Iéna. Ainsi l'empereur opérait un vaste mouvement de conversion sur sa gauche, dans le but de surprendre et d'envelopper à Iéna l'armée prussienne tout entière. A deux lieues de distance, et du côté du nord, le prince de Ponte-Corvo, à la tête du premier corps, devait s'établir à Dornbourg et à Apolda, afin de prendre l'ennemi à revers; en descendant la Saale, à trois lieues au delà de Dornbourg et à cinq lieues d'Iéna, le maréchal Davoust, avec le troisième corps, était chargé de garder le pont de Koesen, et de fermer le passage sur ce point aux troupes vaincues qui battraient en retraite dans la

Oct. 1806.

direction de Berlin. Bernadotte et Davoust avaient ordre de concerter leurs mouvements ; mais le premier, n'ayant point reçu à cet égard d'avis officiel, fut loin de coopérer activement et avec énergie à l'exécution des plans de l'empereur.

A la veille d'engager une lutte décisive (1), Napoléon adressa au roi de Prusse l'une de ces lettres d'apparat à l'aide desquelles il essayait de faire croire au monde que ses intentions étaient toutes pacifiques, et qu'il avait à cœur d'épargner à l'Allemagne les maux inséparables de la guerre. « Sire, « disait-il, Votre Majesté m'a donné rendez-vous « le 8 ; en bon chevalier, je lui ai tenu parole : je « suis au milieu de la Saxe. Qu'elle m'en croie, j'ai « des forces telles, que toutes ses forces ne peuvent « balancer longtemps la victoire. Mais pourquoi répandre tant de sang ? dans quel but ? Si Votre Majesté m'eût demandé des choses possibles, je les lui eusse accordées. Elle a demandé mon déshonneur, elle devait être certaine de ma réponse. La guerre est donc faite entre nous, l'alliance rompue pour jamais. Mais pourquoi faire égorger nos sujets ? Je ne prise pas une victoire qui sera achetée par la vie d'un bon nombre de mes enfants. Si j'étais à mon début dans la carrière militaire, et si je pouvais craindre les hasards des combats, ce langage serait déplacé. Sire, Votre Majesté sera vaincue : elle aura compromis le repos de ses jours, l'existence de ses sujets, sans l'ombre d'un

Lettre
de
l'empereur
au roi
de Prusse.

(1) Cette lettre était datée de Géra, le 12 octobre.

Oct. 1806.

« prétexte. Elle est aujourd'hui intacte, et peut traiter
 « d'une manière conforme à son rang; elle traitera
 « avant un mois dans une situation différente... Je
 « n'ai d'autre désir que d'épargner le sang des hom-
 « mes, et d'éviter à une nation qui, géographique-
 « ment, ne saurait être l'ennemie de la mienne, l'a-
 « mer repentir d'avoir trop écouté des sentiments
 « éphémères qui s'excitent et se calment avec tant de
 « facilité chez les peuples. » En écrivant ainsi au roi
 Frédéric-Guillaume à la veille d'une bataille, l'empereur ne pouvait avoir d'autre but que de légitimer sa politique aux yeux de l'Europe; peut-être aussi cherchait-il, par des ouvertures pacifiques, à jeter de l'hésitation dans l'âme du roi de Prusse, et à se rendre ainsi plus favorables les dernières chances de la lutte. Cette missive impériale ne parvint à Frédéric-Guillaume qu'après que le combat fut engagé.

L'armée
 prussienne
 prend
 de nouvelles
 positions.

Lorsque le duc de Brunswick apprit que nos troupes menaçaient déjà l'importante place de Leipsick, et se préparaient à prendre la Prusse à revers, il reconnut la faute qu'il avait faite en refusant de lever le camp de Weimar, de repasser la Saale, et de se retirer derrière la ligne de l'Elbe. Il n'était plus temps de remédier à cette fâcheuse situation, et toutefois on manœuvra pour s'y soustraire. Il fut décidé que l'armée principale, commandée par le roi et le duc de Brunswick, se dirigerait sur Freybourg par Auerstedt et Naumbourg, et que le prince de Hohenlohe, soutenu par les Saxons du duc de Weimar et le corps du général Rüchel, resterait à Iéna pour couvrir ce mouvement de retraite. Cette manœuvre fut igno-

rée de l'empereur : ce prince croyait avoir en face de lui , à la gauche d'Iéna , l'ensemble des forces prussiennes, tandis qu'il n'allait avoir à combattre que l'une des ailes de l'armée ennemie. Le prince de Hohenlohe , de son côté , ne se faisait point une idée exacte de la situation : loin de croire à la possibilité d'une attaque vigoureuse dirigée contre lui par Napoléon et la masse de ses troupes, il était convaincu que le mouvement tenté sur Iéna n'était qu'une fausse démonstration imaginée pour cacher la marche de la grande armée sur Leipsick. A Auerstaedt, l'armée principale du roi de Prusse s'attendait à rencontrer Napoléon et toutes ses forces, et elle ne devait trouver en face d'elle que le corps d'armée du maréchal Davoust. Tout se disposait donc , à l'insu des chefs, pour que , d'après les probabilités ordinaires de la guerre, les Français fussent victorieux à Iéna et vaincus à Auerstaedt ; et ce résultat aurait permis au roi de Prusse d'effectuer à temps son mouvement de retraite. Les deux batailles s'engagèrent le même jour, à cinq lieues de distance.

Le 14 octobre, Napoléon, ayant sous ses ordres plus de quatre-vingt mille hommes, l'élite des armées de la France, se trouva face à face avec l'aile droite de l'armée prussienne, composée de troupes de différentes nations, et forte d'environ cinquante mille combattants. Il faisait un brouillard intense, et les avant-postes des armées se touchaient en quelque sorte sans s'apercevoir. Les troupes ennemies occupaient, en regard de Landgrafenbergl, les défilés de Closwitz et du Cospoda; les nôtres se trouvaient en-

 Oct. 1806.

Tout
se dispose
pour
une double
bataille.

Bataille
d'Iéna.

Oct. 1806. core resserrées dans un étroit espace ; mais, au lever du soleil, elles allaient se développer et conquérir le terrain. A huit heures, le brouillard s'étant dissipé, Napoléon monta à cheval et parcourut les rangs de l'infanterie : « Soldats, disait-il, cette armée prussienne si fière est tournée comme celle de Mack à Ulm : elle ne combat plus que pour s'ouvrir un passage. Le corps qui la laisserait passer se déshonorerait. » Les soldats répondaient avec enthousiasme par le cri de *Vive l'empereur !* En passant devant le 2^e régiment de chasseurs à cheval, Napoléon apprit que ce corps se composait en grande partie de conscrits : « Jeunes gens, leur dit-il avec un geste héroïque, quand on ne craint pas la mort, on la fait entrer dans les rangs ennemis. » C'était par des mots semblables qu'il avait l'art de transformer les nouvelles recrues en vétérans. Cependant l'empereur exhortait ses soldats à se tenir en garde contre la cavalerie prussienne, qui passait pour très-redoutable ; il leur rappelait quel'année d'avant, à pareille époque, ils avaient eu la gloire de réduire l'armée autrichienne à mettre bas les armes sur les glacis de la ville d'Ulm, et que l'armée prussienne, aujourd'hui cernée de toutes parts, devait avoir le même sort ; surtout il invitait l'infanterie à faire bonne contenance et à soutenir sa vieille renommée. Les soldats ne répondaient que par ces mots : « En avant ! marchons ! » Et Napoléon, qui aurait voulu différer l'attaque de quelques moments encore, se vit forcé, par l'ardeur de ses troupes, de donner le signal du combat.

L'empereur avait en ligne, en avant du plateau

d'Iéna , la garde impériale et le corps du maréchal Lannes , formant le centre ; le corps du maréchal Soult , et trois mille hommes aux ordres du maréchal Ney , composaient la droite ; sur la gauche avait pris position le maréchal Augereau , qui s'appuyait à des bois.

Sur la chaussée de Wetzlar , à une distance assez grande d'Iéna , est situé le petit village d'Hollstedt : quelques bataillons français qui l'occupaient se virent menacés par l'ennemi. Le maréchal Lannes eut ordre de manœuvrer pour secourir cette troupe. Vers le même moment , et sur la droite , le maréchal Soult fit attaquer un bois où s'étaient retranchées des troupes prussiennes. De son côté , l'ennemi se dirigea , par sa droite , sur la gauche de notre armée , et la bataille se trouva engagée sur quelques points. De part et d'autre les troupes manœuvraient avec une précision admirable , comme dans une revue ; mais déjà la lutte était chaude et le combat meurtrier. L'avant-garde prussienne , inférieure en nombre et surprise dans ses positions , opposait une contenance vigoureuse. Vers le centre , le maréchal Lannes avait vu ses deux divisions aux prises avec l'ennemi : la division Suchet , partagée en trois brigades , avait donné la première , et s'était portée sur le village de Closwitz ; la division Gazan se dirigea , plus à gauche , vers le village de Cospoda. Les deux positions restèrent au pouvoir de nos troupes , après une fusillade que les brouillards , qui régnaient encore au fond des vallées , rendirent assez peu dangereuse : les corps opposés avaient peine à se distinguer , et tiraient dans

Oct. 1806.

la brume. Les Saxons de Frédéric - Auguste et de Rechten , et les grenadiers de la même nation , formant la brigade Cerrini , se maintinrent assez longtemps sur le terrain qu'ils occupaient : à la fin ils furent rompus et mis en déroute , et l'avant-garde ennemie , commandée par le général Tauenzien , se replia précipitamment , abandonnant au corps de Lannes un grand nombre de canons et de prisonniers. D'autres corps de l'armée prussienne , également placés à l'avant-garde , furent entraînés dans ce même mouvement de retraite , et rejetés vers le général Holendorf , qui gardait le débouché de Dornbourg. Ces préliminaires de la bataille avaient permis à l'armée française d'occuper le terrain dont elle avait besoin pour se déployer librement.

L'empereur suspendit un moment l'action , pour donner aux diverses colonnes dont il attendait le concours le temps de se porter sur le champ de bataille. Alors le prince de Hohenlohe reconnut , pour la première fois , qu'au lieu d'avoir à contenir une aile de notre armée , il avait en face de lui Napoléon et la masse des troupes françaises. Averti du danger par la déroute de son lieutenant le général Tauenzien , il prit d'urgence et avec résolution les mesures que la circonstance réclamait : par ses ordres , plusieurs divisions d'infanterie , commandées par le général Grawert , manœuvrèrent pour reprendre le terrain qu'avait perdu le général Tauenzien ; sur la droite de son armée , le long de la route d'Iéna à Weimar , et vers la Schnecke , suite de rampes par lesquelles on s'élève sur les plateaux , il établit la division Niese-

menschel, forte de deux brigades saxonnes, d'un bataillon prussien et d'une nombreuse artillerie, et qui s'appuyait sur la brigade saxonne de Cerrini, renforcée de quatre nouveaux bataillons. En arrière du centre, le prince de Hohenlohe plaça une réserve de cinq bataillons aux ordres du général Dyherrn ; on rallia les débris du corps du général Tauenzien ; la gauche, commandée par le général Holzendorf, eut mission de se porter en avant et d'attaquer notre droite ; des aides de camp furent dépêchés en toute hâte au général Rüchel, encore éloigné du champ de bataille, avec invitation pressante de se porter à marches forcées sur le terrain où l'action était engagée. Quant au prince, à la tête de la cavalerie prussienne et de l'artillerie légère, il chercha à contenir les Français et à protéger la formation de son infanterie. Il était dix heures.

Le maréchal Ney, qui débouchait en ce moment entre les corps de Lannes et d'Augereau avec ses trois mille hommes d'élite, se trouva face à face avec l'ennemi, et ordonna au 10^e de chasseurs de se porter au galop sur le plateau où le prince de Hohenlohe venait d'établir son artillerie : nos cavaliers, sabre en main, enlevèrent sept pièces de canon ; mais ils furent contraints de se replier devant les cuirassiers prussiens. Le 3^e de hussards prit leur place, et chargea résolument la grosse cavalerie de l'ennemi ; à son tour, ce régiment se vit contraint de reculer, et d'aller s'abriter derrière l'infanterie. Les grenadiers et les voltigeurs de Ney, formant deux carrés, arrêterent la cavalerie prussienne.

Oct. 1806.

Napoléon avait vu avec déplaisir que le feu recommençât sans son ordre ; mais quand il eut reconnu qu'une poignée de braves opposait ainsi à l'ennemi une contenance héroïque , il la fit soutenir par deux régiments de cavalerie légère aux ordres de Bertrand , et il prescrivit au maréchal Lannes d'avancer avec son infanterie. Celui-ci , débouchant avec six régiments en face du corps du général Grawert , se trouva à son tour arrêté par l'infanterie prussienne , qui manœuvrait admirablement et faisait un feu terrible. D'autre part , il avait à repousser les charges continuelles de la cavalerie du prince de Hohenlohe. Des deux côtés on se disputait le *Vierzehn-Heiligen* , position occupée par les Français ; et le prince , avant d'ordonner une attaque à la baïonnette , essayait d'écraser ses ennemis par une pluie d'obus , et de livrer le village aux flammes.

En ce moment Augereau , débouchant à son tour , à travers les bois d'Iserstedt , avec la division Desjardins , dégagea la gauche de Ney ; sur la route d'Iéna à Weimar , le général Heudelet attaqua vigoureusement les Saxons qui défendaient la *Schnecke*. Pendant que la lutte se prolongeait ainsi sur la gauche et au centre , le maréchal Soult chassait du bois de *Closwitz* les débris de la brigade Cerrini et les fusiliers prussiens ; puis il mettait en déroute le corps aux ordres du général *Holzendorf* , chargé d'assurer la gauche de l'armée prussienne. Ainsi nous l'emportions sur notre droite et sur notre gauche : Lannes , Ney , Augereau et leurs lieutenants contenaient ou écrasaient l'ennem. Soudain le grand-duc de Berg

arriva avec la réserve de cavalerie; et les autres troupes de Ney, rejoignant enfin l'armée, se formèrent en arrière du champ de bataille. C'était l'heure décisive. L'empereur donna aux troupes du centre et à la garde l'ordre de se porter en avant : ces masses abordèrent impétueusement les divisions saxo-prussiennes, et les firent plier. Comme l'ennemi se retirait lentement et en bon ordre, Murat, à la tête des dragons et des cuirassiers, se jeta sur lui, et mit ses rangs en désordre. Le régiment de Hohenlohe et les grenadiers de Hahn furent presque entièrement détruits, mais ils firent bravement leur devoir. Le général Grawert fut grièvement blessé, et les débris de la brigade Cerrini rejetés, en pleine déroute, sur la réserve Dyherrn. Celle-ci voulut en vain tenir; vainement les restes ralliés du corps de Tauenzien cherchèrent-ils à la soutenir, ils se virent tous enveloppés dans le même désastre. La cavalerie ennemie se dévoua courageusement pour assurer la retraite de l'infanterie; mais la cavalerie française, non moins habile, et de plus exaltée par l'orgueil de la victoire, la contraignit de partager la déroute des fantassins. Ceux-ci se formèrent en cinq carrés; ils furent rompus par la cavalerie, écrasés par l'artillerie, et réduits à fuir ou à se rendre. Plus de vingt mille hommes et de nombreuses batteries tombèrent au pouvoir des nôtres; le carnage était affreux. Quand le général Rüchel, avec son corps de réserve, arriva enfin sur le champ de bataille, la victoire des Français ne pouvait plus leur être disputée, et l'armée prussienne ne formait qu'une masse d'hommes fuyant au hasard,

Oct. 1806. poursuivis de près, sabrés et fusillés. Rüchel, en cherchant à contenir les vainqueurs, tomba frappé d'une balle, et son corps d'armée, assailli de toutes parts, se vit à son tour contraint de fuir ou de mettre bas les armes. Deux brigades saxonnes tenaient encore : c'était à elles qu'avait été confiée la garde des rampes de la Schnecké ; débusquées de cette position par les lieutenants d'Augereau, elles s'étaient formées en carrés, et se repliaient en dirigeant sur l'armée française un feu bien nourri. Les dragons et les cuirassiers de Murat chargèrent cette troupe d'élite ; la cavalerie saxonne, aux ordres du général Zeschwitz, vint au secours de l'infanterie. Mais l'avantage resta à la force et au nombre, et le désastre de l'ennemi fut complet ; ce fut à peine si de l'armée du prince de Hohenlohe une poignée de fuyards réussit à s'échapper, et à se soustraire à la fureur de nos soldats. D'Iéna à Weimar, le champ de bataille était couvert de morts : l'ennemi avait eu douze mille hommes tués ou blessés ; notre perte ne dépassait pas quatre mille : en outre, deux cents pièces de canon et quinze mille prisonniers étaient tombés en notre pouvoir. De nombreux incendies, allumés par les obus de l'armée prussienne, éclataient à Iéna, et projetaient au loin d'effrayantes lueurs ; déjà la flamme se manifestait à Weimar : les bagages, les magasins, les hôpitaux de l'ennemi étaient devenus la proie des Français. Les débris de l'armée vaincue ne réussirent à trouver un abri que sur la rive gauche de l'Ilm.

Telle fut la bataille d'Iéna, fatale à la Prusse, et

Oct. 1806.

où la grande armée écrasa , grâce à la supériorité du nombre et à l'ascendant du génie de Napoléon, l'aile droite de l'armée prussienne, commandée par le prince de Hohenlohe. Les Français déployèrent le brillant courage dont sur tant de champs de guerre ils avaient donné le spectacle. Les Prussiens et les Saxons, conduits par des chefs plus dévoués qu'habiles, se battirent en braves gens , et répandirent pour la cause de l'Allemagne un sang généreux qui , plus tard , trouva des vengeurs. Comme effet moral , cette victoire eut une grande portée : elle contribua à exalter l'ardeur de nos troupes , et à frapper de consternation les ennemis de la France. Comme opération militaire , elle n'eût été qu'une action isolée , quoique glorieuse , si une victoire bien autrement mémorable , la bataille d'Auerstaedt , n'avait , le même jour et à la même heure , porté un coup de mort à la puissance de la maison de Brandebourg. Là , du moins , une aile de l'armée française , commandée par Davoust , triompha de l'armée principale de la Prusse , et prévalut malgré l'infériorité du nombre.

On a vu plus haut que le duc de Brunswick , ayant eu connaissance de la marche de nos colonnes sur Naumbourg , s'était décidé à marcher lui-même sur ce point avec les forces dont il pouvait disposer : il manœuvrait pour fermer aux Français les défilés de Koesen , par où ils pouvaient déboucher. Mais ce mouvement s'opéra avec lenteur. Le 13 , l'avant-garde prussienne atteignit les hauteurs d'Auerstaedt , à deux lieues des défilés : vers le soir du même jour , le quartier général du duc de Brunswick fut établi

Préludes
de
la bataille
d'Auerstaedt.

Oct. 1806.

sur ces hauteurs, et déjà, comme on peut se le rappeler, le corps de Davoust occupait la ville et les magasins de Naumbourg, et envoyait au loin des détachements dans la campagne. Dès que le maréchal eut appris que des forces considérables marchaient sur Naumbourg, il se hâta de concentrer ses divisions, et de faire occuper, par un bataillon d'infanterie, ces mêmes défilés de Koesen, où l'ennemi voulait l'attendre et lui barrer le passage. Cependant, Davoust ne se faisait point illusion sur les dangers de sa situation : il n'avait sous ses ordres que vingt-six mille hommes, et ses éclaireurs annonçaient l'arrivée soudaine de quatre-vingt mille Prussiens, nombre un peu exagéré, puisque l'armée du duc de Brunswick n'atteignait pas le chiffre de soixante-dix mille combattants. D'un autre côté, Murat venait de se porter sur Iéna, par ordre de Napoléon, avec la réserve de cavalerie ; le prince de Ponte-Corvo, il est vrai, était là avec son corps d'armée fort de trente mille hommes, et Davoust espéra que ces forces, réunies aux siennes, pourraient entre-balancer les efforts de l'armée ennemie. Aussi son premier soin fut-il de se rendre auprès de Bernadotte, et de lui demander son concours. Comme une rivalité profonde, rivalité d'orgueil et de haine, séparait les deux maréchaux, Davoust n'hésita pas à faire les avances et à donner l'exemple de la soumission. Il invita Bernadotte à prendre le commandement général, et il lui promit de combattre sous ses ordres. L'intérêt de la France, l'honneur de l'armée commandaient à Bernadotte de se rendre aux instances de son rival, et de s'unir à lui contre l'armée prussienne. Le

prince de Ponte-Corvo, n'écoulant que les inspirations de la jalousie et de la haine, alléqua que l'empereur lui prescrivait de se porter sur Apolda, à deux lieues plus loin, et qu'il ne savait qu'obéir. Il s'éloigna donc avec ses troupes, nourrissant en son cœur le secret espoir de voir bientôt Davoust écrasé par les troupes du duc de Brunswick, et amoindri aux yeux de la France par une défaite désastreuse. Ce triste calcul de la rancune fut déjoué, et Davoust, abandonné à lui-même, ne se couvrit que d'une gloire plus belle. Pour Bernadotte, il n'eut point l'honneur de se trouver en face de l'ennemi.

Davoust avait un double but à atteindre : vainqueur de l'armée qui se déployait sur la rive gauche de la Saale, il devait se porter au secours de l'empereur, et écraser avec lui les forces prussiennes établies entre Iéna et Weimar ; vaincu, il comptait bien que lui et ses gens se feraient tuer jusqu'au dernier homme dans les défilés de Kœsen ou devant Naumbourg, afin de retarder et de déjouer les manœuvres de l'ennemi, et d'empêcher le duc de Brunswick de tourner la grande armée, et de placer, à Iéna, Napoléon entre deux feux. Bernadotte, campé à Dornbourg et à Apolda, à distance égale de Napoléon et de Davoust, se proposait d'attendre l'ordre d'entrer en ligne et de se porter vers le lieu où l'enverrait l'empereur. Ce fut du moins sous ce prétexte qu'il refusa son aide au maréchal Davoust.

Le 14 octobre, date doublement glorieuse dans l'histoire de cette campagne, Davoust donna l'ordre à ses lieutenants de se porter en avant de Kœsen, sur

Récit
de
la bataille.

Oct. 1806. la rive gauche de la Saale , et de manœuvrer résolument dans la direction où devait se trouver l'empereur. Les divisions Gudin , Morand et Friand , formant ensemble vingt-six mille hommes, dont dix-neuf cents cavaliers , s'ébranlèrent et se mirent en marche bien avant le jour. Le maréchal Davoust , avec la division Friant , passa le pont de Koesen , gravit les rampes opposées, et déboucha sur les hauteurs auxquelles est adossé le village de Hassenhausen , le seul point d'appui existant au milieu d'un terrain découvert que traverse un ruisseau facile à franchir, et qui , après quelques détours , va rejoindre l'Ilm et la Saale. C'est par ce terrain que passe la route de Naumbourg à Weimar : le village d'Auerstaedt, où le duc de Brunswick avait établi son quartier général , est situé sur cette même route, à une lieue au sud de Hassenhausen. Un brouillard épais , comme sur le champ de bataille d'Iéna , s'étendait sur les hauteurs et dans les vallées , et dérobait à chaque armée la présence , les mouvements et le nombre de ses ennemis.

Les Prussiens , de leur côté , avaient reçu ordre de marcher en avant d'Auerstaedt , et de se porter sur Koesen et Naumbourg : en avant de leurs forces , la division Schmettau se déployait , précédée d'un corps de cavalerie commandé par le général Blücher. L'armée principale venait ensuite , ayant à sa tête le roi , le duc de Brunswick et le maréchal de Möellendorf. Les troupes avancées , de part et d'autre , se trouvaient à portée de fusil de l'ennemi , et l'épaisse obscurité répandue par le brouillard ne leur avait point permis de s'apercevoir. Le bruit des chevaux avertit

les premiers rangs de l'approche de leurs adversaires, et, à peu de distance de Hassenhausen on se tira, dans le brouillard, des coups de pistolet et de carabine. Le maréchal Davoust, averti par ce feu, fit immédiatement établir, sur la chaussée par laquelle débouchait la cavalerie de Blücher, quelques pièces de canon qui tirèrent à mitraille sur l'ennemi et le mirent en désordre. Le 25^e régiment de ligne, qui suivait le maréchal, prit position en avant de Hassenhausen, et enleva quelques canons aux Prussiens. Ce premier engagement annonçait une bataille qu'il n'était plus au pouvoir des Français de retarder, malgré l'infériorité évidente du nombre. Ils étaient à peine vingt-six mille hommes contre soixante-dix mille, et ils croyaient avoir affaire à une armée bien autrement considérable. Cependant, le brouillard se dissipait très-lentement; le combat ne pouvait devenir général; et Davoust profita de ce répit pour assigner de bonnes positions à la division Gudin, forte de quatre régiments d'infanterie et de six escadrons. Un régiment occupa Hassenhausen; des tirailleurs se dispersèrent dans un bois de saules, à la droite de ce village; les trois autres régiments furent postés, deux en ligne, un en colonne, non loin de ce même bois. Bientôt le brouillard acheva de disparaître, et la lutte devint plus sérieuse.

Le général Schmettau, arrivant sur Hassenhausen à la tête d'une forte division, attaqua ce village, que défendait un de nos régiments. En même temps un corps de la cavalerie prussienne, ayant réussi à tourner Hassenhausen, se porta au galop sur les derrières

oct. 1806.

de la division Gudin. L'infanterie française se forma en trois carrés, et présenta partout à l'ennemi un front hérissé de baïonnettes. Dans chacun de ces carrés avaient pris place les généraux Petit, Gudin et Gauthier; et Davoust, passant sans cesse d'un corps à l'autre, stimulait le courage des chefs et le dévouement des soldats. Chaque fois que Blücher et ses masses de cavalerie chargeaient cette valeureuse infanterie, nos troupes permettaient à l'ennemi de s'avancer jusqu'à portée de pistolet; puis, au moyen d'une fusillade vive et sûre, ils jetaient dans les rangs prussiens la confusion et la mort; et l'ennemi, contraint de se replier, abandonnait sur le terrain des multitudes d'hommes et de chevaux qui formaient comme un rempart de plus au-devant de nos troupes. Blücher eut un cheval tué sous lui, et prit celui d'un trompette. Malgré son ardeur et son énergie, il se vit contraint de battre en retraite, et de renoncer à entamer les carrés de la division Gudin. On eût dit une scène de la campagne d'Égypte. Comme la cavalerie prussienne, décimée et découragée, se retirait en désordre, les escadrons de la division Gudin, jusqu'alors soigneusement tenus en réserve, la chargèrent avec vigueur et lui firent essuyer des pertes sensibles.

En ce moment arrivait la division Friant, toujours fière de la gloire dont elle s'était couverte sur le champ de bataille d'Austerlitz. Le maréchal Davoust lui prescrivit de se porter sur la droite de Hassenhausen, et la division Gudin prit de nouvelles positions en arrière de ce village. Le maréchal envoya ensuite un aide de camp au général Morand, pour l'inviter à pres-

ser sa marche, et à se montrer en toute hâte vers la gauche. Oct. 1806.

Le 111^e régiment, qui faisait partie de la division Friant, et quelques bataillons de la division Gudin, chargèrent l'ennemi, qui occupait une hauteur couronnée de bois et protégée par six pièces d'artillerie. Les Prussiens, malgré un feu terrible de mitraille, furent chassés de cette position, et le village de Spilberg, situé à une demi-lieue de Hassenhausen, vers le nord, tomba au pouvoir de nos troupes. Le maréchal Davoust établit en batterie, auprès du cimetière, douze pièces de canon, dont le feu, prenant la ligne ennemie en écharpe, lui fit éprouver des pertes énormes. En même temps la cavalerie française exécuta une charge impétueuse, et le colonel Higonet, à la tête du 108^e régiment, enleva aux Prussiens le village de Pappel et plusieurs pièces d'artillerie. La division Friant, continuant alors son mouvement offensif, et laissant Auerstaedt sur sa gauche, manœuvra obliquement dans la direction d'Ekartsberg, pour couper la retraite à l'ennemi : sur ces entrefaites, la division Gudin, engagée contre des forces de beaucoup supérieures, ne parvenait qu'au prix des plus vaillants efforts à se maintenir sur le terrain.

Le roi de Prusse, qui payait de sa personne comme un soldat, s'indignait de ce qu'une faible troupe osât tenir en échec une aile de son armée, et il résolut de venir à bout de cette résistance. La division Wartensleben eut ordre d'appuyer la division Schmettau et l'avant-garde. Une autre division, commandée par le prince d'Orange, entra à son tour en ligne; et

Oct. 1806.

bien que leurs mouvements s'exécutassent avec lenteur et sans ensemble, comme on pouvait l'attendre de troupes déshabituées de la guerre, toutes ces forces se portèrent enfin à la fois sur Hassenhausen, et enveloppèrent cette position, que défendaient trois de nos régiments. L'un d'eux, le brave 85^e de ligne, retranché dans les rues et dans les maisons, parvenait à répondre au feu de l'ennemi et à contenir des masses sans cesse renouvelées : bien qu'il eût perdu la moitié de son effectif, il tenait avec résolution. De son côté, le 12^e régiment, déployé par le général Gudin sur la gauche de Hassenhausen, empêchait la division Wartensleben de déborder ce village. Durant cette lutte acharnée, le général Schmettau tomba atteint d'une grave blessure, et il fallut l'emporter : cet accident déconcerta un moment l'ennemi. Alors le duc de Brunswick se mit à la tête des grenadiers, et donna l'exemple du dévouement à cette troupe d'élite. Comme il marchait à l'assaut de Hassenhausen, il reçut au milieu du visage un coup de bicaïen qui le renversa mortellement frappé ; on jeta sur sa tête un mouchoir, pour qu'il ne fût pas reconnu de l'armée prussienne : mais la nouvelle de ce malheur ne tarda pas à se répandre, et, loin de décourager l'ennemi, elle jeta dans ses rangs une sorte d'exaltation. Le vieux maréchal de Moellendorf, guerrier octogénaire, se porta en avant, et reçut de la main des Français une mort glorieuse. Le roi, les princes, les chefs, exhortés par la reine, s'élancèrent à leur tour pour venger ces victimes de la guerre. La division du prince d'Orange, partagée en deux brigades, vint

accroître le danger et la gloire des Français qui défendaient le village. C'était un moment décisif; la vaillante troupe de Gudin fléchissait sous le nombre : mais Davoust la contraignit de rester à son poste, de combattre et de mourir. Davoust était un homme au cœur de bronze, au courage froid, à la volonté inflexible; il était dur pour les autres et plus encore pour lui-même, et personne ne savait hésiter ou désemparer quand il était là, présent au danger et dédaignant la mort. Cependant le village de Hassenhausen tomba au pouvoir de l'ennemi, et les Français se replièrent.

Enfin, sur la gauche, apparut la division Morand, dont mille obstacles avaient ralenti la marche : elle était forte de cinq régiments qui se déployaient en colonnes, l'un après l'autre, sous le feu terrible de l'artillerie prussienne, et ayant leurs batteries dans l'intervalle que laissaient entre eux les bataillons. La division Wartensleben, attaquée vigoureusement par cette troupe, recula devant elle; une brigade de la division d'Orange eut le même sort, et la division Schmettau, craignant d'être coupée, se hâta d'opérer un mouvement de concentration. Par ordre du roi, toute la cavalerie prussienne, forte de quatorze mille chevaux, s'ébranla à la fois, et, faisant trembler le sol, vint charger la division française, et multiplia les efforts pour la précipiter du haut des rampes de Koesen. Le prince Guillaume, frère du roi, la commandait, et ce fut comme un ouragan de chevaux et d'hommes qui s'abattit sur nos rangs; mais le génie de la France exaltait l'âme de nos soldats : cette ad-

Oct. 1806.

mirable cavalerie se brisa contre les remparts de fer que lui opposèrent les carrés de la division Morand. Plusieurs fois repoussée, elle revint à la charge : ce fut un combat du moyen âge, une de ces luttes héroïques dans lesquelles vous eussiez dit les chevaliers porte-glaives et les vieux barons germains aux prises avec l'élite des guerriers de France et de Bourgogne. Le roi de Prusse, présent partout, eut deux chevaux tués sous lui ; plusieurs généraux prussiens, atteints de blessures mortelles, tombèrent pêle-mêle au milieu de leurs soldats : à la fin, la cavalerie allemande, foudroyée, dispersée par les décharges de l'infanterie française et par la mitraille, se vit contrainte de se replier. Le prince Guillaume ayant été blessé, le désordre se mit dans les rangs, et la troupe ennemie battit en retraite, décimée et découragée, dans la direction de Newsalsa et d'Auerstaedt.

Comme elle fuyait, cherchant un abri, le général Morand fit rompre les carrés, et, reprenant l'offensive, il aborda l'infanterie prussienne. La mêlée fut opiniâtre et sanglante. La division Wartensleben, cédant devant nos troupes, se retira lentement, mais en perdant du monde ; la division d'Orange et la division Schmettau reculèrent à leur tour devant les généraux Friant et Gudin, et le village de Hassenhausen, si longtemps disputé, tomba encore au pouvoir de nos troupes. La bataille durait depuis six heures. Les Français étaient maîtres des principales positions, et l'infanterie prussienne se trouvait rejetée sur les bords d'un ruisseau marécageux qui traverse la plaine. L'armée de Davoust avait fait de grandes

pertes, elle était épuisée de fatigue, et l'ennemi tenait encore en réserve deux divisions qui n'avaient point pris part au combat. Cette troupe, aux ordres du général Kalkreuth, aurait été plus que suffisante pour ressaisir la victoire, si les Prussiens avaient eu en face d'eux un chef moins intrépide que Davoust et des ennemis moins déterminés à vaincre.

Le roi tint conseil : les uns, et Blücher fut de ce nombre, demandaient que la réserve entrât en ligne et ralliât à elle tout le reste de l'armée, afin d'écraser par un vaste et dernier effort les trois divisions de Davoust. Les autres, plus nombreux, ignorant ce qui se passait à Iéna, voulaient qu'on différât jusqu'au lendemain, et qu'on attendît l'arrivée de l'armée du prince de Hohenlohe. Pendant qu'on délibérait, les Français gagnaient du terrain. Le général Morand s'empara du moulin d'Emsen, position heureuse, et il y faisait mettre en batterie plusieurs pièces de canon dont le feu, prenant en flanc la ligne prussienne, y causait de grands ravages. Par ordre de Davoust, la division Gudin se portait sur le village de Tanchwitz, et l'enlevait à la baïonnette. C'était un des points d'appui de l'armée ennemie, qui se trouvait ainsi, à la fois, débordée sur les ailes et repoussée au centre. Le roi de Prusse, indigné de subir une défaite imprévue, se détermina enfin à lancer sa réserve contre les Français. Les divisions d'Arnim et de Kunheim, commandées par le maréchal Kalkreuth, s'ébranlèrent alors, et vinrent prendre position près du ruisseau où se tenait encore, à demi détruite, l'infanterie allemande. Comme toutes ces forces, infanterie, cavalerie, ré-

Oct. 1806.

serve, se disposaient à recommencer le combat, les Français ne leur en donnèrent pas le temps, et les chargèrent avec une ardeur qui tenait du prodige. L'ennemi, surpris et rompu, recula en désordre jusque sur le plateau central de l'Ekartsberg, qui domine le champ de bataille. Ce fut là que le centre de l'armée prussienne essaya de se reformer et de tenir, pendant que la gauche et la droite étaient vigoureusement attaquées par les divisions Friant et Morand. Alors le maréchal Davoust et la division Gudin s'élancèrent sur le plateau de l'Ekartsberg. Le général Petit, qui marchait en tête avec quatre cents hommes d'élite, et soutenu par la brigade du général Grandeau-d'Abancourt, aborda l'ennemi à la baïonnette, le culbuta, le chassa, et tourna contre lui vingt-deux pièces de canon conquises sur ce terrain. Sur la gauche et sur la droite, la même scène de carnage et de triomphe se reproduisait, et partout l'armée ennemie, vaincue et saisie de stupeur, se repliait fugitive devant nos troupes. Il était cinq heures du soir; la victoire d'Auerstaedt était complète, et lorsque l'ennemi, fuyant dans la direction de Weimar, rencontra, non loin d'Apolda, les divisions du prince de Ponte-Corvo, jusqu'alors tenues par leur chef en dehors de la lutte, la présence de ce corps d'armée suffit pour déterminer plusieurs milliers de Prussiens à mettre bas les armes. Bernadotte ramassa les vaincus que les troupes de Davoust, épuisées par dix heures de combat, se trouvaient hors d'état de poursuivre. L'armée prussienne cependant continua son mouvement de retraite à la faveur de la nuit, cherchant à se rallier aux colonnes

du prince de Hohenlohe, dont elle ignorait la défaite. Oct. 1806.

Mais lorsqu'en se rapprochant de Weimar elle rencontra les restes épars de l'armée qui avait été vaincue et détruite devant Iéna, la vérité apparut à tous les yeux ; et toutes les divisions allemandes, rompues et dispersées, se confondirent dans un même mouvement de stupeur. L'épouvante s'empara des âmes les plus fortes ; les bataillons prirent la fuite, jetant leurs armes, et cherchant au hasard un asile contre le sabre des Français. L'infanterie abandonna les bagages, et se rejeta, dans le plus grand désordre, vers les montagnes du Hartz ; la cavalerie se répandit dans la campagne, par escadrons isolés, et suivant presque au hasard la direction de Sommerda. Le roi, le prince de Hohenlohe, partageaient ce commun désastre : on emportait, blessés ou mourants, le duc de Brunswick et le maréchal de Moellendorf ; et, pour rendre compte à la Prusse de cette double bataille qui anéantissait toutes les ressources militaires de la patrie, la *Gazette officielle de Berlin* se borna à ce bulletin, dont la concision disait tout : « L'armée du roi a été vaincue hier à Auerstaedt ; le roi et les princes sont vivants. » Cent quinze pièces de canon, de nombreux drapeaux, trente mille hommes tués, blessés ou pris, tels furent les sanglants trophées de la bataille d'Auerstaedt : ils coûtèrent à Davoust sept ou huit mille hommes, près du tiers de son armée ; mais, à ce prix même, la glorieuse victoire ne parut point trop chèrement payée.

La bataille d'Auerstaedt, par son importance, par ses résultats, et par la disproportion numérique des

Injuste
oubli de
l'empereur.

Oct. 1806.

deux armées, laissait bien loin d'elle la bataille d'Iéna, juste sujet d'orgueil pour la France. Cependant Napoléon ne voulut point admettre une gloire dont la principale part revenait à l'un de ses lieutenants : d'abord il refusa d'y croire ; il persista à penser que la force de l'armée prussienne avait échoué à Iéna, et non sur un autre terrain. Puis, lorsque les preuves devinrent solennelles et éclatantes, il ne voulut point associer Davoust à son triomphe, il s'obstina à ne pas en faire part à la France. Les bulletins de la grande armée, réservant toute la renommée pour la victoire d'Iéna, ne consacrèrent que quelques lignes obscures à la bataille d'Auerstaedt. L'âme de Napoléon ne sut point s'élever au-dessus de cette jalousie étroite ; mais l'admiration du pays ne tarda pas à venger Davoust de cet oubli, et l'empereur, deux ans après, en créant duc d'Auerstaedt l'illustre maréchal, chercha à réparer une regrettable injustice.

Résultats
de
la bataille.

Les Allemands, vaincus à Iéna et à Auerstaedt, avaient combattu courageusement et en gens de cœur : la Prusse, quoique blessée à mort, pouvait montrer avec fierté à l'Autriche une armée qui n'avait point subi la capitulation d'Ulm et l'opprobre de Mack. Mais ces troupes, déshabituées de la guerre, s'étaient trouvées hors d'état de tenir tête aux régiments français, endurcis par quinze ans de travaux et de campagnes : elles avaient donc reconnu, par une triste expérience, que, pour vaincre sur un champ de bataille, le patriotisme et le dévouement ne suffirent pas, et qu'il faut, de plus, s'être façonné au rude mé-

tier des armes. Les généraux surtout manquèrent à la Prusse; elle eut un roi et des chefs, braves et hardis, qui s'exposèrent volontiers à la mort; elle eut des officiers avides de verser leur sang sous les yeux de leur jeune et malheureuse reine; mais elle ne vit à la tête de ses armées aucun homme doué du génie militaire, aucun capitaine initié à la science moderne des combats. L'art de la guerre subit deux fois par siècle, peut-être, des révolutions qu'il faut savoir étudier et connaître : Frédéric le Grand n'aurait pas réussi à déjouer les savantes manœuvres de Napoléon; et qui sait si de nos jours les lieutenants de Napoléon eux-mêmes ne se trouveraient pas tacticiens arriérés, et étrangers aux progrès de la science?

Des armées prussiennes qui avaient combattu à Iéna et Auerstaedt, c'est à peine s'il restait sous les drapeaux un corps de quinze mille hommes de toutes armes, rassemblés par le feld-maréchal Kalkreuth, et se dirigeant vers l'Unstruth. Outre ses morts, ses blessés et ses prisonniers, l'ennemi laissait sur les deux champs de bataille trois cents pièces de canon, soixante drapeaux, d'immenses magasins : le duc de Brunswick, le maréchal de Moellendorf, le général Schmettau, moururent de leurs blessures, mais le général Rüchel, quoique gravement atteint, survécut. Les Français avaient perdu douze mille hommes tués ou blessés, la plupart à Auerstaedt; un seul de nos généraux, M. de Billy, était mort, mais cinq colonels, la Motte-Houdart, Viala, Higonnet, Marigny et Barbanègre, avaient succombé; un plus grand

Oct. 1806.

nombre avaient été blessés. L'infanterie française s'était couverte de gloire, et la journée du 14 octobre avait suffi pour mettre fin au prestige qui entourait la cavalerie prussienne. La garde impériale n'avait pas donné : comme elle frémissait d'impatience au spectacle d'une bataille dont elle ne pouvait prendre sa part, le cri, *En avant ! en avant !* s'était fait entendre dans ses rangs et sur le passage de l'empereur. « Qu'est-ce donc ? » avait répondu Napoléon d'une « voix sévère. Il n'y a qu'un jeune homme sans barbe « qui ose vouloir préjuger ce que je dois faire ! Qu'il « attende d'avoir commandé dans trente batailles « rangées, avant de me donner des conseils. » Pendant la nuit qui suivit la double victoire, l'empereur distribua des récompenses aux vainqueurs, et veilla à ce que le service des ambulances se fit avec toute la sollicitude nécessaire.

Les
prisonniers
saxons
sont renvoyés
libres.

Parmi les prisonniers figuraient six mille Saxons, dont trois cents officiers. Napoléon avait à cœur de se ménager l'amitié de l'électeur de Saxe. S'adressant donc aux principaux de cette nation, il leur reprocha d'avoir pris les armes contre lui, lorsqu'il n'avait consenti à la guerre que pour assurer l'indépendance de la Saxe, menacée par la Prusse ; puis il renvoya les Saxons libres dans leurs foyers, après avoir obtenu d'eux la promesse formelle que jusqu'à la paix ils ne serviraient plus contre la France. C'était un acte de générosité habilement calculé pour calmer les colères du patriotisme allemand.

L'empereur, sans plus de retard, prescrivit au maréchal Mortier et au contingent de la Hollande d'en-

vahir la Hesse, et de détrôner le souverain de ce pays, allié secret de l'Angleterre, et l'un des ennemis les plus dangereux que la France comptât sur le territoire germanique. Napoléon voulait que les États de l'électeur Guillaume I^{er} passassent en toute souveraineté à Jérôme Bonaparte, et il usait envers le souverain de la Hesse de la même rigueur qui avait mis fin au règne des Bourbons de Naples.

Oct. 1806.
L'empereur ordonne à Mortier d'envahir la Hesse.

Les divers corps de l'armée se mirent en marche dès le 15 octobre, pour compléter la victoire et assurer la destruction de l'ennemi. Le corps de Davoust occupa Freybourg, Naumbourg, et les hauteurs qui dominent la rive gauche de l'Unstruth; le prince de Ponte-Corvo franchit cette rivière; Murat, Augereau et Ney se portèrent sur Erfurth; et Soult, avec le centre et une partie de la cavalerie, se dirigea vers Weissensée, afin de poursuivre les débris de l'armée prussienne; Lannes, de son côté, manœuvra vers Freybourg.

Suite
des
opérations
militaires

À onze heures du soir, Erfurth, que ne pouvaient longtemps défendre quatorze mille Prussiens vaincus, fugitifs, et parmi lesquels on comptait beaucoup de blessés, consentit à se rendre au grand-duc de Berg. Murat trouva dans cette place cent vingt pièces d'artillerie et des magasins considérables. Le général Clarke fut désigné par l'empereur pour commander la ville et la citadelle d'Erfurth. En ce moment on remit à Napoléon, de la part du roi de Prusse, une lettre dans laquelle ce souverain fugitif sollicitait un armistice. L'empereur répondit qu'après une victoire il ne pouvait donner à son ennemi le temps de se

Oct. 1806.

rallier, et les opérations ne se trouvèrent point interrompues. Comme le général Blücher, avec six mille cavaliers, se retirait dans la direction de Weisensée, il rencontra le général Klein, qui lui barra le passage à la tête d'une division de cavalerie française. Le vieux Blücher, habitué à la guerre de partisans, se souciait assez peu des usages loyaux de la chevalerie : il affirma sur l'honneur qu'un armistice venait d'être accordé à l'armée prussienne, et il réussit à s'échapper au moyen de cette ruse. Le maréchal Soult ajouta moins de foi que le général Klein aux allégations trompeuses de l'ennemi. Ayant rencontré, non loin du village de Greussen, les troupes du maréchal Kalkreuth, qui voulaient également se couvrir de l'existence du prétendu armistice, il n'hésita point à les attaquer, et les mit en pleine déroute. Pendant les jours qui suivirent, le même maréchal ne cessa de harceler les débris de l'armée que commandait encore le roi de Prusse : à son exemple, les maréchaux Ney, Augereau, Bernadotte, Murat et Davoust, forcèrent l'ennemi sur tous les points, lui enlevèrent beaucoup de prisonniers, ramassèrent sur les routes deux cents pièces de canon, et se rendirent maîtres de nombreux magasins. Toute la Prusse occidentale était saisie de terreur.

Napoléon
à Weimar.

Napoléon se rendit à Weimar, dont le souverain commandait alors une division de l'armée ennemie. La grande-duchesse, sœur de l'empereur Alexandre, vint, tremblante, recevoir le vainqueur, et le supplier d'épargner ses sujets. Cette princesse passait pour avoir conseillé au roi de Prusse la politique belli-

queuse dont il recueillait les fruits : « Madame, lui « dit Napoléon, vous voyez maintenant ce que c'est « que la guerre. » Il se borna à cette parole sévère, et n'exerça aucune vengeance sur cette cour, dont l'inimitié lui était connue. Weimar était l'Athènes de l'Allemagne; c'est dans cette capitale que les Herder, les Schiller, les Wieland, et tant d'autres, avaient illustré leur pays par des chefs-d'œuvre. L'empereur se rappela Alexandre le Grand épargnant la maison de Pindare au milieu de Thèbes prise d'assaut; il épargna la ville où vivait Goethe, distribuant dans ses vers immortels la honte ou la gloire. Le brave Schmettau étant mort à Weimar des blessures qu'il avait reçues dans la journée du 14, l'empereur ordonna qu'une partie de ses troupes prendraient les armes, et rendraient les honneurs funèbres à ce général ennemi.

Le prince de Hohenlohe réussit à rallier les restes de l'armée prussienne, moins la réserve aux ordres du maréchal Kalkreuth; il en forma trois détachements qu'il dirigea sur l'Elbe, de Nordhausen à Magdebourg; le maréchal Kalkreuth, agissant isolément, manœuvra dans le même sens; Blücher et le duc de Weimar cherchèrent à gagner les plaines du Hanovre. Cependant le prince Eugène de Wurtemberg, à la tête d'un corps de vingt mille hommes, s'était porté sur Halle. Il y fut vigoureusement attaqué par le prince de Ponte-Corvo, qui avait à cœur de faire oublier la coupable inertie dont l'empereur s'était indigné, aussi bien que l'armée entière. Les soldats de Bernadotte se montrèrent les dignes ému-

Oct. 1806.

Suite des
mouvements.—
Combat
de Halle.

Oct. 1806.

les des soldats de Davoust et de Lannes. Ils se jetèrent avec furie sur l'artillerie prussienne, ils enlevèrent au pas de charge le pont de Halle, emportèrent de vive force la ville, que défendaient en vain des barricades, et rien ne résista à la terrible impétuosité de leur choc. Ce combat de Halle, qui ouvrit aux Français la route de Magdebourg, fit le plus grand honneur au courage de la division Dupont et de la division Drouet. Trente-cinq pièces de canon, cinq mille prisonniers et plusieurs drapeaux, demeurèrent en leur pouvoir, aussi bien que de vastes magasins de subsistances qui furent d'une grande ressource pour l'armée française. Le roi de Prusse, consterné à l'approche de nos troupes, se hâta de s'éloigner de Magdebourg, que les Français investirent. De son côté, le maréchal Davoust entra à Leipsick. Cette ville regorgeait de marchandises anglaises, qui furent confisquées en vertu du droit de la guerre, et qui servirent à habiller nos soldats. Vaincu et mis en fuite sur tous les points, l'ennemi sollicita une trêve de trois jours pour enterrer les morts : « Laissez-nous ce « soin, fit répondre l'empereur, et songez aux vivants. » L'infortunée reine de Prusse, fuyant de ville en ville, et ne trouvant nulle part un abri, se retira d'abord à Stettin, et le lendemain à Custrin. Toute la plaine de Magdebourg était couverte de notre cavalerie.

Destruction
de la
colonne
de Rosbach.

Entre Naumbourg et Mersebourg, sur le champ de bataille de Rosbach, s'élevait un petit monument presque inaperçu, et dont les inscriptions étaient déjà effacées : c'était la colonne érigée en l'honneur

de Frédéric II, et en mémoire de la honteuse défaite de M. de Soubise. Ce monument fut enlevé par ordre de Napoléon, et transporté en France. C'était une réparation donnée à notre orgueil national; mais elle pouvait provoquer plus tard des représailles. Un peuple qui n'a point fait un pacte éternel avec la victoire doit par prudence, sinon par justice, respecter les trophées des autres peuples.

Oct. 1806.

Le 20 octobre, six jours après la bataille d'Auers-
taedt, les maréchaux Lannes, Davoust et Bernadotte franchirent l'Elbe sur des points séparés : Bernadotte passa ce fleuve à Barby, Lannes à Dessau, et Davoust à Wittemberg. L'empereur prescrivait à ses lieutenants de déborder les Prussiens, d'arriver avant eux sur l'Elbe et sur l'Oder, et de prendre position sur ces fleuves avant que les débris de l'armée de Frédéric-Guillaume eussent pu gagner de vitesse et opérer leur jonction avec l'armée russe. Afin de créer sur sa route, à mesure qu'il pénétrerait en Prusse, des places de sûreté utiles au ravitaillement de ses troupes et à ses communications avec la France, il releva ou accrut considérablement les fortifications d'Erfurth et de Wittemberg; il y laissa des garnisons, des parcs d'artillerie, un matériel immense, et il y établit des hôpitaux et des magasins militaires. On était au cœur de l'Allemagne; les circonstances et les lieux permettaient de remonter la cavalerie, et de former de vastes dépôts où les conscrits et les régiments en marche seraient passés en revue, exercés, et pourvus de tout ce qui leur manquait. Ces soins étaient donnés à la prudence : confiant dans son gé-

Les Français
passent
l'Elbe.

Oct. 1806. nie victorieux , Napoléon ne voulait pas moins tout disposer en vue d'un revers possible, et qu'il ne devait point subir.

La Saxe
abandonne
la cause
du roi
de Prusse.

Le corps d'armée de Davoust eut ordre de se porter sur Berlin, et d'entrer le premier dans cette capitale ; c'était une première récompense décernée aux vainqueurs d'Auerstaedt. Lannes et Angereau eurent pour mission d'appuyer ce mouvement, et de se diriger à leur tour sur Berlin par des routes différentes. Soult et Ney investirent Magdebourg ; et Murat, avec sa cavalerie, dut tenir quelque temps la campagne dans les environs de cette place. Quant à la Saxe, ce n'était plus une nation ennemie, entraînée dans le tourbillon de la Prusse : Napoléon venait de lui rendre ceux de ses enfants qui avaient survécu au désastre d'Iéna ; il trouvait en eux des admirateurs et des auxiliaires qui devaient lui être fidèles, du moins aussi longtemps que la fortune ; il faisait offrir à l'électeur de Saxe, le vénérable Frédéric-Auguste, ce titre de roi qui, en flattant son orgueil, devait lui imposer une amitié et une alliance funestes plus tard à sa grandeur. La Saxe, subjuguée par Napoléon, voyait en lui un libérateur ; elle était entre ses mains, contre la Prusse, ce que la Bavière avait été contre l'Autriche. Privée de cet appui, découverte sur son flanc, envahie par ses extrémités occidentales, sans armée et sans ressources, la Prusse se trouvait hors d'état de résister, et elle tombait pièce à pièce sous l'épée de la France.

L'empereur
à
Potsdam.

Le 25 octobre, tandis que les troupes du roi de Prusse se repliaient, morcelées et découragées, de-

Oct. 1806.

vant les corps de la grande armée, Napoléon fit son entrée à Potsdam, et y établit le même jour le quartier impérial. Sur la route, il avait été surpris par un orage, et s'était mis à l'abri dans la maison du grand veneur de la cour de Saxe. Comme il se tenait devant le feu, mêlé à ses officiers, et vêtu de sa modeste capote grise, il entendit une jeune femme le saluer du nom d'empereur : c'était la veuve d'un Français mort dans la campagne d'Egypte. L'empereur lui accorda sur-le-champ une pension de douze cents francs, et se chargea de l'éducation de son fils. Quand il eut signé le brevet, il dit en riant : « C'est « une aventure ; j'avais le pressentiment que cet orage « en amènerait une, et celle-ci est bonne. » Le soir même, Napoléon visitait avec curiosité le château de *Sans-Souci*, tout plein des souvenirs de Frédéric ; il se faisait montrer l'épée, les livres, le vieux fauteuil de cuir de ce grand capitaine ; il considérait avec un étonnement mêlé de respect le palais, la chambre, le lit sans faste, tous les vestiges qui semblaient parler de l'homme dont la renommée remplissait encore le monde.

Napoléon et Frédéric, deux hommes qui croyaient plus à la force qu'à la pensée, deux rois soldats qui plaçaient leur confiance dans le sabre : que de souvenirs réveillés ! que d'enseignements perdus !

Napoléon
et Frédéric.

L'un avait couvé et fait éclore la grandeur de la monarchie prussienne ; son père lui avait légué un trésor et une armée, assez peu considérables pour un roi, mais plus que suffisants pour un électeur de Brandebourg : avec ce double point d'appui, et se

Oct. 1806. servant de son génie comme d'un levier, il avait ébranlé l'Europe et déplacé l'influence en Allemagne ; il avait tenu tête à la France, à l'Autriche, à la Russie ; et la guerre de sept ans, moins étonnante sans doute que la première campagne de Bonaparte en Italie, avait montré au monde ce que peuvent l'intelligence et le courage élevés au plus haut degré. D'une province sans frontières, sans défense naturelle, sans ressources, il avait fait le troisième royaume du continent, l'une des grandes puissances de l'Europe. Sa volonté persévérante, attachée à cette œuvre, vainquit les obstacles matériels ; elle réalisa l'impossible, et l'on vit se manifester cette magnifique pensée du poète : « Entre le génie et la nature il existe une « éternelle alliance ; ce que l'un promet, l'autre l'accomplit (1). » Mais ces merveilles obtenues par le calcul et l'épée exaltèrent l'orgueil de Frédéric : loin de faire remonter vers le ciel l'hommage et l'encens, et de reconnaître en Dieu la source de sa puissance, il se coalisa avec les athées et les philosophes du siècle pour disputer à ce Dieu l'adoration et la prière des hommes. Il crut qu'avec un peu de fer allongé en forme de baïonnettes il parviendrait toujours à garantir la Prusse de la contagion des idées fausses, et il se mit à déchaîner sur les nations catholiques l'impiété et l'incrédulité, instruments ordinaires de leur décadence ou de leur ruine. Profondément convaincu de ce qu'il y avait de trompeur et de dissolvant dans la philosophie voltairienne, il se mit à

(1) SCHILLER, *Columbus*.

l'attirer, à l'honorer, à décupler sa force, et il eut le triste honneur de léguer à l'Autriche le faux libéralisme de Joseph II, et à la France les germes de la doctrine de Chaumette et d'Hébert. Lorsqu'il mourut, la Prusse était un assemblage de régiments, parfaitement disciplinés et pourvus d'une caisse bien garnie : ce n'était ni un peuple ni une patrie. Comme elle ne reposait que sur le maintien de la règle militaire, et non sur une idée ou sur une croyance, elle avait besoin de la victoire, de la guerre, et surtout de la fortune : entre les mains d'un capitaine moins hardi, elle devait s'amoindrir et s'effacer ; abandonnée à ses instincts, elle pouvait servir d'avant-garde à l'Allemagne ; mais, au milieu de ses plus vastes sacrifices, comme elle manquait de foi, elle ne devait jamais lutter que pour sa propre grandeur. Pour qu'elle se déterminât à entreprendre une guerre de principe, une lutte vraiment sainte, il fallut que l'Allemagne tout entière se sentît menacée d'être rayée de la carte par un caprice de la France ; et alors Frédéric le Grand n'était qu'un peu de poussière dans un caveau de Potsdam, et il avait rendu compte, au tribunal de Dieu, de l'emploi du génie et de la force.

Plus illustre capitaine, plus fécond organisateur, plus roi, Napoléon était né sous un toit modeste, dans une île obscure, et il avait végété, adolescent inconnu, sur les bancs d'une école et dans les loisirs d'une garnison. Quand il apparut au monde, ce n'était qu'un soldat ; et peu de jours après il dépassait de quinze coudées la taille de ses contemporains. La miséricorde de Dieu visitant la France au milieu

Oct. 1806.

des misères de la première révolution, Napoléon fut *suscité de l'Égypte*, et il vint parmi nous accomplir sa mission, qui était de rétablir le culte et de réorganiser l'ordre social; il termina l'anarchie, et releva les autels en ruines. Quand il eut achevé son œuvre, il la dépassa : destiné à être la consolation de sa patrie, il aima mieux être contre l'Europe un instrument de colère. La France s'était réfugiée sous la protection de son génie, comme une femme persécutée se retire sous l'égide d'un homme fort : elle eut à se repentir de cet abandon et de cette confiance. Géant si l'on veut, mais géant de transition, Napoléon était placé comme une arche entre le monde ancien et le monde de l'avenir. Malgré ses fautes et ses égarements, il était l'un de ces chefs étonnants que la Providence donne de loin en loin à la terre. Si haut que soient montés ces hommes, c'est de Dieu qu'ils relèvent; ils ne sont rien sans lui; et malheur à eux le jour où, se croyant quelque chose par eux-mêmes, ils reportent à la créature l'honneur qui ne doit remonter qu'à l'auteur de leur gloire! Ce fut l'écueil contre lequel se brisa Napoléon.

Mais, en attendant cette heure mystérieuse et imprévue où tomberait le colosse, qui oserait dire de quel orgueil secret son cœur dut être enflammé devant les murailles conquises du palais de Potsdam? Le jour où il avait triomphé au pied des pyramides de Chéops et sur les débris du tombeau de Sésostris; le jour où, pour la première fois, il avait reposé sa tête sur son oreiller des Tuileries, ces deux époques

Oct. 1806.

de son histoire avaient dû lui paraître moins grandes et moins admirables. Que l'on se rappelle, en effet, l'enfance du jeune Corse, élève boursier au collège de Brienne, et occupé, durant des années entières, à étudier l'art de la guerre dans le récit des campagnes de Frédéric. Quand Bonaparte commença de penser, le nom de Frédéric remplissait le monde, et le fils de Lœtitia Ramolino n'imaginait pas de renommée plus haute et plus digne d'envie. Eh bien ! au mois d'octobre 1806, encore jeune, empereur et roi, arbitre ou terreur de l'Europe, il foulait aux pieds la cendre de l'homme prodigieux qui avait remporté les victoires de Prague et de Rosbach ; de ce philosophe de parade qui méprisait la philosophie, et s'en servait comme d'une arme ; de ce soldat qui entendait si bien le métier de roi, et que tant de Français mutilés dans les anciennes guerres d'Allemagne se plaisaient à opposer, sous les ombrages du jardin des Invalides, aux généraux issus de la révolution, et à Napoléon lui-même.

Napoléon voulut dater du camp impérial de Potsdam la proclamation suivante, qu'il adressa à la grande armée :

« Soldats !

« Vous avez justifié mon attente, et répondu digne-
 « ment à la confiance du peuple français. Vous avez
 « supporté les privations et les fatigues avec autant
 « de courage que vous avez montré de sang-froid et
 « d'intrépidité au milieu des combats. Vous êtes les
 « dignes défenseurs de l'honneur de ma couronne et

Proclamation
 de
 l'empereur
 à la
 grande
 armée.

Oct. 1806.

« de la gloire du grand peuple ! Tant que vous serez
« animés de cet esprit, rien ne pourra vous résister.
« La cavalerie a rivalisé avec l'artillerie et l'infante-
« rie ; je ne sais désormais à quelle arme je dois don-
« ner la préférence. . . Vous êtes tous de bons sol-
« dats...

« Une des premières puissances militaires de l'Eu-
« rope, qui osa naguère nous proposer une honteuse
« capitulation, est anéantie. Les forêts, les défilés de
« la Franconie, la Saale, l'Elbe, que nos pères n'eus-
« sent pas traversés en sept ans, nous les avons tra-
« versés en sept jours, et livré dans l'intervalle quatre
« combats et une grande bataille. Nous avons pré-
« cédé à Potsdam, à Berlin, la renommée de nos
« victoires. Nous avons fait soixante mille prison-
« niers, pris soixante-cinq drapeaux, parmi lesquels
« ceux des gardes du roi de Prusse, six cents pièces
« de canon, trois forteresses, plus de vingt généraux.
« Cependant, près de la moitié d'entre vous regret-
« tent de n'avoir pas encore tiré un coup de fusil.
« Toutes les provinces de la monarchie prussienne
« jusqu'à l'Oder sont en notre pouvoir.

« Cependant, tandis que nous marchons au-devant
« des Russes, de nouvelles armées, formées dans l'in-
« térieur de l'empire, viennent prendre notre place
« pour garder nos conquêtes. Mon peuple tout entier
« s'est levé, indigné de la honteuse capitulation que
« la Prusse, dans son délire, nous a proposée. Nos
« routes et nos villes frontières sont remplies de cons-
« crits qui brûlent de marcher sur vos traces. Nous
« ne serons plus désormais les jouets d'une paix trait-

« tresse, et nous ne poserons plus les armes que nous
 « n'ayons obligé les Anglais, ces éternels ennemis de
 « notre nation, à renoncer au projet de troubler le
 « continent, et à la tyrannie des mers.

« Soldats, je ne puis mieux vous exprimer les sen-
 « timents que j'ai pour vous, qu'en vous disant que
 « je porte dans mon cœur l'amour que vous me mon-
 « trez tous les jours.

« De notre camp impérial à Postdam, le 26 octobre.

« NAPOLÉON. »

A Postdam, l'empereur trouva l'épée de Frédéric et le grand cordon des ordres de ce prince ; c'était pour la Prusse des reliques militaires que le vainqueur aurait dû respecter. Napoléon se saisit de ces trophées, en disant : « J'aime mieux cela que vingt millions. » Je les enverrai à mes vieux soldats des campagnes de Hanovre ; j'en ferai présent au gouverneur des Invalides, qui les gardera comme un témoignage mémorable des victoires de la grande armée, et de la vengeance qu'elle a tirée des désastres de Rosbach. » Les destins et les flots sont changeants. Vint le jour de nos revers, et l'armée prussienne, campée dans Paris, voulut à son tour détruire le plus magnifique des ponts jetés sur la Seine, parce qu'il portait le nom d'Iéna.

Le 28 octobre, Napoléon entra à Berlin dans l'appareil d'un triomphateur et d'un conquérant : ce fut pour notre armée un jour d'orgueil, et pour la Prusse patriotique un jour d'amertume. Entouré d'une brillante élite de généraux, suivi des cuirassiers d'Haut-

Trophées
envoyés aux
Invalides.

Napoléon
entre
à Berlin.

Oct. 1806.

poul et de Nansouty, escorté de sa vieille garde, redoutée de toutes les armées de l'Europe, l'empereur reçut aux portes de Berlin les clefs de la ville, et se rendit au palais des souverains. La population, curieuse et avide d'émotions, se pressait sur son passage, les femmes garnissaient les fenêtres; mais l'Allemagne ne fut trahie par aucun de ses enfants, et nulle part on ne fit entendre des acclamations de joie en présence de l'étranger. Cependant l'empereur se montra doux et affable, et promit de faire respecter une sévère discipline. Il continua d'être moins généreux à l'égard de la reine de Prusse : sans pitié pour cette femme courageuse et vaincue, il la livra aux sarcasmes de ses bulletins, et il ne fit qu'augmenter les sympathies que l'Europe portait à l'illustre Louise-Wilhelmine. Il ne fut pas moins dur envers le duc de Brunswick, alors mourant des blessures qu'il avait glorieusement reçues sur le champ de bataille d'Auerstaedt; et ce vieux général, avant d'expirer, eut l'amertume de pressentir que ses États allaient être confisqués. En parlant de la noblesse prussienne, si imprudente mais si dévouée, Napoléon ne craignit pas de dire : « Je rendrai cette noblesse de cour si « petite, qu'elle sera obligée de mendier son pain. »

Acte
de clémence.

Dans une autre circonstance, dont l'histoire a gardé le souvenir, l'empereur se laissa aller à une clémence de parade qui atteignit le but. Le prince de Hatzfeld était gouverneur civil de Berlin, et à ce titre, en vertu des lois de la guerre, subordonné au vainqueur. Une lettre saisie aux avant-postes apprit que ce personnage entretenait une correspondance avec les mi-

nistres du roi de Prusse ; et on assurait qu'il les avait tenus informés de quelques mouvements de nos armées. Au fond, le prince s'était borné à rendre compte de l'entrée des Français à Berlin, et à donner quelques renseignements généraux sur les progrès de l'invasion française, en accompagnant son récit de réflexions bien naturelles sous la plume d'un Prussien loyal et dévoué à sa patrie. Rien de tout cela ne compromettait la sécurité de nos troupes ; mais l'empereur imagina d'assimiler cette correspondance à un crime d'espionnage, qu'on punit de mort. Le prince de Hatzfeld, qui ne pouvait reconnaître aux Français un droit légitime sur la Prusse, n'avait fait que céder aux inspirations de son patriotisme ; mais une responsabilité terrible pesait sur lui. Napoléon chargea le maréchal Davoust de traduire ce prince devant une commission militaire. La princesse de Hatzfeld en fut informée : cette femme infortunée était enceinte, et sa position réclamait les plus grands ménagements. Elle accourut au palais ; les instants étaient comptés, on allait rendre la sentence ; il ne manquait au conseil de guerre que les pièces de conviction, et l'officier rapporteur les réclamait. La princesse, tout éplorée, se jeta aux pieds de Napoléon, protestant de l'innocence de son mari et sollicitant la pitié du vainqueur. « Madame, » lui dit l'empereur, soyez vous-même juge. Vous » connaissez l'écriture de votre mari ; lisez. » Et il lui donna la lettre accusatrice. La princesse de Hatzfeld prit le papier, et se mit à le parcourir. Elle s'évanouissait à chaque phrase qui permettait d'interpréter comme un crime la conduite du prince. Témoin de

Oct. 1806.

Oct. 1806.

cette douleur déchirante, Napoléon en fut ému. « Ma-
 « dame, lui dit-il, ces papiers sont les seules preuves
 « qu'on puisse produire contre votre mari ; je vous
 « autorise à les jeter au feu, et le prince ne pourra
 « être condamné. » La princesse de Hatzfeld ne se fit
 point répéter cette parole, et elle se hâta d'anéan-
 tir la fatale lettre. En agissant ainsi, Napoléon fut
 surtout clément pour lui-même, car sa gloire eût
 beaucoup souffert de la mort du prince de Hatzfeld.
 C'était un homme estimé et recommandable, et les
 plus fidèles compagnons de l'empereur auraient vive-
 ment blâmé la mort d'un pareil ennemi. Quoi qu'il en
 soit, la conduite de Napoléon fut présentée avec les
 apparences théâtrales. Avant tout, on cherchait
 l'occasion de faire taire les haines de l'Allemagne, et
 d'effacer les souvenirs de la cruelle exécution du li-
 braire Palm.

Mesures
 violentes.

Napoléon substitua violemment le droit de conquête
 au droit des gens : il osa méconnaître la majesté royale
 dans la personne du souverain vaincu, en brisant le
 lien de fidélité qui attachait à ce prince les fonction-
 naires de la Prusse ; il imposa aux employés publics
 et aux magistrats l'obligation de prêter serment d'o-
 béissance à l'empereur des Français. Quelques années
 plus tard, lorsque les étrangers triomphèrent dans
 Paris, ils respectèrent davantage la dignité des ci-
 toyens de la France.

Mort du duc
 de
 Brunswick,
 fugitif
 et dépossédé
 de
 ses États.

Napoléon avait fait dire au prince de Brunswick,
 fugitif et blessé à mort : « Annoncez au *général* de
 « Brunswick qu'il sera traité avec tous les égards
 « dus à un officier prussien ; mais que dans un offi-

« crier prussien je ne puis reconnaître un souverain. Oct. 1806.
« S'il arrive que la maison de Brunswick perde la
« souveraineté de ses ancêtres, elle ne pourra s'en
« prendre qu'à l'auteur de deux guerres, qui, dans
« l'une, voulut saper la grande capitale, qui, dans
« l'autre, prétendit déshonorer deux cent mille braves
« qu'on ne surprendra jamais hors du chemin de
« l'honneur et de la gloire..... » C'étaient là des
phrases d'apparat et des reproches immérités : en
1792 comme en 1806, le duc de Brunswick avait
plutôt cherché la paix qu'il n'avait poussé à la guerre;
on ne pouvait lui imputer que d'avoir obéi à son sou-
verain, conformément à l'honneur militaire; et s'il
avait encouru un blâme, il convenait d'en épargner
l'expression à un soldat mourant. Le malheureux
prince de Brunswick, se dérochant par la fuite à la
dédaigneuse pitié de son vainqueur, rendit le der-
nier soupir dans la petite ville d'Oltensée. Son fils,
le duc d'Oëls, était présent, debout à côté du lit d'a-
gonie : ses cheveux blanchirent; mais il jura sur la
dépouille mortelle de son père de venger le noble
vieillard, et depuis il tint parole, à la tête des hus-
sards de la Mort, de redoutable souvenir.

Cependant, les opérations de la guerre n'avaient
point été suspendues : vivement poursuivi par nos
troupes, le prince de Hohenlohe avait craint d'être
bloqué dans Magdebourg, et il s'était hâté de quitter
cette ville pour rallier la cavalerie de Blücher et le
corps du duc de Weimar, et pour arriver, s'il était
possible, avant les Français sur le bas Oder. Le 21
octobre, il s'était dirigé sur Stettin par la route de

Suite des
opérations
de
la guerre.

Oct. 1806.

Rathenau et de Zehdenick. La réunion de ses troupes et des deux autres corps aurait pu former encore un effectif de cinquante mille hommes. Le maréchal Sout y mit ordre, en poursuivant les divisions de Blücher et du duc de Weimar avec une telle ardeur, qu'elles ne purent opérer leur jonction avec les débris de l'armée royale. Bientôt le duc de Weimar reçut du roi de Prusse l'invitation de céder au général Winning le commandement de son corps, et il ne resta plus un seul prince de la maison de Saxe au service de Frédéric-Guillaume.

Prise
de Spandau.

La citadelle de Spandau, à quatre lieues de Berlin, renfermait une garnison de douze mille hommes : elle était forte par sa situation au milieu des eaux. Le 24 octobre, elle fut cernée par les Français, et dans la nuit le général Bertrand y fit jeter quelques obus. La garnison aurait pu s'honorer par une longue résistance ; mais le vertige de la peur avait troublé les âmes, et l'on vit se reproduire les actes de faiblesse qui, lors de la dernière campagne d'Autriche, avaient fait tomber l'un après l'autre aux pieds de Napoléon tous les corps d'armée placés sous les ordres de Mack. La ville de Spandau capitula ; la garnison obtint les faciles honneurs de la guerre, et les Français s'emparèrent de quatre mille chevaux tout équipés, qui servirent à monter nos dragons.

Le prince
de
Hohenlohe
capitule.

Deux jours après, Murat livra un combat de cavalerie à Zehdenick, et, vainqueur, força les gendarmes du roi à mettre bas les armes. Le lendemain 28 octobre, au combat de Preutzlow, il fit capituler le prince de Hohenlohe. Le général ennemi, n'osant en-

Nov. 1806.

treprendre une lutte inégale, se rendit, et pourtant il avait encore sous ses ordres seize mille fantassins et six régiments de cavalerie : ces troupes furent désarmées et licenciées, et le grand-duc de Berg envoya à Napoléon, en guise de trophées, soixante pièces de canon et quarante-cinq drapeaux pris à l'ennemi. Pour toute réponse, l'empereur lui manda ce qui suit : « Il n'y a rien de fait, tant qu'il reste à faire. Vous avez débordé une colonne de huit mille hommes commandée par le général Blücher. Que j'apprenne bientôt qu'elle a eu le même sort. »

Le 29, une colonne ennemie de six mille hommes capitula à Passewalk, entre les mains du général Milhau. Le même jour, la forte ville de Stettin, où se trouvait une garnison de six mille hommes avec cent soixante pièces de canon, se rendit au général Lasalle, qui la cernait avec un gros de cavalerie. La reddition de cette place assura aux Français une communication sur l'Oder. A Rathenau, le maréchal Soult fit mettre bas les armes à cinq régiments de cavalerie saxonne. Davoust passa l'Oder à Francfort, et fit capituler Custrin (1^{er} novembre). Le maréchal Mortier occupa de vive force les États de Hesse-Cassel. Murat fit prisonniers quatre mille hommes non loin d'Anklam : de ce nombre fut un régiment prussien qui, après la guerre de sept ans, avait reçu de l'impératrice Catherine des pelisses de peaux de tigre, en récompense de sa belle conduite.

De toute l'armée prussienne il ne restait que le corps de Blücher et de Winning. Blücher, désespérant de gagner l'Oder, résolut de se porter sur Stral-

Prise
de Stettin
et de
Custrin.

Nov. 1806.Fuite
de Blücher.—
Combat
de Lubeck.—
Blücher
met
bas les armes.

sund, de s'y embarquer, et de gagner par mer le port de Dantzick. Il opéra sa jonction avec les troupes de Winning, et tous deux réunis se trouvèrent à la tête de vingt-deux mille combattants. Comme ils se dirigeaient à marches forcées sur la Baltique, ils apprirent que Murat leur barrait le passage. A cette nouvelle, Blücher se rabattit sur le Mecklembourg, menacé à la fois et suivi de près par Murat, Soult et Bernadotte. Blücher eut alors recours à une détermination extrême : ce fut de se jeter dans Lubeck, d'armer les remparts de cette ville, de retarder ainsi la marche des Français, et de profiter de ce répit pour faire embarquer ses troupes. C'était porter atteinte à l'indépendance d'une ville neutre; mais Blücher n'y regardait pas de si près lorsqu'il s'agissait du salut de l'armée prussienne. Il prit violemment possession de la ville, et, bien qu'elle fût démantelée, il chercha à relever à la hâte quelques ouvrages de défense. On était au 5 novembre. Dans la nuit, les troupes de Bernadotte, de Murat et de Soult se présentèrent devant Lubeck et la canonnèrent. Bientôt les soldats de Bernadotte forcèrent la porte de la Trave, et firent irruption dans la ville. Les chasseurs corses, les tirailleurs du Pô, le 2^e régiment d'infanterie légère, sous les ordres du général Legrand, se répandirent comme un torrent dans les rues : le maréchal Soult, de son côté, pénétra par la porte de Mullen. Ainsi surpris et cernés, les Prussiens, électrisés par le courageux exemple de Blücher, opposèrent aux attaques de l'armée française une résistance opiniâtre. On se battit dans les maisons et le long des rues; les places pu-

bliques furent transformées en champ de bataille. Cependant la cavalerie de Murat, se précipitant à son tour par la porte de Hanovre, vint terminer la lutte. Accablé par le nombre, Blücher se retira sur la rive gauche de la Trave, où déjà l'attendait sa cavalerie. Les chefs ennemis demandèrent quartier; mais nos soldats, exaspérés par le sang et furieux de carnage, se ruèrent sur la malheureuse ville, et lui firent subir toutes les horreurs qui accompagnent un assaut. La nuit, plus encore que les ordres des chefs, mit un terme au pillage et aux massacres. Six mille prisonniers et un grand nombre de pièces de canon tombèrent au pouvoir de nos troupes. Du Rhin à l'Oder, l'armée française ne rencontrait plus un seul ennemi qui osât lui barrer le passage : les soixante et dix mille Prussiens qui avaient cherché à gagner l'Oder étaient tués ou pris.

Le général Blücher, cerné par nos troupes, se vit à son tour contraint de se rendre. Cependant la grande place de Magdebourg et sa garnison de vingt-deux mille hommes tenaient encore. Le maréchal Ney, chargé du blocus de cette place, l'avait tellement resserrée, que déjà la population et les soldats se trouvaient réduits à des privations fort dures. Mais le maréchal Ney était trop impatient de vaincre pour endurer les lenteurs d'un siège régulier : au lieu d'attendre un triomphe méthodique en ouvrant la tranchée et en s'aidant du secours de la famine, il jeta des obus et des bombes dans la ville, et cet expédient lui réussit. Dès que la population vit s'allumer l'incendie, elle s'ameuta dans les rues, et, secondée par

Prise
de
Magdebourg

Nov. 1806.

la terreur de la garnison, elle contraignit le gouverneur général à demander une capitulation. Le 9 novembre, les principales portes furent remises aux Français, et, le 11, la garnison défila devant le corps d'armée de Ney, qu'elle égalait en nombre. Vingt généraux et huit cents officiers se trouvaient parmi les prisonniers : les Français s'emparèrent en outre de cinquante-quatre drapeaux, de cinq étendards, de huit cents canons, d'approvisionnements considérables et d'un immense matériel d'artillerie. La guerre de Prusse était terminée : il ne restait plus au roi Frédéric-Guillaume que les garnisons peu nombreuses qui tenaient encore à Glogau, à Breslau, à Brieg et dans les places de la Silésie. Le roi et la reine avaient cherché un refuge dans les murs de Koenisberg, capitale de la Prusse orientale, et il ne leur restait d'autre parti à prendre que d'implorer la paix.

Mais la Russie était pour eux une inépuisable réserve, et l'empereur Alexandre, à la tête de ses armées, leur promettait un puissant renfort. A la guerre de Prusse ne devait pas tarder à succéder la guerre de Pologne.

Napoléon
assure
toutes
ses lignes
d'opérations.

Avant de s'engager dans cette expédition, dont les difficultés auraient intimidé un capitaine moins hardi, Napoléon prit soin d'assurer derrière lui toutes ses lignes d'opérations. Le huitième corps, commandé par Mortier, compléta l'envahissement de toute la Hesse-Électorale. La Poméranie suédoise, la principauté de Fulde, le Mecklembourg et le duché de Brunswick, furent occupés militairement par nos troupes : Hameln, Niewbourg, Plassembourg, capi-

tulèrent. Les troupes de la confédération du Rhin, formant un corps d'armée de vingt-cinq mille hommes, sous le commandement du prince Jérôme et du général Vandamme, furent chargées de réduire Glogau, Breslau, Brieg, Neisse, Schweidnitz et Glatz. Or, les places de la Silésie firent bonne contenance, et rachetèrent, par leur opiniâtre dévouement, la honte des garnisons de Stettin, de Custrin et de Magdebourg.

Quoi qu'il en soit, cette armée prussienne, forte de cent soixante mille hommes au début de la campagne, était détruite, dispersée ou prisonnière. La monarchie du grand Frédéric était sous les pieds de Napoléon; le successeur de ce roi était relégué, vaincu et saisi d'une consternation profonde, aux extrémités de ses domaines. L'une des plus redoutables puissances militaires du continent avait cessé d'exister, et l'Europe, plus épouvantée encore qu'au bruit du canon d'Austerlitz, ne voyait aucune barrière assez forte ou assez haute pour arrêter le génie de Napoléon. Ce fut au milieu de ces triomphes inouïs que l'empereur conçut pour la première fois le projet de faire élever, sur l'emplacement de la Madeleine, où l'on se proposait alors de construire la Bourse, un vaste et magnifique monument qui devait porter le titre de *temple de la Gloire*, et sur le frontispice duquel on inscrirait ce qui suit : L'EMPEREUR NAPOLEON AUX SOLDATS DE LA GRANDE ARMÉE. Des statues, des tables de marbre, d'immenses bas-reliefs, devaient représenter les scènes héroïques des deux dernières campagnes et les traits des maréchaux de France, les douze pairs du nouveau Charlemagne.

NOV. 1806.

Résultats
de la
campagne
de Prusse.

Un décret
ordonne
la
construction
du
temple
de la Gloire.

Nov. 1806.

Aux voûtes de l'édifice on devait suspendre les drapeaux arrachés à l'ennemi; et tous les ans, le 2 décembre, jour anniversaire du sacre, on devait célébrer, sous l'abri de ces trophées, la fête des vertus guerrières. Ainsi, l'empereur méditait de doter la France du Parthénon ou du temple de Thésée, et de rajeunir, en l'honneur de ses soldats, les pompeuses traditions du paganisme de la Grèce et de Rome. Aujourd'hui, le temple de la Gloire a été achevé, mais il est consacré au Dieu des chrétiens, sous l'invocation de l'humble pécheresse à qui il fut beaucoup pardonné. C'est ainsi que, par l'ordre de Dieu, à la chute du polythéisme, les temples voués au culte des idoles furent transformés en églises; ainsi peut-être on purifia, en le dédiant à la vierge de Nazareth, l'autel de la Victoire adorée par Symmaque.

Napoléon
manque
de décision
à l'égard
de la Prusse.

Napoléon, à Berlin comme à Vienne, manqua de décision à l'égard des vaincus. Après Austerlitz, il aurait pu détruire la monarchie autrichienne, ou la consolider pour le salut de l'Occident; il se borna à l'humilier, à l'affaiblir, et à susciter en elle des ressentiments implacables. Maître de la Prusse, et voyant en face de lui le souverain de ce royaume qui sollicitait la paix, la politique lui conseillait de détruire l'œuvre du grand Frédéric, ou de la reconstituer dans l'intérêt de l'Europe contre la Russie. Il eût été beau de voir la Prusse rattachée à la France par la reconnaissance et la force; et l'Allemagne eût pardonné peut-être au vainqueur, en voyant sa clémence égale à son génie. La conservation de la Prusse était nécessaire au maintien de l'équilibre européen, et Frédéric-Guillaume ne

demandait qu'à rentrer en grâce et à se montrer fidèle. Napoléon aima mieux châtier et dégrader ses ennemis ; et plus tard il eut à regretter le peu de force et de vie qu'il avait consenti à leur laisser. Aux sollicitations du roi de Prusse qui implorait la paix , il se borna à répondre par l'offre d'un armistice dont les conditions étaient trop dures pour être acceptées.

L'empereur, du haut de sa gloire militaire, considérait l'Angleterre toujours armée, toujours forte contre lui, et recrutant à prix d'or des ennemis pour la France, partout où il existait une cour en état d'équiper un régiment. Autrefois, il avait fait entrer dans ses calculs l'espoir de conclure avec cette nation opiniâtre une paix glorieuse et durable ; maintenant, il se croyait assez fort pour poursuivre la guerre à outrance. Dans cet étrange duel d'un grand homme et d'un grand peuple , il se dit qu'il bloquerait à son tour la nation anglaise, et que si elle fermait au commerce de la France toutes les mers, il lui rendrait, avec usure, dent pour dent, œil pour œil, en lui interdisant le sol continental. Que l'Angleterre, depuis Gibraltar jusqu'à Arkhangel, depuis le royaume de Grenade jusqu'à la mer d'Azof, ne pût trouver une seule rade, un seul port où débarquer ses marchandises ; que toutes les places d'Europe fussent interdites à son commerce, et l'Angleterre devait inévitablement succomber. Cette idée était vraie, elle était démesurément gigantesque ; et, pour la réaliser, il fallait un homme qui n'eût rien à craindre des retours de la fortune. Comment supposer que pour donner satisfaction à une seule tête, tous les intérêts

L'empereur
veut mettre
l'Angleterre
et son
commerce
au ban
des nations.

Nov. 1806.

commerciaux de la France et de l'Europe continentale se résigneraient à se taire et à s'effacer? Quelle effroyable réaction ne devait pas soulever dans le monde le conquérant qui oserait dicter une telle loi? Les vapeurs de la victoire et de la fortune avaient enivré Napoléon, et il osa jeter le gant à tous les peuples pour en subjuguier un seul.

Un décret
met
les Iles
Britanniques
en état
de blocus
continental.

Un décret daté de Berlin, et promulgué le 21 novembre 1806, déclara les Iles Britanniques en état de blocus : il interdit au monde tout commerce et toute correspondance avec ces îles ; il ordonna de saisir partout et en tous lieux les lettres et paquets adressés en Angleterre ou à des sujets anglais ; il déclara prisonnier de guerre tout citoyen anglais qui serait trouvé dans les pays occupés par les troupes françaises ou par les armées des puissances alliées de la France ; il ordonna la saisie de toute marchandise, de toute propriété anglaise ; il interdit le commerce des marchandises provenant de la Grande-Bretagne ; il prescrivit de ne recevoir dans aucun port les bâtiments venant d'Angleterre ou des colonies anglaises. Une moitié du produit des confiscations devait servir à indemniser les négociants français ou alliés qui avaient été victimes des croisières de la marine britannique. Les Anglais tombés aux mains de la France devaient être échangés contre les prisonniers de guerre de notre nation.

C'étaient là sans doute des représailles que l'Angleterre avait provoquées jusqu'à un certain point, en méconnaissant toutes les idées de justice, et en appliquant à tous les autres peuples un droit mons-

trueux de blocus maritime, qui rappelle la législation des pirates et des barbares du moyen âge; mais la France s'était toujours glorifiée de répudier de semblables traditions, et, depuis la conquête de l'Angleterre par Guillaume le Bâtard, elle avait toujours distingué, en faisant la guerre, les propriétés particulières de la propriété publique. Le trop fameux décret de Berlin répandit une profonde stupeur : la France, par l'organe du sénat, adhéra à cette mesure inouïe comme à un acte légitime de défense; les autres peuples ne voulurent y voir qu'un abus délirant de despotisme : l'Angleterre frémit jusques au cœur; mais elle se confia dans ses destinées, et elle persévéra dans sa haine.

L'empereur n'était plus séparé de la Russie que par les provinces détachées de la Pologne, et qui ne s'étaient point encore habituées au joug étranger. La Pologne allait être le champ de bataille sur lequel les soldats de la France se rencontreraient avec ceux du czar; et, avant de s'aventurer sur ce sol inconnu et reculé, il importait de pourvoir aux nécessités politiques, de s'assurer des alliances, ou de calmer les inquiétudes de l'Autriche. Le premier allié naturel qui s'offrait à la France était ce peuple polonais, si respectable par ses longs malheurs et par la générosité de ses sacrifices, et qui, distribué entre trois couronnes jalouses, soupirait après le rétablissement de sa nationalité. Les Polonais avaient appris avec bonheur les victoires de la France et les désastres de nos ennemis : un grand nombre de personnages appartenant à ce pays, d'anciens chefs patriotes,

Nov. 1806.

Napoléon
se dispose
à entrer
en Pologne.

Nov. 1806.

s'étaient rendus à Berlin auprès de Napoléon, et l'avaient sollicité, au nom de leurs concitoyens, de venir déployer les drapeaux libérateurs de la France sur les bords de la Vistule. L'entreprise était périlleuse et hardie : il s'agissait pour notre armée de s'enfoncer dans des steppes inconnues, et d'hiverner dans le nord, au milieu des boues et des glaces qui servaient de barrière à la Russie. Que deviendrait la France durant ce glorieux exil de son souverain et de ses enfants ? Comment contenir l'Allemagne sur les derrières de l'armée ? L'Angleterre ne pouvait-elle pas avoir son jour, et nous susciter en Espagne, en Italie, dans les provinces néerlandaises, surtout en Autriche, des embarras inextricables, et qui compromettraient la sécurité de l'empire ? Ces considérations n'échappaient point à Napoléon, mais il comptait sur son génie et sur son étoile. Pour ne rien laisser au hasard de ce qu'il pouvait soumettre au calcul, il chercha à calmer les inquiétudes de l'Autriche, et il s'engagea, vis-à-vis de cette puissance, à ne seconder aucun mouvement polonais qui aurait pour but de rendre la Gallicie indépendante. Que si cet événement s'accomplissait malgré lui, il offrait de donner à l'Autriche, comme une compensation suffisante, la Silésie, que les armes de Frédéric avaient naguère détachée des États de Marie-Thérèse. Du côté de l'orient, il était possible de susciter contre la Russie un ennemi naturel et encore redoutable. La Turquie, longtemps hostile ou défiante, s'était rapprochée de la France ; le sultan Sélim voyait dans l'appui de Napoléon une garantie contre les usurpations de la Russie, contre les pré-

tentions hautaines de l'Angleterre : dominé par ces sentiments, il avait déposé les deux hospodars de Valachie et de Moldavie, dont le dévouement à la Russie était notoire ; et l'empereur Alexandre, irrité de cette résolution hardie, venait d'envoyer contre la Turquie d'Europe une armée de soixante mille hommes et une flotte, destinées à exiger la réintégration des grands vassaux dépossédés. Le moment était mal choisi pour faire ainsi acte de force, et Napoléon vit avec joie une rupture éclater entre le sultan et le czar. Comme il tenait sous ses lois la Dalmatie, il pouvait sans difficulté jeter une armée en Turquie, et venir en aide à Sélim. Pour le moment, il se borna à envoyer le général Sébastiani à Constantinople, et il lui donna la mission de ne rien épargner pour déterminer le Grand Seigneur à déclarer la guerre à Alexandre. Un tel événement, s'il s'accomplissait, devait avoir ce double avantage d'opérer une diversion forcée dans les armements de la Russie, et d'inquiéter l'Autriche, que la seule pensée d'une invasion des Russes dans l'empire ottoman tenait en éveil et disposait à une politique de défiance.

Napoléon ne comptait pas assez sur cette diversion pour négliger les moyens d'accroître l'effectif de son armée : il résolut de porter à cinq cent quatre-vingt mille combattants les troupes dont il pouvait disposer, et il appela sous les drapeaux près de cent mille jeunes Français faisant partie de la classe de 1807 : c'était une levée par anticipation, et plus tard on ne se conforma que trop à un pareil précédent. L'empereur, en réclamant du sénat le vote dont il avait be-

Nov. 1806.

L'empereur
lève
de nouvelles
troupes.

Son message
au sénat.

Nov. 1806.

soin pour sanctionner cette mesure, adressa à ce corps, le 21 novembre, un célèbre message qui respirait la volonté implacable de persister dans la politique de la guerre. Il y était dit que les armées de la France occuperaient Berlin, Varsovie et les provinces conquises, tant que la paix générale ne serait pas conclue. Napoléon déclarait que, pour première condition de cette paix, il fallait restituer à la France, à l'Espagne, à la Hollande, toutes leurs colonies enlevées par l'Angleterre; qu'il importait ensuite de raffermir les fondements de la puissance ottomane, et de consacrer irrévocablement l'indépendance absolue de la Turquie d'Europe. L'empereur ajoutait : « Nous avons mis les Iles Britanniques en état de blocus, et nous avons ordonné contre elles des dispositions qui répugnaient à notre cœur. Il nous en a coûté de faire dépendre les intérêts des particuliers de la querelle des rois, et de revenir, après tant d'années de civilisation, aux principes qui caractérisent la barbarie des premiers âges; mais nous avons été contraint, pour le bien de nos peuples et de nos alliés, à opposer à l'ennemi commun les mêmes armes dont il se servait contre nous. Ces déterminations, commandées par un juste sentiment de réciprocité, n'ont été inspirées ni par la passion ni par la haine. Ce que nous avons offert après avoir dissipé les trois coalitions qui avaient tant contribué à la gloire de nos peuples, nous l'offrons encore aujourd'hui que nos armes ont obtenu de nouveaux triomphes. Nous sommes prêt à faire la paix avec l'Angleterre, nous sommes prêt à la faire avec la

Nov. 1806.

Russie, avec la Prusse; mais elle ne peut être conclue que sur des bases telles, qu'elle ne permette à qui que ce soit de s'arroger aucun droit de suprématie à notre égard... Nous sommes dans un de ces instants importants pour la destinée des nations, et le peuple français se montrera digne de celle qui l'attend. Le sénatus-consulte que nous avons ordonné de vous proposer sera exécuté avec empressement par les pères comme par les enfants. Et dans quel plus beau moment pourrions-nous appeler aux armes les jeunes Français? Ils auront à traverser, pour se rendre à leurs drapeaux, les capitales de nos ennemis, et les champs de bataille illustrés par les victoires de leurs aînés! » Ces raisons étaient loin de toucher le cœur des mères; mais le sénat vota sans hésiter l'appel anticipé des conscrits de 1807.

Napoléon appliqua son génie infatigable aux innombrables détails des affaires militaires; il tira des dépôts de France assez de soldats disciplinés et aguerris pour combler, et au delà, les vides que les batailles et les marches avaient faits dans les rangs de son armée. Les chevaux enlevés dans les pays conquis, et ceux qu'il fit venir, plus nombreux encore, du royaume de Naples et du Milanais, servirent à établir sa cavalerie sur un pied formidable : neuf régiments de cette arme, cinq de chasseurs et quatre de cuirassiers, furent empruntés à l'Italie; un immense dépôt de cavalerie fut créé à Potsdam, sous le commandement du général Bourcier. L'armée d'Italie fut mise sur le pied de guerre, et s'éleva à cinquante-deux mille hommes, sous les ordres du vice-roi Eugène, secondé

Vastes préparatifs.

Nov. 1806. par Masséna. Le corps d'armée du général Marmont, dans les provinces Illyriennes et sur les frontières de la Turquie, reçut des renforts de troupes; la grande armée, destinée à opérer en Prusse et en Pologne, fut portée à un effectif de trois cent mille soldats, dont la moitié eut mission de garder le pays conquis, ou de faire le siège des places qui tenaient encore. Des contributions énormes, prélevées sur la Prusse, la Hesse, le Hanovre, le Mecklembourg et les villes anséatiques, permirent de subvenir au surcroît de dépenses nécessité par ce prodigieux armement. L'administration politique de la Prusse fut confiée au général Clarke; l'administration financière des pays conquis demeura aux mains de M. Daru. On veilla à ce que l'armée observât une exacte discipline, et par là on allégea beaucoup le fardeau que les circonstances faisaient peser sur l'Allemagne.

La Saxe
est
érigée
en royaume.

Napoléon créa un nouveau roi; il conféra ce titre à l'électeur de Saxe, et fit entrer ce prince dans le système de la confédération du Rhin. Le contingent des troupes saxonnes destinées à agir sous les ordres de Napoléon, fut porté à six mille hommes; plus tard, ce chiffre devait être triplé. Ainsi l'empereur, avant de s'engager dans les provinces de la Pologne à l'entrée de la saison d'hiver, ne laissait derrière lui que des peuples subjugués ou amis. Il était temps de se hâter, car déjà l'armée russe, forte de cent vingt mille hommes, était en marche sur la Vistule.

L'empereur Alexandre, vaincu à Austerlitz, n'avait point considéré cette défaite comme décisive, et

il en avait appelé à une fortune meilleure. La Russie s'était plu à renvoyer à l'Autriche la responsabilité des revers de la campagne de 1805 ; on s'était dit que l'échec subi par une armée auxiliaire était un accident fréquent à la guerre, et dont la Moscovie ne devait pas tarder à faire repentir Napoléon. En attendant, les ordres du czar appelaient quatre cent mille hommes sous les drapeaux, et le nom de l'empereur des Français était maudit dans toutes les chaires de l'Église grecque, dont l'autocrate est le chef spirituel. Tous les fidèles sujets de la Russie étaient exhortés à s'armer contre « Bonaparte, destructeur de la paix, « de la foi et du bonheur des peuples ; » contre ce *monstre* qui, « foulant aux pieds toute justice et toute « vérité, avait prêché le Coran en Égypte et convoqué en France les synagogues juives. » La guerre était déclarée ; elle l'était à bon droit, puisque la Russie se trouvait exposée, par la défaite de l'Allemagne et les attaques de la Porte, à une double agression sur la Vistule et en Moldavie.

 Nov. 1806.

Le czar lève
quatre
cent mille
hommes,
et se
prépare
à défendre
son empire.

Le général Michelson prit le commandement de l'armée russe qui se dirigeait contre la Turquie d'Europe ; l'armée destinée à opérer sur le territoire prussien fut placée sous les ordres du général Kamenski, assisté du général Benningsen, l'un des hardis conjurés dont le crime avait mis la couronne impériale sur la tête d'Alexandre. C'était un chef actif et intelligent, un homme de guerre fait pour comprendre le génie militaire de Napoléon, et pour oser tenter une lutte inégale. Le prince Bagration, les généraux

Nov. 1806. Galitzin, Saken et Buxhoevden, devaient également prendre part aux événements de la campagne et exercer des commandements supérieurs. Comme auxiliaires de l'armée régulière, des corps de Cosaques, partisans et tirailleurs, toujours occupés à guerroyer sur les ailes, reçurent ordre d'entrer en campagne : c'était la première fois qu'une armée française allait avoir affaire à ces sauvages ennemis.

Les
principaux
corps
de la
grande armée
s'acheminent
vers
la Pologne.

Napoléon avait successivement acheminé vers la Pologne les corps des maréchaux Davoust, Augereau et Lannes ; ils furent placés sous la direction de Murat. Pendant que ces troupes, après avoir franchi l'Oder, se dirigeaient sur la Vistule, le prince Jérôme couvrait leur droite avec le contingent de la confédération du Rhin, à la tête duquel il était chargé d'envahir la Silésie et d'assiéger les places fortes de cette contrée. Ainsi, l'armée que l'empereur envoyait en Pologne comptait environ quatre-vingt mille combattants ; une seconde armée, égale en nombre, et composée des corps de Soult, de Ney et de Bernadotte, ne devait pas tarder à appuyer ce mouvement. C'était à elle que Napoléon et la garde devaient se joindre. Les grenadiers d'Oudinot, l'élite glorieuse de nos troupes, avaient ordre de marcher dans la même direction ; la réserve de cavalerie viendrait ensuite. L'empereur faisait transporter, à la suite des corps expéditionnaires, des quantités considérables d'armes et de munitions destinées à la Pologne, dans le cas où cette nation opérerait un soulèvement contre les puissances dont elle subissait le joug. Toutes ces

dispositions ayant été prises, Napoléon quitta Berlin, Nov. 1806.
et vint établir, le 27 novembre, le quartier impérial
à Posen.

La Pologne est une vaste plaine sillonnée par des La Pologne.
fleuves larges et profonds, et entrecoupée de marais
et de landes. L'œil du voyageur qui parcourt cette
contrée se perd dans une contemplation monotone ;
le pays est habité par une branche de la grande famille
slave ; c'est une race héroïque à la guerre, dévouée
aux combats aventureux, insatiable de sacrifices, et
douée d'une raison que l'expérience, les malheurs
et les siècles, n'ont pas suffisamment mûrie. Elle a
la généreuse bravoure des Français, sans en avoir la
sagesse ; elle sait aimer, combattre, verser son sang :
elle ignore le secret de comparer, d'étudier et de réflé-
chir ; elle pourrait former une nation admirable d'union
et de courage, si du moins elle avait appris à se
gouverner ou à obéir. Il semble que Dieu ait mis ce
peuple entre la barbarie et la civilisation comme une
barrière naturelle ; on dirait qu'il a voulu en faire
l'avant-garde de l'Occident contre les Scythes, et
rien qu'une belliqueuse avant-garde.

Napoléon était sympathique à la Pologne, il aimait
son noble peuple ; ce n'était point assez pour qu'il
fit fléchir les intérêts français au point de les subor-
donner à la résurrection complète et instantanée de la
nationalité polonaise. Les Polonais, comme tous les
peuples qui souffrent, ne voient que leur propre cause,
et tiennent fort peu de compte des nécessités politi-
ques auxquelles sont soumises les autres nations ; ils
savent si mal calculer lorsqu'il s'agit d'eux-mêmes,

Politique
de Napoléon
à l'égard
de
ce pays.

Déc. 1806.

qu'ils calculent plus mal encore lorsqu'il est question de l'Allemagne ou de la France. C'est dans leur nature et dans cœur, et leur patriotique bonne foi doit être une excuse. Mais l'empereur se plaçait nécessairement à un autre point de vue. Affranchir la Pologne et annuler les déplorables partages de 1772 et de 1793, c'était, d'un trait de plume, relever le peuple polonais, et conjurer contre la France la Russie, la Prusse, l'Autriche, sans qu'il fût possible de faire la paix avant d'avoir détruit ces trois monarchies. Or, avant de se mettre sur les bras une si grosse affaire, l'empereur voulait être bien certain que l'entreprise ne dépasserait pas ses forces, et que, pour la France, le résultat serait équivalent aux sacrifices. Le contraire lui semblait démontré, et c'est pourquoi il avait résolu de ne point s'engager irrévocablement dans cette question, et d'attendre, afin de voir si les événements lui viendraient en aide. Napoléon ne faisait point de chevalerie en faveur des nationalités étrangères; les croisades pour la liberté lui semblaient de dangereuses folies : il trouvait bon de faire servir la Pologne à ses desseins, mais il ne voulait se lier à elle par aucune promesse. Quant aux patriotes polonais, épris d'enthousiasme, et faciles à se laisser tromper par des espérances, ils résolurent de servir L'empereur avec tant de courage et de dévouement, qu'il ne lui serait plus possible de répudier leur cause et de ne point ressusciter leur indépendance. Ce beau rêve ne devait être satisfait qu'à demi.

Premières
marches
en Pologne.

A peine entrée en Pologne, l'armée éprouva cette tristesse et ces fatigues qui, au début de la campagne

d'Égypte, avaient si promptement fait succéder la plainte et les regrets à de décevantes illusions. On était au mois de décembre; il fallait traverser un pays sans soleil; les chemins étaient affreux, une pluie froide et battante pénétrait les soldats; on enfonçait dans la boue; on manquait de vivres, souvent de bois, et les canons et les caissons, embourbés le long de routes marécageuses, créaient des fatigues de plus. Cependant les Russes, au lieu d'attendre nos armées de pied ferme, et de relever leur moral par des occasions de victoires, se retiraient pas à pas, lentement, et en ruinant le pays. Ce fut ainsi qu'ils abandonnèrent Varsovie aux Français; et cependant le long du parcours, et dans ces solitudes marécageuses, ils ne manquèrent jamais l'occasion de harceler nos troupes, d'inquiéter nos convois, d'enlever nos canons et nos équipages, et de faire sur nos flancs des charges de cavalerie dont les bulletins impériaux parlaient en termes dédaigneux et peu sincères. L'empereur, pour relever un peu l'énergie de l'armée, mit à l'ordre du jour la proclamation suivante, qui appartient plus à l'orgueil qu'à la vérité :

« Soldats !

« Il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, « vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les « bataillons russes épouvantés fuyaient en déroute, ou, « épouvantés, rendaient les armes à leurs vainqueurs. « Le lendemain ils firent entendre des paroles de paix, « mais elles étaient trompeuses. A peine échappés, par « l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux

Proclamation
de
l'empereur.

Déc. 1806. « désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi
 « une quatrième; mais l'allié sur la tactique duquel ils
 « fondaient leur principale espérance n'est déjà plus;
 « ses places fortes, ses magasins, ses arsenaux, deux
 « cent quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de
 « campagne, cinq grandes places de guerre, sont en
 « notre pouvoir. L'Oder, la Wartha, les déserts de la
 « Pologne, les mauvais temps de la saison n'ont pu
 « vous arrêter un moment. Vous avez tout bravé, tout
 « surmonté; tout a fui à votre approche. C'est en vain
 « que les Russes ont voulu défendre la capitale de
 « cette ancienne et illustre Pologne : l'aigle française
 « plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais,
 « en vous voyant, croit revoir les légions de So-
 « bieski de retour de leur mémorable expédition.

« Soldats! nous ne déposerons point les armes que
 « la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance
 « de nos alliés, n'ait restitué à notre commerce sa li-
 « berté et ses colonies. Nous avons conquis, sur
 « l'Elbe et l'Oder, Pondichéry, nos établissements
 « des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies
 « espagnoles. Qui donnerait le droit de faire espérer
 « aux Russes de balancer les destins? Qui leur donne-
 « rait le droit de renverser des desseins si justes?
 « EUX ET NOUS, NE SOMMES-NOUS PAS LES SOLDATS D'AUS-
 « TERLITZ? »

Débuts
de
la campagne. Cependant le bon accueil des habitants de la pro-
 vince de Posen, l'hospitalité fraternelle des popula-
 tions polonaises, faisaient diversion aux fatigues de la
 campagne et consolait un peu le soldat. Les nobles
 et les seigneurs voulaient prendre part à leurs dan-

gers et combattre dans leurs rangs; les paysans et les bourgeois, plus timides, moins accessibles aux idées de nationalité, et encore courbés sous l'habitude du servage, se bornaient à faire des vœux pour la France, et à recueillir nos soldats rebutés par la marche ou souffrants de la fièvre. A Varsovie, le peuple, plus profondément ému en faveur de la patrie, laissa éclater un ardent enthousiasme; et les Français purent enfin goûter un peu de repos et trouver de commodés abris. L'empereur était demeuré à Posen.

Les débuts de la campagne de Pologne ne furent signalés par aucune bataille décisive; il y eut des combats d'avant-postes où l'avantage fut vivement disputé, mais qui, dans leur ensemble, tournèrent au profit de nos troupes. L'armée française supportait impatiemment les intempéries d'un hiver pluvieux, et d'une guerre continuée au milieu des boues et des sables; elle manquait de vivres, et il ne fallait rien moins que la présence de l'empereur pour contenir les murmures : encoré les vieux soldats de la garde, que Napoléon nommait plaisamment ses *grognards*, s'exprimaient-ils avec une âpreté dont la rudesse contrastait avec le servilisme des courtisans et la docilité des maréchaux. Napoléon se mêlait à leurs rangs, et, couvert de boue ou de neige, prenait part à leurs privations : aussi le soldat, tout en se plaignant de ses fatigues, ne se montrait-il que plus dévoué à l'empereur. Pendant que le passage de la Vistule s'était opéré à Varsovie, le maréchal Ney s'était dirigé sur Thorn. Cette place, que la Vistule, large de quatre cents toises, divise en deux parties inégales, est si-

Déc. 1806.

tuée sur la frontière qui sépare le pays allemand des régions slaves. On avait coupé le pont ; le fleuve charriait des glaçons, et les bateaux qui portaient notre avant-garde ne pouvaient avancer. Les bateliers polonais jetèrent à l'eau les ennemis qui nous barraient le passage, et les Français abordèrent. Dès que des renforts leur eurent été amenés, ils se rendirent maîtres de la ville. Cependant, les jours suivants, les opérations continuèrent. Le pont de Thorn fut rétabli, et garni de batteries ; un autre pont, qui traverse la Narew à son confluent avec le Bug, fut également fortifié. Pendant ces préparatifs, les Russes suivaient la direction de Grodno et celle de Bielsk, le long de la Narew et du Bug : de son côté, toute l'armée française achevait son mouvement de concentration sur la Vistule. Du 11 au 18 décembre, plusieurs corps franchirent ce fleuve ; le général Augereau le traversa vers Ultrata, le maréchal Soult à Wizogorod. Le 18 décembre, Davoust s'empara d'une île qui est située à l'embouchure de l'Ukra ; les Russes résistèrent opiniâtrément, mais enfin ils furent chassés de leur position. Dans cette affaire, dit le bulletin impérial, l'officier du génie Clouet, jeune homme de la plus belle espérance, fut grièvement blessé.

Les Russes ne se repliaient que lentement et en disputant le terrain. Établis derrière l'Ukra et la Narew, ils se disposaient à hiverner à peu de distance de nos quartiers : il fallait les rejeter en arrière, si l'on ne voulait pas compromettre le sort de nos troupes, et exposer la grande armée à manquer de vivres au milieu des landes stériles de la Pologne. Napoléon,

qui s'était rendu à Varsovie de nuit et pour se soustraire aux démonstrations du peuple, veillait de près à ce que les contingents polonais fussent promptement levés et armés.

L'armée ennemie opposée à l'armée française comptait environ cent vingt mille hommes, mais éparpillés en différents corps, et assez désavantageusement postés. Les généraux Benningsen et Buxhoevden ne s'entendaient pas, jaloux qu'ils étaient l'un de l'autre ; et le vieux Kamenski n'avait pas toute l'autorité nécessaire pour faire taire leurs rivalités. Il s'agissait de chasser les Russes des positions qu'ils occupaient derrière la Narew et l'Ukra. Le 23 décembre, l'empereur se transporta à Okunin, sur la Narew. Cette rivière avait déjà été franchie par nos troupes au-dessous de son confluent avec l'Ukra ; elle fut traversée sur un autre point, la division Morand ouvrant la marche et bravant le feu des ennemis. Les Russes étaient retranchés près du village de Czar-nowo ; le 12^e de ligne, sous les ordres du général Petit, enleva leurs redoutes ; la nuit vint, mais le combat se continua au clair de lune. Les ennemis revinrent trois fois à la charge, et trois fois ils furent vaincus ; à la fin, ils se replièrent sur Nasielsk, laissant sur le terrain dix-huit cents hommes tués, blessés ou pris. Ce combat fit le plus grand honneur au maréchal Davoust et au général Morand.

Le lendemain, la réserve de cavalerie aux ordres de Nansouty (le grand-duc de Berg étant malade), le corps du maréchal Davoust, et l'avant-garde commandée par le général Rapp, rencontrèrent les Russes

Premiers
combats.

Déc. 1806. à peu de distance de Nasielsk. L'avant-garde ennemie, vigoureusement chargée par nos dragons, se replia : peu d'instants après, la lutte recommença dans les marais et dans les bois qui entourent Nasielsk. Le général Kamenski essaya vainement de tenir, il fut chassé de ses positions et battit en retraite. Vers le même instant, le général Nansouty culbutait, en avant de Kursow, les Cosaques et la cavalerie ennemie qui traversaient l'Ukra. Sur un point assez rapproché, vers Kolosomb et Sochoczyn, le maréchal Augereau força le passage de la même rivière : le colonel Savary, qui marchait à la tête du 14^e de ligne, périt glorieusement en cette rencontre. Ainsi l'ennemi subissait l'ascendant de la France, et se retirait lentement devant nos soldats. Or la marche devenait chaque jour plus pénible; les terres, détrempées par le dégel, ne présentaient plus qu'une surface fangeuse et froide, dans laquelle on enfonçait jusqu'aux genoux : les Russes perdaient leurs canons, leurs blessés et leurs traînants, mais les Français n'avançaient que peu à peu, et au prix des plus rudes fatigues.

Bataille
de Pultusk.

Les principaux corps ennemis opéraient un mouvement de concentration vers Pultusk; d'autres se retiraient par Soldau sur Mlawa; quelques divisions avaient cherché un refuge à Golymin. Napoléon, qui n'avait pu, en raison des difficultés du pays, se rendre un compte exact de cette situation, n'avait dirigé sur Pultusk que le corps de Lannes, renforcé de la division Gudin : par ses ordres, des forces plus considérables s'étaient portées sur Golymin. Lors-

que le maréchal Lannes, à la tête de vingt mille hommes, arriva près de Pultusk, il y rencontra quarante-trois mille Russes. Sans se laisser intimider par la disproportion du nombre, il fit les dispositions pour livrer bataille, et il se borna à faire dire au maréchal Davoust qu'il réclamait son concours. L'armée russe, aux ordres de Benningsen, était adossée à la ville de Pultusk; elle couvrait un plateau, ayant une nombreuse artillerie sur son front et dans les intervalles qui séparaient les différents corps : une extrémité s'appuyait sur la Narew, l'autre sur des bois; la cavalerie était au centre. Lannes rangea ses troupes à peu de distance, et de manière à contenir l'ennemi sur tous les points; et cependant il résolut d'attaquer par la droite et vers la Narew, afin de s'emparer de la ville et de tourner les positions de l'ennemi.

La lutte fut vive et meurtrière : nos soldats avaient à gravir, sous la mitraille, un plateau d'un accès difficile et détrempé par les pluies; la neige, qui tombait à gros flocons, ajoutait aux périls de la journée et interceptait les mouvements. Sur la gauche, où commandait Lannes, nos troupes montrèrent une résolution héroïque; à la droite et au centre, l'action fut moins décisive, et nos bataillons eurent beaucoup à souffrir : un bois, sur lequel s'appuyait le centre des Russes, fut plusieurs fois pris et repris. Jusqu'au soir le combat se prolongea avec des chances diverses, et sans que la victoire se rangeât du côté d'un parti. A la fin, la division Gudin entra en ligne et donna contre la droite des Russes : cette attaque obtint un suc-

Déc. 1806.

cès marqué, et l'ennemi se replia. En ce moment la neige redoubla; et comme le vent la chassait sur la face de nos troupes, les Russes s'imaginèrent que les éléments combattaient pour la cause des peuples du Nord, et ils revinrent à la charge en poussant des cris sauvages. Le 34^e de ligne, de la division Suchet, et le 85^e de la division Gudin, se formèrent en carré, et arrêterent la cavalerie ennemie. La nuit étant venue, le général Benningsen en profita pour opérer sa retraite par les ponts de Pultusk, et au point du jour les Français reconnurent qu'ils étaient demeurés en possession du champ de bataille. Dans ce combat opiniâtre, quatre de nos généraux furent blessés, et plusieurs officiers d'une grande distinction trouvèrent la mort. Nous avions perdu quinze cents des nôtres tués ou blessés; la perte des Russes, en y comprenant les prisonniers, dépassait cinq mille hommes. Cette affaire fut représentée dans les bulletins ennemis comme une victoire, et cependant le général Benningsen battait en retraite dans la direction d'Ostrolenka.

Combats
de Golymin
et
de Soldau.

Le même jour 26 décembre, les maréchaux Augereau et Davoust, chargeant de deux côtés opposés, battirent à Golymin les Russes, commandés par le général Buxhowden : cette affaire coûta aux Français quelques centaines de morts, au nombre desquels on regretta le général Fénérolle. Enfin, comme si cette journée devait être célébrée par une triple victoire, le maréchal Ney écrasa à Soldau les débris de l'armée prussienne. Sur ce point aussi la lutte fut opiniâtre et sanglante; les Prussiens s'honorèrent par un coura-

geux désespoir, et, toujours vaincus, ils revinrent Janv. 1807.

quatre fois à la charge. Ces différents combats avaient coûté à l'ennemi vingt mille hommes et quatre-vingts pièces de canon. Ils terminaient glorieusement la première période de la guerre de Pologne, et ce fut alors que la grande armée prit ses quartiers d'hiver. La droite, formée des corps de Davoust et de Lannes, fut placée à Pultusk et sur les bords du Bug; la gauche, qui comprenait les corps des maréchaux Bernadotte, Ney et Bessières, s'établit le long de la Vistule; le corps d'Augereau se concentra dans les environs de Varsovie; le corps du maréchal Soult, et trois brigades de cavalerie commandées par Lasalle, borda la rivière d'Orzye, et couvrit les cantonnements de l'armée. Le quartier impérial fut établi à Varsovie, où l'empereur se proposa de passer l'hiver. On touchait aux premiers jours de 1807. Le roi de Prusse avait abandonné Kœnigsberg, et s'était réfugié à Memel, à l'extrémité orientale de ses États.

La
grande armée
prend
ses quartiers
d'hiver.

L'armée, quoique mise en quartiers d'hiver, eut encore des combats à soutenir. Jérôme Bonaparte assiégeait Breslau. Cette ville ne se rendit que le 8 janvier, et après avoir été presque entièrement réduite en cendres; Brieg capitula trois jours après. Sur d'autres points, nos troupes eurent à combattre des corps séparés de l'armée russe, et partout la victoire, quoique chèrement achetée, récompensa le courage des Français.

Prise
de Breslau

A quatre cents lieues de Paris, dans la vieille capitale de Sigismond II, au cœur de la Pologne, l'empereur résolut de fixer sa cour, et d'attendre le prin-

Napoléon
à Varsovie.

Janv. 1807. temps pour recommencer la campagne. Il habitait le palais des anciens rois de cette contrée, et la noblesse polonaise, empressée autour de lui, multipliait les marques de dévouement et les nuits de fête. L'empereur avait supporté de si pénibles épreuves, ses soldats et ses lieutenants avaient tant souffert, qu'ils voulurent profiter de la généreuse amitié de la Pologne pour oublier, dans les plaisirs et dans les jouissances du luxe, les trop longues privations de la guerre. La discipline régnait toujours, et le cœur du soldat ne s'amollissait pas; et cependant on eût dit un hiver de Capoue. Napoléon, qui jusqu'alors avait affecté une sorte d'austérité de mœurs, oublia pendant quelques mois la sévérité des lois qu'il s'était imposées; et comme les vapeurs de la gloire l'enivraient, il se montra accessible à d'autres passions moins héroïques. Une noble Polonaise devint pour lui une seconde la Vallière; et le bruit qui se fit à cet égard dans les salons et sous la tente vint jusqu'aux Tuileries contrister l'isolement de Joséphine. La Pologne était accoutumée aux souvenirs de Catherine et de Poniatowski, et elle ne s'offensa guère des récits que les courtisans faisaient circuler. Elle chercha, par l'organe de ses chefs, à déterminer Napoléon à lui rendre sa vieille nationalité, et elle lui fit entendre une supplication qui se terminait ainsi : « Le grand empereur
« Napoléon I^{er} a paru sur la surface de la terre; il a
« vu, il a vaincu l'univers! La nation polonaise, pré-
« sente devant lui, gémissante encore sous le joug
« des nations germaniques, prie humblement et im-
« plore le très-auguste, très-sérénissime empereur

« Napoléon, notre très-gracieux seigneur, qu'il daigne faire renaître la Pologne de ses cendres. » Ce vœu ne devait point être exaucé. Janv. 1807.

L'empereur se faisait apporter à Varsovie le travail de ses ministres, et il donnait lui-même les signatures que réclamait l'expédition des affaires ; un auditeur au conseil d'État, voyageant en poste, était chargé de remettre le portefeuille ministériel à M. Maret, chef de la secrétairerie d'État ; et c'est ainsi que Napoléon, campé à l'extrémité de l'Europe, gouvernait toujours la France. Quelquefois on expédiait deux ou trois auditeurs par semaine, et, le travail fait, chacun d'eux était renvoyé à Paris avec la même promptitude. L'empereur manda M. de Talleyrand de Berlin à Varsovie. Cet homme d'État était opposé à plusieurs grandes mesures politiques auxquelles il avait coopéré comme instrument passif ; et le décret de Berlin, qui prescrivait le blocus continental, était de ce nombre. Il insistait vivement pour déterminer l'empereur à accorder la paix à la Prusse. Du reste, il avait vu de près l'Allemagne, et il ne se faisait pas illusion sur les dispositions de ce pays ; il savait que si la présence de nos armées répandait la terreur, sur les points mal surveillés les ressentiments patriotiques de la Germanie se faisaient jour. L'héritier du prince de Brunswick, toujours dévoré par la soif de la vengeance, méditait contre les Français une guerre de partisans ; le major Schill, à la tête d'une bande de déserteurs, de gardes-chasse et de contrebandiers, parcourait le pays, s'emparait des bourgades et des petites villes dépourvues de garnison, rétablissait pour un moment

Jany. 1807. l'autorité du roi de Prusse et enlevait les caisses publiques. Il ne fallait qu'un désastre subi par les Français sur les bords de la Vistule, et on pouvait appréhender une insurrection nationale dans ces pays conquis, opprimés, mais toujours avides de vengeance.

Dans ce palais de Varsovie où Napoléon tenait sa cour plénière, entouré de ses leudes et de ses pairs, que de fois sa pensée se porta sur la France, où la main prudente de Cambacérès et la surveillance cauteleuse de Fouché remplaçaient fort mal l'autorité puissante du maître ! Depuis les jours de Gustave-Adolphe et de Charles XII, l'Europe ne s'était pas habituée à voir les rois hiverner en pays ennemi, et à de si grandes distances de leurs États ; François I^{er} était peut-être le dernier d'entre nos princes qui eût guerroyé en personne bien loin de la France, et cela ne lui avait pas réussi : la France n'était point faite à voir à sa tête des maîtres par intérim, et elle se disait qu'un accident de la guerre pouvait, d'une heure à l'autre, frapper en Napoléon l'empereur, la dynastie et l'empire. Puis, elle commençait à se lasser de la guerre. Les nouvelles qui arrivaient de l'armée contristaient les familles, et faisaient maudire la gloire par les épouses et les mères. L'empereur, instruit par sa police de ce mouvement des esprits, n'en était pas inquiet ni soucieux ; mais il en tenait compte comme d'un symptôme. Il se disait qu'avec des bulletins pompeux, expédiés du quartier général, on serait toujours en mesure de contenir l'esprit public ; mais les tendances de l'Autriche lui semblaient à bon

droit suspects, et il redoublait d'efforts et de précautions pour que cette puissance conservât au moins l'apparence de l'amitié et de la paix. Ajoutons que, peu fait à l'âpreté des hivers du Nord, il n'en continuait pas moins à s'énervier dans les délices d'une passion qui lui ôtait le droit de blâmer les faiblesses de Louis XIV. Ce n'était plus le jeune capitaine de Lodi et d'Arcole, le chef héroïque de Marengo : les distractions de l'amour et les jouissances de l'orgueil plaisaient à son cœur; et comme il croyait avoir assez fait pour sa gloire, il s'endurcissait contre le spectacle de la vérité; il commençait à ne voir dans les hommes et dans les nations que des instruments de pouvoir, ou des marchepieds trop heureux de subir l'empreinte de son passage.

L'armée russe, bien que retenue un moment dans ses quartiers, n'avait point renoncé à harceler Napoléon. Benningen, qui avait succédé au vieux Kamenski, était impatient de prendre sa revanche. Le 25 janvier, au combat de Mohrungen, le maréchal Bernadotte, attaqué par une division ennemie, réussit à la repousser; bientôt il reconnut qu'il allait avoir affaire à l'armée russe tout entière, et il se retira précipitamment sur Strasburg, à vingt lieues en arrière; là, il attendit les ordres de l'empereur.

Napoléon s'aperçut que l'ennemi manœuvrait pour le chasser de ses cantonnements et pour rouvrir la campagne : le moment était bien choisi pour Benningen. A peine remis de leurs fatigues, encore éprouvés par le rude hiver du Nord, assez mal nourris, les soldats français auraient eu besoin de prolonger

Janv. 1807.

Mouvements
de
l'armée russe.

Janv. 1807. la trêve, et ils ne se trouvaient point en état de recommencer de sitôt la lutte; mais, pour le Russe, l'hiver est un compagnon de guerre et un ami : habitué aux intempéries du pôle, élevé dans les neiges, endurci à la rafale du Nord, le soldat russe campe sur la glace, se couche dans la boue glacée, et passe à cheval les froides nuits qui font périr les hommes du Sud. Ce qui est pour l'étranger un obstacle insurmontable, devient pour le Moscovite une ressource de plus. L'hiver, il marche, tandis que ses ennemis se reposent; l'abri des forêts de sapin lui suffit contre l'ouragan et la neige; son corps de fer résiste aux frimas, et sa résignation inébranlable ne se rebute devant aucune fatigue, aucun péril.

Le plan d'opération des Russes s'appuyait sur deux places importantes, Dantzick et Kœnigsberg, que les Français menaçaient ou tenaient assiégées. Benningсен avait cherché, sans succès, à détruire l'un après l'autre, sur la basse Vistule, les corps de Ney et de Bernadotte; mais ces deux maréchaux s'étaient repliés, et réclamaient des renforts. Le prince de Ponte-Corvo manda à l'empereur : « Toute l'armée de Benningсен s'avance; hâtez-vous, sire! il faut l'arrêter par une grande bataille. » Napoléon ne voulait point ajouter foi à ces rapports; il ne croyait pas qu'il fût possible à un ennemi de le prévenir, et il ne voulait voir dans les mouvements de l'armée russe que des excursions partielles de Cosaques. Lorsqu'il apprit le combat de Mohrungen, le doute ne lui fut plus permis. Il fit lever les cantonnements, et il prescrivit à Bernadotte de ne pas contrarier le mouvement des

Russes sur la basse Vistule; de faire tout, au contraire, pour le favoriser. Il chargea le corps de Lannes, qui venait de passer sous le commandement de Savary, de surveiller la Narew et d'observer l'armée russe aux ordres du général Essen, afin de l'empêcher de se porter sur Varsovie. Pour lui, à la tête des corps de Soult, d'Augereau et de Davoust, il se porta en toute hâte sur les derrières de Benningsen. Dans sa marche, il rallia le corps de Ney. Le 1^{er} février, il entra dans Willemberg à la suite de l'avant-garde russe, sabrée par la cavalerie du grand-duc de Berg; le 3, il prit position à Allenstein. Cependant l'aide de camp que Napoléon avait envoyé à Bernadotte pour lui porter ses ordres, avait été fait prisonnier par l'ennemi, et le prince de Ponte-Corvo n'avait point reçu d'instruction. Le chef de l'armée russe, ayant intercepté les dépêches de l'empereur, avait eu connaissance du plan de Napoléon, et s'était établi à Jonkowo, sur la grande route de Liebstadt : dans cette position, il s'appuyait sur la Vistule, ayant sa gauche à Mondtken, son centre à Jonkowo. L'empereur s'étant porté à l'avant-garde trouva l'ennemi en force, et, en apparence, disposé à livrer bataille. Dans cette prévision, il hâta la marche des corps de Ney et d'Augereau; puis il enjoignit au maréchal Soult de tourner l'ennemi par sa gauche, et de l'acculer à la Baltique et à la basse Vistule. Soult se mit en devoir d'exécuter les ordres de l'empereur; mais au pont de Bergfried, sur l'Alle, les Russes firent une résistance si vive, que Soult ne put emporter cette position avant la nuit. On s'attendait pour

Napoléon
prend
des mesures
pour
contenir
et repousser
l'ennemi.

Fév. 1807. le lendemain à une action décisive; mais Benning-
sen, jugeant qu'il s'était trop avancé, décampa à la
faveur de l'obscurité, et se retira à Wolfsdorf. Napo-
léon se détermina à poursuivre les Russes et à essayer
de déborder leur flanc, afin de leur livrer une bataille
décisive : dans ce but, il rappela à lui le corps d'ar-
mée de Bernadotte. Cependant les Russes, pressés
par les Français, abandonnèrent successivement
Wolfsdorf et Gultstadt, où nos troupes s'emparèrent
de quelques magasins. Le lendemain 5 février, l'ar-
mée russe rétrograda par les routes d'Arendorf et de
Landsberg. Murat, Soult et Davoust se mirent à sa
poursuite; ils passèrent l'Alle, et battirent un corps
ennemi à Waterdorf et à Deppen. Le 6, notre armée
exécuta différentes marches sur les traces des Russes.
L'arrière-garde de Benningsen, forte de douze ba-
taillons, fut rencontrée entre Glandau et Hoff, le
6 février, par la cavalerie de Murat. Le combat s'en-
gagea : l'armée russe voyant son arrière-garde aux
prises avec les Français, voulut la soutenir; l'affaire
devint très-sérieuse, et le village de Hoff, position
importante disputée avec vigueur, finit par tomber
au pouvoir des nôtres. Cette affaire fit le plus grand
honneur aux cuirassiers du général d'Hautpoul.

Les Russes
se
replient
sur Eylau.

Dans la nuit du 6 au 7, l'ennemi se retira sur Ey-
lau. En avant de cette ville est le plateau de Ziegel-
hoff, qui protégeait les Russes du côté de Langds-
berg : les généraux ennemis Bagowout et Barklay de
Tolly occupaient cette position importante. Le 7 fé-
vrier, ils en furent chassés par la cavalerie de Murat
et l'infanterie de Soult. La cavalerie russe revenant

à la charge, enfonça l'un de nos régiments, le 28^e, Fév. 1807. et le rompit avant qu'il eût pu former le carré. Dans cette affaire, nous perdîmes une aigle. Cependant l'arrivée des dragons de la division Klein contint l'ennemi, et le combat s'engagea dans les rues d'Eylau. Les Russes, maîtres de la ville, la défendirent avec tant de vigueur, que nos troupes; revenant sur leurs pas, manœuvrèrent pour tourner la position de l'ennemi. Une colonne russe occupait un cimetière : sur ce point la lutte fut opiniâtre et sanglante, et la brigade Vivès ne put conquérir ce champ de bataille de peu d'étendue qu'après un combat qui se prolongea jusqu'à dix heures du soir. Pendant la nuit les Français occupèrent Eylau, mais tout annonçait pour le lendemain une grande bataille.

Eylau, qu'on désigne dans le pays allemand sous le nom de Preussich-Eylau, est une ville peuplée de deux mille habitants, et située dans la Prusse orientale, à huit lieues au sud de Königsberg. Elle est adossée à des étangs, à des bois de sapins, et couverte par un plateau qui la domine et défend le débouché d'une vaste plaine. A droite de son église, que surmonte un clocher gothique, existe un cimetière couvert de croix et de tombes. Le sol est à peine ondulé. Comme on se trouvait dans la saison d'hiver, les lacs étaient glacés, recouverts d'une couche épaisse de neige; la campagne ne présentait ni haies, ni murs, ni fossés profonds. C'était là que campait l'armée française, en ce moment forte de cinquante-cinq mille hommes; l'armée russe, qui présentait une masse de quatre-vingt mille combattants, couvrait le

Description
du
champ
de bataille.

Position
des
deux armées.

Fév. 1807.

plateau situé en face de la ville : elle était rangée sur deux lignes, et protégée par trois cents pièces de canon en batterie. En arrière se tenait une forte réserve; la cavalerie manœuvrait sur ses ailes. Napoléon, qui avait passé la nuit sur une chaise, dans la maison du maître de poste, monta le 8 février, au point du jour, au clocher de l'église, et de cet observatoire il suivait tous les mouvements de l'ennemi. Comme l'action ne pouvait tarder à s'engager, il établit le corps de Soult à Eylau et aux deux extrémités de la ville; et le corps d'Augereau, placé en arrière, forma la seconde ligne. La cavalerie se déploya sur les deux ailes de l'armée, tandis que des aides de camp, dépêchés en toute hâte, allèrent porter à Davoust et à Ney l'ordre de se rapprocher du quartier impérial et de prendre part à la bataille. Davoust, encore peu éloigné d'Eylau, était seul en mesure d'arriver à temps. Augereau était malade; atteint de la fièvre et perclus de rhumatisme, il paraissait hors d'état de se battre : mais *le canon réveille les braves*, dit le bulletin; le soldat de Castiglione se fit attacher sur un cheval, et ne voulut laisser à personne l'honneur de donner l'exemple à ses divisions. Sur le front des Français on avait placé de nombreuses bouches à feu, servies par des artilleurs intrépides et habiles.

Bataille
d'Eylau.

Dès que le jour parut, les dispositions de l'empereur étant à peine prises, l'ennemi engagea la bataille en dirigeant sur la ville et sur les Français une effroyable canonnade. L'artillerie française riposta avec avantage; et comme les colonnes russes occu-

paient un espace assez resserré, il arriva que les boulets des nôtres portaient en plein. Napoléon s'établit avec sa garde dans le cimetière, encore encombré de cadavres, où l'on s'était battu la veille; et cette position dominait les Russes. L'empereur y fit déployer soixante pièces de canon, qui foudroyèrent l'ennemi à demi-portée. L'artillerie de Benningsen rendit feu pour feu; et Napoléon, exposé à tous les coups, vit tomber auprès de lui un grand nombre de ses vieux compagnons d'armes. Des deux côtés la contenance était ferme, et l'on méprisait la mort.

A la fin, on put croire que les Russes, *impatientes de tant souffrir*, voulaient déborder sur nos ailes : ils firent un mouvement pour emporter un moulin placé à notre gauche. Là était la division Leval : elle opposa à l'ennemi une résistance opiniâtre. Les masses russes allaient écraser cette troupe faible, lorsque l'empereur ordonna à la division Saint-Hilaire, alors postée à droite d'Eylau, de se porter sur l'extrémité gauche de la ligne ennemie. En même temps il prescrivit au corps d'Augereau de se former en colonnes, et de marcher vers le centre des Russes en repoussant les tirailleurs ennemis, qui déjà s'approchaient de la ville et du cimetière. Cette double attaque devait avoir pour résultat d'opérer une diversion, et de dégager la gauche de l'armée française. La division Saint-Hilaire, du corps du maréchal Soult, et les divisions Heudelet et Desjardins, du corps d'Augereau, s'ébranlèrent en même temps, et se portèrent vers la gauche et vers le centre de l'ennemi. Comme elles

Fév. 1807. commençaient ce mouvement, une neige épaisse enveloppa l'armée comme dans un immense tourbillon, et l'obscurité devint telle que nos colonnes flottèrent incertaines et perdirent leur direction. Au bout d'une heure le temps s'éclaircit un peu, et l'empereur fut témoin d'un grand désastre : les divisions d'Augereau ayant obliqué trop à gauche, sous un feu terrible d'artillerie et exposées à la rafale, s'étaient trouvées séparées de la division Saint-Hilaire, dont elles devaient appuyer le mouvement. En ce moment les Russes avaient démasqué soixante-douze pièces à feu chargées à mitraille et tirant à demi-portée, et le corps d'armée d'Augereau s'était vu écraser par cet orage de fer. Vainement les deux divisions avaient essayé de se rallier et de former leurs rangs : la cavalerie russe les avait chargées en masse, et les repoussait en désordre vers le cimetière. La terre, sur un étroit espace, était jonchée des corps de plusieurs milliers d'hommes à demi recouverts de neige, et rien n'égalait la désolation de ce tableau. Napoléon, surmontant l'émotion dont son âme était saisie, affecta de garder un visage froid et impassible. Il appela Murat, lui montra la cavalerie russe victorieuse au milieu du carnage, et il lui donna les ordres que réclamait le péril. Alors Murat se mit à la tête des divisions Milhaud, Klein, Grouchy et d'Hautpoul; il se fit soutenir par la cavalerie de Bessières et par la cavalerie de la garde : c'étaient quatre-vingts escadrons déployés sur un vaste espace, et chargeant à la fois sous la conduite d'un chef intrépide. Ce mouvement, dont Napoléon avait eu la pensée, fut exécuté avec autant de préci-

sion que d'audace. Les chasseurs, les dragons, les cuirassiers, tournant autour de la division Saint-Hilaire, débouchèrent entre les villages de Rothenen et de Serpallen, sur le flanc droit des corps de Doctorof et d'Osterman. Deux lignes d'infanterie ennemies furent enfoncées, sabrées, culbutées : la troisième ne put tenir qu'en s'adossant à des bois situés entre les villages de Klein-Sansgarten et d'Anklapen. Les affaires avaient pris une face nouvelle. Dans cette charge héroïque nous perdîmes de vaillants soldats et d'illustres officiers, au nombre desquels figurait le général d'Hautpoul, frappé à mort par un biscaïen. Les grenadiers à cheval de la garde, conduits par le général Lepic, secondèrent glorieusement les efforts de Murat, et complétèrent la destruction du centre de l'armée ennemie.

Pendant l'obscurité, une colonne russe de cinq à six mille hommes s'était à son tour égarée, et avait marché dans la direction du cimetière. L'empereur se contenta de lui opposer un bataillon de la garde, aux ordres du général Dorsenne. Ces vieux grenadiers s'avancèrent l'arme au bras, et la colonne russe s'arrêta, saisie de crainte. En ce moment, un escadron et une brigade de chasseurs détachés par Murat chargèrent cette division ennemie, et la sabrèrent : ce fut à peine si quelques hommes réussirent à s'échapper. Sur ces entrefaites, le maréchal Davoust, qui s'était rapproché de l'armée depuis la veille, arriva à la hauteur de Klein-Sansgarten, et se mit en devoir d'appuyer la division Saint-Hilaire. Le plateau qui domine Eylau fut pris, et trois fois l'ennemi essaya

Fév. 1807. de nous l'enlever : trois fois ses efforts échouèrent.

Cependant le corps d'armée du maréchal Soult était privé de la moitié de ses hommes ; celui d'Augereau était presque détruit. Napoléon, entouré de sa garde, se maintenait dans le cimetière, encombré de cadavres. L'armée russe, qui avait souffert plus encore que la nôtre, était loin de reprendre l'offensive. Rien n'était fini : des deux côtés, la pensée des chefs était en proie aux plus douloureuses perplexités.

Le corps de Davoust, continuant à se battre, poussait devant lui les brigades de Barklay et de Bagawouth. La division Saint-Hilaire attaquait vigoureusement les bataillons d'Ostermann. Le général en chef Benningsen, voyant sa gauche débordée, fit avancer sa réserve : ce fut en vain. Le maréchal Davoust, soutenu par Saint-Hilaire et par la cavalerie Milhaud, renversa l'aile gauche des Russes, et la chassa en désordre au delà du village de Kutschillen. La contenance de Benningsen ne parut pas ébranlée. A l'aide de nouveaux renforts, il réussit enfin à arrêter la marche de Davoust, et à imprimer au corps d'armée de ce maréchal un mouvement rétrograde.

En ce moment, une réserve sur laquelle l'ennemi ne comptait pas vint ajouter à sa force, et rendre la position des Français fort critique. Le maréchal Ney, qui opérait à une grande distance du champ de bataille, refoulait devant lui un corps d'armée formé tout entier de troupes prussiennes, et placé sous les ordres du général Lestocq. Cette colonne, vivement poursuivie, se repliait dans la direction d'Eylau. Vers quatre heures du soir, elle parut sur l'extrême gau-

che de l'armée française; et lorsqu'elle se déploya en avant d'un bois, vers le village d'Althoff, elle aperçut des colonnes russes qui battaient en retraite du côté de Koenisberg. Les Prussiens n'étaient qu'au nombre de sept à huit mille, mais ils avaient à cœur de montrer aux Russes ce qu'ils valaient devant l'ennemi. Leur subite apparition sur le champ de bataille était pour les Français un grave contre-temps. Ralliant à eux les réserves russes, les Prussiens s'emparèrent de quelques positions que les Français, inférieurs en nombre, ne purent défendre. Après cet avantage, ils filèrent derrière le centre et la droite de l'armée russe, et vinrent prêter main-forte aux divisions de Benningsen, qui déjà l'emportaient sur le maréchal Davoust. Ce dernier se vit contraint d'évacuer le village de Kuschetten, et de se replier sur les hauteurs d'Anklapen et de Klein-Sansgarten, protégées par des marais et des bois. Là, du moins, les attaques de l'ennemi furent déjouées. Les divisions Friant et Gudin, excitées par l'exemple de Davoust et couvertes par l'artillerie, opposèrent aux Russes et aux Prussiens un rempart de feu et de fer. Davoust parcourait les rangs en faisant appel au courage de ses compagnons d'armes : « Soldats, leur disait-il, les lâches iront mourir en Sibérie, et les braves mourront ici glorieusement ! » Cette courte harangue les déterminait à braver la mort sans se plaindre, et l'ennemi vit tous ses assauts expirer devant le dévouement héroïque de nos troupes. On touchait à la nuit : les deux armées étaient décimées et épuisées, le champ de bataille couvert de morts et

Fév. 1807.

de mourants; les cris des blessés se mêlaient au bruit du canon et de la fusillade. Des deux côtés on songeait à mourir courageusement, et l'on ne comptait plus sur la victoire.

Cependant Benningsen pouvait encore disposer de quarante mille combattants; un dernier élan pouvait le rendre maître d'Eylau et de nos positions; mais, en cas de défaite, tout espoir de retraite était fermé. Pendant que le général en chef hésitait, le maréchal Ney, débouchant vers Althoff à la suite des divisions prussiennes, arrivait enfin sur le champ de bataille. Comme il s'établissait dans le village de Schmoditlen, la division russe, aux ordres du général Sacken, vint lui disputer cette position. Le général Marchand, à la tête du 39^e de ligne et du 6^e d'infanterie légère, fit bonne contenance et repoussa l'ennemi. Ce fut la dernière affaire de la journée : elle n'eut d'autre résultat que de masquer la retraite des Russes, et pendant toute la nuit l'armée française bivagua sur le terrain qui avait servi de théâtre à cette sanglante bataille. Lorsque, au point du jour, Napoléon s'attendait à voir recommencer la lutte acharnée qui avait coûté tant de sacrifices, il reconnut, à sa grande surprise, que l'ennemi s'était éloigné dans la direction de Königsberg. Ce fut ainsi qu'il se crut en droit d'ajouter une victoire de plus à celles qu'il avait remportées depuis douze ans. Victoire douteuse, stérile, et cruellement achetée.

Les Russes avaient eu trente mille hommes tués ou blessés; ils avaient perdu quatre mille prisonniers, vingt-quatre canons, seize drapeaux. Notre perte était

moindre ; mais les souvenirs de la guerre, depuis deux siècles, ne nous avaient point encore habitués à ces immenses destructions d'hommes. Des lignes entières d'infanterie n'offraient plus qu'une traînée de cadavres horriblement mutilés ; la plupart des blessés moururent de froid. Les Russes, en opérant leur retraite, encombrèrent de ces malheureux tous les villages voisins. Quarante-huit heures après la bataille, et sous un ciel du Nord, en plein hiver, on entendait encore retentir les clameurs des mourants, couchés sur la neige, et qu'on ne pouvait secourir. Le champ de carnage était hideux à voir, et ce douloureux spectacle était déjà un châtement pour les conquérants. Ajoutons que des deux côtés on s'attribuait la victoire, et que les Russes, en entrant à Kœnigsberg, firent retentir des chants de triomphe.

Napoléon accomplit un pénible devoir : il visita le champ de bataille pendant la journée du 9, et on le vit mettre ses soins à faire enlever les blessés et à assurer le service des ambulances. L'armée française, paralysée par la saison et par les pertes qu'elle avait essuyées, se trouva hors d'état de poursuivre l'ennemi : ce soin fut abandonné à quelques régiments de cavalerie et au corps de Ney, qui avait peu souffert ; et encore les Russes furent-ils fort peu inquiétés. Le dégel survint, et ne permit pas aux troupes de tenir la campagne. Napoléon, après avoir campé neuf jours à Eylau, comme pour constater qu'il était vainqueur, se détermina à reprendre ses cantonnements. L'armée manquait de munitions et de vivres, et elle ne pouvait songer à attaquer l'ennemi, qui s'était retranché

L'armée
française
reprend
ses quartiers.

Fév. 1807. devant Kœnigsberg et derrière la Prégel. La proclamation suivante lui annonça qu'elle rentrait dans ses quartiers d'hiver :

« Soldats !

Proclamation
de
l'empereur.

« Nous commençons à prendre un peu de repos...
« L'ennemi s'est présenté sur la basse Vistule ; nous
« avons marché à lui , et nous l'avons poursuivi pen-
« dant l'espace de quarante-huit lieues. Il s'est réfu-
« gié sous les remparts de ses places... Nous lui
« avons enlevé soixante-cinq pièces de canon , seize
« drapeaux, tué, blessé ou pris plus de cinquante mille
« hommes. Les braves qui , de notre côté, sont restés
« sur le champ d'honneur, sont morts d'une mort glo-
« rieuse : c'est la mort des vrais soldats ! Leurs fa-
« milles auront des droits constants à notre sollici-
« tude et à nos bienfaits.

« Ayant ainsi déjoué tous les projets de l'ennemi,
« nous allons nous rapprocher de la Vistule et ren-
« trer dans nos cantonnements. Qui osera en troubler
« le repos s'en repentira ; car au delà de la Vistule
« comme au delà du Danube, au milieu des frimas
« de l'hiver comme au commencement de l'automne ,
« nous serons toujours les soldats français , et les
« soldats français de la grande armée !

« NAPOLÉON. »

Opérations
pendant
l'hiver.

Cependant l'hiver n'avait point entièrement sus-
pendu les opérations militaires. Le 12 février, le ma-
réchal Lefebvre se porta sur Marienwerder, et y battit
une division prussienne. De son côté, le prince Jérôme

Mars 1807.

poursuivit le siège des places de Silésie ; Schweidnitz capitula ; l'ennemi fut forcé dans ses positions de Frankenstein et de Neuhrode, et le gouverneur prussien de Silésie se laissa cerner dans Glatz. Sur ces entrefaites, le général Savary tenait en échec à Brok, sur le haut Bug, le corps du général Essen, fort de vingt-cinq mille hommes. Le 16 février, les généraux Oudinot, Suchet et Savary, agissant de concert, battirent le général Essen sous les murs d'Ostrenka : l'action fut très-vive, et coûta à l'ennemi plusieurs milliers d'hommes. Nous y perdîmes le général Campana, officier d'une rare distinction. Dans la nuit du 24 au 25 février, l'ennemi ayant passé la Prégel, attaqua nos avant-postes, mais il fut repoussé. Le 26, le général Dupont se présenta devant Braunsberg, attaqua l'ennemi, fort de dix mille hommes, le chassa de la ville la baïonnette dans les reins, lui fit deux mille prisonniers, et lui enleva seize pièces de canon. Le 1^{er} mars, les Russes ne craignirent pas de nous harceler encore, et de se porter sur la rive droite de la Passarge. Les maréchaux Ney et Soult les rejetèrent sur Königsberg. D'autres engagements eurent lieu. Dans la Poméranie suédoise, le maréchal Mortier assiégeait Colberg ; mais un armistice ramena pour quelque temps la bonne intelligence entre la France et la Suède.

L'événement le plus important de cette guerre d'hiver fut le siège de Dantzick. Cette place, jadis ville libre et anséatique, était enclavée dans le territoire de la Prusse orientale : peu d'années avant les guerres de la révolution, lorsque la Pologne était encore une

Siège
de Dantzick.

Mars 1807.

patrie, Dantzick avait droit de séance et de suffrage à la diète et à l'élection du roi. Réunie à la Prusse en 1795, elle avait vu décroître sa grandeur et sa population. Située sur la mer Baltique, à l'embouchure de la Vistule, Dantzick était commandée par le général Manstein, en l'absence du feld-maréchal Kalkreuth. On l'avait mise en état de guerre, on avait perfectionné ses défenses; les remparts étaient protégés par des inondations, la garnison était forte et bien approvisionnée.

Dans les premiers jours de mars, le maréchal Lefebvre, à la tête du dixième corps, commença l'investissement de cette place, l'un des boulevards de la Prusse. Les positions circonvoisines ayant été successivement enlevées, Lefebvre attendit des renforts: ceux-ci arrivèrent peu à peu, mais lentement, tant il était difficile de faire manœuvrer les troupes et de transporter l'artillerie dans ce pays, couvert de marécages. Le 18 mars, le feld-maréchal Kalkreuth, venant par mer, s'introduisit dans la place avec des troupes russes, et la garnison se vit en état de faire une longue et sérieuse résistance. Les jours suivants, après beaucoup d'efforts, les Français se rendirent maîtres de l'île de Nehrung, qui couvre la ville du côté de la Baltique; et Dantzick fut de toutes parts investie. Le siège se prolongea, signalé chaque jour par des sorties et des attaques. Peu d'opérations militaires offraient d'aussi graves difficultés: il s'agissait de réduire l'une des plus fortes places de l'Allemagne, ceinte de remparts, protégée par la Vistule et la Motlau, entourée d'une large ceinture de marais et de

fossés remplis d'eau, et mise en communication avec la mer par deux forts situés aux deux extrémités septentrionales du delta de la Vistule. Pour comble de difficultés, les assiégeants étaient beaucoup moins nombreux que les assiégés. Avril 1807.

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 1^{er} au 2 avril, et la place ne capitula que le 24 mai. Dans ce long intervalle les assiégés se signalèrent par l'audace, la persévérance et l'opiniâtreté; les assiégeants, par un courage et un dévouement non moins héroïques. Les souverains de Prusse et de Russie envoyèrent de puissants renforts au secours de la place; Napoléon, de son côté, détacha une partie de ses troupes, qui eurent mission de tenir en échec les corps ennemis. L'histoire se fatiguerait à mentionner les sorties, les assauts, les combats meurtriers qui signalèrent cette lutte dont la ville de Dantzick était l'enjeu. Lefebvre, Lannes, Oudinot, Chasseloup, Schramm, ces noms qu'on retrouvait à chaque page des annales de l'empire, furent entourés d'un nouveau reflet de gloire. Enfin, tout étant prêt pour un dernier assaut qui devait faire couler des torrents de sang, le général ennemi consentit à capituler. Les Français accordèrent au feld-maréchal Kalkreuth les conditions les plus honorables, et la place fut remise aux Français. Ils y trouvèrent huit cents pièces d'artillerie et des approvisionnements immenses.

L'empereur voulut honorer ce brillant fait d'armes, et ce fut alors qu'il rétablit les titres de noblesse. Napoléon avait institué des rois, il pouvait bien créer des ducs et des comtes. La ville de Dantzick

Lefebvre
est institué
duc
de Dantzick.

Mal 1807. fut érigée en duché en faveur du vieux maréchal Lefebvre : ce vaillant homme avait commencé par servir comme soldat dans les gardes françaises ; sa femme avait été blanchisseuse. Napoléon se rappela que les feudataires de Clovis et de Charles Martel n'avaient pas eu d'autre origine, et qu'avant de devenir leudes et barons, ils avaient été soldats et pauvres. Si haut que puisse remonter la noblesse héréditaire d'un peuple, elle n'a pas une source plus brillante, et c'est là encore sa gloire. L'empereur le comprit, et il jeta les yeux sur Lefebvre pour faire de lui le premier noble de l'ère napoléonienne. On a vu d'ailleurs qu'il avait posé le principe de cette institution en se réservant, par les décrets du 30 mars 1806, de créer des duchés pour récompenser les services civils et militaires. Il annonça sa résolution au sénat par un message qui se terminait ainsi : « Nous avons créé notre cousin le maréchal et sénateur Lefebvre, duc de Dantzick. Que ce titre, porté par ses descendants, leur retrace les vertus de leur père, et qu'eux-mêmes ils s'en reconnaissent indignes, s'ils préfèrent jamais un lâche repos à la noble poussière des camps ; si jamais leurs premiers sentiments cessaient d'être pour la patrie et pour nous ! Qu'aucun d'eux ne termine sa carrière sans avoir versé son sang pour la gloire et l'honneur de notre belle France ; que dans le nom qu'ils portent ils ne voient jamais un privilège, mais des devoirs envers nos peuples et envers nous... » Les fils du maréchal Lefebvre, au nombre de douze, moururent tous avant leur père, et plusieurs d'entre eux, en tom-

bant sur le champ de bataille, se montrèrent dignes de l'appel de Napoléon et du glorieux fief de Dantzick.

Mal 1807.

L'empereur ne retourna point à Varsovie : pendant la durée du siège de Dantzick il avait fixé son quartier général à Osterode, puis à Finkenstein. Les divers corps de l'armée furent répartis dans des cantonnements en Pologne et dans la Prusse orientale, de telle façon que l'empereur pouvait toujours opérer un mouvement de concentration. L'ensemble des forces militaires qui étaient entrées en ligne comprenait trois cent trente mille hommes, campés entre la Vistule et le Rhin : dans ce nombre figuraient soixante mille auxiliaires italiens, allemands et polonais ; un nombre immense de maraudeurs, qu'on évaluait à soixante mille, s'étaient affranchis de la discipline, et, au mépris des ordres de l'empereur, vivaient aux dépens des pays qu'ils désolaient et rançonnaient. On n'était plus sous la république, alors que l'armée était pauvre, et que des soldats, *pièds nus, sans pain*, reculaient nos frontières et triomphaient des autres peuples. L'amour de la gloire avait pris la place de l'amour de la patrie, et l'on ne se faisait plus scrupule de s'enrichir aux dépens des vaincus. Il y avait là, il faut le dire, un symptôme de décadence que des yeux clairvoyants auraient pu entrevoir. Pour le moment le bruit de la victoire couvrait tous les avertissements et toutes les plaintes.

Situation
de l'armée.

Les officiers et les généraux, l'empereur lui-même, n'avaient point encore oublié le métier de soldat. Peu de jours après la bataille d'Eylau, Napoléon écrivait à son frère Joseph : « Les officiers d'état-major ne se

Mai 1807. sont point déshabillés depuis deux mois, et quelques-uns depuis quatre... Nous sommes au milieu de la neige et de la boue, sans vin, sans eau-de-vie, sans pain, mangeant des pommes de terre et de la viande, faisant de longues marches et contre-marches, et nous battant à la baïonnette et sous la mitraille, les blessés obligés de se retirer en traîneau, en plein air, pendant cinquante lieues. » Le tableau de ces souffrances n'expliquait que trop les excès de la maraude.

Napoléon
à Osterode
et à
Finkenstein.

A Osterode, à Finkenstein, l'empereur continuait de gouverner la France par ses décisions et ses dépêches. Instruit par de nombreux rapports que le récit de la bataille d'Eylau avait causé une consternation profonde, il n'épargnait rien pour raffermir l'esprit public et ranimer la confiance. Surtout il ne voulait pas que l'on crût sa vie exposée aux hasards de la guerre : sa dynastie ne datait que de trois ans, et il ne fallait qu'une balle perdue pour la coucher dans la tombe, tout près de son berceau. Aussi aimait-il qu'on sentît sa main partout et toujours. Des bords de la Vistule, et sous sa tente, il s'occupait des moindres détails de l'administration française : il censurait des pièces de théâtre, il surveillait les feuilletons du *Journal de l'Empire*, il revisait des décisions de bureau relatives aux ballets de l'Opéra : son orgueil et sa politique trouvaient leur compte à de pareils soins. Puis il entretenait avec ses frères, devenus rois, une active correspondance, et certes il ne leur épargnait ni les reproches ni les conseils.

Sur ces entrefaites, l'attention de l'Europe se porta

vers la Turquie , où régnait encore le sultan Sélim, prince intelligent et habile , que ses sympathies aussi bien que ses intérêts rattachaient à la France. Le général Horace Sébastiani , officier intrépide et rusé diplomate, représentait alors notre pays auprès du divan ; tous ses efforts tendaient à déterminer Sélim à déclarer la guerre à la Russie : le sultan hésitait ; servi et conseillé par des ministres vendus aux ennemis de la France, il n'osait encore prendre une attitude énergiquement hostile à l'égard du czar. Pour ménager Alexandre, il avait même consenti à rétablir dans leurs fonctions les hospodars Ipsilanti et Maruzzi , agents dévoués de la politique russe. Heureusement pour nous, cette concession ne parut pas suffisante au czar : cinquante mille Russes franchirent le Dniester, et la flotte anglaise parut aux Dardanelles. Alors le sultan Sélim envoya ses passe-ports à l'ambassadeur de Russie ; M. Charles Arbuthnot, ministre d'Angleterre, menaça de partir à son tour. La Porte fut un moment effrayée ; mais, par l'influence de M. Sébastiani, elle laissa l'envoyé du roi Georges se retirer à bord de l'escadre anglaise. Peu de jours après, cette escadre força le passage des Dardanelles ; une division turque s'était embossée à l'entrée de la mer de Marmara : les Anglais la brûlèrent, et menacèrent Constantinople d'un bombardement. Cette capitale fut saisie d'effroi, et le sultan parut un moment disposé à fléchir, et à solliciter la paix. Les exhortations pressantes de notre ambassadeur et une lettre de Napoléon le ranimèrent, et bientôt on entra en pourparlers. Les Turcs mirent le temps à profit : guidés par M. Sébas-

Mai 1807.

tiani, ils firent de formidables préparatifs de défense; et lorsque les Anglais virent que toute la côte se hérissait de canons, ils jugèrent prudent de repasser les Dardanelles : cette fois ils essuyèrent des avaries, et perdirent un certain nombre de marins. Ce fut un échec, et l'Angleterre y fut très-sensible.

Médiation
offerte
par
l'Autriche.

La cour de Vienne offrit sa médiation à la Russie et à la France : Napoléon, qui ne se faisait point illusion sur les dispositions secrètes de l'Autriche, ne vit dans cette démarche qu'un prétexte à de nouveaux armements, qu'une menace plus ou moins déguisée. Il reconnut que le conseil aulique ne demandait qu'à profiter d'un revers, et que la paix avec l'Autriche ne durerait qu'autant que nous serions vainqueurs des Russes. Habile à dissimuler ses impressions, il se borna d'abord à opposer à la cour de Vienne une réponse évasive; puis, sur les instances de l'Autriche, il accepta « l'intervention amicale de l'empereur François II pour le rétablissement de la paix. » Avant tout, il importait de gagner du temps, et de ne pas ajouter aux difficultés du moment une guerre avec l'Autriche : pour se préparer à cette redoutable éventualité, Napoléon se détermina à donner à ses forces militaires un développement immense; il résolut d'augmenter d'un tiers son armée effective, et de former sur l'Elbe une réserve de cent mille combattants. Dans ce but, il appela sous les drapeaux, et par anticipation, la conscription de 1808. Grâce à cette mesure, l'armée française devait être portée à six cent cinquante mille hommes, indépendamment des contingents fournis par la confédération du Rhin

Napoléon
ordonne
de nouvelles
levées
d'hommes.

 Mai 1807.

et par les puissances alliées. Au fond, il savait bien que la conscription de 1808 serait peu en état d'entrer en ligne, et que des enfants ne pouvaient encore endurer les rudes fatigues de la guerre ; mais il voulait imposer à l'Autriche, et annoncer à l'Europe que la France était disposée à armer jusqu'à son dernier homme. Il arriva en effet que l'appel de la conscription de 1808, qui fut pour la France un signal de désolation et une cause de douleurs poignantes, intimida le cabinet de Vienne et lui donna beaucoup à réfléchir.

Tandis que Napoléon hivernait au château de Finckenstein, un ambassadeur asiatique vint lui présenter les hommages de son souverain. L'envoyé du schah de Perse reçut de l'empereur le plus brillant accueil : Napoléon, imitant les fastueuses coutumes de Louis XIV, ordonna des revues, des parades, et le redoutable appareil que pouvait déployer un conquérant. L'empereur espérait que cette démonstration politique du schah de Perse ne resterait pas stérile, et il entrevit que plus tard, peut-être, la France pourrait avoir en Asie un puissant allié qui menacerait à la fois la Russie et l'Inde. En attendant, il ne négligeait rien pour déterminer le czar à écouter des propositions pacifiques. Comme il comprenait les dangers sérieux de sa situation, il désirait vivement qu'on épargnât à son armée une seconde journée d'Eylau : il avait vaincu assez souvent ses ennemis, pour qu'on ne pût pas le taxer de faiblesse alors qu'il se montrait disposé à la paix. L'empereur Alexandre feignait d'entrer dans ces sentiments ; il négociait à demi, il en-

Napoléon
reçoit
l'envoyé
du schah
de Perse.

Ouvertures
pacifiques
adressées
au czar.

—
Elles sont
repoussées.

Mai 1807.

dormait la vigilance de Napoléon, mais il n'avait d'autre dessein que de recommencer la lutte au moment où les Français cesseraient d'être en éveil. Or, tandis qu'il s'efforçait de donner le change à Napoléon, il s'abouchait à Bartenstein, entre Eylau et Heilsberg, avec le roi Frédéric-Guillaume; et ces deux monarques signaient, le 26 avril, une nouvelle convention pour chasser les Français de l'Allemagne et de la Hollande. Le cabinet de Saint-James ne tarda pas à adhérer à cet acte, et promit en outre, à la Prusse, vingt-cinq millions de subsides. Les puissances contractantes prirent l'engagement de contraindre Napoléon à renoncer à la couronne d'Italie : elles arrêtèrent qu'on ne s'immiscerait point dans le gouvernement intérieur de la France. Ces stipulations demeurèrent soigneusement cachées.

Les
puissances
ennemies
cimentent
leur alliance
contre
Napoléon.

Reprise
des hostilités.

—
Combats
sur les bords
de la
Passarge.

Soudain, au milieu des négociations commencées, les Russes coururent aux armes, et l'armée française se vit attaquée. L'ennemi se porta sur le corps de Ney, qui était posté à Gulstadt, à quatre lieues du camp retranché de Heilsberg (4 juin); Ney se replia en bon ordre sur Ankerdorff, et gagna Deppen; le 6, malgré des forces triples qui cherchaient à lui couper la retraite, il revint sur la rive gauche de la Passarge. Soult, attaqué en même temps, défendit contre Doctorof le pont de Lomitten; et Bernadotte eut à combattre au pont de Spanden les Prussiens commandés par le général Lestocq. Cette affaire fut très-vive. Douze régiments russes et prussiens attaquèrent nos troupes inférieures en nombre, et sept fois ils furent repoussés. Le prince de Ponte-Corvo, en passant de-

vant le front de l'ennemi, fut atteint d'une balle ; Mai 1807.
mais, malgré sa blessure, il continua de diriger les efforts de ses soldats, et la victoire récompensa son courage. Ces différents combats furent livrés sur les bords de la Passarge : ils coûtèrent beaucoup de monde à l'ennemi ; la perte des Français fut moindre.

Cependant Napoléon, en apprenant que les Russes avaient osé le surprendre, s'était hâté de sortir de ses cantonnements et de se porter à Deppen, où bivaquait le corps du maréchal Ney. Le 9 juin, l'arrière-garde ennemie, forte de vingt-cinq mille hommes, voulut s'opposer aux mouvements de l'empereur : après un engagement vif et meurtrier, les Russes furent mis en déroute, et se retirèrent en toute hâte sur Heilsberg, par la rive droite de l'Alle. Le général Benningsen avait fait fortifier cette position. Le 10, il y fut attaqué par l'armée française : dans ce combat, les divisions Savary et Saint-Hilaire firent des prodiges. Les trois divisions du maréchal Soult entrèrent en ligne les premières ; le général Saint-Hilaire s'avança bravement jusqu'aux palissades du camp où les Russes s'étaient retranchés, et il s'y maintint malgré le feu de soixante pièces d'artillerie : on le fit soutenir par un régiment de la garde et par quelques troupes du corps de Lannes. A la nuit, nos colonnes enlevèrent à la baïonnette une redoute de l'ennemi ; mais, assaillies par des forces supérieures, elles ne purent s'y maintenir. A neuf heures du soir la lutte durait encore, et elle avait coûté aux Français un grand nombre de soldats et de chefs : nous avions quatre mille hommes hors de combat.

Bataille
de Heilsberg.

Juin 1807.

Les ténèbres suspendirent enfin la lutte. Napoléon, qui ne songeait pas à emporter de front les positions de Benningsen, résolut de les tourner, et de choisir, pour y attendre l'armée russe, un champ de bataille moins désavantageux. Au lieu de manœuvrer par sa droite pour rejeter l'ennemi sur la basse Vistule, il opéra par la gauche, pour le séparer de Königsberg et de ses magasins : c'était se jeter avec témérité entre l'ennemi et la mer ; mais il comptait sur la lenteur des mouvements de Benningsen, et sur les ressources de son propre génie. Il abandonna donc l'attaque : toutefois, pour ne point laisser croire aux Russes que sa manœuvre était le résultat d'une défaite, il passa en revue sur le terrain les divisions de son armée qui avaient le plus souffert. Le sixième régiment de cuirassiers s'était particulièrement distingué : à l'issue d'une charge brillante exécutée par cette troupe d'élite, le colonel Davenay passa devant Murat, tenant en main son sabre dégouttant de sang : « Prince, lui dit-il, parcourez le front de mon régiment : il n'est aucun de mes hommes dont le sabre ne soit comme le mien. » Le quatrième régiment de la même arme avait montré un courage égal ; l'un de ses officiers, le brave commandant Chipault, avait reçu cinquante-deux blessures. On aurait pu se croire aux fabuleuses luttes d'Homère.

Suite
des
mouvements
de l'armée.

Par ordre de l'empereur, les corps de Ney, de Soult, de Davoust, de Mortier, de Lannes, filèrent à gauche, et se portèrent dans la direction de Königsberg. Quand Benningsen se vit au moment d'être débordé, il se détermina à regret à quitter les re-

tranchements qu'il avait fait élever avec tant de soin ; puis il se replia, pendant la nuit, sur Bartenstein. Il abandonnait aux Français les blessés du combat de la veille et des journées précédentes, et ses retranchements, fruit d'un travail long et pénible. Le 12, l'armée française occupa Heilsberg, d'où s'était retiré l'ennemi, et les divers corps manœuvrèrent pour tourner l'armée russe et lui couper toute retraite. Le même jour, l'empereur porta son quartier général à Eylau.

L'ennemi se repliait sur Wehlau, petite ville des États prussiens, située au confluent de l'Alle et de la Prégel, à dix lieues de Königsberg : il paraissait vouloir attendre les renforts de vingt-huit mille hommes que lui amenait le général Labanoff ; mais, à peine arrivé sur la rive droite de l'Alle, à la hauteur de Friedland, on le vit s'arrêter, comme par une inspiration subite. Benningsen s'imagina qu'il pouvait revenir en arrière, attaquer l'une après l'autre les différentes divisions de l'armée française, et les détruire séparément. C'était un plan hardi : les divers corps de la grande armée étaient répartis sur un espace de dix lieues, et pouvaient difficilement se secourir ; par malheur pour Benningsen, il mit beaucoup de lenteur dans ses mouvements, et en compromit le succès. Le 13 juin, dans la soirée, les Russes s'étant portés sur la rive gauche de l'Alle, se déployèrent, et manœuvrèrent pour cerner le corps de Lannes. Ils étaient trois contre un. Le maréchal Lannes, qui arrivait dans la plaine de Friedland par la route de Domnau, s'était aventuré, et pouvait être enlevé

Juin 1807.

Préludes
de la bataille
de
Friedland.

Juin 1807. par une attaque vigoureuse. L'intrépide maréchal, ne pouvant tenir tête à l'ennemi, se replia sur les bois de Posthénen, et s'y maintint pendant quelques heures. Napoléon, voyant son avant-garde ainsi compromise, la fit soutenir par le corps de Mortier, et lui-même se rapprocha de Domnau avec la garde impériale; en même temps il enjoignit à Ney et à Victor de se porter, chacun de son côté, sur Friedland, afin de se trouver en mesure de soutenir, au point du jour, l'attaque des Russes.

Bataille
de Friedland.

Dans ces régions du Nord, au mois de juin les nuits sont de courte durée, et bientôt les lueurs de l'aube permirent de reconnaître le champ de bataille. On allait engager une lutte décisive sur les bords de l'Alle, dans un pays accidenté, parsemé de bois et couvert de hautes moissons. Déjà les Russes débouchaient par les ponts de Friedland et se rangeaient sur la rive gauche, en face de hauteurs couronnées par les troupes du maréchal Lannes. Au centre de la position qu'il fallait occuper pour arrêter la marche des Russes, était le village de Posthénen, traversé par un ruisseau qui va se jeter dans l'Alle. En arrière était un plateau gardé par notre artillerie; à droite, le bois de Sortlack, situé entre le village de Posthénen et les bords de l'Alle, était au pouvoir de nos tirailleurs, et notre cavalerie en défendait les approches. A trois heures du matin, la canonnade commença de part et d'autre; deux heures après, tous les mouvements préparatoires étant exécutés, le corps de Lannes se trouvait appuyé par d'autres corps. En ce moment, par ordre de l'empereur, les troupes

du maréchal Ney, ayant derrière elles la division de dragons du général Latour-Maubourg, formaient la droite; le corps du maréchal Lannes, appuyé par les dragons de la Houssaye et par les cuirassiers saxons, occupait le centre; le corps du maréchal Mortier, soutenu par les dragons de Grouchy et par nos cuirassiers, tenait les positions de gauche : la garde impériale et le corps du général Victor étaient placés en réserve. Pour l'ennemi, il appuyait sa gauche sur Friedland et sa droite sur les hauteurs de Heinrichsdorf, et se déployait ainsi dans un espace de plus d'une lieue. Cette position était mauvaise, et presque sans issue. L'empereur Napoléon se détermina à faire attaquer Friedland par le maréchal Ney. Il était cinq heures : le soleil brillait dans un ciel sans nuage, et l'empereur se prit à dire : « Voici un beau jour ! c'est l'anniversaire de Marengo ! » Ces mots, répétés sur toute la ligne, excitèrent le courage et la confiance de nos troupes.

L'armée russe, forte de soixante-quinze mille hommes, avait établi sur son front deux cents bouches à feu en batterie. A sept heures du matin, les troupes régulières de Benningsen, précédées par une multitude de Cosaques, se portèrent vers Heinrichsdorf; une partie de notre cavalerie, sous les ordres de Grouchy, les devança, et occupa avant eux cette position importante; la cavalerie ennemie chargea nos dragons et les refoula; nos cuirassiers, commandés par Nansouty, la mirent à son tour en déroute, et la rejetèrent sur l'infanterie russe. Ainsi nous restâmes en possession de Heinrichsdorf, sur l'extrême

Juin 1807. gauche de notre armée et sur la droite des Russes.

Quelque temps après, le corps du maréchal Mortier entra en ligne, la division Dupas marchant en tête, et vint appuyer notre gauche entre Heinrichsdorf et Posthenen. Sur ce point, notre artillerie, tonnant sur les masses russes, leur fit éprouver de nombreuses pertes. L'ennemi chercha à chasser nos troupes de ces positions, mais il fut intrépidement contenu par les grenadiers d'Oudinot : ces braves, accablés par le nombre, allaient succomber, lorsque la division Verdier leur vint en aide. Les Russes essayèrent d'emporter le bois de Sortlack ; mais nos tirailleurs en demeurèrent maîtres, et l'ennemi ne put forcer notre position. Cependant il réunit des masses énormes de cavalerie, et il attaqua de nouveau avec fureur la position de Heinrichsdorf, encore au pouvoir de nos soldats. La cavalerie française, inférieure en nombre sur ce point, mais habilement conduite par Grouchy, réussit à déjouer toutes les tentatives des Russes, et, après de nombreuses charges infructueuses, la plaine en avant de Heinrichsdorf demeura en notre pouvoir. Il était midi ; le combat durait depuis huit heures, et vingt-six mille hommes de l'aile gauche, aux ordres de Lannes, avaient jusqu'à ce moment soutenu seuls le poids de la lutte.

A cette heure, qui fut décisive, l'empereur arriva au galop à Posthenen, et sa présence redoubla le dévouement de l'armée. L'intrépide Oudinot, dont les habits étaient criblés de balles, lui demanda quelques renforts, et lui promit de jeter toute l'armée russe dans l'Alle. Napoléon vit que les troupes enne-

mies, acculées dans un étroit espace, dans un coude que formait la rivière, se trouvaient hors d'état de se déployer librement, et que l'armée française en aurait bientôt raison. Mais déjà la journée s'était en partie écoulée ; les heures passaient, et l'on ne pouvait espérer que toutes nos divisions arriveraient avant le soir sur le terrain. Fallait-il les attendre, et donner aux Russes le temps de respirer ? Valait-il mieux, avec des troupes très-inférieures en nombre, mais à demi-victorieuses, poursuivre jusqu'au bout la fortune ? L'empereur se détermina à prendre ce dernier parti, et il enjoignit au maréchal Ney de refouler, par une attaque de flanc, la gauche de l'armée russe, de la rejeter sur l'Alle, d'emporter Friedland, et de couper toute retraite au centre et à la droite de l'ennemi. En même temps il fit des dispositions pour qu'au moyen d'un combat simulé sur la gauche, on concentrât sur ce point toute l'attention des Russes.

Le maréchal Ney, *comme un lion* (1), déboucha des bois de Sortlack qui avaient couvert ses manœuvres : vingt pièces de canon précédaient ses colonnes. Ses troupes avançaient l'arme au bras sur quatre divisions russes commandées par Bagration, et ce corps ennemi se replia en désordre vers l'anse que formait le cours de l'Alle. Cependant Bagration rallia sa cavalerie, et la lança sur le flanc gauche de Ney. Sans se laisser arrêter par les chevaux russes, les généraux Bisson et Marchand se portèrent en

(1) L'empereur dit, en montrant le maréchal Ney à son collègue Mortier : « Voyez-vous cet homme ? C'est un lion ! »

Juin 1807.

avant, et laissèrent aux dragons de Latour-Maubourg le soin de repousser la cavalerie ennemie. Au même instant le général Sénarmont établissait une batterie de trente pièces, et foudroyait les troupes de Bagration. Le général Benningsen, voyant Friedland menacé, et redoutant de perdre cette position d'où dépendait la journée, essaya un grand effort sur la droite du maréchal Ney : la division Marchand le repoussa à la baïonnette, et le rejeta dans l'Alle, où plusieurs milliers de Russes trouvèrent la mort. En ce moment, le maréchal Ney arriva près d'un ravin qui couvrit le village de Friedland. La garde impériale russe s'y était embusquée : aux approches de nos troupes, elle s'élança inopinément, et cette attaque imprévue porta le désordre dans les colonnes françaises. Le général Victor, voyant qu'elles hésitaient, les fit soutenir à propos par la division Dupont; et cette troupe, abordant de front la garde impériale russe, l'enfonça, la rompit, et en fit un grand carnage.

L'aile gauche des Russes, refoulée vers Friedland, se trouvait enfermée dans un espace étroit entre l'Alle et un ruisseau assez profondément encaissé, qui la séparait du reste de la ligne. Benningsen lui envoya des renforts détachés du centre et de la réserve, mais ces forces militaires ne purent sauver la ville. Friedland fut emporté par nos troupes après une lutte meurtrière, et l'ennemi se retira précipitamment, abandonnant aux Français des rues jonchées de cadavres. Ce fut une heure de deuil et de sang. Soixante mille Russes, acculés sur un espace

de trois à quatre cents toises, et mal protégés par les murs, se trouvaient foudroyés par l'artillerie, sabrés par la cavalerie, fusillés à bout portant. Ceux qui échappaient à ce désastre étaient rejetés dans le ravin et dans un lac marécageux qui couvre la ville du côté du nord, et à peu de distance du cours de l'Alle. Vainement le général Bagration s'efforçait-il de rallier les masses confuses de ses soldats : ceux-ci, écrasés par les canons de Ney et de Sénarmont, ne savaient où chercher un abri. Pour la dernière fois, Benning-sen essaya une diversion sur le centre et l'aile gauche de l'armée française; mais les troupes de Lannes, de Verdier et d'Oudinot firent échouer cette tentative. Cette journée si glorieuse pour la France devait surtout marquer dans la vie d'Oudinot : « Vous vous êtes surpassé, dit l'empereur à ce vaillant capitaine. Partout où vous êtes, je n'ai à craindre que pour vous. » Le maréchal Ney ne fut pas moins admirable; les généraux Dupont et Marchand ajoutèrent à leurs noms une illustration de plus : pour tout dire, chacun fit son devoir.

Les Russes se trouvaient hors d'état de tenir tête plus longtemps à la grande armée; en trois heures, l'artillerie de Sénarmont avait tiré sur eux trois mille six cents coups de canon, dont quatre cents à mitraille, et nos bouches à feu étaient en batterie à moins de soixante toises de l'ennemi. Les flammes qui dévoraient Friedland prolongeaient en quelque sorte le crépuscule, et à dix heures du soir on se battait encore. Benning-sen ordonna d'opérer la retraite, si elle était possible. La moitié de l'artillerie des

Juin 1807.

Russes repassa l'Alle, sur les ponts de Friedland; mais l'ennemi, au milieu du désordre de la fuite, ne put les ranger en batterie sur la rive droite de la rivière. Bientôt Bagration se sauva avec les débris de ses divisions, et brûla les ponts qui avaient servi à sa retraite. Le général Korsakow, qui commandait l'aile droite des Russes, se vit un moment écrasé par Mortier et Savary; rejeté sur Friedland à l'heure même où le maréchal Ney se rendait maître de cette ville incendiée, il se crut pendant quelques instants dans la nécessité de capituler; par bonheur pour lui, il trouva un gué, et ses troupes parvinrent à repasser l'Alle, non sans avoir à subir de nombreuses pertes. Le tiers des soldats de Korsakow périrent dans ce mouvement; le reste parvint à s'échapper. A onze heures du soir, la victoire était complète : vingt mille cadavres russes couvraient le champ de bataille; le nombre des prisonniers et des blessés était immense : soixante-dix pièces de canon et plusieurs drapeaux demeuraient en notre pouvoir. Et cependant l'ennemi avait tenu bon jusqu'au dernier moment : s'il avait fléchi sous la puissance du génie et de la force, il n'aurait point tremblé devant la mort. Comme à Eylau, comme à Heilsberg, la grande armée venait d'apprendre une fois de plus à respecter et à honorer le courage des Russes. Nos pertes s'élevaient à près de huit mille hommes tués et blessés. La garde impériale française et deux divisions de la réserve n'avaient pas même donné; la victoire n'était pas demeurée un seul moment incertaine. Dans cette mémorable journée, la France per-

dit plusieurs officiers de marque, et entre autres les fils des sénateurs Pérignon, Garan de Coulon et Clément de Ris. Le général Victor, qui avait fait preuve de sang-froid et d'énergie, mérita et obtint le bâton de maréchal de l'empire. L'armée russe était rejetée sur ses frontières, vivement poursuivie par la cavalerie de Murat, et Königsberg se rendait aux troupes du maréchal Soult. On trouva dans cette place cent mille fusils envoyés par l'Angleterre.

La grande armée, après quelques jours de repos, se porta sur le Niémen, aux extrémités orientales de la Prusse, et aucun obstacle ne retarda sa marche. Lorsqu'elle arriva sur les bords de ce fleuve, derrière lequel s'étaient réfugiés les débris de l'ennemi, elle se vit un moment harcelée par des nuées de Kalmouks armés de flèches. Depuis plusieurs siècles, les peuples de l'Occident avaient renoncé à se servir de l'arc et du bouclier : nos troupes s'inquiétèrent peu de la présence de hordes barbares qui retardaient à peine la marche des vainqueurs. Le 19 juin, les deux armées se trouvèrent en face l'une de l'autre, et séparées par le lit du Niémen. A quelques lieues de ce campement commençait la Russie, et Napoléon ne se voyait pas sans une certaine inquiétude dans la nécessité de porter si loin la guerre.

La
grande armée
se porte
sur
le Niémen.

L'ennemi ne lui donna pas longtemps ce souci glorieux : le roi de Prusse et le czar, réunis à Mémel, de l'autre côté du Niémen, demandèrent un armistice, précurseur de la paix. L'empereur Napoléon écouta les propositions qui lui étaient adressées, et l'armistice fut signé de part et d'autre à Tilsitt, dans la jour-

Armistice.

Juin 1807. née du 22 juin. Immédiatement après, les négociations furent ouvertes, et l'empereur adressa à ses compagnons d'armes la proclamation suivante :

« Soldats !

Proclamation
de
l'empereur
à son armée.

« Le 5 juin, nous avons été attaqués dans nos can-
« tonnements par l'armée russe. L'ennemi s'est mé-
« pris sur les causes de notre inactivité. Il s'est aperçu
« trop tard que notre repos était celui du lion : il se
« reprend de l'avoir troublé.

« Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg,
« dans celle à jamais mémorable de Friedland, dans
« dix jours de campagne enfin, nous avons pris cent
« vingt pièces de canon, sept drapeaux, tué, blessé
« ou pris soixante mille Russes, enlevé à l'armée en-
« nemi tous ses magasins, tous ses hôpitaux, ses
« ambulances, la place de Kœnisberg, les trois cents
« bâtiments qui étaient dans ce port, chargés de mu-
« nitions de toute espèce.

« Des bords de la Vistule, nous sommes arrivés sur
« ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous cé-
« lébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronne-
« ment ; vous avez cette année dignement célébré ce-
« lui de la bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre
« de la seconde coalition.

« Français, vous avez été dignes de vous et de moi !
« Vous rentrerez en France couverts de lauriers, et
« après avoir obtenu une paix glorieuse qui porte
« avec elle la garantie de sa durée. Il est temps que
« notre patrie vive en repos, à l'abri de la maligne
« influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prou-

« veront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'a-
 « mour que je vous porte. »

Juin 1807.

« Au camp impérial de Tilsitt , le 22 juin 1807. »

Le czar fit demander une entrevue à Napoléon ; elle fut immédiatement accordée, et fixée au lendemain 25 juin. Ce jour-là, un large radeau fut placé au milieu du Niémen, à égale distance des deux rives. Napoléon régla avec un soin minutieux le cérémonial. On se conforma aux anciennes traditions de l'étiquette des cours. Sous un pavillon simple, mais élégant, construit au milieu du radeau, on établit un salon et deux pièces d'attente. A un signal donné par deux coups de canon, Napoléon et Alexandre quittèrent en même temps les deux rives opposées, pour arriver simultanément au rendez-vous : tous deux étaient escortés de l'élite des officiers de leur palais et de leur armée. Napoléon arriva le premier ; il traversa le pavillon, et s'avança près de l'empereur Alexandre. Les deux souverains s'embrassèrent alors par un mouvement spontané, et les acclamations des deux armées, répandues sur les rives du fleuve, s'élevèrent jusqu'au ciel. Une seconde entrevue, à laquelle l'empereur Alexandre amena le roi de Prusse, eut lieu le lendemain sur le même radeau ; et bientôt le village de Tilsitt ayant été neutralisé, les deux souverains étrangers s'y établirent, et les conférences pacifiques ne furent plus interrompues.

Entrevues
de Tilsitt.

Plus tard, en parlant de ces mémorables scènes de Tilsitt, l'empereur Napoléon se prit à dire à ses familiers qu'Alexandre lui avait paru *FAUX comme un*

Le czar
Alexandre.

Juin 1807.

Grec du Bas-Empire. Ce jugement était immérité. Quoique doué de la pénétration d'un Moscovite, et contraint, par les nécessités du gouvernement, de taire ses secrets, le czar Alexandre était généreux et susceptible d'enthousiasme. Élève du Suisse la Harpe, il avait été disposé par ce maître à adopter de cœur les doctrines d'une philosophie sentimentale, trop souvent erronée dans ses applications, mais presque toujours consacrée à exalter le dévouement, l'honneur, la vertu humaine. C'était un disciple de Rousseau, instruit pour être roi à Lacédémone ou citoyen d'un peuple libre, et placé par le droit de la naissance sur le trône de la Russie, d'où il commandait en maître absolu, en despote involontaire, au plus vaste empire du monde. En général, le cœur de l'homme s'accommode de ces situations fausses lorsque l'ambition y trouve son compte, et les philosophes amis du peuple prennent goût au rôle de rois absolus. Alexandre Paulovitch, autocrate de toutes les Russies, czar de Kazan, d'Astrakhan, de Pologne, de Sibérie et de la Chersonèse taurique, se trouva mieux d'avoir à régner que de méditer sur un chapitre du *Contrat social*. Il n'en garda pas moins, de son éducation première, l'amour de la justice, le respect de l'humanité, le goût des arts, et une disposition à la philosophie et à l'illuminisme. Il sut se concilier l'affection des peuples par la simplicité de ses manières et l'affabilité de son cœur. Il embrassait avec ardeur toutes les idées qui se rattachaient à l'amélioration de l'homme, au bien-être des nations; il était religieux au fond de l'âme, et accessible à toutes

les idées nobles. Condamné à régner sur des esclaves, il honorait en eux des chrétiens et des frères; et s'il eût vécu, si une mort mystérieuse n'eût point terminé prématurément ses destinées, il eût accompli jusqu'au bout, par la persuasion et l'intelligence, l'œuvre que son aïeul Pierre le Grand avait commencée par la force. Mais, comme ses ancêtres qui obtinrent le dangereux honneur de régner sur la Russie, Alexandre n'était, après tout, qu'un serf commandant à des serfs. Il était soumis à cette aristocratie formidable qui baise les pieds des czars, et se relève pour présenter le cordon à l'empereur quand il cesse d'être un instrument. Au début de son règne il l'avait compris plus que jamais, alors qu'il se vit dans la nécessité de prendre pour courtisans et pour ministres les assassins de son père. Un jour vint où le monde le comprit de nouveau, lorsqu'on sut que l'autocrate de toutes les Russies venait de trépasser obscurément dans les solitudes de Taganrog.

A Tilsitt, l'empereur Alexandre, âgé de moins de trente ans, était dans toute la ferveur de l'admiration que Napoléon lui inspirait. S'il défendait, selon son devoir, les intérêts de la Russie et de la Prusse, il se laissait aller volontiers aux charmes d'une amitié nouvelle, à cette fascination que le génie de Napoléon exerçait sur les âmes. Vainement la Russie avait-elle horreur de Napoléon et de la France : le jeune czar luttait contre les instincts de sa noblesse et de son peuple, et parlait sincèrement d'alliance et de paix.

Durant les conférences de Tilsitt, les trois souverains se donnaient réciproquement des gages d'ami-

Juill. 1807.

Séjour
des trois
souverains
à Tilsitt.

tié et de confiance. Le matin , après la toilette , on déjeunait , on se promenait à cheval ; de deux heures jusqu'à cinq , on s'occupait d'arrangements internationaux ; après dîner , les journées étant fort longues , on passait en revue des corps d'armée , on échangeait des décorations et des présents , on assistait au tir à l'arc des Asiatiques , aux étranges concerts des Bas-kirs. On se serait cru à ces trêves chevaleresques du moyen âge , alors que , de part et d'autre , les guerriers les plus braves suspendaient les luttes sanglantes pour figurer ensemble dans les joutes et les tournois. Et cependant , au milieu de ces distractions et de ces fêtes , pendant que les soldats et les maréchaux faisaient assaut de politesse et de bonne humeur , Alexandre et Napoléon , le premier fasciné , l'autre admirablement maître de lui-même , remaniaient les frontières des royaumes de l'Europe , et pesaient ensemble les destinées de l'avenir. On consentait à maintenir ce qui avait été fait sur l'Oder , sur l'Elbe , en Italie : on n'était pas d'accord sur Constantinople.

La reine de Prusse vint à Tilsitt ; elle dîna chez l'empereur : elle employa toutes les ressources de son esprit à obtenir pour son mari et pour son peuple des conditions moins dures. Mais , bien que Napoléon se montrât obséquieux et empressé , cette belle ennemie échoua devant l'inflexibilité de la politique.

Paix
de Tilsitt.

La paix fut signée à Tilsitt le 7 juillet : l'empereur Napoléon consentit à rendre au roi de Prusse une partie de ses États. Les provinces qui , avant 1772 , constituaient le royaume de Pologne , et qui , depuis , étaient tombées à différentes époques sous la domi-

nation prussienne (on ne parlait plus des partages), Juill. 1807. furent détachées de cette monarchie pour former un État particulier, désigné sous le nom de grand-duché de Varsovie; on stipula que ce grand-duché appartiendrait au roi de Saxe, et serait gouverné d'après une constitution qui garantirait sa liberté et ses privilèges. Ce fut là tout ce que fit Napoléon en faveur de la Pologne; et l'opinion ne se contenta guère de cette déception : on se dit que la Pologne avait mérité mieux qu'une fausse nationalité restituée à quelques provinces. Quoi qu'il en soit, la ville de Dantzick, avec un territoire de deux milles, fut déclarée indépendante, sous la protection de la Saxe. Il fut stipulé que la navigation de la Vistule serait libre. Les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklembourg-Schwerin rentrèrent en possession de leurs États; mais tous les ports d'Oldenbourg et de Mecklembourg durent recevoir des garnisons françaises jusqu'à la paix définitive entre la France et l'Angleterre. Le czar reconnut la confédération du Rhin, les possessions des souverains qui composaient cette ligue, et les titres qu'ils portaient. Napoléon consentit à ce que les armées russes occupassent la Valachie et la Moldavie, et s'emparassent de la Finlande. Alexandre reconnut le titre impérial de Napoléon, il le salua comme roi d'Italie et protecteur de la confédération du Rhin; il admit pour légitimes les nouvelles dynasties de Hollande et de Naples; et l'on arrêta, de concert, que de la Hesse et de plusieurs autres provinces allemandes dont les limites seraient ultérieurement déterminées, on formerait un royaume de Westphalie, qui

Juill. 1807. serait donné à Jérôme Bonaparte, frère de l'empereur.

Deux traités de paix, l'un patent, l'autre secret, furent conclus entre la France et la Russie. La France y gagna la restitution des bouches du Cattarò, l'abandon des Sept-Iles, et la promesse d'une alliance offensive et défensive : elle obtint de plus, contre l'Allemagne, la création d'un État de Westphalie, véritable fief donné à un prince français : mais ce n'était là qu'un avantage illusoire, puisque la nationalité allemande devait tôt ou tard réagir contre un pareil arrangement, et faire évanouir le fantôme de royauté étrangère qu'on osait lui imposer. Elle obtenait contre la Russie l'établissement du duché de Varsovie : si c'était là un germe déposé sur le sol des Slaves pour faire revivre plus tard la nationalité polonaise, Alexandre se réservait de l'étouffer le jour où la Russie redeviendrait forte, et où la France serait trop loin. Pour lui, il obtenait de pouvoir ajouter la Finlande à son vaste empire, et d'occuper sans obstacles les grandes provinces danubiennes depuis si longtemps convoitées. C'étaient là les rêves de Catherine ; et ce qu'elle n'avait pu réaliser lorsqu'elle était forte et sans rivale, son petit-fils Alexandre l'établissait, quoique vaincu et réduit à demander la paix. Il faut donc reconnaître que si le traité de Tilsitt fut avantageux à la France, que s'il flattait l'orgueil de Napoléon comme chef de dynastie, il profita surtout, en réalité, aux intérêts et à la prépondérance de la Russie.

On s'étonnera peut-être en voyant que Napoléon faisait si bon marché de l'indépendance des provinces

danubiennes et des intérêts de la Turquie : or, il faut Juill. 1807.
savoir que peu de temps après la victoire de Friedland un événement s'était accompli à Constantinople, qui changeait la face des choses. Le sultan Sélim, l'allié fidèle de Napoléon, venait d'être victime d'une révolution dont les ulémas et les janissaires, auxquels il s'était rendu odieux, avaient donné le signal. Ce prince ayant été déposé et étranglé, Napoléon n'avait dû voir, dans le nouveau gouvernement de la Turquie d'Europe, qu'un instrument de la politique anglaise contre la France : il avait donc pensé qu'au lieu de stipuler désormais en faveur de l'empire ottoman, il fallait se tourner contre lui, et partager ses dépouilles entre la Russie et la France. On ne s'était pas accordé sur les termes de ce partage : Napoléon n'avait point voulu consentir à ce que la Russie étendît ses provinces jusque sur le Bosphore. « Constantinople, s'était-il écrié, c'est l'empire du monde ! » En face de la question d'Orient, dont les difficultés apparaissaient déjà aux regards de l'Europe, les deux empereurs s'arrêtèrent, et consentirent à attendre des jours plus propices à l'accomplissement de leurs gigantesques desseins.

Lorsque le dernier sceau eut été mis à ces arrangements, Napoléon prit congé des souverains de Prusse et de Russie. Il se rendit à Kœnigsberg, où il prescrivit toutes les dispositions militaires que réclamait la sécurité de ses troupes et de ses alliés : il alla ensuite à Dresde, où il reçut les hommages de ses vassaux, les rois et les princes de la ligue du Rhin; puis,

Napoléon
revient
en France.

Juill. 1807. après avoir savouré les satisfactions de l'orgueil , il revint à Paris jouir de sa gloire, et méditer de nouvelles entreprises contre les peuples.

FIN DU PREMIER VOLUME
DE L'HISTOIRE DE L'EMPIRE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I.

TRAITÉ DE PRESBOURG,

INTERVENU ENTRE LA FRANCE ET L'AUTRICHE, APRÈS
LA BATAILLE D'AUSTERLITZ.

Art. 1^{er}. Il y aura, à compter de ce jour, paix et amitié entre S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, leurs héritiers et successeurs, leurs États et sujets respectifs, à perpétuité.

2. La France continuera de posséder en toute propriété et souveraineté les duchés, principautés, seigneuries et territoires au delà des Alpes, qui étaient, antérieurement au présent traité, réunis et incorporés à l'empire français, ou régis par les lois et les administrations françaises.

3. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, pour lui, ses héritiers et successeurs, reconnaît les dispositions faites par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, relatives aux principautés de Lucques et de Piombino.

4. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche renonce, tant pour lui que pour ses héritiers et successeurs, à la partie des États de la république de Venise à lui cédée par les traités de Campo-Formio et de Lunéville, laquelle sera réunie à perpétuité au royaume d'Italie.

5. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaît S. M. l'empereur des Français comme roi d'Italie; mais il est convenu que, conformément à la déclaration faite par S. M. l'empereur des Français au moment où il a pris la couronne

d'Italie, aussitôt que les puissances nommées dans cette déclaration auront rempli les conditions qui s'y trouvent exprimées, les couronnes de France et d'Italie seront séparées à perpétuité, et ne pourront plus, dans aucun cas, être réunies sur la même tête. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche s'engage à reconnaître, lors de la séparation, le successeur que S. M. l'empereur des Français se sera donné comme roi d'Italie.

6. Le présent traité de paix est déclaré commun à LL. AA. SS. les électeurs de Bavière, de Wurtemberg et de Bade, à la république batave, alliés de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, dans la présente guerre.

7. Les électeurs de Bavière et de Wurtemberg ayant pris le titre de roi, sans néanmoins cesser d'appartenir à la confédération germanique, S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les reconnaît en cette qualité.

8. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, tant pour lui, ses héritiers et successeurs, que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs respectifs, renonce aux principautés, seigneuries, domaines et territoires ci-après désignés :

Cède et abandonne à S. M. le roi de Bavière le margraviat de Burgaw et ses dépendances, la principauté d'Eischtadt, la partie du territoire de Passau appartenant à S. A. R. l'électeur de Salzbourg, et située entre la Bohême, l'Autriche, le Danube et l'Inn; le comté de Tyrol, y compris les principautés de Brixen et de Trente; les sept seigneuries du Voralberg avec leurs enclaves; le comté de Hohenems; le comté de Kœnigsegg-Rothenfels; les seigneuries de Tetnang et Argen, et la ville et territoire de Lindau.

A S. M. le roi de Wurtemberg, les cinq villes dites du Danube; savoir, Ehingen, Munderts-Kingen, Redlingen, Meingen et Sulgaw, avec leurs dépendances; le haut et bas comté de Hohenberg; le landgraviat de Nellenburg et la préfecture d'Altorf, avec leurs dépendances (la ville de Constance exceptée); la partie du Brisgaw faisant enclave dans les possessions

wurtembergeoises , et située à l'est d'une ligne tirée du Schlegelberg jusqu'à la Molbach , et les villes et territoires de Villingen et Brentingen.

A S. A. S. l'électeur de Bade, le Brisgaw, à l'exception de l'enclave et des portions séparées ci-dessus désignées, l'Ortenaw et leurs dépendances ; la ville de Constance et la commanderie de Meinau.

Les principautés , seigneuries , domaines et territoires susdits seront possédés respectivement par LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg , et par S. A. S. l'électeur de Bade, soit en suzeraineté , soit en toute propriété et souveraineté , de la même manière , aux mêmes titres , droits et prérogatives que les possédaient S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche ou les princes de sa maison , et non autrement.

9. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche reconnaît les dettes contractées par la maison d'Autriche au profit des particuliers et des établissements publics des pays faisant actuellement partie intégrante de l'empire français , et il est convenu que Sadite Majesté restera libre de toute obligation par rapport à toutes dettes quelconques que la maison d'Autriche aurait contractées à raison de la possession , et hypothéquées sur le sol des pays auxquels elle renonce par le présent traité.

10. Les pays de Salzbourg et de Berchtolgraden, appartenant à S. A. S. et E. l'archiduc Ferdinand , seront incorporés à l'empire d'Autriche , et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche les possédera en toute propriété et souveraineté , mais à titre de duché seulement.

11. S. M. l'empereur des Français , roi d'Italie , s'engage à obtenir , en faveur de S. A. R. l'archiduc Ferdinand , électeur de Salzbourg , la cession , par S. M. le roi de Bavière , de la principauté de Wurtzbourg , telle qu'elle a été donnée à Sadite Majesté par le r  cs de la députation de l'empire germanique du 25 février 1803 (6 ventôse an ix).

Le titre électoral de S. A. R. sera transféré sur cette principauté , que S. A. R. possédera en toute propriété et souverai-

neté, de la même manière et aux mêmes conditions qu'elle possédait l'électorat de Salzbourg.

Et quant aux dettes, il est convenu que le nouveau possesseur n'aura à sa charge que les dettes résultant d'emprunts formellement consentis par les états du pays, ou des dépenses faites pour l'administration effective dudit pays.

12. La dignité de grand maître de l'ordre Teutonique, les droits, douanes et revenus qui, antérieurement à la présente guerre, dépendaient de Mergentheim, chef-lieu de l'ordre, les autres droits, douanes et revenus qui se trouveront attachés à la grande maîtrise à l'époque de l'échéance des ratifications du présent traité, ainsi que les domaines et revenus dont, à cette même époque, ledit ordre se trouvera en possession, deviendront héréditaires dans la personne et la descendance directe et masculine, par ordre de primogéniture, de celui des princes de la maison impériale qui sera désigné par S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche.

S. M. l'empereur Napoléon promet ses bons offices pour faire obtenir le plus tôt possible à S. A. R. l'archiduc Ferdinand une indemnité pleine et entière en Allemagne.

13. S. M. le roi de Bavière pourra occuper la ville d'Augsbourg et son territoire, les réunir à ses États, et les posséder en toute propriété et souveraineté. Pourra également S. M. le roi de Wurtemberg occuper, réunir à ses États et posséder en toute propriété et souveraineté le comté de Bondorf; et S. M. l'empereur s'engage à n'y mettre aucune opposition.

14. LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg, et S. A. S. l'électeur de Bade, jouiront sur les territoires à eux cédés, comme aussi sur les anciens États, de la plénitude de la souveraineté, et de tous les droits qui en dérivent et qui leur ont été garantis par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, ainsi et de la même manière qu'en jouissent S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. le roi de Prusse, sur les États allemands. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, soit comme chef de l'Empire, soit comme co-État, s'engage à ne mettre aucun obstacle à l'exécution des

actes qu'ils auront faits ou pourraient faire en conséquence.

15. S. M. l'empereur d'Autriche et d'Allemagne, tant pour ses héritiers et successeurs que pour les princes de sa maison, leurs héritiers et successeurs, renonce à tous droits soit de souveraineté, soit de suzeraineté, à toutes prétentions quelconques, actuelles ou éventuelles, sur tous les États, sans exception, de LL. MM. les rois de Bavière, de Wurtemberg, et de S. A. S. l'électeur de Bade, et généralement sur tous les États, domaines et territoires compris dans les cercles de Bavière, de Franconie, de Souabe, ainsi qu'à tout titre pris desdits domaines et territoires; et réciproquement toutes prétentions actuelles ou éventuelles desdits États à la charge de la maison d'Autriche ou de ses princes, sont et demeureront éteintes à perpétuité : néanmoins, les renonciations contenues au présent article ne concernent point les propriétés qui sont par l'article 9, ou seront, en vertu de l'article 11 ci-dessus, concédées à LL. AA. RR. les archiducs désignés dans lesdits articles.

16. Les titres domaniaux et archives, les plans et cartes des différents pays, villes et forteresses, cédés par le présent traité, seront remis dans l'espace de trois mois, à dater de l'échange des ratifications, aux puissances qui en auront acquis la propriété.

17. S. M. l'empereur Napoléon garantit l'intégrité de l'empire d'Autriche dans l'état où il sera en conséquence du présent traité de paix, de même que l'intégrité des possessions des princes de la maison d'Autriche, désignées dans les articles 11 et 12.

18. Les hautes parties contractantes reconnaissent l'indépendance de la république helvétique, régie par l'acte de médiation, de même que l'indépendance de la république batave.

19. Les prisonniers de guerre faits par la France et ses alliés sur l'Autriche, et par l'Autriche sur la France et ses alliés, et qui n'ont pas été restitués, le seront dans quarante jours, à dater de l'échange des ratifications du présent traité.

20. Toutes les communications et relations commerciales

seront rétablies dans les deux pays comme elles étaient avant la guerre.

21. S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, et S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, conserveront entre eux le même cérémonial, quant au rang et aux autres étiquettes, que celui qui a été observé avant la présente guerre.

22. Dans les cinq jours qui suivront l'échange des ratifications du présent traité, la ville de Presbourg et ses environs, à la distance de six lieues, seront évacués.

Dix jours après ledit échange, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la Moravie, la Bohême, le Viertel-Unter-Wiener-Wald, le Viertel-Unter-Manhartsberg, la Hongrie et toute la Styrie.

Dans les dix jours suivants, elles évacueront le Viertel-Ober-Wiener-Walder, le Viertel-Ober-Manhartsberg.

Enfin, dans le délai de deux mois à compter de l'échange des ratifications, les troupes françaises et alliées de la France auront évacué la totalité des États héréditaires de S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, à l'exception de la place de Braunau, laquelle restera pendant un mois de plus à S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, comme lieu de dépôt pour les malades et pour l'artillerie.

Il ne sera, pendant ledit mois, fait aux habitants aucune réquisition, de quelque nature que ce soit.

Mais il est convenu que, jusqu'à l'expiration dudit mois, il ne pourra être stationné ni introduit aucun corps quelconque de troupes autrichiennes dans un arrondissement de six lieues autour de ladite place de Braunau.

Il est pareillement convenu que chacun des lieux qui devront être évacués successivement par les troupes françaises dans les délais sus-mentionnés, ne pourra être occupé par les troupes autrichiennes que quarante-huit heures après l'évacuation.

Il est aussi convenu que les magasins laissés par l'armée française dans les lieux qu'elle évacuera successivement resteront à sa disposition, et qu'il sera fait par les hautes parties contractantes un arrangement relatif à toutes les contributions

de guerre précédemment imposées sur les divers États héréditaires occupés par l'armée française, arrangement en conséquence duquel la levée desdites contributions cessera entièrement à compter du jour de l'échange des ratifications.

L'armée française tirera son entretien et ses subsistances de ses propres magasins, établis sur les routes qu'elle doit suivre.

23. Immédiatement après l'échange des ratifications du présent traité, des commissaires seront nommés de part et d'autre pour remettre et recevoir, au nom des souverains respectifs, toutes les parties du territoire vénitien non occupées par les troupes de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie.

La ville de Venise, les lagunes et les possessions de terre ferme seront remises dans le délai de quinze jours; l'Istrie et la Dalmatie vénitienne, les bouches du Cattaro, les îles vénitiennes de l'Adriatique, et toutes les places et forts qu'elles renferment, dans le délai de six semaines, à compter de l'échange des ratifications.

Les commissaires respectifs veilleront à ce que la séparation de l'artillerie ayant appartenu à la république de Venise et de l'artillerie autrichienne soit exactement faite, la première devant rester en totalité au royaume d'Italie. Ils détermineront, d'un commun accord, l'espèce et la nature des objets appartenant à S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche, lesquels devront rester à sa disposition. Ils conviendront, soit de la vente au royaume d'Italie de l'artillerie impériale et des objets mentionnés, soit de leur échange contre une quantité équivalente d'artillerie ou d'objets de même ou d'autre nature qui seraient laissés par l'armée française dans les États héréditaires.

Il sera donné toute facilité et toute assistance aux troupes autrichiennes et aux administrations civiles et militaires pour retourner dans les États d'Autriche par les voies les plus convenables et les plus sûres, ainsi que pour le transport de l'artillerie impériale des magasins de terre et de mer, et autres objets qui n'auraient pas été compris dans les stipulations, soit de vente, soit d'échange, qui pourront être faites.

24. Les ratifications seront échangées dans l'espace de huit jours , ou plus tôt , si faire se peut.

N° II.

Voici le texte de l'acte qui renfermait les bases de la *confédération du Rhin*, dont Napoléon s'était déclaré le protecteur :

S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, d'une part, et d'autre part LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg, LL. AA. SS. les électeurs archichancelier et de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, les princes de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le prince d'Issembourg-Birstein, le duc d'Aremberg, le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen, voulant, par des stipulations convenables, assurer la paix intérieure et extérieure du midi de l'Allemagne, pour laquelle l'expérience a prouvé depuis longtemps, et tout récemment encore, que la constitution germanique ne pouvait plus offrir aucune sorte de garantie, ont nommé plénipotentiaires, savoir..., etc. ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants :

Art. 1. Les États de LL. MM. le roi de Bavière et de Wurtemberg, de LL. AA. SS. les électeurs archichancelier et de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, les princes de Nassau-Usingen et de Nassau-Weilbourg, le prince de Hohenzollern-Hechingen et Hohenzollern-Sigmaringen, les princes de Salm-Salm et Salm-Kyrbourg, le prince d'Issembourg-Birstein, le duc d'Aremberg et le prince de Lichtenstein et le comte de la Leyen, seront séparés à perpétuité du territoire de l'empire germanique, et unis entre eux

par une confédération particulière , sous le nom d'*Etats confédérés du Rhin*.

2. Toute loi de l'empire germanique qui a pu jusqu'à présent concerner LL. MM. et LL. AA. SS. les rois et princes et le comte susnommés en l'article précédent, leurs sujets, leurs États ou partie d'iceux , sera à l'avenir, relativement à Leurs-dites Majestés et Altesses et audit comte, à leurs États et sujets respectifs, nulle et de nul effet ; sauf néanmoins les droits acquis des créanciers et pensionnaires par le récéss de 1803 et les dispositions du paragraphe 39 dudit récéss, relatives à l'octroi de navigation du Rhin, lesquelles continueront d'être exécutées suivant leur forme et teneur.

3. Chacun des rois et princes confédérés renoncera à ceux de ses titres qui expriment des rapports quelconques avec l'empire germanique, et, le 1^{er} août prochain, il fera notifier à la diète sa séparation d'avec l'empire.

4. S. A. S. l'électeur archichancelier prendra les titres de Prince Primat et d'Altesse Éminentissime.

Le titre de prince primat n'emporte avec lui aucune prérogative contraire à la plénitude de la souveraineté dont chacun des confédérés doit jouir.

5. LL. AA. SS. l'électeur de Bade, le duc de Berg et de Clèves, le landgrave de Hesse-Darmstadt, prendront le titre de Grand-Duc. Ils jouiront des droits, honneurs et prérogatives attachés à la dignité royale.

Le rang et la prééminence entre eux sont et demeureront fixés conformément à l'ordre dans lequel ils sont nommés au présent article.

Le chef de la maison de Nassau prendra le titre de Duc, et le comte de la Leyen le titre de Prince.

6. Les intérêts communs des États confédérés seront traités dans une diète dont le siège sera à Francfort, et qui sera divisée en deux collèges, savoir : le collège des rois et le collège des princes.

7. Les princes devront nécessairement être indépendants de toute puissance étrangère à la confédération, et ne pourront

conséquemment prendre du service d'aucun genre que dans les États confédérés ou alliés à la confédération. Ceux qui, étant déjà au service d'autres puissances, voudront y rester, seront tenus de faire passer leurs principautés sur la tête de l'un de leurs enfants.

8. S'il arrivait qu'un desdits princes voulût aliéner, en tout ou partie, sa souveraineté, il ne pourra le faire qu'en faveur de l'un des États confédérés.

9. Toutes les contestations qui s'élèveront entre les États confédérés seront décidées par la diète de Francfort.

10. La diète sera présidée par S. A. Ém. le prince primat ; et lorsque l'un des deux collèges seulement aura à délibérer sur quelque affaire, S. A. Ém. présidera le collège des rois, et le duc de Nassau le collège des princes.

11. Les époques où, soit la diète, soit un des collèges séparément, devra s'assembler, le mode de leur convocation, les objets qui devront être soumis à leur délibération, la manière de former les résolutions et de les faire exécuter, seront déterminés par un statut fondamental, que S. A. Ém. le prince primat proposera dans un délai d'un mois après la notification faite à Ratisbonne, et qui devra être approuvée par les États confédérés. Le même statut fondamental fixera définitivement le rang entre les membres du collège des princes.

12. S. M. l'empereur des Français sera proclamé Protecteur de la confédération du Rhin ; et, en cette qualité, au décès de chaque prince primat, il en nommera le successeur.

13. S. M. le roi de Bavière cède à S. M. le roi de Wurtemberg la seigneurie de Wiessensteig, et renonce aux droits qu'à raison de la préfecture de Burgau il pourrait avoir ou prétendre sur l'abbaye de Wiblingen.

14. S. M. le roi de Wurtemberg cède à S. A. S. le grand-duc de Bade le comté de Bendorf, les villes de Bruhnlingen et de Willingen, avec la partie du territoire de cette dernière située à la droite de la Brigach, et la ville de Tuttlingen, avec les dépendances du bailliage de ce nom, situées à la droite du Danube.

15. S. A. S. le grand-duc de Bade cède à S. M. le roi de Wurtemberg la ville de Biberach avec ses dépendances.

16. S. A. S. le duc de Nassau cède à S. A. I. le grand-duc de Berg la ville de Deutz ou Dustz avec son territoire, la ville et le bailliage de Kœnigswinter et le bailliage de Willich.

17. S. M. le roi de Bavière réunira à ses États et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Nuremberg, et les commanderies de Rohz et de Waldstettin, de l'ordre Teutonique.

18. S. M. le roi de Wurtemberg réunira à ses États et possédera en toute souveraineté et propriété la seigneurie de Wiesensteig, et les villes, territoires et dépendances de Biberach, en conséquence des cessions à lui faites par S. M. le roi de Bavière; et S. A. S. le grand-duc de Bade, la ville de Waldsée, le comté de Saheklingen, la commanderie de Kappfenbourg ou Lancherm, la commanderie d'Auschauven, distraction faite des seigneuries d'Achberg et Hohenfels, et l'abbaye de Wiblingen.

19. S. A. S. le grand-duc de Bade réunira à ses États et possédera en toute souveraineté et propriété le comté de Bendorf, les villes de Brunnlingen, Willingen et Tuttlingen, les parties de leur territoire et les dépendances spécifiées en l'art. 14, et tels qu'ils lui ont été cédés par S. M. le roi de Wurtemberg.

Il possédera en toute propriété la principauté de Heitersheim et toutes celles de ses dépendances situées dans la possession de S. A. S., telles qu'elles seront en conséquence du présent traité.

Il possédera également en toute propriété les commanderies teutoniques de Beuggen et de Fribourg.

20. S. A. I. le grand-duc de Berg possédera en toute souveraineté et propriété la ville et le bailliage de Kœnigswinter et le bailliage de Willich, en conséquence de la cession à lui faite par S. A. S. le duc de Nassau.

21. S. A. S. le grand-duc de Hesse-Darmstadt réunira à ses États le bourgraviat de Friedberg, pour le posséder en sou-

veraineté seulement pendant la vie du bourgrave actuel, et en toute propriété après le décès dudit bourgrave.

22. S. A. Ém. le prince primat réunira à ses États et possédera en toute propriété et souveraineté la ville et le territoire de Francfort.

23. S. A. S. le prince de Hohenzollern-Sigmaringen possédera en toute propriété et souveraineté les seigneuries d'Ochleerg et de Hohenfels, dépendantes de la commanderie d'Arschhausen, et les couvents de Klosterwaldt et de Habothall.

S. A. S. possédera en souveraineté les terres équestres situées entre ses possessions actuelles et les territoires au nord du Danube, sur lesquels sa souveraineté doit s'étendre en conséquence du présent traité, nommément des seigneuries de Gamertingen et de Hettingen.

24. LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg; LL. AA. SS. les grands-ducs de Bade, de Berg et de Hesse-Darmstadt; S. A. Ém. le prince primat; LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau; les princes Hohenzollern-Sigmaringen, de Salm-Kyrbourg, d'Issembourg-Birstein, et le duc d'Arenberg, exerceront tous les droits de souveraineté, savoir:

S. M. le roi de Bavière, sur la principauté de Schwartzemberg, le comté de Castel, la seigneurie de Speckfeld et de Wiesenterg, les dépendances de la principauté de Hohenlohe enclavées dans le marquisat d'Anspach et dans le territoire de Bothembourg, nommément les grands bailliages de Schillingsfurth et de Kirchberg; le comté de Sterntein; les principautés d'Oettingen; les possessions du prince de la Tour et Taxis, au nord de la principauté de Neubourg; le comté d'Edelstellen; les possessions des princes et comtes de Fugger; le bourgraviat de Winderiden, et enfin la seigneurie de Buxheim et de Tannhausen, et sur la totalité de la grande route de Memmingen à Lindau.

S. M. le roi de Wurtemberg, sur la possession des princes et comtes de Truchsess-Waldebourg, les comtés d'Egloff, de Guttzell, d'Egbach, d'Isny, de Kamgseck - Aulendorf, d'Ochsenhausen, de Both et de Schussenrin et Wissenau;

les seigneuries de Mettingen et Sulningen, Newraswenshourg, Tannheim, Warthausen et Weimgarten, distraction faite de la seigneurie de Hagnau ; les possessions du prince de la Tour et Taxis, à l'exception de celles qui sont situées au nord de la principauté de Neubourg et de la seigneurie de Strauberg et du bailliage d'Ostrach ; les seigneuries de Gundelfengen et de Neufra ; les parties du comté de Lembourg-Gaildorf non possédées par Sadite Majesté ; toutes les possessions du prince de Hohenlohe, sauf l'exception faite au paragraphe précédent ; et enfin la partie du bailliage ci-devant mayençais de Kiaustheim, située à la gauche de la Yaxt.

S. A. S. le grand-duc de Bade, sur la principauté de Furstemberg (étant exceptées les seigneuries de Gundelfengen, Neufra, Trochtelfengen, Jungnau, et la partie du bailliage de Moërskirch située à la gauche du Danube), la seigneurie de Hagnau, le comté de Thengen, le landgraviat de Klettau, les bailliaages de Neidenau et Bittgheim, la principauté de Linange, les possessions des princes et comtes de Lœvenstein-Wertheim situées à la rive gauche du Mayn (étant exceptés les comtés de Lœvenstein, la partie du Lembourg-Gaildorf appartenant aux comtes de Lœvenstein, et les seigneuries de Heubach, de Brieieberg et de Habitzheim), et enfin sur les possessions du prince de Salm-Reiferscheid-Krautheim, au nord de la Yaxt.

S. A. I. le grand-duc de Berg, sur les seigneuries de Limbourg-Styrum, de Bruck, de Hardenberg, de Gunbornn et Neustadt, de Wildenberg, les comtés de Hombourg, de Bentheim, de Thenfurt, de Horstmar ; les possessions du duc de Looz ; les comtés de Siegen, de Dilhenbourg (les bailliaages de Wehrheim et de Burbach exceptés) et de Hadamac ; les seigneuries de Westerbourg, de Schacleck et de Beisstein, et la partie de la seigneurie de Bunckel proprement dite, située à la droite de la Lahn ; et pour les communications entre le duché de Clèves et les possessions susdites au nord de ce duché, S. A. I. aura l'usage d'une route à travers les États du prince de Salm.

S. A. S. le grand-duc de Darmstadt, sur la seigneurie de Brenberg et de Hambach, sur la seigneurie ou bailliage d'Habitheim, le comté d'Erbach, la seigneurie d'Ilbenstadt, la partie du comté de Kœnigstein, possédés par le prince de Stolberg-Gedern; les possessions des barons de Riedesel, enclavées dans les États de Sadite Altesse, ou qui leur sont contiguës : nommément les juridictions de Lauterbach, de Hockacesen, Moos et Friernstern, les possessions des princes et comtes de Salm de Weteravie, à l'exception des bailliages de Hohensolm, Brauntels et Greiffenstein; et enfin sur les comtés de Wîngenstein et Berlebourg, et le bailliage de Hesse-Hombourg, possédés par la branche de ce nom, apanagée de Hesse-Darmstadt.

S. A. Eminentissime le prince primat, sur les possessions des princes et comtes de Lœwenstein-Wertheim, situées à la droite du Rhin et sur le comté de Rieneck.

LL. AA. SS. les duc de Nassau-Usingen et prince de Nassau-Weilbourg, sur les bailliages de Diersdorf, Athunvied Neuerbourg, et la partie du comté du bas Isembourg appartenant au prince de Wied-Runckel; les comtés de Wied-Neuwied et Holzapfel, la seigneurie de Schaumbourg, le comté de Dietz et ses dépendances, la partie du village de Munzfelden appartenant au prince de Nassau-Fulde, le bailliage de Werhenn et de Burback, la partie de la seigneurie de Runckel située à la gauche de Salm, la terre équestre de Gransberg, et enfin le bailliage de Hohensalm, Braunfel et Gruffenstein.

S. A. S. le prince de Hohenzollern-Sigmaringen, sur les seigneuries de Trochtelsingen, de Jungnau, de Strasberg, sur les bailliages d'Oslrach, et la partie de la seigneurie de Moers-Kirch, située à la gauche du Danube.

S. A. S. le prince de Salm-Kyrbourg, sur la seigneurie de Gelmen.

S. A. S. le prince d'Yssembourg-Birstein, sur les possessions des comtes d'Yssembourg-Budingen, Wœchtersbach et Meerholz, sans que les comtes apanagés de sa branche puis-

sent se prévaloir de cette stipulation pour former aucune prétention à charge.

S. A. S. le duc d'Aremberg, sur le comté de Dulmen.

25. Chacun des rois et des princes confédérés possédera, en toute souveraineté, les terres équestres enclavées dans ses possessions. Quant aux terres équestres interposées entre deux des États confédérés, elles seront partagées, quant à la souveraineté, entre les deux États, aussi également que faire se pourra, mais de manière à ce qu'il n'en résulte ni morcellement ni mélange de territoires.

26. Les droits de souveraineté sont ceux de législation, de juridiction suprême, de haute police, de conscription militaire ou de recrutement et d'impôt.

27. Les princes ou comtes actuellement régnants conserveront chacun, comme propriété patrimoniale et privée, tous les domaines sans exception qu'ils possèdent maintenant, ainsi que tous les droits seigneuriaux et féodaux non essentiellement inhérents à la souveraineté, et notamment les droits de basse et moyenne juridiction en matière civile et criminelle, de juridiction et de police forestière, de chasse, de pêche, de mines, d'usines, de dîmes et prestations féodales, de pâturages et autres semblables, et les revenus provenant desdits domaines et droits.

Leurs domaines et biens seront assimilés, quant à l'impôt, aux domaines et biens des princes de la maison sous la souveraineté de laquelle ils doivent passer en vertu dudit traité ; ou si aucun des princes de ladite maison ne possède d'immeubles, aux domaines et biens de la classe la plus privilégiée. Ne pourront, lesdits domaines et droits, être vendus à un souverain étranger à la confédération, ni autrement aliénés, sans avoir été préalablement offerts au prince sous la souveraineté duquel ils se trouvent placés.

28. En matière criminelle, les princes et comtes actuellement régnants et leurs héritiers jouiront du droit d'austregues, c'est-à-dire d'être jugés par leurs pairs ; et, dans aucun cas, la confiscation de leurs biens ne pourra être prononcée ni avoir

lieu , mais les revenus pourront être séquestrés pendant la vie du condamné.

29. Les États confédérés contribueront au paiement des dettes actuelles des cercles non-seulement pour leurs possessions anciennes, mais aussi pour les territoires qui doivent être respectivement soumis à leur juridiction.

La dette du cercle de Souabe sera à la charge de LL. MM. les rois de Bavière et de Wurtemberg , de LL. AA. SS. le grand-duc de Bade, les princes de Hohenzollern - Sigmaringen, de Lichtenstein et de la Leyen , et divisée entre eux dans la proportion de ce que chacun desdits rois et princes possédera dans la Souabe.

30. Les dettes propres de chaque principauté, comté ou seigneurie passant sous la souveraineté de l'un des États confédérés , seront divisées entre lesdits États et les princes ou comtes actuellement régnants, dans la proportion des revenus que ledit État doit acquérir, et de ceux que les princes ou comtes doivent conserver d'après les stipulations ci-dessus.

31. Il sera libre aux princes ou comtes actuellement régnants et à leurs héritiers de fixer leur résidence partout où ils le voudront , pourvu que ce soit dans l'un des États membres ou alliés de la confédération du Rhin, ou dans la possession qu'ils conserveront en souveraineté hors du territoire de ladite confédération ; et de retirer leurs revenus et leurs capitaux sans pouvoir être assujettis pour cette cause à aucun droit ou impôt quelconque.

32. Les individus employés dans l'administration publique des principautés, comtés ou seigneuries qui doivent, en vertu du présent traité, passer sous la souveraineté de l'un des États confédérés , et que le souverain ne jugerait pas à propos de conserver dans leur emploi , jouiront d'une pension de retraite égale à celle que les lois et règlements de l'État accordent aux officiers du même grade.

33. Les rois, grands-ducs, ducs et princes confédérés renoncent , chacun d'eux pour soi, ses héritiers ou successeurs, à tout droit actuel qu'il pourrait avoir et prétendre sur les pos-

sessions des autres membres de la confédération, telles qu'elles sont et telles qu'elles doivent être en conséquence du présent traité; les droits éventuels des successions demeurent seuls réservés, et pour le cas seulement où viendrait à s'éteindre la maison ou la branche qui possède maintenant, ou doit, en vertu du présent traité, posséder en souveraineté les territoires, domaines et biens sur lesquels les susdits droits peuvent s'étendre.

34. Il y aura dans l'empire français et les États confédérés du Rhin, collectivement et séparément, une alliance en vertu de laquelle toute guerre continentale que l'une des parties contractantes aurait à soutenir deviendra immédiatement commune à toutes les autres.

35. Dans le cas où une puissance étrangère à l'alliance et voisine armerait, les hautes parties contractantes, pour ne pas être prises au dépourvu, armeront pareillement, d'après la demande qui en sera faite par le ministre de l'une d'elles à Francfort.

Le contingent que chacun des alliés devra fournir étant divisé en quatre quarts, la diète déterminera combien de quarts devront être rendus mobiles; mais l'armement ne sera effectué qu'en conséquence d'une invitation adressée par S. M. l'empereur et roi à chacune des puissances alliées.

36. S. M. le roi de Bavière s'engage à fortifier les villes d'Augsbourg et de Lindau; à former et entretenir en tout temps, dans la première de ces deux places, des établissements d'artillerie, et à tenir dans la seconde une quantité de fusils et de munitions suffisante pour une réserve, de même qu'à avoir à Augsbourg des boulangeries pour qu'on puisse confectionner une grande quantité de biscuit, telle qu'en cas de guerre la marche des armées n'éprouve pas de retard.

37. Le contingent à fournir par chacun des alliés, pour le cas de guerre, est fixé comme il suit :

La France fournira deux cent mille hommes de toutes armes;

Le royaume de Bavière, trente mille hommes de toutes armes;

Le royaume de Wurtemberg, douze mille hommes;

Le grand-duc de Bade, huit mille hommes;

Le grand-duc de Berg, cinq mille hommes;

Le grand-duc de Darmstadt, quatre mille hommes.

LL. AA. SS. les duc et prince de Nassau fourniront, avec les autres princes confédérés, un contingent de quatre mille hommes.

38. Les hautes parties contractantes se réservent d'admettre par la suite, dans la nouvelle confédération, d'autres princes et États d'Allemagne qu'il sera trouvé de l'intérêt commun d'y admettre.

39. Les ratifications du présent traité seront échangées à Munich le 25 juillet de la présente année.

Fait à Paris, le 12 juillet 1806, etc.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

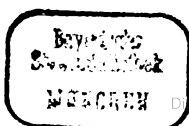


TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.¹

	Pages.
Préface.	v
Commencements du règne de Napoléon.	1
Choix des grands dignitaires.	2
Maréchaux d'empire.	<i>ib.</i>
Distribution des charges du palais.	3
Dispositions de l'opinion publique à l'avènement de l'empereur.	4
Dispositions de l'Europe.	6
Attitude du roi de Suède.	8
Attitude de la Russie et du czar Alexandre.	9
Échanges de notes diplomatiques qui font pressentir une rupture.	10
La rupture éclate.	13
Les puissances germaniques reconnaissent Napoléon pour empereur.	14
Attitude de l'Angleterre.	<i>ib.</i>
Protestation de Louis XVIII.	15
Procès de Moreau, de Georges, et des auteurs de la conspiration.	17
Première distribution des insignes de la Légion d'honneur.	24
Napoléon se rend au camp de Boulogne.	26
L'empereur distribue à l'armée d'Angleterre les décorations qu'elle a méritées. Grandes solennités de Boulogne.	27
Napoléon inspecte le camp et la côte.	30
Napoléon va visiter les départements de la ligne du Rhin.	32
Napoléon institue les prix décennaux.	33
Tout se prépare pour le couronnement de l'empereur.	34
On cherche à déterminer le pape à venir lui-même sacrer Napoléon.	<i>ib.</i>
Hésitations à Rome.	35
Négociations.	38
Le pape se rend en France.	41
Entrevue du pape et de l'empereur.	42
Arrivée du pape à Paris.	43
Discours de M. de Fontanes.	<i>ib.</i>
Le sénat proclame le résultat des votes de la France sur l'hérédité.	46
Discours de l'empereur.	47
Sacre de l'empereur et de Joséphine.	48
Détails de la cérémonie.	49

	Pages.
Impression produite par cette cérémonie.....	51
Séjour du pape à Paris.....	53
Pie VII adresse diverses réclamations au gouvernement impérial. Ré- ponse de l'empereur.....	55
Congrès royaliste de Calmar.....	60
Déclaration de Louis XVIII.....	61
Le duc d'Orléans.....	62
Le parti royaliste à l'intérieur.....	63
Fondation du royaume d'Italie.....	66
L'empereur se fait déclarer roi d'Italie.....	67
L'empereur part pour Milan.....	69
Grande revue sur le champ de bataille de Marengo.....	70
Napoléon est couronné à Milan roi d'Italie.....	71
Constitution du royaume d'Italie.....	<i>ib.</i>
Départ de Milan.....	72
La république ligurienne est réunie à l'empire.....	<i>ib.</i>
Les États de Parme sont réunis à l'empire.....	75
Nouvelles ouvertures pacifiques.....	76
Dispositions hostiles des puissances de l'Europe. — Préparatifs de guerre.....	77
Pitt, rentré aux affaires, donne aux hostilités une plus grande énergie.	<i>ib.</i>
La Russie et la Prusse.....	<i>ib.</i>
L'Autriche.....	78
Attitude de l'Espagne.....	<i>ib.</i>
Rupture entre l'Angleterre et l'Espagne.....	79
Le Portugal.....	80
La Suède.....	81
Le parti de la guerre achève de prévaloir en Russie.....	<i>ib.</i>
La Prusse cherche à intervenir comme médiatrice.....	82
Cette médiation échoue.....	83
Une grande coalition se forme contre la France.....	84
Attitude hostile et malveillante du gouvernement de Naples.....	86
Politique de Napoléon à l'égard de cette puissance.....	87
La Russie cherche à entraîner la Prusse à la guerre.....	88
Le Danemark et les électors.....	90
Attitude de la Porte Ottomane.....	91
Napoléon revient à Paris, et dispose tout pour la guerre.....	<i>ib.</i>
L'empereur au camp de Boulogne.....	92
Effectif de nos forces militaires du côté de l'Océan.....	<i>ib.</i>
Plan de descente conçu par l'empereur.....	93
Détails sur quelques expéditions maritimes.....	<i>ib.</i>

TABLE DES MATIÈRES.

501

	Pages.
Instructions données à l'amiral Villeneuve.....	95
Combat naval près du cap Finistère.....	96
Les fausses manœuvres de l'amiral Villeneuve compromettent le plan de Napoléon, et ne permettent plus de songer à une descente.....	<i>ib.</i>
L'empereur prend une résolution soudaine.....	97
L'empereur, sous la tente de Boulogne, trace en une nuit le plan de sa prochaine campagne en Autriche.....	98
Levée d'hommes. — Retour de l'empereur à Paris.....	<i>ib.</i>
L'Autriche commence la guerre, et envahit le territoire bavarois.....	99
Plan des alliés.....	<i>ib.</i>
Premières opérations en Bavière.....	100
Notifications diplomatiques.....	<i>ib.</i>
Situation des divers corps de l'armée française.....	101
Premières combinaisons de l'empereur.....	102
L'armée française viole le territoire neutre de Hesse-Cassel et d'Anspach.....	103
Mesures prises pour compléter le système de défense de l'empire. — Difficultés financières.....	104
Napoléon se rend au sénat, et tient une séance impériale.....	105
Discours de l'empereur.....	106
Le sénat décrète des levées d'hommes et quelques mesures de défense.....	108
Traité avec Naples.....	109
Suite des opérations de l'armée française en Allemagne.....	<i>ib.</i>
Forces respectives mises en campagne par les diverses puissances belligérantes.....	111
Position du général Mack sur le haut Danube.....	112
Napoléon détermine quelle sera l'organisation du gouvernement en son absence.....	<i>ib.</i>
L'empereur part pour se mettre à la tête de son armée.....	113

LIVRE DEUXIÈME.

Proclamation de l'empereur.....	115
Premières marches de la grande armée.....	116
Combat de Wertingen. — Suite des mouvements offensifs.....	118
Combat de Günsbourg.....	119
Prise de Menningen et de Munich.....	121
L'empereur s'associe à toutes les fatigues de son armée.....	122
Combat d'Albeck.....	<i>ib.</i>
Combat d'Elchingen.....	123
L'armée autrichienne est cernée dans Ulm.....	124
Nouveaux combats.....	125

	Pages.
L'armée française attaque les positions qui entourent la ville d'Ulm...	126
Situation désespérée de Mack.....	<i>ib.</i>
L'armée autrichienne capitule dans Ulm.....	127
Proclamation de l'empereur.....	128
L'empereur envoie les drapeaux conquis.....	130
Jugements provoqués par la conduite de Mack.....	<i>ib.</i>
Guerre maritime.....	131
L'amiral Villeneuve dans la rade de Cadix.....	132
Fâcheuse situation des flottes française et espagnole.....	<i>ib.</i>
L'amiral Villeneuve pressent une ruine inévitable.....	133
Bataille navale de Trafalgar.....	136
Résultats du désastre de Trafalgar.....	148
Événements militaires dans le royaume d'Italie. — Proclamation du vice-roi.....	151
L'armée française passe l'Adige.....	152
Suite des opérations. Combat de San-Michele.....	153
Combat de Caldiero.....	154
Prise de Vicence. Retraite du prince Charles.....	155
L'armée française continue sa marche offensive, et occupe plusieurs provinces méridionales de l'Autriche.....	<i>ib.</i>
Situation intérieure de l'empire français.....	157
Incertitudes de l'opinion. — La confiance manque.....	158
Difficultés que le gouvernement rencontre.....	159
Crises financières. — Fâcheuse situation de la banque. — Expédients..	160
Commencements de rupture avec la Prusse.....	162
Démarches significatives du roi de Prusse.....	164
Attitude énergique de Napoléon.....	165
Traité secret entre la Prusse et le czar. Entrevue des deux souverains à Postdam.....	166
Armements de la Prusse.....	167
Résolution de l'empereur Napoléon.....	168
Suite des opérations militaires en Allemagne.....	170
Suite des opérations. — Fatigues de la guerre.....	172
Événements militaires dans le Tyrol et dans les provinces monta- gneuses.....	173
Opérations en avant de Vienne.....	174
L'ennemi demande un armistice qui est refusé.....	175
Les Français menacent Vienne.....	<i>ib.</i>
Mouvements combinés des différents corps.....	176
Les Russes repassent le Danube.....	177
Combat de Marienzell.....	178

	Pages.
Opérations dans le Tyrol.....	178
Le 76 ^e de ligne retrouve ses drapeaux à Inspruck.....	179
Augereau entre dans le Voralberg.....	181
Glorieuse affaire de Diernstein.....	182
Les Français s'emparent de Vienne.....	188
Napoléon, maître de Vienne, se livre aux soins du gouvernement....	191
Suite des opérations militaires. — Direction imprimée aux divers corps.	192
La grande armée se porte sur la Moravie.....	193
Combat de Schoen-Grabern.....	195
Ouvertures pacifiques de l'Autriche.....	<i>ib.</i>
Situation difficile de la Prusse.....	196
Mission du comte de Haugwitz.....	197
Napoléon envoie le général Savary auprès du czar.....	198
Dispositions belliqueuses qui se manifestent dans les conseils d'Alexandre.....	201
Mission du prince Dolgorouki.....	202
Napoléon feint de rétrograder, et donne le change à l'ennemi.....	203
Théâtre de la lutte. La Moravie.....	204
Mouvements des deux armées.....	205
Préludes de la bataille d'Austerlitz.....	207
Proclamation de l'empereur.....	211
Napoléon inspecte les avant-postes.....	212
Bataille d'Austerlitz.....	214
Sanglants trophées de la victoire.....	228
Napoléon remercie la grande armée.....	229
Récompenses décernées aux braves.....	231
L'aigle du 4 ^e régiment.....	<i>ib.</i>
Entrevue des empereurs de France et d'Autriche.....	232
Générosité de Napoléon à l'égard des Russes.....	233
Démarche calculée du représentant de la Prusse.....	234
Dures conditions imposées à la Prusse par Napoléon.....	235
On discute à Presbourg les bases de la paix.....	237
Traité de Presbourg.....	239

LIVRE TROISIÈME.

Retour triomphal de Napoléon. — Alliances princières.....	243
Réception décernée à l'empereur par les grands corps de l'État.....	244
Impression produite par ces ovations sur l'esprit de l'empereur.....	246
Napoléon cherche à imiter Charlemagne.....	247
L'empereur médite de punir la cour de Naples de ses hostilités.....	248
Proclamation de l'empereur contre la maison de Naples.....	250

	Pages.
Expédition des Français dans le royaume des Deux-Siciles.....	251
Conquête de Naples.....	253
Napoléon à Paris.....	254
Modifications importantes introduites dans le ministère.....	<i>ib.</i>
Réorganisation financière.....	255
Situation intérieure de l'empire.....	257
Décrets sur des matières ecclésiastiques.....	260
Restauration de l'église de Saint-Denis, et création du chapitre.....	261
Ouverture de la session.....	262
Mort de Pitt. — Jugement porté sur ce ministre.....	265
Avènement de Fox. Changements dans le ministère anglais.....	268
Fox ouvre des négociations avec la France.....	269
De graves difficultés surgissent pour la Prusse.....	271
Dures conditions imposées au roi de Prusse. — Mission du comte de Haugwitz.....	273
La Prusse fait occuper le Hanovre.....	<i>ib.</i>
Nouveau traité subi par la Prusse.....	274
L'armée prussienne occupe le Hanovre. Conséquences de cette invasion.....	275
Difficultés avec l'Autriche. — Affaires des bouches du Cattaro.....	276
Suite des négociations entre la France et l'Angleterre.....	278
Négociations avec la Russie.....	280
Napoléon se montre plus exigeant à l'égard de l'Angleterre.....	281
Les négociations suivent leur cours.....	282
Mort de Fox. — Jugement porté sur ce ministre.....	283
Développement du système fédératif de Napoléon.....	285
Un décret détermine la condition légale des princes français.....	288
Venise est réunie au royaume d'Italie. — Institution de douze grands fiefs.....	289
Joseph Bonaparte est institué roi de Naples.....	<i>ib.</i>
Création de six grands fiefs.....	<i>ib.</i>
Murat est nommé duc de Berg et de Clèves.....	290
Apanages des princesses Pauline, Elisa, et de Berthier.....	<i>ib.</i>
Talleyrand et Bernadotte sont nommés princes.....	291
La Hollande est érigée en royaume.....	<i>ib.</i>
Investiture de Louis Bonaparte, nommé roi de Hollande.....	294
Audience solennelle accordée au représentant de la Porte.....	299
Le cardinal Fesch est nommé électeur archichancelier de l'empire d'Allemagne.....	300
Établissement de la confédération du Rhin, sous la suzeraineté de la France.....	301
François II accepte avec résignation le nouvel ordre de choses.....	308

TABLE DES MATIÈRES.

503

	Pages.
Les autres puissances semblent disposées à moins de complaisance.....	310
Conduite de la Prusse.....	<i>ib.</i>
La Russie rompt de nouveau avec la France.....	314
La Prusse et la France se disposent à la guerre.....	315
État de l'opinion en Allemagne.....	316
Sanglantes représailles de Napoléon. — Mort de Palm.....	318
Enthousiasme militaire de la Prusse.....	319
Napoléon et le roi de Prusse disposent tout pour la guerre.....	321
Napoléon part pour l'Allemagne. — Dernières notes diplomatiques. — Manifeste.....	323
Incidents. — Premiers et graves dissentiments avec le pape.....	326
Le pape refuse de déclarer nul le mariage de Jérôme Bonaparte.....	327
Rome persiste à offrir un asile à Lucien Bonaparte.....	336
Le pape réclame contre l'occupation d'Ancône.....	330
L'empereur refuse d'accueillir ces justes plaintes.....	332
L'empereur exige que les ennemis de la France soient éloignés des États de l'Église.....	334
Le pape refuse d'obtempérer à cette exigence.....	335
Lettre de Pie VII à Napoléon.....	<i>ib.</i>
L'empereur rappelle en France le cardinal Fesch. — Nouvelles difficultés au sujet des changements dynastiques opérés dans le royaume de Naples. — L'empereur maintient ses premières exigences.....	338
Une loi établit l'université impériale.....	340
Forces respectives et dispositions des puissances belligérantes au début de la campagne.....	341

LIVRE QUATRIÈME.

Difficultés nombreuses qui assiègent l'empereur. — Elles naissent du développement rapide de l'empire.....	342
Mesures défensives prises par Napoléon.....	344
L'empereur avise à maintenir dans son alliance l'Autriche et le royaume de Wurtemberg.....	345
Ce qu'aurait dû faire la Prusse.....	<i>ib.</i>
Description de ce royaume.....	346
Théâtre de la guerre. Premières opérations des armées prussiennes....	350
Proclamation du duc de Brunswick.....	351
Proclamation de l'empereur Napoléon.....	352
Premiers mouvements de part et d'autre.....	354
Le plan de campagne des Prussiens est défectueux.....	355
Situation de l'armée ennemie.....	356
Situation et mouvements de l'armée française.....	357

	Pages.
Premiers combats	358
Mort du prince Louis-Ferdinand.....	359
Suite des opérations.....	360
L'armée française se porte sur Iéna.....	361
Lettre de l'empereur au roi de Prusse.....	363
L'armée prussienne prend de nouvelles positions.....	364
Tout se dispose pour une double bataille.....	365
Bataille d'Iéna.....	<i>ib.</i>
Préludes de la bataille d'Auerstaedt.....	373
Récit de la bataille.....	375
Injuste oubli de l'empereur.....	385
Résultats de la bataille.....	386
Les prisonniers saxons sont renvoyés libres.....	388
L'empereur ordonne à Mortier d'envahir la Hesse.....	389
Suite des opérations militaires.....	<i>ib.</i>
Napoléon à Weimar.....	390
Suite des mouvements. — Combat de Halle.....	391
Destruction de la colonne de Rosbach.....	392
Les Français passent l'Elbe.....	393
La Saxe abandonne la cause du roi de Prusse.....	394
L'empereur à Potsdam.....	<i>ib.</i>
Napoléon et Frédéric.....	395
Proclamation de l'empereur à la grande armée.....	399
Trophées envoyés aux Invalides.....	401
Napoléon entre à Berlin.....	<i>ib.</i>
Acte de clémence.....	402
Mesures violentes.....	404
Mort du duc de Brunswick, fugitif et dépossédé de ses États.....	<i>ib.</i>
Suite des opérations de la guerre.....	405
Le prince de Hohenlohe capitule.....	<i>ib.</i>
Prise de Spandau.....	406
Prise de Stettin et de Custrin.....	407
Fuite de Blücher. — Combat de Lubeck. — Blücher met bas les armes.....	408
Prise de Magdebourg.....	409
Napoléon assure toutes ses lignes d'opérations.....	410
Résultats de la campagne de Prusse.....	411
Un décret ordonne la construction du <i>temple de la Gloire</i>	<i>ib.</i>
Napoléon manque de décision à l'égard de la Prusse.....	412
L'empereur veut mettre l'Angleterre et son commerce au ban des nations.....	413
Un décret met les Iles Britanniques en état de blocus continental.....	414

	Pages.
Napoléon se dispose à entrer en Pologne.....	415
L'empereur lève de nouvelles troupes. — Son message au sénat,....	417
Vastes préparatifs.....	419
La Saxe est érigée en royaume.....	420
Le czar lève quatre cent mille hommes, et se prépare à défendre son empire.....	421
Les principaux corps de la grande armée s'acheminent vers la Pologne,....	422
La Pologne.....	423
Politique de Napoléon à l'égard de ce pays.....	<i>ib.</i>
Premières marches en Pologne.....	424
Proclamation de l'empereur.....	425
Débuts de la campagne.....	426
Premiers combats.....	429
Bataille de Pultusk.....	430
Combats de Golymin et de Soldau.....	432
La grande armée prend ses quartiers d'hiver.....	433
Prise de Breslau.....	<i>ib.</i>
Napoléon à Varsovie.....	<i>ib.</i>
Mouvements de l'armée russe.....	437
Napoléon prend des mesures pour contenir et repousser l'ennemi....	439
Les Russes se replient sur Eylau.....	440
Description du champ de bataille.....	441
Position des deux armées.....	<i>ib.</i>
Bataille d'Eylau.....	442
L'armée française reprend ses quartiers.....	449
Proclamation de l'empereur.....	450
Opérations pendant l'hiver.....	<i>ib.</i>
Siège de Dantzick.....	451
Lefebvre est institué duc de Dantzick.....	453
Situation de l'armée.....	455
Napoléon à Osterode et à Finkenstein.....	456
Événements en Turquie.....	457
Médiation offerte par l'Autriche.....	458
Napoléon ordonne de nouvelles levées d'hommes.....	<i>ib.</i>
Napoléon reçoit l'envoyé du schah de Perse.....	459
Ouvertures pacifiques adressées au czar. — Elles sont repoussées....	<i>ib.</i>
Les puissances ennemies cimentent leur alliance contre Napoléon....	460
Reprise des hostilités. — Combats sur les bords de la Passarge.....	<i>ib.</i>
Bataille de Heilsberg.....	461
Suite des mouvements de l'armée.....	462
Préludes de la bataille de Friedland.....	463

	Pages.
Bataille de Friedland.....	464
La grande armée se porte sur le Niémen.....	471
Armistice.....	<i>ib.</i>
Proclamation de l'empereur à son armée.....	472
Entrevues de Tilsit.....	473
Le czar Alexandre.....	473
Séjour des trois souverains à Tilsit.....	476
Paix de Tilsitt.....	<i>ib.</i>
Napoléon revient en France.....	479

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

N° I. — Traité de Presbourg, intervenu entre la France et l'Autriche, après la bataille d'Austerlitz.....	481
N° II. — Traité de la confédération des États du Rhin.....	487

FIN DE LA TABLE.













